



HAL
open science

**Les possibilités et les effets de convergences des
mouvements contestataires, sous la répression : les
mobilisations au nom de groupes sociaux opprimés sur
la base du genre, de l'orientation sexuelle ou de
l'appartenance ethnique, en Turquie**

Pinar Selek

► **To cite this version:**

Pinar Selek. Les possibilités et les effets de convergences des mouvements contestataires, sous la répression : les mobilisations au nom de groupes sociaux opprimés sur la base du genre, de l'orientation sexuelle ou de l'appartenance ethnique, en Turquie. Science politique. Université de Strasbourg, 2014. Français. NNT : 2014STRAA002 . tel-01131837

HAL Id: tel-01131837

<https://theses.hal.science/tel-01131837v1>

Submitted on 16 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉCOLE DOCTORALE 101 - DROIT, SCIENCE POLITIQUE, HISTOIRE
UMR 7354 - Droit, Religion, Entreprise et Société (DRES)

THÈSE présentée par :

Pinar SELEK

soutenue le : 7 mars 2014

pour obtenir le grade de : **Docteur de l'Université de Strasbourg**

Discipline/ Spécialité : Science politique

**Les possibilités et les effets de
convergences des mouvements
contestataires, sous la répression**

*Les mobilisations au nom de groupes sociaux
opprimés sur la base du genre, de l'orientation
sexuelle ou de l'appartenance ethnique, en Turquie*

THÈSE dirigée par :

M. AKGONUL Samim

Professeur, Université de Strasbourg

RAPPORTEURS :

Mme SOMMIER Isabelle

Professeur, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

M. BOZARSLAN Hamit

Directeur de recherche, EHESS

AUTRES MEMBRES DU JURY :

M. ROWELL Jay

Directeur de recherche CNRS, Université de Strasbourg

Mme CALOZ-TSCHOPP Maire-Claire

Professeur, Université de Lausanne

À ma mère qui est une belle étoile dans le ciel...

Remerciements :

Dès mon entrée à l'Université de Strasbourg, j'ai adhéré à *Doxtra*, l'association des doctorantEs pour laquelle, « *Une thèse, ça ne s'écrit pas tout seul* ». J'avais bien aimé ce slogan d'appel à la solidarité entre les doctorantEs. Mais je ne l'ai véritablement compris qu'au moment où j'ai commencé à travailler. Une thèse ne s'écrit pas toute seule. Celle-ci en est un exemple.

S'il n'y avait pas eu certaines personnes, je n'aurais pas pu l'écrire.

Si je n'avais pas eu ma sœur et mon père, je n'aurais rien pu faire. Grâce à eux je respire. Ils ont été mon appui fondamental : ma forteresse juridique, mon pilier financier, mais surtout, mes deux diamants d'amour. Si le professeur Baskın Oran, courageux politologue de Turquie, ne m'avait pas poussée à cette idée de rédiger une thèse et s'il ne m'avait pas orientée vers l'Université de Strasbourg, je n'aurais jamais pu la commencer.

C'est avec Samim Akgönül que j'ai eu l'opportunité de m'engager concrètement dans ce processus. Il a été mon directeur de thèse, mon ami, mon collègue, et m'a soutenue sans aucune réserve. Depuis le début, nos discussions, ses conseils et sa contribution ont été précieux. Je n'aurais pas pu accomplir ce travail sans son soutien.

Ma rencontre avec Isabelle Sommier a été déterminante et m'a permis d'avancer. Avec elle, je me suis sentie comme une apprentie : elle m'a offert le bonheur de cette expérience. Elle m'a montré le chemin. Son aide a été décisive pour cadrer mon travail. Ses critiques ont été mon moteur.

Je suis particulièrement reconnaissante à Hamit Bozarşlan pour ses remarques très constructives et encourageantes, durant l'écriture de la thèse. Surtout ses conseils sur *la pensée complexe* ont été importants pour moi. Je remercie chaleureusement Magdalena Hadjiisky et Jules Falquet avec qui j'ai eu des échanges d'une grande richesse.

Je remercie les militantEs en Turquie qui, malgré mon exil et avec une grande générosité, m'ont ouvert toutes les portes pour mener à bien cette recherche. Cette thèse a été un travail collectif parce que j'ai bénéficié du soutien indéfectible d'amiEs pour la relecture et la correction de mon travail. Étienne Copeaux a été présent, du début à la fin, avec ses interventions attentives. Carine Lorenzoni a lu plusieurs fois l'ensemble de la thèse et a

contribué à ce travail avec toute son énergie et générosité. Constanze Ambrecht, ma voisine, ma collègue, mon amie pour la vie, m'a aidée durant tout le processus, de l'hébergement aux obligations de tous les jours, de la lecture à la préparation des tableaux. Sa mère Angelika et son père Wilfried sont devenus les miens. Je ne les quitterai jamais. Je veux également exprimer ma profonde gratitude à Constanze et à Stéphanie Fischer pour leur engagement au sein de l'association *Doxtra* dont l'objet est de créer et de développer la solidarité entre doctorantEs. Ensemble, nous avons œuvré pour mettre en place des réseaux d'entraide, dont j'ai pu, moi-même, bénéficier.

Je remercie chaleureusement Christine Panzer, Pierre Greib, Oristelle Bonis, Isabelle Ripp, Marie Freilig, Sophie Boudin, Myriam Chopin et Gildas Renou pour leurs contributions à la lecture et aux corrections.

Alain Desgranges m'a beaucoup aidée dans la relecture et la rédaction, il est devenu mon dictionnaire vivant mais surtout, il a été ma source d'énergie.

Şirin Tekeli non seulement a contribué à ma réflexion, notamment en me donnant des conseils sur la théorie de la *pensée complexe*, mais surtout elle m'a offert un refuge paradisiaque pour que je finisse ma thèse dans les meilleures conditions possibles.

Cette thèse a été rédigée dans la contrainte de l'exil, je tiens donc à remercier tous les amiEs de mon Comité de soutien, particulièrement Manu, Aude, Esther, Marisa Martinez, Irène Tabellion, Haydar Kaybaki, Muharrem Koç Mine Günbay, Christine Panzer, Myriam Chopin, Pierre Greib, Songül Çelik, Frédérique Riedlin, Abderkarim Ramdane et Philippe Bies.

Le comité de soutien universitaire a joué un rôle essentiel en me permettant de travailler librement. Je remercie tout particulièrement Alain Beretz, président de l'Université de Strasbourg, pour son soutien indéfectible. Sa formule d'« asile académique » est devenue une réalité grâce, notamment, à la contribution sans faille des fondateurs et participantEs de ce comité universitaire : Pascal Maillard, Solenne Joueneau, Sylvain Laurens, Lise Maillard, Francis Kern, Armelle Tanvez, Edouard Mehl. Je remercie également mes collègues du laboratoire DRES et ses directeurs Michel Deneken et Francis Messner. J'adresse un merci particulier à Christophe Lemius, Françoise Curtit et Anne-Laure Zwelling qui m'ont accompagnée chaleureusement durant la rédaction.

Il y a encore une centaine de personnes qui, depuis que j'ai quitté mon pays, ont construit une chaîne de solidarité autour de moi. À toutes et à tous, je veux exprimer, ici, mon infinie reconnaissance.

Je cherche un terme qui dépasse le remerciement. Je le trouverai et leur dirai un jour.

« Celui que l'on a offensé, laissé de côté, découvre soudain quelque chose d'aussi brutal que les douleurs fulgurantes traversant son propre corps. Il comprend qu'au plus profond de l'amour aveugle - qui n'en sait rien et ne doit rien en savoir - persiste le désir de ne pas se laisser aveugler. Il a subi un tort : il en déduit la revendication d'un droit qu'il doit en même temps rejeter, puisque ce qu'il attend ne peut être donné qu'en toute liberté. Dans une telle détresse, celui qui est repoussé devient humain. »

(Adorno, *Minima Moralia*, 155)

TABLE DES MATIÈRES

INDEX DES TABLEAUX	12
LISTE DES ANNEXES	13
LISTE DES ABREVIATIONS.....	15
INTRODUCTION.....	19
1. PROBLÉMATIQUE.....	19
2. LA MÉTHODOLOGIE : Comprendre la complexité.....	31
PREMIÈRE PARTIE : Les dynamiques de convergences des mouvements contestataires en Turquie.....	45
Chapitre 1 : Multiplicité des mouvements contestataires en Turquie	48
1. Les mouvements pour l'émancipation sur la base de l'ethnicité	50
2. Les mouvements pour l'émancipation sur la base du genre et de la sexualité.....	74
Chapitre 2 : Convergence des mouvements sociaux dans un univers de contraintes et de pouvoir monopolistique.....	106
1. Remise en cause des fondements de l'État turc	112
2. L'émergence d'un nouveau cycle de contestation après le coup d'État 1980.....	142
3. Chercher la liberté avec la gauche, malgré elle.....	169
4. La répression comme facteur de rapprochement: la construction du champ multi- organisationnel	191
Conclusion de la première partie.....	216
DEUXIEME PARTIE : Les lignes de fractures et d'innovations.....	221
Chapitre 3 : Les conflits sur les lignes de dissociation	223
1. Des rapports sociaux dans l'espace militant contestataire: genre, classe, ethnie, âge.....	226
2. De la politique à la police: de la contestation à l'intégration?	253
3. Le dilemme d'identité	291
Chapitre 4 : Les effets des interactions : les innovations et la naissance d'un nouveau cycle de contestation.....	310
1. Des cadrages novateurs: identité ou liberté?	312
2. Innovation des modalités de mobilisation.....	334
Conclusion de la deuxième partie	357
CONCLUSION DE LA THÈSE.....	363
BIBLIOGRAPHIE	374

INDEX DES TABLEAUX

Tableau 1 - Les périodes de cycles de contestations entre 1960 et 2010 en Turquie	20
Tableau 2 - Les campagnes féministes organisées par les plateformes au niveau national en Turquie entre 1985 et 2012	90
Tableau 3 - Les principales organisations LGBT en 2012	91
Tableau 4 - Un exemple des manifestations du mouvement LGBT : Marches de la fierté.....	97
Tableau 5 - La trajectoire des familles du mouvement féministe.....	108
Tableau 6 - La trajectoire des familles du mouvement des partis légaux kurdes	108
Tableau 7 - La trajectoire des familles du mouvement LGBT	109
Tableau 8 - La trajectoire des familles d'Agos	109
Tableau 9- L'espace militant multi-organisationnel	213
Tableau 10 - Types de liens entre les organisations.....	214
Tableau 11 - Organisations pour l'environnement, l'écologie ou la culture dans la plateforme de solidarité pour Gezi (mai 2013).....	219
Tableau 12 - Organisations féministes, LGBT ou pour d'autres groupes sociaux dans la plateforme de solidarité pour Gezi (mai 2013).....	219
Tableau 13 - Les organisations professionnelles ou syndicales dans la plateforme de solidarité pour Gezi (mai 2013).....	220
Tableau 14 - Les partis politiques et organisations du mouvement de la gauche dans la plateforme de solidarité pour Gezi (mai 2013).....	221
Tableau 15 - Les principaux donateurs de soutiens financiers des organisations féministes et LGBT entre 2006-2012	274
Tableau 16 - Collectifs créés après les manifestations de place Taksim	361

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : L’historique général des organisations dans les mouvements	405
ANNEXE 2 : Illustrations du mouvement féministe	
Figure 1 : Manifestation féministe de 8 Mars 2010 à Ankara	416
Figure 2 : La préparation des militantes de <i>Kaos GL</i> pour le 8 mars 2012.....	416
Figure 3 : Journal <i>Pazartesi</i> - no : 109- 2006.....	417
Figure 4 : Revue <i>Kaktus</i> - no : 17.....	417
Figure 5 : L’affiche d’ <i>Amargi</i> - Izmir.....	417
Figure 6 : Revue <i>Amargi</i> - no : 1- 2006	418
Figure 7 : Revue <i>Feminist politika</i> - no : 7- 2010	418
ANNEXE 3 : Illustrations du mouvement autour d’Agos	
Figure 8 : L’enterrement de Hrant Dink - 2007.....	419
Figure 9 : L’enterrement de Hrant Dink - 2007.....	419
Figure 10 : La manifestation des amiEs de Hrant devant le tribunal - 2012.....	419
Figure 11 : Communiqué de presse des amiEs de Hrant - 2013	419
ANNEXE 4 : Illustrations du mouvement des partis légaux kurdes	
Figure 12 : Manifestation de <i>Newroz</i> - Diyarbakir - 2010	420
Figure 13 : Le quotidien <i>Gundem</i> 21 mars 2012 appelant à la manifestation de <i>Newroz</i>	420
Figure 14 : Les logos des partis légaux kurdes (HEP, DEP, HADEP, DEHAP, ÖP, DTP, BDP) .	421
Figure 15 : Manifestation des femmes kurdes - 8 mars 2011	421
ANNEXE 3 : Illustrations du mouvement LGBT	
Figure 16 : Marche de fierté - Taksim - 2013.....	422
Figure 17 : Marche de fierté - Taksim - 2013.....	422
Figure 18 : Un exemple des centaines d'escaliers	422
Figure 19 : La revue <i>Kaos GL</i>	423
Figure 20 : Manifestation de <i>Lambda</i> avec la plateforme antimilitariste pour solidarité avec Mehmet Tarhan, objecteur de conscience - 2004	423
Figure 21 : Manifestation des féministes, des LGBT antimilitaristes - 2009.....	424
Figure 22 : Manifestation de la plateforme antimilitariste - 2007.....	424
Figure 23 : Marche de Trans-fierté - Taksim - 2013	424

ANNEXE 5 : Illustrations des manifestations de la place Taksim

Figure 24 : Manifestation de la place Taksim	425
Figure 25 : Manifestation de la place Taksim	425
Figure 26 : Manifestation et barricades à la place Taksim après la répression	425
Figure 27 : Les manifestations de la place Taksim	426
Figure 28 : Les manifestations de la place Taksim	426
Figure 29 : Une image de l'occupation du parc Gezi	426
Figure 30 : La marche après la répression, à la place de Taksim	427
Figure 31 : La marche après la répression, à la place de Taksim	427

LISTE DES ABREVIATIONS

AKP : parti pour la justice et développement

CHP : parti républicain du peuple

BDP : parti pour la paix et la démocratie

DEP : parti de la démocratie

DEHAP : parti de la démocratie du peuple

DÖH : mouvement de la démocratie et de la liberté

DÖKH : mouvement des femmes libres et démocrates

EMEP : parti du travail

DISK : confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires de Turquie

SİP : parti socialiste des ouvriers révolutionnaires

DTH : mouvement de la société démocratique

DTK : congrès de la société démocratique

DTP : parti de la société démocratique

EDP parti de la démocratie et l'égalité

ESP : parti socialiste des opprimés

FKF : fédération des clubs de réflexions

HADEP : parti de la démocratie populaire

HDP : parti démocratique des peuples

HEP : parti du travail du peuple

HSP : parti de la voix du peuple

IHD : association des droits humains

IKKIV : fondation de culture et de communication des femmes

KADER : association de soutien aux candidates

KAMER : centre solidarité femmes

KIHP association de défense des droits humains des femmes

LGBT : lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres

LISTAG groupe des parents des LBGT

ÖP : parti de la liberté

ÖDP : parti pour la liberté et solidarité

ÖZEP : parti du travail et de la liberté

ÖZDEP : parti de la liberté et de la démocratie

PKK : parti des travailleurs de Kurdistan

SDP : parti de démocratie socialiste

SFK : collectif socialiste et féministe SFK

SHP : parti social démocrate du peuple

SPOD : association pour les droits sociaux

TIP : Parti des ouvriers de Turquie

TKP: parti communiste de Turquie

VAKAD : association des Femmes de Van

YSGP : le parti « les Verts et la Gauche viendront »

Introduction

INTRODUCTION

1. PROBLÉMATIQUE

« *La liberté est un mot qui chante plus qu'il ne parle.* »

Paul Valéry

Le printemps 2013 jette une nouvelle lumière sur la Turquie et met le pays au centre de l'attention internationale. Les « manifestations de la place Taksim », en mai et juin 2013, sont interprétées par les manifestantEs ou par plusieurs observateurs comme étant une révolution voire « le mai 68 turc », « le printemps turc » ou la « Commune de Taksim »¹. Vis-à-vis de cette mobilisation, la réaction la plus marquante est l'étonnement.

En dépit d'un régime monolithique, de fortes tensions intérieures et des gouvernements néoconservateurs, un nouveau cycle de contestation en Turquie, avec sa multiplicité, sa créativité, son pacifisme résistant, étonne les journalistes locaux et internationaux. Même une manifestante s'exprime ainsi, durant les manifestations : « *C'est comme un rêve. Un rêve qui continue. C'est venu juste quand on avait perdu la force de l'imagination.* »²

Aux mois de mai et de juin 2013, le monde entier suit une « révolte inhabituelle » dont la plupart des manifestantEs ne visent pas directement un changement de gouvernement ou de régime. Les étudiants, les élèves, les enseignants, les ouvriers, les employés de bureau, les habitants des bidonvilles, les entrepreneurs, les commerçants, les artistes, les militantEs de multiples appartenances ethniques, sexuelles et politiques défendent leur espace et styles de vie qui sont visiblement différents les uns des autres. La créativité et l'humour dans de ces actions nourrissent l'étonnement. La diffusion de leurs paroles est rapide et constante, l'adoption de slogans atteint le niveau national et les différentes couches de la société. En plus, malgré la répression meurtrière de la police, la résistance pacifique et déterminée de centaines de milliers de personnes, dont les jeunes (de 15 à 30 ans) sont les plus nombreux, n'est pas

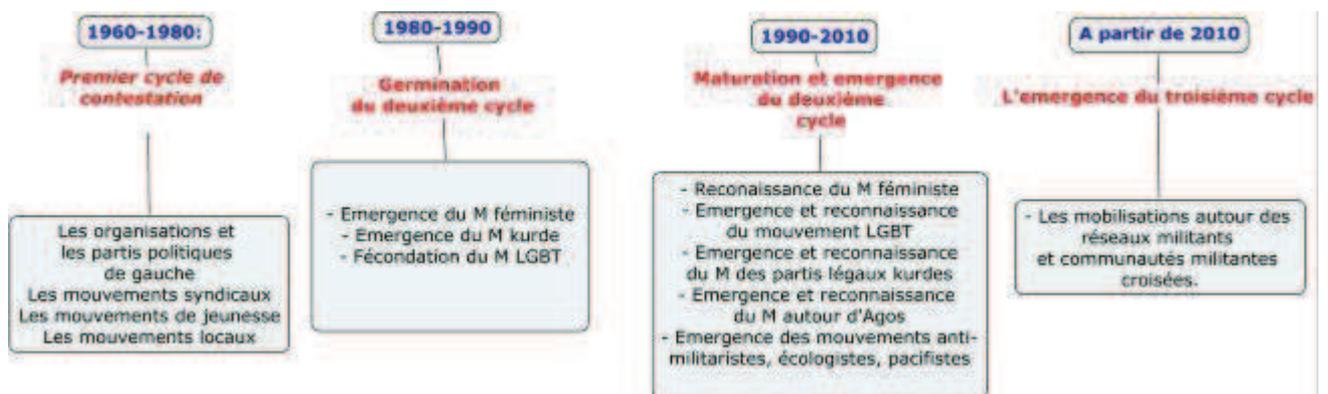
¹ « Printemps turc : Erdoğan en bout de course », *Libération*, par Marc Sémo, 6 juin 2013, « La Turquie fait son mai 68 », *le Monde*, par Guillaume Perrier, 15 juin 2013.

² Tiré de l'entretien avec Elif Avcı accordé le 6 juillet 2013.

défaite. Les manifestations de Taksim se sont transformées en de multiples formes de rencontres, manifestations, actions qui ne réunissent certes pas des masses mais qui continuent à se produire en permanence jusqu'à présent.

Comment peut-on comprendre cette « révolte étonnante ? » Erik Neveu relie l'attention pour le champ de recherche à la fascination pour l'objet et à l'impatience à théoriser l'immédiat « *qui débouche parfois sur une célébration complice de la nouveauté. Or, nombre des traits associés au « nouveau » se retrouvent sans peine dans diverses séquences de mobilisations 'anciennes'...* »¹ Comme il le dit, pour comprendre ce qui est « nouveau », il nous faut contribuer à aborder ces mobilisations « inattendues » à partir des transformations sur lesquelles elles s'appuient, dans l'espace militant protestataire en Turquie, par exemple à partir d'un cycle de contestation (1985-2010) qui a provoqué plusieurs innovations dans le répertoire² et les modalités d'organisation et d'action dans le même espace. (cf. tableau n : 1)

Tableau 1 - Les périodes de cycles de contestations entre 1960 et 2010 en Turquie



Cette distinction repose sur le concept de *cycle de mobilisation* (*cycle of protest* ou *cycle of collective action*)³ proposé par Sidney Tarrow, dans une étude consacrée aux mouvements sociaux en Italie à la charnière des années 1960 et 1970, pour s'intéresser aux conditions de généralisation et d'agrégation des contestations sociales.⁴ Comme le souligne

¹ Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, la Découverte, 2011, p. 66.

² Le concept de « répertoire d'action collective » que Tilly théorise (Charles Tilly, *La France conteste*, Paris, Fayard, 1986) dans le cadre de ses études de sociologie historique sur l'action collective en France et en Grande Bretagne depuis le 17^{ème} siècle, recouvre « un ensemble d'interdépendances complexes associant protestataires, pouvoirs publics et publics. » (Olivier Fillieule, « Tombeau pour Charles Tilly-Répertoires, performances et stratégies d'action », in Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 80).

³ Sidney Tarrow, *Democracy and disorder: Protest and politics in Italy, 1965-1975*, Oxford University Press, 1989.

⁴ Isabelle Sommier, in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Science Po, Paris, p. 173.

Isabelle Sommier, « « *Par définition, un cycle de protestation suppose que les innovations, organisationnelles, idéologiques et de modes d'action, initiées dans un espace donné et/ou par un groupe soient reprises et élargies à d'autres secteurs de la vie sociale.* »¹ En s'appuyant sur ce concept, nous construisons notre propre conception du cycle, plus large et conforme au contexte de la Turquie. Nous montrerons ainsi les innovations qu'a causées ce cycle (1985-2010) à partir de cinq éléments: « *l'intensification du conflit, sa diffusion géographique et sociale, l'apparition d'actions spontanées mais aussi de nouvelles organisations, l'émergence de nouveaux symboles, de nouvelles interprétations du monde et idéologies, l'extension du répertoire d'actions.* »²

Le Tableau 1 ne montre que les différentes périodes des cycles de contestations entre 1960 et 2013 dans l'espace militant contestataire en Turquie et les mouvements principaux, pour faciliter la lecture. Mais il nous faut analyser les dynamiques de ces changements et examiner leurs bases historiques, leurs causes sociologiques et politiques en prenant en compte le contexte politique où s'inscrivent ces cycles et les influences du régime politique à ce processus. En analysant les acteurs de contestation par leurs inscriptions sociales, en mettant l'accent sur l'historicité des phénomènes sociaux et en portant l'attention aux différentes temporalités de l'action collective, la présente recherche traite le temps et l'espace en tant que variables constitutives de l'analyse. Sans comprendre les dynamiques sociopolitiques de l'espace militant contestataire en Turquie, il est très difficile d'analyser cette actuelle résistance « inattendue ».

Herbert Kitschelt propose de classer les systèmes politiques à partir de leur degré de réceptivité. Selon lui, le trait unitaire des partis politiques, la stabilité des alliances politiques et le manque de participation sont des signes d'un système fermé.³ En rejoignant à Erik Neveu sur le côté simplificateur de ce modèle,⁴ nous aborderons le contexte de la Turquie avec sa trajectoire exceptionnelle : pays-carrefour aux portes de l'Europe, la Turquie contemporaine, héritière de l'Empire ottoman, vit une expérience démocratique précoce et fragile. Malgré le système parlementaire, l'État, en s'imposant comme la figure centrale de la

¹ Isabelle Sommier, « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 111.

² Isabelle Sommier, « Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 68 », *Histoire&Politique. Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008, www.histoire-politique.fr

³ Herbert Kitschelt, « Political opportunity structure and political protest : Anti nuclear movements in four democracies », *British Journal of Political Science*, 1986, pp. 57-85.

⁴ Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit.

démocratie, donne au régime une dimension autoritaire, par exemple avec son armée qui prend le pouvoir à plusieurs reprises.

Contre la répression de l'État, la contestation se radicalise à différentes échelles : lutte de guérilla, plusieurs organisations révolutionnaires avec des liens internationaux... Entre les années 1960 et 1980, l'espace militant contestataire était représenté principalement par le mouvement de la gauche qui rassemblait des centaines d'organisations illégales ou légales et qui jouait un rôle essentiel dans l'écriture du répertoire militant. Mais quelques années après le troisième coup d'État militaire de 1980, par l'émergence de nouvelles interprétations du monde, de nouveaux symboles, de nouvelles organisations, un nouveau cycle de contestation se construit et fait corps au début des années 1990 : les revendications basées sur la sexualité, le genre et les appartenances ethniques se font plus visibles et plus déterminantes dans l'espace militant contestataire. Celui-ci devient multi-organisationnel, défini comme le nombre total d'organisations avec lesquelles il est possible d'établir les liens spécifiques¹. Dans un contexte militarisé, les nouveaux mouvements, en s'affranchissant du cercle traditionnellement investi par le mouvement de gauche, activent des scènes de dissensus en favorisant l'extension des conflits. Vers les années 2000, les mouvements revendiquant l'émancipation des femmes, des personnes LGBT (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres), des Kurdes et des Arméniens réussissent (au prix d'importants conflits) à une reconnaissance relative. En outre, leurs convergences malgré leurs divergences, donnent lieu à des interactions qui favorisent des innovations dans l'espace militant contestataire en Turquie et à la diffusion des mobilisations contestataires au-delà des organisations et des revendications initiales. Donc, la mobilisation qui apparaît, aujourd'hui, à Taksim, est marquée par une multiplicité de mouvements interdépendants et en interaction.

Comment et par rapport à quels facteurs se développent les processus et les conditions de convergences entre les mouvements contestataires? Comment s'organise leur rapport avec l'État et comment l'environnement et les volontés des militantEs animent-t-ils les relations entre les mouvements? Comment peut-on comprendre les processus des interactions inter-organisationnelles? Comment peut-on examiner les effets de ces interactions? Les mouvements contestataires divergents peuvent-ils s'influencer les uns les autres? Ces actions peuvent-elles provoquer des transformations en leur sein? Quels sont les effets sociaux et

¹ Russell Curtis and Eric Jean Zurcher, « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field. » *Social Forces*, no : 52, 1973, pp. 53-61.

politiques de leurs interactions? Quels sont leurs mécanismes d'extension sociale? Quel rapport existe-t-il entre ce cycle et la mobilisation « étonnante »? Telles sont les questions auxquelles cette recherche tente de répondre.

L'enjeu de cette étude est l'analyse des processus et des effets des interactions entre les mouvements contestataires dans le contexte de la Turquie, après les années 1980, marquées par la multiplicité des conflits sociaux. Elle partira de quatre exemples qui, très différents par leurs histoires, leurs cadrages, leurs opportunités, leurs modalités d'organisation et d'action, constituent les acteurs principaux et les plus visibles de l'espace militant protestataire dans le pays: le mouvement féministe¹, le mouvement LGBT², le mouvement des partis légaux kurdes et le mouvement social autour d'Agos, le journal arménien³.

Une autre question se pose : Peut-on traiter ensemble les mouvements créés autour d'un parti avec les autres mouvements contestataires? Oui, parce que plusieurs mouvements contestataires, qui se manifestent également dans le *champ politique*⁴, comme le mouvement kurde, qui tous réunissent des dimensions collectives, conflictuelles et orientées vers le *changement social*⁵, contribuent de différentes façons, à ce *changement d'échelle*⁶ de la contestation dans l'espace militant, en Turquie. Sans aborder leurs multiples échanges,

¹ Comme le mouvement féministe en Turquie est constitué de plusieurs composantes et de plusieurs dynamiques, cette étude n'est pas limitée à quelques organisations choisies. Pour illustrer les rhétoriques et les pratiques, elle privilégie trois organisations dont les perspectives et les méthodes de travail sont différentes : *Pazartesi, Amargi, Kamer*.

² LGBT : Lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre. Outre la place faite ici aux débats et aux actions générales du mouvement LGBT, l'étude porte principalement sur quatre organisations: *Lambda Istanbul, Ankara Kaos, SPOD et Hevjin*.

³ Le mouvement autour d'Agos, hebdomadaire bilingue, publié en arménien et en turc, a émergé après 2007 mais il trouve sa source au début des années quatre-vingts.

⁴ Pierre Bourdieu, « Quelques propriétés des champs », in *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984.

⁵ Selon la définition de Lilian Mathieu, un mouvement social est porté par un collectif d'agents qui expriment au moyen de pratiques conflictuelles leur volonté de changement d'un état du monde (Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux*, Broissieux, Croquant, pp. 12-15). Ce sont des phénomènes réunissant des dimensions collectives, conflictuelles et orientées vers le changement social (*ibid.*, p. 12). Selon John D. Mc Carthy et Mayer N. Zald, le mouvement social est « un ensemble d'opinions ou de croyances communes à une population qui exprime des préférences pour le changement de certains éléments de la structure sociale et/ou de la distribution des récompenses dans la société » (John D. Carthy, Mayer N. Zald, « Ressource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory » *American Journal of Sociology*, n : 82 (6), 1977, p. 1217).

⁶ Le processus de changement d'échelle est entendu comme « un changement dans le nombre et le niveau des actions protestataires coordonnées qui conduisent à une protestation élargie regroupant un spectre plus large d'acteurs et à l'établissement de pont entre leurs revendications et leurs identités. » (Doug McAdam, Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Dynamics of contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 331).

interactions complexes et conflits avec les autres mouvements dans cet espace, il sera difficile de comprendre les dynamiques et les mécanismes qui créent des cycles de contestations successifs.

La diversité des traditions disciplinaires (sociologie, science politique, philosophie, psychologie, littérature...) qui ont appréhendé la problématique des luttes sociales, offre en quelque sorte un état des lieux permettant d'analyser les différentes dimensions de la politique contestataire. Mais comme l'indiquent Simon Luck et Stéphanie Dechezelles, « *le cloisonnement des sous-disciplines des sciences sociales* »¹ empêche de voir la multiplicité et la complexité des interactions entre les différents acteurs dans l'espace des luttes sociales. De ce point de vue, ils invitent à penser aux pistes d'exploration des différents points de contacts entre les mondes des mouvements sociaux et des partis politiques et donc aux multiples passerelles entre les tactiques de rue et les stratégies de conquête des urnes.² Cette analyse des rapports d'interdépendance qui unissent le domaine de la contestation collective et celui de la politique partisane et institutionnelle, sans nier que ceux-ci soient souvent inégaux, permet d'examiner les mouvements contestataires sous les différents aspects de leurs mobilisations. Ils signalent également que dans la mesure où les partis politiques et les mouvements sociaux construisent généralement leurs analyses à partir du traitement de questions séparées au moyen de théories différentes, il devient « *délicat de traiter de façon conjointe des partis et des mouvements sociaux dans un espace scientifique où les deux objets sont généralement traités de façon indépendante et avec des concepts distincts.* »³ Frédéric Sawicki observe pour sa part que la plupart des travaux en sociologie du militantisme tentent de décloisonner leur discipline de l'engagement militant.⁴ Lilian Mathieu, en refusant de considérer à priori que les rapports entre espace des mouvements sociaux et champ politique

¹ « *L'autonomisation des sous-disciplines des sciences sociales conduisent à un certain cloisonnement des recherches.* » (Simon Luck, Stéphanie Dechezelles, « Introduction -Mondes mouvementistes et partisans : points de contact, passerelles et pistes d'exploration » in *Voie de la rue ou voix des urnes?* Simon Luck, Stéphanie Dechezelles (dir), Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 18).

² *Ibid.*, p. 28.

³ « *Une partie importante de la sociologie des mobilisations s'est ainsi concentrée sur la question de l'explication de l'émergence des mouvements protestataires et du choix de leurs modes d'action. Les études des partis se sont quant à elles souvent intéressées en priorité à la structuration interne des organisations ou à leur composition sociologique, à leur insertion dans un système partisan, ou encore à leurs résultats électoraux.* » (*ibid.*, p. 18).

⁴ Frédéric Sawicki, Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1, 2009, pp. 97-125 et O. Fillieule et B. Pudal, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête » in Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Isabelle Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 163-184.

relèvent soit de la complète autonomie soit de l'hétéronomie, porte l'attention sur les variations conjoncturelles du niveau et de la nature de l'interdépendance entre les deux univers. Selon lui, chacun de ces univers étant soumis à des logiques et à des dynamiques propres, leurs relations sont fluctuantes et ne peuvent être appréhendées en termes de structures stables.¹ Quant à Alain Degenne, il précise que les rapports sociaux établis entre les acteurs des *milieux partisans* ne s'apparentent pas simplement à « *des relations d'échange ou d'interconnaissance, mais sont aussi des relations de sens fondées sur des normes et des valeurs en partie partagées.* »² Au vu de ces remarques, il semble par conséquent difficile d'étudier les partis politiques ou les mouvements sociaux en faisant abstraction de leur environnement et « *d'opposer organisations partisanses et mouvements protestataires qui s'interpénètrent fréquemment.* »³

Pour reconnaître et appréhender la multi dimensionnalité des dynamiques de l'espace militant contestataire, en Turquie, cette recherche essaye d'analyser la complexité de la réalité, comme Edgar Morin propose, en évitant d'une hyperspécialisation qui « *déchire et morcèle le tissu complexe des réalités, et donne à croire que le découpage arbitraire opéré sur le réel était le réel lui-même.* »⁴ Comme il le dit, cette méthode permet de rendre compte des articulations entre les domaines disciplinaires qui sont brisées par la pensée disjonctive (« *celle-ci isole ce qu'elle sépare, et occulte tout ce qui relie, interagit, interfère* »⁵). C'est là que nous suivons Erik Neveu sur la difficulté à discerner les charnières entre mouvements et partis, entre institutions et mobilisations⁶ et nous soulignons la relativité de l'autonomisation du champ politique et du champ militant, comme le disent Simon Luck et Stéphanie Dechezelles, « *puisque, conjoncturellement, les acteurs partisans et des mouvements sociaux entrent en interaction.* »⁷

¹ *Ibid.*, p. 120.

² Alain Degenne « Un langage pour l'analyse des réseaux sociaux », *L'esprit des lieux. Localité et changement social en France*, Paris, Éditions du CNRS, 1986, pp. 291-312.

³ Simon Luck, Stéphanie Dechezelles, « Introduction –Mondes mouvementistes et partisans: points de contact, passerelles et pistes d'exploration » in *Voie de la rue ou voix des urnes? art. cit.*, p. 14.

⁴ Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, Éditions du Seuil, 2005, p. 19.

⁵ *Ibid.*

⁶ Erik Neveu, « Dynamiques et effets des mobilisations », dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique, op. cit.*, p. 534.

⁷ Simon Luck, Stéphanie Dechezelles, « Introduction -Mondes mouvementistes et partisans : points de contact, passerelles et pistes d'exploration » in Simon Luck, Stéphanie Dechezelles (dir), *Voie de la rue ou voix des urnes? op. cit.*, p. 18. Pour repenser les liens entre les mouvements sociaux et les parties politiques, voir aussi : Jack Goldstone, *States, Parties and Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Olivier Fillieule affirme que l'exemple de l'espace militant de la Turquie « plaide *in fine* pour un approfondissement de la réflexion sur les contraintes discursives contribuant à définir les contextes de mobilisation. »¹ L'importance du débat conceptuel soulevé par l'étude des mobilisations en Turquie dépasse donc le test de « *l'applicabilité de concepts et de mécanismes forgés dans le cadre des démocraties occidentales à la réalité des régimes non démocratiques* »,² et pose la question de la portée et des limites de certains concepts. Comme le précisent Charles Tilly et Sidney Tarrow, « *ces concepts ne sont pas des règles, ce sont des outils.* »³

Pour ne pas se perdre dans le champ de recherches qui s'est développé par *affrontement et succession de paradigmes reposant sur des définitions de l'objet et donc des tracés de frontières concurrents*⁴, nous nous appuyons sur une définition large de l'action collective comme Gilles Dorronsoro le note aussi⁵ : « *toute action concertée de un ou plusieurs groupes cherchant à faire triompher des fins partagées* »⁶ et utilisons le terme « mouvement contestataire » pour englober tous ces mouvements dans l'espace militant en Turquie, qui sont des *ensembles d'opinions ou de croyances qui expriment des préférences pour le changement de certains éléments de la structure sociale et/ou de la distribution des récompenses dans la société*.⁷ Cette définition correspond également à celle que Ralf Turner et Levis M. Killian font pour le mouvement social : « *une collectivité agissant avec une certaine continuité pour promouvoir ou résister à un changement dans la société ou dans le groupe auxquels elle appartient.* »⁸ Les quatre mouvements que nous étudions, comme Olivier Fillieule l'indique, ceci en commun par rapport aux définitions proposées, portent la volonté de promouvoir un changement ou d'y résister. Olivier Fillieule ajoute qu'il peut y avoir une probable différence par rapport au type et à l'étendue des changements envisagés.⁹

¹ Olivier Fillieule, « Requiem pour un concept : la notion des structures des opportunités politiques », in Gilles Dorronsoro (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, 2005, p. 218.

² *Ibid.*, p. 212.

³ Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit, De la grève à la révolution*, Paris, Sciences Po-Les Presses, p. 13.

⁴ Olivier Fillieule, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? » in *Politiques et Sociétés*, Volume 28, numéro 1, 2009, p. 15.

⁵ Gilles Dorronsoro, *la Turquie conteste, op. cit.*, p. 19.

⁶ Olivier Fillieule (dir) *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 9.

⁷ Lilian Mathieu, *Espace des mouvements sociaux, op. cit.*, p. 15.

⁸ Ralf T. Turner & Levis M. Killian, *Collective Behavior*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1972, p. 246.

⁹ Olivier Fillieule, « *De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux* », *art. cit.*, p. 21.

C'est le cas des quatre mouvements contestataires dans l'espace militant en Turquie. Dans cet espace, les mouvements contestataires, par rapport à plusieurs facteurs, trouvent différentes manières et moyens de faire de la politique, « *pour donner du pouvoir à des groupes auxquels l'accès aux canaux institutionnels était dénié (par exemple les minorités, les femmes...)* » aux dires de Doug Mc Adam.¹ En mettant en cause les tracés de frontières² l'examen de ces mouvements permet de vérifier la complexité des dimensions de l'action contestataire et des interactions entre les différents acteurs dans l'espace des luttes sociales.

Cette étude ne cherche pas l'explication des facteurs de la participation. Cependant, en soulignant que les logiques qui conduisent un agent à entrer dans une organisation militante et à y rester ne doivent rien au hasard, mais beaucoup à des effets de sélection sociale³, nous tenons compte de l'articulation entre l'individuel et le collectif, c'est-à-dire que nous admettons que les agents sociaux ont une influence structurelle sur les constructions des luttes politiques. Cette réflexion pose la question de la signification de ce qu'est la « politique ». « *L'être humain lui-même possède manifestement le don miraculeux et mystérieux de faire des miracles. Ce don, nous l'appelons dans le langage courant et éculé, l'agir. C'est à l'agir qu'il revient en particulier de déclencher un processus, (...) qu'il revient de prendre un nouveau commencement, d'inaugurer quelque chose de neuf, de prendre l'initiative ou, pour le dire de façon kantienne, de commencer par soi-même une chaîne. Le miracle de la liberté consiste dans ce pouvoir-commencer.* »⁴

Pour comprendre les dynamiques complexes du changement social et politique dans l'espace militant contestataire en Turquie, la recherche s'ouvre également à la philosophie politique, afin de diminuer les risques de réduction objectiviste et développer le cadre théorique de cette réflexion dans une proximité affirmée avec l'interactionnisme.⁵ Par

¹ Doug McAdam, « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in Filieule Olivier (dir), *Le désengagement militant*, Belin, p. 51.

² Olivier Filieule, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? » *Politiques et Sociétés*, Volume 28, numéro 1, 2009, p. 15.

³ *Ibid.*, 221.

⁴ Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, Paris, Seuil, 1995, pp. 75-78.

⁵ « *L'idée d'interaction n'est pas une notion de sens commun* » écrivaient Park et Bures en 1907, dans leur *Introduction à la science de la sociologie* ; « *elle représente l'aboutissement d'une réflexion longuement développée par les êtres humains (...) pour résoudre l'antique paradoxe de l'unité, de l'un et du multiple, pour trouver loi et ordre dans le chaos apparent des changements physiques et des événements sociaux – et pour découvrir ainsi des explications au comportement de l'univers, de la société et de l'être humaine.* » (Ernest Bures et Robert Park, *Introduction à la science de la sociologie*, Chicago, University of Chicago Press, Illinois, 2009).

exemple, la philosophie politique arendtienne¹ ouvre une nouvelle piste à l'analyse de l'action collective en proposant un autre sens à la *politique* en proposant qu' « *il n'y a de liberté que dans l'espace intermédiaire à la politique.* »² Selon cette approche, la politique est définie en dehors du champ politique³. Hannah Arendt souligne la différence entre « la politique » qui a le sens de liberté dans la scène de l'action commune et la « polis » qui est définie par elle, comme une activité de gouverner.⁴ *S'opposer au pouvoir en troublant la normalisation des transformations*, est entendu par Arendt comme une expérience de liberté qui est le sens même de la politique.⁵ L'objet de cette thèse est de transposer ces hypothèses philosophiques à la sociologie politique, pour analyser les dynamiques de changement de cycles de contestation à partir des processus d'interaction entre quatre mouvements contestataires en Turquie.

Les recherches qui se situent à un niveau macrosociologique ont eu pour objectif de montrer l'impact des conditions sociales sur les mobilisations. En mettant sur le même plan tout un ensemble de situations hétérogènes, nous faisons l'hypothèse que la répression peut donner lieu, dans la multi dimensionnalité des dynamiques de l'espace militant, à l'émergence des mouvements contestataires et à leur convergence malgré les différences significatives qu'ils portent. Et c'est là précisément que réside la valeur ajoutée de ce travail qui a pour but d'approfondir la discussion concernant l'analyse des mobilisations en contextes autoritaires. L'examen de l'espace des luttes sociales en Turquie permet de comprendre comment les différents mouvements contestataires co-construisent les contextes et se co-construisent, dans une interaction permanente entre eux et les autres acteurs, voire l'État.

La problématique commune qui oriente nos enquêtes consiste alors à interroger les dynamiques d'innovations dans l'espace militant contestataire. Notre hypothèse est que les convergences des mouvements contestataires, renforcent leur capacité à *pouvoir-commencer* et à *troubler la normalisation des transformations*.⁶ En lien avec différents facteurs, ils peuvent créer, entre eux, des interactions complexes qui donnent lieu, avec et malgré de

¹ Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, op. cit., p. 79.

² *Ibid.*, p. 43.

³ « *Le prix de la liberté est plus lourd que la vigilance permanente... Il exige l'attachement éternel à la manifestation politique.* » (Bernard Crich, *Defense of Politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1992, p. 272).

⁴ « *La politique et la liberté sont intimement liées.* » (Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, op. cit., p. 80).

⁵ *Ibid.*, pp. 75-78.

⁶ *Ibid.*, p. 71.

multiples conflits, à leurs innovations. L'espace militant multi-organisationnel en Turquie confirme à la fois les possibilités qu'ont les mouvements contestataires de s'influencer réciproquement, de se transformer, et entraîner la convertibilité des structures existantes.

Cette hypothèse va être vérifiée, en deux parties qui aborderont la question sous deux angles:

La première sera consacrée à l'étude des différents parcours des quatre mouvements cités ci-dessus, à distinguer les facteurs qui facilitent leurs convergences dans la pluralité de l'espace des mobilisations en Turquie, après les années quatre-vingt. Comme les interactions s'appuient également sur des institutions préexistantes et qu'il est essentiel de comprendre comment fonctionne un régime pour analyser les formes que prennent les mobilisations contestataires, nous allons examiner les adhésions politiques et sociales, c'est-à-dire l'histoire sociale de ces mouvements, et également leurs interactions avec leurs pouvoirs publics.

À partir de la complexité des différents facteurs, nous verrons qu'outre leurs interdépendances avec le pouvoir monopolistique d'État et avec le mouvement de la gauche, les mouvements contestataires construisent et co-construisent entre eux des chaînes d'interdépendance propices à l'élargissement des répertoires et des réseaux militants, et à la capacité de créer des manifestations imprévues. Nous allons saisir les réseaux militants « *au travers des trajectoires passées et présentes d'engagement et d'affiliation, pour donner lieu à une cartographie des liens reliant par effets de multi-appartenance les différents pôles du champ multi-organisationnel* ». ¹

Comment comprendre alors l'interprétation d'une manifestante de Taksim, citée dessus : « *C'est venu juste quand on avait perdu la force de l'imagination.* » ² Est-ce qu'il y a un lien entre cette perte de l'imagination et les conflits dans l'espace militant contestataire? *Perte de l'imagination* renvoie aux lignes de fractures qui rétrécissent la mobilisation. Penser l'espace des luttes sociales *de manière dynamique*, comme Olivier Fillieule le propose ³, permet de situer les quatre mouvements en question dans un champ d'alliances et de conflits. Nous montrerons alors, dans la deuxième partie, que les dimensions et les effets des

¹ Isabelle Sommier, « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 116.

² Tiré de l'entretien avec Elif Avcı accordé le 6 juillet 2013.

³ Olivier Fillieule, « Requiem pour un concept : la notion des structures des opportunités politiques », in Gilles Dorronsoro (dir.), *La Turquie contestée. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, op. cit., p. 214.

interactions dépendent aussi des lignes de fractures et de dissociation entre les quatre mouvements précités. En étudiant non seulement les divergences à l'origine des conflits internes et entre les groupes, mais aussi leurs contradictions intérieures, la configuration des interdépendances entre adversaire et alliés, leurs territoires de dissidences par rapport aux lieux depuis lesquels ils s'expriment, les tensions entre les instances structurelles et les individus, nous examinerons si ces conflits occasionnent également des effets réciproques et entraînent différentes modalités d'innovation. À partir de ces innovations, nous allons questionner s'il s'agit un *changement d'échelle*¹ dans l'espace militant contestataire en Turquie, défini comme « *un rêve qui continue* »² par la même manifestante et expliquer les dynamiques de ce processus.

Nous tenterons enfin de tirer quelques idées générales de cette étude pour les recherches scientifiques, sur les mobilisations.

¹ Doug Mc Adam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Dynamics of contention*. Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 387.

² Tiré de l'entretien avec Elif Avcı accordé le 6 juillet 2013.

2. LA MÉTHODOLOGIE : Comprendre la complexité

« Je ne peux m'empêcher de penser à une critique qui ne chercherait pas à juger, mais à faire exister une œuvre, un livre, une phrase, une idée. (...) Elle multiplierait non les jugements, mais les signes d'existence. »

(Michel Foucault)¹

Il est important de commencer en expliquant ma relation avec ma recherche, en tant que chercheuse et militante. La réflexion sur la raison de cette recherche met en lumière l'arrière-plan de la méthode suivie tout au long des travaux ; cette réponse rend également visible la nature et l'origine des questions qui sont traitées ici. Pourquoi ai-je donc le désir de comprendre les dynamiques d'innovation dans l'espace militant contestataire en Turquie ?

Enquête sociologique et expérience d'autoanalyse

Avant tout, peut-être, cette recherche sociologique constitue une expérience réparatrice pour moi. Au cours d'une autre recherche sur le mouvement kurde, dans mes années universitaires en Turquie, j'ai été victime d'une cabale politique et judiciaire. La police m'avait arrêtée en exigeant que je livre les noms des personnes interviewées dans le cadre de ma recherche. Devant mon refus, j'ai été torturée et je suis restée en prison durant deux ans et demi. En plus la police a confisqué tous mes documents et mon travail. Malgré trois acquittements, le procès continue et je dois aujourd'hui vivre en exil. J'ai donc mené cette recherche en exil. Avec tous mes troubles liés au stress post-traumatique, j'ai tâché de me réparer en faisant ce travail en sécurité, sans aucune contrainte causée par la peur ou la nécessité de la prudence.

Cette recherche a été un voyage assez dur, et aussi un tournant de mon existence. Depuis le commencement, je ressentais un grand besoin de l'analyse que j'espérais atteindre au moyen de cette thèse. Je voulais procéder à la synthèse des acquis de mes savoirs en sociologie politique et de mes expériences militantes. Je ressentais la nécessité de combiner

¹ Michel Foucault, *Dits et écrits*, T. II., Paris, Gallimard, coll. Quarto, 1977, p. 298.

les connaissances acquises dans différents domaines, savantes, pratiques, politiques. À partir de mes expériences et de mes connaissances, je sentais en retour le besoin de clarifier la direction de mon engagement militant. Comment continuer ? Pourquoi ? A la fin, je peux dire que ce travail a généralement réussi à éclairer les questions qui s'imposaient à moi au cours de ma période de militantisme, en lien étroit avec les quatre mouvements étudiés. D'une certaine façon, cette thèse a participé à mon processus de subjectivation, car je l'ai développée essentiellement pour moi-même, pour ma vie, pour développer la force de compréhension de ce que j'ai vécu dans la douleur et aussi dans la joie. Pour comprendre mes témoignages, l'observation ne me suffisait pas ; il me fallait une recherche. Je l'ai donc faite.

Comment puis-je définir alors ma place dans ce cadre de recherche ?

Mon expérience s'apparentait à celle d'Isabelle Sommier, dans son travail sur *Sauvons la recherche*. Elle explique ainsi les difficultés de sa double position : « *Écrire ce témoignage, c'est déjà reconnaître publiquement (avec donc une dimension d'aveu) combien cet engagement a été cardinal et fait bouger des lignes, du point de vue à la fois personnel, de mes orientations de recherche et de ma position dans le champ des SHS, ainsi que dans les relations entretenues avec mes collègues et «camarades de lutte»*. C'est donc me livrer, dans un contexte scientifique qui n'y est pas encore totalement acquis, à une auto-socio-analyse esquissée car limitée sur un temps et un espace donnés.»¹ Comme elle le dit, suivant Pierre Bourdieu², avec ce travail, je me livre à une auto-socio-analyse et je réalise des entretiens avec mes «camarades de lutte» en tant que sources. Mais pour moi, la question imminente était celle-ci : comment ai-je établi ma relation en tant que chercheuse avec l'objet de ma connaissance? Une militante peut-elle être, en même temps, une chercheuse suffisamment objective pour enquêter dans son espace de militantisme ? Est-ce que la conservation d'une distance est possible ? Comme Edgar Morin le dit, « *toute connaissance opère par sélection de données significatives et rejet de données non significatives.*»³ Comment ai-je séparé et uni, hiérarchisé et centralisé les données ?

Avant tout, je me suis efforcée d'être objective, essayant de garder une neutralité axiologique vis-à-vis des gens interrogés durant les entretiens. Mais même si cet effort est

¹ Isabelle Sommier, « Engagement et distanciation à Sauvons la recherche (SLR). Une sociologue des mouvements sociaux dans l'action », *Genèses*, 2009/4 n° 77, pp. 137-151.

² Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une autoanalyse*, Paris, Raisons d'Agir, 2004.

³ Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe, op. cit.*, p.16.

nécessaire, il est insuffisant. Comme l'avait bien vu Kant, ce qui limite la connaissance porte la marque du sujet qui le connaît. L'un de mes problèmes, au départ, était de ne pas pouvoir garder la distance avec mes connaissances et de ne pas pouvoir considérer les sources orales et écrites sans aucun préjugé et présupposé. À certains moments, mes propres observations et les récits des militantEs se confondaient. Et aussi mes propres préjugés m'empêchaient de continuer à poser les questions. Avant même qu'une personne, dont j'avais une image figée, ne commence à parler, je croyais deviner ce qu'elle voulait dire, je l'incitais à exprimer uniquement certaines choses, et à faire émerger ainsi une vérité dont j'avais la certitude, par avance. Au fur et à mesure que j'avançais, je me heurtais à mes propres hésitations et j'ai peu à peu appris à ajuster la distance entre mon regard et les personnes que j'étudiais.

Une connaissance sociologique informée (et non empêchée) par un parcours personnel

Au fur et à mesure, j'ai compris que, si je n'avais pas été une militante engagée, mon regard n'aurait pas été davantage « pur » ou « neutre ». Considérant que toutes les théories scientifiques reposent sur une vision partielle de la réalité, j'aurais été nécessairement informée par un appareillage scientifique et méthodologique qui aurait influencé mon rapport à l'objet de recherche. L'enjeu méthodologique essentiel consiste plutôt à être conscient de ces tensions et à essayer de mettre à distance, au moment de l'écriture et de l'analyse, la partie de soi affectée et impliquée dans les situations qui sont décrites.

Un autre moyen de gagner en objectivité a consisté à exprimer, préalablement à l'enquête, la façon dont je voyais spontanément le monde : il m'a fallu l'écrire, la mettre au jour, en vue d'éviter qu'elle ne perturbe l'acquisition de nouvelles connaissances et ma disponibilité à envisager des hypothèses différentes. Acquis à l'idée que la quête de l'objectivité signifie que la connaissance n'est pas donnée d'avance, que la recherche peut nous surprendre par rapport à nos attentes et nous apprendre ce que nous ignorions¹, j'ai donc, dès le début, fait l'effort d'apprendre à écouter autrui, indépendamment de mes connaissances et de mes certitudes. En cours de route, j'ai continué de reconsidérer le sujet de la recherche, mon regard, mes appuis théoriques, la façon dont j'ai tracé la voie à suivre mais également mes propres hypothèses. Donc, cette recherche est devenue aussi un processus de confrontation avec moi-même, pour découvrir les préjugés, voir par où et comment se

¹ *Ibid.*, p.85.

présente spontanément, dans l'esprit du chercheur en quête d'objectivité, une réalité complexe. Bref, j'ai pu inclure dans l'étude, en tant qu'éléments constitutifs, les difficultés que j'ai traversées durant la recherche. Au départ, mon militantisme m'a forcé à développer l'œil qui regarde de l'intérieur les attentes spontanées que j'avais incorporées, pour pouvoir m'interroger, mais aussi mieux me distancier à moi-même. Le sens et l'importance que j'ai prêtés à cette recherche m'ont poussée à faire un effort de m'objectiver et de reconnaître ma subjectivité.

Le fait d'être personnellement impliquée dans l'objet de l'enquête n'a pas été qu'un obstacle épistémologique ; il a également constitué un avantage pour moi. Depuis longtemps, je connaissais bien les organisations, les débats, les histoires et les difficultés. Je connaissais beaucoup des personnes et leurs histoires. J'ai réalisé les entretiens sans avoir besoin de me faire accepter et de créer la confiance. Elles avaient confiance en moi. C'était acquis. Il me fallait surtout réfléchir sur mes conceptions, sur mes expériences et les relier avec celles des autres militantEs. Tout au long de la recherche, je n'ai cessé de remettre en question mes approches et de prendre soin d'analyser de mon mieux toutes les données, et d'exposer mes propres positions, dont je constatais l'incidence sur mes travaux. Partant du constat que c'est l'impartialité affectée et ignorante de ses présupposés qui est le principal obstacle à l'exactitude des conclusions¹, je considérais qu'il était fondamental d'être objectif et de travailler en interaction. « *La signification de l'objectivité a été très liée à l'idée que la connaissance n'est pas a priori, que la recherche peut nous apprendre des choses que nous ignorions, qu'elle peut offrir des surprises par rapport à nos attentes initiales*²

Comprendre que les choses sont plus compliquées que je supposais m'a poussé à cette recherche. Un long voyage en tant que militante, en tant que chercheuse, en tant qu'éditrice qui mène plusieurs débats, m'a appris maintes fois qu'il ne faut pas chercher des formules qui résument toute la réalité. Depuis une dizaine d'années, je suis témoin de la déficience des analyses réductrices sur l'espace militant. L'opportunité de nourrir ma réflexion de la connaissance académique et de la connaissance militante, m'a appris à militer avec une distance à moi-même, mais également à ne pas facilement me contenter des résultats des recherches. Cela dit, la combinaison de deux connaissances ne diminue pas le nombre des questions, au contraire, quand j'essayais de répondre à une, elle se multipliait.

¹ Commission de Gulbenikian, *Ouvrir les sciences sociales*, Paris, Descartes & Cie, 1996, pp.72,73.

² *Ibid.*, 85.

Un choix méthodologique : étudier les dynamiques sociales pour éviter les interprétations réductrices

Mais qu'est-ce que j'allais faire avec ces questions ? Saisir le caractère multidimensionnel de la réalité ne me suffisait pas. Je devais apprendre à chercher des réponses claires et qui ne sont pas réductrices. Par exemple, je voulais comprendre les dynamiques des mobilisations et des innovations visibles dans l'espace militant contestataire en Turquie. Mais comment ? Comment envisager la complexité de façon non-simplifiante ?¹ Peut-on schématiser ces dynamiques avec toute leur complexité ? La sociologie d'Edgar Morin m'a beaucoup aidé pour ne pas me réfugier, avec une fatigue, dans un havre des formulations, des « *conséquences mutilantes, réductrices, unidimensionnalisantes et finalement aveuglantes d'une simplification qui se prend pour le reflet de ce qu'il y a de réel dans la réalité.* »² En ceci, je me suis trouvée contribuer à l'analyse de la complexité et des significations plurielles de l'engagement.

Le champ politique et l'espace militant contestataire en Turquie résultent des équations de la vie sociopolitique, trop complexes pour être traitées de manière exhaustive dans le cadre d'une thèse. Cette étude ne prétend donc pas à l'exhaustivité. Comme il est indiqué dans l'Introduction, pour comprendre les dynamiques d'innovation dans l'espace des luttes sociales, j'ai décidé de commencer à aborder une innovation visible après le coup d'Etat de 1980. Ma focalisation sur ce processus, m'a montré la multiplicité et la complexité des interactions entre les différents acteurs et j'ai choisi un chemin difficile mais passionnant : développer une analyse relationnelle de l'action collective qui m'a mis au pied d'une montagne des difficultés. Même si j'ai limité l'étude à 4 mouvements, ceux-ci se mobilisent à partir des sens politiques et des répertoires parfois contradictoires. Ils étaient très différents par leurs histoires, leurs cadrages, leurs opportunités, leurs modalités d'organisation et d'action. Mais ces mouvements constituent les acteurs principaux de l'espace militant dans le pays. Il importait de comprendre l'innovation militante à partir de leurs trajets, leurs échanges, leurs interactions complexes et leurs conflits. La multidimensionnalité de ce processus et les différents dynamiques qui animent ces mouvements m'obligeait, pour les articuler sans homogénéiser de façon excessive, d'essayer d'établir des correspondances entre des disciplines des sciences humaines et sociales. Le cloisonnement des sous-disciplines des

¹ Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, op. cit., p. 9.

² *Ibid.*, p. 11.

sciences sociales sont de nos jours difficiles à justifier du point de vue épistémologique. Pourtant, elles se présentent comme une référence de lectures et sont constitutives d'un héritage intellectuel en tant que structures sociales. Mais en admettant le caractère éminemment transdisciplinaire de la connaissance, j'ai essayé de transposer les hypothèses philosophiques à la sociologie politique, sans isoler les phénomènes de leur environnement, sans exclure de la science tout ce qui n'entre pas dans le schéma linéaire. Je sais que la réflexion scientifique doit découper tout phénomène pour distinguer mais aussi relier les différentes dimensions, pour reconnaître l'unité au sein du divers et, en même temps, le divers au sein de l'unité. En acceptant que l'existence de lois générales n'implique pas que les systèmes soient déterministes et prédictibles¹, j'ai essayé d'éviter de partir des théories, mais j'ai mobilisé à partir des faits ; j'ai réfléchi à la question de savoir si ces théories facilitent ou non leur compréhension. Développer une cohérence théorique à partir des références éloignées les uns les autres est un travail délicat. Pourtant leur différence n'empêche pas d'écouter ce qu'ils disent et de les utiliser au travers d'une logique cohérente. Cette étude de cas m'a permis de vérifier que les utilisations statiques des théories², surtout dans des perspectives unitaires et occidentalo-centrées, empêchent de bien saisir la complexité des dimensions de l'action contestataire et de la multiplicité de ses acteurs.³

En Turquie, les recherches sur les mouvements contestataires, voire le mouvement féministe, LGBT ou kurde, s'attachent essentiellement à un tel mouvement ou à une telle action, sans envisager, ou seulement à titre secondaire, les relations qu'il a pu entretenir avec d'autres et les interactions entre eux. C'est pourquoi je n'ai pas pu trouver assez de publications de recherches, de la littérature secondaire, sur les interactions de ces mouvements, qui pouvaient m'orienter. Alors, je me suis trouvée dans un terrain chaotique mais qui me fournissait un riche espace de données.

Comment les ai-je collectées et utilisées ? Quelles étaient mes sources ?

¹ Jean-Claude Passeron, *Le raisonnement sociologique*, Paris, Nathan, 1991.

² Olivier Fillieule, *Strategies de la rue*, Paris, Presses de Sciences-Po., 1997 ; Jeff Goodwin, James M. Jasper, *Rethinking Social Movements: Structure, Meaning, and Emotion: Structure, Meaning, and Emotion (People, Passions, and Power)*, Rowman & Littlefield Publishers, 2003 ; Lilian Mathieu, *Espace des mouvements sociaux*, *op. cit.* ; Olivier Fillieule, *Devenir militant, approches sociologiques du désengagement*, Paris, Belin, 2005, Hamit Bozarslan, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2011.

³ Olivier Fillieule, « Requiem pour un concept- vie et mort de la notion de structure des opportunités », *in* Dorronsoro Gilles (dir) *la Turquie conteste, op. cit.*, p. 202-209).

La diversité des sources et des méthodes d'enquête

Avant tout, j'ai lu plusieurs recherches sur le contexte politique de la Turquie où s'inscrivent ces mouvements. Ainsi, j'ai pu mieux comprendre leurs causes, leurs difficultés et leurs opportunités. Afin de mesurer précisément le poids des différents types d'engagement et de mettre en lumière l'investissement différencié des mouvements, j'ai utilisé quelques données des enquêtes quantitatives, comme le nombre de participantEs à quelques manifestations, le nombre des donateurs de soutiens financiers des organisations, la somme des organisations qui survivent avec ces soutiens internationaux et la somme d'argent qui circule. Mais sans un souci de faire un travail quantitatif, j'ai eu recours à une méthodologie qualitative, pour développer la capacité à comprendre les mécanismes de la mobilisation et à avoir un aperçu de la position clé de quelques organisations, des expériences militantes, de leurs perceptions, de leurs points de vue.

Je crois que le plus grand atout de ce travail est que j'avais plusieurs sources de première main. Cette enquête a pris la forme d'une observation participante, complétée par trente cinq entretiens. Entre 2002 et 2012, j'avais procédé à des observations participantes, comme une modalité réflexive de connaissance, en me concentrant principalement sur les années 1980-2013. Par ailleurs, j'ai classé en grands domaines les manifestations, en fonction du sens attribué à l'action, en fonction des revendications et des moyens politiques. J'ai aussi noté les débats et les conflits internes.

J'ai étudié, tous types de matériaux fournis par les organisations dans ces mouvements ou à leur périphérie : les notes en manuscrit, les comptes-rendus des réunions, les tracts, les publications, les affiches, les slogans, les programmes, les communiqués, les statuts, les documents des revendications, les déclarations de presse, les brochures, les manifestes, les revues, les sites web. J'ai examiné les projets qu'ils lancent, les théories qui les influencent et comment ils les commentent, j'ai suivi les débats au niveau théorique et pratique dans leurs éditions (livres, revues, journaux) et leurs reflets dans les médias. À part le mouvement des partis légaux kurdes, il est facile de trouver de nombreux documents où les militantEs parlent de leurs expériences personnelles et de leurs analyses sur les mouvements. Ces éditions montrent que les militantEs dans les mouvements en question sont déjà en cours de réflexion sur leurs expériences collectives et personnelles.

Pour tenir ensemble les niveaux contextuels, organisationnels et individuels, j'ai attaché de l'importance aux renseignements oraux qui m'ont exposé les perceptions des griefs par les militantEs. Même si j'ai aussi utilisé les documents déjà existants qui révèlent les témoignages, j'ai éprouvé le besoin et la nécessité de poser des questions spécifiques aux militantEs. J'ai choisi une stratégie de recherche souple et interactive avec des entrevues semi-structurées qui permettent de montrer leurs expériences individuelles. J'ai fait trente-cinq entretiens, soit par *skype* ou directement, en face à face, avec des militantEs de ces quatre mouvements. Je les ai sélectionnés selon les catégories d'âge, de sexe, de classe, de responsabilités et de représentation de différents points de vue dans leurs mouvements. Au cours de ces entretiens, je n'ai pas utilisé un questionnaire fermé. Mais il faut noter que dans tous les entretiens il y a au moins cinq questions qui sont les mêmes. À tous les militantEs que j'ai rencontrés, j'ai posé les mêmes questions sur les processus de reconnaissance de ces mouvements, sur les structures internes, sur les transformations de leurs organisations, sur l'évolution de leurs revendications et sur les tâches inter-organisationnelles. Les entretiens ont été menés comme des conversations libres, respectant une liste de sujets à traiter préalablement établis.

À noter : sauf quelques unEs, les militantEs des mouvements féministe, LGBT et d'Agos ont parlé ouvertement sans crainte de visibilité, tandis que les militantEs du mouvement kurde étaient en général réservés, craintifs et précautionneux. La plupart des interlocuteurs du mouvement kurde ont voulu rester anonymes. Alors, dans les pages suivantes, j'ai utilisé seulement les initiales comme S.B. Cette peur ou bien cette précaution prouve avant tout qu'ils ne se sentent pas en sécurité pour s'exprimer librement. D'un côté les militantEs étaient visibles et osaient dire leurs revendications publiquement, de l'autre côté leur précaution était visible, par un souci non seulement de cacher les noms mais aussi de parler plus généralement en n'évoquant pas les problèmes internes. Il faut préciser que la période (2012) au cours de laquelle se sont déroulés les entretiens était caractérisée par un acharnement massif de l'autorité turque contre ces milieux politiques, et des milliers de membres du mouvement des partis légaux kurdes étaient en prison.

Être en exil, être loin du terrain m'a-t-il posé un ou plusieurs obstacles? Je dois avouer la difficulté déchirante de ce processus en tant que personne. Mais les technologies actuelles (par exemple internet), m'ont permis de dépasser l'obstacle de l'éloignement physique. Quand j'ai commencé cette recherche, les militantEs que j'ai contactés n'ont pas hésité à me présenter tous les documents internes de leurs organisations. Durant la recherche, avec *skype*,

j'ai pu assister à plusieurs réunions organisées par ces mouvements et effectuer mes entretiens. Par exemple, au cours des manifestations de Taksim, toujours grâce à *skype* que les militantEs utilisaient sur leurs téléphones portables, j'ai pu avoir connaissance de l'ambiance et parler avec les manifestantEs.

L'enjeu linguistique de la recherche

Mais la maîtrise du français s'est avérée être un obstacle contraignant. Bien qu'ayant appris le français au collège et au lycée, je ne l'ai quasiment pas pratiqué. Fin 2011, quand je suis arrivée en France pour, notamment, rédiger ma thèse, je me suis trouvée dans l'incapacité de m'exprimer comme je le voulais. Huit de mes livres ont été publiés en Turquie, où je suis également éditrice et où j'ai contribué à plusieurs travaux collectifs. J'écris souvent dans des revues ou journaux. J'ai donc l'habitude d'écrire et cela m'est facile. Cependant, quand je dois rédiger en français, je suis handicapée. J'avais mené tous les entretiens et lu l'ensemble des documents en turc, donc j'ai dû les traduire. Au cours de la rédaction, j'ai été soumise à la difficulté de chercher mes mots en français, cela m'a déconcentrée et m'a fait perdre du temps, ralentissant considérablement mon travail. Mais cette difficulté a créé une grande opportunité : elle m'a permis de collaborer avec plusieurs amiEs françaisES et de confronter mes idées avec d'autres.

Ainsi ce travail est devenu collectif, j'ai utilisé, dans la rédaction, le « nous » au lieu du « je », sans hésitation.

Liste des entretiens

Nom	Date de naissance	Mouvement	Ville	Métier	Date de l'entretien
1. AB (*)	1965	M Féministe	Ankara	Ouvrière	9 mai 2012
2. Aksu Bora	1963	M Féministe	Ankara	Professeur en sociologie	7 juin 2012
3. A.S (*)	1953	M des partis légaux kurdes	Izmir	Ouvrier	11 novembre 2011
4. Burcu Ersoy	1974	M LGBT	Ankara	Sociologue	21 décembre 2012
5. Büşra Ersanlı	1939	M des partis légaux kurdes (depuis 2008)	Istanbul	Professeur en sciences politique	12 novembre 2012
6. Çiğdem Mater	1978	M autour d'Agos	Istanbul	Productrice de film	13 mars 2012
7. C.U (*)	1961	M des partis légaux kurdes (depuis 1990)		Électricien	18 juin 2011
8. D.D (*)	1957	Transsexuelle, M LGBT	Izmir	Prostituée	12 décembre 2011
9. Erdal Demirağ	1972	M LGBT	Istanbul	Militant professionnel	8 avril 2012
10. Elif Avcı	1991	M LGBT	Istanbul	Étudiante	6 juillet 2013
11. Esmeray	1970	M Féministe et LGBT	Istanbul	Ancienne prostituée	8 mai 2012
12. E.K. (*)	1969	M LGBT	Adana	Cordonnier	2 janvier 2012
13. Fatma Nevin Vargün	1956	Ex-militante de m. des partis légaux kurdes, militante féministe	Ankara	Institutrice	30 août 2013
14. Fetiye Çetin	1950	M autour d'Agos	Istanbul	Avocate	8 août 2012
15. F.T (*)	1974	M des partis légaux kurdes	Ankara	Ouvrière précaire	1 novembre 2012
16. Garo Paylan	1972	M autour d'Agos	Istanbul	Directeur du lycée arménien	10 décembre 2012
17. Handan Çağlayan	1968	Ex-militant du m des partis légaux kurdes		Enseignante	17 novembre 2012
18. HK (*)	1962	M des partis légaux kurdes	Diyarbakır	Menuisier	18 mars 2012
19. Ilknur Üstün	1968	M féministe	Ankara	Profession libérale	4 janvier 2013

20. Karin Karakaşlı	1972	M autour d'Agos	Istanbul	Écrivaine, journaliste	1 avril 2012
21. Newroz	1981	M LGBT	Diyarbakır	Chômage	4 janvier 2013
22. Nilgün Yurdalan		M féministe	Istanbul	Profession libérale	30 août 2013
23. Nükhet Sirman	1953	M féministe	Istanbul	Professeur en sociologie	9 juin 2012
24. Onur Fidangül	1981	M LGBT	Istanbul	Étudiante	1 juillet 2013
25. Orhan Miroğlu	1952	M des partis légaux kurdes	Diyarbakır	Écrivain	2 mars 2012
26. S.B. (*)	1966	M des partis légaux kurdes	Adana	Infirmière	9 janvier 2012
27. Senem Donatan	1975	M féministe	Istanbul	Ingénieure	18 janvier 2012
28. Sevil Turan	1970	Co-porte-parole des <i>Verts et la gauche viendront</i>	Istanbul	Profession libérale	18 août 2013
29. Seyda	1973	M féministe	Istanbul	Avocate	11 octobre 2011
30. Suzi Kara	1974	M féministe	Istanbul	Comédienne	4-5 février 2012
31. Şirin Tekeli	1939	M féministe	Bodrum	Profession libérale	7 février 2013
32. Rüzgar	1981	M LGBT	İzmir-İstanbul	Étudiant	4 août 2013
33. Umut Güner	1970	M LGBT	Ankara	Militant professionnel	2 octobre 2012
34. Yasemin Öz	1972	M féministe et LGBT	Ankara-Istanbul	Avocate	19 mai 2012
35. Yeşim Başaran	1974	M féministe et LGBT	Ankara-Istanbul	Ingénieure	28 août 2013

(*) Pour des raisons évidentes de sécurité, on protège l'anonymat des interlocuteurs, selon leur demande

Première partie

Les dynamiques de convergences des
mouvements contestataires en Turquie

PREMIÈRE PARTIE : Les dynamiques de convergences des mouvements contestataires en Turquie

La sociologie des mouvements sociaux constitue aujourd'hui un champ important des sciences sociales, en lien avec la science politique et l'histoire¹. L'étude de l'action contestataire, en s'intéressant aux raisons objectives ou subjectives de l'implication des militantEs, permet de revenir sur la question des structures sociales et des agents sociaux, en interrogeant leurs rôles dans la construction de l'action collective ainsi que leurs interactions.² En se démarquant des premières théories d'analyse du comportement collectif, la sociologie des mouvements sociaux s'est développée, selon la synthèse qui en est faite par Doug McAdam, John McCarthy et Mayer N. Zald (1996)³, autour de trois grands facteurs qui permettent de rendre compte de l'émergence et du développement de ces mouvements: les structures de mobilisation, les opportunités politiques et les processus de cadrage. Un vaste corpus de la sociologie des mouvements sociaux, tout en dépassant les visions unitaires, statiques et réductrice, développe des explications sur la causalité et des dynamiques complexes du déroulement des mobilisations.⁴

Les possibilités de convergences des différents mouvements contestataires s'avèrent multiples. Les croisements des différents réseaux, la répression, les répertoires communs, les cadrages politiques, la multipositionnalité des militantEs etc., sont autant de facteurs pouvant créer un contexte favorable aux interactions entre les diverses luttes. L'espace des mobilisations en Turquie présente une pluralité d'expériences mettant en lumière la multiplicité et la complexité de ces facteurs.

À partir de ce contexte, il s'agira, dans la première partie, d'analyser comment un pouvoir monopolistique, associé à d'autres facteurs, suscite des convergences entre multiples mouvements contestataires malgré les divergences qui les opposent. L'enjeu sera également

¹ Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit.

² Lilian Mathieu, *Espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 280.

³ Doug McAdam, « Political opportunities : conceptual origins, current problems, future directions », in Doug McAdam, John McCarthy, et Mayer N. Zald (dir), *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp. 23-40.

⁴ Olivier Fillieule, « Requiem pour un concept- vie et mort de la notion de structure des opportunités », in Dorronsoro Gilles (dir) *la Turquie conteste*, op. cit. ; Hamit Bozarslan, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2011.

de repérer la façon dont ce contexte favorise leur mobilisation collective. Ce processus fait apparaître la complexité des facteurs qui créent l'émergence et même la reconnaissance de mouvements qui initialement ont plus ou moins de chances de succès, plus ou moins de risques d'échec et donc des opportunités très variables, selon les cas.

Pour bien mettre en évidence ces convergences, le premier chapitre, décrira la pluralité de l'espace des mobilisations protestataires en Turquie, après les années 1980, en exposant successivement, de façon didactique, les organisations et les acteurs constituant quatre mouvements qui revendiquent respectivement l'émancipation des femmes, des LGBT, des Kurdes et des Arméniens. Gilles Dorronsoro propose le *critère de l'expressivité* qui est introduit dans l'analyse des mouvements contestataires par Charles Tilly, ce qui engage d'avoir une réflexion en termes dynamiques.¹ À partir de leur expressivité, nous donnerons, dans ce chapitre, les traits importants de quatre mouvements, leurs différentes trajectoires, leurs cycles de vie dynamiques, leurs conduites conflictuelles, en tenant compte de leur évolution dans le temps jusqu'à leurs reconnaissance sociale et politique, même relative. Ainsi, nous démontrerons dans le premier chapitre, la pluralité, la diversité des causes politiques et des actions protestataires, également la divergence des espaces depuis lesquels ils s'expriment, pour donner plus d'éléments à notre analyse.

En développant une réflexion sur les dimensions contextuelles de l'action collective, le deuxième chapitre aborde, à partir des circonstances politiques et de la complexité des différents facteurs, la construction des convergences entre des groupes ayant tous traversé des expériences différentes mais aussi parallèles et complémentaires dans un même contexte historique vécu de différentes manières qui écrit des répertoires croisés pour les mouvements en interaction. En suivant Boris Herbelot nous définissons le répertoire d'action, comme « *ensemble prédéterminé de moyens d'action connus et utilisables par les individus dans le cadre de leur participation politique au sein d'une société donnée à une époque donnée (plusieurs répertoires d'action politique peuvent coexister dans une société à un moment donné).* »² Selon Charles Tilly, la définition du répertoire répond à sept critères: Un univers de contraintes, la stabilité, des définitions partagées et réutilisées des situations, la coexistence des répertoires tactiques au sein du même répertoire, les choix stratégiques des acteurs, la

¹ Olivier Fillieule, « Requiem pour un concept- vie et mort de la notion de structure des opportunités », in Dorronsoro Gilles (dir) *la Turquie conteste, op. cit.*, p. 24.

² Boris Herbelot, *Quels sont les répertoires de l'action politique, aujourd'hui?* , Stage sur le programme de Sciences Sociales et Politiques, Academie d'Aix-Marseille, Octobre 2012.

modularité des répertoires dépendant de la dédifférenciation des acteurs. Les innovations se font la plupart par dérivation et détournement. Les nouvelles performances sont souvent le produit d'innovations dérivées des performances existantes, mais elles tendent à se cristalliser, à se stabiliser et à acquérir des frontières visibles dès lors qu'elles existent.¹

L'émergence d'un mouvement ne peut se comprendre qu'à la lumière des mouvements qui l'ont précédé. Et si cette lumière ne suffit pas pour analyser ni les faits d'aujourd'hui ni la volonté des militantEs de sortir des répertoires hérités, il est nécessaire de connaître l'articulation des interactions et du passé et avec le présent pour distinguer, dans les quatre mouvements étudiés ici, *ce qui se transmet, circule et voyage de l'un à l'autre, d'une campagne de mobilisation à l'autre.*² S'intéresser à leur incubation au sein de la gauche, à leurs critiques et à leur distanciation, à leurs divergences, à leurs répertoires croisés, aux « *déplacements des investissements militants* »³, à leurs alliés nécessaires, quoi qu'il en soit de leur défiance, permet de mieux comprendre, ce qu'ils ont en commun, ou les similitudes, comme le dit Charles Tilly « *dans les enchainements de causes et d'effets au sein d'une gamme très large de luttes politiques.* »⁴ Nous examinerons, sous cette lumière, les autres facteurs qui favorisent leurs convergences comme leurs interactions avec l'État et leurs alliances contre la répression dans un même contexte conflictuel. Ainsi rapportée à l'exemple de la Turquie, l'étude des interactions entre État et mouvements contestataires agit à la manière d'un révélateur sur les convergences entre les différentes tendances oppositionnelles.⁵

¹ Olivier Fillieule, « Tombeau pour Charles Tilly-Répertoires, performances et stratégies d'action », in Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux*, op. cit., pp. 82-83.

² Olivier Fillieule, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », art. cit.

³ Gilles Dorronsoro, *la Turquie conteste*, op. cit., p. 10.

⁴ Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit, De la grève à la révolution*, op. cit., p. 11.

⁵ « *C'est avec le développement de travaux centrés sur la diversité des modes de gestion étatique des conflits, que le répertoire d'action des protestataires a commencé à être pensé en interaction avec celui des autorités.* » (Hélène Combres et Fillieule Olivier, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 1050).

Chapitre 1 : Multiplicité des mouvements contestataires en Turquie

Karl Marx et Friedrich Engels disaient que l'histoire est toujours celle des luttes de classe¹ mais l'histoire de la civilisation humaine est également celle de multiples luttes sociales visant les différents systèmes de domination. Les processus économiques, sociaux et culturels qui prennent place dans la société hiérarchique structurée par des rapports de domination, vivifient les scènes politiques où se déroulent des combats sociaux.

Depuis le milieu du XIX^e siècle, notamment dans les pays occidentaux, des mouvements contestataires se mobilisent au nom de différents groupes sociaux comme les femmes, les classes pauvres, les groupes ethniques discriminés, les homosexuelLEs, les transgenres, les communautés opprimées, les peuples colonisés etc. Dès lors, on peut parler d'une pluralité des distinctions théoriques des différents types de conflits et des déterminations des causes en définissant les divers systèmes de domination comme le patriarcat, la colonisation, le capitalisme, le nationalisme, l'hétérosexisme ou le racisme.² Cette multiplicité des causes donne lieu à une multiplicité des mouvements contestataires, avec différents discours, projets, cadrages, modalités d'organisation et d'action, et ces mouvements deviennent des acteurs éminents de l'histoire politique et sociale.

Quelques années après le troisième coup d'État militaire de 1980, le mouvement kurde se réorganise, construit et structure un champ particulier et autonome. Sans entrer dans ce champ, le mouvement de la gauche le suit autour des associations de droits humains³. Mais à partir de 1985, on assiste à l'apparition de nouveaux mouvements défendant des causes inédites auparavant, comme les féministes, les écologistes, les initiatives locales pour l'environnement, les antimilitaristes. Ceci va déclencher un nouveau cycle de contestation en Turquie. À partir de 1990, on voit une augmentation visible et riche de mobilisations autour de différentes causes et mouvements contestataires qui, successivement, vont accéder à une

¹ Karl Marx, Friedrich Engels, *Le manifeste du Parti Communiste*, Paris, Flammarion, 1998, pp. 1-3.

² Mathieu définit une cause politique comme « un thème ou un enjeu de lutte doté d'une relative unité aux yeux des contestataires, tout en étant de leur part l'objet des définitions diverses » (Lilian Mathieu, *Espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 25).

³ Une dizaine d'organisations pour les droits humains sont actives dans l'espace militant et participent à plusieurs plateformes mixtes sur les différents problèmes. Par exemple, *Helsinki Yurttaşlar Derneği* (Association des citoyens d'Helsinki), *İnsan Hakları Derneği* (Association des droits humains), *İnsan Hakları Vakfı* (Fondation des droits humains), *Mazlum Der* (Association des droits humains et des peuples opprimés), *Hasta Hakları Derneği* (Association des droits des patients), *Sakatlar Derneği* (Association des personnes handicapées) etc....

reconnaissance et une stabilisation.¹ Comme le dit Gilles Dorransoro, « *de nouveaux groupes se mobilisent ainsi dans l'espace public turc et acquièrent une visibilité médiatique (homosexuels, femmes, écologistes, etc.) Un mouvement associatif en pleine expansion organise plusieurs mobilisations novatrices.* »²

Dans cet espace, par leurs actions et leur influence sur l'actualité du pays, quatre mouvements novateurs occupent une place considérable : d'une part le mouvement des partis légaux kurdes et le mouvement autour du journal arménien *Agos*, concentrent leurs revendications sur les droits de deux groupes sociaux ethniques ; d'autre part le mouvement féministe et le mouvement LGBT se mobilisent pour des revendications sur la base du genre et de la sexualité.

¹ Voir : <http://www.susam-sokak.fr/categorie-11502192.html>

² Gilles Dorransoro, *La Turquie conteste, op. cit.*, p. 14.

1. Les mouvements pour l'émancipation sur la base de l'ethnicité

En Turquie, à partir des années quatre-vingt, on voit émerger des mouvements en faveur de l'émancipation des différents groupes ethniques. C'est essentiellement à partir des années quatre-vingt dix, que ces groupes deviennent visibles dans l'actualité du pays. Aujourd'hui, aussi bien dans l'espace militant contestataire que dans le champ politique, qui sont en interdépendance¹, les différentes organisations au nom des Grecs, des Syriques, des Circassiens, des Roms, des Alevis,² des Ezidis, des Lazes énoncent publiquement leurs revendications. Parmi elles, deux mouvements se distinguent par leur capacité à fortement mobiliser et par leurs effets sociaux et politiques : le mouvement des partis légaux kurdes et le mouvement formé autour de l'hebdomadaire *Agos*.

Le premier qui ait émergé est le mouvement kurde, qui impulse, aujourd'hui, la mobilisation contestataire la plus massive en Turquie. Il s'est organisé, à partir des années quatre-vingt, autour d'une organisation clandestine et armée, le PKK. C'est le mouvement des partis légaux kurdes qui le représente dans le champ politique et l'espace public. Quant à *Agos*, il est emblématique d'un nouveau mouvement social né autour d'un journal fondé à l'origine face à l'hostilité contre les ArménienNEs mais qui, par la suite, s'est transformé en un mouvement de citoyens. Même si, lors de sa création, il ne représentait que les ArménienNEs, il a fini par porter les différentes exigences de démocratisation, en mettant l'accent sur la cause arménienne et les minorités. Le mouvement des partis légaux kurdes et le mouvement autour d'*Agos*, même s'ils luttent contre la même répression nationaliste de l'État turc et même si les lieux depuis lesquels ils s'expriment dépassent les frontières du pays, sont très dissemblables. Le premier est un grand mouvement hiérarchique qui fédère plusieurs organisations, associations et fondations³ tandis que l'autre a une structure plus flexible.

¹ Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 149.

² Les Alevis forment une communauté, dite religieuse ou culturelle liée constituant une branche de l'Islam. Elles représentent à peu près un tiers de la population de Turquie, qui s'élève aujourd'hui à 70 millions d'habitants. L'Alévisme est considéré comme une religion, une croyance, comme une secte à l'intérieur de l'Islam ou bien un mode de vie, une culture ou alors une philosophie. Les organisations alevies mobilisent largement autour de revendications pour leur reconnaissance et deviennent un acteur important dans le champ politique et dans l'espace militant contestataire dans le pays.

³ Pour éviter toute illusion nominaliste, les groupes associés à ce mouvement vont être transparents dans l'analyse.

A) Le mouvement des partis légaux kurdes : du Kurdistan indépendant à l'autonomie

En Turquie, le mouvement légal politique s'est organisé autour de plusieurs partis politiques qui, de 1990 jusqu'à aujourd'hui, ont été dissouts et recréés neuf fois en moins de vingt ans à cause des arrestations et des interdictions : Le **HEP** (Parti du travail du peuple - 1990-1992), le **ÖZEP** (Parti du travail et de la liberté -1992-1993), le **DEP** (Parti de la démocratie - 1993-1994), le **ÖZDEP** (Parti de la liberté et de la démocratie -1992-1993), le **HADEP** (Parti de la démocratie populaire 1994-2003), le **DEHAP** (Parti de la démocratie du peuple - 2002-2005), le **ÖP** (Parti de la liberté - 2003-2007), le **DTP** (Parti de la société démocratique - 2005-2009), le **BDP** (Parti pour la paix et la démocratie - 2008). (**Annexe 3, Figure 14**) Leur succession dans le temps autorise à définir l'ensemble de ces partis comme un mouvement car ils s'appuient sur une même organisation de masse qui leur permet de se réorganiser malgré l'oppression de l'État. Le mouvement des partis légaux kurdes est l'acteur de représentation d'un champ particulier, qui est structuré par le PKK (fondé en 1978), mais qui s'élargit par la participation des acteurs multiples, de plusieurs générations, de classes différentes, porteuses d'autres expériences, en gardant le PKK comme un mouvement de référence.

Le PKK, organisation armée avec plusieurs branches légales et illégales, est l'« *acteur de référence de la contestation kurde en Turquie* »¹ ; il est également l'élément fondamental de l'opposition dans le pays. La mobilisation populaire autour de lui, des années 1990 à aujourd'hui, a fait naître une centaine d'initiatives et favorise l'émergence de multiples associations et fondations, qui se réclament d'objectifs différents articulés autour de la reconnaissance de la question kurde. À partir de 1990, avec la fondation du *parti du travail du peuple (HEP)*, le PKK intervient officiellement sur la scène politique. Le HEP lui sert ici de porte-parole et, pour réaliser l'objectif politique de « l'indépendance », il organise, au début des années 90, des manifestations de masse, comme les célébrations du Newroz² (**Annexe 4, Figure 12-13**) qui réunissent plusieurs centaines de milliers de personnes³ ; ses

¹ Hamit Bozarslan, *Conflit Kurde*, Paris, Collection Mondes et Nations/Autrement, 2009, p. 61.

² Le *Newroz*, c'est à la fois la fête du Nouvel an kurde et celle du printemps : il est célébré le 21 mars de chaque année par les Kurdes, les Persans et les Afghans depuis trois mille ans. *Newroz* s'écrit avec un W, une lettre qui n'existe pas en turc. Le W, lettre interdite en Turquie, est symbole de revendications identitaires.

³ Le 21 mars 1991, la première célébration organisée par le HEP à İstanbul a été suivie par un nombre impressionnant de participants.

revendications portent aussi bien sur les droits culturels des Kurdes, que sur la légitimité du PKK et de son leader, Öcalan.

Le HEP attire en masse de nouveaux adhérents et, après les élections de 1991¹, il parvient à entrer au Parlement avec 18 députés. Les hostilités commencent dès le jour de la prestation de serment des éluEs². Quand vient son tour, Leyla Zana, députée du HEP, prend place à la tribune avec son bandeau « jaune-rouge-vert »,³ et déclare, en kurde : « *Je lis ce serment pour la fraternité des peuples kurde et turc* ». Elle termine dans un tollé de protestations et les députés du HEP doivent quitter la salle sous les insultes. Cette action trouve ensuite un large écho dans les médias. Les réactions et les tensions qu'elle provoque s'expliquent par le contexte dans lequel elle s'inscrit : augmentation quotidienne des attaques de la guérilla, échauffourées militaires, morts et funérailles suivies par des foules imposantes. Dans ce contexte, Leyla Zana devient une héroïne aux yeux d'une large partie de la population kurde. Les actions que le HEP et le PKK mènent ensemble, élargissent le champ de bataille : la terreur paramilitaire se met en place contre les militantEs du mouvement.⁴ Pour ne prendre qu'un exemple parmi bien d'autres, le 5 juillet 1991 Vedat Aydın, le président du bureau du HEP à Diyarbakır, est enlevé à son domicile par la police et torturé à mort ; cent mille personnes assistent à ses funérailles, mais « *les hélicoptères et les blindés des 'Forces Spéciales' de l'armée turque attaquent le convoi funéraire. Des dizaines de personnes sont tuées, des centaines blessées.* »⁵ Quelques semaines plus tard, soit un an après les élections, la Cour Constitutionnelle intente un procès pour dissoudre le HEP.⁶ Pour contrer le danger de cette dissolution, quelques députés fondent le parti **ÖZEP**, le *Parti de la liberté et de la démocratie*, le 25 juin 1992 afin d'offrir une solution de repli aux députés du HEP et de leur permettre de conserver leur statut.⁷ Ce processus est suivi par l'arrestation de quinze

¹ Pour ces élections, le HEP et le SHP (le parti social démocrate) se sont alliés afin d'obtenir 10 % des suffrages, seuil nécessaire pour être représenté au Parlement. Ce seuil électoral est apporté au champ politique par le coup d'État de 1980.

² Le 6 novembre 1991.

³ « Jaune-Rouge-Vert » sont les couleurs du drapeau national des Kurdes et du PKK.

⁴ L'opération menée le 22 août 1992 à Şırnak, où le soutien au PKK est clairement affirmé en est un exemple. Cinquante cinq personnes sont tuées, les 25 000 habitants de Şırnak quittent la ville. (<http://www.sosyalistforum.net/guncel-haberler/16585-16-yil-sonra-sirnak-katliamina-tanik-olan-anlatiyor.html> ; <http://www.yuksekovahaber.com/haber/sirnak-katliami-unutulmadi-18436.htm> ; <http://www.ilkehaberajansi.com.tr/haber/sirnakta-mesaleli-yuruyus.html>).

⁵ Dr. Ali Kılıç, « La justice coloniale turque et l'interdiction des partis politiques kurdes en Turquie », *www.pen-kurde.org*, 2010.

⁶ Le 3 juillet 1992, Le HEP, selon la Cour constitutionnelle « *visé à détruire l'intégrité de l'État et de la nation.* »

⁷ Sabri Cigerli et Didier le Saout, *Öcalan et PKK: Les Mutations de la question kurde*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 189.

responsables du HEP, dont son président. Et comme le programme de l'ÖZDEP propose une solution fédérale à la question kurde, il est interdit un an plus tard¹. En 1993, le député du HEP, Ahmet Türk, tente de jouer les médiateurs entre le PKK et le gouvernement.² Il assiste en Syrie à la conférence de presse d'Öcalan, qui déclare un cessez-le-feu unilatéral de 1993. Mais cette stratégie d'apaisement est cassée par la tentative d'assassinat du président de la république T. Özal (le 17 avril 1993) et par un attentat du PKK contre trente-trois jeunes militaires turcs ne portant pas d'armes. C'est la fin du processus de conciliation.

Le mouvement des partis légaux kurdes, incarné à partir du 7 mai 1993 par le *Parti démocratique (DEP)*, s'engage dans la mission de la « légalisation du PKK ».³ Mais sa proximité avec la guérilla l'empêche d'être considéré comme un interlocuteur crédible dans la résolution de la question. Le chef d'état-major de l'armée déclare qu'« *il ne faut pas chercher les bandits uniquement dans la Bekaa. Malheureusement certains se trouvent au sein de l'Assemblée nationale. Ils continuent à vivre grâce à leur immunité, (...) ils utilisent les moyens matériels et moraux que la Turquie leur donne. (...) Si ce ne sont pas des traîtres alors qui sont les traîtres ?* »⁴ Durant cette période située entre 1992 et 1995, les morts se comptent par milliers.⁵ Les manifestations organisées par le mouvement des partis légaux kurdes sont interdites et certains de ses porte-paroles, comme Musa Anter, assassinés⁶. On estime à plus de dix mille les assassinats paramilitaires⁷, des villages entiers sont détruits par le feu⁸, les déplacements forcés et les arrestations sont couramment pratiqués.¹ Yaşar Kaya, le

¹ À cause du procès consécutif à l'interdiction de ÖZDEP, la Turquie est condamnée par la CEDH (1993).

² Ahmet Türk porte la promesse de Turgut Özal, le président de la Turquie, d'une amnistie et d'un processus de paix. (Voir, Kırıkkaya Kenan, *93 Ateşkesinden bugüne (Du cessez le feu de 93 jusqu'à aujourd'hui)*, Birgün Pazar, 24 octobre 2010) (traduit par nous).

³ En mars 1994, le vice-président du DEP, Remzi Kartal, rend public un document « *qui énumère 16 points pour un 'retour à la paix' en vue duquel 'les autorités de l'Etat doivent être prêtes à négocier avec les représentants légitimes, élus du peuple kurde'. Ce texte demande que le peuple kurde puisse faire usage de sa culture, que l'enseignement dans la langue kurde soit autorisé, que la loi anti-terroriste soit abolie tout comme le système des 'protecteurs de village.'* » (Voir : Sabri Cigerli et Didier le Saout, Öcalan et PKK: *Les Mutations de la question kurde*, op. cit., p. 192).

⁴ « Doğan Güreş'ten sert açıklama » (déclaration ferme de Doğan Güreş), *Cumhuriyet*, 22 Fevriyer, 1994 (traduit par nous).

⁵ Voir les archives des décisions de la CEDH ou le lien <http://www.akader.info/sbard/sayilar/2005Eylul/13.pdf>. Voir aussi: « La situation au Kurdistan de Turquie 1992 », http://www.institutkurde.org/publications/bulletins/pdf/speciaux/nsp_turquie.pdf

⁶ Musa Anter (1920-1992), écrivain, journaliste, militant pacifiste pour les droits des Kurdes.

⁷ Parmi eux, environ 2000 intellectuels et militantEs politiques sont tués entre 1992 et 1993. Certains n'avaient pas de rapport avec le PKK. (Voir Hamit Bozaslan, *Conflit kurde*, op. cit., p.70).

⁸ « *L'évacuation et la destruction des villages est utilisée pour tenter d'anéantir les bases du soutien populaire que le PKK est parvenu à mobiliser. (...) Au-delà du conflit avec le PKK, les expulsions s'insèrent dans une stratégie à long terme planifiée par la Turquie, qui cherche à disperser les Kurdes dans les différentes régions*

président du DEP, est emprisonné en septembre 1993 dans le cadre du procès du DEP (2 décembre 1993), accusé de « *viser à détruire l'intégrité de l'État et de la nation* ». Juste après l'Assemblée extraordinaire du DEP et dans le contexte de la préparation des élections, des attentats à la bombe ont lieu contre le quartier général et les huit bureaux du parti. Les journaux d'extrême droite prennent pour cibles les députés du DEP² tandis que ses membres sont taxés d'« Arméniens », autrement dit d'« ennemis ».³ Le DEP annonce sa décision de se retirer des élections de 1994.⁴ Les 2 et 3 mars 1994, l'immunité de six de ses députés⁵ est levée par décision de l'Assemblée votée au scrutin majoritaire. Accusés de « *haute trahison* », évacués du Parlement par les forces de police⁶, ils sont arrêtés et condamnés à quinze années de prison pour « appartenance au PKK ». Le DEP quant à lui, est dissous par la Cour Constitutionnelle. Les députés condamnés resteront en prison une dizaine d'années.⁷ Six autres députés⁸ se réfugient dans des pays d'Europe et participent avec les militantEs du PKK à la construction du *Parlement des Kurdes* en exil qui voit le jour en 1995.⁹

turques. (...) Le but est ici de déchirer le tissu social des villages, de compromettre la reproduction des valeurs (...) sur l'ensemble des territoires où les Kurdes vivent. » (Sabri Cigerli et Didier le Saout, *Öcalan et PKK*, op. cit., p. 105).

- ¹ Les ONG comme La Croix Rouge internationale se voient interdire le droit de se rendre dans les régions kurdes.
- ² « *Premièrement, chasser cette Leyla Zana et ce Hatip Dicle de l'Assemblée Nationale ! Après, mettre à genoux les gens qui veulent nous faire entrer dans l'UE, devant les juges, puis mettre au pas les imbéciles et leur faire comprendre que la Turquie dominera au sud-est pour l'éternité. La pendaison ou la balle !* » (Necdet Sevinç, « *İpse İp* », (Alors les pendre !), *Le journal Ortadoğu*, 11.04. 1992) (traduit par nous).
- ³ Alparslan Türkeş, leader du *parti nationaliste* (MHP), dit que Öcalan est Arménien et qu'il s'appelle Agop Artinyan.
- ⁴ « *Depuis 45 jours, nous avons donné sept martyrs, six de nos bureaux ont été plastiqués. Notre secrétaire général a été victime d'une tentative d'assassinat à cinquante mètres d'un commissariat. Notre siège a été plastiqué. Trois cent vingt de nos camarades sont placés en garde à vue. Certains de nos candidats, (...) craignant que leur candidature leur coûte la vie, l'ont retirée.* » (Résolution de l'assemblée du parti DEP, 25 Février 1994, traduit par nous).
- ⁵ Hatip Dicle, Orhan Doğan, Ahmet Türk, Sırrı Sakık, Mahmut Alınak et Leyla Zana, qui en 1995 a obtenu le prix Sakharov décerné par le Parlement européen.
- ⁶ Selon l'article 125 du Code Pénal.
- ⁷ À cause de ce procès, la Turquie est condamnée par la CEDH qui constate : « *en faisant leurs déclarations, les six parlementaires détenus n'ont pas outrepassé leur droit à la liberté d'expression qui est garanti par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ainsi que par la Constitution turque.* » (Rapport sur l'Arrestation et la détention de six membres de la grande l'Assemblée nationale turque, 4e article, Assemblée Parlementaire du Conseil d'Europe, 12 avril 1994).
- ⁸ Ali Yiğit, Zübeyir Aydar, Naif Güneş, Remzi Kartal, Nizamettin Toğuç et Mahmut Kılıç.
- ⁹ « *Plus de 400 Kurdes ont officiellement fondé, à La Haye, le premier Parlement kurde en exil. Nombre d'associations démocratiques kurdes ont pris leurs distances avec cette initiative jugée prématurée, lancée dans la mouvance du PKK.* » (*Libération*, 13 avril 1995). Quelques années plus tard, le Parlement en exil deviendra le Kongra Gelê Kurdistan (le Congrès du peuple kurde), présidé par Remzi Kartal, ancien député du DEP.

Les autres militantEs du même mouvement fondent, le 11 mai 1994, le *Parti pour la démocratie du peuple (HADEP)*¹ qui, aux élections de 1995, obtient 4.17 % des suffrages, ce qui représente 1.171.623 votes ; le HADEP travaille autour des mêmes revendications que le HEP. Comme lui, il subit la répression², mais il reste en relation avec le PKK³ qui, en 1998, demande un cessez-le-feu. Les revendications et les actions du HADEP en faveur d'un processus de paix s'arrêtent brutalement le 9 octobre 1998, avec l'expulsion d'Öcalan de Syrie, suivie de son enlèvement et de son extradition de Nairobi vers la Turquie. Durant cette période, plusieurs personnes perdent la vie en s'immolant par le feu. Lors des élections de 1999, le HADEP⁴ améliore son score national en obtenant 4,7% des suffrages⁵. La même année, surtout dans la région kurde, lors des élections municipales, il gagne 37 mairies dans 7 villes⁶.

Abdullah Öcalan, enfermé dans l'île d'İmralı⁷, dans un isolement total, appelle le PKK, par l'intermédiaire de ses avocats, à cesser le combat armé. En suivant cet appel, le 1er septembre 1999, le PKK se retire hors des frontières du pays et envoie deux groupes de médiateurs, les « *groupes de paix et de solution démocratique* », dont ses militantEs sont emprisonnéEs. Dès lors, les dirigeantEs du HADEP décident de ne pas engager le parti aux élections de 2002. C'est aussi la « proposition » d'Öcalan : « *ils forcent le HADEP à entrer dans la voie qu'ils désirent.* »⁸ Néanmoins, en 2004, le PKK reprend ses attaques qu'il qualifie de « *guerre de légitime défense* ». Caractérisée par de nombreux attentats, elle se poursuivra jusqu'en 2012, entrecoupée de plusieurs cessez-le feu. Après l'emprisonnement d'Öcalan, les

¹ Son président est Murat Bozlak.

² Le 23 juin 1996, au cours du congrès du HADEP, un jeune homme décroche le drapeau turc suspendu au plafond et le remplace par le drapeau du PKK. Même si le parti dénonce cet acte comme une provocation, plusieurs dirigeants du parti sont arrêtés par la police. La campagne « nationale » aussitôt lancée appelle la population à accrocher le drapeau turc aux fenêtres.

³ Öcalan décrit cette relation avec prudence : « *notre comportement envers le HADEP sera le même qu'avec le HEP-DEP. (...) S'il lutte sincèrement pour la démocratie, nous sommes prêts à le soutenir. Mais cela ne veut pas dire qu'il est porte-parole du PKK. Ils cherchent à condamner le DEP avec cette accusation.* » (Interview avec Abdullah Öcalan : « La résurrection est faite, la suite sera l'émancipation », *Özgür Ülke*, Istanbul, 15 août 1994) (traduit par nous).

⁴ « *L'aile légale du mouvement nationaliste, le HADEP et le Parlement kurde en exil ont pris une importance croissante dans les stratégies de protestation et la recherche des soutiens internationaux.* » (Gilles Dorronsoro, *Les Kurdes de Turquie : revendications identitaires, espace national et globalisation*, ERI, no 62, janvier 2000, p. 3).

⁵ « *Le HADEP est pratiquement exclu du débat public : ses leaders ne sont pas invités à s'exprimer dans les médias et ses résultats électoraux, pourtant en progression, donnent lieu à des commentaires réduits à la télé et dans la presse quotidienne.* » (*Ibid.*, pp. 2-3).

⁶ Diyarbakır, Ağrı, Batman, Bingöl, Hakkâri, Siirt et Van.

⁷ *İmralı*, est une petite île turque située au sud de la mer de Marmara.

⁸ Sabri Cigerli et Didier le Soul, *Öcalan et PKK: Les Mutations de la question kurde*, op. cit., p. 201.

sources d'inspirations théoriques ainsi que les revendications du PKK et du mouvement des partis légaux kurdes connaissent un changement considérable. Au début des années 2000, Öcalan révisé en effet le cadre théorique marxiste-léniniste du PKK, dans un *nouveau manifeste*¹ se réclamant d'un socialisme « libertaire », et fixe un nouveau but politique : la construction de la « république démocratique ». Celle-ci est définie par les porte-parole du PKK comme « le nouveau paradigme »², ce qui signifie que le PKK renonce officiellement à ses objectifs d'indépendance et d'instauration d'un État nation. Les résolutions du 7^e congrès du PKK résument ainsi la 'nouvelle stratégie' et les résolutions qui la guident : « **1. Reconnaissance de l'identité nationale du peuple kurde dans la Constitution turque. 2. Réforme législatif pour garantir la liberté d'expression et d'organisation. 3. La différence culturelle n'est pas une faiblesse mais une richesse. 4. Prise en considération les critères de Copenhague, la Charte de Paris et les résolutions de l'ONU dans la Constitution. 5. Réforme des structures anti-démocratiques.** »³ Entérinant les nouvelles formulations d'Öcalan, le PKK déclare que la lutte armée doit laisser place au combat politique, pourtant, il reprend ses attaques,⁴ conserve un fonctionnement militaire et dirige ses représentations légales de manière centralisée : juste avant l'interdiction du HADEP⁵, le nouveau *Parti populaire démocratique* (DEHAP- 2002)⁶ essaie de s'adapter aux changements tout en défendant le même programme que son prédécesseur. Depuis l'arrestation d'Öcalan, sa libération s'ajoute aux autres revendications kurdes.

Le DEHAP, par une coalition de quatre partis de gauche intitulée *Union des forces démocratiques*,⁷ gagne la plupart des municipalités de la région kurde aux élections de 2004, mais un nouveau procès de dissolution est entamé. Le mouvement des partis légaux kurdes continue alors son chemin avec le **DTP** (le *Parti de la Société Démocratique* – 2005), fondé sur la proposition d'Öcalan pour répondre à la nécessité, selon lui, d'un nouveau parti

¹ Voir, Abdullah Öcalan, *Sümer Rahip Devletinden Halk Cumhuriyetine Doğru*, (De l'État Sumer à la République Populaire) Istanbul, Éditions Çetin, 2004; Abdullah Öcalan, *Özgür İnsan Savunması* (Plaidoirie de l'homme libre), Istanbul, Éditions Çetin, 2003 (traduit par nous).

² Terme d'ailleurs utilisé par Öcalan à propos de son nouveau manifeste.

³ Projet de Déclaration de Paix du PKK, 23 janvier 2000, Résolutions du 7^e congrès, Özgür Politika, 9 Mars 2000.

⁴ En juin 2004 le PKK rompt le au cessez-le-feu, les violences et la tension s'intensifient.

⁵ Avec l'interdiction du parti, 46 dirigeantEs du HADEP sont interdits de mandat pour cinq ans.

⁶ Sous la présidence de Tuncer Bakırhan.

⁷ Le 27 octobre, une semaine avant les élections, le DEHAP organise des manifestations de 100 000 personnes (Sabri Cigerli, Didier le Soul, *op. cit.*, p. 202), à 500 000 personnes (*Özgür Politika*, 28 octobre 2002), à Istanbul, 700 000 personnes à celles de Diyarbakır. Les rues sont drapées des couleurs kurdes : rouge, jaune, vert, avec des slogans comme « Un turc libre, un kurde libre, une Turquie libre ».

politique qui pourrait s'appuyer sur un mouvement social.¹ Ainsi va se constituer le *mouvement de la société démocratique (DTH)* qui réunit tous les ex-présidents des partis dissous² et les anciens députés du DEP libérés après de longues années d'emprisonnement. Même si (ou parce que) leurs appel à tous les mouvements d'opposition de gauche, aux syndicats et aux féministes ne créent pas la proximité espérée entre tous ces milieux, le *congrès de la société démocratique (DTK-2006)* est fondé afin d'unir les acteurs impliqués dans différentes initiatives et des associations pro-PKK. Les deux organisations (le congrès et le parti) travaillent avec une coordination visible. À l'occasion de cette refonte organisationnelle, l'objectif politique de « la république démocratique » développée par Öcalan s'infléchit, toujours à son initiative, vers le « confédéralisme démocratique », autrement dit une forme supra-étatique, basée sur la participation à la vie politique. Sans abandonner cette formulation, en 2007, Öcalan lance le terme d' « autonomie démocratique » — mode essentiel, selon lui, à la « république démocratique » qu'il définit en juxtaposant plusieurs termes sans les approfondir : *la société écologique, la décentralisation des administrations et l'autonomie pour tous les groupes ethniques*. L'adoption de ces termes par le mouvement kurde ou par son leader Öcalan apparaît inattendue. Est-ce que ce changement de discours a un lien avec la convergence entre les mouvements contestataires et les voyages de concepts dans le champ militant ? Les prochains chapitres ont également pour but de démontrer les causes des innovations qui paraissent inattendues dans le mouvement.

Le 24 octobre 2007, le DTK fait de l'autonomie démocratique son nouvel objectif politique³ en l'assimilant à une nouvelle entité administrative locale, qui serait constituée d'environ 25 assemblées locales. Le DTK demande donc désormais : « 1. *réforme radicale dans la structure politique* 2. *Renforcement des autorités locales*. 3. *construction locale où toutes les diversités culturelles soient représentées librement*. 4. *un seul drapeau et une seule langue officielle pour la nation, avec des administrations locales, libres de choisir leurs symboles et leurs couleurs*. 5. *abandon du système étatique au profit de la volonté de la*

¹ « L'échec relatif aux élections de 2002 et 2004 a permis la transformation du DEHAP en DTP. Ce parti a connu le succès aux élections de 2007 et 2009. » (« DTP'nin kısa tarihi -Une histoire courte du DTP », İstanbul – Agence de presse BİA, 12 décembre 2009) (traduit par nous).

² Tuncer Bakırhan (DEHAP), Ahmet Turan Demir (ÖP), Mehmet Abbasoğlu (DEHAP), Murat Bozlak (HADEP), Feridun Yazar (HEP) et Ahmet Türk (DEP, HADEP, DEHAP).

³ « Notre parti définit l'autonomie démocratique comme un modèle qui donne le droit à toutes les diversités de s'exprimer librement et qui assure au peuple le droit d'expression et de décision à l'échelle locale et nationale. C'est l'autogestion démocratique. » (Résolution de l'Assemblée de DTK, 2007, Diyarbakır) (traduit par nous).

société. »¹ « Le projet de l'autonomie démocratique » est accepté par le DTP au 2^e congrès du 8 novembre 2007. Malgré l'accent mis sur la « démocratisation de la construction politique en Turquie », la presse turque interprète ce projet comme « un appel à l'indépendance ». Pourtant le programme du DTK montre une intention d'apaisement : « 1. Organiser une commission de dialogue chargée de communiquer avec les différents milieux politiques afin d'assurer leur participation au processus de paix. 2. Développer la feuille de route. 3. Il revient aux pouvoirs locaux d'être les acteurs principaux du processus de réorganisation de la République. 4. Faire appel au gouvernement pour qu'il réponde au maintien du cessez-le-feu du PKK et organiser de grandes manifestations pour la paix. 5. Participer massivement au quatorzième anniversaire du massacre de Sivas². 6. Participer activement aux travaux de la nouvelle Constitution. »³

Le succès du DTP aux élections de 2009,⁴ la déclaration de cessez-le feu (13 avril 2009) du PKK et l'« ouverture démocratique », promise par le gouvernement, qui se traduit d'abord par des arrestations destinées à liquider plusieurs réseaux qui sévissent dans la bureaucratie civile-militaire (et qui ensemble constituent « l'État profond », dit *Ergenekon*) puis par la création d'un programme en kurde (une heure de diffusion en langue kurde par semaine sur la TRT, une chaîne de télévision d'État) confortent dans un premier temps le climat de dialogue et de reconnaissance. Mais une grande opération de police vient à nouveau stopper ce processus : plusieurs cadres du DTP, des maires, des militantEs, des avocatEs, des syndicalistEs et des journalistes pro-PKK sont emprisonnéEs.⁵ Le 12 décembre 2009, le DTP est interdit et ses députés décident de se retirer de l'Assemblée nationale. Les 94 maires et les députés intègrent alors le *Parti pour la démocratie et la paix* (BDP - 2008).

À partir d'avril 2011, le BDP et le DTK lancent une campagne de « désobéissance civile pour trouver une solution à la question kurde ». Les revendications portent sur l'éducation en langue maternelle⁶, la libération des prisonniers politiques, la fin des opérations politiques et militaires, et l'abolition du seuil électoral (qui est à 10% depuis le coup d'État

¹ Résolution de l'Assemblée du DTK, 2007, Diyarbakır (traduit par nous).

² Allusion au douzième anniversaire du massacre perpétré en 1997 à Sivas. Au cours d'un festival alévi, des islamistes venus en nombre avaient lynché et achevé 35 personnes dont des écrivains, des poètes et des chanteurs.

³ Résolution de l'Assemblée du DTK, 2007, Diyarbakır (traduit par nous).

⁴ Aux élections municipales du 29 mars 2009, le DTP remporte 99 mairies.

⁵ 54 personnes sur les 80 participants de à l'assemblée générale du BDP et plus de 1500 membres sont emprisonnés. Plus de 150 enfants (âgés de 10 à 14 ans) sont mis en prison pour avoir participé aux manifestations avec leurs parents.

⁶ L'expression « langue maternelle » est utilisée comme euphémisme pour désigner la langue kurde.

1980) qui empêche la pluralité dans l'Assemblée nationale. Pour les élections qui ont lieu cette année-là, le BDP forme une coalition avec différents groupes de gauche autour du *Bloc démocratique*¹ qui organise dans plusieurs villes des rassemblements très suivis. Mais, un mois avant le scrutin, le Haut Conseil Électoral (YSK) annule les candidatures de dix-sept candidats indépendants soutenus par le BDP au motif qu'ils ont un casier judiciaire. Bien que la campagne se déroule dans des conditions inéquitables, le 12 Juin 2011 le *bloc démocratique* en sorte renforcé. Avec 35 députés, le BDP multiplie par deux ses sièges au Parlement. Celui-ci programme en conséquence une révision constitutionnelle dont l'un des objectifs est de régler la question kurde. « *Ce climat donnait l'espoir à beaucoup de personnes* » interprète HK,² militant du BDP. Ce « climat » n'est pas promis à durer. Pour protester contre l'annulation de l'élection de cinq de leurs députés les trente élus du BDP refusent de prêter serment au Parlement. Ahmet Türk, co-président du parti, explique les motifs de leur décision devant 5000 personnes à Batman : « *les Kurdes ne nous ont pas seulement envoyés au Parlement, ils ont aussi ouvert le chemin vers la libération de notre société. (...) Les Kurdes tendent la main. Profitez-en. (...) S'ils ne libèrent pas nos compagnons, nous n'irons pas à l'Assemblée et nous ne la reconnaitrons pas.* »³

La presse fait état de la rupture des négociations entre le PKK et le gouvernement. Selon le BDP, on est à nouveau au bord de la guerre : « *Ils refusent le protocole préparé par Monsieur Öcalan⁴, ils entament un processus de liquidation préparé en amont. (...) Nous avons décidé de ne pas prêter serment et de ne pas participer aux travaux parlementaires.* »⁵ Öcalan soutient le boycott du BDP : « *Ils veulent contraindre le peuple kurde à se prostituer. (...) Il ne l'acceptera pas. (...) Ils viendront me voir avant le 15 juillet.* »⁶ Mais, le 14 juillet, la tension monte d'un cran à la suite d'une embuscade du PKK entraînant la mort de treize soldats turcs et de sept guérilleros et de la proclamation de « l'autonomie démocratique » par le DTK. Néanmoins, le BDP affiche sa décision de mettre fin au boycott et de participer à la réforme constitutionnelle. Cette décision n'empêche pas la nouvelle vague d'arrestations.

¹ « Bloc pour le travail, la démocratie et l'égalité » regroupant divers partis de gauche.

² Tiré de l'entretien avec HK, accordé le 18 mars 2012.

³ Arif Aslan, « *Ahmet Türk : KCK'dan tutuklu 6 vekil bırakılmazsa TBMM'ye girmeyeceğiz* », (Ahmet Türk : « Si les 6 députés ne sont pas libérés, nous n'irons pas à l'Assemblée ») T24, 20 Juin 2011, www.t24.com (traduit par nous).

⁴ Il est interdit d'appeler Öcalan « Monsieur Öcalan ». C'est en toute connaissance de cause, pour marquer leur engagement politique, que les militantEs du mouvement légal kurde bravent cette interdiction.

⁵ BDP, « *Halklarımıza Karşı Açık Sözümüz ve Açık Deklarasyonumuzdur* » Conférence de presse donnée le 28.09.2011, voir : <http://www.bdp.org.tr/tr> (traduit par nous).

⁶ ANF, 26 juin 2011.

Entre 2009 et 2012, selon les chiffres publiés¹, 7 748 personnes sont arrêtées, dont 4000 environ seront condamnées. 6500 membres du BDP dont 31 maires sur 98 et 6 députés sur 36 sont emprisonnés. En septembre 2012, 800 prisonnierEs, dont la plupart sont membres du BDP, entament une grève de la faim pour défendre deux revendications concernant le droit de se défendre en kurde, et la fin de l'isolement d'Öcalan. Le maire de Diyarbakir, quatre députés du BDP et sa co-présidente s'y associent. La co-présidente du DTK, Aysel Tuğluk parle au nom des Kurdes : « *s'il n'y a pas de négociation à Imrali ou à Kandil, il n'y aura pas de réconciliation avec les Kurdes.* »² Les députéEs participent aux manifestations et subissent des violences par la police.³ **(Annexe 4, Figure 13)** Le BDP arrête ses travaux à l'Assemblée Nationale et son co-président déclare : « S'il faut mourir, on est prêt. »⁴ Le 68^e jour, avec l'appel d'Öcalan, les grévistes y mettent un terme. En décembre, le gouvernement annonce qu'il entame des négociations avec Öcalan. À partir de janvier 2013, les députés du BDP sont emmenés sur l'île de İmralı où il est enfermé, pour servir de médiateurs au processus de paix toujours en cours aujourd'hui (novembre 2013).

Même si la prudence s'impose, l'apaisement qui semble prévaloir après vingt-trois ans de conflits nous permet de parler d'un progrès relatif en ce qui concerne la reconnaissance de la question kurde et du PKK par le gouvernement turc. Le PKK qui entoure le mouvement des partis légaux kurdes a élargi son discours et le rend plus visible dans l'espace militant contestataire. La fondation du parti démocratique des peuples (**HDP**), en 27 octobre 2013, montre cet élargissement. Il est fondé, pour les élections locales de 2014, comme une coalition de mouvement des partis légaux kurdes⁵ avec plusieurs organisations de gauche⁶ et des militantEs des ONG. Le HDP, en se définissant comme un « *nouveau mouvement de gauche* », affirme « *pouvoir associer les différentes luttes.* »⁷

¹ Voir : <http://bianet.org/bianet/siyaset/133216-30-ayda-kckden-7748-gozalti-3895-tutuklama> ; <http://bianet.org/bianet/siyaset/133216-30-ayda-kckden-7748-gozalti-3895-tutuklama>

² Kandil est le nom de la montagne où se trouvent les dirigeantEs du PKK.

³ ((www.firatnews.eu, 1er avril 2012) (traduit par nous),

⁴ Agence T24, 11.11.2011

⁵ Trois députés BDP d'Istanbul, Sırrı Süreyya Önder et Sabahat Tuncel ainsi que Ertugrul Kürkçü, député BDP de Mersin, ont annoncé leur démission du parti, pour rejoindre le Parti populaire démocratique (HDP).

⁶ Les composants du HDP : Le *parti du travail* (EMEP), le *mouvement de la démocratie et de la liberté* (DÖH), le *parti socialiste des ouvriers révolutionnaires* (DSİP), le *parti de la démocratie et l'égalité* (EDP) et les *Verts et la gauche viendront* (YSGP), le *parti socialiste des oppriméEs* (ESP), *Köz*, le *parti de la révolution socialiste* (SDP), le *plateforme socialiste de solidarité*, la *Réalité de Turquie*, le *mouvement socialiste de reconstitution*.

⁷ <http://www.halklarindemokratikkongresi.net>

À partir de ce tableau général qui montre les traits importants du mouvement et son évolution dans le temps, nous aurons plus d'éléments pour étudier, dans les prochains chapitres, les dynamiques complexes de cette évolution et de son élargissement.

B) Le mouvement autour d'AGOS : pour « vivre ensemble »

Lancé en 1996, l'hebdomadaire bilingue *Agos*, publié en turc et en arménien, est très vite devenu le noyau d'un mouvement social. Ce mouvement a aujourd'hui dix ans, mais il a été engendré au début des années quatre-vingt, lors des rassemblements d'intellectuelLEs arménienNEs, et son gestation qui remonte à la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, durant les cinq premières années d'existence du journal *Agos*, s'est nourrie des débats initiés par l'hebdomadaire.

Au début des années 2000, le siège d'Agos devient en effet un *espace de rassemblements*, un point de rencontre, le centre d'un réseau de diffusion, et de circuits de solidarité reliant des groupes de jeunes, des antimilitaristes, des universitaires, des femmes, des journalistes, des écologistes. L'assassinat de Hrant Dink, son rédacteur en chef, en 2007, fait cristalliser de manière précipitée, un nouveau mouvement social autour d'Agos. Au premier abord, comme le dit Alberto Merlucci, il semble qu'on ait plutôt affaire à un *espace de rassemblement*¹ mais qui avec le temps, acquis le caractère de mouvement social, parce que malgré ses disparités, il réalise l'union de différents groupes « *agissant avec une certaine continuité pour promouvoir un changement dans la société* »².

La *Fondation de Hrant Dink*, *l'initiative des amis de Hrant*, le *Centre culturel anatolien*, *l'Association de culture arménienne et de solidarité*, *l'Association des Arméniens anatoliens*, les collectifs constitués au niveau local, les groupes de jeunesse, en élaborant leurs propres moyens d'information et leurs réseaux de communication, en se réunissant autour de différents projets et d'actions, inventent des modalités souples pour agir collectivement. À côté d' *Agos*, la radio *Nor Zartong* (le nouveau réveil), bilingue également, initiée par un groupe autonome, joue un rôle important pour la diffusion des idées, des débats et des informations du mouvement. Des groupes temporaires envisageant de travailler sur un sujet

¹ Alberto Melluci, « The new social movements revisited: reflections on a sociological misunderstanding », in Louis Maheu (dir.) *Social Movements and Social Classes-The future of Collective Action*, London, Sage Publications, pp. 107-119.

² Ralf Turner et Levis Killian, *Collective Behavior*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1972, p. 246.

pendant une durée limitée se constituent, s'enrichissent les uns les autres dans ce même réseau. Même si sa gestation s'est faite autour de la cause arménienne avec l'hebdomadaire *Agos*, ce mouvement qui s'est progressivement élargi se mobilise aujourd'hui pour « *développer les valeurs du vivre ensemble* »¹ en ouvrant le débat aux autres rapports sociaux et aux différents types d'oppression, en se réclamant d'une approche non violente et de valeurs qui sert de fil conducteur aux actions collectives des groupes qui le composent.

Agos est donc fondé à l'initiative d'un petit groupe d'Arméniens de la gauche autour de Hrant Dink, rédacteur en chef du journal jusqu'à son assassinat en janvier 2007. Il est publié pour la première fois le cinq avril 1996, pendant les fêtes de Pâques. Bilingue, l'hebdomadaire parvient sans difficultés à réunir intellectuels et journalistes arméniens et non-arméniens. « *Agos naît de la double affirmation d'une identité arménienne qui ne veut plus se cacher et d'une citoyenneté turque ouverte et non exclusive : l'hebdomadaire sera le premier organe de presse bilingue, turco-arménien, en Turquie. Haro sur l'approche ethnique et sur le communautarisme, place au multiculturalisme et à ce 'patriotisme constitutionnel anatolien'.* »² Audacieuse et inédite en Turquie, sa ligne politique attire l'intérêt. Très vite, *Agos* trouve son public.³ Dès son lancement, *Agos* qui comprend quatre pages en arménien et vingt pages en turc, devient le journal le plus lu par les Arméniens : 46 % de la communauté, selon une enquête de 2007.⁴ Le tirage, qui était de 1800 exemplaires au début, est passé en peu de temps à 5000⁵. *Agos*, qui se situe dans la ligne de la gauche oppositionnelle et traite de l'actualité, remet en cause les préjugés, les clivages sociaux et le jeu politique traditionnel.

Vivre ensemble, c'est le but politique que s'assigne *Agos*, comme l'indique Hrant Dink : « *défendre la vie ensemble : tel doit être notre seul objectif. Cette voie est celle que nous dictent la raison et la conscience.* »⁶ Pour ce but, le collectif autour d'*Agos* lutte pour créer dans le pays un climat de liberté qui permettrait de discuter ouvertement des expériences, des failles et des torts réciproques, et même des haines et des ressentiments. Selon le point de vue qu'ils défendent, pour que les Arméniens, les Turcs et les Kurdes continuent à vivre ensemble,

¹ Tiré de l'entretien avec Fetiye Çetin accordé le 8 août 2012.

² Hrant Dink, *Être Arménien en Turquie*, Reims, Editions Dominique Fradet, 2007, p. 17.

³ Dans l'ensemble les Arméniens l'ont accueilli avec enthousiasme. Surtout ceux d'entre eux qui n'ont pas souvent l'opportunité de parler et de lire leur langue maternelle. (Entretiens avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012 et avec Çiğdem Mater accordé le 13 mars 2012).

⁴ Karin Karakaşlı, Ferhat Kentel, Füsün Üstel, Günay Göksu Özdoğan, *Türkiye'de Ermeniler/ Cemaat-Birey-Yurttaş (Les Arméniens en Turquie)*, Istanbul, Éditions de l'Université de Bilgi, 2009, p. 311.

⁵ *Ibid.*, p.220.

⁶ Hrant Dink, « Une seule voie : vivre ensemble », *Agos*, 16 juin 2006, traduit par François Skvor.

il faut qu'ils se connaissent concrètement, se touchent, discutent, dépassent les préjugés : « *la société turque ne nous connaissait pas. Ce fut notre motivation principale lors de création d'Agos.* »¹

La création de l'hebdomadaire nourrit aussi un autre objectif, expliquant en grande partie la mobilisation de plus en plus importante qu'il suscite : la démocratisation de la société turque. Et, selon les fondateurs, cela passe nécessairement par une prise en compte du passé de la Turquie : « *pour Dink, la reconnaissance du passé de la Turquie — avec, en première ligne, la reconnaissance officielle du génocide arménien — ne pouvait se faire qu'à travers un processus douloureux de démocratisation de la société turque. Dans tous les forums arméniens auxquels il a participé, il a toujours mis l'accent sur le processus de démocratisation de la société turque plutôt que sur la reconnaissance du génocide par les États étrangers.* »²

Agos, qui accueille en outre plusieurs chroniqueurs non-arméniens, se présente aussi comme un ardent défenseur du processus d'adhésion à l'Union européenne, qu'il analyse comme une voie vers la démocratisation. C'est la première fois qu'un acteur collectif développe publiquement une critique sur les politiques générales du pays au nom des Arméniens.

En 2001, au cinquième anniversaire d'*Agos*, Hrant Dink, évoque ainsi les buts, les fins et les réussites politiques du journal : « *désormais, Agos s'est fait un nom, est devenu une marque. Quand on a besoin d'une information sur la communauté arménienne, on s'adresse aux collaborateurs d'Agos. Leurs commentaires passent à la télé, à la radio, dans la presse. Les universitaires font appel à lui. Les lecteurs turcs aussi lisent Agos. Tout cela signifie qu'Agos est allé trop loin, pour l'État. (...) Nous résistons aussi pour une démocratisation dans la communauté. (...) Désormais, la communauté arménienne a son mot à dire et on l'exprime sans peur.* »³

Son choix de publier également en turc attire de plus en plus d'universitaires, de journalistes, de militantEs turcs et l'hebdomadaire devient un point de rencontre pour les opposants antimilitaristes, pacifistes, antinationalistes, anticapitalistes. Ces militantEs

¹ « Interview avec Hrant Dink », *Cumhuriyet*, 5 avril 1996.

² Vicken Cheterian, « Qui a tué Hrant Dink ? », *Le Monde Diplomatique*, Mardi 23 janvier, 2007.

³ « L'interview avec Hrant Dink », *Cumhuriyet*, 22 Avril 2001.

discutent, écrivent, organisent des rencontres, non seulement sur les problèmes actuels de la communauté arménienne, mais aussi sur la question kurde, sur la pauvreté et sur la liberté d'expression, ou encore, sur les personnes disparues après le génocide, les ArménienNEs vivantEs qui dissimulent leur identité ethnique.

Autour d'Agos et du « vivre ensemble » qu'il s'est fixé pour but, commence ainsi à émerger un cercle qui va devenir un mouvement social contre tous les types et toutes les versions du nationalisme et des politiques identitaires. À l'origine, ce mouvement, sans organisation permanente, est composé d'étudiantEs, d'universitaires, d'intellectuelLEs, de journalistes et de défenseurs de droits humains qui organisent des rassemblements, des rencontres sur ces thèmes en lien avec Agos. Puis leurs objectifs se précisent et s'articulent : la reconnaissance de la communauté arménienne, l'aide aux Arméniens venus d'Anatolie et maîtrisant mal la langue arménienne, la valorisation de la culture arménienne, méconnue de la société turque, la connaissance des problèmes de la communauté, la dénonciation des insultes et de la falsification de l'histoire. En s'exprimant ainsi au nom de la communauté arménienne, les différents intervenants s'engagent dans un processus de subjectivation politique, culturelle et démocratique qui les amène à se démarquer de l'institution religieuse.

Le mouvement représente une volonté d'aborder librement l'ensemble des problèmes sociaux et politiques qui font obstacle à la démocratisation de la société turque, et notamment : « *la question des droits humains, celle des groupes religieux, surtout arméniens et aussi de certains autres.* »¹ Il dénonce en conséquence le nationalisme de tout type et de tout bord, ainsi que les politiques identitaires qu'il inspire. Il plaide pour le multiculturalisme, pour le dialogue non seulement entre l'Arménie et la Turquie, mais aussi entre les Arméniens, les Kurdes, les Turcs et les autres communautés du pays, tout en suivant au plus près la ligne démocrate qui donne son sens à leur politique.² Karin Karakaşlı décrit ainsi cette phase de passage à l'origine de l'apparition d'un mouvement social : « *grâce à cette mobilisation autour d'Agos, nous avons découvert que notre mission ne se limitait déjà plus à écrire des articles et à nous exprimer au travers du journal. Le moment était venu de créer les actions collectives. Tout était prêt pour cela. Le réseau, les personnes, les propositions, les projets, l'influence... Écrire, discuter, informer, cela ne nous suffisait plus. Nous l'avions assez fait.*

¹ Tiré de l'entretien avec Çiğdem Mater accordé le 13 mars 2012.

² Karin Karakaşlı, Ferhat Kentel, Füsün Üstel, Günay Göksu Özdoğan, *Türkiye'de Ermeniler/ Cemaat-Birey-Yurttaş (Les ArménienNEs en Turquie)*, op. cit., p. 220.

*Pour continuer à écrire, nous avons besoin d'agir et de créer ainsi les sources des nouveaux articles. »*¹

Agos est attaqué plusieurs fois en justice. Par exemple, en 1999, à la suite d'une série d'articles le journal est confisqué et interdit, avant d'être à nouveau autorisé à paraître. De même, il est poursuivi à cause d'un article de Hrant Dink intitulé « *Un jour... 24 Avril...* »². Le nombre de procès augmente à partir de l'année 2004. Le 6 avril, l'article de Dink intitulé '*Le secret de Madame Sabiha,*' où il évoque les parents et les proches arméniens de Sabiha Gökçen, la fille adoptive d'Atatürk, et indique qu'elle venait en fait d'un orphelinat arménien, déclenche de nouvelles représailles contre l'hebdomadaire. Pour commencer, il est qualifié de réactionnaire à la une du quotidien le plus vendu du pays, *Hürriyet* ; ensuite, les autres journaux prennent le relais. Dink est convoqué à la préfecture d'Istanbul. Ainsi qu'il le racontera par la suite, cet entretien avec le préfet et d'autres fonctionnaires est une procédure d'intimidation en forme d'avertissement.³ La campagne de presse lancée dès le lendemain, accuse Dink d'avoir ouvert les hostilités envers les Turcs.

Au début de l'année, Dink avait signé une série d'articles consacrée à la place du génocide de 1915 dans la mémoire collective arménienne. Dans un de ces articles, « Faire connaissance avec l'Arménie », il invitait les Arméniens à « *se tourner maintenant vers le sang neuf de l'Arménie indépendante, seule capable de les libérer du poids de la diaspora* » et à rejeter symboliquement « *la part altérée de leur sang turc* ». Repris par la presse de la droite radicale qui en publie des citations apocryphes et tronquées, cet article va être utilisé contre Hrant Dink qui, le 12 juillet 2006, est condamné à six mois de prison pour « insulte à l'identité turque » en vertu de l'article 301 du Code pénal. Hrant Dink dénonce la diffamation dont il est l'objet, mais seuls les journaux de gauche en Turquie et la presse internationale prennent ses protestations au sérieux.⁴ L'organisation *Journalistes Sans Frontières* publie sur son site, cette déclaration de Dink : « *Ce procès est lié à une incompréhension totale, je n'ai jamais voulu insulter les citoyens turcs. L'expression incriminée a été sortie de son contexte et elle relève du symbolique. L'article avait en réalité pour propos de dire qu'à partir du moment*

¹ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012.

² Date symboliquement fixée pour le génocide arménien.

³ Hrant Dink, « Pourquoi m'ont-ils pris pour cible ? », *Agos*, 12 et 19 janvier 2007, textes publiés en un recueil édité par Günter Seufert, *Chronique d'un journaliste assassiné*, Galaade éditions, 2010, pp. 175 sq. Traduit du turc par Haldun Bayri et Marie-Michèle Martinet.

⁴ *Ibid.*

où ils auraient fait la paix avec la composante turque de leur identité, les Arméniens de la diaspora pourraient trouver, en Arménie, des réponses nouvelles à leurs interrogations.»¹

Le 19 janvier 2007, Hrant Dink est abattu de trois balles dans la tête à Istanbul, alors qu'il sortait des locaux d'Agos. Sa mort déclenche une vague de protestation et de solidarité. Nombre de journalistes non arméniens travaillent bénévolement pour les éditions suivantes d'Agos. Dans les rues des grandes villes du pays, plus de 100 000 manifestants arméniens, turcs, kurdes, grecs, juifs scandent « *Nous sommes tous Arméniens* », « *Nous sommes tous Hrant Dink* »². **(Annexe 3, Figure 8)** Selon Rober Koptaş, qui est le rédacteur en chef actuel d'Agos, la mort de Dink a eu un *impact énorme* sur la société turque. « *Cela a marqué un tournant. Les assassins n'avaient pas prévu que des milliers de personnes manifesteraient en criant ' Nous sommes tous Hrant, nous sommes tous Arméniens' . C'était la première fois, dans l'histoire turque, que les gens se rassemblaient pour un Arménien.* »³

L'enquête de la police turque sur cet assassinat aboutit à l'arrestation d'un jeune homme, Ogün Samast, qui avoue tout de suite. Au tribunal, il invoque qu'il a tué Hrant Dink parce qu'il a été influencé par les journaux et certains chroniqueurs : « *sinon, comment aurais-je pu savoir qui était Hrant Dink, comment aurais-je entendu parler d'Agos ?* »⁴ Samast, le tireur présumé, et deux autres personnes désignées comme instigatrices de l'assassinat, Yasin Hayal et Erhan Tuncel, sont les seuls à être inquiétés.⁵ Mais l'enquête criminelle, menée par deux procureurs et par les services de police de la division anti-terroriste d'Istanbul, révèle des complicités et des négligences au sein de l'appareil d'État, notamment dans les services de police et de gendarmerie. « *Il a été rapidement établi que des fonctionnaires, des hauts dignitaires turcs, étaient les réels commanditaires de l'assassinat. Les parties civiles se battent depuis le début du procès pour voir traduire en justice ces responsables.* »⁶ Pour ses avocats, de nombreux journalistes et les collaborateurs d'Agos, Hrant Dink a en réalité été la

¹ <http://fr.rsf.org/turquie-le-journaliste-armenien-hrant-dink-19-07-2006,14388.html>

² Cf. *Hepimiz Hrant Dink'iz [Nous sommes tous Hrant Dink], Istanbul, Uluslararası Hrant Dink Vakfı [Fondation internationale Hrant dink], 2007.*

³ Correspondance avec Rober Koptaş, le 21. 03. 2012.

⁴ www.englishpen.org/writersinprison/wipcnews/turkeyhrantdinkskillersentencedtoover22yearsinprisonothertrialscontinued

⁵ Le 25 juillet 2011, Ogün Samast, a été reconnu coupable de l'assassinat de Hrant Dink et condamné à 22 ans et 10 mois de prison pour « meurtre avec préméditation ».

⁶ La Conférence des avocats du Barreau de Paris, Rapport sur la mission d'observation judiciaire du procès des auteurs présumés de l'assassinat de Hrant DINK, 14e Chambre de la Cour d'assises d'Istanbul – audience du 7 février 2011.

cible d'une organisation plus complexe à l'origine des persécutions répétées, et des campagnes de diffamation à son encontre, qui ont créé l'atmosphère de haine propice à son meurtre.¹

« *Dink a été victime d'une campagne d'envergure orchestrée par des hommes politiques et des organes de presse de la mouvance nationaliste. (...) Cet assassinat a suscité la consternation et une vague de condamnations en Turquie, au sein de la communauté arménienne, et dans le monde. La photo du corps de Hrant Dink enveloppé d'un drap blanc maculé de sang est immédiatement apparue sur les sites Internet, et a fait la une des journaux télévisés et des principaux quotidiens turcs. Le premier ministre Erdoğan a déclaré que c'était la 'liberté d'expression en Turquie' qui était visée par ce crime.* »²

Après l'assassinat de Dink, *Agos* publie un numéro spécial, exceptionnellement traduit en français. Il s'ouvre sur une lettre du comité de rédaction qui fait le bilan des motivations et des résultats déjà obtenus par *Agos* : « (...) *La disparition de Hrant, dont l'existence donnait un sens à la nôtre, nous amène aujourd'hui au début d'un processus nouveau et bien différent. Nous nous sommes d'abord éparpillés, chacun allant de son côté, comme un banc de poissons ayant perdu son âme commune. Mais par la suite, nous nous sommes rendu compte que toute la Turquie était comme nous, plongée dans la même situation et que nous ne pouvions nous en sortir qu'en projetant Hrant à l'horizon de notre avenir... C'est un drôle de sentiment, mais il nous semble que ni la Turquie, ni Agos n'ont été aussi forts qu'aujourd'hui. Des dizaines d'amis ont contribué à la préparation de ce numéro. Nous maintenons le cap, pour construire pas à pas l'Agos dont Hrant rêvait. (...) Nous remercions tous les amis qui, en ces jours de douleur profonde, ont été à nos côtés, nous ont entourés, nous ont donné la force et qui sont devenus notre espoir. Mais nos remerciements vont avant tout à cette majorité silencieuse. À ces Arméniens de toutes les nations qui ont en quelque sorte recueilli et rassemblé les pépins éparpillés de cette grenade. Car ils ont placé à notre horizon une Turquie qui nous donne un sens, dans laquelle nous voulons être présents et que nous faisons nôtre. C'est la Turquie de Hrant.* »³

Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly parlent du changement d'échelle, pour désigner un « *changement dans le nombre et le niveau des actions protestataires coordonnées qui conduisent à une protestation élargie regroupant un spectre plus large d'acteurs.* »⁴ Cette

¹ Fethiye Çetin, *Utanç Duyuyorum (J'ai honte)*, Istanbul, Metis, 2013.

² Vicken Cheterian, « Qui a tué Hrant Dink ? », *Le Monde Diplomatique*, Mardi 23 janvier 2007.

³ « La Turquie d'Hrant », *Agos*, 20 décembre 2007, p. 1.

⁴ Doug Mc Adam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Dynamics of contention. op. cit.*, p. 387.

définition autorise à considérer l'assassinat de Dink comme un moment charnière¹. Lui et *Agos* deviennent les ferments d'une nouvelle ligne politique. Sa disparition brutale, a paradoxalement mobilisé les milliers de citoyens turcs venus de tout le pays pour assister à ses funérailles. Premièrement, il crée un mouvement social autour d'*Agos*, deuxièmement, à partir de 2008, on voit la naissance d'une nouvelle mode de mobilisation qui rassemble plusieurs mouvements contestataires et qui va former dans quelques années un nouveau cycle de contestation que nous allons étudier dans le quatrième chapitre.

Créé à l'occasion des rassemblements qui suivent les funérailles de Dink, le collectif des « amiEs de Hrant » se donne pour mission de suivre les procès, de mobiliser l'opinion et de coordonner les différentes actions menées spontanément par divers groupes autour de cet assassinat qui devient le symbole de ralliement des positions contre la violence, le nationalisme et le militarisme. Ce mouvement social, qui s'engage d'abord dans une lutte de justice pour Hrant Dink, s'établit puis s'élargit par l'intermédiaire de nouvelles organisations comme la *Fondation Hrant Dink (2007)*², le *Centre culturel anatolien* et l'association de *DurDe (Dis Non)*. On peut citer aussi *Nor Zartong* (Le Nouveau réveil), organisation des jeunes Arméniens de gauche autour d'une station de radio. Depuis 2010, en lien avec *Agos*, sont apparues deux nouvelles associations : les *Arméniens Anatoliens* et l'*Association pour la culture arménienne et la solidarité* qui organisent des conférences, des formations et des ateliers. Par ailleurs, les alliances et les groupes nés à la faveur de ce mouvement ouvert, transversal aux milieux universitaires et intellectuels, à la presse, aux organisations de défense des droits humains, aux divers mouvements sociaux, prennent une part essentielle à sa dynamique.

Çiğdem Mater, militante du collectif « Les amiEs de Hrant », distingue deux périodes dans l'existence d'*Agos* : « *avant l'assassinat de Hrant et après l'assassinat de Hrant. Jusqu'à cet assassinat, le 19 janvier 2007, j'achetais Agos de temps en temps. Je savais qu'il représentait une nouvelle ligne politique réunissant de nombreuses personnes. Mais c'était tout. Quant à Hrant, il était très important pour moi. Je prenais au sérieux ses paroles, ses*

¹ « *La Turquie était habituée à ce type d'assassinats. Il y en a eu des milliers, des milliers... Mais cette fois-ci, c'est un journaliste arménien qui est affiché comme 'l'ennemi des Turcs'. La présence de centaines de milliers de personnes à son enterrement avec des slogans 'Nous sommes tous Hrant', pour moi marque un tournant historique. Depuis, le procès sur cet assassinat est considéré comme un symbole de lutte contre tous les assassinats politiques, contre les coups d'État, contre toutes les coercitions et répressions politiques.* » (tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı, accordé le 1 avril 2012).

² La Fondation Hrant Dink est installée dans l'immeuble voisin du bureau où il travaillait.

analyses, sa position. En 2005, quand mon association (Anadolu Kültür- Centre Culturel Anatolien) a commencé à organiser des rencontres en Arménie, j'ai suivi Agos et les articles de Hrant plus attentivement. À partir du 19 janvier 2007, Agos est devenu autre chose qu'un simple journal, tout le monde l'a vu. C'est un réseau de rencontre, un espace dans lequel s'organise un nouveau mouvement. Cette transformation n'est pas uniquement valable pour des gens comme moi qui achetaient le journal avec curiosité. Les personnes qui travaillent là-bas, dans la cuisine du journal, celles qui le lisent, même celles qui ne le lisent pas, celles qui ne l'aiment pas, tout le monde admet cette réalité : Agos est un espace où s'expriment les vérités cachées, les vérités déguisées, les vérités réprimées en Turquie. »¹

Irrigué par toutes ces sources d'inspiration, le mouvement s'organise en répartissant le travail, ainsi que l'explique Çiğdem Mater, la fondatrice et militante des « amiEs de Hrant » : « le mouvement social autour d'Agos est composé de différents groupes et initiatives qui sont organisés selon une division du travail. Par exemple, notre collectif 'Les amiEs de Hrant' travaille sur les suites de l'assassinat : il s'occupe des rassemblements qui ont lieu chaque année et de la lutte juridique autour du procès. »² Comme le souligne Çiğdem Mater, « Les **amiEs de Hrant** » se focalisent essentiellement sur deux types d'activités : ils-elles s'efforcent, premièrement, de donner une visibilité au procès des assassins de Dink ; deuxièmement, tous les 19 janvier, date anniversaire de l'assassinat, ils-elles se chargent d'organiser des rassemblements à sa mémoire. Çiğdem Mater met l'accent sur l'un des principes de l'initiative : « nous limitons notre action aux procès et aux rassemblements autour de l'assassinat. C'est vrai qu'on est devenu très efficace et visible, mais nous n'avons jamais utilisé ce pouvoir à d'autres fins politiques. On ne peut pas sacrifier la lutte contre l'injustice pour un autre but. Mettre en lumière le mécanisme qui a conduit à l'assassinat de Hrant et le scandale juridique qui a suivi est un but politique assez lourd. Pour le mener à bien, on participe aux procès, afin de dénoncer les injustices et de développer les revendications adéquates. » Plusieurs fois réaffirmée, la répartition du travail au sein du mouvement est une des clés du succès de sa mobilisation : « ce principe a beaucoup nourri notre propre confiance en nous. (...) Autour de ces buts et de ces revendications, nous avons réussi à nous mobiliser d'une façon assez riche. »³ Çiğdem Mater interprète ainsi le sens que la division du travail donne à ses deux missions : « l'organisation des rassemblements autour du procès et

¹ Tiré de l'entretien avec Çiğdem Mater, accordé le 13 mars 2012.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

des commémorations est une lutte politique parce qu'elle est un symbole de toutes les répressions nationalistes et militaristes en Turquie. »¹ (**Annexe 3, Figure 11**)

Autour de la **Fondation Hrant Dink**, des centaines de personnes participent aux divers projets liés à l'objectif politique du « vivre ensemble ». Par exemple, des groupes de jeunes organisent des rencontres en Arménie ou bien à Istanbul avec la participation de citoyens d'Arménie. Çiğdem Mater estime essentielle la visibilité des jeunes Arméniens dans le nouveau mouvement : « *c'est très important. Depuis le génocide, c'est la première fois que nous voyons une mobilisation des Arméniens ! Pour ces jeunes personnes, le 19 janvier marque un tournant. Avec courage, elles ont intégré un mouvement fondé par une poignée de militantEs pour rompre un silence vieux d'un siècle.* »² Au sein de la **Fondation Hrant Dink**, nombre d'universitaires, d'intellectuels et de journalistes organisent des conférences, des ateliers ou bien mènent des recherches et publient des livres traitant des problèmes historiques et contemporains de la population arménienne et des autres populations en Turquie. Très vite, cet organisme est ainsi devenu un lieu de rencontre, de travail et de communication. La Fondation a lancé, en 2008, « Le Prix Hrant Dink » pour honorer celles et ceux qui luttent pour les valeurs démocratiques.

Le centre culturel anatolien, lui, est fondé en 2002 par des personnes de différents milieux, — milieux artistiques, milieux d'affaires, milieux associatifs — pour dépasser l'hégémonie d'Istanbul sur la production culturelle et artistique. Les objectifs annoncés dans son document de présentation ont trait à « *l'établissement d'un consensus social en Turquie et à la construction de ponts entre les régions, les groupes, les diversités.* »³ Conformément à ces buts, les militantEs du **Centre culturel anatolien** mènent différents projets artistiques et culturels dans plusieurs régions de Turquie en y créant de nouvelles associations. Le principe est ici « d'accepter les différentes couleurs culturelles et de lutter contre les préjugés. » Après la mort de Dink, le **Centre culturel** participe aux travaux de différents groupes au sein du mouvement social né autour d'*Agos*. Présent à plusieurs manifestations sociales et culturelles impulsées par ce dernier en 2012, il élabore parallèlement quatre projets auxquels s'associent des milliers de personnes. Le premier, intitulé « *Birbirimizle konuşmak* » (*Parler les uns avec les autres*) réunit des personnes représentant différentes positions politiques et différentes appartenances ethniques et les encourage à dialoguer autour de livres, de thèmes. Osman

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ « *Genel Bilgi* » (« *Introduction générale* »), <http://www.anadolukultur.org/tr/hakkimizda/genel-bilgi/3187>

Kavala, le président du Centre, affirme que bien que ce projet n'ait pas encore une large audience il a mis en lumière les préjugés qui ont cours dans les milieux intellectuels et associatifs. Le deuxième, « *Türkiye Ermenistan diyalog forumları* » (*Les forums pour le dialogue entre l'Arménie et la Turquie*), consiste à organiser, en Arménie et en Turquie, des rencontres entre des écrivains et des militantEs de différents mouvements sociaux pour faire également apparaître les préjugés et inciter au rapprochement. Le projet nommé « *Le dialogue culturel et artistique en Anatolie* » œuvre aux rencontres artistiques et culturelles dans différentes villes de Turquie pour exposer la diversité culturelle et encourager au respect de cette diversité. Enfin, le projet de plateforme du cinéma arménien et turc a d'ores et déjà permis d'organiser une cinquantaine de projections de films réalisés par des Arméniens ou des Turcs et traitant de divers problèmes historiques et contemporains. Autour de ces films, des débats réunissent à chaque fois une centaine de personnes.

La fondation Hrant Dink et le centre culturel anatolien organisent en coopération des débats autour du livre « *Ma grand-mère* »¹ de Fethiye Çetin. Dans ce livre, elle raconte l'histoire de sa grand-mère arménienne convertie de force à l'islam, après le génocide. Après une dizaine de rencontres dans plusieurs villes en Turquie, la plus mémorable s'est tenue dans le village de cette grand-mère. Une cinquantaine de personnes venues de différentes villes réparent ensemble la fontaine du village. Selon Fethiye Çetin, cette remise en état *symbolisait une réparation des âmes*². En 2010, toujours en lien avec *Agos*, une nouvelle entité baptisée « *Association de culture arménienne et de solidarité* » voit le jour. À travers les conférences, les formations, les ateliers, les partages qu'elle organise, cette association poursuit un travail sur l'histoire orale visant à enrichir et développer la compréhension de la période contemporaine. Sa composition privilégie la mixité ethnique, de genre et d'orientation sexuelle, ce qui facilite le rapprochement de différents milieux sociaux. En outre, l'engagement de la nouvelle génération y est remarquable, la plupart des militantEs ayant entre 30 et 40 ans.

Il faut ajouter *Nor Zartong* (Le Nouveau Réveil, 2007), radio de l'organisation des jeunes Arméniens de gauche qui confie la réalisation de ses programmes à des personnes engagées dans les différents mouvements contestataires. Via ces programmes, le mouvement féministe, le mouvement LGBT, le mouvement écologiste, le mouvement antimilitariste et le

¹ Fethiye Çetin, *Anneannem (Ma grand-mère)*, Istanbul, Metis, 2004.

² Tiré de l'entretien avec Fethiye Çetin accordé le 8 août 2012.

mouvement étudiant peuvent s'exprimer et se faire entendre. Le collectif de la radio participe aux campagnes lancées par toutes ces mouvances, comme la campagne menée par le mouvement féministe contre le viol. *Nor Zartong* s'inscrit donc clairement dans l'espace militant contestataire. Réseau d'information¹ du mouvement, comme *Agos*, *Nor Zartong* joue un rôle important pour la continuité des mobilisations. Les campagnes qu'elle soutient illustrent ses priorités politiques : par exemple, en 2010, la campagne « Je demande pardon » s'est développée autour du manifeste de centaines d'intellectuelLES turcs qui demandaient publiquement pardon aux Arméniens pour la « grande catastrophe ». Même si le mot « génocide » ne figurait pas dans le texte du manifeste, cette campagne qui a atteint 30 000 signatures, a déclenché une vive réaction des groupes nationalistes et de nombreux débats dans les médias. Une autre action lancée en 2011 contre « le discours de haine » et qui se poursuit aujourd'hui encore sous différentes formes, vise à relever tous les propos nationalistes dans les documents éducatifs, dans la presse et dans les déclarations des représentants politiques.

La sévérité de l'oppression étatique n'affaiblit pas le développement de ce nouveau mouvement social, au contraire. Par exemple, le procès conclu sur la condamnation posthume de Hrant Dink², a également valu une peine de prison d'un an à son fils Arat Dink et à Serkis Seropyan, tous deux responsables de l'hebdomadaire, au motif qu'ils avaient « insulté l'identité turque » et reproduit, à l'été 2007, dans les colonnes d'*Agos*, une partie des propos de Hrant Dink ayant déclenché les poursuites judiciaires à son encontre. Karin Karakaşlı, la co-directrice de l'hebdomadaire, parle de ces marques d'oppression comme d'autant d'obstacles franchis avec obstination, cette persévérance étant la colonne vertébrale du mouvement dans sa longue route vers le pacifisme : « *alors, que faire ? S'arrêter là ? Non. Hrant avait prévu cet assassinat. Il a crié, il a écrit. Et il a choisi de rester ici, dans son pays, en risquant sa peau, sa vie. Si nous défendons la même politique, il faut continuer avec les mêmes principes. Malgré les impasses parfois mortelles.* »³

Après une dizaine d'années d'engagement du mouvement autour d'*Agos*, la perception des Arméniens et des minorités dans le pays a nettement progressé de façon positive. Les projets et les activités, d'abord circonscrits aux milieux intellectuels, touchent

¹ Olivier Fillieule et Claire Péchu, *Lutter ensemble, les théories de l'action collective*, Paris, l'Harmattan, 1993, p. 180.

² 11.10. 2007.

³ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı, accordé le 1 avril 2012.

aujourd'hui un public plus important et les bases sociales de recrutement du mouvement s'élargissent. (**Annexe 3, Figure 10**)

2. Les mouvements pour l'émancipation sur la base du genre et de la sexualité

Afin de démontrer la pluralité, la diversité des causes politiques et des actions protestataires dans l'espace militant contestataire en Turquie, nous démontrerons les trajectoires du mouvement féministe et du mouvement LGBT, leur évolution dans le temps jusqu'à leur reconnaissance.

Le mouvement féministe qui émerge à partir des années quatre-vingt, est le premier à faire entrer sur la scène politique des sujets comme la sexualité, le corps, le mariage, la reproduction, la famille, auparavant considérés comme des domaines privés, donc non politiques. En donnant corps à ces revendications, les féministes en ont fait des sujets de politique publique. Son émergence et sa vigueur ont favorisé l'apparition du mouvement LGBT. Nous allons voir comment, en une dizaine d'année ce mouvement réussit à introduire la question de l'orientation sexuelle, donc des sexualités, pour la première fois dans l'ordre du jour de l'espace militant contestataire.

A) Le mouvement féministe : contre le patriarcat et l'imbrication des rapports de domination

Le féminisme a des racines historiques anciennes, mais ce n'est qu'au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle que son discours est devenu mobilisateur dans le monde entier. Il existe différents féminismes qui se distinguent par leurs conceptions, leurs méthodes et leurs revendications politiques. La « première vague féministe », ainsi qu'il est convenu de l'appeler, surgit à la fin de la Première Guerre mondiale et obtient de nombreux acquis politiques.¹ La motivation principale concerne alors la question de l'égalité. Les mouvements qu'elle fédère défendent les droits juridiques, sociaux et politiques des femmes. Une fois ce but globalement atteint, les débats féministes s'orientent vers d'autres thématiques. Les analyses de Simone de Beauvoir (1908-1986) font *a posteriori* le lien entre la première et la « deuxième vague » qui commence à se développer en Occident dans les années 1960-1970 autour du slogan : « Le privé est politique ». Simone de Beauvoir montre que les rapports sociaux de sexe ne sont pas dépendants des rapports de classe, en analysant comment les femmes subissent l'aliénation de la culture dominante masculine, et ce, à travers toutes les époques. L'ensemble des structures sociales et politiques est concerné. Le constat « *On ne naît*

¹ Par exemple, dans certains pays, le droit de vote reconnu aux femmes.

pas femme on le devient »¹, ouvre la voie à l'analyse féministe et, plus tard, aux études de genre. Dans un troisième temps, ce questionnement subversif repris par de nouvelles voix, donne lieu à de nouvelles critiques et de nouvelles analyses, pour enfin aboutir à une diversité, répondant aux différentes situations des femmes. Et surtout, à partir de 1980, la diffusion des travaux des *Féministes Noires* ouvre de nouveaux espaces au débat politique avec leurs critiques des théories et de la politique féministes « blanches », et suscite le surgissement de féminismes répondant aux problématiques spécifiques que les femmes affrontent en fonction des régions, des classes, des nationalités, des appartenances ethniques, et des orientations sexuelles.² Ce débat se prolonge aussi sur le plan théorique et, en influençant la nouvelle génération féministe, il fait naître la «troisième vague féministe. »

Les racines du féminisme en Turquie plongent loin dans l'histoire, mais cela ne fait que trente ans qu'il existe en tant que mouvement social. Même s'il est très récent, il s'est toutefois très vite imposé sur la scène politique. L'examen de son histoire permet de repérer trois phases dans sa trajectoire : d'abord son émergence dans les années 1980, étape de fermentation idéologique et de constitution progressive. Puis, au cours des années 1990, une phase d'institutionnalisation et de réveil du féminisme d'État qui n'alla pas jusqu'à détruire l'autonomie des mouvances féministes. Enfin, dans les années 2000, une phase de redéfinition d'affirmation des différences au sein du mouvement.³

La fermentation idéologique et organisationnelle du mouvement féministe, son autocréation s'est réalisée à partir du début des années 1980 à la faveur de débats, de traductions, de lectures, de rencontres, de réunions non mixtes. De l'avis de celles qui y participent alors, les « groupes de conscience » servent de catalyseur au mouvement : la prise de conscience féministe découle en effet des expériences personnelles puisque l'on considère

¹ Simone de Beauvoir, *Le deuxième Sexe*, tome I, éd. Gallimard, 1949, p. 13.

² Angela Davis, *Femmes, race et classe*, Editions des Femmes, Paris, 1983: Voir aussi: Jules Falquet, « Le Combahee River Collective, pionnier du féminisme Noir », in *(Ré)articulation des rapports sociaux de sexe, classe et « race »*, Les Cahiers du CEDREF, no: 14, 2006 ; Elsa Dorlin, *Black feminism Revolution ! La Révolution du féminisme Noir !*, Anthologie de textes du mouvement, Paris, L'Harmattan, 2007.

³ Filiz Koçali, une des pionnières du mouvement, scinde cette histoire en trois étapes. « *Le début des années 1980 est l'étape de la 'fermentation idéologique', entre 1987 et 1990 est l'étape de 'campagnes et des actions' (...)* La dernière étape, après les années 1990, c'est l'institutionnalisation et le féminisme des projets. » (Filiz Koçali, « Kadınlara Mahsus Gazete », in Aksu Bora (dir), *90'larda Feminizm*, Istanbul, İletişim, 2009, p.83). Selon Aksu Bora, au cours des années 1980 s'est construit un acquis idéologique et politique « *autour des clubs de publications, des groupes de conscience dans les maisons. Le premier week-end féministe et la première Assemblée des femmes, en 1989, marquent une étape où les émotions laissent place à la confrontation avec les questions idéologiques-politiques et où on travaille pour construire des organisations, des acquis permanents.* » (*Ibid.*, p. 8) (traduit par nous).

que : « le privé est politique ». La stabilité de ces groupes permet l'organisation d'actions autour de causes politiques. *Kadın Çevresi (Cercle des femmes)* en est un exemple. Comme le dit Şule Aytaç, l'une de ses fondatrices : « au commencement, nous nous organisons en petits groupes, mais très vite de nombreuses femmes ont rejoint ces groupes. Nous leur proposons de créer de nouveaux groupes de conscience, mais (...) elles voulaient rester autour du noyau. Notre groupe est passé à 35 ou 40 personnes. Le 'Cercle des Femmes' est né comme cela. Avec des femmes qui nous ont rejointes. »¹

Le cercle des femmes (1984), l'un des premiers collectifs féministes en Turquie se voue en priorité à organiser des débats, à écrire des articles et à traduire des livres. À côté des réunions internes, les militantes créent le *Club des livres* (1982) qui tous les mois tient une réunion ouverte à toutes. « La femme et la justice », « Comment les femmes vivent la sexualité », « Travail à domicile et exploitation », « Le socialisme et la femme », « Que vivent les femmes dans les mouvements de gauche ? », « Comment les féministes vivent-elles ? » sont quelques-uns des thèmes offerts à la discussion. Les réunions internes du groupe sont en grande partie consacrées aux réactions et aux critiques qu'appellent les publications sexistes, et les événements de l'actualité, à l'examen de la presse et à la rédaction de nouveaux articles. Le *cercle des femmes* est également le lieu de discussions sur les hiérarchies et le leadership dans les structures collectives, les méthodes de critique, les relations entre les militantes², les décisions relatives aux publications. Il accueille plusieurs groupes de conscience. Ses militantes publient les classiques de la littérature féministe³ ainsi que leurs propres travaux : *Le féminisme, Les prisonniers du mariage, La situation féminine, Crie ! Pour que tout le monde t'entende, Je suis féministe*. Sous leur impulsion, le mouvement féministe essaima rapidement en Turquie et son audience s'élargit. Grâce au *Cercle des femmes* qui transmet les pratiques et les théories de la deuxième vague européenne, un peu partout dans le pays une nouvelle génération de féministes s'empare des analyses féministes internationales pour les approfondir à partir de ses propres expériences.

Le développement du mouvement provoque, en 1986, une remise en question du *cercle des femmes*. Şirin Tekeli évoque à ce propos différents conflits liés à l'intellectualisme

¹ Şule Aytaç, « Türkiye'de Feminist Hareketin Oluşumu » (La genèse du mouvement féministe en Turquie), in *Özgürlüğü Ararken*, Istanbul, Éditions Amargi, 2005, pp. 45-46 (traduit par nous).

² Tiré de l'entretien avec Şirin Tekeli accordé le 7 février 2013.

³ En 1984, les militantes du *Cercle des femmes* ont traduit, entre autres, les livres de Simone de Beauvoir, de Juliet Mitchel, de Kate Millet, etc.

du groupe,¹ trait inhérent depuis le début au renouveau du féminisme en Turquie. Les appartenances de classe des militantes, leur niveau d'instruction, ou encore les expériences politiques qu'elles ont partagées dans le mouvement de gauche conduisent à une sorte d'élitisme qui contredit la volonté d'ouverture du mouvement. Au bout de trois ans d'existence, le *Cercle des femmes* se dissout et le 8 mars 1987, une partie de celles qui l'animaient lancent la revue *feminist* (*féministe*). Le collectif responsable de cette publication organise des actions. Le choix du titre témoigne d'une volonté d'ouverture tout en affirmant clairement une ligne politique, ce qui provoque d'ailleurs des réactions dans l'espace militant contestataire : *féministe* (1987-1990) est la première revue féministe à paraître en Turquie. Dans son premier numéro, l'éditorial intitulé « Le nom du féminisme », définit dans un langage simple les raisons d'être et les buts du féminisme. Au bout d'un an, le collectif *féministe* vit une division idéologique. Les féministes socialistes quittent leurs compagnes féministes radicales car elles sont convaincues de la nécessité d'associer les luttes féministes au combat socialiste.² La revue *Kaktüs* (*Cactus*, 1988-1990), qu'elles créent dans la foulée, sort le 1^{er} mai 1988³. Le choix de cette date souligne à l'évidence leur attachement à la lutte des classes. (Annexe 2, Figure 4)

Gülnur Savran, co-fondatrice de *Kaktüs*, écrivaine et militante féministe, parle de « fermentation idéologique »⁴ à propos de la période allant jusqu'à 1990. C'est une époque de discussions brutales et de scissions, mais marquée aussi par des actions de rue, des démarches et des campagnes menées collectivement. Par exemple, au début de l'année 1985, la campagne de pétition⁵ pour exiger l'application immédiate des recommandations du CEDAW⁶ se focalise sur quatre revendications : 1. l'égalité avec les hommes dans les conditions de travail ; 2. l'ouverture de crèches ; 3. la révision des articles du Code civil relatifs à la famille ; 4. l'éducation non sexiste à l'école.

« En 1987, lorsqu'une jeune avocate découvre le verdict scandaleux d'un juge qui, pour justifier le rejet de divorce demandé par une femme, 'mère de trois enfants, enceinte du

¹ Tiré de l'entretien avec Şirin Tekeli accordé le 7 février 2013.

² Filiz Koçali, « Kaktüs : ilk sosyalist feminist dergi » (« Cactus : la première revue socialiste et féministe »), *Bianet*, 9 avril 2003, <http://bianet.org/kadin/siyaset/9780-kaktus-ilk-sosyalist-feminist-dergi> (traduit par nous).

³ <http://www.Pazartesidergisi.com/pdf/Kaktus1.pdf>

⁴ Gülnur Savran, « 80'li Yılların Kampanyaları ve Özel Alanın Politikası », in *Özgürlüğü Ararken*, Istanbul, Éditions Amargi, 2005, p.82.

⁵ Cette pétition, avec 7000 signatures, est remise à l'Assemblée nationale le 8 mars 1987.

⁶ *Committee on the Elimination of Discrimination Against Women*

quatrième et régulièrement battue par son mari', fait appel aux coutumes ancestrales selon lesquelles 'l'homme ne doit jamais laisser une femme le ventre vide et le dos sans bâton », une extraordinaire colère s'empare des féministes. Elles décident de descendre dans la rue afin de protester contre l'hypocrisie de l'État et de la société. »¹ « Cette démarche est l'expression de la politique féministe et c'est très important. C'est la première fois que les femmes, pour leurs propres causes, participaient seules à une démarche organisée par elles-mêmes. »² « La marche contre la bastonnade » (1987) qui réunit 2 500 femmes scandant des slogans féministes est un premier indicateur de la légitimité et de la reconnaissance du mouvement féministe dans le pays.

Le mouvement prend peu à peu de l'ampleur avec l'apparition de groupes qui, à cette époque, lancent régulièrement des actions et plusieurs campagnes. Dans la même année, les *Féministes d'Ankara* (le groupe du jeudi, fondé à Ankara en 1984) organisent, par exemple, une manifestation à l'occasion du « fête des mères ». La campagne, qui commence avec une marche, se poursuit par d'autres actions. Cette manifestation a droit à un article plein d'étonnement dans *Hürriyet*, le plus grand journal du pays : « les féministes d'Ankara qui portent des badges affirmant par exemple 'Nous ne voulons pas vivre avec la menace de la bastonnade' prétendent que 'la violence conjugale est politique'. Les féministes déclarent qu'elles sont nombreuses mais qu'au lieu de former une association elles s'organisent individuellement. On a appris que l'une d'elles est mariée mais que les autres ne pensent pas à se marier. »³ Cet extrait montre que les féministes de cette époque, remettent aussi en cause le mariage, considéré jusqu'alors comme une obligation indiscutable dans le contexte turc. En réponse à ces manifestations féministes, les autorités, les médias et la gauche réagissent par la défensive. Comme Olivier Fillieule aussi le souligne, l'action collective est un puissant moyen pour mettre certaines exigences à l'ordre du jour, du fait de l'intérêt tout à coup suscité dans le public, de la mobilisation d'une partie de l'opinion, par rupture du consensus, ou par une polarisation des points de vue dont les médias vont se saisir, ce qui permettra éventuellement d'étendre la mobilisation.⁴ Plus le mouvement féministe devient fort, plus les réactions hostiles s'affaiblissent et plus les femmes sont nombreuses à prendre part au

¹ Şirin Tekeli, « Les femmes : le genre mal-aimé de la république », in Samih Vaner (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard, 2005, p. 272.

² Gülnur Savran, « 80'li Yılların Kampanyaları ve Özel Alanın Politikası », in *Özgürlüğü Ararken*, Istanbul, Editions Amargi, 2005, p.82.

³ 11 mai 1987/ *Hürriyet*.

⁴ Olivier Fillieule, « Émergence et développement des mobilisations » in Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique*, op. cit., p. 523.

mouvement. Dès lors, les initiatives se succèdent : rencontres, festivals,¹ manifestations, actions contre la bastonnade, la torture, les violences sexuelles, les tabous, et pour la liberté sexuelle, la liberté de s'habiller, d'agir, d'occuper le terrain des hommes. Comme, à cette période, toute manifestation est interdite, beaucoup de femmes sont arrêtées et mises en prison, mais la lutte féministe continue.

La mobilisation incessante du mouvement féministe va se traduire par des acquis concrets. « *Cette campagne aboutit, en 1990, à la fondation d'un 'refuge autonome' par le mouvement féministe, et à l'adoption, en 1988, d'une loi dite 'de la protection de la famille' visant la protection par l'État des femmes battues.* »² L'ouverture de la première maison de femmes est l'une des étapes qui poussent vers l'institutionnalisation du mouvement. En 1990, d'autres voient le jour, telles *Mor Çati*³ (Le toit violet) à İstanbul, *Kadınlarla Dayanışma Vakfı* (La fondation de solidarité avec les femmes) à Ankara et ailleurs encore dans plusieurs villes du pays. En l'absence de mécanismes de soutien national, ces maisons des femmes survivent avec l'aide financière d'institutions internationales⁴. Vers la fin des années 1990, devant l'impossibilité de survivre par le seul soutien international, le mouvement féministe fait pression sur l'État turc qui, tenu par ailleurs de respecter les conventions internationales, s'oriente vers l'élaboration de plusieurs mécanismes en faveur de l'égalité des sexes.⁵

Les revendications du mouvement féministe, lorsqu'il entreprend ainsi de créer ses propres structures, imposent à l'évidence le caractère public du privé. Poursuivies avec succès à l'époque de l'institutionnalisation, ces exigences font entrer, sur la scène politique, des sujets comme la sexualité, le corps et la famille. En requalifiant les espaces, le mouvement intervient aussi sur les lois, la rhétorique dominante, les règles sociales et sur la vie quotidienne en désignant l'abolition du « *système patriarcal* » comme son but politique. Gülnur Savran le souligne : « *ces campagnes montrent la réalité de la solidarité féminine et la subjectivation collective des femmes* ». Au début de l'année 1990, les violences conjugales sont, de fait, davantage prises en compte par la sphère politique et deviennent plus visibles

¹ Par exemple « La fête de Kariye » ou bien « Le Musée temporaire des femmes ».

² Şirin Tekeli, « Les femmes : le genre mal-aimé de la république », *art. cit.*, pp. 272-273.

³ La maison de la fondation « Le toit violet » a pu rester ouverte pendant cinq ans.

⁴ Par exemple: Global Fund Women, les Nations Unies, Foundation of Global Dialog.

⁵ Le processus d'institutionnalisation de la parité au sein de l'État commence avec la mise en place du Comité de consultation sur les politiques de la parité, sous la tutelle de l'Organisation de planification de l'Etat. En outre, au sein de la présidence du Conseil, dans le Comité supérieur des droits de l'Homme, se construit une structure qui permet la représentation des organisations luttant contre les violences faites aux femmes. Vers la fin des années 1990, des *Unités pour le statut de la femme* sont fondées dans les préfectures de treize villes.

dans les médias. Un procès consécutif au viol d'une femme prostituée ayant mis en lumière l'existence, dans le Code pénal, d'une série d'articles discriminatoires, les féministes réagissent aussitôt. « *Elles font des sit-in devant les bureaux de l'administration, elles rendent visite aux personnes prostituées de la rue dite 'des bordels', à İstanbul, en criant : 'nous sommes toutes des prostituées.'* (1990) *Après ces actions, la Cour constitutionnelle doit intervenir pour abroger l'article 438 prévoyant une 'réduction de deux tiers de la peine du violeur, si la femme violée est une prostituée'.* »¹

La mobilisation ne tarde pas à payer : à la fin de cette campagne, les militantes obtiennent l'abrogation de l'article en question. Ce résultat est un succès incontestable dont le mouvement s'enorgueillit. L'innovation de ses modes d'action, de ses méthodes et de son style, attire l'attention du public. Comme l'écrit Şirin Tekeli, « *par des actions de ce type, le mouvement féministe réussit à changer l'agenda, en faisant admettre les problèmes des femmes comme des problèmes politiques sérieux : que la moitié des femmes soient battues, dans toutes les classes sociales, n'est pas une question négligeable.* »² L'irruption sur la scène politique de thématiques telles que la sexualité, le corps, le mariage, la reproduction et la famille, témoigne de la reconnaissance et de la force nouvelle acquises par le mouvement féministe qui a réussi à transformer le paradigme de la législation.

Ces campagnes constituent pour celles qui y participent une mise en pratique de la citoyenneté. Les acquis leur ont donné confiance en elles³, leur ont valu de la reconnaissance et ont encouragé la participation de nouvelles femmes issues de différents milieux sociaux. Cet élargissement incite au partage en même temps qu'il provoque des divisions politiques autour de nouveaux groupes : « *le Groupe de discussion indépendant et démocratique* » (Ankara, 1985). « *L'Association des femmes contre la discrimination* » (1988), « *La maison de la culture des femmes* » (1989), « *l'Association de solidarité des femmes* » (1989), etc.

« *Le week-end féministe* organisé en 1989 par les féministes d'Ankara répond à un besoin de confronter les différents points de vue. La lettre d'invitation envoyée aux militantes des autres villes le dit explicitement : « *le moment n'est-il pas venu d'organiser un congrès féministe ?* » Lors de cette rencontre placée sous le signe de l'interrogation – « *Quelles sont*

¹ Şirin Tekeli, « *Les femmes: le genre mal-aimé de la république* », art. cit., p. 273.

² *Ibid.*, p. 274.

³ « *Les processus et les acquis de ces campagnes ont démontré que tous les citoyens peuvent intervenir dans la préparation des lois.* » (tiré de l'entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012).

les revendications communes des féministes en Turquie ? » –, les participantes discutent des méthodes d'organisation et de la hiérarchie¹ dans les groupes, et à l'issue du week-end elles décident de lancer une campagne contre le harcèlement sexuel. La résolution finale insiste sur la nécessité de rassembler le mouvement autour des mêmes buts, des mêmes revendications et du même parcours. La mobilisation contre le harcèlement sexuel, va rendre plus visibles les buts politiques du mouvement qui sont exprimés dans le mot d'ordre « libération des femmes », raison pour laquelle le but ultime est « l'abolition du système patriarcal ». Ce but se décline en plusieurs sous-objectifs, ayant tous pour objet de réaliser l'émancipation des femmes en Turquie : la reconnaissance du caractère politique de la sphère privée et des rapports sociaux de sexe, la prépondérance accordée aux expériences des femmes - il s'agit de donner la parole aux femmes pour faire entendre leurs voix, leurs exigences, leurs motifs de mécontentement, l'indépendance économique, sociale et politique, l'émancipation hors des normes patriarcales, la libération du corps féminin, la liberté sexuelle et l'égalité des sexes dans tous les domaines- de la vie privée et publique. Ces fins politiques guident les revendications du mouvement : le droit de choisir la maternité, le droit de vivre librement la sexualité, la condamnation, sanctionnée par la loi, des violences faites aux femmes et des inégalités qui les défavorisent au travail, dans la vie privée, dans le champ politique.

Ce résumé, bien que schématique, donne une idée sur l'évolution et les traits importants du mouvement féministe. Depuis les années 1990, les militantes s'investissent dans la création d'organisations efficaces, qui leur permettraient de « récolter les fruits de leurs actions. »² Pour y parvenir, elles mettent en place des mécanismes de communication et de coordination entre les différents groupes, organisations, associations et publications féministes. C'est également à cette époque que prend forme ce qui différencie le mouvement féministe des autres mouvements contestataires : une organisation indépendante de tous les pouvoirs politiques et qui manifeste dans les rues à un moment où cela est rare. Selon de nombreuses féministes³ engagées dans ces années-là, cela est une conséquence du renforcement du mouvement ; à l'inverse, on peut cependant considérer que son renforcement tient à la difficulté de manifester : en effet, nous avons vu que dans la phase d'émergence du mouvement féministe, la mobilisation repose surtout sur la construction de solidarités internes aux groupes. Quand les différents groupes suivent chacun son programme en faisant passer

¹ De nouveaux termes font leur apparition, par exemple « l'autorité féministe » (tiré de l'entretien avec Aksu Bora, accordé le 7 juin 2012).

² Tiré de l'entretien avec Şirin Tekil, accordé le 7 février 2013.

³ Gülnur Savran, « 80'li yılların kampanyaları ve özel alanın politikası » in *Özgürlüğü ararken*, *op. cit.*, p. 82.

au second plan la solidarité dans le mouvement, ils courent le risque de s'isoler et, de leur propre aveu, celles qui les animent se polarisent sur leurs propres travaux. C'est pour répondre à ce problème que le collectif *Pazartesi (Lundi)* se crée en 1994.

Pazartesi s'adosse sur un magazine populaire fondé par les féministes de la première heure, qui ont vécu la période des campagnes et des actions. (**Annexe 2, Figure 3**) Cette publication voit le jour à İstanbul, à l'issue d'un débat qui a duré deux ans (1992-1994) et se conclut sur l'analyse d'une régression du mouvement.¹ Pour inverser ce processus, les féministes radicales et socialistes qui s'exprimaient dans les pages de *feminist* et de *Kaktüs*, tous deux dissous, et dont les chemins s'étaient séparés à l'époque de l'autocréation, se retrouvent autour d'un projet de presse populaire féministe. Redevenues militantes, elles participent à l'organisation de la *campagne contre la bastonnade* (1987), à celle de la campagne dite de *l'épingle violette*² (1988) contre les agressions sexuelles, etc. Leur ligne est celle de ce qu'on appelle communément le féminisme de la deuxième vague, qui dominait aussi à l'époque de l'émergence du mouvement en Turquie.

Il faut souligner que *Pazartesi* naît au début de l'institutionnalisation du mouvement féministe, qui se professionnalise grâce aux soutiens internationaux. En 1994, Hülya Eralp, féministe, ex-militante de gauche, réfugiée en Allemagne, trouve le financement nécessaire à la publication du journal.³ Pour percevoir cette aide financière, le collectif crée alors *la Fondation de culture et de communication des femmes* (IKKIV-1995) et l'argent obtenu permet la publication du premier numéro de *Pazartesi* qui paraît le 8 mars 1995. Ce journal, qui pendant dix ans va attirer l'attention sur les violences faites aux femmes, sur les discriminations sexuées, s'impose vite en levier de pression vis-à-vis du gouvernement.⁴ Les informations qu'il publie sont reprises par les autres médias et, avec le temps, les crimes d'honneur, les violences sexuelles prennent, grâce à lui, une place plus importante dans la presse quotidienne. Il recueille la parole de femmes populaires, mais aussi politiques et il permet à plusieurs journalistes féministes de se former et d'évoluer professionnellement ;

¹ Filiz Koçali, « Pazartesi dergisi deneyimi » (l'expérience autour de la revue Pazartesi) in *Özgürlüğü ararken, op. cit.*, pp. 137-152 ; Ayşe Düzkan, « Pazartesi dergisi deneyimi » (l'expérience autour de la revue Pazartesi) in *Özgürlüğü ararken, op. cit.*, pp. 153-172) (traduit par nous).

² Cette campagne consistait à distribuer ou à vendre aux femmes les épingles violettes pour attirer l'attention publique. Les ventes et les distributions ont continué durant quelques mois dans les bus, les bateaux, les trains, les parcs, les places, les marchés.

³ De la fondation féministe allemande Frauenanstiftung-FSA.

⁴ À partir des années 2000, il évoque la question kurde et le sort des prisonnières. Il consacre aussi une partie de ses pages à la santé féminine, aux régimes amaigrissants, aux différents problèmes de la vie quotidienne.

celles-ci continueront ensuite leur carrière dans différents organes de presse. Au total, des centaines de femmes ont contribué au travail de publication de *Pazartesi*.

En montrant que la culture populaire n'est pas un sujet de consommation mais un outil critique et politique, ce magazine a joué un rôle primordial pour le développement de la parole féministe. Mais a-t-il atteint son but premier, qui était d'empêcher la régression et la décomposition du mouvement ? Compte tenu de sa popularité au niveau national, soutenue par la participation active de ses nombreuses correspondantes qui relayaient les événements survenus dans leurs villes ou dans leurs régions, *Pazartesi* a largement contribué à la réorganisation du mouvement féministe, en créant un climat propice à l'apparition de nouveaux groupes et en assurant la diffusion de l'information. En fait, ses difficultés ont commencé à partir du moment où le mouvement et la mobilisation féministe ont atteint leur taille critique et se sont stabilisés. Il fonctionne grâce au soutien financier de la Fondation Heinrich Böll depuis 1997 et quand celui-ci s'interrompt, en 2001, les comptes du magazine deviennent déficitaires malgré les aides ponctuelles apportées, entre autres, par le *Global Fund for Women* (USA). À la même époque (2000), l'ancienne équipe de *Kaktüs* quitte le collectif *Pazartesi* pour des raisons politiques. Cette rupture déstabilise encore un peu plus le groupe, même s'il est soudé autour des positions féministes radicales défendues par l'ancienne équipe de *Feminist*.

Le journal cesse de paraître en avril 2002. *Pazartesi* essaiera de trouver un second souffle avec une formule mensuelle d'abord, lancée en novembre 2003, puis trimestrielle, en 2006. En douze années d'existence, il est publié cent six numéros. En 2007, il sort six numéros thématiques rassemblant des articles de fond mais les tentatives de publication sur Internet¹ ne sont pas concluantes et l'année suivante *Pazartesi* disparaît définitivement, ainsi que le collectif du même nom. Comme nous l'avons indiqué plus haut, sa disparition tient à une certaine impuissance à répondre aux nouveaux besoins du mouvement qui, à partir de 2000, se complexifie en se diversifiant. Sur le seul plan quantitatif, il est à peu près impossible, par exemple, au début des années 2000, de dresser la liste des groupes de communication, des collectifs et des associations, des projets et des initiatives. Le mouvement foisonne désormais dans toutes les régions du pays, et perd de ce fait sa dimension jusqu'alors presque exclusivement citadine (Istanbul, Ankara, Izmir). Un peu partout, les organisations de solidarité prospèrent, des « groupes de conscience » se créent. Il y a au moins une association

¹ <http://www.Pazartesidergisi.com/public/page.aspx?id=1> (dernière connexion: 07.05.2009).

féministe dans chaque ville turque et plusieurs dans les cités plus importantes. À Istanbul, par exemple, on n'en compte pas moins de seize. Cette multiplication va de pair avec une spécialisation des structures. A côté des dispensaires pour femmes, des maisons de femmes, des foyers d'accueil et d'aide aux femmes victimes de violences (*Mor Cati*, KADAV, *Şahmaran*, KAMER, VAKAD, etc.) et des centres spécialisés dans la prestation, de services spécifiques (information juridique, information en matière de contraception et d'avortement), il existe aussi des organisations qui promeuvent l'égalité dans des domaines précisément ciblés : le KADER (association de soutien aux candidates) vise à l'égalité sur la scène politique, tandis que le KIHP (association de défense des droits humains des femmes) se concentre sur les réformes législatives. Les collectifs comme FKÇ (Feminist kadın çevresi-le cercle des femmes féministes), FILMOR (Les cinéastes féministes) ou la *Bibliothèque des œuvres des femmes* envisagent de créer une culture féministe. En outre, des structures militantes autonomes s'emploient à développer une politique féministe par une pluralité d'actions et d'activités ; c'est le cas d'*Amargi* (2001-2012, İstanbul-İzmir-Ankara-Adana-Antakya), du *Collectif socialiste et féministe* SFK (2007, İstanbul-Ankara-İzmir-Adana), ou encore des *Féministes d'Ankara* (2006-2009, Ankara), *FeministBiz* (2009-Ankara)

À partir des années 2000, le développement des autres mouvements, notamment du mouvement kurde et du mouvement LGBT, donne lieu à des réflexions, au sein du mouvement féministe, sur les formes multiples de l'oppression. D'où l'émergence de nouveaux groupes qui dénoncent les inégalités de genre et le système patriarcal dans le cadre de la question kurde (*Jin, Jiyan*, İstanbul), de l'hétérosexisme (*Les filles de Sapho*, Ankara), ou du militarisme (*Les féministes antimilitaristes*, İstanbul). Dans la région kurde en particulier, les nouvelles organisations féministes indépendantes, tels le KAMER (1994) à Diyarbakır ou le VAKAD (2004) à Van, gagnent en puissance, en maîtrise, en efficacité. Ils s'implantent dans la région kurde où ils travaillent en lien étroit avec les autres féministes du pays dans les campagnes nationales du mouvement.

KAMER (Centre Solidarité Femmes), chronologiquement, est la première organisation féministe de la région kurde. Le climat de guerre qui règne dans la région, entraîne une augmentation des violences faites aux femmes. Nebahat Akkoç, la fondatrice du KAMER, explique que dans un premier temps le débat féministe s'intéressait avant tout aux racines de ces violences et au processus de leur légitimation. « *Nous avons compris que ce sont les familles qui légitiment d'abord la violence dont nous étions toutes les victimes. Nous devons donc nous rassembler. Travailler avec les femmes et pour les femmes.* » Cette idée

d'un travail à effectuer collectivement « avec les femmes et pour les femmes » est née en 1994, dix ans environ après le début de la guerre dans la région. Institutrice et syndicaliste, Nebahat Akkoç, décide alors avec d'autres femmes de différents syndicats et associations, de lancer un groupe de discussion ; leur première démarche est d'entrer en contact avec le mouvement féministe national pour avoir son soutien et ne pas agir isolément.

En liaison avec le KIHHP (*Association de défense des droits humains des femmes*, Istanbul-1998), les féministes kurdes vont conduire sur place une enquête de terrain financée par des fonds internationaux. Les résultats de cette enquête réalisée en 1996 auprès de 599 femmes vivant dans dix-neuf communes de la région sont atterrants¹ : les données recueillies montrent notamment que 4,3 % des femmes n'ont pas suivi jusqu'au bout le cycle d'enseignement primaire, que 10,6 % des mariages sont polygamiques, que 51.6 % des femmes ont pour la première fois rencontré leur futur époux le jour du mariage. Le groupe de féministes qui a participé à cette recherche en tire des arguments solides pour convaincre de la nécessité de constituer une organisation féministe chargée de travailler spécifiquement - sur les problèmes des femmes de la région.

Le KAMER a un statut officiel en 1997 sous forme de société à responsabilité limitée afin de pouvoir plus facilement obtenir des soutiens financiers. Grâce à ces aides, un premier centre ouvert à Diyarbakır commence à travailler en direction des femmes dans la ville même et au-delà, dans les communes et les villages environnants. Les militantes du KAMER prennent ouvertement position contre le sexisme dont elles dénoncent les conséquences tragiques². Les attendus de leurs statuts, consultables sur leur site web, soulignent les imbrications des rapports sociaux, et du militarisme avec le sexisme. La fondatrice du KAMER justifie en ces termes le choix de se consacrer en priorité aux violences conjugales : « dans la région, il y avait des organisations de lutte contre les différentes sortes de violences - en prison, dans la rue, dans les entreprises. Mais aucune organisation ne se penchait sur les violences conjugales, le simple fait d'en parler engendrait des réactions. En conséquence, il y avait un réel besoin »³.

¹ [http : //www.kamer.org.tr/](http://www.kamer.org.tr/).

² Voir : Ceren Belge, *OHAL'de feminizm : Nebahat Akkoç anlatıyor (Le féminisme dans les conditions de guerre : Nebahat Akkoç raconte)*, Ankara, Ayizi, 2012.

³ *Ibid.*, p. 89.

À partir de l'année 2000, le KAMER s'implante dans différentes villes de la région en multipliant les formes d'organisation, d'association (2004) ou de fondation (2005). En 2007, on en recense vingt-trois¹ dotées de centres de femmes affiliés au KAMER. Toutes assurent des missions d'éducation, et de formation en s'appuyant sur un réseau d'entreprises ne recrutant que des femmes (restaurants, ateliers, etc.). Depuis sa fondation, le KAMER participe avec d'autres groupes du mouvement féministe national à des réunions internationales sur l'autonomie des femmes.

AMARGİ (2001-2012), istanbuliote, incarne à cet égard une nouvelle ligne et joue d'ailleurs un rôle important dans la redéfinition du mouvement. Comme les fondatrices de *Pazartesi*, celles d'*Amargi* partent d'un constat sans concessions sur le déclin du mouvement féministe, victime de sa dispersion et de ses failles. Il est vrai qu'à cette époque on assiste à un essoufflement certain de l'engagement militant.² Même si *Pazartesi* et *Amargi* se créent à partir d'analyses similaires sur le cloisonnement préjudiciable au dynamisme du mouvement, ils se distinguent par leur ligne politique. Tandis que *Pazartesi* adhère aux principes défendus par la deuxième vague du mouvement féministe mondial, *Amargi* s'inscrit dans la troisième vague. Il y a, pour les fondatrices d'*Amargi* une relation de cause entre le cloisonnement du mouvement et les hiérarchies entre les femmes qui s'en réclament. *Amargi* émerge lors de grandes manifestations que ses fondatrices organisent dans différentes villes contre la guerre (autour de la question kurde), des manifestations auxquelles les femmes kurdes et turques participent ensemble. Fort de ce premier succès, le groupe va ensuite cibler ses actions contre le « militarisme, l'hétérosexisme, le capitalisme, l'anthropocentrisme et le patriarcat. »³ Organisé en tant que coopérative culturelle, *Amargi* voit le jour en octobre 2001 et suscite aussitôt un enthousiasme qui se traduit concrètement par des adhésions toujours plus nombreuses et le nombre de plus en plus important de locaux dont il dispose bientôt dans plusieurs grandes villes : Istanbul, Ankara, Izmir, Adana, Antakya. Autogéré, il insuffle au mouvement une énergie nouvelle avec ses militantes plus jeunes que les féministes en place, ses actions de rue, son discours radical⁴, les débats qui se tiennent chaque week-end, les

¹ Diyarbakır, Adıyaman, Kars, Hakkâri, Tunceli, Erzincan, Gaziantep, Siirt, Elazığ, Malatya, Kilis, Iğdır, Ardahan, Muş, Ağrı, Erzurum, Bingöl, Mardin, Şanlıurfa, Batman, Şırnak, Van, Bitlis.

² Fillieule Olivier, « Temps Biographique, temps social et variabilité des rétributions », in '*Le désengagement militant*', *op. cit.*, p. 30.

³ *Manifeste d'Amargi*, 2001, p. 1.

⁴ Dans son manifeste de fondation, *Amargi* expose ainsi son but politique : « *la transformation radicale du système patriarcal est possible si on arrive à déconstruire les murs qui séparent le monde académique, le champ politique et l'espace social. Notre lutte ne se limite donc pas aux problèmes des femmes, nous luttons contre le*

rencontres qu'il initie¹ ainsi que sa proximité avec les mouvements LGBT, antimilitariste, kurde et arménien.

Dès sa fondation *Amargi* propose un foisonnement d'activités allant des ateliers artistiques et d'écriture à la publication de brochures et de livres, en passant par l'organisation de colloques, de séminaires, de grandes actions communes et de campagnes politiques. Entre 2007 et 2010, le collectif dispose à Istanbul d'un local, à la fois café et librairie féministe, où se rencontrent tous les jours des centaines de militantEs féministes, LGBT, antimilitaristes, écologistes, etc. Depuis 2006, il s'exprime aussi au travers de la revue trimestrielle du même nom, consacrée à la théorie féministe. **(Annexe 2, Figure 6)** Elle se vend, dès le premier numéro, à près de trois mille exemplaires. Cet intérêt considérable pour une revue théorique montre le besoin du mouvement de revenir sur lui-même.² Les problèmes organisationnels, la dynamique et la pertinence des actions, la globalisation, le conservatisme, les identités, la religion, le racisme, la guerre, le militarisme, le nationalisme, l'hétérosexisme, l'imbrication des différents rapports sociaux, tels sont les principaux sujets abordés en détail dans la revue. Ces analyses et ce questionnement partagés par la nouvelle génération, vont déboucher sur une transformation en profondeur du mouvement féministe.

Comme *Pazartesi*, *Amargi* finit par se laisser entraîner sur la pente descendante. Malgré sa volonté d'inverser ce processus, malgré son audience et la multiplicité des causes qu'elle fait siennes, ce collectif autogéré, qui fonctionne avec des bénévoles, doit faire appel à des soutiens internationaux³ à partir de 2010. C'est un cas typique des organisations du mouvement qui ne peuvent pas se structurer durablement car elles ne s'appuient pas sur des dynamiques politiques, par conséquent, ne peuvent accéder aux ressources politiques, matérielles et symboliques converties en ressources organisationnelles. *Amargi İstanbul* devient un espace de conflits entre les militantes queer, anarchistes, socialistes, kurdes, lesbiennes et perd sa capacité de mobilisation. Publiée en novembre 2012, la déclaration de « fin du voyage » d'*Amargi İstanbul* met un point final à une aventure collective entamée

système dominant sous tous ses aspects. Nous voulons créer une école de la vie en apprenant à changer la vie. » (Manifeste d'Amargi, 2001).

¹ Deux ans après sa création, *Amargi* organise une grande conférence féministe au niveau national intitulée « *les obstacles qui nous empêchent de nous organiser* ». Cette conférence qui dure deux jours réunit plusieurs groupes de différentes villes.

² Il y a aussi *La politique féministe* (2009-2013), une autre revue féministe coordonnée par « le collectif féministe-socialiste ». La plupart de ses co-fondatrices sont celles de *Kaktüs*.

³ À partir de 2010, *Amargi* bénéficie du soutien financier de *Global found*, une institution féministe des Etats-Unis.

douze ans auparavant. Au terme de discussions difficiles mêlant critiques et autocritiques, les militantes d'*Amargi Istanbul* arrivent à la décision de dissoudre leur association. Esmeray, militante d'*Amargi* jusqu'à la fin, attribue cet échec au manque de réflexion et au défaut d'initiative : « auparavant, il y a eu des manifestations créatives. *Amargi* pouvait créer des événements marquants dans tout le pays. Mais dans le mouvement féministe, il y a beaucoup de coupures. L'actualité change très vite ; tu dois sans arrêt prendre position sur de nouveaux sujets. Alors tu te sens obligée d'organiser des actions dans l'urgence... »¹ La déclaration de « fin de voyage » contient une autocritique lucide : « lutter contre tous les systèmes de domination articulés les uns aux autres cela implique du sérieux et du travail. Nous sommes conscientEs d'avoir perdu ces compétences impérativement nécessaires pour la lutte. »

Néanmoins, *Amargi* ne disparaît pas totalement. Sa structure non centralisée permet à *Amargi-Izmir* de se maintenir malgré la dissolution d'*Amargi-Istanbul*. (**Annexe 2, Figure 5**) Même à Istanbul, d'ailleurs, tout ne s'arrête pas car plusieurs des groupes de travail de l'association istanbulite fonctionnaient en autonomie ; par exemple, le comité de travail, contre les violences sexuelles, fondé au sein d'*Amargi*, se transforme en association (*CSMD-2113*) toujours active aujourd'hui. Le comité de rédaction de la revue *Amargi* étant également autonome, il continue à publier la revue, dont la distribution et la vente n'ont pas été affectées par la dissolution de l'association. Il est important de signaler que la communauté féministe continue d'acheter trois milliers d'exemplaires d'une revue théorique, cela est en soi une preuve de sa vitalité.

Les archives de l'association ont été réparties entre la revue *Amargi* et la Bibliothèque des œuvres des femmes. Signe de continuité, ce partage témoigne aussi de l'interdépendance des groupes du mouvement qui, malgré les conflits, s'avère un espace stable. Dans cet espace, coexistent des revendications plurielles² portées par divers groupes qui, en dépit de leurs divergences, sont capables de se mobiliser ensemble face aux attaques contre les femmes. Ils s'associent dans des plateformes, structures provisoires constituées autour de questions particulières ou d'événements d'actualité, chacune garde son propre accent idéologique, sa propre organisation et définit sa ligne d'action. Cela vaut notamment pour les violences et les

¹ Tiré de l'entretien avec Esmeray, accordé le 8 mai 2012.

² Union des organisations des femmes d'Istanbul, qui se forme avec la participation de 32 organisations de femmes ; des plateformes similaires s'organisent à Izmir, Adana, Ankara, Diyarbakır, Gaziantep. Il faut également citer l'Assemblée des Maisons des femmes qui coordonne au niveau national les associations luttant contre les violences faites aux femmes et les autres organisations féministes. Elle a 250 adhérents associatifs.

discriminations basées sur le genre, et l'on voit alors les organisations féministes joindre leurs forces en mettant en commun leurs approches et leurs objectifs. Les modifications apportées au Code civil (2001)¹, de même² que la réforme du Code pénal (2004)², disent bien l'ampleur de son succès. À cela il faut ajouter que les liens transnationaux qu'il a su nouer lui ont permis d'organiser des campagnes spécifiques à l'échelle mondiale.

À trop se focaliser sur les actions de protestation publique on risque toutefois de passer à côté de l'essentiel de ce qui constitue un mouvement contestataire, comme le montrent les travaux sur le mouvement féministe états-unien, qui a connu plusieurs phases d'activité et de mise en sommeil³. En Turquie, le mouvement féministe, dans la phase de repli (1990-2000) s'est concentré sur les réformes législatives, la consolidation des mécanismes de solidarité, la diffusion des perspectives féministes et l'organisation. (cf. **tableau n : 2**) Loin d'être étanches les unes aux autres, les trois phases du mouvement féministe s'entremêlent. Une fois le « moment de folie »⁴ des débuts retombé, même si en période de déclin la lassitude l'emporte l'envie de poursuivre est toujours là, comme le dit Aksu Bora, militante et chercheuse féministe: « *quelquefois, quand nous perdons de notre efficacité, nous pensons avoir atteint les limites, mais je ne pense pas que le mouvement féministe ait atteint les siennes. Nous avons encore des choses à faire.* »⁵

¹ Avant, le Code civil instituait « le mari » en chef de famille. À la fin de la campagne, la commission de l'Assemblée nationale accepte les revendications féministes concernant la suppression, du statut de chef au bénéfice exclusif du mari et père, l'attribution aux femmes de la moitié des biens acquis durant le mariage, en cas de divorce ou d'héritage afin de reconnaître la contribution invisible des femmes à l'acquisition des biens communs. Ces revendications sont issues d'un travail d'élaboration collective par des groupes féministes ou par des avocates féministes.

² La campagne permet d'entamer des négociations pour une réforme du Code pénal du point de vue des droits sexuels. Finalement, les changements sont significatifs: désormais, l'adultère n'est plus criminalisé, les expressions comme « vierge » ou bien « veuve » sont annulées.

³ Vera Taylor, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement en femme », in Olivier Fillieule (dir), *Le désengagement militant, op. cit.*

⁴ Isabelle Sommier, « Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 68 », *Histoire&Politique. Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008, www.histoire-politique.fr

⁵ Tiré de l'entretien avec Aksu Bora accordé le 7 juin 2012.

Tableau 2 - Les campagnes féministes organisées par les plateformes au niveau national en Turquie entre 1985 et 2012

Années	Les Campagnes au niveau national
1985	Campagne de pétition pour exiger l'application immédiate des recommandations du CEDAW
1987	Campagne contre la bastonnade Festival féministe de Kariye
1988	Campagne « épingle violette » contre les agressions sexuelles
1989	Campagne « Nous voulons les rues et les nuits » Action de divorces collectifs « Manifestations noires », autour des grèves de la faim en prison
1990	Campagne pour l'abrogation de l'article 438 du Code pénal prévoyant une réduction de la peine du violeur si la femme violée est une prostituée.
1991	Campagne pour l'abrogation de l'article 159 du Code Civile qui obligeait la permission du mari pour le droit du travaille des femmes
2000	Campagne électorale pour soutenir deux candidates qui sont anciennes personnes prostituées.
2001	Campagne pour la paix avec trois grandes manifestations des femmes kurdes et turques (Istanbul, Diyarbakır, Batman) Campagne pour la reforme du Code Civile
2002	Marche de 10 000 féministes de 12 villes jusqu'au Konya, situé au milieu du pays
2004	Campagne pour la reforme du Code Pénal
2005	Campagne pour la paix
2007	Campagne contre les modifications des droits sociaux qui portent atteinte particulièrement aux femmes.
2008	Campagne pour soutenir les grévistes de NOVAMED, une entreprise médicale. Protestations contre les discours de Premier Ministre T.Erdoğan : « Toutes les femmes doivent avoir au moins trois enfants. »
2012	Campagne contre la tentative de modification sur le droit d'avortement des femmes

B) Le mouvement LGBT : « S'émanciper de l'hétérosexisme libérera aussi les hétérosexuelLEs »¹

Le mouvement qui vise l'émancipation des personnes LGBT en Turquie émerge en début des années 1990, mais ses racines se forment autour de petits groupes qui se réunissent à partir de 1985, dans l'ombre de la mobilisation féministe et des *Verts*. En 1987, ces groupes deviennent plus visibles surtout dans les réseaux féministes, anarchistes ou écologistes. En 1994, deux groupes localisés pour l'un à Ankara, pour l'autre à İstanbul, s'associent pour constituer deux organisations qui sont les deux pionnières du mouvement LGBT : *Kaos-GL* (Ankara) et *Lambda* (Istanbul). Jusqu'à la fin des années 1990, de nouveaux groupes autonomes voient le jour dans différentes villes comme İzmir, Bursa, Eskişehir. Malgré la pluralité de leurs approches, de leurs priorités, de leurs méthodes, ils s'unissent autour de certaines revendications communes : la reconnaissance des personnes LGBT, l'affirmation de leurs droits, l'abolition des discriminations exercées à leur encontre et de l'homophobie. Radical, ce nouveau mouvement affiche clairement son objectif : en finir avec le système hétérosexiste.

Tableau 3 - Les principales organisations LGBT en 2012

1.KAOS GL
2.Les ours d'Istanbul
3.Lambda-Istanbul LGBTİ
4.SPOD
5.Association de solidarité LGBTT d'Istanbul
6. MorEl (La main violet) Le collectif LGBT d'Eskişehir
7.Association Triangle rose et noir d'Izmir
8.Association Hebûn LGBT de Diyarbakır- L'initiative Hêvî LGBT
9.LİSTAG- Familles de LGBTT
10.Pembe Hayat (la vie en rose),
11. Gökkuşığı (Arc-en-ciel) de Bursa
12.Gökkuşığı (Arc-en-ciel)- Antalya
13. Aktör LGBT Hareketi (Acteur, le mouvement LGBT)
14. Gökkuşuğının kızılı (le rouge d'arc-en-ciel)
15.Queer Adana
16.Trans Bloque
17.Association du Centre de solidarité -Transgenre (T-Der)
18. Mersin Yedi Renk (Sept couleur de Mersin)
19.Parapluie Rouge- Syndicats des travailleuses de sexe transsexuelles
20. Edirne LGBTQİ
21.MadiMar LGBT- Université Marmara
22. LuBunya Communauté LGBT de l'Université Boğaziçi
23. GRI-Universite Bahçeşehir
24. Radar LGBT- Université d'Istanbul
25. Gökkuşığı (Arc-en-ciel) Université Bilgi
26. "LeGeBiT- Communauté des recherches sur l'orientation de sexe
27. Flu Baykuş LGBT- Université de Mimar Sinan
28. Abelle genre- LGBT- Université technique d'Istanbul
29. Solidarite LGBT x de l'Université technique de Moyen Orient

¹ Le slogan du *Kaos-GL*, revue du mouvement LGBT.

Kaos GL : D'Ankara vers tout le pays, création du mouvement LGBT

Contemporain de l'apparition des nouvelles technologies de communication, le mouvement LGBT s'en empare pour affirmer sa présence et diffuser son message, notamment via Internet. Dès la deuxième moitié des années 1990, plusieurs sites web de gays¹ et de lesbiennes² apparaissent à côté de ceux de *Kaos GL* et de *Lambda* qui les ont précédés. Ces réseaux sociaux, facilitent la communication entre les personnes homosexuelles et transgenres. Les rencontres régulières organisées deux ou trois fois par an à Ankara et à İstanbul permettent par ailleurs aux militantEs de diverses régions de se retrouver pour faire connaissance, échanger et s'organiser.

Le premier, le collectif d'Ankara *Kaos GL*, lance en septembre 1994 un magazine du même nom dans le but d'unir les personnes LGBT dans « *la lutte contre l'hétérosexisme* ». Au départ, des militantEs se chargent, chez eux, de rédiger et de préparer sur leurs ordinateurs personnels ce journal dont les pages sont ensuite simplement photocopiées. La distribution est assurée par des bénévoles. Malgré cet amateurisme, le succès est vite au rendez-vous. Tout de suite après la parution du premier numéro³, le groupe de *Kaos GL* s'élargit, le nombre d'abonnements augmente⁴ ainsi que les contributions publiées. En 2000, *Kaos GL* parvient à s'installer dans son propre local. Très vite, il devient un centre politique et un lieu d'échanges culturels, et de débats entre les personnes LGBT, mais aussi les féministes. Au même endroit est installée la première bibliothèque LGBT de Turquie. Le groupe évolue au fil de ces rencontres, en adaptant les principes et les buts du simple collectif qu'il était au départ à la forme d'une organisation politique autogérée responsable de projets, de campagnes et des connexions établies aux niveaux national et international. Le journal *Kaos GL* joue un rôle primordial dans le développement du mouvement. Dès le début il paraît avec une périodicité régulière, hormis quelques interruptions imposées par la censure. Parallèlement, le collectif Kaos met en place des conférences, des séminaires, des ateliers sur des sujets pour la plupart en lien avec le système hétérosexiste mais aussi avec la démocratisation en Turquie.

¹ Par exemple : « Gay Culture », « Gay Freedom », « Erkek Erkeğe » (Entre Hommes), « Ayılar » (les Ours), « Bizim Nokta » (Notre Point), « Adı Yok » (Sans Nom), «Zenne », « Eşcinsel » (L'Homosexuel), « Erkekler » (Hommes), « Gay Ankara », « Gay Mania ».

² Par exemple : « *Minidev Gey-Lezbiyen Kültürü* » (*La culture des gays et des lesbiennes*), « *İstanbul Lesbien Sitesi* » (*Le site des lesbiennes d'Istanbul*), « *Kadınların Sitesi* » (*Le site des femmes*) (traduit par nous)

³ Ce premier numéro tiré à 75 exemplaires est épuisé en deux semaines et republié trois fois.

⁴ Il passe de 75 à 3000. Parmi les abonnéEs, on trouve les bibliothèques de dizaines d'universités, des ONG, certaines bibliothèques nationales, des organes de presse, des universitaires etc... *KaosGL* est diffusé dans toutes les grandes librairies de Turquie.

Le collectif *Kaos GL* s'emploie à convaincre de rallier le mouvement les personnes LGBT qui, contrairement aux gays turcs déclarés, ne font pas partie des classes moyennes et supérieures. A cet effet, il organise plusieurs rencontres en dehors d'Ankara, où il a son siège¹. Ces événements, ajoutés à la communication par le biais de la revue et d'Internet, vont susciter la création de nombreux groupes LGBT² dans plusieurs régions du pays. Les soutiens financiers internationaux dont il bénéficie³ permettent par ailleurs au groupe d'enregistrer des avancées significatives dans son combat politique. La *Rencontre contre l'homophobie* qui a lieu chaque année en est un bon exemple. En effet, depuis 2006, *Kaos GL* organise sous ce titre, à l'occasion de la *Gay Pride*⁴ (17 mai), une semaine annuelle d'échanges et de débats à Ankara. La sixième rencontre, avec 2000 participantEs, met en évidence l'essor du mouvement puisque cette année-là (2011), *Kaos GL* la prépare avec d'autres groupes LGBT disséminés dans dix-huit villes de Turquie. Commencée le 14 mai dans ces différentes villes, elle s'achève le 22 mai par une marche contre l'homophobie à Ankara.⁵

Soucieux d'intervenir dans le débat intellectuel et d'y faire entendre sa voix, *Kaos GL* crée, en 2011, un comité consultatif réunissant plusieurs universitaires; en janvier 2012, une deuxième revue pilotée par les membres de ce comité voit le jour : *Kaos Queer*. Ses analyses et ses positions focalisent sur les articulations entre l'homophobie, le sexisme, le nationalisme, le racisme et le militarisme. Sous le titre de « à qui l'homophobie pose-t-elle problème? », *Kaos GL* organise plusieurs débats dans les universités⁶.

¹ Izmir, Eskişehir, Diyarbakır, Van, Bursa, Edirne, Adana, Antalya, Samsun, Kocaeli, Mersin, Batman, Muğla, Nazilli, Balıkesir, Kars, Malatya.

² Dans toutes les villes citées ci-dessus apparaissent différents groupes LGBT à l'initiative de *Kaos GL* ; parmi eux, pour en citer quelques-uns, *Hevjin* (2005, Diyarbakır), *Siyah Pembe Üçgen* (2001, Izmir), *MorEL* (2011, Eskişehir), ou encore *Gökkuşuğu* (2006, Bursa).

³ Comme celui de l'Union Européenne, des Nations-Unies, de l'Olof Palme Center, de RFSL, de Global Fund Women, de Global Fund Dialog, de Heartlan Alliance, de l'Ambassade de Canada, de l'Ambassade d'Angleterre, de l'Ambassade de Norvège, etc.

⁴ Les « Gay Pride », ou « Marches des Fiertés » marquent l'anniversaire du premier soulèvement de personnes LGBT, restés dans l'histoire sous le nom d'« émeutes de Stonewall ». Dans la nuit du 27 au 28 juin 1969, la police new-yorkaise opère des descentes musclées dans les bars gays de Greenwich Village. Quand elle investit le Stonewall Inn, établissement installé sur Christopher Street, les clients se rebellent. Des passants se joignent à eux, la foule grossit et les forces de l'ordre sont obligées de demander des renforts, qu'elles attendent barricadées dans le Stonewall Inn. Les affrontements dureront trois jours. Un an plus tard, les militants gays de New York organisent une marche pour commémorer l'événement. Cette manifestation sera la première Gay Pride.

⁵ http://kaosgl.org/icerik/bulusma_sirasi_eskisehir_samsun_ve_karsta ;
http://www.antihomofobi.org/arsiv/2011_6_bulusma_yerel_ayaklari.htm.

⁶ *Kaos GL*, pour parler de cette question, a participé, en 2011, aux colloques organisés par l'Université du Bosphore (İstanbul), l'Université du Moyen Orient (Ankara), l'Université d'Hacettepe (Ankara), l'Université

Kaos GL s'engage aux côtés du mouvement féministe pour la réforme des Codes civil et pénal et pour l'introduction dans la Constitution d'un article reconnaissant la liberté de l'orientation sexuelle dans le cadre de la lutte pour l'égalité. Notamment, le passage à la forme associative (2005) marque un pas vers la reconnaissance officielle, comme le souligne Yasemin Öz, avocate et militante à Kaos GL : « en Turquie, la législation sur les associations a été modifiée en 2004. Et nous avons profité de ce changement pour fonder notre association. En effet, dans toutes les régions, les autorités ont demandé aux procureurs de fermer les associations en place en s'appuyant sur la loi qui interdit les associations jugées contraires à la morale publique. Un des procureurs a accepté mais les autres ont refusé. C'est le moment que nous avons choisi pour fonder notre association exiger l'égalité et combattre l'inégalité. C'était vraiment une décision stratégique de notre part. En plus, nous espérions que notre demande serait refusée de façon à prolonger la lutte sur le terrain juridique. Il nous a fallu à peu près un an pour construire notre stratégie avant d'entamer les démarches officielles en vue de la création de l'association. Ensuite, tout a été très facile. A notre grande surprise, nous n'avons pas eu besoin de procès pour devenir une association alors que nous nous attendions à un long parcours. »¹ Le travail fourni en amont pour le montage du dossier y était sûrement pour quelque chose, mais la simplification inattendue des démarches donne aussi une idée de l'audience acquise par Kaos GL et par le mouvement LGBT auprès des autorités.

LAMBDA : « Vous n'êtes ni Faux/Fausses ni Seul-e-s ! »²

Le profil de *Lambda*, créé à la même période que *Kaos GL*, mais à Istanbul, est identique : des homosexuelLEs femmes et hommes majoritairement issusEs des classes moyennes et supérieures. Au départ, ce collectif d'abord informel qui dans les premiers temps s'est appelé « Les GL d'Istanbul », puis « Gökkuşağı » (Arc-en-ciel), se préoccupait avant tout de soutenir les personnes LGBT victimes d'homophobie et de violences en les représentant dans les plateformes d'opposition. En juillet 1993, quand la municipalité d'Istanbul interdit la manifestation *Christopher Street Day Sexual Liberation Activities*, il adopte l'appellation

d'Ankara (Ankara), l'Université d'Eskişehir (Eskişehir), l'Université de Sakarya (Sakarya), l'Université de Nazilli (Nazilli), l'Université de Sabancı (Istanbul), l'Université de Mimar Sinan (Istanbul), l'Université de Bilgi (Istanbul), l'Université d'Economie d'Izmir (Izmir) etc.

¹ Tiré de l'entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012.

² « Ne Yanlış ne de yalnızsınız. »

« Lambda », selon la lettre grecque λ ¹ devenue en 1970 le symbole des militants gays new-yorkais, puis, en 1974, celui du mouvement LGBT international². En 1993, *Lambda-Istanbul*, adhère à l'ILGA (International Lesbien, Gay, Bisexuel, Trans and Intersexuel Association) et intègre ainsi le mouvement international.

Ce changement de nom est concomitant d'une réorientation des buts politiques vers la visibilité et la reconnaissance des personnes LGBT. La préparation, en 1993, du premier Congrès international des lesbiennes et des gays à Istanbul est l'occasion d'affirmer les nouvelles priorités. MilitantEs, écrivainEs, artistes, chercheurEs, représentantEs des organisations LGBT, députéEs, les participantEs sollicitéEs acceptent en nombre de participer et douze personnes, comme les représentants d'ILGA, viennent de l'étranger. Intriguée par l'événement, la presse turque consacre pour la première fois une large place aux personnes LGBT en Turquie. Mais, la veille de la date prévue, la préfecture d'Istanbul interdit la tenue de la conférence, qui a pourtant fait l'objet de deux autorisations du ministère de l'Intérieur. La police arrête les invités étrangers, ceux qui ne sont pas interpellés se voient refuser l'accès aux hôtels. Cet abus d'autorité conduira la Commission des Droits de l'Homme du Parlement Européen à publier un rapport sur les difficultés des militantEs LGBT en Turquie. De son côté, le Congrès des États-Unis, émet une protestation. *Lambda*, bien que sans local ni adresse précise, gagne en crédit national et international.

Le sida est la préoccupation majeure. *Lambda* s'allie à l'*Association de lutte contre le sida* (ASD-1991) ; ensemble ils publient des communiqués, des brochures, organisent des rencontres, des conférences. Cette campagne accroît la notoriété de *Lambda*, qui tente d'organiser, en septembre 1995, « la deuxième rencontre de la liberté », à nouveau interdite par la Préfecture. – ce qui déclenche des réactions internationales. En février 1996, il sort son premier bulletin, *100 % Gay et Lesbienne*, distribué avec le magazine *Kaos GL*. La publication cessera au bout de deux numéros, entre autres parce que, à la même période, les militantEs de *Lambda* coordonnent un programme de radio. « Açık », ainsi s'appelle leur

¹ Cette lettre grecque porte en elle plusieurs significations. Elle représente, par sa typographie, le graphème de l'équilibre puisqu'il repose sur deux pieds. Les Grecs considéraient que la balance était l'instrument nécessaire pour contre-balancer des forces opposées en présence l'une de l'autre. Pour les Spartiates, lambda indique l'unité. Les Romains adoptèrent cette lettre comme symbole de la lumière de la connaissance surplombant les ténèbres de l'ignorance. En chimie, c'est le symbole qui représente la particule du plus petit élément libre constitué, mais également celui de l'échange d'énergie. Et en français ça veut dire « n'importe qui » ou « anonyme ».

² Voir: Joseph P Goodwin : « More man than you'll ever be »: Gay Folklore and Acculturation in *Middle America*, Indianapolis: Indiana University Press, 1989, p. 26.

émission, qui dure environ deux ans et leur permet de toucher des cercles plus larges. La stature qu'ils acquièrent ainsi s'affirme grâce à leurs interventions dans des conférences nationales et internationales, aux actions et aux manifestations qu'ils organisent contre l'homophobie ou, pour prendre un exemple précis, contre le harcèlement des transsexuelles à İstanbul¹. Toujours en 1996, *Lambda* est présent sur un stand à la conférence 'Habitat II' de l'ONU et il se saisit de l'occasion pour dénoncer vigoureusement le traitement policier discriminatoire des transsexuelles. Avec l'*Association de lutte contre le sida*, il publie quelque temps plus tard une brochure gratuite intitulée *Tout ce que vous ne voulez pas savoir sur le SIDA*, financée par l'Organisation mondiale de la santé.²

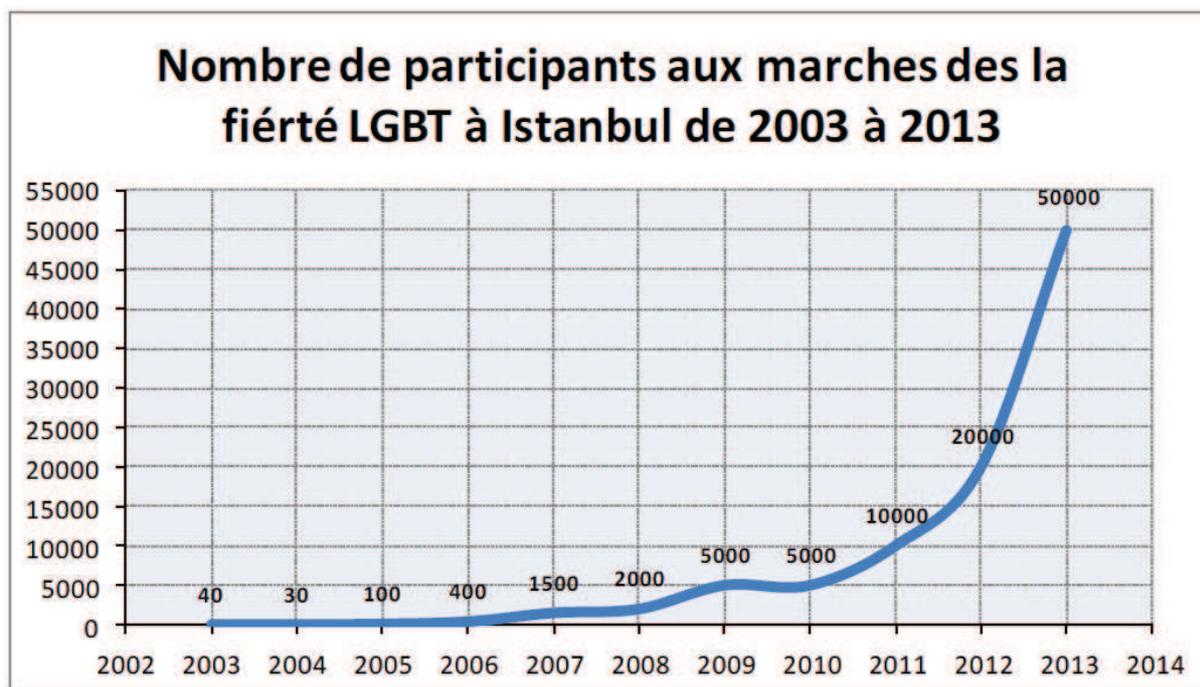
Cette même année 1996, la première *Gay Pride-Istanbul* a lieu dans une discothèque de la ville à l'initiative de *Lambda*. Depuis, la fête prend de l'envergure et se prolonge pendant une semaine avec des conférences, des films, des spectacles, des rencontres, etc. En quelques années, la « *semaine de la Gay Pride* » devient un rendez-vous incontournable pour le mouvement LGBT en Turquie. En 2003, dans le cadre de cette manifestation, *Lambda* et d'autres groupes LGBT instaurent à İstanbul « la première marche des fiertés » avec la participation de 50 personnes. Le chiffre, certes modeste, va grossir au fil des années et le 29 juin 2008, ce sont 2500 personnes qui défilent à İstanbul lors de « la sixième marche de fierté » dont *Lambda* est toujours partie prenante. Inaugurés en parallèle, les « Prix des tomates aux hormones » récompensent « les plus grands homophobes de l'année ». En 2012, la participation a atteint 15 000 personnes, en 2013, 30 000 personnes qui sont des militantEs de différents mouvements.³ (cf. tableau n : 4)

¹ Voir : Pinar Selek, *Maskeler, Süvariler, Gacilar (Les masques, les cavaliers et les nanas)*, Ankara, Éditions Ayizi, 2011.

² Cette brochure d'informations gratuite explique la prévention du Sida et la sexualité des homosexuels. En avril 1997, la Fondation invite deux membres de *Lambda* au Congrès national sur le sida qui se tient à Ankara. C'est la première fois en Turquie qu'une association d'homosexuels est officiellement reconnue. (BLASHER Philippe-Schmerka, *Homosexualité en Turquie: De L'héritage musulman au mouvement associatif, Les mouvements sociaux dans le monde musulman contemporain*- Regards croisés, Université de Lausanne, 3-4 décembre 1999).

³ <http://video.cnnturk.com/2013/haber/6/30/lgbt-onur-yuruyusu>.

Tableau 4 - Un exemple des manifestations du mouvement LGBT : Marches de la fierté



Le passage, en dix ans, de 50 à 30 000 participantEs, atteste les progrès du mouvement tant au niveau de l'organisation que de la reconnaissance et de la popularité. *Lambda* dispose alors, depuis 2002, d'un local, doté d'une bibliothèque riche d'un millier de volumes; tout à la fois espace de rencontres, d'échanges, de débats, et centre d'information, il contribue beaucoup à la visibilité de l'organisation.

En 2002, lors de la rencontre nationale « Que veulent les homosexuelLEs ? » organisée par *Lambda*, les militantEs LGBT de différentes villes détaillent leurs revendications lors d'une conférence de presse. Leurs griefs sont pris au sérieux par les médias et les universités. Comme dans le cas de *Kaos GL*, ces dernières convient *Lambda* à des conférences communes consacrées à ses revendications¹. Ces collaborations signent sa crédibilité acquise dans le domaine de la recherche. Les études innovantes menées à son instigation sont en effet remarquées². Son travail d'enquêtes, notamment sur les « *Discriminations contre les homosexuels à l'école* » (2004) et le premier sondage sérieux concernant l'homosexualité à Istanbul (2005) en sont deux exemples. *Lambda* édite des livres

¹ En 2003, le symposium « Discrimination et violence contre les homosexuels » est organisé avec l'Université de Bilgi et le groupe des « Ours anatoliens », collectif de gays qui refusent d'être efféminés. En 2004, toujours à l'Université de Bilgi, *Lambda* tient un colloque de deux jours intitulé « Comprendre les identités sexuelles et les orientations ».

² Par exemple : *Bir Alan Araştırması : Eşcinsel ve Biseksüellerin Sorunları*, *Lambdaistanbul*, İstanbul, Mars 2006.

et des brochures, mais pas de publication périodique; ses militantEs lisent et diffusent la revue *Kaos GL* ce qui dénote, sinon un consensus, une forte convergence des lignes politiques suivies par les deux organisations.

En 2006, suivant l'exemple de *Kaos GL*, les militantEs de *Lambda* déposent un dossier pour obtenir le statut d'association. À la différence de ce qui s'est passé pour leurs camarades d'Ankara, cette démarche leur vaut d'être traînés en justice le 19 juillet 2007, *Lambda* étant accusée d'« atteinte aux valeurs familiales turques » et d'« incitation à des comportements répréhensibles ». En mai 2008, un tribunal d'Istanbul prononce la dissolution de l'association, mais le jugement est cassé par la Cour de cassation en décembre suivant. En janvier 2009, cette juridiction va d'ailleurs favoriser l'existence d'associations LGBT en Turquie en rejetant de même la demande d'appel émise sur la recommandation de la préfecture d'Istanbul. *Lambda*, qui entretemps a porté plainte auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme, obtient le statut d'association mais reste néanmoins menacé. Ainsi, en 2007, *Lambda* a intégré en son sein « Le groupe des familles », qui partage ses buts politiques et a pour vocation de créer un réseau d'échange et de solidarité entre les parents des personnes LGBT ; une fois rodé aux pratiques organisationnelles, ce groupe prendra son essor, puis, en 2008, deviendra une structure autonome : groupe des parents des LBGT à Istanbul , LISTAG.¹

À partir de 2009, le mouvement LGBT d'Istanbul s'enrichit de nouveaux groupes comme le SPOD (Association pour les droits sociaux) que nous allons voir dans ce chapitre ou *İstanbul LGBT Dayanışma Derneği* (Association de solidarité avec les personnes LGBT d'İstanbul) qui se distinguent par leurs objectifs. Le premier milite pour la reconnaissance des droits sociaux et politiques des personnes LGBT tandis que le second donne la priorité aux revendications des transgenres.² Il s'agit moins, en l'occurrence, d'une séparation pour divergences politiques que d'une division du travail, car *Lambda*, le SPOD, le LISTAG, et l'İstanbul LGBTI se retrouvent dans les mêmes plateformes et dans la préparation de campagnes ou de manifestations communes, telles les « Marches des fiertés » auxquelles les militantEs participent ensemble, sans forcément se réclamer d'une organisation spécifique.

Le mouvement LGBT d'Istanbul rassemble donc une pluralité d'approches et cette caractéristique encourage un débat permanent sur les théories, les analyses, les revendications,

¹ <http://listag.wordpress.com/>

² À partir de 2009, a lieu Trans Pride, une manifestation périodique, comme la Gay Pride, chaque mois de Juin, qui unit les personnes trans. En 2013, il y a eu 2000 participantEs à cette manifestation. (Annexe 5, figure 3)

et les thèmes politiques qu'il défend. Ce cadre très souple brouille en partie le message de *Lambda* et nuit à la lisibilité de ses grands projets, mais en contrepartie il maintient une vitalité politique qui trouve à s'exprimer avec pertinence dans de multiples événements ponctuels.

Hevjin et Hebun : « Je Suis Kurde et homosexuelle »

À partir de 2005, le développement du mouvement LGBT dans les grandes villes de Turquie pousse une dizaine de personnes LGBT kurdes à se procurer discrètement le magazine *Kaos GL* et à consulter les sites web LGBT. Par exemple, à Van, les personnes LGBT se trouvent au sein de VAKAD (*Association des Femmes de Van-2004*) mais à cause des pressions familiales, elles continuent à s'organiser dans la clandestinité. Leurs réunions clandestines sur la situation des Kurdes homosexuelLEs ou transgenres vont déboucher sur la création d'un groupe, *Hevjin*¹, créé (2009) à Diyarbakır, la « capitale » de la région kurde. Bien qu'il rassemble essentiellement des gays, étant donné la difficulté pour les lesbiennes kurdes de vivre au grand jour, le groupe, depuis le début, parle au nom des kurdes gays, lesbiennes, bisexuelLEs, et transgenres. Leurs débats se concluent sur cette analyse : « *les personnes LGBT kurdes sont une minorité dans une autre minorité – toutes deux réprimées par le pouvoir.* »²

Dans la région, l'heure est à l'apaisement, le cessez-le-feu encourage l'expression démocratique et *Hevjin* peut apparaître en tant que tel dans les réseaux d'opposition et aux manifestations. Comme le souligne Solin, militant de *Hevjin*, l'homosexualité est beaucoup moins bien acceptée en région kurde que dans les grandes villes de l'Ouest : « *les gens d'ici voient l'homosexualité comme un poison ou une maladie* »³ Les homosexuelLEs kurdes veulent maintenant briser le carcan des préjugés : « *il serait intéressant de savoir comment les gens vivent leur sexualité ici. Il y a quinze millions de Kurdes, et un sur dix est sûrement gay, mais où sont-ils ?* »⁴ En 2010, grâce au soutien financier de la Fondation Heinrich Böll, fondation allemande, accordé pour un an, *Hevjin* sort de la clandestinité en publiant une revue homonyme bilingue (en kurde et en turc). Pièce maîtresse d'un dispositif de communication

¹ Hevjin est un mot kurde qui signifie « ensemble » en français.

² Fırat Kaya, « Başlarken », (Pour commencer), *Hevjin* 1, p.2, Diyarbakır, 2010.

³ <http://www.eurasianet.org/node/61826>.

⁴ Alexander Christie-Miller, « LGBT Activists in Turkey Launch Ground-Breaking Publication », in <http://www.eurasianet.org/node/61826>, 30 August 2010.

encore rudimentaire, *Hevjin* fait le lien entre les personnes LGBT qui vivent dans la région Est de la Turquie et la diaspora kurde LGBT établie dans l'ouest du pays.¹ Sa création incite les ONG présentes dans la région à s'intéresser aux causes défendues par ses militantEs. Leur soutien nourrit un espoir qui s'exprime dans ce discours prononcé en 2010 par Murat, co-fondateur de *Hevjin*: « nous pouvons apporter une solution aux problèmes que nous connaissons dans notre région. Je peux affirmer ici que plusieurs personnes, plusieurs organisations nous soutiennent, et que nous sommes donc un groupe dynamique. Il y a une distance vis-à-vis de nous, mais quand même, désormais, beaucoup de choses changent. Le travail que nous effectuons dans notre revue, vise à amener la population de la région à nous accepter et à nous reconnaître. »²

Les cinq numéros de la revue publiés en 2010 sont tirés à 2000 exemplaires et distribués dans des cafés et des librairies, essentiellement à Diyarbakir mais aussi dans d'autres villes. Le premier est dédié à Baki Koşar, un journaliste gay kurde tué à İstanbul en 2006 par « un violeur masculin, homophobe et nationaliste »³. On y trouve une interview du député du BDP, Sebahat Tuncel, qui parle de son approche sur les des droits des personnes LGBT ; un article, « De Belfast à Diyarbakır », qui met en parallèle l'expérience des personnes LGBT en Irlande du Nord et dans la région kurde de Turquie⁴; des contributions sur le genre⁵ ; un entretien avec Öykü Su, une transsexuelle installée à Diyarbakır, sur les difficultés spécifiques de s'organiser avec les personnes transgenres. Tous les numéros de *Hevjin* reviennent sur l'intrication des rapports de pouvoir et la place qu'y prennent les oppressions propres au nationalisme, à l'homophobie et au sexisme. Comme cette visibilité ne crée apparemment pas de réaction violente, quelques lesbiennes et personnes transgenres osent rejoindre le groupe. Le 8 mars 2010, la manifestation des femmes à Diyarbakır compte un petit cortège (quinze personnes) de lesbiennes et de transsexuelles qui défilent sous la bannière « Les femmes de Hevjin ». C'est leur toute première action publique.⁶

¹ « Nous disons qu'il y a aussi des homosexuellEs et des transgenres kurdes. Pour toutes les personnes vivant cette réalité, nous voulons créer un lieu d'expression, nous voulons être représentés, discuter et être reconnus. » (Firat Kaya, *Hevjin* 1, p.2, Diyarbakır, 2010).

² « Diyarbakırlı Geylerden Dergi Açılımı », *Haber Türk*, 06 Juillet 2010, p.18.

³ *Hevjin*, no:1.

⁴ Kürşat Kahramanoğlu, « Belfast'tan Diyarbakır'a », *Hevjin* 1, p.12, Diyarbakır, 2010.

⁵ J. Petzen , « Qu'est-ce que c'est le genre? A quoi sert-il? », *Hevjin* 1, p.18, Diyarbakır, 2010

⁶ <http://www.kaosgl.com/sayfa.php?id=4429>.

Outil de communication et d'information, la revue joue donc aussi un rôle essentiel pour l'affirmation des personnes LGBT dans la région à majorité kurde et pour leur intégration dans le mouvement LGBT. Lorsque, en 2012, elle cesse de paraître pour des raisons économiques¹, le groupe *Hevjin* change de nom pour *Hebun*² et choisit de se doter d'un site web.³

Le SPOD : Nous avons défini nos buts politiques en fonction de nos besoins

Association de défense des droits sociaux, le SPOD est fondé en septembre 2011 par des universitaires, des militantEs et des étudiantEs proches de *Lambda*. Cette décision se fonde sur un constat : *Lambda* agit efficacement pour la visibilité, la reconnaissance, la sociabilité et la solidarité des personnes LGBT mais son activisme foisonnant empêche ses militantEs de s'investir politiquement dans le champ académique.⁴ Ainsi que l'explique l'un d'entre eux : « *alors nous avons pris le relais. On est dans le même mouvement. Il s'agit seulement d'un partage du travail. Autrement on n'arriverait pas à développer une action politique qui remette en cause les systèmes de domination.* »⁵

La plupart des fondateurs et fondatrices du SPOD sont des universitaires qui ont déjà milité dans des organisations LGBT. De cette expérience nourrie par leurs connaissances théoriques, ils-elles retiennent qu'une même structure organisationnelle ne peut démultiplier ses interventions sans sacrifier au passage certains de ses objectifs.⁶ Selon leur analyse, le mouvement LGBT a réussi à mettre en place les mécanismes nécessaires à la poursuite de la lutte pour ses aspirations politiques, mais le moment est venu d'envisager une répartition du travail au sein du mouvement.

Le collectif à l'origine du SPOD entend donc s'atteler en priorité aux questions de politique et de justice économique et sociale.⁷ Erdal Demirağ, un de ses co-fondateurs, précise sa finalité et ses objectifs : « *politiquement nous considérons que la liberté exige le renversement du système patriarcal et hétérosexiste. Mais nous limitons notre objectif*

¹ Le soutien de la Fondation Heinrich Böll continue jusqu'à fin 2010.

² *Hebun*, en kurde signifie « Exister ».

³ <http://hebunlgbt.com>

⁴ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

⁵ *Ibid.*

⁶ « *Bref, nous avons construit ce but à partir de nos besoins personnels, de nos expériences et de nos connaissances universitaires.* » (*ibid.*)

⁷ « *Qui sommes-nous* », La Brochure du SPOD, p.1 (traduit par nous).

politique aux droits économiques et sociaux et à la politique sociale. Cet objectif s'intègre à l'ambition plus générale du mouvement LGBT : le développement des droits et des libertés dans le pays à partir de la revendication des droits sociaux. Je pense que les objectifs et les principes du SPOD se sont construits à partir des différentes expériences et connaissances de ses membres. Quand nous étions étudiants, nous militions dans Lambda, mais après avoir terminé nos études nous avons été confrontés à d'autres besoins : travailler pour gagner la vie, réclamer les droits sociaux, la sécurité sociale... La lutte pour la visibilité et la reconnaissance ou encore la politique communautariste ne nous suffisaient plus. Oui, nous étions gays et lesbiennes, mais nous étions aussi des citoyens, des actifs au sein de cette société. Petit à petit, à force d'en discuter, il nous est apparu que la lutte pour les droits sociaux venait au premier rang de nos préoccupations.»¹

Ces propos traduisent une volonté de participation plus précisément ciblée et liée à ce qui est ici perçu comme des responsabilités nouvelles. Cela vaut aussi bien pour le choix des objectifs politiques, des revendications, des contenus des projets, que pour le mode de militantisme : les tâches du SPOD sont menées par des militantEs professionnelLEs. Le militantisme professionnel permet d'aboutir, en peu de temps, à des résultats concrets : depuis sa fondation en 2011, le SPOD a organisé plus de cinquante formations et une dizaine de symposiums et de colloques, publié trois rapports traitant respectivement des droits sociaux, des violations des droits des personnes LGBT et des procès politiques en Turquie qui ont été diffusés au niveau national et international². Pour faire entendre sa voix dans les débats sur la réforme constitutionnelle, le SPOD a remis à la Commission de l'Assemblée nationale chargée de la révision de la Constitution un rapport de synthèse sur « les revendications des citoyens LGBT », et il a mis ce document en libre accès sur son site internet. Le SPOD s'est par ailleurs investi, depuis le 1^{er} avril 2012, dans un projet visant à « faciliter l'accès à la justice des personnes LGBT ». Dans ce cadre, ses militantEs ont établi un comparatif des cas et des décisions juridiques nationales et internationales. Il a ensuite transmis les éléments ainsi recueillis à des avocats sollicités pour créer un réseau de solidarité juridique et organiser des campagnes d'information autour de procès révélateurs de la situation politique générale en

¹ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

² Au niveau national, ils sont publiés et accessibles sur internet. Ils sont aussi envoyés aux représentants du gouvernement, aux juristes, aux journalistes, aux partis politiques et aux ONG. Au niveau international, ils sont adressés au Conseil de l'Europe, aux Nations-Unies, à l'Union Européenne, aux organisations des droits de l'Homme et aux ONG internationales.

Turquie.¹ En même temps, le 2 avril, il a créé l'« École de la Politique », sorte d'université populaire qui fonctionne avec des intervenantEs spécialistes de divers domaines. Parmi les formations proposées on peut citer, entre autres : le genre et la politique, qu'est-ce que la politique, la théorie *queer*, le féminisme, la représentation, l'identité.

Nous voyons que, depuis la fin des années quatre-vingt, ces groupes et ceux qui, comme eux, portent les revendications LGBT ont su, à partir d'une place marginalisée, constituer un mouvement social qu'il n'est plus possible d'ignorer.² Cette reconnaissance relative se vérifie au nombre d'organisations LGBT soutenues par des institutions internationales et à l'écho qu'elles trouvent désormais dans la presse et dans les campagnes législatives en Turquie. Pour la réforme du Code civil, du Code pénal et de la Constitution, par exemple, elles³ ont réussi à faire entendre leurs revendications. Philippe-Schmerka Blasher, à partir de sa recherche sur l'homosexualité en Turquie à la fin des années 90, indique que les mouvements LGBT ont réussi à déconstruire les divisions hermétiques des rôles sexuels et à ouvrir l'espace public pour eux-mêmes. « *Au-delà des changements d'attitude et de l'abandon des schémas classiques de l'homosexualité turque et de sa division hermétique des rôles sexuels, l'acceptation des gays par eux-mêmes a ouvert l'espace public à des lieux de rencontre, offrant une visibilité sociologique jusqu'alors inconnue, et a offert à l'espace privé la voie de la conscientisation par le groupe.* »⁴ Ce processus est consolidé par les travaux et les recherches académiques. On peut citer à cet égard l'enquête de Şahika Yüksel, professeure en psychiatrie, sur les comportements sexuels marginaux : menée en 1998 sur un échantillon de patients des deux sexes (deux mille cinq cents personnes), elle en arrive à la conclusion percutante, et aussitôt reprise par la presse, qu'il existe en Turquie « *entre 8 % et 12 % d'homosexuels masculins et 4 % à 8 % de lesbiennes.* »⁵ Même si ces résultats ne pèsent pas lourd dans la légitimation des revendications LGBT, ils incitent l'État à

¹ Rapport d'activité du mois d'avril 2012- le SPOD.

² « *Les organisations LGBT se forment au début des années 90. À partir de cette époque, nous avons vu une vraie mobilisation. J'ai une histoire de 15 ans de militantisme dans le mouvement. Au début, je ne pouvais même pas imaginer que je pourrais parler si ouvertement. Maintenant on est reconnu, on est visible ouvertement. C'est déjà très important.* » (tiré de l'entretien avec Yasemin Öz, accordé le 19 mai 2012).

³ Par exemple « LGBT Rights Platform » (2009) concerne six groupes LGBT: Hevjin Diyarbakir, *Kaos GL*, *Lambda* Istanbul, MorEL Eskisehir, Pembe Hayat, Pembe Uegen (Voir l'une de leurs publications en anglais : « *LGBT Rights Platform, Constitution of 1982 under the light of Yogyakarta Principles* », Istanbul, 2010).

⁴ Philippe-Schmerka Blasher, *Homosexualité en Turquie: De L'héritage musulman au mouvement associatif, Les mouvements sociaux dans le monde musulman contemporain- Regards croisés*, Université de Lausanne, 3-4 décembre 1999.

⁵ Seda Ercan: « Her 12 Kadından Biri Lezbiyen » (Une femme sur douze est lesbienne), *Actuel*, 12 novembre 1998.

ouvrir les institutions publiques au mouvement, avec de nouvelles formes de médiation et de représentation, sans pour autant modifier de façon significative la structure patriarcale et hétéronormative. Le mouvement LGBT est toujours la cible d'un acharnement judiciaire qui stigmatise ses « déviances ». La revue *Kaos GL* est souvent menacée d'interdictions, sous prétexte de pornographie. Ce climat répressif ne décourage cependant pas les militantEs LGBT, au contraire. Yasemin Öz indique que c'était une surprise pour les militantEs de devenir une association sans aucun procès : « *le niveau de la reconnaissance a déjà passé le seuil qui empêche le retour en arrière.* »¹

Nous avons tracé successivement les phases de vie des mouvements en question ; nous allons maintenant analyser comment elles sont possibles, autrement dit, les causes, les mécanismes et les ressources qui construisent ces phases.

¹ Tiré de l'entretien avec Yasemin Öz, accordé le 19 mai 2012.

Chapitre 2 : Convergence des mouvements sociaux dans un univers de contraintes et de pouvoir monopolistique

Tout au long du premier chapitre, l'étude de l'évolution du mouvement féministe, du mouvement LGBT, du mouvement des partis légaux kurdes et du mouvement pro-arménien apparu autour d'Agos a donné maintes occasions de vérifier que dans l'espace des luttes sociales en Turquie qui porte une pluralité de mouvements contestataires autour de différents buts, ces quatre mouvements sont ancrés dans la société malgré la disparité de leurs objectifs, de leurs trajectoires et de leurs bases respectives.

Ce deuxième chapitre examine les similitudes, et les points communs des quatre mouvements décrits précédemment, dont les différentes trajectoires se croisent sur plusieurs plans bien que chacune suive une voie qui lui est propre. Selon Lilian Mathieu, « *toute injustice ou toute menace ne suscite pas une indignation uniforme et ne débouche pas sur une mobilisation chez tous les agents sociaux, tant ceux-ci sont inégalement et différemment disposés à se laisser émouvoir ou interpeller par les offres d'engagement qui leur sont adressées.* »¹ Mais aussi, toute action collective s'inscrit dans une histoire politique. Et c'est à partir de la lecture que les militantEs produisent de cette histoire et de la configuration de l'espace du militant contestataire que peuvent se comprendre les stratégies mises en œuvre. Penser l'interaction entre les mouvements contestataires invite à s'interroger sur les conditions d'émergence et d'élaboration des causes, des objectifs, des mécanismes et sur l'interaction entre différents acteurs qui déterminent l'agenda politique.

L'exemple de la Turquie dévoile le caractère relationnel, donc dynamique, de l'action protestataire et montre qu'un univers de contraintes imposées par un pouvoir monopolistique, même s'il bloque l'action collective, peut également créer les circonstances politiques favorables aux alliances, même ponctuelles, entre divers mouvements contestataires en surmontant leurs divergences. Gilles Dorransoro insiste sur la « *centralité de la relation entre le régime politique et les mobilisations* »² en Turquie. La prise en compte de l'évolution des interactions entre État et mouvements contestataires³ permet de comprendre pourquoi ces mobilisations surgissent à tel moment précis, et par quels facteurs elles sont alimentées.

¹ Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 206.

² Gilles Dorransoro, *la Turquie conteste*, op. cit., p. 20.

³ « *Avec le développement de travaux centrés sur la diversité des modes de gestion étatique des conflits, le*

Anthony Obershall dit que, dans la poursuite de leurs buts, les mouvements protestataires *assemblent et investissent leurs ressources*.¹ Pour notre étude, afin d'analyser ces rassemblements et ces investissements, il faut tenter de déchiffrer, comme le dit Pierre Bourdieu, la « dialectique des dispositions et des occasions »². Il s'agira donc de distinguer comment celles-ci s'articulent en causes politiques et en vecteurs de transformations des résistances quotidiennes en mobilisations collectives³. Ce processus de cristallisation varie d'un mouvement à l'autre, mais les facteurs qui le déclenchent présentent néanmoins des caractéristiques très similaires.

Depuis le passage à un système pluraliste, c'est-à-dire, depuis les premières élections libres et l'alternance démocratique en 1950, la vie politique turque connaît une évolution rythmée par des cycles décennaux : 1960, avec le premier coup d'État militaire ; 1971, avec le deuxième coup d'État militaire ; enfin, 1980, avec le troisième. Entre les années soixante et quatre-vingt, le mouvement de gauche, massif, englobe dans sa stratégie l'ensemble des causes politiques défendues par l'opposition. La répression qui le frappe en 1980, lors du dernier coup d'État militaire, donne un relief inédit aux revendications basées sur la sexualité, le genre et les appartenances ethniques, qui prennent une place sans précédent dans l'opposition. Dans l'atmosphère particulière liée au coup d'État, les premières initiatives contestataires visent à *déclencher de nouveaux processus*.⁴ L'objet de ce chapitre est d'expliquer pourquoi ce déclenchement se met en place à un moment donné du temps et de déterminer si, et dans quelle mesure, ces initiatives ont réussi à inscrire des innovations dans le répertoire de l'action contestataire de l'espace des luttes sociales, en Turquie.

répertoire d'action des protestataires a commencé à être pensé en interaction avec celui des autorités. » (Hélène Combres et Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *art. cit.*, p. 1050).

¹ Anthony Obershall, *Social Conflicts and Social Movements, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall Inc, 1973, p.28.*

² Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux, op. cit.*, p. 226.

³ L'extension récente de la sociologie des mouvements sociaux à des contextes non démocratiques renouvelle l'intérêt pour la question des frontières entre résistances quotidiennes à l'autorité et contestation ouverte et, partant, entre résistance individuelle et mobilisation collective, dissimulation et affrontement ouvert. (Voir: Olivier Fillieule, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *Politique et Sociétés*, Volume 28, numéro 1, 2009.

⁴ « *C'est à l'agir qu'il revient en particulier de déclencher un processus, (...) qu'il revient de prendre un nouveau commencement, d'inaugurer quelque chose de neuf, de prendre l'initiative ou, pour le dire de façon kantienne, de commencer par soi-même une chaîne. Le miracle de la liberté consiste dans ce pouvoir-commencer.* » (Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique, op. cit.*, p. 43).

L'attention portée aux itinéraires des individus et plus particulièrement à la trajectoire de familles de ces mouvements permet de dégager un deuxième point commun : en effet, elles sont le produit d'un même mouvement contestataire qui les a précédées¹ : l'immense majorité des fondateurs et fondatrices de ces nouveaux mouvements sont en effet d'ancienNEs militantEs de gauche ou sont issuEs de familles situées dans l'opposition. (cf. tableau n : 5-6-7-8)

¹ Olivier Fillieule, « *De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ?* », art. cit.

Tableaux 5- 6-7- 8 : Les Trajectoires des familles de quatre mouvements à l'époque de leur émergence

Tableau 5 - La trajectoire des familles du mouvement féministe

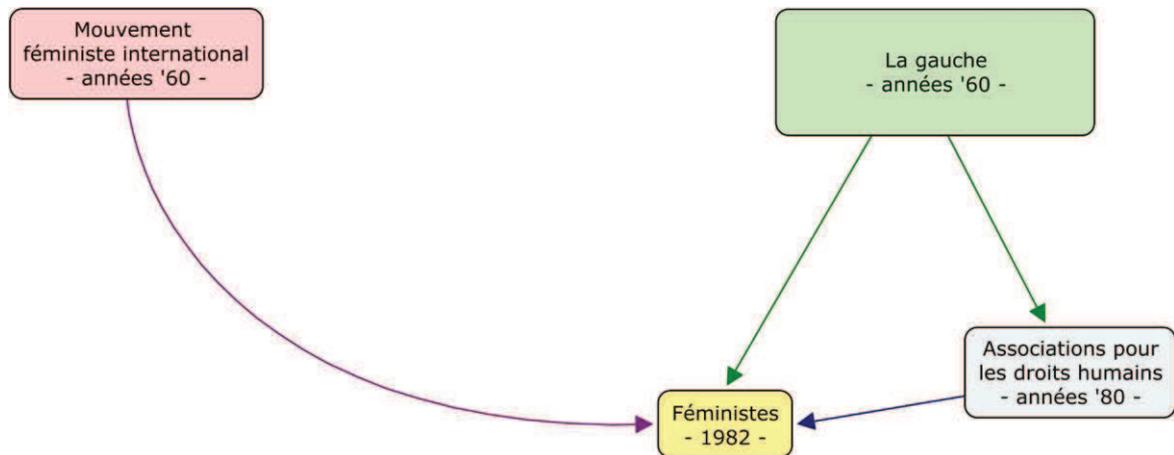


Tableau 6 - La trajectoire des familles du mouvement des partis légaux kurdes

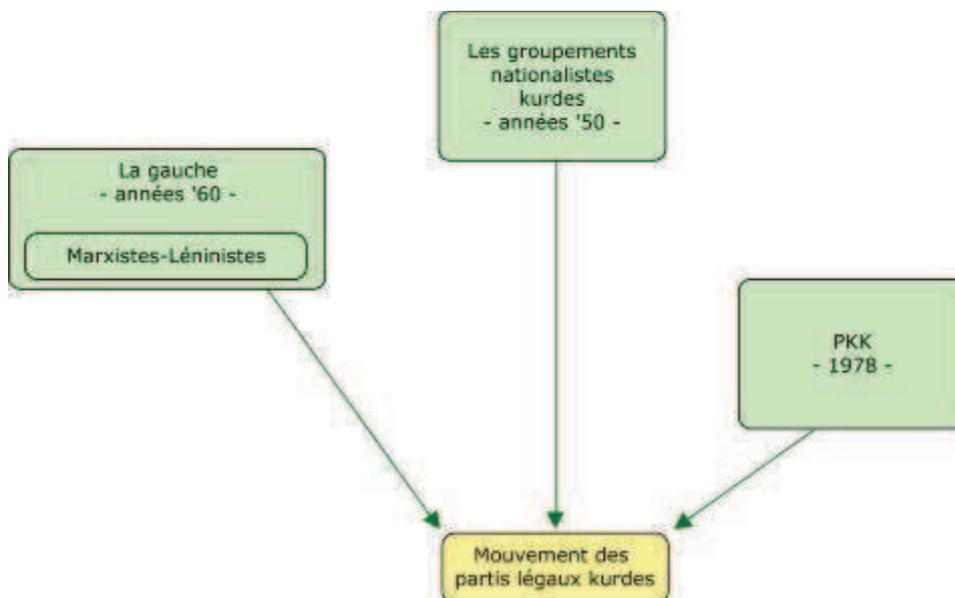


Tableau 7 - La trajectoire des familles du mouvement LGBT

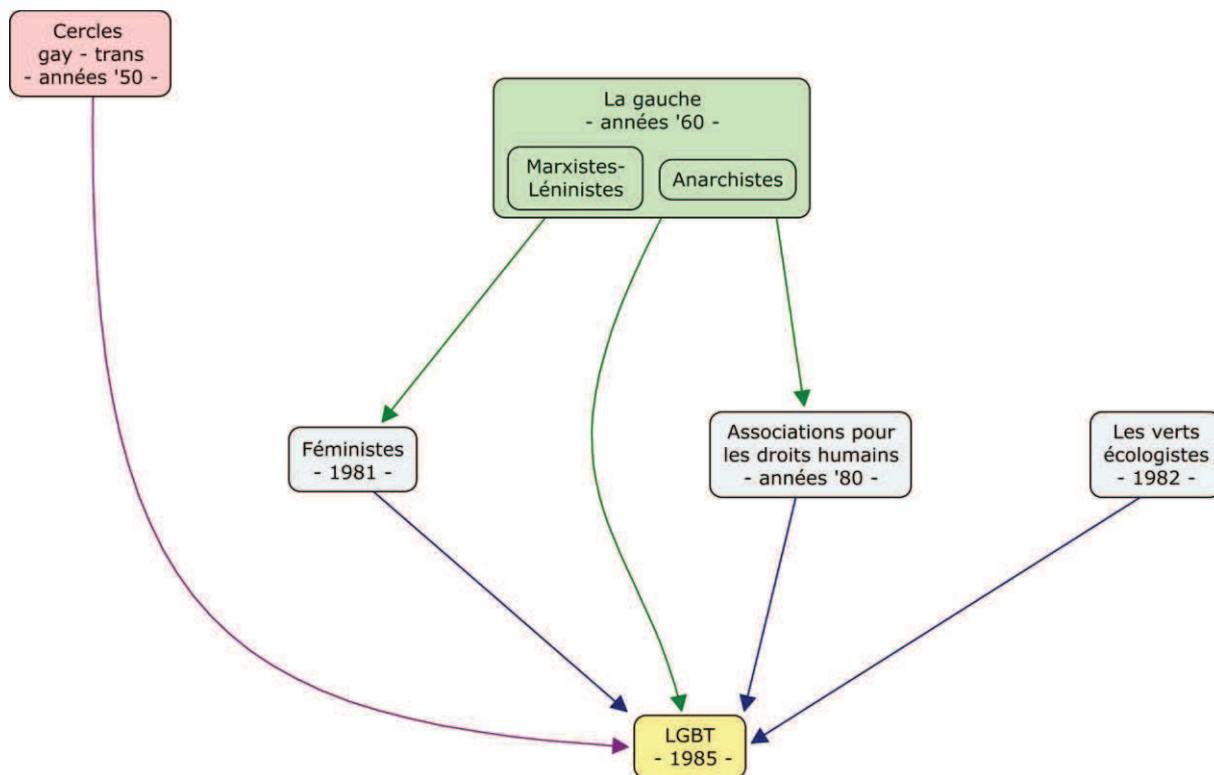
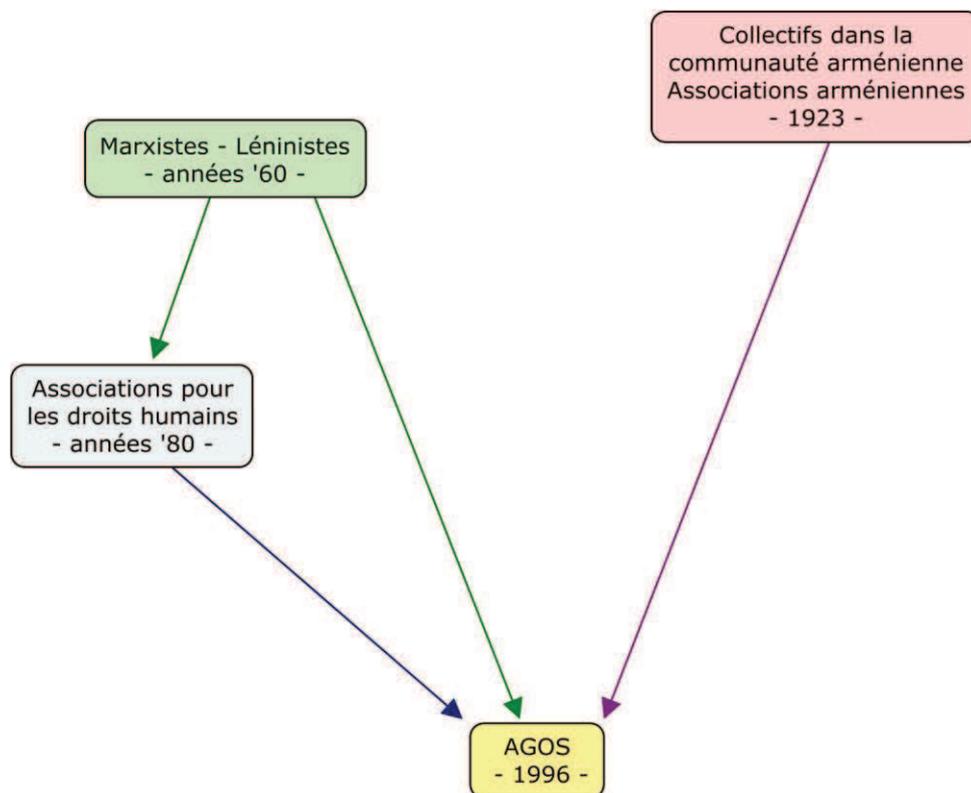


Tableau 8 - La trajectoire des familles d'Agos



Les mouvements étudiés ici ont donc une histoire parallèle et un *sous-répertoire*¹ commun. Au fil de leur évolution, ce dernier s'enrichira d'autres sous-répertoires alimentés, notamment, par les liens internationaux qu'entretient la dernière génération de militantEs. Un des enjeux de cette étude est de mettre en lumière les éventuels recoupements entre le répertoire du passé et celui du présent.

La remise en cause des fondements de l'État turc est le troisième point commun entre les quatre mouvements. Chacun, en effet, mais sous différents angles, a avancé une nouvelle définition de la citoyenneté en imaginant l'intégration de son monde particulier dans un monde monopolistique. Nous allons étudier en quoi ils remettent en cause les fondements de l'État turc et si ceci constitue un point de leur rapprochement. Au fil du temps et malgré leurs disparités, les conditions dans lesquelles évoluent ces différents groupes et la répression qu'ils subissent constituent le quatrième facteur favorable à leur convergence : ils se rapprochent et créent des relations inter-organisationnelles pour lutter plus efficacement.

La présente recherche se propose donc d'étudier les convergences entre les différents mouvements contestataires dans l'espace militant en Turquie en tenant compte de leurs interactions avec différents facteurs et sans « *chercher à définir par des frontières les choses importantes.* »² Ainsi définie, l'approche adoptée devrait faciliter l'analyse de leurs existences à la fois autonomes et interdépendantes, sans sacrifier sa complexité.

¹ Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 500.

² Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, op. cit., p. 98.

1. Remise en cause des fondements de l'État turc

«Le pouvoir se présente aux individus sous nom d'universel, sous nom de la raison dans la réalité.»¹

La spécificité du régime répressif turc est contenue dans la définition constitutionnelle de la citoyenneté républicaine : le monisme prévaut dans tous les domaines, celui de l'ethnicité, des modes de vie et tenues vestimentaires, des relations entre les sexes.² Quiconque s'écarte des normes établies par les fondateurs de la République est immédiatement perçu comme dangereux, destructeur, voir ennemi³. Selon Gilles Dorronsoro, ce régime s'appuie sur une « méta-idéologie sécuritaire »⁴, c'est-à-dire la réitération de sa légitimité dans tous les domaines jointe à l'obsession de la sécurité et de l'unité nationale. Fuat Keyman estime pour sa part que l'État-nation est le vecteur la modernisation de la Turquie et montre comment la modernisation économique et culturelle peut être réalisée par la voie de l'État.⁵

Représentant symbolique de la Nation, l'État turc construit et consolide son pouvoir au moyen d'un langage mythologico-religieux⁶ qui a pour effet de clore tous les débats.⁷ Face à lui, les mouvements contestataires aux parcours très différents qui sont au centre de cette recherche ont évolué dans le même contexte, créent des complémentarités et, grâce à leur volonté et à leur persévérance, ils sont parvenus à affirmer leur existence et leur contribution à la vie commune.

¹ Max Horkheimer, *Aydınlanmanın Diyalektiği*, Istanbul, Kabalcı, 1995, p.39.

² En Turquie, le mot citoyenneté n'a pas son équivalent exact. Il englobe le sens de compatriote. C'est le sens utilisé par l'État mais à travers les luttes sociales, aujourd'hui le sens a évolué.

³ « *Le pouvoir privilégie plutôt un travail de propagande visant à forger des protestataires une image d'ennemis intérieurs manipulés par des agents de l'étranger.* » Hélène Combres et Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *art. cit.*, p. 1049) Voir aussi : Etienne Copeaux, « Le consensus obligatoire », in Isabelle Rigoni (dir.), *Turquie : Les mille visages. Politique, religion, femmes, immigration*, Paris, Syllepse, 2000, pp. 89-104.

⁴ Gilles Dorronsoro, *la Turquie conteste*, *op. cit.*, p. 23.

⁵ Fuat Keyman, *Turkish Politics in a Changing World: Global Dynamics and Domestic Transformations*, Istanbul, Editions de l'Universite de Bilgi, 2007.

⁶ Au dire d'Etyen Mahçupyan, journaliste arménien : « *L'État met la République à distance. Le Président de la république le montre en répétant sans arrêt ce discours : 'La plus grande réussite de la République, c'est elle-même.'* » (Etyen Mahçupyan, « la République », *Radikal*, 23 Septembre 1998).

⁷ « Dans cette mythologie, l'État Turc n'était pas un état quelconque mais une qualité en soi. » (Tanıl Bora, *Sol, Sinizm* ; Istanbul, İletişim, 2006, p. 63).

A) Nous ne sommes pas Turcs mais citoyenNES de la Turquie

Les mouvements créés autour d'Agos et du mouvement des partis légaux kurdes se rejoignent sur une redéfinition de la citoyenneté qui remet en cause les fondements identitaires et sociologiques de la République de Turquie. Quel est le sens de cette remise en cause de la définition de la citoyenneté ? Pourquoi la République de Turquie se fonde-t-elle en premier lieu sur cette définition particulière de la citoyenneté ? En quoi l'emploi des termes « génocide » et « autonomie » la menace-t-il ? Pour bien saisir la portée de la déconstruction ainsi opérée par les mouvements contestataires, il est nécessaire de revenir sur les circonstances historiques qui ont précédé l'instauration de la République en 1923 et qui révèlent que ce pays était alors multiculturel, multilinguistique et surtout multireligieux.¹ Les communautés non musulmanes, par exemple, avaient des structures économiques, sociales et culturelles autonomes régies selon leur propre droit. Il s'agit du système des « millets »² qui désignait les communautés religieuses. C'est une autonomie non territoriale dans la mesure où les sujets ottomans des différentes régions appartenaient à une même nation selon leur confession, gouvernés par le chef religieux de la communauté, « Millet Başı ».³

Dans ce contexte, la communauté kurde, seule communauté musulmane relativement autonome, s'est élargie au XIXe siècle, après plusieurs actions de résistance des tribus kurdes.⁴ À partir du début du XIXe siècle, sous l'effet conjugué de l'affaiblissement de

¹ En 1894, année de parution du *Bulletin des Nouvelles*, on dénombrait sur le territoire de l'empire 2046 quotidiens et journaux dans 22 langues différentes. En 1908, la composition du Parlement reflète cette pluralité ethnique : « Pour ce qui est de l'origine ethnique, il y avait 147 Turcs, 60 Arabes, 27 Albanais, 14 Arméniens, 10 Slaves, et 4 Juifs parmi les députés au Parlement ottoman. Mais il est remarquable que les documents officiels ne fassent pas mention des Kurdes, qui sont présentés comme Turcs. (...) Les chefs des tribus kurdes étaient fidèles à l'autorité du sultan ottoman. » (Tark Ziya Ekinci, *Kürt Siyasal Hareketinin Sınıfsal Analizi*, İstanbul, Ed. Sosyal Tarih, 2011, p. 21).

² Pour plus de détails sur le système des « millets » voir Samim Akgönül, « La naissance du concept de minorité en Europe » in Jean-Pierre Bastian, Francis Messner (dir.), *Minorités religieuses dans l'espace européen : approches sociologiques et juridiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007, pp. 37-62.

³ Les membres de ces communautés gagnent leur vie grâce au commerce et à la production manufacturée. (Pour plus d'informations, voir : Özdoğan Karin Karakaşlı, Ferhat Kentel, Füsün Üstel, Günay Göksu Özdoğan, *Türkiye'de Ermeniler/ Cemaat-Birey-Yurttaş (Les Arméniens en Turquie)*, op. cit., p. 124-126). Les réformes administratives regroupées sous le nom de « Tanzimat » (« réorganisation ») et la nouvelle constitution Kanun-i Esasi, autorisent les non musulmans à entrer dans la fonction publique et les rend éligibles dans les assemblées locales et régionales. (Voir, Raymond Krikorian, *Armenians in the Service of the Ottoman Empire, 1860-1908*, Routledge & Kegan Paul, London, 1977 ; Voir aussi : Raymond Krikorian et Paul Paboudjian, *Les Arméniens dans l'Empire ottoman à la veille du génocide*, Paris, Arhis, 1992).

⁴ Les seigneurs kurdes, sont des chefs de guerre qui disposent des pouvoirs politiques, sociaux et juridiques. Le gouvernement central leur délègue le contrôle de la région. Au début du XXe siècle, des intellectuels kurdes créent la fondation de Kürt Teavün et Terrakki (1908) qui revendique le droit à l'éducation en langue kurde. Elle

l'Empire et du nationalisme européen, les particularismes ethniques et religieux sont de plus en plus perçus comme dangereux. La masse musulmane pauvre, contrainte à participer aux guerres « pour l'Islam », n'a aucun accès à l'éducation, et ni les seigneurs, ni l'État ne se préoccupent de son sort. La situation des non-musulmans est différente, qui, pour la plupart, appartiennent à la population arménienne et orthodoxe et sont des commerçants, des petits industriels, des artisans, et des travailleurs. Pour sa sécurité, l'État interdit aux non-musulmans de porter des armes et ils n'ont pas le « droit » de participer aux guerres. En revanche, ils bénéficient d'une formation scolaire. Cette différence de traitement entre les populations va servir de ferment à la violence nationaliste. (cf. encadré n : 1)

Encadré n° 1 : Les persécutions

Le 30 septembre 1895, des milliers d'Arméniens manifestent à Istanbul pour réclamer les réformes qu'on leur avait promises. La répression de cette manifestation est telle que, les Arméniens doivent se réfugier dans les églises. Même si, devant les réactions internationales, l'État ottoman promet de concrétiser quelques promesses de réformes, entre les années 1892-1894, la « cavalerie légère de Hamidiyye »¹, attaque à plusieurs reprises les Arméniens anatoliens. Les sources² font état de milliers de morts, de viols et de pillages. Pour Yves Ternon, ces violences instituent « le cambriolage organisé, le crime légalisé et le viol rémunéré avec les répétitions désespérantes. »³ En 1896, le comité central du Parti Dachnak, parti arménien, déclare que « la patience des peuples opprimés a une limite et est à bout et que la colère va exploser. » L'occupation de la Banque Ottomane par des militants arméniens, en 1896, est un exemple de manifestation de cette colère. En représailles, un quartier arménien d'Istanbul sera mis à sac et beaucoup de ses habitants tués.⁴

sera fermée par le gouvernement en 1909 mais d'autres initiatives voient le jour : la fondation de *Kurd Neşr-i Maarif* (1910), la *fondation des militants de Kurdistan* (1912), l'association *des étudiants kurdes-HEV* (1912) des revues comme *Cemiyet Roj Kürdi* et *Hatevi Kurdi*. La Première Guerre mondiale interrompt ces activités. Après la guerre, de nouvelles organisations apparaissent : la *Fondation du Kurdistan* (1918), la *Fondation pour la souveraineté de Kurdistan* (1919), le *Parti de la nation kurde* (1920), la *Fondation des femmes kurdes* (1919), la revue *Jin*.

¹ Voir: Pınar Selek, *Barişamadık*, Istanbul, İthaki, 2004, p. 93.

² Voir: Taner Akçam, *Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque*, Paris, Denoël, 2008, p. 491; Tuba Çandar, *Hrant*, Istanbul, Everest, 2008 ; Yves Ternon, *The Armenians: Histoire of a Génocide*, Sherman Oaks, Californie: Caravan Books, 1981.

³ Yves Ternon, *The Armenians : History of a Génocide*, op. cit., p. 56. Stefanos Yerasimos, en se référant aux documents du Consulat Français de l'époque, rappelle que les attaques de Sasun ont à elles seules fait 7550 morts. (Stefanos Yerasimos, *Az gelişmişlik sürecinde Türkiye*, Istanbul, Belge, Tome 2, 2000, p. 393).

⁴ Karin Karakaşlı, Ferhat Kentel, Füsün Üstel, Günay Göksu Özdoğan, *Türkiye'de Ermeniler/ Cemaat-Birey-Yurttaş (Les Arméniens en Turquie)*, op. cit., p. 143.

En 1908, le parti *İttihat Terakki (Union et progrès)* accède au pouvoir sur un programme prévoyant un assouplissement du régime, tandis que ses cadres panturquistes se rapprochent du Touranisme, tendance nationaliste qui défend des thèses ethno- raciales de réunification de tous les « Turcs », la turquification des musulmans notamment balkaniques et enfin la suppression des non-musulmans.¹ Durant la Première Guerre Mondiale, les Arméniens sont désignés comme « traîtres » et la décision qui ordonne leur déplacement sera le prétexte du génocide arménien. Environ 800 000 Arméniens sont tués sur la route entre avril 1915 et juillet 1916. Jusqu'à la fin de la guerre, le nombre de morts augmente encore.

Après la guerre de libération qui va créer, en 1923, la République de Turquie, le nouveau régime kémaliste s'édifie sur la base d'une nouvelle entité : la Nation, à entendre ici non au sens de contrat social « *fondée sur le sol et une langue commune* »² ou « *le désir de vivre ensemble* »³, mais comme construction idéologique et un projet politique, donc « *imaginaire.* »⁴ La construction de la Nation turque est basée sur la conception ethnoconfessionnelle, sur un territoire ruiné et vidé d'une importante population : l'État-nation est fondé sur l'extermination des chrétiens et sur le refuge des musulmans du Caucase et des Balkans en Anatolie. Un échange obligatoire de populations en 1923 entre la Turquie et la Grèce, oblige la plupart des Grecs⁵ et des autres non musulmans à quitter le pays, y compris les orthodoxes turcophones⁶. Malgré les promesses durant les alliances,⁷ la proclamation de la Constitution de 1924 qui adopte le principe de « langue unique, nation unique, État unique », comporte deux modifications pour les Kurdes : « *l'élimination du principe de l'autonomie qui était reconnue par la Constitution de 1921 et la définition de la citoyenneté qui nie principalement les Kurdes et les autres minorités musulmanes.* »⁸ L'État met en place les déplacements forcés, taxations, interdiction de parler en kurde, modification des patronymes. Ces mesures entraînent des révoltes kurdes, souvent réprimées dans le sang. (cf. encadré n : 2)

¹ Voir: Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie*, Paris, Tallandier, 2013, pp. 221-295.

² Patricia Rehm, *Herder et les Lumières. Essai de biographie intellectuelle*, Hildesheim, Olms, 2007.

³ Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation?*, présentation de Raoul Girardet, Paris, Imprimerie nationale, 1996.

⁴ Selon Anderson, la nation est une communauté imaginaire : « *indépendamment des inégalités et de l'exploitation qui peut y régner, la nation est toujours conçue comme une camaraderie profonde, horizontale* » Benedict Anderson, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996, pp.19-20.

⁵ Juste avant la Première Guerre Mondiale, les 100 000 Grecs qui résident en Anatolie sont déportés dans les îles de la mer Égée (Voir: Samim Akgönül, *Türkiye Rumları (les Roums en Turquie)*, İstanbul, İletişim, 2007).

⁶ Voir : *ibid.* Voir aussi : Baskın Oran, *Recit d'un deporté arménien*, İstanbul, Turquoise, 2008.

⁷ Voir : Mesut Yeğen, *Son Kürt isyanı*, İstanbul, İletişim, 2011, pp. 24-25.

⁸ Tarık Ziya Ekinci, *Kürt Siyasal Hareketinin Sınıfsal Analizi, op. cit.*, p. 25.

Les échecs successifs de l'armée ottomane, le renversement de l'empire et l'occupation du pays forment un terreau fertile pour le nationalisme turc. Le citoyen turc de base, dépourvu de biens et de savoir-faire, ignorant des arcanes de la nouvelle capitale Ankara, devient le levier principal du nouvel État : « *nous sommes Turcs. Nous sommes turquistes. Et nous continuerons d'être turquistes. C'est une question de sang et une question aussi de culture et de conscience !* »¹

Ce levier providentiel est créé de toutes pièces par l'Institut de la langue turque (TDK) et l'Institut de l'histoire turque (TTK) qui construisent une nouvelle langue, et réinventent une histoire écrite avec l'alphabet latin. Les symboles culturels remémorant le passé sont interdits.² Cette gigantesque opération d'homogénéisation et d'assimilation a des conséquences différentes pour les communautés ethniques, selon qu'elles sont, ou non, de confession musulmane³. Les Kurdes en particulier, à qui l'État ne reconnaît pas le statut de minorité, n'auront ni le droit de s'identifier en tant que tels ni celui de s'exprimer

Encadré n° 2 : Les résistances et les massacres

Même si, en 1925, « la révolte du cheikh Saïd »⁴ s'achève sur une défaite sanglante suivie d'un déplacement forcé, les militants de l'association kurde Teali et de son journal⁵ préservent leur organisation en s'exilant en Iran et en Syrie et ils se réunissent avec les organisations kurdes au sein de l'Association Xoybun. En 1926, les tribus dans la région d'Ağrı se soulèvent sous le commandement d'İhsan Nuri. En 1930, la révolte est brisée par une opération militaire qui fait 15 000 morts.⁶ La presse turque qualifie les Kurdes de « rebelles sauvages » (le quotidien Aksam, « Le soir dans les villes de L'Est », 1er Septembre 1930). Le président İnönü proclame : « Dans ce pays, seule la nation turque a le droit de se réclamer des droits afférents à la nation et à la race. Les autres, non. » (le quotidien Milliyet, 31 août 1930) La cour « de l'Indépendance » et la loi « Takrir-i Sükun » (Loi de silence) promulguée en 1925 sont expressément dirigées contre les opposants. (Ismail Göldaş, *Takrir-i Sükun Görüşmeleri*, İstanbul, Ed. Belge, 1997) En 1934, la loi d'installation rendra les déportations et la turquisation des noms de village systématiques. La désobéissance pacifiste à Dersim est réprimée ; son leader Seyit Rıza et des dizaines de milliers de personnes sont tuées, plusieurs villages sont déplacés par force.

¹ Propos au parlement de Şükrü Saraçoğlu, 7^e président du parlement.

² Etienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque, 1931-1993*, Paris, CNRS Éditions, coll. Méditerranée, 1997.

³ Voir: Füsün Üstel, *Makbul Vatandaş'ın Peşinde*, op. cit. ; Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie*, op. cit.

⁴ La rhétorique en vigueur à l'époque la présente comme le résultat d'« une provocation anglaise ».

⁵ Par exemple, Celadet Bedirxan, Kamuran Bedirxan, Dersimli Baytar Nuri, Selim Mahmut, Dr. Ahmet Nafiz etc.

⁶ M. Kalman, *Ağrı Direnişi*, op. cit., pp. 32, 70-71.

dans leur langue jusqu'aux années 2000, alors que sur le territoire de Turquie ils représentent environ quinze millions¹ de personnes. Durant la période de construction de la République, la Turquie a une population de 13 millions d'habitants, dont 1 184 446 parlent kurde, 119 822 grec, 64 745 arménien², mais tous ceux-là doivent réserver l'usage de leur langue maternelle à la vie privée.

L'ensemble des mesures alors adoptées favorise l'assimilation rapide des communautés musulmanes minoritaires, comme les Tcherkesses, les Géorgiens, les Bosniaques, les Pomaks, les Arabes, les Dagestanais. En revanche, les non-musulmans, non-assimilables en tant que minorités en raison du *Traité de Lausanne* (1923), accepté sous la contrainte après la Première Guerre Mondiale,³ sont forcés à s'exiler dans une politique systématique des années 1940 aux années 1990. Le principe de l'égalité républicaine ne s'applique qu'aux Turcs identifiés comme tels, qui sont considérés comme des citoyens égaux entre eux. Dans les espaces publics sont collées des affiches explicites: « *les Turcs ont seulement des amis turcs. Les Turcs n'ont pas d'amis non-turcs !* ».⁴ L'identité nationale est inculquée de force à la société et cet apprentissage légitime la violence.⁵ Les formules martelées par la rhétorique officielle – « briser les mains qui se lèvent sur l'État », « punir les traîtres » ou « l'ennemi intérieur » – et de nouvelles insultes apparaissent comme « *rejeton d'arménien* » ou bien « *bâtard de roums*. »⁶ L'antisémitisme est popularisé. La propagande exploite la caricature du « Juif », avare et responsable de la montée de l'athéisme et du communisme. La « liquidation » orchestrée pour récupérer les capitaux des non-musulmans est menée à son terme. (cf. encadré n : 3) Les non-musulmans, qui représentaient 12,78 % de la population en 1927, ne sont plus que 6.5 %⁷ en 1965 et il n'y a plus, aucun député non-musulman au

¹ Les résultats des enquêtes indiquent entre onze millions et vingt millions (voir: Bekir Agirgir, « Kürtlerin nüfusu 11 milyonda », *Radikal*, 21.12.2008; Ayse Hür, « Kürt nüfusu, tahminler ve gerçekler », *Taraf*, 26.12.2010).

² Mesut Yeğen, *Son Kürt isyanı*, op. cit., voir aussi: Fuat Dündar, *Modern Türkiye'nin şifresi*, Istanbul, İletişim, 2010.

³ Le traité de Lausanne, articles 39-44- Cf. section III, protection des minorités, article 37 à 45. Conférence de Lausanne sur les Affaires du Proche-Orient (1922-1923), Actes signés à Lausanne le 30 janvier et le 24 juillet 1923, Paris, Imprimerie Nationale, 1923.

⁴ A. Sırrı Levend, député, (1923-1930) au cours de la cérémonie du dixième anniversaire de la République, proclame : « seuls aiment la République ceux qui se comportent en citoyens dignes d'elle. » (Tanıl Bora, *Medeniyet Kaybı (Perte de civilisation)*, Istanbul, İletişim, 2006, p. 31).

⁵ « Pour faire la révolution, la violence est souvent nécessaire. Quand vous changez les choses, vos opposants peuvent utiliser des armes, parfois aussi des livres. Si vous ne les combattez pas, vous ne pourrez pas faire la révolution ni maintenir vos résolutions. » (Recep Peker, *İnkılâp Dersleri*, op. cit., p. 19).

⁶ Samim Akgönül, *Türkiye Rumları (les Roums en Turquie)*, op. cit.

⁷ Karin Karakaşlı, Ferhat Kentel, Füsün Üstel, Günay Göksu Özdoğan, *Türkiye'de Ermeniler/ Cemaat-Birey-Yurttaş (Les Arméniens en Turquie)*, op. cit., p. 160.

parlement.¹ La population kurde subit une assimilation forcée mise en œuvre au moyen de stratégies éducatives, religieuses et politiques. Il s'agit là du passage d'un empire cosmopolite à un État-nation monolithique. Giles Dorronsoro attire l'attention sur la peur d'un complot qui pourrait diviser le pays : en parlant de « *la crainte qui sous-tend l'attitude turque quant à la reconnaissance du génocide arménien et la question kurde.* »² Animé par cette crainte, le régime engendre de lui-même une succession de coups d'État malgré les progrès démocratiques. Le pouvoir maintient un état d'urgence quasi permanent : tous les lundi matin, dans les écoles les élèves rassemblés entonnent le slogan « *Heureux à celui qui dit : je suis Turc* », suivi de cette promesse : « *que mon existence soit un cadeau à la vie turque !* ». Ce « serment » est supprimé en 2013.

Encadré n° 3 : « Impôt sur la fortune »

L'impôt sur la fortune est concomitant du développement du nazisme en Allemagne.³ Au cours de la Deuxième Guerre Mondiale, le 11 novembre 1942, à l'unanimité, 350 députés de l'Assemblée nationale turque, votent la loi de « l'impôt sur la fortune » qui pénalise fortement toutes les minorités. Les personnes dans l'incapacité de payer cet impôt sont déportées au camp de travail d'Aşkale. Spoliés de leurs biens, les membres de ces minorités ont des conditions de résidence extrêmement difficiles.⁴ En 1964, au cours de la crise politique avec Chypre, la campagne nationaliste cause le départ de 40 000 Roums.⁵

¹ Tanıl Bora, *Sol, sinizm, pragmatizm, op. cit.*, p. 90.

² Gilles Dorronsoro, *Que veut la Turquie*, Paris, Autrement, 2009, p. 10-12.

³ Rıdvan Akar, *Aşkale Yolcuları*, İstanbul, Méphisto, p.174; Rifat Bali, *Affaire Impôt Sur la Fortune*, İstanbul, Libra, 2010.

⁴ Le but est ainsi énoncé dans le rapport (1944) du 9e Bureau de la République : « *L'Anatolie doit être nettoyée des Arméniens. On peut les déplacer à İstanbul. Ainsi, il sera possible de contrôler leur croissance démographique. (...) Notre deuxième objectif est de nettoyer İstanbul de tous les roums d'ici au 500e anniversaire de la Conquête d'İstanbul.* » Recep Peker, député du CHP précise l'idéologie qui sous-tend cette opération : « *corriger les fautes avec franchise.* » (*ibid.*, p. 167-168) Cette « correction » est exemplifiée par les événements des 6 et 7 septembre 1955 qui font une dizaine des morts et qui causent la destruction de 4348 boutiques, 2000 maisons, 27 pharmacies, 21 usines, 110 restaurants, 73 églises, 26 écoles, 5 clubs de sport, 2 cimetières. (Voir : Samim Akgönül, *Türkiye Rumları, op. cit.*, p. 274-283-284).

⁵ Le journaliste Kadircan Kafli écrit ainsi : « *Bien sûr, parmi les Grecs, il y a quelques bonnes personnes. Mais si peu ! Ces exceptions ne changent pas notre vision.* » (Kadircan Kafli, *Tercüman*, 28 janvier 1964).

Malgré la mémoire du génocide :

Obstinément nié par l'État turc, la mémoire du génocide arménien inspire en fait les discours nationalistes¹ désignant les Arméniens comme les ennemis dans l'histoire de la lutte pour l'indépendance, conformément à la légende fondatrice de la République.²

Les Arméniens qui portent le poids du péché de la « *collaboration avec les forces impérialistes* »,³ disposent néanmoins du statut reconnu aux minorités selon les termes du *Traité de Lausanne* (1923).⁴ Mais la communauté arménienne très restreinte demeurée en Turquie (environ 60 000 personnes⁵) et qui a perdu la plupart de ses biens, à la différence de la diaspora et des citoyens vivant en Arménie⁶, se dissimule à l'ombre de l'Église et du patriarche⁷, dans le seul souci de « survivre ».

De nombreux travaux soulignent combien la répression peut décapiter un mouvement et freiner les velléités activistes.⁸ Le génocide et les coercitions nationalistes paralysent la

¹ « La reconnaissance du génocide arménien n'est pas, ou pas seulement, une question historique : elle constitue un enjeu moral, économique, voire territorial, pour la Turquie contemporaine. » (Gilles Dorronsoro, *Que veut la Turquie*, *op. cit.*, p. 14).

² Voir : « Ders kitaplarındaki düşman ifadeler » (Les expressions « ennemi » dans manuels scolaires), *Agos*, 22 Janvier 2012, www.agos.com.tr; « Ermeni-Kürt İşbirliğinin İcyüzü », www.turksolu.org/84/kapak84.htm ; « Apo'nun Papazı » (« Le prêtre d'Apo »), *Akit*, 01.06.2011 ; Etienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque*, *op. cit.*

³ Selon Gérard Libaridian, les différences de classe entre Arméniens s'effacent après 1915. Selon lui, la notion de victimisation est partagée par tous les Arméniens indépendamment de leur appartenance de classe. (Gérard Libaridian, « Nation and Fatherland in Nineteenth Century Armenian Political Thought » in *Armenian Review*, Autumn, 1983, pp. 71-72).

⁴ Le traité ne cite pas nommément les Arméniens mais il spécifie les droits des minorités non musulmanes en ce qui concerne la pratique religieuse et l'éducation (Voir : Le traité de Lozan, articles 39-44- Cf. section III, protection des minorités, article 37 à 45. Conférence de Lausanne sur les Affaires du Proche-Orient (1922-1923), Actes signés à Lausanne le 30 janvier et le 24 juillet 1923, Paris, Imprimerie Nationale, 1923).

⁵ « Les estimations de la population arménienne de Turquie varient entre 60 000 et 80 000 », (Anne-Laure Zwillling, « La minorité arménienne de Turquie », Mineurel - Minorités Religieuses en Europe, www.mineurel.info, 2008. Voir aussi : Bertrand Buchwalter ; « Portrait de la communauté arménienne d'Istanbul », novembre 2002, in *Les relations turco-arméniennes : quelles perspectives ?*, Les dossiers de l'IFEA 12, Programme de recherche « Turquie-Caucase-Mer Noire », Istanbul, IFEA).

⁶ Voir : Claire Mouradian, *L'Arménie*, Paris, Que sais-je ? PUF, 1995.

⁷ Le seul représentant politique de la communauté arménienne est le Patriarche (*patrikhane*) qui fait figure de « point d'ancrage » au sein de la communauté arménienne de Turquie et vis-à-vis de l'extérieur, comme à l'époque ottomane, de façade institutionnelle de la communauté. Interlocuteur privilégié (et même unique) du pouvoir pour tout ce qui concerne les affaires de la communauté arménienne. Le Patriarche est aussi le représentant de la communauté arménienne auprès des autres pays et reçoit les délégations internationales au nom des Arméniens de Turquie. Le rôle reconnu à cette personnalité religieuse présente ainsi les Arméniens comme une minorité religieuse.

⁸ Johan Olivier, « State Repression and Collective Action in South Africa 1970-84 », *South African Journal of*

population arménienne qui, dans l'attente d'une reconnaissance de sa « fidélité »¹ à la République ne conteste pas son exclusion du champ politique. Son statut de minorité, suite aux accords internationaux signés, n'est pas pris en compte par les représentants de l'État turc² qui la contraignent à une existence invisible, marginale et sans voix. Elle se structure socialement autour de l'Église grégorienne et de son patriarcat. Le statut de minorité religieuse étant sa seule planche de salut, l'éducation, la culture, la vie sociale et politique s'organisent à partir des institutions religieuses. Jusqu'aux années 1990, les Arméniens, « *en essayant de faire vivre leurs mémoires ont dû prouver leur 'fidélité' dans le cadre d'une citoyenneté assimilatrice. La communauté arménienne n'a pas posé problème aussi longtemps qu'elle est restée invisible.* »³

Publication officiellement autorisée, la revue *Agos*, a ouvert la voie à la contestation légale pour la cause arménienne après le génocide.⁴ Elle entre dans le cas de figure décrit par Erik Neveu lorsqu'il écrit : « *les mouvements peuvent se trouver devant la contrainte de 'traduire' leurs revendications et actions dans des formats correspondant aux temps et aux exigences de simplification, de force visuelle des médias.* »⁵ Devant l'impossibilité de s'organiser et de défendre la cause arménienne sur la scène politique, les militants ont le choix entre deux options évidentes : soutenir clandestinement un des groupes de la diaspora ou bien soutenir un des groupes politiques en Turquie. Le mouvement né autour d'*Agos*, lui ouvre, une troisième voie en se positionnant clairement contre le nationalisme, contre la domination

Sociology, 22, 1991, pp. 109-117.

¹ Sarkis Saropyan, collaborateur de l'hebdomadaire *Agos*, écrivait ainsi récemment : « *parfois, quand je dis que je suis un Arménien, je me demande si, par hasard, je ne suis pas en train de m'insulter* », Voir : Bertrand Buchwalter, « Les relations turco-armeniennes : quelles perspectives ? » (2002), in *les dossiers de IFEA*, série : la Turquie aujourd'hui, Istanbul no : 12, 2002.

² « *On a voulu garantir la reconnaissance des droits citoyens des trois minorités religieuses. C'était une réponse au génocide. Comme la Turquie refusait de reconnaître ce passé, elle a préféré considérer la convention de Lausanne comme un privilège accordé aux Arméniens par générosité. Aujourd'hui encore, le Premier ministre tient ce discours lorsqu'il parle des « minorités de Lausanne ». S'adressant aux Kurdes, il dit des autres minorités : 'ce sont les minorités de Lausanne, tandis que vous, vous êtes nos citoyens de premier rang.' Cette distinction est un indice de l'écart de traitement entre les Kurdes et les Arméniens.* » (tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı, accordé le 1 avril 2012).

³ Karin Karakaşlı, Ferhat Kentel, Günay Özdoğal, Füsün Üstel, *Les Arméniens en Turquie*, op. cit., 25.

⁴ La seule mémoire de résistance est celle, armée, existant avant le génocide. Comme on l'a vu plus haut, la résistance menée par le parti Hentchak, le parti Dachnak, le parti Armenikan et par les révolutionnaires anatoliens, même si elle a échoué, est restée comme une mémoire de la résistance au nom des Arméniens en Turquie. Mais à part ASALA, l'organisation clandestine, responsable d'une série d'actions violentes, qui n'a pas eu une aile légale et qui n'a pas pu mobiliser la population arménienne en Turquie ou en diaspora, aucun autre mouvement de résistance n'a vu le jour.

⁵ Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique*, op. cit., p. 508.

de l'État turc et du Patriarcat arménien et il déconstruit les codes habituels, déterminés par une situation conflictuelle et voués à l'entretenir. Novateur, le mouvement social évoluant autour d'*Agos* déclenche un processus qui n'a été jamais tenté ni exprimé auparavant en Turquie.

Pour Karin Karakaşlı, écrivaine, journaliste et directrice d'*Agos*, l'expression « sortir de l'impasse » est une clé de la politique d'*Agos*.¹ Dans une structure socio-politique qui incite au nettoyage des « éléments non-musulmans », l'impasse consiste à toujours se référer à la mémoire du génocide, à la mémoire des violences nationalistes, aux actuelles discriminations et attaques nationalistes. Karakaşlı explicite ainsi les intentions du mouvement: « *dans le pays, tout était contre nous. Tout nous obligeait à nous taire ou bien à nous révolter de façon réactionnaire. Au milieu d'une telle hostilité, c'était comme un rêve de parler, de vivre ensemble. Même croire à la possibilité de s'exprimer, de se faire entendre semblait une utopie.* »²

La première difficulté à surmonter, pour les fondateurs et fondatrices d'*Agos*, est le cloisonnement de la communauté arménienne. L'hebdomadaire se fixe pour but non seulement de créer des liens au sein même de cette communauté, mais aussi de construire des ponts avec la majorité turque. Il est donc bilingue : c'est le premier journal à s'exprimer simultanément en langues turque et arménienne et à oser ainsi opérer ce rapprochement. Tant que la Turquie refuse de reconnaître le génocide arménien, il est évident que vivre ensemble n'est pas possible. Alors, pour parvenir à cette reconnaissance, qui est un sous-objectif pour *Agos*, les militantEs veulent dépasser les tabous et déjouer les pièges des discours nationalistes, des préjugés construits. Selon les fondateurs et fondatrices, pour envisager clairement l'Histoire³, il faut éviter de « *se ranger à tout prix dans tel ou tel camp* »⁴ La remise en cause des fondements de la République turque commence, dans cette optique, avec la question rendue publique par *Agos* : « Où sommes-nous ? » Cette question, sans nommer le génocide, fait référence aux ArménienNEs qui ont pu rester dans le pays en se déguisant sous une identité musulmane et qui ne se sont pas démasqués par la suite. Karin Karakaşlı décrit ainsi cette tentative : « *l'existence de l'Arménien est secrète et anéantie. Comment peut-on agir dans le cadre d'une telle existence ? A partir des années 90, on a entrepris de chercher*

¹ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı, accordé le 1 avril 2012.

² *Ibid.*

³ Hrant Dink, « Une seule voie : vivre ensemble », *Agos*, 16 juin 2006, traduit par François Skvor.

⁴ *Ibid.*

*une réponse à cette question. Pour agir. Et en particulier pour vivre. »*¹ Bien qu'elle mette entre parenthèses l'histoire du génocide, cette question, remet radicalement en cause le discours de la nation dominante en soulignant que la nationalité turque est compatible avec l'identité arménienne. Elle entame ainsi la déconstruction de l'identité nationale dominante, en proposant une autre version de l'histoire, qui subvertit l'histoire officielle. Le nouveau langage employé par *Agos*, fait prendre conscience à de nombreux Turcs de l'existence de la communauté arménienne dont les membres sont restés confinés entre eux depuis le génocide. C'est là un grand pas de franchi, comme le dit Karin Karakaşlı: « *il s'agit d'une réussite indéniable. Agos s'est ouvert aux témoignages vécus hier et aujourd'hui par les Arméniens en Turquie. Il a développé un nouveau langage qui n'utilise pas le terme « ennemi » et qui montre que nous avons en nous le problème et la solution. »*²

Demander de but en blanc « Où sommes-nous ? » ne débouche pas seulement sur une nouvelle définition du citoyen arménien, cela interroge aussi la définition du citoyen turc. D'autant que le discours réinventé par *Agos* influe sur la presse turque, comme le souligne Karakaşlı : « *dans les autres journaux aussi on a vu plusieurs articles contre le racisme, contre le nationalisme et contre le communautarisme. »*³ Cette prise en compte ne suffit toutefois pas à infléchir de manière radicale l'attitude dominante en Turquie. Pour ne prendre qu'un exemple, les réactions à l'article de Hrant Dink intitulé « Le secret de Madame Sabiha » confirment la persistance des préjugés.⁴ *Agos* et Dink ont éveillé de façon positive l'intérêt de différents milieux et d'une partie de la presse, mais indiquer, comme il le fait dans cet article, que Sabiha Gökçen, la fille adoptive d'Atatürk venait d'un orphelinat arménien, c'est-à-dire toucher à l'un des symboles mêmes de la République, passe pour inadmissible. La déclaration très sévère du Secrétariat général de l'Armée témoigne de l'ampleur des conséquences possibles d'une telle révélation : « *ouvrir le débat, quelle qu'en soit l'intention, sur un tel symbole est un crime contre l'intégrité nationale et la paix sociale »*⁵. En d'autres termes, la « race » de la fille adoptive du fondateur de la République symbolise *l'intégrité nationale et la paix sociale*. Dans son dernier article, Dink revient sur les répercussions de ce qu'il a précédemment énoncé et continue à s'interroger sur cette idée d'identité dominante : « *le fait que je sois Arménien a-t-il joué, oui ou non, un rôle dans cette décision ? Et, lorsque je*

¹ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı, accordé le 1 avril 2012.

² *Ibid.*

³ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı, accordé le 1 avril 2012.

⁴ Hrant Dink, « Le secret de Madame Sabiha », *Agos*, 4 avril 2006.

⁵ Dink Hrant, « Pourquoi ai-je été pris pour cible? », *Agos*, 17 janvier 2007, traduit par François Skvor.

confronte ce que je sais et ce que je pressens, il me vient cette réponse : certaines personnes ont décidé que désormais ce Hrant Dink commençait à être de trop et qu'il convenait de lui fixer des limites. »¹

Il s'agit donc de « fixer des limites » au directeur d'un journal qui prétend « sortir de l'impasse » en démystifiant l'Histoire, notamment celle des fondements de la République, ce qui, aux dires du Secrétariat général de l'armée turque, revient à mettre en danger « *l'intégrité nationale et la paix sociale* ». Dans sa dernière chronique publiée dans *Agos*, Dink exprime sa « profonde tristesse » de voir son ordinateur saturé de messages de haine et de menaces, et il envisage de quitter le pays « *tout comme le firent nos ancêtres en 1915... Sans savoir où nous allions... Marchant sur les mêmes routes qu'ils avaient autrefois parcourues... subissant les mêmes supplices et connaissant les mêmes souffrances...* »² Ce message dresse un réquisitoire contre les représentants de l'État turc pour leurs positions par rapport au génocide. Dink achève en fait son article en expliquant qu'il refuse de se mettre en route comme l'ont fait ses ancêtres à l'époque du génocide. Au contraire, estime-t-il, il faut rester pour éviter que l'histoire ne se répète : « *rester et vivre en Turquie est à la fois notre désir profond et une nécessité justifiée par le respect que nous portons à nos amis, à tous ceux que nous connaissons et tous les autres que nous ne connaissons pas, qui nous soutiennent et qui luttent pour une démocratie en Turquie. Par conséquent nous resterons et nous lutterons.* »³ Par ces propos, il signifie que, pour lui, rester en Turquie est le seul moyen de « sortir de l'impasse », en choisissant non pas de se résigner mais d'ouvrir des chemins pour la lutte à venir.

Karin Karakaşlı explique que son assassinat replonge les Arméniens dans le traumatisme de 1915. « *L'assassinat de Hrant apparaît comme la suite logique du génocide.* »⁴ Selon elle « *des centaines de milliers de personnes l'ont ressenti ainsi.* »⁵ L'appel lancé par Dink avant son assassinat « *à tous ceux que nous connaissons et tous les autres que nous ne connaissons pas* » a trouvé sa réponse lors de la manifestation massive qui a suivi son assassinat avec des slogans comme : « Nous sommes tous Hrant » ou bien « Nous

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı, accordé le 1 avril 2012.

⁵ « *La formule qui consiste à dire 'Nous sommes tous Hrant, nous sommes tous arméniens' a une signification très importante. Manifester en scandant « Nous sommes tous arméniens » le jour où tous les Arméniens ont peur d'être Arméniens revient à dire « je sais par qui a été assassiné Hrant et pourquoi; je suis au courant des manipulations de l'histoire. »(Ibid.).*

sommes tous Arméniens ». Çiğdem Mater, l'une des co-fondateurs du mouvement créé autour d'Agos, met en lumière l'évidence des manipulations de l'histoire officielle en soulignant les contradictions : « *cet espace part d'un constat : il y avait des Arméniens en Turquie et maintenant il n'y en a plus ou très peu.* 'Après avoir clairement exprimé la réalité de l'anéantissement et du génocide le mouvement a défini une position qui refuse toute sorte de violence et d'oppression. Il donne la parole à la population arménienne, devenue si peu nombreuse, et nous la donne à nous, qui ne sommes pas Arméniens mais qui voulons vivre ensemble. Je crois qu'autour d'Agos, est en train de se développer une nouvelle manière d'être et de penser qu'il ne sera pas facile de maintenir. Oui s'engager dans cette voie demande du courage. »¹

Comme nous l'avons souligné dans l'Introduction, Hannah Arendt suggère que la politique se manifeste avec le don de dépasser les *nécessités historiques*.² En ce sens, « sortir de l'impasse » signifie ouvrir une nouvelle voie, déclencher un processus inédit, et en définitive amorcer une nouvelle politique. Pour Karin Karakaşlı, « sortir de l'impasse »³ implique un solide engagement. « *Il n'est qu'une voie à suivre pour ne pas succomber au découragement du 'on a déjà essayé et on n'a pas réussi. Nous n'y changerons rien...'* *Essayer, essayer et essayer encore. Nous ne devons pas oublier que cette utopie paradisiaque du 'vivre ensemble' n'a encore jamais vu le jour dans le monde. Il y a des efforts admirables qui sont faits dans ce sens, mais il faut plus encore...* »⁴

« La nouvelle voie » que propose le mouvement réuni autour d'Agos, réussit à créer une mobilisation mais avant de pouvoir « sortir de l'impasse » il faudra surmonter de nombreux obstacles : « *les oppressions étatiques, le nationalisme dominant, les discours de l'hostilité, les interdictions, les acharnements sont toujours présents* »⁵. Pourtant, la réussite d'Agos, l'immense vague d'indignation soulevée par l'assassinat de Dink et la vitalité des divers collectifs composant ce mouvement social sont autant de signes montrant que la remise en cause des fondements de la République n'est plus taboue. Le darwinisme-social de l'État-nation et son refus de reconnaître les minorités apparaissent désormais au grand jour.

¹ Tiré de l'entretien avec Çiğdem Mater, accordé le 13 mars 2012.

² Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, op. cit., p. 71.

³ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı, accordé le 1 avril 2012.

⁴ *Ibid.*

⁵ Tiré de l'entretien avec Çiğdem Mater, accordé le 13 mars 2012.

« Les Kurdes sont l'élément fondateur de la république »

Afin d'aborder le mouvement des partis légaux kurdes dans son historicité, il convient d'essayer de distinguer les relations entre les actions politiques des mobilisations autour de lui et les histoires sociales dans lesquelles il s'inscrit. Les objectifs politiques du PKK, qui déterminent les revendications du mouvement des partis légaux kurdes, sont largement influencés par la répression de l'État turc, la vieille aspiration des Kurdes à l'autonomie et l'oppression nationaliste visant à mater leurs révoltes.¹ L'examen de ces faits en révèle les fondements historiques. Par exemple, la perte de l'autonomie et la redéfinition de la citoyenneté pendant la phase de construction de la République, sont à l'origine des revendications de tous les mouvements kurdes, y compris ceux qui ont précédé le PKK.

Même si cette occultation de la réalité est sans comparaison avec le déni réitéré du génocide arménien, jusqu'au milieu du XXe siècle une chape de silence couvre les massacres perpétrés contre les Kurdes entre 1924 et 1938. C'est l'affaire des « 49 » qui, en 1959 sert de catalyseur à des prises de position publiques autour de la question kurde. Les intellectuels kurdes, restés silencieux après le massacre du Dersim en 1938, commencent à se réunir dans les années cinquante, mais c'est en réaction à la répression nationaliste de 1959 que leur mobilisation s'intensifie brusquement : après l'assassinat des Turkmènes au cours de la rébellion kurde d'Irak, le gouvernement déclare qu'elles seront vengées. Un groupe d'étudiants kurdes, qui se fait appeler « les Kurdes de Turquie », envoie un télégramme au gouvernement et à quelques ambassades, ce qui provoque une vive réaction dans la presse turque.² Cette crise est immédiatement suivie d'une autre à cause de la publication, le 31 août 1959, d'un poème en kurde dans l'article intitulé *Qimil* de Musa Anter, dans le journal *İleri Yurt* de Diyarbakır. Des articles comme '*Qui donne du papier à ce journal ?*'³ dans la presse turque provoquent l'affaire des « 49 », donnant lieu à l'arrestation de quarante-neuf personnes, toutes kurdes. Ce procès marque un tournant pour la question kurde car, à partir de l'affaire des « 49 », une grande solidarité se met en place : des avocats viennent d'autres villes, des

¹ Voir: C. Kutschera, *Mad Dreams of Independence: The Kurds of Turkey and the PKK*, in *Middle East Report*, no : 189, the Kurdish Experience, Jul-Aug,1994, p. 12-15. Martin Van Bruissen, « Between Guerilla War and Political Murder: The Workers Party of Kurdistan », *Merip Middle East Report*, No: 153, 1988, pp. 40-46.

² « 102 étudiants kurdes prétendent qu'ils sont Kurdes ! », *Akşam*, le 15 avril 1959.

³ Jusqu'à la deuxième moitié des années 60, il s'agit existe un monopole étatique du papier.

arrestations massives mettent en contact des militants qui ne se connaissaient pas auparavant¹ et le tribunal devient un espace de manifestation.²

L'armée prend le pouvoir avec un premier coup d'État militaire, en 1960, alors que les « 49 » sont en prison. Le discours du gouvernement militaire prévoit un « progrès de la démocratie » accompagné d'une « convention démocratique » menée par l'armée. Le gouvernement est dissout, des tribunaux d'urgence sont mis en place et, après un recours, le premier ministre Menderes, premier dirigeant élu après la construction de la République, et deux de ses ministres, sont exécutés. Très vite, on envisage l'exécution des « 49 » : *« les militaires voulaient exécuter les jeunes Kurdes sans aucun motif. (...) D'autre part, 485 Kurdes accusés de lutter pour le Kurdistan libre, ont été enfermés dans le camp de Sivas. Dans les journaux, on voyait des articles qui disaient que le fils de Cheik Sait se promenait dans la région avec sa jeep russe pour créer une organisation politique. Finalement, vingt-cinq des « 49 » sont acquittés, les autres sont condamnés à plusieurs années d'emprisonnement. Le camp de Sivas sera fermé en 1963. »*³

À partir de cet événement, les intellectuels kurdes se réunissent clandestinement pour revendiquer la reconnaissance de la question kurde. Sous l'influence de ces réunions, le magazine *Bariş* (La Paix- 1962) fondé par un intellectuel libéral, Ahmet Hamdi Bařar, commence à ouvrir le débat sur cette question. Des lecteurs et des écrivains, de plus en plus nombreux, critiquent la conception traditionnelle et militaire de la question kurde et revendiquent une solution radicale.⁴ Musa Anter, devenu par la suite un des symboles de la lutte pour l'émancipation des Kurdes, écrit aussi dans la revue *Bariş* pour appuyer les revendications des intellectuels kurdes. Il utilise l'expression « la question de l'Est » au lieu de « la question kurde » mais il revendique la liberté de publier en langue kurde et la possibilité d'une éducation en kurde en affirmant que les revendications des droits ethniques ne portent pas préjudice à l'indépendance de la Turquie.⁵ Ces prises de position conduisent à l'interdiction de la revue. Malgré cela, les revendications émergent, se développent, circulent. Par exemple, le journal « *Dicle-Fırat* » [Tigre-Euphrate], qui est publié à la même époque;

¹ Ayşe Hür, « Kımıl olayından 49'lar Davasına », *Taraf*, 13.07.2008.

² Ahmet Alıř, « "Üç Devrin" Tanıđı : Modern Kürt Siyasi Tarihinin İçinden Musa Anter'i Okumak », *Birikim*, 20.09.2010.

³ Avni Özgürel, « Kürt Sorununda Kavřak : 49'lar Davası », *Radikal*, 03.01.2010.

⁴ Ce journal, en même temps, soutenait le gouvernement par rapport à l'expulsion des Grecs par une approche nationaliste.

⁵ Alıř Ahmet, « "Üç Devrin" Tanıđı : Modern Kürt Siyasi Tarihinin İçinden Musa Anter'i Okumak », *art. cit.*

même s'il n'utilise pas l'expression « la question kurde », ouvre ses colonnes à des articles en kurde. Dans son premier numéro, nous lisons : « *notre journal va appuyer les idées qui cherchent à résoudre 'la question de l'Est'. Notre journal va soutenir la lutte contre les lois anti-démocratiques qui sont les obstacles majeurs au développement de l'Est.* » Dans le deuxième numéro, sous la signature « *Dicle-Firat* », l'éditorial est explicite : « *nous voulons publier les journaux, les revues en kurde.* »¹ Mais le journal est fermé et interdit après six numéros. Son éditeur Edip Karahan est arrêté² et un nouveau procès, dit des « 23 », commence. À cette époque, une dizaine de journaux qui parlent des Kurdes sont publiés puis interdits³, pourtant les débats continuent dans les différents réseaux. « *C'était une révélation de l'échec des politiques d'assimilation.* »⁴

Il faut cependant attendre fin des années 1970 pour voir se former les premières organisations porteuses de revendications sur la question kurde. Particulièrement déterminé et organisé, le PKK va prendre l'ascendant sur elles toutes et, nous l'avons vu dans le premier chapitre, devenir l'« *acteur de référence de la contestation kurde en Turquie.* »⁵ Au début des années quatre-vingt, les représentants de l'État parlaient encore de « *troubles imputables à quelques bandes* ». En une dizaine d'années, ils devaient néanmoins admettre l'ampleur de la contestation au point de la qualifier de « *29^e révolte* »⁶. C'est en ces termes qu'en parlait Süleyman Demirel, premier ministre en 1992 en faisant ainsi, peut-être à son insu, un lien évident entre l'actualité et les contraintes historiques subies par les Kurdes de Turquie. Les représentants de l'État turc prennent alors la mesure de la gravité de la situation, ou, pour reprendre l'explication du sociologue Mesut Yeğen : « *les Turcs ont pris conscience de cette réalité : la 29^e révolte sera la dernière. Ils ne réussiront pas à s'en sortir s'ils ne parviennent pas à diviser les Kurdes ou s'ils ne les déportent pas.* »⁷ Le mouvement des partis légaux kurdes affirme, dans ces conditions, sa volonté de placer la lutte sur le terrain de la loi, et de réclamer des réformes qui viendront à bout des obstacles législatifs. S.B, la militante du mouvement kurde depuis HEP, affirme qu'ils-elles sont conscientEs des obstacles existants sur ce terrain législatif en ce qui concerne un changement des fondements de la république

¹ *Edip Karahan'ın Anısına*, Istanbul, Éditions Komal, 1977, pp. 15-16.

² 6 Juin 1966.

³ Par exemple, le journal *Deng* (1963) publie des articles, poèmes, récits en kurde et en turc qui donnent les informations sur les villes, les traditions, le folklore kurdes.

⁴ Aliş Ahmet, « "Üç Devrin" Tanığı: Modern Kürt Siyasi Tarihinin İçinden Musa Anter'i Okumak », *art. cit.*

⁵ Hamit Bozarslan, *Conflit Kurde*, *op. cit.*, p. 61.

⁶ <http://haber.gazetevatan.com/son-isyan-40-bin-olme-yol-acti/523855/1/gundem>,
http://www.zaman.com.tr/sahin-alpay/kurtleri-inkar-bitti-simdi-sira-tanimada_1042884.html.

⁷ Mesut Yeğen, *Son Kürt İsyanı*, *op. cit.*, pp. 8-9.

nationaliste, mais elle exprime également une volonté ferme. « *Notre lutte triomphera des obstacles. Tel est en effet l'objet de notre lutte. Abattre tous les obstacles qui s'opposent à la démocratie et à la liberté.* »¹

Il a été question plus haut des réactions parues dans la presse à la suite de la prise de position de Leyla Zana à l'Assemblée nationale. Les réactions contre l'expression en kurde à l'Assemblée nationale, ainsi que les articles appelant à « *rendre effective la volonté exprimée en 1925 avant l'apaisement voulu par l'État* »², mettent en lumière la continuité des contraintes historiques. « *La volonté exprimée en 1925* » se rapporte en effet au massacre et à la répression qui ont suivi la révolte de Şeyh Said. Cette référence atteste que le développement du mouvement kurde est interprété comme une menace susceptible de briser le silence dicté par la coercition. La stabilité politique de ce mouvement d'opposition, révèle au grand jour la version kémaliste du jacobinisme qui jusqu'en 1990 s'obstinait à nier l'existence même des Kurdes.³ C'est d'ailleurs en toute connaissance de cause que la rhétorique des responsables du mouvement des partis légaux kurdes fait une large place à la mémoire de la population kurde. À titre d'exemple, à partir de 1999, quand le PKK renonce à son objectif politique d'indépendance, la discussion se reporte sur l'autonomie démocratique dans le cadre de la république démocratique. Ce réajustement n'apaise toutefois pas les tensions. Selon HK, militant du mouvement kurde, « *les représentants de l'État turc, restent conscients de l'historicité de ces objectifs.* »⁴ Ce chapitre a montré que la phase de construction de la République (1920) avait eu deux conséquences : la fin de l'autonomie pour les Kurdes et une redéfinition de la citoyenneté en fonction d'une idée de la Nation entendue au sens ethno-confessionnel et non au sens de contrat social. Murat Karayılan, président du conseil exécutif du PKK, insiste, donc, sur le caractère symbolique de la mise en place d'« *une nation démocratique et de l'autonomie des Kurdes.* »⁵ Par ailleurs, la modification de l'objectif politique du PKK est aussi liée à l'autonomisation du Kurdistan d'Irak, sous protection américaine, et à l'évolution des autres mouvements kurdes de la région qui ne revendiquent plus l'indépendance, mais l'autonomie. En s'emparant à son tour de ce nouvel objectif, le mouvement gagne en crédibilité dans l'espace public. A cet égard, la campagne en

¹ Tiré de l'entretien avec SB, accordé le 9 février 2012.

² Tanıl Bora, 2006, *op. cit.*, p. 77.

³ http://www.susam-sokak.fr/pages/Le_TKAE_et_les_Kurdes_1993_1-2801910.html. Même jusqu'en 1998 il s'agit une utilisation des thèses nationalistes ; cf. : <http://www.susam-sokak.fr/article-esquisse-n-33-un-discours-de-verite-de-l-etat-sur-les-kurdes-114522281.html>

⁴ Tiré de l'entretien avec HK, accordé le 18 mars 2012.

⁵ Serhat Özgür, « Karayılan : İki Seçenek Kaldı » (Karayılan : Il y a deux choix), ANF, 07 juin 2011.

faveur de la langue kurde s'avère particulièrement mobilisatrice. Largement relayée par les députés et les maires ¹ c'est une pièce maîtresse dans le dispositif censé conduire à l'autonomie démocratique des Kurdes de Turquie.

Le 31 mai 2011, un rassemblement de 10 000 personnes à Dicle, sous-préfecture de Diyarbakır, en fait une démonstration éclatante. Le district de Dicle est l'ancien fief de Şeyh Said, le leader de la rébellion kurde exécuté en 1924. Son petit-fils, Adnan Cengiz, participe au rassemblement pour soutenir Altan Tan, le candidat du BDP qui va remporter les élections. Les pancartes des manifestants proclament : « *l'opresseur a l'oppression, les opprimés ont Dieu* », « *Je ne regrette pas de m'être sacrifié pour mon peuple, mais que nos petits-fils ne nous fassent pas honte devant nos ennemis.* »² Ces messages confirment qu'une partie considérable de la population considère que le mouvement légal des partis kurdes est une branche du PKK, qui en tant que tel entretient la rébellion historique³. S'adressant aux manifestants, Tan insiste sur ce point : « *les petits-enfants de Şeyh Sait sont là ! Où sont les traîtres ?* »⁴ Car si Şeyh Sait, occupe une place de héros dans la mémoire des Kurdes l'histoire turque officielle le tient pour un « traître », son nom figure en bonne place dans la liste des « ennemis de l'intérieur ».

Dans un de ses discours, Selahattin Demirtaş, co-président du BDP, va encore plus loin en brandissant le spectre d'un soulèvement de la population kurde autour du PKK : « *Ce peuple a commencé à lutter pour sa liberté avec cinq jeunes gens et aujourd'hui il continue le combat avec plusieurs millions de personnes.* »⁵ Toujours en 2011, en visite à Cizre, lors

¹ En 2010, Ahmet Türk, au cours d'une manifestation dans une sous-préfecture de Bitlis, enjoint à la foule d'utiliser le kurde dans tous les domaines. « *Nous allons construire notre économie, notre culture, notre vie avec notre langue.* » Aysel Tuğluk, l'autre co-présidente du BDP, ajoute: « *nous avons bien appris le turc! Allez, c'est à votre tour d'apprendre le kurde.* » Leyla Zana, la candidate du BDP parle toujours en kurde. Lors d'un meeting, elle déclare devant des milliers de personnes: « *nous ne travaillerons plus avec les gens qui ne parlent pas et n'écrivent pas en kurde, même s'il s'agit du maire du village. (...) C'est notre avenir qui est en jeu.*» (Voir, ANF, 17 décembre 2010).

² Ces mots sont ceux que Şeyh Said juste avant d'être exécuté.

³ A l'occasion de la commémoration du 12^e anniversaire de la capture d'Öcalan, Sabahat Tuncel, députée du BDP, engage le gouvernement à poursuivre le processus de réconciliation entamé avec Öcalan, et qui exprime selon elle « la volonté du peuple kurde ». Après avoir énuméré les revendications du mouvement à propos de la redéfinition de la question kurde et de la citoyenneté, elle ajoute : « *auparavant, nous ne pouvions pas parler en kurde ; maintenant, nous pouvons le faire. Mais nous avons payé cher pour parler notre langue. (...) Monsieur Öcalan, de sa prison, lutte pour la paix et la démocratie. Si nous pouvons maintenant prononcer le mot paix, c'est grâce à lui. (...) Nous voulons que la Constitution reconnaisse nos droits collectifs* » (voir, ANF, 19 février 2011, firatnews.com).

⁴ Agence Firat News, www.firatnews.com, ANF, 31 mai 2011.

⁵ *Ibid.*, 30 janvier 2011.

d'une intervention devant 10 000 personnes, il invoque la longue histoire des résistances kurdes auxquelles l'État turc n'a su réagir que par la prison, la torture et les massacres : « *Si vous aviez réussi à soumettre Mazlum Doğan, Beritan et Agit¹, vous pourriez soumettre ce peuple. (...) Même si vous jetez 50 000 personnes en prison, ce peuple continuera à lutter. Vous êtes des lâches si vous ne nous emprisonnez pas tous ! Nous allons tous résister !* »² Ce discours insiste clairement sur les liens historiques qui rattachent la 29^e révolte du PKK à toutes celles qui l'ont précédée.

L'évolution du contexte politique avec l'affrontement entre le gouvernement AKP (parti pour la justice et développement-2001) et le kéralisme, a rendu possible, on l'a vu, la remise en cause des fondements de la république. Surtout à partir de 2012, quand le gouvernement d'AKP décide d'entamer des négociations avec le leader du PKK, des débats apparaissent dans les médias au sujet de la définition de la citoyenneté. Gilles Dorronsoro indique que ces changements politiques responsables de l'érosion du régime sécuritaire viennent de la conjonction de deux dynamiques : les pressions extérieures et le surcoût économique qu'entraînent les conflits. Mais il faut aussi souligner que la stabilité du mouvement kurde, amène enfin, malgré la répression nationaliste, à faire progressivement admettre que l'existence kurde n'est pas tout entière subsumée dans l'identité turque : cela passe par la pratique d'une autre langue que le turc, par la commémoration d'une autre histoire qui, parce qu'elle dément l'histoire officielle, contribue à remettre en question l'identité nationale et avec elle, la définition de la citoyenneté. Aux dires de Mesut Yeğen, « *cette réalité rassure visiblement : les Kurdes ne sont pas devenus Turcs et ils n'ont pas l'intention de le devenir.* »³

Affirmer que les Kurdes ne sont pas Turcs, démontrer qu'ils ne font pas partie intégrante de l'identité turque, s'exprimer dans une langue interdite sous prétexte d'unité nationale, se saisir d'une histoire occultée pour la même raison, c'est non seulement contester radicalement la définition de la citoyenneté mais aussi apporter la preuve qu'un mouvement contestataire peut se développer et se maintenir contre la répression. L'avènement d'un monde paradoxal où se côtoient des mondes séparés signe l'échec de l'entreprise de « correction », de

¹ Mazlum Doğan, l'un des fondateurs de PKK, s'est immolé par le feu en prison après le coup d'Etat militaire de 1980 ; Beritan, membre de la guérilla, décédée en 1993, est devenue une héroïne du PKK, et Agit (Mahsun Korkmaz) était le commandant et le symbole de la guerre militaire du PKK.

² « Déclaration de Demirtaş », ANF, 14 Septembre 2011.

³ Mesut Yeğen, *op. cit.*, 120-121.

« rectification » qui ambitionnait de « turquifier » le pays tout entier. L'estime de soi retrouvée d'un groupe social trop longtemps nié et durement puni pour sa singularité va bientôt encourager d'autres groupes tels les Alevites et les Circassiens à revendiquer à leur tour leurs droits à la différence.

L'échec du jacobinisme à maîtriser cette situation induit un renforcement de la « méta-idéologie sécuritaire »¹ ; l'État s'entête à assimiler la protestation à un délit criminel et, comme le soulignent Gilles Dorronsoro et ses collègues, la guerre civile qui l'oppose au séparatisme kurde influe directement sur le traitement appliqué à l'ensemble des mouvements contestataires par les institutions en charge de la sécurité². Cependant, grâce aux négociations engagées entre le gouvernement de la République et le PKK, la remise en cause du paradigme kémaliste s'étend jusque dans les cercles proches du pouvoir.

Les mobilisations sociales consécutives au succès des mouvements impulsés par la revue *Agos* et le MLPK ont donc mis en évidence les deux failles que les architectes de la République croyaient pouvoir combler : la question kurde et la question arménienne. L'État turc les associe par une criminalisation, attitude qui en retour pousse les Arméniens et Kurdes à jouer sur leurs différences et leur spécificité propre. L'émergence d'*Agos*, par exemple, est une indication de la distance qui sépare les choix du PKK et ceux de la communauté arménienne. La suspicion constante et les accusations du système repressif d'un côté, la violence du PKK de l'autre ont, au commencement, pour effet d'accentuer encore cette distance. Le génocide arménien et la destruction de l'autonomie des Kurdes par les massacres étant deux événements fondateurs de la citoyenneté contemporaine, les deux populations sont logiquement associées et subissent les mêmes accusations.

Ces accusations totalisantes renforcent le décalage entre ces mouvements mais, en même temps, une telle assimilation des deux causes par un régime monolithique met en lumière leur interdépendance et encourage l'intérêt et la vigilance de chaque mouvement pour les actualités de l'autre.

¹ Gilles Dorronsoro (dir), *La Turquie conteste, Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, op. cit., p. 2006.

² Hélène Combes, Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité contestataire », art. cit., p. 1061.

B) Nous ne sommes pas les filles et les fils d'Atatürk

Quel rapport existe-t-il entre les mouvements féministes et LGBT et la définition de la citoyenneté, en Turquie ? Comment et pourquoi des sujets comme genre et sexualité peuvent-ils porter atteinte aux fondements de la République ? L'analyse de ce rapport exige de se placer dans la perspective dégagée par les théories féministes qui ont inscrit le genre et la sexualité dans le champ du politique.¹ En analysant le patriarcat² comme un modèle de société fondé sur la filiation paternelle et comme l'expression dans la réalité de la forme de domination qui organise la vie privée et la vie sociale, les recherches féministes interrogent surtout la façon dont il détermine l'ensemble des rapports sociaux³. À travers les différentes formes d'intrication de la culture dominante avec les «identités masculines»,⁴ il s'agit notamment d'analyser comment le patriarcat construit les identités sexuées en fonction du contexte socioculturel et des rapports sociaux qu'il commande, en s'intéressant en particulier aux normes qui, par-delà l'assignation de sexe, prescrivent les comportements de genre et l'exercice de la sexualité.⁵ Tandis que la critique de la normativité du genre ouvre des perspectives à la recherche dans des domaines très divers⁶, l'étude des rapports sociaux de sexes dans leur historicité jette un nouvel éclairage sur l'histoire des mouvements sociaux⁷ et, pour en rester au cas qui nous occupe ici, sur le rôle qu'ils ont pu jouer dans la construction de la République en Turquie.

¹ Michèle Riot-Sarcey, *Histoire du féminisme*, La Découverte, Repères, Paris, 2002 ; Eliane Gubin, Catherine Jacques, Florence Rochefort, Brigitte Studer, Françoise Thebaud, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Le siècle des féminismes*, Paris, Editions de l'Atelier, 2004.

² Le patriarcat désigne « une forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention de l'autorité par les hommes » (Pierre Bonte, Michel Izard, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Presses universitaires de France, 1991, p. 455).

³ Christine Delphy, *L'ennemi principal*, Tome 2, Paris, Syllepse, 1998; Judith Butler, Eric Fassin et Joan Wallach Scott, « Pour ne pas en finir avec le 'genre', Table ronde », *Sociétés et représentations* n° 24, 2007, p. 285-306. Lorena Parini, *Le système de genre. Introduction aux concepts et théories*, Zürich, Éditions Seismo, 2006, p. 77.

⁴ Raewyn W. Connel, *Masculinities*, Polity Press, Cambridge, 2005.

⁵ Pinar Selek, *Sürüne Sürüne Erkek Olmak*, Istanbul, İletişim, 2009 İstanbul; Pinar Selek, *Maskeler Süvariler* Gaclar, *op. cit.*

⁶ « Les travaux féministes ont poussé à repenser le partage public/privé et le domaine du politique et de l'espace public, pour inclure notamment, au-delà de l'Etat proprement dit, d'autres sphères institutionnelles comme la médecine, le monde du travail, l'éducation et la religion » (Vera Taylor et N.Whittier, « Special Issue on Gender and Social movements », Part 2, *Gender and Society*, 13, 1999, p. 14).

⁷ Xavier Dunezat, 2006 « Le traitement du genre dans l'analyse des mouvements sociaux: France/États-Unis », *Cahiers du genre*, hors série.

Selon Cynthia Enloe, « *le nationalisme est le produit de la mémoire masculinisée, de l'humiliation masculinisée et des espoirs masculinisés* ». ¹ L'aspect nationaliste et militariste du processus de modernisation qu'a connu la Turquie est en lien étroit avec l'impact de la modernité européenne sur les comportements de genre, au moins en ce qui concerne les classes privilégiées. Les femmes instruites, qui ont troqué le voile et la tenue traditionnelle pour des jupes courtes et droites deviennent le symbole de la nouvelle République. La participation des femmes à la vie économique, sociale et politique grandit autour d'une nouvelle identité dessinée et délimitée par les hommes. ² Par une « méta-idéologie sécuritaire », les autorités inventent des règles qui déterminent le partage du travail entre les sexes, en assignant aux femmes et aux hommes des missions différentes. Les relations entre les femmes, les hommes, les familles et l'État, s'établissent au gré des nécessités nationales. Les « citoyennes modernes », qui réussissent à combiner harmonieusement les valeurs traditionnelles et leurs nouvelles responsabilités sociales, occupent en réalité des places bien définies dans l'espace tant privé que public. Présentées comme une preuve d'émancipation, les rôles qu'elles assument les posent, qu'elles le veuillent ou non, en exemples des avantages qu'il y a à bénéficier de la protection et des attentions de l'État, que ce soit dans la sphère sociale ou dans la sphère familiale.

Le parcours des filles adoptives de Mustafa Kemal illustre le caractère patriarcal de cette pseudo-émancipation. Afet İnan (professeure d'histoire) et Sabiha Gökçen (pilote de guerre) ³ ont été élevées, par la volonté du Père sacré de la Nation, pour servir de modèles à la nouvelle génération féminine. Avant le vote, en 1934, de la loi sur les patronymes, Mustafa Kemal accolait systématiquement à son nom le titre de « Gazi » (qui signifie « vétéran -de préférence victorieux- de la guerre pour l'Islam ») ; après 1934, il choisit pour lui-même le nom d'ATA-TÜRK, autrement dit le « Turc-Père ». Le plus haut représentant de l'État se veut donc le père de tous les Turcs et leur « professeur en chef ». Explicitement patriarcal, le projet qui préside à la naissance de la nation turque l'intègre en outre à un appareil d'État très

¹ Voir: Sylvia Walby, *Kadın ve Ulus* (La femme et la nation), in *Vatan Millet Kadınlar*, (dir) Ayşegül Altınay, İstanbul, İletişim, 2000, p.39.

² « *Le discours de la modernité turque concerne la famille, la sexualité, le genre et il a construit les nouvelles identités des femmes et des hommes.* » (Deniz Kandioti, *Cariyeler, Bacılar, Yurttaşlar*, İstanbul, Metis, 2007; p.17).

³ Première femme turque pilote de guerre, la fille aînée d'Atatürk, est de son vivant devenue le symbole de l'héroïsme au féminin. Elle a participé à de nombreuses opérations militaires, notamment au bombardement des rebelles kurdes à Dersim en 1938. L'un des deux aéroports d'Istanbul porte son nom. Comme nous l'avons montré dans le premier chapitre, Hrant Dink, après avoir écrit qu'elle venait d'un orphelinat arménien, il subit des attaques qui vont durer jusqu'à son assassinat.

militarisé. Le rôle que les femmes sont appelées à y jouer a été précisément pensé et défini par Mustafa Kemal. Symbole de son projet républicain, la « femme républicaine », exaltée pour son patriotisme, promue professionnellement pour son courage et son talent, reste en réalité, dans la vie privée, totalement assujettie à la volonté de son père et mari. Un demi-siècle plus tard, le mouvement féministe des années 1980 dénoncera cette image faussement émancipée conçue pour servir les visées nationalistes d'un régime patriarcal.

L'histoire sociale du féminisme en Turquie révèle, paradoxalement, la force du patriarcat kémaliste et l'énergie qu'a exigée la déconstruction de ses poncifs. Cette histoire débute au tournant des XIX^e et XX^e siècles avec les premières organisations et revues féministes, dont plusieurs sont créées également par des Arméniennes¹ et des Kurdes² dans le sillage des mouvements émergeant en Europe.³ « *Nous savons à travers les travaux récents de jeunes historiennes que les femmes ottomanes appartenant à l'élite ont pris la parole pour formuler leurs griefs, leurs critiques et leurs demandes quant à leur statut, face aux hommes qui prétendaient parler en leur nom en déformant leurs souhaits.* »⁴ À cette époque, il existe une trentaine d'associations de « solidarité entre femmes », comme l'association *Osmanlı Müdafaa-ı Hukuk-u Nisvan* et la revue *Le Monde des femmes*.⁵ Elles réclament ouvertement l'abandon de la polygamie et du droit coutumier qui autorise les hommes à répudier leurs femmes unilatéralement.⁶ Leyla Şimşek, chercheuse féministe, estime que, même si la lutte revêt une grande importance, son objectif ne concerne que la participation à la vie sociale.⁷

¹ Elbis Gesaratsyan, qui fonde (1862) *Gitar*, le premier journal féminin en arménien, Zabel Yeseyan, qui publie des articles dans différentes revues et Hayganus Mark, qui fonde *Dzagig* (1905), sont des figures marquantes de cette époque. On peut également citer la revue (*Lumière*, 1907) et *Hay Gin* (La Femme Arménienne, 1919-1933) dirigée par Hayganuş, Mark et qui se propose d'aborder tous les sujets concernant les femmes". (Bilal, Ekmekçioğlu, Mumcu, *Bir Adalet Feryadı*, Istanbul, Aras, 2001, p. 87).

² La *Fondation des femmes progressistes kurdes* est créée en 1919 à İstanbul. Ses revendications portent sur la modernisation de la vie des femmes kurdes : réformes sociales et législatives dans le domaine de la famille kurde, solidarité avec les orphelins et les veuves victimes des déplacements forcés etc. La fondation, qui a plusieurs locaux, publie des livres, des revues, des brochures, et organise des conférences dans différentes régions de l'Empire.

³ « Entre *Terrakki-i Muhaderat* (1869) et la fondation de la République, quarante revues et journaux sur la cause des femmes sont publiés : *Hanımlara Mahsus Gazete*, *Demet*, *Mahasin*, *Kadın*, *Kadınlar Dünyası* etc. » (Serpil Çakır, *Osmanlı'da Kadın Hareketi*, İstanbul, Metis, 1996, p. 431).

⁴ Şirin Tekeli, « Les femmes : le genre mal-aimé de la république », in Samih Vaner (dir.), *La Turquie*, op. cit., p. 256.

⁵ Ulviye Mevlan, dans *Kadınlar Dünyası*, expose ainsi ce qui motivait cette explosion de groupes féministes : « *Confessons-le, aujourd'hui une femme n'a pas le droit de vivre librement (...) car elle ne peut pas exprimer son idéal, sa volonté et son désir, en tant qu'être libre ; sa vie est dominée par un père, un oncle, un mari ou un frère qui s'appuient sur les avantages que les traditions leur reconnaissent.* » (ibid., p. 258).

⁶ Serpil Çakır, *Osmanlı'da Kadın Hareketi*, op. cit., p. 13.

⁷ Leyla Şimşek, « Türkiye'de Feminist Hareketin Kısa Tarihiçesi », in *Özgürlüğü Ararken*, op. cit., p. 14.

Mais comme la sociologue Serpil Çakır l'indique, à cette époque déjà les femmes posent des questions plus profondes. De fait, le travail de Şirin Tekeli, chercheuse et militante féministe, montre que les campagnes politiques qu'elles mènent sur plusieurs fronts¹ témoignent de leurs positions pro-féministes.²

Suite à l'instauration de la République de Turquie en 1923, quelques militantes de ce réseau décident de lancer ensemble un parti politique, le *Parti progressiste des femmes* (*Terakkiperver Kadınlar Fırkası*), qui défendra leurs intérêts tout en participant à l'élaboration du nouveau régime. Sous la direction de Nezihe Muhittin (1889-1958), elles réclament l'extension aux femmes des droits démocratiques, spécialement le droit de vote. Les fondateurs de la jeune République turque étant fermement opposés à toute organisation indépendante de femmes, le parti est très vite interdit et ses dirigeantes se retrouvent exclues du champ politique. Les autres sont appelées à travailler dans des organismes d'aide sociale et de bénévolat caritatif, à l'instar de ce qui s'est passé pour les femmes d'Amérique latine ainsi que le montrent les recherches de Jules Falquet et Hélène Le Doaré.³ *L'Union des femmes turques* (TKB)⁴ est alors fondée pour mission d'appuyer les réformes républicaines. Zehra Toska estime cependant que bien que la TKB, s'aligne fidèlement, du moins en apparence, sur la politique gouvernementale, elle est mal vue par les kémalistes car elle regroupe en son sein de nombreuses féministes⁵. Şirin Tekeli va dans le même sens lorsqu'elle écrit : « *en 1927, sous des allégations de corruption et de manipulations, Nezihe Muhiddin, la meneuse de l'équipe, est éliminée de la présidence [de la TKB] et remplacée par une femme proche des dirigeants du parti unique. L'association est ainsi domptée et éliminée de la vie politique.* »⁶ Toujours selon Şirin Tekeli, Atatürk a tenté, en donnant des droits aux femmes, de contrer

¹ « *En 1913, dans la revue Kadınlar Dünyası (Terre des Femmes) on pouvait lire ceci: « Oui certains hommes ottomans nous défendent, nous, les femmes, nous en sommes conscientes et nous les remercions. (...) Mais s'il vous plaît qu'ils nous laissent tranquilles. (...) Nous, les femmes, nous pouvons défendre nous-mêmes nos propres droits. » (ibid., p. 432).*

² La campagne pour la réforme du Code civil menée par l'Association pour les Droits des Femmes est un exemple : « *Le décret de 1917 sur le Droit de la famille qui est le premier Code de la famille hors charia en pays d'Islam, leur reconnaît le droit de limiter l'application de la polygamie, la première épouse acquérant le droit de veto ainsi que le droit de divorce.* » (Şirin Tekeli, « Les femmes : le genre mal-aimé de la République », *art. cit.*, p. 258)

³ Jules Falquet et Hélène Le Doaré, « Le mouvement des femmes en Amérique latine : un questionnement exogène », in *Amérique latine : démocratie et exclusion*. Paris : L'Harmattan.1994.

⁴ « La République kémaliste met fin à ces débats au nom d'une solution jacobine et autoritaire, qui constitue à la fois une vraie rupture et l'aboutissement d'un long processus de changement des mentalités. » (Şirin Tekeli, « Les femmes : le genre mal-aimé de la République », *art. cit.*, pp. 252-260).

⁵ Zehra Toska, « Cumhuriyetin Kadın İdeali : Eşiği Aşanlar ve Aşamayanlar » in Ayşe Hacımirzaoğlu, *75. Yılda kadınlar ve erkekler*, İstanbul, Tarih Vakfı-İş Bankası, 1988, pp. 71-89.

⁶ Şirin Tekeli, « Les femmes : le genre mal-aimé de la République », *art. cit.*, p. 260.

ceux qui l'accusaient de se conduire en despote : « *Il s'est servi du droit des femmes, en 1930, pour dissimuler l'échec de sa timide tentative d'ouverture au multipartisme.* »¹

En 1926, les femmes turques ont obtenu le droit de vote et en 1938, le droit d'éligibilité. Le *Parti républicain du peuple* (CHP, qui à l'époque était le parti unique) envoie ses représentantes au Parlement². Des commissions de femmes se constituent en son sein. Les réformes adoptées³ sont censées encourager les femmes à participer activement à la vie de la Nation, sans pour autant négliger leur rôle domestique. En 1949, la TKB, à nouveau autorisée, définit ainsi ses objectifs : « *faire en sorte que les femmes soient nationalistes, éduquées, qu'elles connaissent leurs droits et les utilisent judicieusement. En d'autres termes, il s'agit d'apprendre aux mères à servir leurs maris et leurs enfants avec conscience, habileté et générosité.* » Cette double injonction se traduit par le fait que les femmes, plus présentes dans la sphère publique, commencent, pour un nombre non négligeable d'entre elles, à assumer des responsabilités de chef de famille, à vivre ou à élever leurs enfants seules. De plus en plus de filles obtiennent de bons résultats scolaires ou, une fois entrées dans la vie active, exercent un « travail respectable »; avec le temps, la taille de la famille diminue et les effets que cela entraîne sur les rôles respectifs de la mère et du père voient plus qu'ils ne les transforment les rapports sociaux de sexe, ce qui restreint les possibilités de les remettre en question. Selon Deniz Kandioti, les femmes sont devenues « *les otages du projet auquel elles participent activement.* »⁴

En Turquie, le mouvement féministe représente une dissidence inédite pour la structure républicaine, car son projet qui va bien au-delà de la lutte pour l'égalité, remet en cause, pour la première fois, cette émancipation conçue pour servir la Nation, et avec elle tout l'ordre social construit par le social-darwinisme du kémalisme. Ce processus est accéléré par la diffusion des débats, et des théories féministes de l'Occident, à l'origine de transformations sociales qui, par exemple, permettent aux femmes de vivre dans l'indépendance économique. La deuxième vague féministe qui, dans les pays du Nord, s'est opposée au patriarcat et à son ordre social, a radicalement changé la vie des femmes occidentales. Des thèmes jusqu'alors cantonnés au domaine de la vie privée comme la sexualité, le corps, la maternité et les

¹ *Ibid.*, p. 261.

² 18 femmes soigneusement choisies prennent place à l'Assemblée nationale. Leur participation est supérieure à beaucoup de pays européens comme la France, l'Angleterre, la Suisse, etc.

³ Par exemple, le nouveau Code civil (1925) établit l'égalité entre les genres.

⁴ Deniz Kandioti, *Cariyeler Bacılar, Yurttaşlar*, op. cit., p. 151.

constructions sociales de la sexualité, dont les théoriciennes féministes s'emparent dans le sillage de Simone de Beauvoir, sont au cœur des revendications du mouvement féministe, qui se radicalise à partir des années 1970.¹ Il vise alors rien moins que le renversement du patriarcat, autrement dit la subversion d'un système par nature profondément inégalitaire.² C'est sous les traits de ce féminisme radical que le mouvement apparu au grand jour en Turquie dans les années quatre-vingt dénonce le caractère patriarcal de la République, le machisme du kémalisme et la récupération de la cause des femmes par le nationalisme turc. Tourner le dos au modèle emblématique qu'incarne Sabiha Gökçen, pilote de chasse et héroïne de guerre, cela suffit en soi, comme le dit Hannah Arendt, à « déclencher un nouveau processus »: celui qui, en l'occurrence, porte sur l'élaboration d'une nouvelle identité de genre féminine.

Décider que les rapports sociaux de sexe dans la vie privée doivent faire l'objet d'un débat public, parler ouvertement de la sexualité, du corps et de la violence domestique, c'est s'octroyer une liberté à l'encontre de l'image de la femme émancipée créée par l'État. Le mouvement féministe s'attache à démontrer que la cause des femmes n'est pas un sujet relevant des politiques sociales mais une cause politique qui impose un changement en profondeur de l'ordre social³. Les remarques de Alberto Melucci sur les mouvements sociaux

¹ Christine Delphy, *L'ennemi principal*, Penser le genre, Paris, Syllepse, 1998 ; Antoinette Fouque, *Il y a deux sexes*, Essais de féminologie 1989-1995, Coll. Le Débat, Gallimard, 2004 ; Luce Irigaray, *Speculum : de l'autre femme*, Paris, Minuit, 1977 ; Valérie Solanas, *Scum manifesto*, Paris, Mille et une nuits, 2005 ; Kate Millet, *La Politique du mâle*, Paris, Stock, 1971 ; Ti-Grace Atkinson, *Amazon Odyssey*, New York, Links Books, 1974 ; Shulamith Firestone, *La Dialectique du Sexe*, Paris, Stock, 1972 ; Elisabeth Batinder, *L'un et l'autre*, Odile Jacob, Paris, 1986 ; Julia Kristeva, *Le Genie Féminin*, Paris, Gallimard, 2003.

² « *Le but politique du féminisme radical est le renversement du patriarcat. Cet objectif passe par la réappropriation par les femmes du contrôle de leur propre corps. Plusieurs stratégies seront envisagées, allant du développement d'une culture féminine « alternative » (création d'espaces féminins comme les centres de santé, les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence, le théâtre, le cinéma, les festivals, les commerces, maisons d'édition, librairies, magazines destinés aux femmes), jusqu'au « séparatisme » (la vie entre lesbiennes ou célibataires seulement), en passant par l'offensive directe contre le patriarcat (manifestations contre la pornographie, les concours de beauté, les déploiements militaires, les mutilations sexuelles, appuis à l'avortement, etc.).* » (Louise Topin, *Qu'est-ce que le féminisme ? Trousse d'information sur le féminisme québécois des 25 dernières années*, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine et Relais-femmes, Montréal, 1997).

³ « *Pour moi, la plus importante est le changement survenu, en politique, sur les sujets et les méthodes à partir de la conception selon laquelle « le privé est politique ». La plus prometteuse des voies ouvertes par le mouvement féministe tient au fait qu'il a réussi à faire de la famille (particulièrement en ce qui concerne la violence, les inégalités dans la vie quotidienne et les dominations genrées) un espace de lutte politique. En même temps, je pense que, grâce au mouvement féministe, les expériences personnelles sont devenues des composantes du mouvement politique, ce qui est très important. Pas seulement pour les femmes, mais pour tous les mouvements contestataires, cette voie ouverte par le mouvement féministe permet d'élargir les horizons. Jusqu'à présent, ces voies ne se sont pas multipliées mais elles se sont approfondies ; elles se sont consolidées en s'intégrant à la*

en général se vérifient pour le mouvement féministe, qui casse les normes institutionnalisées dans les rôles sociaux, déborde les règles du système politique et attaque la structure même des rapports sociaux¹. Pour citer à nouveau Arendt, en logeant son monde dans le monde dominant, le féminisme trouble « *la normalisation des transformations.* »²

Avec son cadrage féministe, le mouvement LGBT, qui réunit les militantEs « anti-hétérosexistes »³, adopte les mêmes principes mais il va plus loin. En analysant pourquoi et comment les thématiques liées au genre et à la sexualité ouvrent sur une critique des fondements de la République, nous avons souligné plus haut que la redéfinition des identités de sexe concomitante de la construction de la nouvelle nation était d'abord dictée par une idéologie militariste. L'aspect hétéro normatif de cette redéfinition transparaît clairement dans le discours du kéalisme qui, tant au niveau social qu'institutionnel ou juridique, s'emploie à établir un canon des styles corporels et des styles de vie reconnus⁴. Prescriptif, il édicte en fait une « police de genre », qui fixe le cadre de la sexualité légitime, une catégorisation qui étend la discipline « militaire » à toutes les sphères de la vie, y compris et surtout « privée ». La définition du « citoyen moderne » est basée sur ce cadrage militariste, patriarcal et hétéro normatif. Comme le soulignent Monique Wittig et Eric Fassin, le fait de définir certaines corporalités, pratiques sexuelles, façons de nouer des relations et de manières de vivre comme « pathologiques » ou « anormales », provoque un ensemble de discriminations et de violences.⁵

Cette définition normative entraîne sûrement la discrimination des personnes LGBT et leur exclusion ostensible de l'espace public, alors même que, paradoxalement, l'homosexualité n'est pas un délit en Turquie et que dès les années 1960, dans certaines régions, les relations hors mariage sont tolérées et les homosexuelLEs plus visibles⁶ tant

culture politique. » (tiré de l'entretien avec Aksu Bora accordé le 7 juin 2012).

¹ Alberto Melucci, « The new social movements revisited: reflections on a sociological misunderstanding », in Louis Maheu (dir.) *Social Movements and Social Classes-The future of Collective Action*, London, Sage Publications, 1995 pp. 107-119.

² Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, op. cit., p. 76.

³ C'est ainsi que les militantEs de *Kaos*, de *Lambda*, de *SPOD*, de *Hevjin* se définissent.

⁴ Par exemple, il est imposé aux femmes un modèle vestimentaire qui est, le port des cheveux courts, des jupes courtes, des tailleurs et des chemises qui ne laissent pas apparaître la poitrine. Vêtues ainsi, ces femmes républicaines devaient travailler, être actives dans la vie associative mais aussi être de bonnes mères et conjointes.

⁵ Monique Wittig, *La Pensée straight*, Paris, Balland, 2001 ; Éric Fassin, « Le "Outing" de l'homophobie est-il de bonne politique ? », in *L'Homophobie, comment la définir, comment la combattre*, Paris, Prochoix, 1999.

⁶ À İstanbul, à İzmir, dans les villes de l'Ouest et dans les métropoles, les homosexuelLEs sont mieux acceptés.

qu'ils-elles vivent dans l'entre-soi d'une communauté autonome.¹ L'hétéronormativité du système nationaliste et autoritaire se vérifie lors des deux coups d'État (1971 et 1980), avec l'interdiction signifiée aux chanteurs et chanteuses LGBT à succès² d'afficher leurs orientations sexuelles. Ce « moralisme citoyen » désigne les personnes LGBT à la vindicte des groupes nationalistes jusqu'à fomenter des attentats contre elles. L'intervention étatique permanente dans la vie sociale nourrit en fait la structure patriarcale-hétérosexiste qui légitime différents types de violences homophobes.

Dans ce contexte, l'émergence du mouvement LGBT et son incessante mobilisation suscitent des réactions souvent violentes, mais dans le même temps, en amenant l'opinion à envisager les personnes LGBT en tant que groupe social, elles contribuent à décrédibiliser les modèles genrés imposés par la République. Les raisons d'être du mouvement LGBT en Turquie le font donc naturellement se rapprocher des mouvements féministe, antimilitariste et, plus généralement, de ceux qui dénoncent le nationalisme virulent de la République. Menée sur plusieurs fronts et par divers courants, la lutte contre l'hétérosexisme, inédite avant les années quatre-vingt, remet fondamentalement en question l'ordre social en s'opposant au discours prescriptif de l'État quant aux rôles et aux comportements de genre.

Le caractère complémentaire de ces différentes luttes

Même si leurs objectifs politiques sont divers, les quatre mouvements étudiés ici militent pour un changement social doublé d'un changement des attitudes individuelles. A suivre la catégorisation établie par Ralf Turner et Levis Killian (pouvoir, valeurs, participation)³, qui insistent sur l'importance à accorder aux conflits nés des différences d'orientation, nous observons que les quatre mouvements dont il est question ici se rejoignent sur les deux catégories : les valeurs et la participation. Ainsi, la participation à la vie politique, économique et sociale des femmes, des personnes LGBT, des Kurdes ou des Arméniens, implique qu'ils luttent contre les valeurs patriarcales, hétérosexistes ou nationalistes. Les

Dans certains quartiers du centre d'Istanbul, les homosexuelLES et les transgenres vivent en communauté, de manière visible.

¹ « Mais cette exclusion se réalise avec hypocrisie : la contre-culture des gays existe depuis deux siècles, surtout à Istanbul. » (Pinar Selek, *Maskeler, Süvariler, Gacilar*, op. cit., p. 18).

² Zeki Müren, par exemple l'une des plus grandes stars de la musique turque classique, est ouvertement gay et Bülent Ersoy, autre grande vedette de la musique turque classique, a été opérée et sa carte d'identité valide son changement de sexe. Plusieurs aventures amoureuses de ces deux stars célèbres sont visibles dans les medias.

³ Ralf T. Turner & Levis M. Killian, « Collective Behavior », in *Prentice Hall*, Englewood Cliffs, 1972.

stratégies et les actions des groupes dans lesquels ils se reconnaissent relèvent-elles d'une différenciation qui serait à la fois fonction du degré et du niveau de changement revendiqué, comme le suggère David Aberle¹ ? Les objectifs de ces quatre mouvements sont pluriels, dans la mesure où leurs revendications associent des réformes portant sur la vie individuelle à la transformation de tout ou partie de la structure sociale. Leur rhétorique lie le plus souvent le changement personnel au changement social² : les mouvements féministe et LGBT proposent un autre mode de vie, le mouvement des partis légaux kurdes lutte pour le pouvoir et comme l'idéologie et les représentations jouent *un rôle prépondérant*³ chez lui, il propose un mode de vie. Le mouvement rassemblé autour d'*Agos* développe des projets autour de son idéal du vivre ensemble. Selon les critères retenus par David Aberle, ils considèrent tous la transformation personnelle comme un prérequis de la société.⁴ Pour ce qui est de cette dernière, N. Smelser fait une distinction entre le changement des normes et de celui des valeurs.⁵ Les revendications respectives de ces quatre mouvements, appellent d'une part des transformations limitées et spécifiques et, d'autre part, une modification profonde de la sphère sociale. Il paraît difficile de les étiqueter réformistes ou transformateurs dans la mesure où le changement social auquel ils aspirent dépend de leurs spécificités propres. Cette complexité confirme la critique d'Olivier Fillieule qui souligne la difficulté de retenir, comme critère de définition des mouvements sociaux, la nature des revendications ou plus généralement des buts poursuivis, avec un double rétrécissement autour du seul changement social et politique.⁶

L'examen de ces quatre mouvements actifs en Turquie montre aussi les limites de la définition de Charles Tilly, qui retient d'abord la confrontation avec les autorités publiques en ce sens qu'elle serait une étape obligée pour tenter d'obtenir de nouveaux droits. De ce point de vue, le mouvement social se présente comme « *une série continue d'interactions entre les détenteurs du pouvoir et ceux qui les défient.* »⁷ Les enjeux portés par les mouvements féministes et LGBT montrent cependant que les détenteurs du pouvoir ne se limitent pas aux autorités publiques. Notamment parce que ces deux mouvements défendent l'idée que « le

¹ David Aberle, *The Peyotl Religion Among the Navaho*, Chicago, Aldine, 1966.

² Fillieule Olivier, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *art. cit.*, p. 21.

³ Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort, Nouveau manuel de science politique, *op. cit.*, p. 185.

⁴ *Ibid.*, p. 22.

⁵ *Ibid.*

⁶ Fillieule Olivier, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *op. cit.*

⁷ Charles Tilly, « Social Movements and National Politics », in Charles Bright et Suzan Harding, Ann Arbor (dir), *Statemaking and Social Movements*, University of Michigan Press, 1984, pp. 297-317.

privé est politique », autrement dit que le système de domination se développe dans l'intimité de la vie familiale et conjugale. Par là, le féminisme brise le cadre de la science politique en y faisant entrer les thématiques en lien avec la sexualité, le corps, le mariage, la famille, autant de sujets jusque-là associés à la sphère dite privée. Parce qu'il dénonce l'omniprésence du système patriarcal dans tous les secteurs de l'expérience humaine, le féminisme ouvre des brèches dans le champ politique autonomisé de la vie sociale tout en démultipliant le contenu des sujets politiques et des mécanismes politiques.

Par ailleurs, la spécificité du régime répressif turc, caractérisé par un monisme qui englobe dans un même regard suspicieux le champ politique, la vie sociale et la vie privée, exerce en définitive un rôle de liant sur leurs orientations politiques, précisément parce qu'il exacerbe l'intrication des rapports sociaux, c'est-à-dire la structure intersectionnelle des appartenances de sexe, d'ethnicité et de classe. Ceci explique d'ailleurs le caractère complémentaire de ces différentes luttes face à cette structure qui s'oppose aux revendications de ces mouvements, considérés comme socialement et politiquement irrecevables¹.

¹ Selon Charles Tilly, qui souligne au premier chef l'importance de la nature des revendications émises par les protestataires, une action compétitive développe une revendication sur une ressource convoitée par d'autres acteurs tandis que « le registre des mobilisations 'proactives' concerne, lui, les situations d'expression de revendications inédites, de demandes portant sur des 'droits' jamais exercés ou reconnus. » (Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 496).

2. L'émergence d'un nouveau cycle de contestation après le coup d'État 1980

Le troisième coup d'Etat, le 12 septembre 1980, marque une rupture dans l'histoire contemporaine de la Turquie par sa brutalité, son ampleur, et la stabilité du régime qui en est découlé. Afin de réprimer des mobilisations massives dans le pays, l'armée s'empare du pouvoir et instaure un nouveau régime qui ne deviendra civil qu'en 1983 mais toujours sous contrôle militaire. Cette période est marquée par l'usage généralisé de la torture, les emprisonnements, la suspension des libertés de pensée et d'expression à tous les niveaux de la société¹. Une centaine de militantEs sont tués, les interrogatoires de police, auxquels un million de personnes sont confrontés, pendant deux mois, les emprisonnements se comptent par centaines de milliers à travers le pays.² L'opposition est dispersée car tous les syndicats³, associations, partis de gauche sont interdits⁴ et les militantEs politiques tuésEs, emprisonnésEs, exiléEs ou condamnésEs à la clandestinité.

Les quatre mouvements dont il est question émergent durant cette période de peur et de paralysie qui gagne en stabilité avec l'institutionnalisation d'une structure politique à long terme et qui traumatise durablement une génération pour laquelle il devient impossible de concevoir un engagement politique au cours de la décennie suivante. Durant la répression meurtrière qui ne permet à aucune opposition de s'exprimer, les premières initiatives de lutte pour des causes inédites en Turquie apparaissent. Ces nouveaux mouvements, d'une manière inattendue, sortant du cercle traditionnel, partant d'autres suppositions, parlant de rapports sociaux « inconnus », réussissent alors à activer des scènes de dissensus et déclenchent un nouveau cycle de contestation en Turquie autour des causes inédites.

¹ Voir les rapports de la sous-commission de recherche « 12 septembre » de l'Assemblée Nationale (2012): http://www.tbmm.gov.tr/arastirma_komisionlari/darbe_muhtira/tutanaklar.htm.

² TIHV, Türkiye İnsan Hakları Raporu (le rapport des droits humains en Turquie par la *fondation des droits humains*), TIHV éditions, 12 septembre 1996.

³ « *Après le coup d'Etat de 1980, 1955 dirigeants syndicalistes appartenant au DISK (Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires de Turquie) sont mis en garde à vue ou torturés, 1 477 civils sont jugés dans des tribunaux militaires. Pour 78 d'entre eux, la peine de mort a été requise par le procureur.* » (Gülçin Erdi Lelandais, « Du printemps ouvrier à l'altermondialisme... Le champ militant et le champ politique en Turquie », *Cultures & Conflits* [En ligne], 70 | été 2008, mis en ligne le 10 septembre 2008, consulté le 17 octobre 2012. URL : <http://conflits.revues.org/12483>, p. 60).

⁴ Le parti des ouvriers de Turquie- TIP est fermé au mobile qu'il reconnaît la question kurde. L'article 81 de la nouvelle loi interdit aux partis politiques d'« affirmer qu'il existe sur le territoire de la République de Turquie des minorités fondées sur une différence nationale, religieuse, culturelle, confessionnelle, raciale ou linguistique. » (publié le 24 avril 1983 au journal officiel de la République turque).

Cette émergence inattendue paraît aller à l'encontre de la théorie de la Structure des Opportunités Politiques (SOP). Celle-ci pose aux mouvements sociaux des conditions favorables ou défavorables, pour leur mobilisation en admettant que « *l'ouverture institutionnelle rend la mobilisation plus aisée car elle invite les citoyenNEs à utiliser des canaux qui n'existent pas ailleurs* »¹ et que l'absence de répression exercée par les autorités politiques rend également plus aisée la mobilisation car « *elle diminue les coûts et les risques de l'action contestataire pour ceux qui y prennent part.* »² Sidney Tarrow avait proposé de décomposer cette notion en quatre éléments : le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques, la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques, la présence ou l'absence d'alliés apportant leur soutien, l'existence de conflits et divisions entre les élites.³ Ensuite, avec Charles Tilly, cette définition est décomposée en plusieurs niveaux : la multiplicité des centres de pouvoir indépendants au sein du régime considéré, le degré d'ouverture à de nouveaux acteurs ; la facilitation ou la répression par le régime de l'expression des revendications, l'instabilité des alignements politiques, l'existence d'alliés pour les contestataires.⁴ Le régime militaire instauré après le coup d'État de 1980, a créé, avec la répression, une stabilité des alignements politiques et a éliminé les conflits et divisions entre les élites. À cette époque, on ne peut pas parler de multiplicité des centres de pouvoir indépendants au sein du régime turc. Il est également difficile de parler d'une ouverture institutionnelle, des ressources et des structures qui créent des opportunités pour la mobilisation sociale. Et dans le contexte où ces mouvements ont émergé, les coûts de l'action collective et les risques matériels de la mobilisation accrus rendent moins facile la contestation. Quels changements peuvent expliquer alors les conditions « *macrosociologiques qui favorisent l'apparition d'une contestation* »⁵ ? Est-ce que, indépendamment de la capacité mobilisatrice du groupe lui-même, ce sont les structures et les évolutions conjoncturelles du système politique qui déterminent la mobilisation ?⁶ Et le rôle de la répression dans la « *structuration dynamique et relationnelle des répertoires d'action collective* »⁷ est-il déterminant ?

¹ Marco Giuni et Florence Passy, *Histoire de mobilisation politique en Suisse*, l'Harmattan, 1997, p. 16.

² *Ibid.*, 16.

³ Sidney Tarrow, « Cycles ou collective Action », in *Social Science History*, no: 17, 1993.

⁴ Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Politique(s) du conflit*, Paris, Presses de Science Po, 2008.

⁵ Olivier Fillieule et Claire Péchu, *Lutter ensemble, les théories de l'action collective*, *op. cit.*, p. 15.

⁶ Olivier Fillieule, « Emergence et développement des mobilisations », *art. cit.*, p. 518.

⁷ Hélène Combres et Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *art. cit.*, p. 1047.

Selon Charles Tilly, les modifications du schéma répressif et de facilitation devraient avoir deux effets connexes : « *diminuer ou augmenter le niveau d'action collective, changer l'attrait relatif des différentes formes d'action collective.* »¹ Charles Brockett également suggère que l'usage de la répression par les régimes autoritaires limite l'accès au système politique et maintient généralement la protestation à son degré minimal. Un mouvement ne peut alors émerger que dans un contexte initial de relative ouverture des opportunités. Selon lui, quand les régimes, formés aux techniques d'intelligence et de terrain, en ont la capacité, ils écrasent généralement ces mouvements ; au contraire, si la répression fléchit et si une ouverture des opportunités politiques se profile, les mouvements populaires émergent à nouveau.² Sidney Tarrow soutient que les changements permettant un plus grand accès au système politique en changeant l'équilibre des forces en présence, ont un effet sur leur capacité de mobilisation. Lorsque la SOP s'élargit, les mobilisations sont susceptibles d'augmenter, tant en nombre qu'en cadence. Par contre, lorsqu'elle se contracte, les mobilisations diminueront d'intensité. Comme le dit Isabelle Sommier, avec cette thèse, Sidney Tarrow se situe dans le courant du processus politique qui est une variante de la théorie de la mobilisation des ressources.³ Charles Tilly souligne que l'évolution des modalités de protestation politique est étroitement dépendante de facteurs politiques.⁴

Il faut d'abord noter que la notion de SOP a fait l'objet de critiques grandissantes.⁵ Ces critiques portent principalement sur son usage routinier⁶, sur sa vision à la fois unitaire et statique de l'État, sur son caractère spongieux et les risques de réduction objectiviste qu'elle

¹ Charles Tilly, *From Mobilisation to Revolution*, Reading, New York, Random House, 1978, p. 114.

² Charles Brockett, *Political Movements and Violence in Central America*, New York, Cambridge University Press, 2005, pp. 265-328.

³ « *Il partage avec elle l'idée qu'un cycle procède de « conflits structurels » et de l'ouverture de la structure des opportunités politiques. L'un des intérêts de la notion de cycle consiste à resituer un conflit particulier dans sa synchronie, c'est-à-dire dans les effets d'imitation, de reproduction, de concurrence et d'opposition avec d'autres.* » (Isabelle Sommier, « Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 68 », in *Histoire&Politique. Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008, www.histoire-politique.fr).

⁴ Charles Tilly, « Les origines du répertoire de l'action collective en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, no : 4, octobre-décembre, pp. 89-108.

⁵ Ricca Edmondson, *The Political Context of Collective Action: Argumentation, Power and Democracy*, London, Routledge, 1997; Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997 ; Jeff Goodwin et James M. Jasper, *Rethinking Social Movements: Structure, Meaning, and Emotion: Structure, Meaning, and Emotion (People, Passions, and Power)*, Rowman & Littlefield Publishers, 2003 ; Lilian Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 75-100 ; Olivier Fillieule, *Requiem pour un concept- vie et mort de la notion de structure des opportunités*, in Gilles Dorransoro (dir) *la Turquie contestée*, Paris, CNRS Éditions, 2005.

⁶ Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 494.

présente; on lui reproche aussi de ne pas rendre compte de la multiplicité des acteurs et de la co-construction des *opportunités politiques* dans une interaction permanente entre les structures étatiques et les mouvements protestataires eux-mêmes. Par ailleurs, elle nous empêche de nous intéresser aux processus, en se focalisant seulement sur les facteurs objectifs de mécontentement, « *sans poser la question des médiations par lesquelles les acteurs éprouvent, se plient ou tirent avantage des contraintes structurelles, négligeant ainsi la manière complexe, parfois contradictoire, par laquelle les structures influencent les mobilisations.* »¹

Olivier Fillieule, en critiquant les dimensions occidentalo-centrées de la sociologie de protestation², attire l'attention sur la nécessité d'analyser simultanément la manière dont les acteurs étatiques et les groupes protestataires co-construisent les contextes et les conditions dans lesquels les individus se meuvent et agissent, ce qui revient à analyser l'action protestataire comme un processus itératif d'*adaptation tactique* et à voir l'actualisation des opportunités de manière continue. Comme Fillieule le propose, en partant d'une conception relationnelle des SOP, nous analysons les mouvements dans un champ d'alliance et de conflit multiorganisationnel³ sans se limiter aux rapports entre l'État et les contestataires qui ont la capacité de créer eux-mêmes des opportunités. Nous tenons compte du fait que *des perceptions subjectives ne sont pas forcément préalablement accordées ou synchrones*⁴, que les conditions objectives ne résultent pas forcément de ces opportunités, que les mouvements, avec leurs méthodes d'*adaptation tactique*, peuvent actualiser leurs opportunités de manière continue et que dans ces processus peuvent coexister des contradictions.

La paralysie durable de la communauté arménienne après le génocide et les vingt ans de silence qui entourent la question kurde après les massacres contre les Kurdes entre 1924 et 1938 confirment la thèse selon laquelle « la répression peut rendre toute action impossible en affectant le pouvoir d'un groupe »⁵. Mais, comme Charles Tilly le souligne, elle peut aussi provoquer la mobilisation⁶ en fonction de différents facteurs inhérents à la complexité des

¹ Olivier Fillieule, « Emergence et développement des mobilisations », *art. cit.*, p. 518.

² Olivier Fillieule, « Requiem pour un concept- vie et mort de la notion de structure des opportunités », in Dorronsoro Gilles (dir) *La Turquie contestée*, *op. cit.*, pp. 202-209).

³ Russel Curtis et Louis Zurcher, « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field », in *Social Forces*, n: 52, 1973, pp. 53-61.

⁴ Charles Kurzman, « The Post-Structuralist Consensus in Social Movement Theory » In *Rethinking Social Movements*, Jeff Goodwin and James M. Jasper (dir) , Editions Lanham, Md: Rowman and Littlefield, 2003

⁵ Olivier Fillieule et Claire Péchu, *Lutter ensemble*, *op. cit.*, p. 103.

⁶ Charles Tilly, *From Mobilisation to Revolution*, Reading, Addison-Wesley Publishing Company, 1978.

structures, comme c'est le cas avec le mouvement kurde autour du PKK. De nombreuses recherches ont montré que les effets du coup d'État ont pesé sur la région kurde plus qu'ailleurs¹. Malgré l'ampleur de la répression, malgré la défaite du mouvement contestataire, au sein de la gauche turque et des organisations kurdes, le PKK (1978) réussit à se préserver et crée un mouvement contestataire dans des conditions accrues d'oppression.² Comment l'expliquer ? Examiner dans leur complexité les facteurs de son émergence, dans la dialectique ses *dispositions et ses occasions*³, peut faciliter l'analyse des facteurs donnant lieu à son émergence.

Avant tout, la préexistence d'une lutte clandestine dans la région facilite l'émergence et l'organisation du PKK. Charles Tilly définit la notion de la répertoire d'action collective comme « *un modèle où l'expérience accumulée des acteurs s'entrecroise avec les stratégies d'autorité, en rendant un moyen d'action limité plus pratique, plus attractif et plus fréquent que beaucoup d'autres moyens qui pourraient, en principe servir les mêmes intérêts* »⁴ Tilly pointe l'interaction entre deux fronts opposés où les acteurs créent des routines dans un répertoire qui appartient aux configurations d'acteurs en conflit, et non à celui d'acteurs isolés.⁵ En y ajoutant le caractère vivant des répertoires d'action politique, c'est-à-dire en soulignant qu'ils évoluent avec le temps, sous l'effet de plusieurs facteurs, nous pouvons dire que le répertoire d'actions, si l'on s'en tient aux ressources, aux expériences et à l'échelle d'action des divers acteurs engagés, évolue de façon complexe dans la région kurde. « *Largement pris au dépourvu par la violence de la répression née du coup d'État de 1980, les entrepreneurs en mobilisation ont progressivement acquis une compétence qui leur a permis d'adapter leur répertoire d'action aux nouvelles réalités.* »⁶ Nous pouvons y ajouter que ce répertoire a un caractère militariste qui se développe dans la clandestinité parce que la répression dans la région kurde débute bien avant le coup d'État 1980. Au dire de Sabri Cigerli et Didier de Saout, « *depuis la fondation de la République turque, la région kurde a été soumise à des régimes d'exception, qu'il s'agisse d'état de siège, de loi martiale ou d'état*

¹ Hamit Bozarslan, *Conflit kurde, op. cit.* ; Giles Dorransoro, *Les Kurdes de Turquie, op. cit.* ; Sabri Cigerli et Didier de Saout, *Öcalan et PKK, op. cit.*

² Voir, Kurdistan Devriminin Yolu, Éditions Serxwebun, éditions illégales, 1980.

³ Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Précédé de : « Trois études d'ethnologie kabyle ». Genève, Droz, 1972 : 269 p., fig., tabl. 32 F (Travaux de Droit, d'Economie, de Sociologie et de Sciences politiques.

⁴ Charles Tilly, Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne » *Vingtième Siècle*, octobre, no 4, 1984, p.89-108.

⁵ Charles Tilly, Contentious Repertoires in Great Britain 1758-1934 in Traugott M. (dir.) *Repertoire and Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press, p. 30.

⁶ Gilles Dorransoro, *la Turquie conteste, op. cit.*, p. 28.

d'urgence durant au total cinquante-six années. Du fait du conflit qui oppose le PKK aux autorités turques, les provinces kurdes sont placées sous l'état d'urgence dès 1979. Chacune de ces provinces kurdes est dotée d'un système d'exception dont les formes dépendent de l'intensité des affrontements qui la traversent. Depuis juillet 1987, dix des onze provinces des régions kurdes sont ainsi soumises à l'état d'urgence. »¹ Les mouvements contestataires basés dans la région kurde sont par conséquent habitués à la répression et ont développé un répertoire d'action collective dans ces conditions. Ce répertoire correspond à des analyses sur la radicalisation des organisations et des actions.² L'évolution des mouvements contestataires kurdes montre comment les situations de répression extrême peuvent constituer des moteurs de radicalisation.

Cette radicalisation apparaît à partir des années soixante au sein de la gauche turque. C'est essentiellement après le deuxième coup d'État, en 1971, dont l'ampleur a été moindre qu'en 1980, que de nouvelles organisations de gauche radicale se forment dans toutes les villes et tous les villages du pays. Comme Hamit Bozarslan le souligne, après 1971, les prisons, notamment celle de Diyarbakır sont devenues des lieux de radicalisation. Les débats dans les prisons ont fait émerger les diversités politiques des militantEs kurdes qui s'engagent au chemin de la clandestinité. « *Les militants kurdes seront amnistiés comme les militants de gauche radicale en 1974. (...) Mais ils ne mettront plus jamais leur confiance dans l'action légaliste comme instrument de réalisation de leurs revendications.* »³ Tarık Ziya Ekinci, ancien député du parti ouvrier de Turquie, TIP et chercheur kurde, en parlant des années 1970, explique ainsi cette situation : « *tout le monde savait qu'il y avait des organisations illégales derrière les associations légales. On menait des activités politiques dans les associations mais tous les groupes illégaux distribuaient leurs propres publications.* »⁴ Gilles Dorronsoro et Olivier Grojean confirment également que l'illégalité est la situation habituelle de tous les mouvements nationalistes kurdes. Selon eux, cette illégalité ne peut expliquer à elle-seule l'émergence d'une stratégie de confrontation. « *Dans le cas des Kurdes, la longue tradition de violence étatique et de rébellion explique que les jeunes générations perçoivent souvent l'État comme un ennemi. (...) L'armée a appliqué dans le sud-est une stratégie de répression*

¹ Sabri Cığırli, Didier Le Saout, *Öcalan et le PKK : Les Mutations de la question kurde*, op. cit., p. 82.

² « *Pour les tenants des différentes versions de la théorie de la frustration, la répression tend plutôt à radicaliser les contestataires, alors que, dans la perspective de la mobilisation des ressources, elle serait plutôt dissuasive en raison d'un déséquilibre entre coûts, risques, avantages de l'action.* » (Combres Hélène et Fillieule Olivier, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », art. cit., p. 1051).

³ Hamit Bozarslan, *Le conflit kurde*, op. cit., p. 57.

⁴ Tarık Ziya Ekinci, « Kürt Siyasal Hareketinin Sınıfsal Analizi », Istanbul, Éditions Sosyal Tarih, 2011.

massive et indifférenciée parce qu'elle se représentait le « Kurdistan » comme un territoire ennemi, en raison notamment de la mémoire des révoltes des années vingt et trente. »¹

L'examen de son histoire montre le poids des expériences passées dans l'engendrement de ses conduites présentes. Après le coup d'État de 1980, la répression exercée par l'armée a nourri cette image d'ennemi et le PKK est devenu un foyer de résistance. Le PKK s'est habitué à la répression sanglante et au répertoire créé par les différents mouvements kurdes et de gauche turque. À partir du coup d'État du 12 septembre 1980 notamment, ses militantEs ont tendance à augmenter le niveau de radicalisation : et à mettre en place une résistance militaire afin d'émanciper « le peuple kurde » et d'empêcher son anéantissement. « *La possibilité de mener une lutte démocratique, légale et sans violence n'existait pas. Il n'y avait pas d'autre chemin pour vivre, pour préserver notre honneur, notre existence.* »² Ce témoignage, montre que la violence est perçue comme le seul chemin de résistance possible. Abdullah Öcalan, fondateur et leader autoritaire du PKK, le confirme en disant : « *ils ne nous ont pas autorisés à discuter de nos réalités les plus élémentaires. (...) Même la pratique de la langue kurde était interdite (...) je dis qu'ils ne nous ont pas laissé le choix. Vous pourriez dire 'allez ailleurs'. Mais où aller ? En réalité, il n'y a pas un endroit où aller.* »³

Comme l'indiquent Hélène Combes et Olivier Fillieule, c'est à l'épaisseur des moyens disponibles et effectivement employés et au couplage flou entre contraintes structurelles, dilemmes pratiques et interactions stratégiques qu'il faut s'attacher. Dans une telle approche, nous considérons que les acteurs s'appuient sur leur expérience passée pour se doter de lignes de conduite et décoder les situations présentes, mais aussi pour décider de ce qu'il faut faire, et c'est dans le cours de l'action que les décalages entre les anticipations et la réalité conduisent à des adaptations stratégiques.⁴ Il faut souligner que le contexte régional du PKK est très différent de celui de la gauche turque, comme il est ouvertement « national », son champ gagne une dimension qui dépasse la Turquie. Grâce aux liens transfrontaliers, Öcalan, peut quitter la Turquie, avant le coup d'État, en 1979, et bénéficier d'un camp de base en

¹ Gilles Dorronsoro, Olivier Grojean, 'Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie', *European Journal of Turkish Studies*, URL : <http://ejts.revues.org/index198.html>, p. 12.

² Entretien avec CU, 18 juin 2011, (Pour des raisons évidentes de sécurité, on protège l'anonymat des interlocuteurs, selon leur demande).

³ Doğu Perinçek, *L'interview avec Öcalan*, in Sabri Cigerli, *op. cit.*, pp. 59-60.

⁴ Hélène Combes et Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *art. cit.*, p. 1066.

Palestine. Le PKK qui livre ses premières batailles non pas contre l'armée turque, mais contre Israël, au Liban, réussit ainsi à créer des liens internationaux pour son soutien et sa logistique.

Nous ne pouvons que partager l'analyse de Gilles Dorronsoro et Olivier Grojean, selon laquelle le contexte et la nature de l'organisation jouent ici un rôle essentiel en raison du rapport entre les effets de la répression et le degré de structuration des groupes.¹ Ce qui explique l'échec des autres groupes nationalistes kurdes « *qui n'étaient pas organisés pour résister à une répression dont ils n'avaient d'ailleurs pas envisagé l'ampleur : illégaux, ils n'étaient pas clandestins. L'exception est ici le PKK, plus structuré que les autres, et dont la direction avait déjà fui en Syrie au moment du coup d'État. La prison a servi de réservoir militant au PKK. (...) Le coup d'État de 1980 et la répression qui s'ensuivit ont permis l'établissement du monopole du PKK contre ses concurrents et son implantation dans les campagnes.* »²

Il faut ajouter que la masse de la population kurde et la géographie ont également été des éléments déterminants pour mener une lutte armée nationaliste ou/et séparatiste. « Le Kurdistan indépendant », qui est l'objectif politique du PKK, s'appuie sur une population nombreuse qui, malgré les migrations forcées, continue à garder sa structure traditionnelle dans une région précise.³ Les Kurdes sont à peu près vingt millions en Turquie et vivent majoritairement ensemble dans une région montagneuse entourée de trois pays (Irak, Iran, Syrie) où vivent aussi des Kurdes qui mènent différentes luttes contre les différents États, même si en Irak, les Kurdes ont obtenu leur autonomie. Cela crée une logistique avantageuse, donc une opportunité pour la lutte armée. La géographie montagnarde facilite la protection et le déplacement des milliers de guérilleros. Le corps collectif enraciné dans cette région⁴ se répand vers les trois autres pays et y forme ses différentes ailes.

¹ Gilles Dorronsoro, Olivier Grojean, « Engagement militant et phénomènes de radicalisations chez les Kurdes de Turquie », *art. cit.*, p. 13.

² *Ibid.*, p. 13.

³ « Les provinces majoritairement kurdes de l'est et du sud-est de la Turquie forment en effet un sous-espaces politique progressivement autonomisé qui constitue un terrain propice à l'observation des phénomènes de radicalisation. » (Gilles Dorronsoro, Olivier Grojean, 'Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie', *art. cit.*, p. 4)

⁴ S.B, l'une des membres du mouvement des partis kurdes, affirme que sans l'enracinement du corps collectif dans cette géographie montagnarde de quatre pays, le mouvement légal n'existerait pas (tiré de l'entretien avec SB, accordé le 9 février 2012, (Pour des raisons évidentes de sécurité, on protège l'anonymat des interlocuteurs, selon leur demande).

Les résistances des militantEs dans les prisons jouent un rôle particulier dans la création de la base populaire du PKK. Surtout dans la prison de Diyarbakır, la résistance des cadres du PKK emprisonnés, ceux qui sont morts au cours d'une grève de la faim ou en s'immolant,¹ font naître un mouvement de sympathie dans la population kurde et toutes ces victimes deviennent les symboles de la lutte d'émancipation à venir. On peut mesurer la dimension émotionnelle² autour des histoires de violences faites par l'armée dans les villages kurdes et dans les prisons de la région. À partir du 15 août 1984 (début des actions de guérilla), cette sympathie se transforme en soutien et en participation³. L'objectif politique du PKK, « l'indépendance du Kurdistan », apparaît comme la seule voie possible d'émancipation.

Certaines expériences personnelles mais également des événements historiques peuvent marquer et définir une génération.⁴ Face à la violence étatique, le seul moyen de résister qu'a trouvé la génération kurde des années 1980 et 1990 est la violence qui prend exemple sur des héros et des héroïnes de la guérilla. La confrontation de l'État militaire avec une opposition armée provoque une guerre civile et une division dans la population⁵. En suivant la grille d'analyse de Gilles Dorronsoro et Olivier Grosjean, nous pouvons dire que le recrutement est souvent la conséquence des pressions gouvernementales.⁶ Comme l'indique Hamit Bozarslan, malgré l'augmentation de la répression, la guérilla se développe, le PKK qui adapte ces ressources matérielles au changement de contexte⁷, parvient à recruter nombre de militantEs. « *Malgré la répression et le bilan particulièrement meurtrier de la guerre pour les combattants d'Öcalan, (...) on constate un régime de subjectivité triomphante. Solidement ancrée dans la durée et dans la volonté de créer un Kurdistan indépendant, la guérilla se développe au-delà des espérances d'Öcalan, aussi bien sur le plan militaire que par son emprise au sein des populations civiles. Sa devise 'FRAPPE, GUERILLA, FRAPPE !*

¹ Voir : Cemil Bayık, *İlk Kurşun'dan Demokratik Özekliğe*, Editions Kürdistan Stratejik Araştırmalar Merkezi, www.lekolin.org

² Charles Brockett, « A Protest-Cycle Resolution of the Repression/ Popular-Protest Paradox », in *Social Science History*, 17 (3), 1993, p. 483.

³ « *Les solidarités sont d'ores et déjà militantes et amicales, même si des solidarités familiales ou tribales sont également mobilisées quand le mouvement tente de s'implanter dans les villes kurdes à partir de 1978, date de fondation du parti.* » Gilles Dorronsoro, Olivier Grosjean, « Engagement militant et phénomènes de radicalisations chez les Kurdes de Turquie », *art. cit.*, p. 18.

⁴ Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 200.

⁵ Benjamin Gourisse, (2011), « Variation des ressources collectives et organisation des activités de violence au sein du Mouvement nationaliste en Turquie. », *Cultures & Conflits*, no 81-82.

⁶ Gilles Dorronsoro, Olivier Grosjean, « Engagement militant et phénomènes de radicalisations chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, URL : <http://ejts.revues.org/index198.html>, pp. 21.

⁷ Hélène Combes, Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *art. cit.*, p. 1064.

CONSTRUIS LE KURDISTAN' se diffuse par le truchement de mille-et-une affiches et chansons. »¹ Les interdictions d'expression, d'organisation, la mémoire des massacres et des révoltes inabouties, la disparition de l'espoir d'une « transformation de l'État » motivent la reconstruction du but en « *détachement de l'État* », comme le dit Remzi Kartal, fondateur et député du HEP et du DEP, vice-président du DEP, dirigeant du Kongra-Gel, qui vit en exil.² Ce détachement, dans le mouvement kurde, sous l'influence du nationalisme, signifie au départ l'intention de « *construire un autre État* » ce qui indique que la voie unique de reconnaissance de la souveraineté des nations passerait par l'intermédiaire de l'État-Nation. Comme l'analyse Xavier Crettiez sur le mouvement séparatiste en Corse, « *la violence clandestine offre au groupe nationaliste un sentiment d'identité dans l'action, indispensable pour unifier la communauté protestataire* »³ sous son égide. Le PKK, le réussit aussi par la violence : à partir de 1988 surtout, on assiste tous les jours à des manifestations massives avec les drapeaux du PKK et les photos de son leader. L'immolation par le feu de femmes se sacrifiant au nom d'Öcalan ou du Kurdistan, les images des cadavres de guérilleros dans la presse sont devenues des faits quotidiens.⁴ Le PKK crée plusieurs organisations qui travaillent ensemble sous forme de plateformes ou de comités clandestins, surtout dans la région kurde, mais aussi dans les grandes villes comme Istanbul et Ankara, ce qui commence à rendre visible la question kurde dans la société.

Pour continuer avec Xavier Crettiez, il souligne que la violence nationaliste de FLNC (Front de libération national de Corse), « *est destinée à mobiliser, autour de l'icône du 'clandestin', une clientèle électorale et un soutien politique.* »⁵ Nous constatons la même démarche chez le PKK : à partir du début de 1990 qui marque le renforcement de la guérilla comme un symbole national, il essaye d'ouvrir une voie dans le champ politique légal par le

¹ Hamit Bozarslan, *Conflit Kurde*, op. cit., p. 69-78.

² « *Sa plus grande peur est de voir les Kurdes organisés et institutionnalisés dans ce champ. Malgré tout, notre peuple, à un prix très fort, développe sa lutte dans ce champ, déconstruit les équilibres politiques au Kurdistan et abolit la domination des pouvoirs politiques. Notre réussite dans le champ politique légal nourrit la force et l'espoir du peuple. Cette performance a joué un grand rôle pour que le peuple dépasse les murs de la peur et participe avec courage aux manifestations. Le champ politique légal est un terrain très important pour les Kurdes afin de se confronter avec le système et se créer.* » (Cemal Turan, Barış Kurt, « Baskı Siyasi Ayrışmayı Derinleştirdi » (les oppression de l'Etat turc approfondissent la décomposition politique), *Yeni Özgür Politika*, 23 avril 2011).

³ Xavier Crettiez, *La Question Corse*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 76.

⁴ « *L'enterrement, le 15 Mars 1990 d'un combattant du PKK à Cizre d'éclanche une période de soulèvement et jusqu'en 1994, nombre de villes Kurdes connaissent une situation d'insurrection ou du moins de désobéissance civile.* » (Hamit Bozarslan, *Conflit kurde*, op. cit., p. 80) Voir aussi : Etienne Copeaux, <http://0z.fr/dHq4v>

⁵ Xavier Crettiez, *La Question Corse*, op. cit., p. 137.

mouvement des partis légaux kurdes en lui offrant ses moyens matériels et militants. Ce mouvement, avec les termes d'Amitai Etzioni,¹ contient différents pôles de ressources : des ressources coercitives (guérilla...), des ressources utilitaires (argent, services de communication), des ressources normatives, des réseaux de l'exil, etc.

David Snow étudie les différents processus interactifs et communicatifs par lesquels les entreprises de mobilisation construisent une idéologie mobilisatrice.² Dans le cas du mouvement kurde, c'est le PKK qui prend en charge plusieurs problèmes en les associant idéologiquement et en fournissant une base organisationnelle pour l'expression de ses revendications. Sur cette base s'organise un mouvement de masse rassemblant plusieurs organisations légales et illégales comme les organisations de jeunesse, les groupes de femmes, les associations de solidarité avec les immigrants qui fuient la guerre, avec les prisonniers etc., des initiatives locales, des fondations culturelles, des cellules syndicales, des comités de quartier, des représentants de différentes associations de défense des droits. Olivier Fillieule et Claire Péchu, en attirant l'attention sur l'importance des moyens de communication et d'information pour la continuité des mobilisations, indiquent que les mouvements peuvent aussi créer leurs propres réseaux d'information³. En Turquie, une observation succincte permet de constater que la mise en place de ces réseaux d'information facilite la mobilisation de ce mouvement constitué de nombreuses subdivisions. En plus de ses journaux clandestins, le PKK édite des revues sur différents thèmes, des sites internet, publie un journal quotidien et possède de nombreuses chaînes de télévision.⁴ Ainsi il devient un mouvement de référence qui est capable de construire et structurer un champ particulier qui est autonome.

¹ Amitai Etzioni, « Special Interest Groups Versus Constituency Representation », *Research in social movements, Conflicts and Change*, Vol : 8, 1968, pp. 171-195.

² David A. Snow, E. Burke Rochford, Steven K. Worden et Robert D. Bendford, 1986, « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 45: 464-481. Voir aussi: Denis Segrestin, « Les communautés pertinentes de l'action collective », *Revue française de la sociologie*, No : 2, 1980.

³ Olivier Fillieule et Claire Péchu, *Lutter ensemble, les théories de l'action collective*, op. cit., p. 180.

⁴ À partir de 1990, la presse kurde en langue turque a le même parcours que le mouvement des partis légaux kurdes : les interdictions, les changements de noms, la persévérance. Fondé le 31 mai 1992, le quotidien *Özgür Gündem* (*L'actualité libre*) facilite la communication dans la population sensibilisée. Il se maintient malgré les emprisonnements et les assassinats. De 1992 à 1994, 14 journalistes et 7 vendeurs sont assassinés. Des nombreux journalistes, rédacteurs et éditeurs sont par ailleurs condamnés: http://www.multilingualarchive.com/ma/dewiki/fr/%C3%96zg%C3%BCr_Politika) En décembre 1994, deux bureaux du quotidien sont détruits par des explosions criminelles qui font 1 mort et 23 blessés parmi le personnel. Dès le lendemain, il est pourtant en vente. *Özgür Ülke* (Pays Libre) prend la suite avant d'être interdit le 4 février 1995. *Yeni Politika* (Nouvelle Politique, 13 avril 1995-17 août 1995), *Demokrasi* (la Démocratie, 12 décembre 1995-3 mai 1997), *Özgür Bakış*

Mais malgré cette base solide qui est accompagnée d'hostilité et de la répression, ce champ particulier, dans la région kurde, reste détaché, à cette époque, de l'espace des luttes sociales dans le pays en général où des mouvements contestataires qui, nés après le coup d'État militaire sur des priorités différentes, créent d'autres voies et déclenchent des processus tout à fait différents. Dans cet espace, surtout dans les grandes villes, retentit un coup de tonnerre : de façon inattendue, la défaite de la gauche, avec le coup d'État, ouvre une porte à de nouvelles approches de la liberté dans lesquelles *rivalisent multiples d'organisations interdépendantes*.¹

Le coup d'État militaire de 1980 qui réprime toute opposition dans le pays marque aussi un seuil de la naissance du mouvement féministe en Turquie. La plupart des fondatrices se retrouvent dans les cercles de solidarité contre la répression étatique. Les familles des prisonnières s'organisent avec les autres militantes pour lutter contre la torture policière systématique, les conditions inhumaines dans les prisons et les lois anti démocratiques. Étant donné que la répression ne permet pas de manifester ou de créer d'organisation officielle, cette mobilisation s'appuie sur les réseaux des organisations illégales. Le mouvement féministe s'est créé dans ces réseaux surtout à Ankara et à Istanbul. Ses fondatrices ont antérieurement connu une phase de militantisme partisan dont elles ne gardent pas un bon souvenir. Dans les organisations où elles militaient, elles n'occupaient que rarement des postes à responsabilités. Une fois les hommes emprisonnés, elles se sont trouvées psychologiquement abattues, mais « libres » de pouvoir réfléchir à leurs expériences en tant que femmes. Handan Koç, l'une des fondatrices du mouvement, témoigne: « *il y avait des femmes qui avaient participé à plusieurs organisations, qui étaient militantes, qui avaient subi des tortures, qui étaient emprisonnées, qui s'étaient bagarrées avec les chefs de leurs organisations, qui étaient soumises ou révoltées, qui étaient passées dans plusieurs films.* »² Ces militantes, en luttant contre les mesures anti-démocratiques du gouvernement militaire, commencent à la fois à discuter entre elles et à partager les problèmes qu'elles vivent en tant que femmes. Les intellectuelles, les jeunes femmes rentrées au pays après leurs études à

(Le Regard libre), *Ülkede Gündem* (L'Actualité dans le pays- 7 juillet 1997-23 octobre 1988), *Ülkede Özgür Gündem* (L'Actualité Libre dans le Pays), *Ülkede Yeni Gündem* (La Nouvelle Actualité dans le Pays) se succèdent en changeant de nom, mais pas de cadre. À partir de 1994, la chaîne de télévision kurde, Med TV, plus tard renommée Roj Tv, ensuite Nûçe TV, proche de la direction du PKK, devient un moyen de communication de la lutte en question.

¹ John McCarthy et Mayer Zald, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (6), 1977, p. 1238.

² Handan Koç, « Feminist Dergi Deneyimi », in *Özgürlüğü Ararken*, *op. cit.*, p. 103.

l'étranger et qui ont une expérience directe du mouvement féministe en Europe des années 1970 participent également à ces débats qui entraînent la politisation du mécontentement.

Selon Hélène Combes et Olivier Fillieule, les mouvements nouveaux, formés autour de causes inédites, sont également moins bien tolérés que ceux qui bénéficient d'une légitimité ancienne.¹ Cette thèse n'est pas tout à fait valable pour le contexte de la Turquie après le coup d'État de 1980. Durant ce processus, les causes vues comme un danger par les autorités sont anciennes : la violence de l'État turc se concentre sur des groupes de gauche et des Kurdes avec une hostilité envers les Arméniens. Les causes inédites, comme le féminisme, ne sont pas alors considérées comme politiques (dangereuses), elles trouvent donc l'opportunité d'émerger. Ayşe Uysal soutient que la répression qui a suivi le coup d'État du 12 septembre 1980 a créé « *le passage à des répertoires d'actions moins risqués ou au contraire clandestins et violents.* »² Ainsi, la répression ciblée sur les mouvements de gauche et de Kurdes les oriente vers des actions violentes et clandestines comme celles du PKK et du Dev-Sol³, tandis que les mouvements autour des causes inédites, vus *moins risqués* trouvent un espace pour s'organiser.

C'est le mouvement féministe qui est le premier à profiter de cette opportunité en s'appuyant sur des réseaux informels. Mais les réactions autour de l'ancienne structure de l'espace militant contestataire confirment la thèse d'Hélène Combes et Olivier Fillieule: cette opportunité de s'organiser dans une époque où des centaines de milliers de personnes sont en prison, donne lieu à des accusations contre les féministes. Comme le coup d'État date du 12 septembre, on les traite de « septembristes ». Şirin Tekeli, l'une des pionnières du mouvement, raconte ces réactions : « *les uns nous accusent d'être des 'traïtresses septembristes', car le mouvement fait son apparition dans le vide politique créé par le coup d'État militaire ; les autres d'être des 'filles traïtresses' puisqu'elles osent critiquer l'insuffisance des réformes kémalistes. (...)* »⁴ Banu Paker, une autre pionnière du mouvement, souligne la difficulté de se présenter comme féministe à cette époque : « *on croyait que nous luttons seulement pour*

¹ Hélène Combes, Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *art. cit.*, p. 1054.

² Ayşen Uysal, « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », in Gilles Doronsoro (dir) *la Turquie contestée*, *op. cit.*, p. 33.

³ Dev-Sol (Devrimci Sol-Gauche Révolutionnaire-1978) qui s'organise dans la clandestinité et commence ces actions violentes à partir de 1987. Cette organisation, avec le nouveau nom DHKP-C (Parti et le front du peuple révolutionnaire) continue ces attaques jusqu'au 2005.

⁴ Şirin Tekeli, « Les femmes : le genre mal-aimé de la république », *art. cit.*, p. 272.

*la liberté de la sexualité. On nous demandait par exemple : 'pourquoi vous ne marchez pas contre la torture ? »*¹ Mais comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, les féministes, « *si émues de leur découverte* »², ne se laissent pas influencer par ces polémiques. Elles racontent que ces réactions créent plutôt une solidarité entre les militantes et les groupes féministes³. Comme Verta Taylor l'indique⁴, le fait de pouvoir développer une solidarité organisationnelle joue un rôle dans l'impulsion du mouvement féministe en Turquie.

Le ciblage de la répression sur la gauche, les Kurdes et les Arméniens ne signifie pas, pour autant, que le reste de la population bénéficie d'un climat démocratique. Comme le signalent Combes et Fillieule, la répression peut être directe ou indirecte, ponctuelle ou durable, continue ou discontinue, sélective ou indiscriminée, préventive ou réactive.⁵ Le fait de ne pas être prises au sérieux diminue le risque et le coût pour les nouvelles militantes et crée une opportunité de se réunir autour de leurs causes sans attirer l'attention. Mais les interdictions de manifester et les contraintes judiciaires qui pèsent sur l'action collective sont valables pour toute la population et, parmi elle, les féministes.

Dans les mobilisations sociales en Turquie, notamment dans le mouvement féministe, nous voyons alors plusieurs tactiques développées pour s'adapter à la répression. Par exemple, face à la législation stricte et rigide qui encadre les manifestations, les militantEs inventent des nouvelles formes d'action: en organisant des « conférences de presse en plein air »⁶ ou en envoyant des lettres au gouvernement qu'ils/elles font partir des grandes postes des centres villes. Des personnages médiatiques⁷ apparaissent dans ces manifestations pour amplifier leur écho dans les médias, mais aussi pour protéger les militantEs de la répression policière.

¹ (Banu Paker, « 1989 Kadın Kurultayı », in *Özgürlüğü Ararken*, op. cit., p. 259) Il faut noter qu'elles mènent aussi quelques actions hors des questions prioritaires. Par exemple en 1989, autour des grèves de la faim en prison, elles organisent la « Manifestation noire », dans la rue, où elles bloquent la circulation. Trois d'entre elles sont arrêtées.

² Tiré de l'entretien avec Ilknur Üstün, accordé le 4 janvier 2013 .

³ Tiré de l'entretien avec Şirin Tekeli accordé le 7 février 2013i.

⁴ Verta Taylor, « Gender and Social Movements: Gender Processes in Women's Self Help Movements », *Gender and Society*, Vol 13, N°1, (1999), pp. 8-33.

⁵ Hélène Combes, Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports, A l'activité protestataire », *art. cit.*, p. 1052.

⁶ Aysen Uysal, « Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », in Donatella Della Porta & Olivier Fillieule (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006 ; Aysen Uysal, « Configuration des manifestations dans les rues turques », *Les Cahiers de l'Orient*, no. 86, juin 2007, 73-75.

⁷ « *Les célébrités jouent un rôle dans les représentations que l'on peut avoir d'une mobilisation. Ils forment la*

Leur façon de manier les statuts officiels de l'organisation aussi est une adaptation tactique. Par exemple, le groupe *Cercle de femmes*, collectif des féministes créé en 1982, que nous avons cité dans le premier chapitre, n'a pu devenir public qu'en 1984. Jusqu'à sa légalisation, les réunions se déroulent dans le cabinet d'une de ses participantes, Nurser Öztunalı, qui est architecte. Les militantes racontent le temps nécessaire aux discussions portant sur la forme de l'organisation officielle. Afin d'éviter l'oppression étatique et les formalités dissuasives de la nouvelle loi militaire sur les associations, elles créent une compagnie (23 mai 1984) sous le nom de « Cercle des femmes- Compagnie de Publication, de Service et d'activités de conseil » que nous avons démontré dans le premier chapitre.

Une des causes de la possibilité, malgré la répression, d'émergence et de développement du mouvement féministe est la création d'une nouvelle voie pour la politique en Turquie dans une conjoncture historique très particulière. Şirin Tekeli le souligne aussi: « *elles forment le premier mouvement d'opposition au régime, (...), une floraison d'initiatives et d'associations, comme une réaction non prévue par les militaires, alors qu'ils projettent la mainmise de l'État fort sur la société.* »¹ Par exemple « la marche contre la bastonnade » à Istanbul (17 mai 1987) est la première grande manifestation publique organisée après le coup d'État, dans des circonstances très peu propices à une telle action.² Cela est lié également à la diminution relative de la répression exercée par les autorités politiques. À partir de 1987, date de la suppression de l'état d'urgence, l'obligation de silence imposée par le coup d'État s'est relativement allégée et le recours à la rue est redevenu possible. Nous pouvons parler, dans les termes de Charles Tilly³, d'une modification du schéma répressif, donc d'une opportunité d'élargissement national pour les mobilisations qui ne sont pas prises au sérieux. On voit se former des petits groupes d'écologistes ou d'antimilitaristes et surtout avec l'influence de la mobilisation féministe, les étudiantEs LGBT se retrouvent et organisent leurs propres groupes qui formeront la base du mouvement LGBT.⁴ Ce décalage d'émergence du mouvement LGBT est sans doute lié à ce que les revendications pour les femmes paraissent plus légitimes que celles des homosexuelLEs dont l'existence n'est même pas reconnue sur la scène politique.

« vitrine » des mouvements. (...) Leur présence sert également à montrer que les risques liés à la mobilisation sont minimes. » (Aysen Uysal, « Turquie: dynamiques des manifestations de rue », *Alternatives sud*, Volume 14, *Etat des Resistances dans le sud-2008*, Centre tricontinental et Syllepse, Louvain-la-Neuve, Paris, 2008, p. 145)

¹ Şirin Tekeli, « Les femmes : le genre mal-aimé de la république », *art. cit.*, p. 271.

² « Environ trois milles femmes marchent, un jour de printemps, dans les rues de Kadıköy à Istanbul avec leurs enfants et leurs mères. Pour la première fois, la presse et les medias couvrent l'événement correctement et le ton des journalistes commence à changer. » (*Ibid.*, 272).

³ Charles Tilly, *From Mobilisation to Revolution*, *op. cit.*, 1978, p. 114.

⁴ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

Par ailleurs, les militantEs du mouvement LGBT soulignent l'influence du mouvement féministe dans la construction de leur mouvement et de ses orientations et l'interdépendance des deux mouvements depuis leur émergence. « *Elles mettent en évidence la sexualité et le genre. Elles montrent la masculinité et la féminité. Elles rendent publics les sujets privés dont les gens ont honte de parler. Tandis qu'on discute sur le genre, on analyse, on approfondit de nombreux domaines. Et cela donne un grand courage. Surtout le courage de parler de la sexualité. Si les femmes osent parler de la sexualité, c'est plus facile pour les hommes ; alors cette sortie renforce le courage des gays. Avant tout, ils commencent à réfléchir et à discuter sur leurs expériences, sur la sexualité, sur la société et sur les rapports sociaux de sexe. Il faut souligner aussi que de nombreuses femmes lesbiennes ou bisexuelles sont actives dans le mouvement féministe. La plupart ne se disaient pas lesbiennes à l'époque mais cette présence influence indirectement les relations du mouvement féministe avec les nouveaux groupes LGBT.* »¹ Yasemin Öz, militante de *Kaos* et d'*Amargi*, soutient aussi cette analyse : « *les débats sur la cause LGBT commencent petit à petit à la fin des années 80 dans le mouvement féministe. À cette époque le mouvement féministe est en train de se construire. Et il faut souligner que, même si c'est insuffisant, le mouvement féministe est le seul mouvement en Turquie qui touche à cette cause. Les autres mouvements ne s'intéressent pas du tout à la domination hétérosexiste.* »²

Vers la fin des années 1980, les gays et les lesbiennes qui se réunissent dans leurs propres réseaux et qui ont déjà développé un langage de contre-culture depuis 1986, se rassemblent et discutent dans les universités. Encouragés par les débats menés par les écologistes, antimilitaristes et féministes, ils-elles organisent leurs propres débats en petits groupes. Très vite, par des actions et des revues, ils-elles énoncent leurs revendications. À partir des années 1990, ces petits groupes sortent des universités, des cafés étudiants, des locaux féministes et oppositionnels, en s'élargissant à la contre-culture homosexuelle-transsexuelle qui se développe dans les hammams, dans les bars et quartiers populaires.³ Ce croisement de classes donne lieu à de nouvelles confrontations pour les gays militants qui deviennent plus actifs dans la fondation des groupes principaux du mouvement LGBT.⁴ Le mouvement, avec le temps, prend place dans le champ militant et rend influents sa terminologie, son ordre du jour et ses revendications, et ce, grâce aux alliances, surtout avec le

¹ *Ibid.*

² Tiré de l'entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012.

³ Pınar Selek, *Maskeler Süvariler Gacılar (Les masques, les cavaliers et les nanas)*, *op. cit.*

⁴ Le problématique de classe sera élaboré dans le troisième chapitre.

mouvement féministe et avec les antimilitaristes *faisant usage de répertoires d'action collective relativement distincts de ceux des organisations traditionnelles*.¹

L'action qui paraît la plus modeste, mais qui acquiert une dimension révolutionnaire pour le pays, est initiée par le journal *Agos* (1996). L'émergence du mouvement autour d'*Agos*, plus tardive, est révolutionnaire parce que c'est la première mobilisation en Turquie abordant la question arménienne depuis le génocide. On peut dire avec Charles Brockett que ce décalage est aussi lié aux *problèmes de matériaux et à l'usage de sources inappropriées*.² Contrairement au mouvement kurde, qui a eu quelques opportunités de contestation, il n'y a eu aucune mobilisation autour de la cause arménienne en Turquie, depuis le génocide. La communauté arménienne est restée autour de soixante mille personnes tandis que les Kurdes sont environ 15 million. En plus, nous avons déjà expliqué comment cette communauté, dans le souci de survivre, garde le silence en restant aussi invisible que possible à Istanbul.

Après le coup d'État militaire de 1980, les discours des représentants de l'Etat manifestent clairement leur hostilité envers les Arméniens. Selon Etienne Copeaux, avant 1980 il y avait des données sur les royaumes arméniens d'Anatolie et de Cilicie, qui ont disparu ensuite.³ Le mot « Arménien », qui est employé comme une insulte depuis la construction de la république, est souvent utilisé de la même façon par le chef de la junte militaire Kenan Evren, ce qui accentue encore la popularité de cette insulte.⁴ Sous l'influence du régime militaire, avec les attentats de l'ASALA⁵ et du PKK, l'hostilité fanatique anti-arménienne se renforce encore. « *La radicalisation de la société et du champ politique traumatisés par le séparatisme kurde du PKK auquel on associe les Arméniens dans le*

¹ Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 494.

² Charles Brockett, *Political Movements and Violence in Central America*, *op. cit.*, p. 268.

³ Etienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque, 1931-1993*, Paris, CNRS Éditions, coll. Méditerranée, 1997.

⁴ Tanil Bora, *Medeniyet Kaybı (la perte de civilisation)*, Istanbul, İletişim, 2006, p.104.

⁵ L'ASALA (L'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) est un groupe armé d'inspiration marxiste-léniniste et surtout actif de 1975 à 1984. Ses objectifs principaux sont de forcer le gouvernement turc à reconnaître le génocide arménien et d'unifier les territoires peuplés (ou peuplés avant le génocide) d'Arméniens (en Turquie, en Irak et en Union Soviétique) en une nation arménienne. Ses actions visent essentiellement des intérêts turcs en Turquie et en Europe. Au début des années 80, l'ASALA mène des actions meurtrières, surtout en France et en Suisse. L'attentat d'Orly (15 juillet 1983) qui fait 8 morts et 55 blessés, a été suivi d'une exclusion internationale qui a conduit à son éclatement. Entre 1975 et 1984, l'ASALA se rend responsable de 22 assassinats et environ 130 attentats. 34 diplomates turcs y trouveront la mort. Voir : Bertrand Buchwalter, « Portrait de la Communauté Arménienne d'Istanbul », in *Les Relations Turco-arméniennes : Quelles Perspectives ?*, Institut Français d'Études Anatoliens, Ed. Georges Dumézil, İstanbul, 2002, p. 19-45. Voir aussi : www.globalterrorwatch.ch/wp

courant des années 90. »¹ Même les militants du PKK arrêtés ou tués sont qualifiés par la presse de « *rejetons d'Arméniens* »².

Pour les Arméniens, la seule mémoire de résistance est celle, armée, qui existait avant le génocide. Comme nous avons déjà dit, la résistance menée par le parti *Hentchak*(1887), le parti *Dachnak*(1890), le parti *Armenikan* et par les révolutionnaires anatoliens, même si elle a échoué, est restée marquée comme mémoire de la résistance au nom des Arméniens en Turquie. Après le génocide, à part l'organisation armée ASALA qui n'a pas eu de branche légale et n'a pas pu mobiliser la population arménienne en Turquie³, aucun autre mouvement de résistance n'a vu le jour. Alors, comment expliquer, dans ce contexte fermé, l'émergence d'*Agos*⁴ qui est le pionnier et unique acteur de la mobilisation autour de la cause arménienne après le génocide⁵? Dans le contexte apaisé de répression contre les Arméniens, on peut distinguer de nombreux facteurs qui interviennent dans l'émergence d'*Agos* et dans les différentes phases du mouvement, depuis sa germination et son incubation au sein du journal jusqu'à son émergence après l'assassinat d'Hrant Dink.

Tout d'abord, à la fin des années quatre-vingt dix, malgré le climat de guerre⁶ qui institutionnalise la structure militariste dans le champ politique en Turquie, on assiste à une évolution de la reconnaissance de la question kurde. Même si le champ de bataille s'élargit vers le champ politique et vers l'espace des mobilisations sociales, même si la terreur paramilitaire affaiblit les chances de succès du mouvement des partis légaux kurdes, nous

¹ Hrant Dink, *Être Arménien en Turquie*, op. cit., p. 17.

² Ou bien on dit tout simplement : « on a remarqué que ces guérilleros ne sont pas circoncis. ».

³ L'ASALA est soutenu par une partie de la diaspora. Ce soutien s'explique par le fait que ce sont les attentats perpétrés par ASALA qui ont permis que l'on parle enfin du génocide : « À la vérité, c'est seulement dans les années 1980 que l'opinion publique occidentale a retrouvé le souvenir de ce génocide, à l'investigation de l'Église arménienne et des jeunes militants de la troisième génération, dont certains n'ont pas hésité à recourir à des attentats contre les intérêts turcs. » (André Larane, *Le génocide arménien*, 1996, heredote.net).

⁴ *Agos*, signifie « le sillon » en arménien.

⁵ « *Parce qu'être Arménien en Turquie signifie l'obligation de silence. Ils étaient les « fidèles » d'Ottoman avant le 20e siècle. Comme les mouvements de libération commencent par les grecs, les Arméniens étaient considérés comme fidèles. Mais ça a tourné au contraire. Maintenant on est ennemi. Comment c'est possible de manifester dans un pays où tu es considéré comme ennemi ? Par exemple, même après la guerre récente de 50 mille morts, on parle des « frères kurdes », mais on ne le prononce jamais pour les Arméniens. Parce que la fraternité se construit sur la religion. On utilise le côté assimilateur de la religion.* » (tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012).

⁶ Remzi Kartal, le co-fondateur des Partis du HEP au HADEP, l'ex-député de DEP, définit ce processus comme une guerre totale : « *D'abord ils visent à arriver à leur but en fermant notre premier parti HEP. (...) Après le fondement du DEP, commence le processus de guerre totale. (...) Comme ils n'ont pas pu nous écraser ils se dirigent vers les députés.* » (Turan Cemal, Kurt Barış, « Baskı Siyasi Ayrışmayı Derinleştirdi » (l'oppression de l'État turc approfondit la décomposition politique) *Yeni Özgür Politika*, 23 avril 2011).

voyons également que la question kurde est reconnue relativement par les médias et même par les dirigeants du pays, grâce aux mobilisations massives qui ne diminuent pas malgré la répression. Par exemple, en 1991, l'Assemblée Nationale annule la loi 2932 qui interdit la publication en langue kurde. La déclaration du premier ministre Süleyman Demirel, en 1992, « *le gouvernement reconnaît la réalité kurde* », ¹ confirme cette évolution qui s'accroît avec l'impact qu'ont les mobilisations massives de la population kurde sur le reste de la population, surtout dans l'espace militant contestataire. Les images de vieilles personnes ou bien d'enfants qui résistent aux coups de la police durant ces manifestations, touchent plusieurs milieux sociaux. À cette époque, le mouvement syndical et les mouvements étudiants se mobilisent pour diverses causes. La répression se concentrant plutôt sur le mouvement kurde, les autres groupes trouvent l'opportunité de s'organiser comme après le coup d'État de 1980. Cette opportunité se renforce avec l'appui des institutions européennes qui deviennent plus présentes dans le champ politique à partir de 14 avril 1987, la date où la Turquie a déposé sa demande d'adhésion à l'Union européenne. (À l'époque, c'était Communauté européenne). Elle sera officiellement reconnue candidate le 12 décembre 1999.

Comme le premier chapitre l'a démontré, afin de créer une pression sur l'État turc, les mouvements s'appuient sur des réseaux internationaux. Comme le dit Ariel Colonomos, les sociologues des réseaux soulignent la présence de personnages et unités tout particulièrement performants et significatifs dans la dynamique de régionalisation et de diffusion.² Dans le cas de l'espace militant contestataire en Turquie, il y a plusieurs acteurs qui jouent un rôle de pont entre international et national. Premièrement, nous pouvons parler des communautés arméniennes et kurdes de la diaspora qui gardent leurs relations avec celles de Turquie par les liens familiaux ou les échanges culturels. Ils servent à diffuser des informations, à soutenir les campagnes de ceux-ci. Quant au mouvement féministe et au mouvement LGBT, depuis leurs émergences, ils sont tournés vers l'international. Nous remarquons que, jusqu'aux années 2000, cette orientation ne concerne pas ceux des pays voisins comme la Grèce, la Russie, la Bulgarie et ceux des pays de Moyen Orient comme la Syrie, l'Iran ou Irak, mais notamment ils sont tournés vers l'occident, surtout l'Europe de l'ouest et les États-Unis qui étaient considérés comme plus efficaces contre les autorités internes. Surtout, par le biais des institutions européennes comme le Conseil de l'Europe ou le Parlement Européen, les

¹ <http://www.milliyet.com.tr/2005/08/17/yazar/bila.html>; <http://www.sabah.com.tr/Yazarlar/ovur/2012/01/08/siyasetciler-20-yil-once-ne-dediler>

² Ariel Colonomos, « Sociologie et science politique : les réseaux, théories et objets d'études », in *Revue française de science politique*, 45e année, n°1, 1995, p. 32.

militantEs des deux mouvements trouvent une piste pour participer aux plateformes des mouvements mondiaux et pour rencontrer les militantEs des autres pays. Par exemple, le mouvement féministe en Turquie travaille avec le *Lobby Européen des femmes* (LEF)¹, la plus grande coalition d'associations de femmes qui regroupe 2000 ONG de femmes de tous les États membres et candidats de l'UE et des associations européennes.

L'intervention des institutions européennes, la répression ciblée, mais aussi la reconnaissance relative de la question kurde et les mobilisations massives créent une petite ouverture institutionnelle. Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un contexte idéal pour l'émergence d'un mouvement contestataire autour de la question arménienne, mais d'une ouverture qui fournit aux quelques intellectuelLEs arménienNEs un espace de travail sur les questions d'identité ethnoculturelle arménienne et de conscience de citoyenneté. Ce travail ne se transforme pas en action sociale mais crée l'opportunité de mettre en place de nouveaux cercles autour de la question. Les publications de plusieurs recherches et de plusieurs livres sur la culture et sur l'histoire arménienne², la création de la maison d'édition *Aras*³ déclenchent un processus de réflexion. Les *Éditions Aras*, avec leurs publications en turc et en arménien, deviennent très vite une fenêtre ouverte sur les expériences de la population arménienne. « *Partir des années 1990, quelques Arméniens de Turquie s'expriment dans l'espace public, surtout les intellectuels, ceux qui sont de l'Anatolie, de classe moyenne, de tendance de gauche.* »⁴ Mais cela va de pair avec un renforcement de l'hostilité anti-arménienne. L'État turc, d'un côté tente de donner à la communauté internationale une image

¹ Pour plus d'information, voir : <http://www.womenlobby.org/?lang=fr>

² Il faut parallèlement signaler les publications des éditions Belge qui publient déjà depuis plusieurs années des livres sur l'histoire et la culture arméniennes. Ce sont elles qui ont notamment assuré la traduction des oeuvres de Yves Ternon ou de Vahakn Dadrian.

³ La maison d'édition *Aras* (1993), créée pour « faire connaître les différentes cultures semées sur une même géographie », publie cinq à six livres par an avec un tirage de 2000 exemplaires pour les livres en turc et de 1000 pour les livres en arménien. *Aras* a fait le choix de se concentrer sur les romans et récits de vie avec des auteurs comme Mıgırdıç Margosyan –un arménien originaire de Diyarbakır. (Mıgırdıç Margosyan, *Gávur Mahallesi*, (le quartier des giaour-des infidèles) Istanbul, Aras, 1999.) Elle traduit aussi des ouvrages d'auteurs arméniens occidentaux comme William Saroyan. « *Le climat dans lequel est fondé Aras est important. Les revendications de reconnaissance ont influencé la population Arménienne. Par exemple, les premiers livres de cette époque sont les livres de Mıgırdıç Magrosian qui montrent l'existence arménienne dans les régions kurdes. Celle-ci, fait partie d'une histoire détruite et oubliée. Grâce à ces livres, on a commencé à se demander s'il y avait encore des Arméniens à Diyarbakır. Dans un climat où on discute les droits des Kurdes, ces livres ont montré que ces revendications ne sont pas suffisantes pour la démocratie en Turquie.* » (tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012).

⁴ Karin Karakaşlı, Ferhat Kentel, Füsün Üstel, Günay Göksu Özdoğan, *Türkiye'de Ermeniler/ Cemaat-Birey-Yurttaş* (*Les Arméniens en Turquie*), op. cit., p. 7.

de démocratie en laissant par exemple un espace aux intellectuelLEs arménienNEs pour des travaux culturels, de l'autre côté, il accentue l'image des « ennemis arméniens »¹

Dans ce cas, nous distinguons l'effet positif de la répression sur la mobilisation² parce que le renforcement de l'hostilité anti-arménienne provoque un engagement des intellectuelLEs arménienNEs qui sortent de la paralysie dans laquelle ils étaient enfermés, mais l'hostilité demeure. « Il fallait faire quelque chose »³ La fondation d'Agos était le résultat de ce sentiment et aussi du besoin de montrer la distance entre le PKK et les ArménienNEs .Hrant Dink, dans son interview dans le journal *Cumhuriyet*, le 5 avril 1996, raconte ainsi la raison cette fondation : « *c'était un temps très dur pour nous, pour la communauté arménienne. Dans la presse nous suivions les 'prétendues relations entre le PKK et les Arméniens'. Nous savions que c'était des mensonges mais nous ne pouvions pas le prouver ni nous exprimer.* »⁴

Nous pouvons également noter la dimension émotionnelle de ce processus de création mais aussi constater que cette dimension ne provoque pas de radicalisation comme dans le cas de la diaspora, au contraire, elle encourage certains ArménienNEs à chercher les chemins pour s'en sortir. Selon Hrant Dink, l'intention est plutôt de convaincre et de continuer à vivre ensemble. Comme la seule façon de s'exprimer au nom de la communauté était le Patriarche, les différents acteurs de la communauté se réunissent au siège patriarcal pour « faire quelque chose ». C'est là que Hrant Dink propose de faire un journal bilingue. Le Patriarche de l'époque, prêt à agir contre les amalgames anti-arméniens, soutient ce projet mais par la suite il s'opposera à lui à cause de sa position laïque. « *Agos se crée dans des réunions au siège patriarcal. Le Patriarche vit une sorte de panique après les déclarations selon lesquelles des militants du PKK seraient arméniens. On commence à chercher des pistes pour s'exprimer. Rencontres avec les journalistes etc. Hrant, qui participe à ces réunions, propose un journal en turc. Ensuite, il le crée de son côté. C'est pour cela que le patriarche s'opposera à Agos.* »⁵

Aux dires d'Hélène Combres et d'Olivier Fillieule, c'est dans le cours de l'action que les décalages entre les anticipations et la réalité conduisent à des adaptations stratégiques.

¹ Yetvar Danzikyan, « 12 eylül ve 11 Ermeni » («12 septembre et 11 Arméniens »), *Radikal*, 02.04.2012.

² Charles. Tilly, *From Mobilisation to Revolution*, Reading, New York, Random House, 1978.

³ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012.

⁴ *Cumhuriyet*, « Interview avec Hrant Dink », *Cumhuriyet*, 5 Avril 1996.

⁵ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012.

Hrant Dink, ancien militant de gauche mais aussi enfant orphelin de la communauté, en s'appuyant sur ses expériences passées, instaure sa ligne de conduite, refuse l'autorité du Patriarche et affiche une position laïque et autonome. Ce processus de séparation des chemins et la volonté de créer un journal indépendant font partie de sa stratégie. Selon Karin Karakaşlı, coordinatrice éditoriale actuelle d'*Agos*, la contestation de la part de l'Église envers *Agos* procède de cette position indépendante et laïque : « *ils n'accepteront jamais cette initiative indépendante, par peur de perdre le pouvoir. Agos a dépassé les limites. Il est devenu une voix indépendante, un porte-parole indépendant, ce qui a créé un mouvement social autour de lui. Il détruit la tradition d'organisation autour du Patriarche. Je trouve que c'est révolutionnaire pour les dynamiques internes de la population arménienne. Ça a ébranlé les structures internes. Alors ils ont dit qu'Agos était un mouchard qui s'exprimait en turc. Il est vu comme une menace pour la communauté qui, peut être, craignait d'être politisée. Hrant ne parlait pas au nom de la population arménienne mais il en est vraiment devenu le porte-parole. Les attaques internes se sont multipliées. On disait que nous n'avions plus que six mois à vivre.* »¹

Agos représente la première initiative indépendante de l'Église ; il n'entre pas dans les cadres traditionnels et défend une position laïque. Les Arméniens en Turquie étant considérés comme une minorité religieuse représentée par l'Église qui dominait toutes les activités des associations, des centres sociaux culturels, de l'école arménienne, nous pouvons dire que l'un des acquis d'*Agos* est la destruction de l'hégémonie du Patriarche et la redéfinition de la citoyenneté avec une notion d'appartenance ethnique. Par exemple, *Agos* lance des initiatives civiles pour le financement des écoles, et pour d'autres problèmes en disant que le Patriarche doit se limiter à sa vocation religieuse. Il s'adresse à la société civile en appelant les citoyens « à être individus au lieu d'être disciples. »

Même si *Agos* va dépasser le cadre de la presse en créant autour de lui un mouvement social, l'héritage du journalisme arménien aux racines assez fortes², porté par *Jamanak*¹ et

¹ *Ibid.*

² Dans l'empire Ottoman, à partir de 1832 (date de la publication du premier journal arménien Takvim-i Vekayi Liro Kir), jusqu'en 1990, il y a eu 601 journaux et magazines arméniens. Après les mobilisations arméniennes, les journaux politiques gagnent de l'importance. En 1908, à İstanbul et à Ankara il y a une multiplicité des tendances politiques dans la presse arménienne. Après la république, ne subsistent que dix-sept publications arméniennes. (Karin Karakaşlı, Ferhat Kentel, Füsün Üstel, Günay Göksu Özdoğan, *Türkiye'de Ermeniler/ Cemaat-Birey-Yurttaş (Les Arméniens/ Nés en Turquie)*, op. cit., p. 206) À partir de la fondation de la nouvelle république, à İstanbul il y a des revues et journaux religieux et littéraires comme *Hay Khosnag* (1924-1930), *Nor Lur* (les Nouvelles), *Yerçanigin Daretzuytzi*, *Tebi Luys* (1950-1952), *Aravelk* (Est-1932-1938), *Asdğapert* (1951-1953), *Aztarar* (le Rapporteur), *Kulis* (1946-1996), *Carakayt* (la lumière 1947-1952) Il y a aussi les bulletins des

*Nor Marmara*², sera une opportunité pour sa création. Il bénéficie aussi, en tant que publication arménienne, du statut de minorité de cette communauté, et par conséquent de l'appui d'institutions internationales.

Nous avons indiqué l'impossibilité de s'organiser, en Turquie, dans un mouvement contestataire ayant comme revendication « les droits des Arméniens » mais *Agos*, qui porte les revendications de la communauté dans une perspective de gauche, unifie de nombreux et nombreuses intellectuelLEs qui ne sont pas d'origine arménienne. Sa motivation à agir contre le renforcement de l'hostilité anti-arménienne, encourage ses fondateurs à essayer de créer un réseau de solidarité autour de cette initiative. Cette union développe des analyses et des interventions politiques sur les problèmes du pays, elle devient une des principales composantes de l'opposition démocratique en Turquie. En 2007, l'assassinat de son fondateur-rédacteur en chef Hrant Dink entraîne une vive réaction dans le pays, qui va faire émerger un mouvement social autour du journal, et des nouveaux centres.

À propos des effets de la répression³, nous constatons que, dans ce cas, la répression sanglante qui s'est soldée par l'assassinat du leader d'*Agos* ne dissuade pas la contestation, au contraire, elle la stimule en déclenchant une émotion qui fait très vite naître un nouveau mouvement. La lettre de ses rédacteurs, que nous avons déjà citée, à la suite de l'assassinat de Hrant Dink montre leur volonté de persévérer dans la lutte pour « sortir de l'impasse » et vivre ensemble avec une multi culturalité: « *une Turquie qui nous donne un sens, dans laquelle nous voulons être présents et que nous faisons nôtre. C'est la Turquie de Hrant* »⁴ L'assassinat du symbole de cette position ne détourne pas les nouveaux et nouvelles représentantEs d'*Agos* de leurs principes politiques qui deviennent une source d'influence pour le nouveau mouvement créé dans la précipitation après la mort de Hrant Dink. Ce mouvement, organisé autour des procès des assassins qui ont une importance symbolique,

associations et des églises.

¹ *Jamanak* (Le Temps-1908), à la fin du XIX^e siècle, son tirage est d'environ 15 milles exemplaires. (Karin Karakaşlı, Ferhat Kentel, Füsün Üstel, Günay Göksu Özdoğan, *Türkiye'de Ermeniler/ Cemaat-Birey-Yurttaş (Les Arméniens en Turquie)*, op. cit., p. 215) Son propriétaire Ara Koçunyan décrit ainsi le journal : « Nous contribuons aux sujets importants du pays en montrant que les Arméniens ont toujours contribué aux productions collectives de ces terres. » (*Ibid.*, p. 216).

² *Nor Marmara*, l'hebdomadaire en langue arménienne, fondé en 1940, est distribué seulement dans la communauté arménienne et se consacre aux sujets culturels et artistiques. Son tirage est d'environ 1500 exemplaires.

³ J.Olivier, « State Repression and Collective Action in South Africa 1970-84 », in *South African Journal of Sociology*, n:22, 1991, p. 109-117.

⁴ *Agos*, 25 janvier 2007, supra p. 49.

unit toute la diversité du mouvement démocratique en Turquie et se mobilise dans divers domaines qui ont pour but de pouvoir « vivre ensemble ».

Dans cette précipitation à s'organiser, nous observons la dimension affective qui est, ainsi que Olivier Fillieule le dit¹ et Charles Brockett le suggère, indispensable comme « *une composante cruciale de la motivation individuelle et collective des groupes.* »² L'exemple de l'assassinat du jeune homme Malik Oussekin en décembre 1986 en France fait aussi apparaître cette même dimension qui fait basculer la crise entre la jeunesse scolarisée et le gouvernement³, mais l'effet de celle-ci est temporaire tandis qu'en Turquie, elle motive une lutte à plus longue terme. Garo Paylan, co-fondateur de l'initiative des « amiEs de Hrant » décrit ainsi cette dimension émotionnelle en parlant du rassemblement immédiat des personnes de différents milieux avec la volonté d'organiser des actions, des débats et des campagnes: « *avec plusieurs personnes, nous avons décidé de suivre le chemin de Hrant en nous organisant plus fort.... Nous étions et sommes prêts à nous engager dans ce chemin. Oui, il y avait et il y a une posture persévérante mais aussi très affective. On pleure souvent. Depuis les premiers rassemblements jusqu' à aujourd'hui.* »⁴ Son expression « *suivre son chemin en nous organisant plus fort* » est le motif principal du nouveau mouvement.

Nous voyons la dimension émotionnelle dans également plusieurs phases des mobilisations autour du mouvement kurde. Après les arrestations en 2009, par exemple, nous avons noté que la résistance se renforce avec cette dimension qui radicalise les militantEs. Selahaddin Demirtaş, le co-président du BDP, en s'adressant au premier ministre Erdoğan dit : « *quoi que tu fasses, nous massacrer ou nous pendre un par un, tu ne trouveras aucun membre du BDP qui te demandera pitié* »⁵ Quant à la co-présidente du DTK Aysel Tuğluk, elle parle du procès de réconciliation avec Öcalan : « *Monsieur Öcalan a présenté un programme de solution. Mais on ne fait rien pour. (...) Si les acteurs politiques de ce peuple sont emprisonnés et tués, si on continue des opérations contre la guérilla, si on isole Monsieur Öcalan, il y a une seule chose à faire : Résister, résister et lutter.* »⁶ Durant le premier mois de

¹ Fillieule Olivier, « Temps Biographique, temps sociale et variabilité des rétributions », in *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 44.

² Charles Brockett, « A Protest-Cycle Resolution of the Repression/ Popular-Protest Paradox », in *Social Science History*, 17 (3), 1993, p. 483.

³ Erik Neveu, « Dynamiques et effets des mobilisations », *art. cit.*, p. 542.

⁴ Tiré de l'entretien avec Garo Paylan accordé le 10 décembre 2012.

⁵ Déclaration de Demirtaş, ANF, 14 Septembre 2011.

⁶ voir, ANF, 18 Eylül 2011.

l'année 2012, la plupart des dirigeants du BDP, y compris les députés,¹ entament une grève de la faim pour « *protester contre l'isolement d'Öcalan* » ; les bureaux du parti organisent des manifestations massives de solidarité. Quand le gouvernement interdit tout rassemblement pour le Newroz (21 mars), le PKK appelle à manifester; le BDP, déclare qu'il est prêt à braver les interdictions². Le 18 mars, franchissant les barricades dressées par la police, un million de personnes se rassemblent à Diyarbakir et des centaines de milliers à Istanbul pour montrer leur soutien au PKK et à Öcalan.³ Quelque 130 rassemblements ont été organisés à travers le pays, entre le 18 et 21 mars 2012. « *Le gouvernement a fait l'erreur de sa vie. Le peuple est sur la place de Newroz malgré les injustices, les obstacles et les violences* », dit le député Hasip Kaplan.⁴ Selon un article du *Monde* l'interdiction renforce la motivation des manifestants : « *l'interdiction n'a fait que renforcer la motivation des manifestants et le message politique de ce Newroz. Devant une foule, le président du BDP, le parti kurde proche de la guérilla du PKK, Demirtaş, lance : 'Regarde AKP ! Newroz c'est ça !'* »⁵ Dans plusieurs villes, les interventions de la police se soldent par des morts, des blessés et des arrestations⁶, les magasins n'ouvrent pas leurs portes afin de protester contre le gouvernement.⁷ Quand, au cours de son procès, Hatip Dicle demande de se défendre en kurde, des milliers de prisonniers suivent son exemple et font la même demande qui est refusée, redemandée et refusée. Les tribunaux deviennent alors le théâtre d'actes d'insoumissions⁸ qui font écho aux manifestations dans les rues.

Si on en revient au mouvement autour d'Agos, il faut voir le rôle de l'élargissement des opportunités⁹ comme une étape vers un mouvement social. Ce réseau, élargi autour du

¹ Selma Irmak, Faysal Sariyıldız.

² Le co-président Selahattin Demirtaş déclare ainsi « *Le Newroz sera notre réponse au gouvernement.* » (ANF, 15 mars 2012) « *Ce Newroz sera le début d'un nouvel espoir* » (*Birgun*, 14 mars 2012) .

³ Voir les quotidiens Evrensel, Birgun, Gündem, Milliyet, Hurriyet, Taraf, Sabah de 19-20-21 mars 2012. Aussi : <http://www.azadnewsagency.com/nuce/?p=1361>.

⁴ (*mediapart*, <http://blogs.mediapart.fr/blog/maxime-azadi/200312/1>).

⁵ <http://istanbul.blog.lemonde.fr/2012/03/18/newroz-les-kurdes-en-colere/>

⁶ A Diyarbakir, Batman, Sirnak, Hakkari, Van, Yüksekova, Şemdinli, Cizre etc...

⁷ Selon les résultats des dernières élections, plus d'un tiers des citoyens kurdes soutiennent la ligne BDP-KCK/PKK, le reste vote pour l'AKP le Parti de la justice et du développement. Il n'y a pas de troisième parti visible dans ces résultats. (Mesut Yeğen, *Son Kürt İsyanı*, *op. cit.*, p. 109).

⁸ La co-présidente du BDP Kışanak parle ainsi : « *depuis dix-huit procès, ils n'écoutent pas nos compagnons. Parce que nos compagnons parlent en kurde. Il s'agit d'un jeu de théâtre. Nous ne serons pas une partie de ce jeu.* » (ANF, 18 Janvier 2011, www.firatnews.com).

⁹ Doug Mc Adam, « Political opportunities : conceptual origins, current problems, future directions », in Doug McAdam, John McCarthy, et Mayer N. Zald (dir), *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp. 23-40 ; Sidney Tarrow, « States and opportunities : the political structuring of social movements », *art. cit.*,

journal, le nourrit, le protège, préserve son indépendance par rapport aux partis politiques, soutient sa distribution et la diffusion de ses idées. Nous avons vu que les motivations pour la création d'*Agos* sont doubles : d'une part l'ouverture de la reconnaissance et les mobilisations, d'autre part, le besoin de marquer une distance entre les arménienNEs et le PKK. Face aux accusations, aux blâmes, aux attaques étatiques, se manifeste une interdépendance complexe entre les deux mouvements. Même si l'épaisseur de la répression n'est pas comparable pour les deux autres mouvements, nous constatons une interdépendance semblable entre le mouvement féministe et le mouvement LGBT. Les féministes racontent comment elles sont accusées d'être lesbiennes et comment elles évitent, par conséquent, de se mobiliser autour de cette cause.

Par conséquent, le coup d'État et la guerre civile influencent de différentes manières tous ces mouvements contestataires en les plaçant sur une échelle, dans un système hiérarchique. Bien qu'ils apparaissent à peu près à la même période, les risques de leurs actions collectives, leurs opportunités, leurs dispositions et leurs moyens disponibles ne sont pas identiques pour les quatre mouvements. Ceci explique qu'ils n'ont pas émergé simultanément et qu'ils ne recourent pas au même répertoire d'action politique, voire la lutte armée, les immolations et les manifestations féministes. Par ailleurs, ils subissent, quoique les coûts soient différents, le même contexte autoritaire. L'examen des processus de leur émergence permet de voir comment différents types d'interdépendances réciproques se construisent entre eux et comment l'espace militant contestataire gagne un caractère multi-organisationnel avec des mouvements qui portent des divergences significatives, les uns provoquant ou préparant l'émergence des autres.

3. Chercher la liberté avec la gauche, malgré elle

« La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté »¹

Nous partageons les analyses de Jackie Smith et de Cristina Flesher Fominaya sur l'importance d'aborder l'étude des mobilisations dans une perspective dynamique qui permet de relever l'héritage des expériences militantes passées dans le mouvement de contestation actuel². Pour Doug Mc Adam, les mouvements contestataires se développent au sein des organisations sociales existantes parce qu'elles « *fournissent aux contestataires les diverses ressources nécessaires au lancement et au maintien de l'action collective.* »³ En Turquie, le mouvement de la gauche représente le lien de parenté le plus important et le plus direct des mouvements contestataires dont il est question, comme ce fut le cas pour les mouvements des étudiants de 68 en Europe.⁴ Les fondateurs-fondatrices de ces quatre mouvements appartenant à la même génération d'ex-activistes, le champ militant du mouvement de gauche représente un espace de référence pour eux.

À partir des années 1960, l'espace militant protestataire était représenté principalement par le mouvement de la gauche, devenu visible après le coup d'État de 1960 et

¹ Karl Marx, *Le 18 Brumaire*, Editions Sociales, Paris, 1969, p. 13.

² Jackie Smith, « Globalizing Resistance: The Battle of Seattle and the Future of Social Movements », in *Mobilization*, n: 6, 2001, pp. 1-19; Cristina Flesher Fominaya, « Autonomous Movements and the Institutional Left: Two Approaches in Tension in Madrid's Anti-globalization Network », *South European Society & Politics*, no : 12 (3), 2007, pp. 335-58; Christina Flesher Fominaya, Cristina Creating « Cohesion from Diversity: The Challenge of Collective Identity Formation in the Global Justice Movement. », *Sociological Inquiry*, no : 80, 2010, p. 3.

³ Doug McAdam, « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in Olivier Filieule (dir), *Le désengagement militant, op. cit.*, p. 55.

⁴ Voir: Marco Guini et Florence Passy, *Histoire de mobilisation politique en Suisse*, Paris, L'Harmattan, p. 9.

la nouvelle Constitution de 1961 relativement ouverte. Avant, toute tentative d'organisation était source de répression ; le discours d'opposition entraînait l'emprisonnement,¹ il n'existait aucun groupe marxiste sauf le parti communiste turc (TKP), clandestin. Dès 1961, la gauche s'organise malgré le climat nationaliste mais grâce aux nouveaux droits reconnus par la nouvelle Constitution. La théorie marxiste, jusque-là confinée à la clandestinité, commence à apparaître dans l'espace public. Les universités, les cafés, les associations sont des nouveaux lieux de débats politiques. La FKF² est le champ principal de ces débats.

Il faut noter que le génocide, les massacres³ et la répression nationaliste commencés sous le régime du parti İttihad Terakki (représente une partie des *Jeunes Turcs*) et poursuivi par les kémalistes, ont eu pour effet une homogénéisation de la gauche dans le pays. Avec l'opération de purification ethnique, celle-ci s'éloigne de ses fondateurs « non-musulmans » et devient la gauche turque. Par exemple, le TKP, lié à l'URSS, aborde prudemment les questions ethniques et cherche une légitimité en s'appuyant sur des arguments respectant les valeurs de la république kémaliste. Ceci explique que, jusqu'à ce qu'il prenne une nouvelle tournure et une grande ampleur dans les années soixante, aucune cause ethnique n'ait eu la possibilité d'émerger au sein du mouvement de la gauche. Le mouvement kurde, par exemple, comme nous l'avons étudié, a commencé à fermenter dans les réseaux kurdes pour rejoindre le mouvement de la gauche dans un second temps.

C'est avec le *parti des travailleurs de Turquie* (TIP)⁴ que la gauche turque influence les intellectuels kurdes, en particulier avec son discours léniniste qui parle du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Le TIP connaît un succès avec l'élection de 15 députés marxistes (en 1965) qui soulignent que la démocratie peut être développée sur une base de classe et pacifiquement. Même si le parti *de la nouvelle Turquie* (YTP-1961) est soutenu par un certain nombre de Kurdes, il n'évoque pas la « question kurde » ni la « question de l'Est ». Le TIP est le seul parti à le faire. Parmi ses parlementaires figurent Musa Anter, Tarık Ziya Ekinçi et Canip Yıldırım, militants de la cause kurde qui ont déjà créé un réseau informel entre eux. Dans ce réseau, ceux qui sont nationalistes ne suivent pas leurs amis. Par exemple, Yaşar

¹ Par exemple, le poète internationalement connu Nazım Hikmet, a passé 12 années en prison à cause de ses poèmes.

² FKF, Fikir Klupleri Federasyonu / la Fédération des Clubs de Réflexions qui est fondée en 1970.

³ Le TKP, par exemple, a défini comme « la lutte contre le conservatisme » les massacres de l'armée turque envers les Kurdes. (Pinar Selek; *Barışamadık, op. cit.*, p. 48).

⁴ TIP-premier 1961-1971- ; TIP-deuxième 1973-1980.

Kaya, futur président du DEP, qui est de la même génération que ces figures, critique ainsi la gauche turque de l'époque : « *ils prétendaient que le socialisme allait résoudre tous les problèmes. Alors les droits des Kurdes étaient reportés à après la révolution. C'est pour cela que j'ai décidé de garder mes distances. J'ai attendu. Mais quand les Kurdes ont commencé à s'organiser, je les ai rejoints.* »¹ En disant « *quand les Kurdes ont commencé à s'organiser* », il parle des organisations autonomes autour de la question kurde qui vont s'émerger en fin des années 1970. En revanche, les militantEs kurdes commencent à s'organiser autour du TIP. L'analyse de Musa Anter résume, en général, la motivation des autres militantEs kurdes qui rejoignent le TIP : « *ce groupe de gauche renvoyait notre lutte dans le futur mais au moins, il reconnaissait nos droits. Après avoir subi toutes les persécutions en 1937, en 1959, en 1963, j'attendais la fondation d'un parti politique de gauche, c'est-à-dire le TIP. J'ai lu ses statuts, son programme. Je les ai trouvés acceptables et je me suis engagé.* »²

Nous pouvons suggérer qu'après toutes les expériences de massacres, de persécutions et de défaites, manifester au sein de la gauche nationale crée un sentiment de sécurité. Même si elle est aussi persécutée, selon les militantEs du mouvement des partis légaux kurdes, ainsi que S.B, « *la gauche turque est quand même turque* »³ Cette expression signifie que la gauche porte la même identité dominante que l'État : l'identité turque. Elle n'est ni kurde, ni arménienne. Cette identité dominante turque accélère l'incubation de la question kurde au sein du mouvement de la gauche qui grossit et se diversifie à partir de 1965. Cette époque marque un changement de climat politique perceptible au sein des différents groupes de gauche : les rassemblements autour des syndicats révolutionnaires⁴, les grandes manifestations, les grèves, les occupations deviennent habituelles. Les jeunes marxistes, surtout, qui sont influencés par les révolutions armées au Vietnam et à Cuba, s'organisent sur une base militaire, et deviennent de plus en plus populaires.⁵ Les années 1960 et 1970 sont marquées par une violence politique croissante dans l'ensemble de la Turquie. Comme l'indique Benjamin Gourisse : dans la seconde partie des années soixante dix, il y a une multiplication des mobilisations sociales et politiques, animées par l'extrême gauche et le mouvement

¹ Şefik Öncü, L'interview avec Yaşar Kaya, Kurdistan Post, 27-05-2011.

² Musa Anter, « Neden Kürt Milliyetçisi değil de Kürt sosyalisti oldum? » (Pourquoi je suis devenu un socialiste kurde et non un nationaliste kurde?), in *Öteki Tarih*, www.cafrande.org

³ « *Quel est le chemin de la révolution? Est-ce que la Turquie ressemblait à la Chine, à Cuba, au Vietnam? Sinon à quel modèle? Quelle stratégie de guerre devait-on choisir? Les jeunes combattants sont devenus les nouveaux héros populaires.* » (tiré de l'entretien avec SB, accordé le février 2012).

⁴ DISK (Devrimci İşçi Sendikalar Konfederasyonu) : la Confédération des syndicaux des ouvriers révolutionnaires

⁵ Tiré de l'entretien avec SB, accordé le 11 novembre 2012.

nationaliste, dont les interactions provoquent une augmentation régulière de la violence jusqu'au coup d'État militaire.¹ Parallèlement aux affrontements meurtriers on voit une mobilisation populaire, par exemple la formation de nombreux groupes d'étudiants et de lycéens kurdes marxistes, et plus rarement islamistes, sous forme d'associations culturelles ou de partis clandestins.²

D'un autre côté, les militantEs kurdes qui participent aux « manifestations de l'Est » organisées par le TIP, développent les réseaux de solidarité entre eux. « *Au cours de ces années de mobilisation, un peu partout, des ateliers de tailleurs, comme ceux de Mehdi Zana, future maire de Diyarbakır, (...) des librairies ou encore des maisons de thé deviennent des universités populaires où les autodidactes s'initient aussi bien au marxisme-léninisme qu'au kurdisme.* »³ Ce réseau débouche sur la création d'organisations politiques indépendantes. Les nationalistes kurdes s'organisent en contact avec le PDK (Parti démocratique Kurdistan en Irak). Le TKDP (Parti démocratique du Kurdistan en Turquie), est fondé dans la clandestinité par cinq personnes.⁴ Les socialistes kurdes, qui sont en même temps membres de différents groupes de la gauche turque, ne créent aucun parti politique ou groupe indépendant à cette époque, mais s'organisent plutôt en associations ou en unions comme les DDKO (Les Unions Culturelles de L'Est Révolutionnaire-1969) et s'expriment par des manifestations massives dans la presse. « *Les socialistes kurdes des années 1960 parlent de sous-développement de l'Est résultant des politiques nationalistes.* »⁵ Désormais, la question kurde devient relativement visible sur la scène politique. En admettant que les programmes ou les discours publics des organisations ne montrent pas toutefois leurs lignes politiques, l'intégration de la cause kurde au programme du TIP représente un tournant pour l'histoire du mouvement de la gauche et du mouvement kurde. Dans le quatrième grand congrès du TIP en 1970, sur proposition des délégués kurdes, le parti déclare les droits des Kurdes. C'est la première fois que la question kurde entre dans le programme d'un parti politique légal. Avec le TIP, la gauche turque commence à reconnaître que « la cause kurde » existe. Le TIP est dissout sous ce prétexte lors du deuxième coup d'État le 12 Mars 1970, épisode de répression

¹ Benjamin Gourisse, « Variation des ressources collectives et organisation des activités de violence au sein du Mouvement nationaliste en Turquie. », *Cultures & Conflits*, 2011, no 81-82, p. 84.

² Gilles Dorronsoro, Olivier Grojean, 'Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie', in *European Journal of Turkish Studies*, URL : <http://ejts.revues.org/index198.html>, pp. 4.

³ Hamit Bozarslan, *Le Conflit Kurde*, op. cit., p. 53.

⁴ Sait Elçi, Ömer Turan, Derwêşê Sado, Şakir Epözdemir ve Av. Şerafettin Elçi.

⁵ Alış Ahmet, « "Üç Devrin" Tanığı : Modern Kürt Siyasi Tarihinin İçinden Musa Anter'i Okumak », *Birikim*, 20.09.2010.

brutale contre toutes les organisations de gauche. Mais seul le TIP est accusé de « séparatisme » tandis que les autres sont accusés seulement de « communisme ». Il faut souligner aussi que seule la région kurde est mise en « état de siège » même si le pouvoir veut réprimer la radicalisation de la gauche dont les leaders révolutionnaires sont emprisonnés, et les trois leaders principaux sont exécutés. Comme de nombreuses recherches sur les différents mouvements contestataires le montrent¹, en Turquie aussi, la répression renforce la tendance à la radicalisation des mouvements de gauche. Quand le gouvernement militaire quitte le pouvoir quelques années plus tard, des différents groupes de gauche trouvent l'opportunité de se reconstruire et de se multiplier, cette fois-ci avec une position plus radicale.

Isabelle Sommier, en examinant le processus de radicalisation en Italie analyse comment le cycle protestataire conduit à la défection. « *Le processus de radicalisation qui caractérise le cycle italien (et conduit à son épuisement par la défection et l'élévation des coûts de l'engagement) est par exemple grandement lié aux compétitions entre groupes d'extrême gauche mais aussi à leur confrontation sur le terrain de la rue avec les militants d'extrême droite qui seront par ailleurs aussi utilisés, à travers la stratégie de la tension, à des fins de contre-mobilisation par une frange des services secrets militaires* »² En Turquie, après le deuxième coup d'État (1970), la radicalisation du mouvement de gauche conduit à son épuisement comme en Italie. Cette radicalisation augmente les coûts de l'engagement, et conduit à des divisions dans le mouvement qui donnent lieu à des conflits internes meurtriers. Plus les mobilisations animées par l'extrême gauche se trouvent confrontées au mouvement nationaliste, plus la violence provoquée par ces interactions augmente, ceci jusqu'au coup d'État militaire de 1980. C'est à cette époque de violence et de défection que l'incubation du mouvement kurde dans l'espace militant de gauche commence à tracer son chemin, d'autant que les militantEs kurdes sont critiques envers certaines attitudes du mouvement de la gauche. Le terme de « gauche turque » naît à cette période où les militantEs kurdes lui reprochent son kémalisme. Malgré ces critiques, les groupes kurdes qui s'identifient à la gauche restent dans le mouvement et interagissent avec les autres groupes. En 1974 naissent plusieurs

¹ Voir : Ricardo Peñafiel, « Le printemps chilien et la radicalisation de l'action collective contestataire en Amérique latine », in *Radicalités et radicalisations, Lien social et Politiques*, Numéro 68, automne 2012, p. 121-140 ; Daniel Cefai. 2009. « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », *Sociologie et sociétés*, 41, 2 : 245-269; Isabelle Sommier, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008 ; Pascale Dufour, Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault (dir), « Radicalités et radicalisations », in *Lien Social et Politique*, numero 68, 2012.

² Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1996.

organisations proposant une pluralité de « stratégies de révolution » : le PPKK (Parti des Ouvriers Révolutionnaires du Kurdistan-1974), le TKSP (Parti Socialiste du Kurdistan en Turquie-1974), *Rızgari* (Libération, 1974), le KUK (Mouvement d'Emancipation National du Kurdistan, 1975), *Kawa* (1996). Tout en ayant chacun leur propre organisation, ils mènent des activités communes dans le cadre du DDKO qui est rouvert en 1974.

Le PKK naît après ces mobilisations, en 1978, suite à une scission avec le THKP-C (le Parti- Front de libération en Turquie- 1970)¹ qui veut la révolution en Turquie. Dans le manifeste du THKP-C, rédigé par son leader Mahir Çayan, sont définies '*les causes*' de la lutte armée. Il s'agit d'une analyse de l'« *occupation secrète, donc la néo-colonisation de la Turquie* »². Selon cette analyse, l'émancipation de la colonisation n'est possible que par la lutte armée qui va détruire '*l'équilibre artificielle*' existant entre l'État et le '*peuple*'.³ Par des attaques incessantes, la peur de la société et l'intouchabilité de l'État vont être anéantis, ce qui va ouvrir le chemin à la participation du '*peuple*' à la révolution. Les fondateurs du PKK, qui accusent le THKP-C de négliger la question kurde, tout en gardant sa ligne fanonienne, déclarent que « *la révolution en Turquie commencera au Kurdistan* » qui est défini comme la *colonie de la colonie*, donc le plus faible maillon de la chaîne, qui doit être brisé. Cette critique n'est pas particulière au PKK ; comme on l'a dit, dans les années 1970, toutes les organisations qui soutiennent la cause kurde développent des critiques similaires à l'égard de la gauche turque et s'en séparent. Mais il faut souligner que le PKK, ainsi que les autres groupes⁴, construit son but, sa fin et ses principes sous l'influence de la théorie marxiste-léniniste qui souligne le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et de l'analyse qui révèle la colonisation et l'occupation du « Kurdistan ». Le PKK étant fortement marqué par l'idéologie marxiste-léniniste,⁵ lors de sa fondation en 1978, son objectif final est la révolution socialiste qui doit s'appuyer sur un objectif intermédiaire : l'indépendance du Kurdistan, appelé « la révolution du Kurdistan ».⁶ C'est pourquoi les partisans du PKK relient

¹ THKP/C : Türkiye Halk Kurtulus Partisi\ Cephesi – Le Front\ le Parti d'Emancipation Populaire Turc

² Mahir Çayan, *Kesintisizler*, Istanbul, Evren, 1976.

³ *Ibid.*

⁴ « *Le PKK s'oppose d'abord violemment aux autres organisations kurdes, dans une volonté de s'approprier le monopole du problème kurde.* » (Olivier Grojean, « Les répertoires du conflit kurde », in Dorronsoro Gilles (dir) la Turquie conteste, *op. cit.*, p. 170).

⁵ « *Comme Lénine a su développer un modèle approprié à la réalité russe nous aussi, nous avons le devoir de l'appliquer à la réalité kurde.* » (Yalçın Küçük, *Interview avec Öcalan Abdullah : Dirilişin Öyküsü*, *op. cit.*, p. 38).

⁶ « *Notre parti s'est formé dans les années 70 comme mouvement à la fois socialiste-révolutionnaire et de libération nationale* » (programme du PKK, 1995). « *Si je me suis engagé dans la lutte du peuple kurde, cela*

l'objectif d' « *émancipation du peuple kurde* » à celui de la construction de « *l'État du Moyen Orient* », soit « *l'Union de tous les peuples libérés du Moyen Orient.* »¹ Même s'il ne s'agit pas d'une critique générale antinationaliste, le mouvement ne se considère pas comme nationaliste mais comme libérateur-socialiste.² Ce discours et ces buts politiques confirment l'influence du répertoire du mouvement de la gauche qui persiste jusqu'à aujourd'hui malgré les changements de formulations.³

Les militantEs appartenant aux autres groupes ethniques ont une histoire différente avec la gauche turque. La réussite de l'assimilation de ceux qui ne sont pas reconnus comme minorité religieuse est l'une des causes de l'invisibilité des appartenances ethniques dans le mouvement de gauche qui d'ailleurs se positionne contre toutes les appartenances sociales et ethniques. Ce positionnement coexiste avec l'oppression nationaliste niant toutes les appartenances ethniques en dehors des Turcs et des minorités. Quant aux trois minorités que sont les Grecs, les Juifs et les Arméniens, depuis l'accord concernant leurs droits de minorités qui leur donne la possibilité de préserver leur culture autour de l'institution religieuse (1923), ils restent repliés sur leurs communautés. Parmi elles, il faut souligner la paralysie de la population arménienne qui a survécu au génocide, considérée comme un ennemi intérieur et donc contrôlée plus que les autres. Comme pour les autres minorités, on ne voit aucune mobilisation autour de la cause arménienne en Turquie.

Comme il a été indiqué dans les pages précédentes, autour de la cause arménienne il y a un répertoire dormant depuis le génocide. Les attaques contre les arméniENEs à la fin du XIX^e siècle avaient provoqué une radicalisation des groupes politiques arméniens en Anatolie⁴. Les partis illégaux et plusieurs associations¹ développaient une terminologie qui

n'est pas parce que je suis kurde mais parce que je suis socialiste.» (Abdullah Öcalan, interview avec Yalçın Küçük, *Dirilişin Öyküsü*, Istanbul, Éditions Nadir, 1993, p 21) Voir : A.K. Özcan, *Turkey's Kurds. A theoretical analysis of the PKK and Abdullah Öcalan*, London and New York, Routledge, 2006.

¹ Abdullah Öcalan, *Kürdistan Devriminin Yolu*, Éditions serwxebun, 1991; Mahir Sayın, *Erkeği Öldürmek*, Istanbul, Éditions Nadir, 1998 etc...

² Dans les publications illégales du PKK, il y a des analyses postmarxistes sur le terme « contradiction ». On parle de la « *contradiction principale* » et de la « *contradiction première* ». La classe féodale Kurde représente l'un des côtés de la contradiction « première ». Alors, les féodaux kurdes sont aussi dans la cible du PKK. (Voir : *PKK Diyalektiği, La Dialectique du PKK*, Édition Illégale du Parti, 1979, Abdullah Öcalan, *Kürdistan Devriminin Yolu*, *op. cit.*).

³ « *J'ai été en effet, influencé par le socialisme réel des années 1970. Cependant, j'ai remarqué progressivement ses failles et son incapacité, donc je me suis approché du socialisme démocratique.* » (Abdullah Öcalan, *Sumer Rahip Devletinden Halk Cumhuriyetine*, *op. cit.*, p. 72).

⁴ « *Les guérilleros qui prennent les armes et qui sont prêts à mourir pour l'émancipation étaient les paysans*

dépassait l'identité ethnique et religieuse. Le Parti Hentchak, par exemple, avait pour but l'Arménie socialiste qui serait fondée grâce à une révolution des ouvriers et des paysans. Le Parti Dachnak, visait au départ une révolution armée, puis il s'est éloigné de ce but mais a continué toujours à parler de socialisme. Au congrès de Tiflis en 1892, l'accent fut mis sur les luttes de classe et sur l'exploitation que subissent les Arabes, les Kurdes et les Turcs. Le parti Armenikan² (1885), dans la perspective d'une révolution armée, organisait des groupes d'auto-défense. Mais ces organisations étant anéanties, leur répertoire ne sera plus utilisé que par l'ASALA qui n'a pas de liens locaux avec la population arménienne, population maintenue sous la pression car elle doit en permanence prouver sa fidélité depuis le génocide. ,

Les premiers arménienNEs à se mettre à la contestation sont les militantEs arménienNEs marxistes-léninistes qui prennent part aux organisations de gauche à partir des années soixante. Même s'ils-elles ne sont pas visibles dans ces organisations, leur participation à la lutte pour la révolution, la déconstruction du système et la démolition de l'État turc indique qu'ils et elles osent être les ennemis de l'État. Mais il faut souligner que leur invisibilité montre à la fois le niveau de la répression et la disposition des mouvements de gauche à leur égard. L'invisibilité des militantEs arménienNEs dans les mouvements de gauche s'appuie sur deux raisons : premièrement le souci de ne pas mettre en difficulté les familles et la communauté arménienne, deuxièmement, la protection du mouvement de la gauche en lui-même. Il s'agit de ne pas nourrir les accusations de l'État contre la gauche. Le témoignage d'Hrant Dink le confirme : « à cette époque, dans les journaux de droite, on lisait des articles sur les Arméniens dans le mouvement de gauche ; ils disaient que les Arméniens voulaient détruire la République par l'intermédiaire du mouvement de gauche. Alors, Armenak et moi, nous avons eu peur que la population arménienne soit punie à cause de notre participation au mouvement de gauche. (...) Enfin, nous avons décidé de changer nos noms. En 1972, sur la décision du tribunal, moi je suis devenu Firat, Armenak est devenu

arméniens. Avec eux, une nouvelle identité politique est créé chez les Arméniens. » (Karin Karakaşlı, Ferhat Kentel, Füsun Üstel, Günay Göksu Özdoğan, *Türkiye'de Ermeniler/ Cemaat-Birey-Yurttaş (Les ArménienNEs en Turquie)*, op. cit., p. 135).

¹ Le *Miutyun i Pirgutyun* (L'Union de Libération-1872) et *Sev Khaç Gazmegerbutyun* (L'Organisation de Croix Noir-1878) fondés à Van, le *Başbun Hayrenyats* (Les Défenseurs du Patrie-1881) fondé à Erzurum.

² Le parti *Armenikan* est fondé par les étudiants de Mıgırdıç Portukalyan qui était un militant de l'association et en 1885 et qui a du exiler à Marseille où il va fonder le journal *Armenia*. Celui-ci sera le premier pas de la construction du parti politique qui poursuit la fin de l'autonomie avec une rebelle armée.

*Orhan et Istepan est devenu Murat (...) Ce n'était pas une négation de notre identité ethnique, c'était pour se protéger. »*¹

Dans ce récit, nous observons l'existence de l'autocensure même dans une lutte de libération. Mais il faut aussi noter qu'aucune organisation du mouvement de gauche, ne porte de revendication concernant la reconnaissance du génocide. Il y a un discours officiel sur « la guerre d'indépendance contre les pays colonialistes », sans faire de lien avec l'expérience des Arméniens, des Kurdes ou des autres groupes ethniques. « *Il y avait seulement un discours timide autour de « vivre ensemble » mais sans le remettre dans le contexte de l'histoire.* »² Malgré leur déception à leur égard, les militantEs arméniENs restent dans les organisations du mouvement de la gauche jusqu'au coup d'État de 1980. Après avoir essayé de militer au sein de la gauche turque, après avoir subi la domination du patriarche qui accentuait l'enfermement dans une communauté conservatrice et après avoir subi le climat contre-Arménien du régime militaire- dictatorial, un groupe d'Arméniens emprunte une autre voie politique par l'intermédiaire du journal *Agos*.

Il faut préciser à nouveau que seul le mouvement de la gauche, depuis les années soixante, détient le monopole des causes contestataires. Plusieurs recherches montrent que ce n'est pas le cas en Europe et aux États-Unis. À partir de 1968, en Europe, l'espace des mouvements contestataires s'ouvre aux débats sur les pouvoirs, les dominations, les violences, le militarisme, les autorités, et les rapports sociaux de sexes. Ces débats laissent entrevoir une révolution sociale menant à des changements essentiels dans le mode de vie, dans l'éducation, dans la sexualité, dans les méthodes politiques.³ Pourquoi cette époque est-elle vécue autrement en Turquie ?

On peut émettre l'hypothèse que la répression étatique, en créant une polarisation entre l'État et le mouvement de la gauche marxiste-léniniste, participe à l'hégémonie de ce dernier dans l'espace contestataire. Sa radicalisation concentre ses engagements sur la lutte des classes. Le climat de « révolution » léniniste ou maoïste crée les modalités d'organisation

¹ Tuba Çandar, *Hrant*, op. cit., pp. 105-106.

² Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012.

³ Voir : Geneviève Dreyfus-Armand, Antoine de Baecque (dir), *Les années 68 : le temps de contestation*, Bruxelles, Editions Complexe, 2000 ; Ludivine Bantigny, « Le temps politisé, Quelques enjeux politiques de la conscience historique en Mai-Juin 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2013/1 no: 117, Presses de Sciences Po, pp. 215-229.

de groupes de combattants et ne permet pas aux mobilisations d'émerger autour d'autres sujets. Le mouvement kurde construit sa cause en s'appuyant sur le même cadrage, en s'organisant selon les mêmes modalités, il peut donc se former dans le mouvement de gauche et faire scission avant même le coup d'État. Les différences d'opportunités autour de la cause arménienne expliquent que les futurs fondateurs-fondatrices du mouvement qui se crée autour d'Agos ne construisent pas leur cause au sein de la gauche à cette époque. Quant aux autres causes qui s'appuient sur différents cadrages et modalités, par exemple le mouvement féministe et le mouvement LGBT, elles se construisent après sa défaite. Mais il y a une différence entre les deux mouvements. On voit une incubation du mouvement féministe au sein du mouvement de la gauche tandis qu'il n'existe alors aucun travail ni aucun débat concernant les personnes LGBT.

Pour comprendre l'incubation du mouvement féministe dans le mouvement de la gauche, il faut prendre en compte la dimension du genre dans l'étude des mouvements sociaux.¹ La critique d'Olivier Fillieule sur l'ignorance de cette dimension est claire : « *les mouvements sont appréhendés comme s'ils étaient « neutres », indifférents aux rapports sociaux de sexe qui pourtant contribuent à les structurer.* »² L'introduction du concept d'organisations genrées grâce aux sociologues féministes des mouvements sociaux³

¹ Madelaine Guilbert, *Les Femmes et l'organisation syndicale avant 1914*, Paris Éd. du C.N.R.S, 1996; Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, *Féminisme et syndicalisme en France*, Paris, Anthropos, 1978 ; Margaret Maruani, *Les syndicats à l'épreuve du féminisme*, Syros, 1979; Geneviève Dermenjian, « La mixité et ses implications dans le mouvement populaire des familles 1935-1949 », *Pénélope*, n : 11, 1984, pp. : 47-53.

² Olivier Fillieule, « Travail militant, action collective et rapports de genre », in *Travaux de Science Politique Political Science Working Paper Series*, N° 36, 2008, p. 3.

³ Voir: Achin Catherine et Sandrine Lévêque, *Femmes en politique*, Paris, La Découverte, 2006; Annie Borzeix et Margaret Maruani, « Chronique des années de grève » In *Collectif, Le sexe du travail. Structures familiales et système productif*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1984, Jean-Gabriel Contamin, « Genre et modes d'entrée dans l'action collective: L'exemple du mouvement pétitionnaire contre le projet de loi Debré », *Politix*, n°78 (2), 2007, p. 13-37; Annick Coupé, « Féminisme et syndicalisme », in Agone, *Lutte des sexes, lutte des classes*, n°28, 2003, p. 135-144; Anne-Marie Devreux, « Les rapports de sexe constituent un rapport social et les hommes en sont l'un des termes: conséquences sur la construction des objets d'analyse », in *Collectif, Les rapports sociaux de sexe: problématiques, méthodologies, champs d'analyses*, Actes de la table ronde internationale, 1987; Anne-Marie Devreux, « Sociologie 'généraliste' et sociologie féministe: les rapports sociaux de sexe dans le champ professionnel de la sociologie », *Nouvelles questions féministes*, Février, Volume 16, n°1, 1995, pp. 83-110; Evelyn Diebolt et Christiane Douyere-Demeulenaere (dir), *Un siècle de vie associative: quelles opportunités pour les femmes?*, Paris, Femmes et associations, 2001; Xavier Dunezat, « Le traitement du genre dans l'analyse des mouvements sociaux : France / Etats-Unis ». *Cahiers du Genre*, N° hors-série (Féminisme(s). Recompositions et mutations), 2006, pp. 117-141. Jules Falquet, « Division sexuelle du travail révolutionnaire: réflexions à partir de la participation des femmes salvadoriennes à la lutte armée (1981-1992) », *Cahiers des Amériques latines*, n°40, 2003, pp. 109-128; Jules Falquet, « Trois questions aux 'mouvements sociaux progressistes'. Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux »,

« contribue aux efforts contemporains de redéfinition des frontières de l'action collective, contre la vision étroite du modèle de la politique protestataire. »¹ Aborder, avec cette dimension, le mouvement de la gauche en Turquie et son monopole des causes dans l'espace militant contestataire entre les années soixante et quatre vingt, permettra de mieux comprendre les critiques du mouvement féministe à son égard.

Depuis la fondation de la République, la cause des femmes est une cause reconnue mais aussi prise en charge et gérée par des émanations de l'État. Avec l'émergence et le développement du mouvement de la gauche, une nouvelle interprétation de la cause des femmes en est proposée selon une vision marxiste-léniniste qui conditionne leur émancipation à la révolution de la classe ouvrière. De nombreuses femmes participent à la lutte pour la révolution. Ilknur Üstün, militante féministe et ex-militante de gauche dit que, jusqu'au coup d'État, « nous croyions à la révolution. Nous croyions que ça viendrait très vite et que ce serait le moment de changer les choses. »² Nous pouvons faire le parallèle avec les femmes républicaines par rapport à leur activité dans l'espace public et dire que les militantes de gauche prennent le relais des femmes républicaines. Il faut cependant souligner une différence : par rapport aux femmes républicaines, les militantes de gauche, à cause de leur engagement pour la révolution, ont moins de temps à consacrer à leur famille, ce qui encourage une émancipation familiale fondamentale et inédite dans le contexte patriarcal de la Turquie.

Plusieurs recherches montrent le rôle libérateur de l'engagement militant pour les femmes « en leur permettant de sortir de l'univers domestique et d'acquérir des compétences sociales jusqu'alors inaccessibles, en offrant des « espaces de réalisation de soi. »³ Les ex-militantes du mouvement de la gauche en Turquie confirment cette analyse quand elles racontent les nouvelles opportunités qu'elles trouvent au sein de la lutte pour la révolution. Par le biais de la lutte également, certaines, issues de classes pauvres, sortent de leurs milieux et améliorent leur niveau intellectuel. Une autre différence avec les femmes républicaines apparaît dans les discours : les femmes militantes du mouvement de la gauche ont fait connaissance avec des termes comme « émancipation » et « liberté ». Mais ceci ne signifie pas pour autant une libération parce que la perception de la libération se heurte aux frontières

Nouvelles Questions Féministes, Vol. 24, n° 3, 2005, pp. 18-35.

¹ Olivier Fillieule, « Travail militant, action collective et rapports de genre », *art. cit.*, p. 28.

² Tiré de l'entretien avec Ilknur Üstün accordé le 4 janvier 2013.

³ Olivier Fillieule, « Travail militant, action collective et rapports de genre », *art. cit.*, p. 38.

et aux impératifs de l'organisation sexuée imposés par la mission révolutionnaire¹. De ce point de vue, Leyla Şimşek, chercheuse féministe, définit ces militantes comme émancipées, mais pas libérées.² Plusieurs ex-militantes expliquent qu'elles trouvaient abstraite cette mission révolutionnaire³. Selon elles, être des « femmes libres révolutionnaires » signifiait alors devenir plus actives que les hommes, être plus rigides parfois ou « plus violentes ».

Comme le dit İlknur Üstün, ex-militante de gauche et actuelle militante féministe, « nous imaginions que le niveau de notre engagement militant augmenterait le niveau de notre libération. »⁴ Nous pouvons comparer cela à l'approche kémaliste qui consiste à construire un modèle de femme pour en faire l'outil d'une cause. « C'étaient des hommes qui décidaient des comportements des femmes qui devaient être les 'sœurs'. Les femmes qui n'acceptaient pas de se conformer à leur rôle de sœur étaient exclues sans discussion. »⁵

L'examen de l'action collective du mouvement de la gauche à l'épreuve d'une perspective de genre, dévoile comment les rapports sociaux de sexe contribuent à structurer les mouvements en les affectant au niveau de la participation, au niveau structurel et au niveau de revendication⁶. Les discours de liberté et d'égalité masquant les hiérarchies de genre et leurs effets, les logiques patriarcales à l'œuvre dans le mouvement de la gauche sont moins visibles que dans les autres groupes politiques. Plusieurs recherches dévoilent comment les rapports sociaux de sexe dans les mouvements sociaux sont masqués par l'idéologie de la neutralité.⁷ Parlant du mouvement révolutionnaire en Turquie, la militante *Banu Paker*

¹ Danièle Kergoat, « Le syllogisme de la constitution du sujet sexué féminin. Le cas des ouvrières spécialisées », in Collectif, *Les rapports sociaux de sexe: problématiques, méthodologies, champs d'analyses*, CNRS, Iresco, Paris, 3 tomes, 1988. Texte republié dans *Travailler* n°6, 2001, p. 109; voir aussi: Xavier Dunezat, Jacqueline Heinen, Helena Hirita et Roland Pfefferkorn (dir) *Travail et rapports sociaux de sexe. Rencontres autour de Danièle Kergoat*, L'Harmattan, Coll 'Logiques sociales', 2010.

² Leyla Şimşek, « Türkiye'de Feminist Hareketin Kısa Tarihi », (l'histoire courte du mouvement féministe en Turquie) in *Özgürlüğü Ararken*, *op. cit.*, p. 15.

³ Entretien avec Nükhet Sirman, Aksu Bora, İlknur Ustun, Şirin Tekeli.

⁴ Tiré de l'entretien avec İlknur Üstün, accordé le 4 janvier 2013.

⁵ Fatmagül Berktaş, « Türkiye Solu'nun Kadına Bakışı : Değişen Birşey Var mı ? » in Şirin Tekeli (dir), 1989'ler *Türkiye'sinde Kadın Bakış Açısından Kadınlar*, İstanbul, İletişim, 1995, p. 314.

⁶ Olivier Fillieule, *Le Sexe du Militantisme*, Collection Sociétés en Mouvement, Edition Science Po Les Presses, 2009.

⁷ Voir: Joan Acker « Hierarchies, jobs, bodies: A theory of gendered organizations », *Gender & Society* n°4, 1990, p. 139-58; Lucie Bargel, « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant·e·s » *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 24, n° 3, 1990, p. 36-49; Jules Falquet « Entre rupture et reproduction: femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992) », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 17 n°2, 1996, p. 5-38.

indique : « *Il ne s'agit pas de femmes et d'hommes. Il s'agit de l'être humain.* »¹ Sous cette neutralité affichée se dissimulent les régimes genrés² et le poids des hiérarchies de genre dans la structuration des opportunités politiques.³

L'examen de la division du travail militant confirme la monopolisation des postes à responsabilité par les hommes. Les sociologues arrivent aux mêmes résultats en constatant la structure universellement patriarcale des mouvements sociaux. Comme l'a montré Jules Falquet pour les groupes révolutionnaires en Amérique latine⁴, Judith Taylor en Irlande⁵, Todd Gitlin pour les mouvements aux USA⁶, ou encore Lucie Bargel, pour le parti socialiste français,⁷ dans le mouvement de la gauche en Turquie aussi, jusqu'aux années quatre-vingt dix, les divisions sexuées traditionnelles se reproduisent dans la division genrée du travail militant⁸. Même si, comme le raconte également l'ex-militante İlknur Üstün⁹, les femmes jouent un rôle clé « *dans la création et l'entretien de réseaux révolutionnaires* »¹⁰, leur participation aux conseils d'administration ou aux « comités centraux » de ces organisations, confirme cette hiérarchie : les femmes en sont absentes ou leur existence reste symbolique¹¹. Şirin Tekeli souligne que, en confiant aux femmes des tâches rarement effectués par les

¹ Banu Paker, « 1989 Kadın Kurultayı », in *Özgürlüğü Ararken*, op. cit., p. 259.

² Raewyn W. Connel, *Masculinities*, op. cit.

³ Olivier Fillieule, *Le Sexe du Militantisme*, op. cit., p. 14).

⁴ Jules Falquet, « Entre rupture et reproduction: femmes salvadorienne dans la guerre révolutionnaire (1981-1992) » *Nouvelles questions féministes*, Volume 17, no: 2, 1996, pp. 5-38 ; Jules Falquet, *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute, 2008.

⁵ Judith Taylor, « Les tactiques féministes confrontées aux « tirs amis » dans le mouvement des femmes en Irlande », *Politix*, n° 78 (2), 2007, p. 75-86.

⁶ Todd Gitlin, *The Whole World Is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*. Berkeley, CA, Los Angeles, CA & London, U.K.: University of California Press, 1980.

⁷ Lucie Bargel, « La socialisation politique chez les jeunes militant-e-s : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre », art. cit. ; voir aussi: Lucie Bargel, *Jeunes socialistes/jeunes, UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009.

⁸ Jules Falquet, « Féminismes d'Amérique Latine et des Caraïbes », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 20, n°3. 1999.

⁹ Tiré de l'entretien avec İlknur Üstün, accordé le 4 janvier 2013.

¹⁰ Ronald Lawson et Stephen Barton, « Sex roles in social movements: A case study of the tenant movement », *New York City Signs*, 6(2), 1980, p.230-247.

¹¹ Behice Boran, la présidente du parti ouvrier de Turquie (TIP), est un cas exceptionnel, parce qu'il n'y a aucune présidente ou représentante d'un autre groupe de gauche à cette époque. En tant que sociologue, militante et oratrice, elle détenait le pouvoir dans le parti. En revanche, elle ne tenait pas compte de la question des rapports sociaux de sexe.

hommes, ces groupes militants reproduisent les stéréotypes et les attentes normatives genrés.¹

Malgré cette structure patriarcale, le besoin de « gagner les femmes à la révolution », dans les groupes de gauche, laisse le champ libre à l'organisation de sections des femmes qui serviront de base au mouvement féministe. L'analyse marxiste de la situation d'oppression multiple des femmes² justifie l'existence de ces sections où les militantes se concentrent sur les problèmes spécifiques aux femmes, commencent à réfléchir à leur situation, à prendre conscience de la structure patriarcale de leur organisation, à mesurer l'inégalité de ressources des militantEs et à utiliser le slogan de la « libération de la femme »³. Ces militantes évitent de se dire féministes parce qu'avant le coup d'État, parmi la centaine d'organisations de gauche, il n'y en avait pas une qui ne définît pas le féminisme comme une « *idéologie bourgeoise* ». Le contexte n'est donc pas propice à l'émergence d'un mouvement féministe à proprement parler, mais on assiste à une évocation timide de matérialisation de la dimension genrée de l'univers militant et à des conflits récurrents de militantes aux prises avec la structure patriarcale des organisations.

*L'association des femmes progressistes (IKD-1975) est un exemple de ces sections de femmes évoluant au sein du mouvement de la gauche.*⁴ L'IKD est fondé comme une branche féminine du TKP, parti communiste illégal, avec pour objet les discriminations et les violences faites aux femmes attribuables au capitalisme. Ses initiatrices, même si elles refusent le féminisme, en sont les futures pionnières. Tout en réfléchissant à la condition des femmes et aux discriminations genrées, elles s'accommodent du patriarcat. Cette contradiction donne lieu à un conflit au sein du TKP et à la fécondation du futur mouvement féministe. Saadet Özkal, fondatrice et militante d'IKD, raconte ainsi : « *même si elle est initiée par TKP, l'IKD est une organisation des femmes. C'est notre œuvre. (...) Grâce à cette expérience, nous avons réfléchi à la question des genres, nous avons questionné nos approches. Après le coup d'État, nous avons fondé le mouvement féministe avec les leçons que nous en avons tirées. Nous avons tenu compte du passé et de toutes ses erreurs.* »⁵ Comme elle le souligne, quand les organisations de gauche sont liquidées avec le coup d'État,

¹ Tiré de l'entretien avec Şirin Tekeli accordé le 7 février 2013.

² Friedrich Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Tribords, Bruxelles, 2012 .

³ Tiré de l'entretien avec Ilknur Üstün, accordé le 4 janvier 2013.

⁴ Nous pouvons évoquer également l'Association des femmes kurdes démocrates (DDKAD) qui est fondée en 1979.

⁵ Saadet Özkal, « İlerici Kadınlar Derneği », (L'Association des femmes progressistes) in *Ozgurlugu Ararken*, op. cit., p. 35 (traduit par nous).

les ailes féminines qui leur étaient liées disparaissent. Mais les militantes, gardant leurs expériences, dans le silence imposé par le gouvernement militaire, trouvent la possibilité de réfléchir sur les rapports hiérarchiques de genre dans leurs organisations militantes et de partager leurs vécus. Cette expérience n'est pas spécifique à la Turquie. Vingt ans après l'action du *Freedom summer* aux USA, la plupart des participantes interrogées par Doug McAdam relèvent l'expérience brutale du sexisme et du harcèlement sexuel au sein du mouvement.¹ De la même manière, après le coup d'État de 1980, la prise de conscience collective des ressemblances entre leurs frustrations induites par les cadrages dominants et par les rapports sociaux de sexe dans les différentes organisations, amènent les ex-militantes à fonder le mouvement féministe en Turquie. Découvrir des similitudes entre le kémalisme et la gauche les conduit à une analyse commune révélant un système dominant : le patriarcat. Quand le mécontentement rejoint cette nouvelle perception et interprétation pertinents, un mouvement politique inédit fleurit. Ce n'est pas un hasard si les textes de Christine Delphy, qui parlent du travail domestique gratuit, ou du « mode de production domestique » constituant les femmes en « classe de sexe »², sont traduits et publiés dès l'émergence du mouvement. Comme Delphy, les fondatrices du mouvement se définissent comme « féministes matérialistes », terme emprunté au répertoire marxiste. Malgré cette proximité, il s'agit de créer un nouveau vocabulaire, comme on l'a énoncé, grâce aux rencontres avec des femmes qui ont accès aux débats féministes en Europe et grâce aux lectures collectives. En se positionnant en dehors des distinctions habituelles entre privé et public, politique et domestique, donc loin de la définition classique du champ politique androcentrée et en affirmant que « tout est politique », les initiatrices du nouveau mouvement ouvrent un nouvel espace politique au privé et donc à la sexualité.

Şirin Tekeli, en racontant ses propres expériences dans ces groupes de conscience, évoque ainsi la décision des initiatrices du groupe féministe de commencer par se libérer personnellement. « *Avant de 'sauver' les masses féminines de l'oppression, il leur fallait d'abord se sauver elles-mêmes ; comprendre qui 'opprime' qui, et pourquoi se libérer du carcan des idéologies anciennes. On découvre que l'opresseur, c'est l'homme qui domine la femme à travers le système patriarcal. (...) Pour se soustraire à cette oppression, la première chose qui doit être libérée est la parole que les hommes enlèvent aux femmes par le discours*

¹ Doug McAdam, *Freedom Summer - Lutttes Pour Les Droits Civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Agone, 2012.

² Christine Delphy, *L'ennemi principal*, Tome 1: Economie politique du patriarcat. Paris: Syllepse, 1988.

hégémonique sur la nation, le socialisme, la morale etc. ... »¹ Serpil Çakır, chercheuse et l'une des pionnières féministes, ajoute : « *cette conscience est suivie par cette conception : Le changement de la situation des femmes ne peut être réalisé que par l'intermédiaire des femmes, par leur propres forces, par la solidarité entre les femmes et par des organisations indépendantes.* »² Ces témoignages révèlent une expérience de subjectivation qui déclenche un nouveau processus dans le pays. Aynur Demirdirek, en parlant de « *Perşembe Grubu- le groupe du Jeudi* » organisé à Ankara, explique qu'elles trouvent alors leur chemin en tâtonnant. « *Ces expériences sont inoubliables. Cette ambiguïté nous assurait de pouvoir inventer nos propres styles. Sinon c'est très facile de s'adapter à des formes toutes faites.* »³ Selon Şule Aytaç, la souveraineté ressentie par les femmes pionnières dessine l'avenir du mouvement, et forme en l'occurrence « *la base de l'institutionnalisation.* »⁴

Malgré ce sentiment défini comme souveraineté, les militantes peinent à sortir du carcan marxiste-léniniste qui les a formées. « *Dans ces années où nous évitions d'utiliser le terme 'féministe' par peur d'être exclues et marginalisées, nous utilisions des termes comme 'l'approche féminine' ou 'le point de vue féminin'.* »⁵ Mais l'émotion émanant des débats publics et des partages menés dans les groupes de conscience, ajoutée à leur nouvelle conscience d'appartenir à une classe de sexe, leur a donné du « courage »⁶ malgré ces freins : en 1983, pour rendre légitime le terme « féminisme » et pour partager les expériences internationales, un symposium est organisé à İstanbul avec la participation d'une féministe française, Gisèle Halimi, qui insiste beaucoup sur l'importance de disposer d'un mouvement autonome pour se protéger de tout risque de récupération politique.

Nous lisons dans le journal personnel de Nurser Öztunalı, l'une des pionnières du mouvement féministe : « *regarder l'histoire du Cercle des femmes (K.Ç) suffit pour comprendre l'histoire difficile, douloureuse et bouleversante de la lutte féministe en Turquie.* »⁷ Celle du mouvement LGBT, quant à elle, on l'a déjà vu dans l'examen de sa

¹ Şirin Tekeli, « Les femmes : le genre mal-aimé de la république », in Samih Vaner (dir.), *La Turquie, op. cit.*, p. 271.

² Serpil Çakır, « Feminizm », *art. cit.*, 417-418.

³ Aynur Demirdirek, « Perşembe Grubu Deneyimi », in *Özgürlüğü Ararken, op. cit.*, p. 175.

⁴ Şule Aytaç, « Türkiye'de Feminist Hareketin Oluşumu », in *Özgürlüğü Ararken, op. cit.*, p. 48.

⁵ Nurser Öztunalı, (1982,1983, 1984, 1994, 1995), *Les manuscrits*, (<http://www.sosyalistfeministkolektif.org/component/content/article/1-sayi-11/53-kadin-cevresi-kurulurken>).

⁶ Tiré de l'entretien avec Ilknur Üstün, accordé le 4 janvier 2013.

⁷ Nurser Öztunalı, (1982,1983, 1984, 1994, 1995), *Les manuscrits*, (<http://www.sosyalistfeministkolektif.org/component/content/article/1-sayi-11/53-kadin-cevresi-kurulurken>).

création, n'est pas moins difficile pour ses fondateurs et fondatrices. À partir des entretiens et de l'observation de ses militantEs, on constate que la plupart des fondateurs-fondatrices du mouvement LGBT viennent des réseaux du mouvement de la gauche. Comme l'affirment quelques unEs, il est fort probable que plusieurs homosexuelLEs aient participé, avant le coup d'État, aux mobilisations de l'opposition et aux groupes marxistes-léninistes¹ mais sans parler de leur sexualité, c'est-à-dire, sans faire état de leurs propres expériences d'oppression : « *nous n'existions pas.* »² La même expression est prononcée par certains ex-militants arméniens³. Cette évocation du militantisme avec une telle impression de « non existence » montre encore une fois l'absence de diversité dans le mouvement, c'est-à-dire la domination masculine, le déni de l'homosexualité et des distinctions ethniques par idéologie de la neutralité.

Il faut indiquer au préalable que, jusqu'aux années quatre-vingt-dix, l'invisibilité est spécifique au groupe social des personnes LGBT. Dans le mouvement de la gauche, à l'époque, les Kurdes, les ArmenienNEs et les femmes sont reconnus en tant que groupes sociaux et même considéréEs comme vulnérables. Les problèmes sont traités selon certaines priorités. Tous les groupes révolutionnaires, marxistes-léninistes, maoïstes reconnaissent la question « de la femme » (telle qu'elle est définie à l'époque dans les réseaux du mouvement de la gauche), les questions kurde et arménienne, elles, sont prises en compte, mais seront traitées après la révolution qui est censée tout résoudre. L'homosexualité, en revanche, n'est pas reconnue en tant que cause sociale dans le mouvement de la gauche qui la « *définit comme une 'perversité bourgeoise'* »⁴ C'est pourquoi, jusqu'à la fin des années quatre-vingt, dans les réseaux de la gauche, aucune publication ni aucun article n'aborde cette question. Avant le coup d'État, le paradigme socialiste devient même de plus en plus conservateur au nom de la préservation de la situation d'équilibre. Par ailleurs, avant le coup d'État, les ex-militantEs homosexuelLEs qui luttaient pour la révolution, révèlent leur honte de leurs orientations sexuelles.⁵ Il faut aussi souligner que les tabous sur la sexualité ne permettent pas de la rendre publique et de la définir comme une question politique. Erdal Demirağ, militant du mouvement LGBT indique que « *la position de la gauche en Turquie était hétérosexiste et refusait cette cause. C'était lié aux tabous sur la sexualité. Même si elle prétendait être pour*

¹ Entretiens avec Esmeray, Yeşin Başaran, Umut Güner, D.D., Burcu Ersoy, Erdal Özcan.

² Tiré de l'entretien avec D.D, accordé le 12 décembre 2011.

³ Voir : Tuba Çandar, *Hrant, op. cit.*, pp. 100-107.

⁴ Entretiens avec Erdal Demirağ, Yeşim Başaran, D.D. et Esmeray.

⁵ Entretien avec DD accordé le 12 décembre 2011 et avec EK accordé le 2 janvier 2012.

la liberté, la gauche n'acceptait pas de la porter sur la scène politique. »¹ Les entretiens et les observations participantes réalisés dans le cadre de cette recherche confirment que cette remarque est partagée par plusieurs militantEs dans le mouvement.²

La modification de la structure du mouvement social avec la destruction de l'hégémonie de la gauche donne lieu à la diffusion des nouvelles idées, à la circulation des causes inédites. Patriarcat, hétérosexisme, écologie, antimilitarisme, féminisme, écologie sociale sont les sujets de nouveaux débats. Les nouvelles traductions de Beauvoir, Delphy, Foucault, Deleuze, Derrida, Millet, Bataille, Hooks, Firestone, Guattari, Arendt, Horkeimer, Adorno et Bookchin enrichissent les débats où on affirme que l'émancipation de classe n'aboutit pas à l'émancipation des autres oppriméEs. Comme l'indique Élise Massicard ce processus est influencé par la chute du bloc communiste au niveau international. « *D'une manière générale, le projet de gauche perd en plausibilité au regard du contexte mondial, notamment de la chute de l'URSS. La mobilisation de gauche est donc, dans les années 1980, en grande partie bloquée, ce qui peut expliquer un changement de registre.* »³ Massicard définit ce processus comme une « *floraison des mouvements particularistes, des politiques de la reconnaissance, et de la différence à la faveur de la 'fin des grands récits' universalistes, comme ceux de la modernité ou du progrès.* »⁴ L'hégémonie politique et idéologique du mouvement de la gauche marxiste-léniniste étant ainsi diminuée, cela provoque une libération cognitive pour redéfinir les formes de domination et le terme « liberté ».

Dans ce nouvel espace de débats, de nouvelles approches des libertés, c'est grâce à l'émergence du mouvement féministe et à sa confrontation avec les tabous que la question de l'orientation sexuelle peut trouver sa place. « *Avec les années 1980, les problèmes qu'on supposait être privés et confidentiels sont devenus publics ; la sexualité est sortie de son abri, le terrain 'privé' est décrit dans un langage provocateur.* »⁵

¹ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

² Entretiens avec Aksu Bora, Nükhet Sirman, Esmeray, Yasemin Öz, Senem Donatan, Suzan Kara, Burcu Ersoy, Yeşim Başaran.

³ Elise Massicard, « Les mobilisations 'identitaires' en Turquie après 1980: une libéralisation ambiguë », in Dorransoro Gilles (dir) *la Turquie conteste, op. cit.*, p. 93.

⁴ *Ibid.*

⁵ Leyla Şimşek, « Türkiye'de feminist hareketin Kısa Tarihiçesi », in *Özgürlüğü ararken, op. cit.*, p.16.

Pour reprendre l'expression de Doug McAdam, le mouvement féministe est *un mouvement initiateur (initiator movement)*¹, qui déclenche un nouveau cycle de contestation identifiable en Turquie. Selon cette approche, il y a des mouvements « initiateurs » qui annoncent ou déclenchent un cycle de mobilisation identifiable des mouvements « suivistes » qui en tirent leur impulsion et leur inspiration, mais aussi le jeu des contre-mouvements et les éventuelles phases de mise en sommeil, les reconversions de ressources matérielles et humaines, de savoir-faire, d'une cause à une autre. « *Une telle approche permet de tracer l'évolution du cycle, par un découpage séquentiel opéré au regard des réponses apportées à la protestation, des réactions qu'elle suscite, (...) mais aussi des rapports entre organisations : emprunts réciproques, logiques de concurrences, jeux d'alliances et d'opposition.* »² À partir de cette approche, on comprend mieux les réactions provoquées et subies par le mouvement féministe qui fait figure d'initiateur, en servant d'incubateur à l'apparition de différents mouvements comme les écologistes, anti-militaristes et le mouvement LGBT³. Quant à ce dernier, il peut être défini comme « *suiviste* » (*spin off movements*)⁴ parce qu'en tirant son inspiration des féministes, il en adapte son mode d'organisation et d'action.

C'est aussi grâce aux critiques des pionnières féministes sur le mouvement de la gauche que les ex-militantEs de gauche LGBT ont commencé à réfléchir et à questionner leurs propres expériences de militantisme, et ont été encouragés à les exprimer. « *On peut dire que le retard du mouvement LGBT est en rapport direct avec le retard du mouvement féministe. Parce que le mouvement féministe ouvre le chemin de la politique du privé et de la sexualité. Si le mouvement féministe avait débuté plus tôt, le mouvement LGBT aussi aurait trouvé sa place dans l'opposition.* »⁵

¹ Doug McAdam, « Initiator and spin-off movements : diffusion processes in protest cycles », dans Mark Traugott, (dir.), *Repertoires and cycles of collective action*, Durham and London, Duke University Press, 1995, p. 217-239.

² Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1996.

³ « *Le féminisme et le mouvement féministe ont montré quelle était la question politique. Ils ont montré qu'il était possible de développer des arguments politiques sans avoir un projet social concernant toutes les catégories de population. Le mouvement des écologistes est apparu après le mouvement féministe qui a montré le chemin avec sa manière de se rassembler et de manifester autour d'un ou plusieurs sujets malgré toutes les différences. Oui, le féminisme a montré que cela était possible* » (tiré de l'entretien avec Nükhet Sirman accordé le 9 juin 2012).

⁴ Doug McAdam, « Initiator and spin-off movements : diffusion processes in protest cycles », *art. cit.*, p. 217-239.

⁵ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

Malgré cette ouverture, le mouvement LGBT, au moment de son émergence, est unanimement considéré comme « septembriste », ce qui renvoie au coup d'État 12 septembre 1980. « *Nous étions les résultats de la dégénération que le coup d'État a créé!* »¹ Dans ce contexte militaire, autoritaire et exclusif, les pionnières du mouvement LGBT, commencent à s'exprimer et à introduire la critique de l'hétérosexisme dans les débats, dans les milieux féministes, dans le journal *Sokak*,² autour de l'initiative des Verts et dans les commissions de l'association des droits humains (IHD) fondée après le coup d'État par les militantEs de gauche et leurs familles afin de lutter contre les violences faites par les autorités. Le mouvement LGBT s'est créé à la jonction de ces répertoires déjà proches : les féministes, les anarchistes, les militantEs des associations de droits humains et les Verts habitués au répertoire de la gauche et en train d'inventer de nouveaux modes d'actions. Le mouvement LGBT, en naissant et en grandissant dans ces réseaux, participe à cette production. Durant ces trente dernières années, cette contribution a continué et l'interdépendance entre ces réseaux s'est encore élargie avec la contribution du mouvement anti militariste. Le fait de devoir supporter les contraintes d'un régime répressif et de partager le même répertoire, les rapprochent.

Les chercheuses Nilüfer Timisi et Meltem Ağduk Gevrek, considèrent que le silence obligé est, en même temps, l'occasion d'une prise de conscience : « *La perte de confiance envers les stratégies totalitaires pour parvenir à la liberté, a encouragé les gens à développer des revendications de liberté au nom de groupes sociaux opprimés.* »³ La désillusion par rapport aux attentes de révolution n'est pas spécifique à la Turquie. Jack Whalen et Richard Flacks, dans leur examen de 1968 en Europe, parlent d'un changement de climat politique : « *Après un temps, la croyance dans l'imminence de la révolution, la vision apocalyptique de l'avenir, perdent leur valeur* »⁴ Comme nous l'avons déjà remarqué, les années soixante sont vécues autrement en Turquie et la croyance dans l'imminence de la révolution socialiste dure jusqu'au coup d'État de 1980 qui, par la répression mortelle de l'intervention militaire, a anéanti, pour une dizaine d'années, le mouvement de la gauche et qui donne lieu à une

¹ Tiré de l'entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012.

² La revue *Sokak*, c'est un hebdomadaire qui est publié entre 1990-1998.

³ Nilüfer Timisi, Meltem Gevrek Ağduk, « 1980'ler Türkiye'sinde Feminist Hareket: Ankara Çevresi », in Aksu Bora, *90'larda Feminizm*, Istanbul, İletisim, 2009, p. 13.

⁴ Cité in Fillieule Olivier, « Temps Biographique, temps sociale et variabilité des rétributions », in *Le désengagement militant, op. cit.*, p. 37.

*poussée d'autonomie*¹ dans plusieurs groupes, à une mutation des formes de mobilisation et au changement de nature des revendications.

Cette autonomisation fait naître un nouveau cycle et un registre d'action non partisan, ne visant pas directement la prise du pouvoir. L'anti-autoritarisme est « l'esprit originel » de ce cycle, comme l'appelle Isabelle Sommier pour 68. Cet esprit permet de contester contre toutes les institutions scolaires, familiales, partisans, politiques.² Gilles Dorronsoro en définissant l'année du coup d'État de 1980 comme *année zéro qui modifie l'habitus politique*, indique aussi que celle-ci a entraîné un changement majeur dans les formes de l'action collective, notamment pour les répertoires d'action et les cadrages.³ La mise en évidence d'une multiplicité de causes dans l'espace militant contestataire permet une déconstruction d'un monopole idéologique, organisationnel et politique. Alors, peut-on dire que le 68 de l'Europe est vécu en Turquie dans les années 80 grâce au coup d'État. ? Non, parce que ce nouveau cycle de contestation et ces mouvements nés successivement à partir du coup d'État de 1980, portent depuis le début les stigmates de la répression mortelle, de la guerre civile et les marques de l'interdépendance avec la gauche quittée par ses militantEs, mais dont tous ont partagé le même trauma et gardé des relations avec elle. Mais, en même temps, la critique des similarités entre certains aspects du mouvement de la gauche et de l'État, surtout concernant l'identité républicaine, ethnique et genrée, peut faire considérer l'autonomisation de ces quatre groupes comme une contestation des vérités dominantes. Comme le dit Fatmagül Berktaş, politologue féministe, « l'idéologie qui s'appuie sur les absolus du raisonnement abstrait remplace les réflexions indépendantes des personnes »⁴ tandis qu'au sens arendtienne, la politique repose sur un fait : « la pluralité humaine »⁵. En remettant en cause les vérités idéologiques de l'État et des mouvements de la gauche, ils dépassent la contestation de la domination pour remettre en question également le savoir dominant et, par conséquent, la certitude de la « vérité. »

¹ Lilian Mathieu, *Espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 125.

² Isabelle Sommier, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001, p.11.

³ Gilles Dorronsoro, *la Turquie conteste*, op. cit., p. 15.

⁴ « Se planter dans un unique foyer oriente forcément la réflexion humaine aux abstractions et à la généralisation ; ceci éloigne la personne de comprendre la pluralité du monde et d'avoir un esprit large. » (Fatmagül Berktaş, *Dünyayı Bugünde Sevmek (Aimer le monde au temps présent)*, Istanbul, Metis, 2012, p. 193 (traduit par nous)

⁵ Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, op. cit., p. 40.

Les quatre mouvements en question, malgré les conflits, réussissent à créer leurs propres discours et leurs manières d'agir. Le nouveau cycle de contestation qu'ils déclenchent, favorise une forme de revitalisation politique dans un contexte de crise. Ceci offre aux ex-militantEs de gauche, comme Isabelle Sommier le dit pour le mouvement altermondialiste, « la possibilité de compenser une défection partisane antérieure ou concomitante. »¹

En rappelant Jacques Rancière qui définit la manifestation politique comme l'acte de « *montrer et faire accepter qu'on soit une partie dynamique d'une vie commune et résister au système* »², on constate que la convergence de ces quatre mouvements se réalise pour faire voir « *ce qui n'avait pas de raisons d'être vu et qui loge un monde dans un autre.* »³ Leur pouvoir de commencer, leur autonomisation ne signifie pas une coupure des relations avec la gauche, mais leur transformation et complexification. Les points communs dans leur répertoire facilitent leurs interactions. Mais les différents cheminements qui varient d'un mouvement à l'autre modifient de façon différente leurs interactions.

¹ Isabelle Sommier, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, op. cit.

² Jacques Rancière, *Au bord du politique*, Paris, Folio essais, 1998, p. 244.

³ *Ibid.*

4. La répression comme facteur de rapprochement: la construction du champ multi-organisationnel

Penser l'espace des mobilisations *de manière dynamique*, comme Olivier Fillieule le propose¹, permet de situer les quatre mouvements en question dans un champ d'alliances et de conflits. Le champ militant en Turquie est un champ *multi-organisationnel*² où les conflits font apparaître leurs alliances mais aussi celles qu'ils nouent avec les autres mouvements contestataires comme le mouvement de gauche, les écologistes, les mouvements d'environnement et les antimilitaristes /pacifistes. Marco Giuni et Florence Passy disent que les nouveaux mouvements sociaux en Suisse, «*forment un véritable réseau de mouvements entretenus par une pluralité de liens et d'échanges (...) ils recrutent leurs participants dans des champs multiorganisationnels.*»³ Il faut souligner que, conformément à Russel Curtis et Louis Zurcher qui ont inventé cette notion⁴, ce caractère n'est pas seulement propre aux nouveaux mouvements contestataires en Turquie mais à tout son espace militant. Cette ampleur est aussi liée à la répression.

Rappelons-le, les effets de la répression peuvent être multiples par rapport aux liens complexes de différents facteurs, à la multiplicité des acteurs, et à leurs co-constructions des opportunités politiques dans une interaction entre eux. En examinant le processus de leurs émergences après les coups d'État de 1980, nous avons montré comment les militantEs développent les *tactiques d'adaptation*⁵ contre la répression.

La répression entraîne également le rapprochement, l'association, et la collaboration des différents mouvements, au niveau national. Le caractère multiorganisationnel du champ militant en Turquie est inhérent au besoin de se solidariser contre la répression. Ayşe Günaysu, journaliste connue pour son engagement par rapport à la question arménienne et militante de l'*Association de droits humains* (IHD) souligne la proximité du mouvement féministe avec le mouvement de droits humains constitué par les réseaux du mouvement de gauche : «*les femmes membres des organisations socialistes avant les années 1980 ont vécu un changement*

¹ Olivier Fillieule, *Requiem pour un concept : la notion de structures des opportunités politiques*, art. cit., p. 214.

² La notion utilisée en 1973 par Russell Curtis and Louis A. Zurcher in « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field. » *Social Forces* no : 52, 1973, pp. 53-61.

³ Marco Giuni, Florence Passy, *Histoire de mobilisation politique en Suisse*, op. cit., p. 12.

⁴ Russell Curtis and Louis Zurcher « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field. » *Social Forces*, no : 52, 1973, pp. 53-61.

⁵ Olivier Fillieule, *Requiem pour un concept : la notion de structures des opportunités politiques*, art. cit., p. 214.

radical. La majeure partie de ces femmes sont devenues féministes et, bien sûr, leurs premiers ennemis étaient leurs maris, leurs pères et les chefs des organisations dont elles étaient membres, parce qu'elles avaient subi des discriminations d'abord dans leur environnement proche. (...) Une conscience autour des questions des droits humains et de la question kurde s'est aussi éveillée chez ces femmes. Nous étions des membres de l'Association des droits humains (İHD). Un jour, un militant kurde a été tué après avoir été torturé par la police et après ça, nous avons publié une déclaration dans le journal Cumhuriyet. Nous étions une trentaine de femmes et nous disions ' Nous avons honte d'avoir une carte d'identité de la République Turque.' » C'était une chose très courageuse dans les années 1990. »¹

Comme Stephanie Dechezelles et Simon Luck le précisent, dans plusieurs configurations, les organisations partisans peuvent également soutenir la protestation, voire s'y investir de façon directe en co-organisant matériellement les défilés, en appelant leurs membres à participer aux cortèges, en signant appels et pétitions, etc. Dans ce cas, elles deviennent des participantes au mouvement à part entière.² S'appuyant sur de multiples recherches concernant les contextes d'action, ils indiquent qu'en particulier « *les partis de gauche, historiquement plus proches des revendications portées par les mouvements sociaux se sont plus intéressés* » aux revendications nées dans le tissu associatif.³ En Turquie aussi, parmi les organisations partisans, seul le mouvement de gauche s'investit dans les manifestations ou les campagnes des autres mouvements non-partisans. Mais l'examen que nous avons fait dans ce chapitre, sur l'héritage des expériences militantes passées dans le mouvement de contestation actuel, dévoile leur lien de parenté qui constitue un autre facteur facilitant ce rapprochement. Par exemple, l'espace militant du mouvement de gauche est le premier espace de reconnaissance pour les féministes et les autres trois mouvements fondés par ses ex-militantEs. Par ailleurs, ces mouvements s'appuient au départ sur les réseaux du mouvement de la gauche qui représentent aussi un *espace de référence*⁴ pour eux. Le fait d'être victime de l'oppression étatique rapproche le mouvement de la gauche de l'espace militant multi-organisationnel qui favorise l'ouverture d'espaces politiques. La répression est donc un facteur fondamental de l'alliance entre ces mouvements.

¹ « C'était très drôle, une poignée de femmes, des centaines de policiers » : un entretien avec Ayşe Günaysu, par Selin Altunkaynak, *Observatoire de la vie politique turque*, <http://ovipot.hypotheses.org/8761>

² Simon Luck, Stéphanie Dechezelles, « Introduction - Mondes mouvementistes et partisans: points de contact, passerelles et pistes d'exploration » *art. cit.*, p. 4.

³ *Ibid.*, p. 18.

⁴ Erik Neveu « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 496.

La campagne intitulée « *Ne Touchez Pas à Mon Ami* » (1994) et « *les Mères du Samedi* » (1995) sont d'autres exemples de l'alliance des féministes et du mouvement de gauche. La campagne « *Ne Touchez Pas à Mon Ami* » est organisée dans les réseaux des mouvements de gauche et par une majorité des femmes autour du mouvement féministe. Même si le but de la campagne est de rendre visibles les violences et les assassinats subis par les militantEs de gauche et kurdes, son discours est plus large : « *Ne touchez pas à mon ami kurde, alévi, arménien, femme, homosexuel* »...etc. Les slogans qui associent les différents cas d'oppression donnent à cette campagne un retentissement important dans le pays et encouragent les différents mouvements contestataires à participer aux manifestations de *Ne Touchez Pas à Mon Ami*.

Les *Mères du Samedi*,¹ action de désobéissance civile à long terme, est un autre exemple de ce rapprochement. Initiée le 27 mai 1995, par des militantEs féministes qui s'engagent particulièrement aux luttes pour les droits humains et les familles des personnes disparues en détention, cette action a rassemblé plusieurs mouvements. Ayşe Günaysu, l'une de ses initiatrices, la qualifie de « *mouvement initié par les femmes autour du mouvement féministe*. » Quand le cadavre de Hasan Ocak, qui est un jeune militant disparu en détention, est retrouvé, les femmes qui sont à l'origine de la campagne « *Ne touchez pas à mon ami* » décident d'agir contre les assassinats en détention. « *L'une d'entre nous a proposé : 'Asseyons-nous sur la place de Galatasaray'. C'était le 27 mai 1995 et nous étions une poignée de femmes, 10-15 personnes. Nous n'avons aucune bannière ni rien.* »² Forte de cette motivation, les ex-militantes de gauche qui sont devenues féministes ont créé la campagne des « *Mères de samedi* »³ en s'inspirant du mouvement des mères de la Place de Mai, initié, en 1977, par les femmes à la recherche des enfants disparus, victimes de la dictature militaire en Argentine. Les samedis suivants, les familles de disparus, des militantEs de différents partis de gauche, du mouvement féministe, des personnes LGBT et de différents mouvements se joignent à cette action. Par une sensibilité féministe, Ayşe Günaysu raconte que le nom de « *Mères du Samedi* » est un terme qui a émergé malgré les initiatrices qui insistaient pour dire « *Les Personnes du Samedi* » : « *au début, c'est moi qui écrivais les communiqués de presse. Je n'ai jamais utilisé le mot 'mère'. Ce sont les medias qui ont utilisé*

¹ *Mères du samedi*, en turc : *Cumartesi anneleri*.

² Entretien avec Ayşe Günaysu, par Selin Altunkaynak, Observatoire de la vie politique turque, <http://ovipot.hypotheses.org/8761>

³ Voir : Eric Sarner, *Les mères et « folles » sur la Place de Mai, l'Argentine 1976-2000*, Paris, Renaudot&Cie, 2000; Edmundo Gomez Mango, « *La Place des Mères* », *Nouvelle Revue de Psychanalyse*, 1992.

le mot de 'mère' durant cette période. Une culture de patriarcat. Les femmes sont toujours des mères, des épouses. La société ne peut pas accepter d'autre façon de voir la femme. Les initiateurs étaient des féministes mais le mouvement féministe n'était pas très fort à cette époque. Le terme féministe est associé aux défenseurs des droits de l'Homme, aux antiracistes, etc. Nous n'avons pas lutté contre l'appellation de 'Mères'. Ce n'est pas bien. Nous n'utilisons pas ce terme mais nous n'avons pas empêché les autres de l'utiliser. »¹

Comme l'indiquent Stéphanie Dechezelles et Simon Luck, la participation des partis politiques à cette action favorise « *l'ouverture d'espaces d'opportunité politique, protestataire ou tribunicienne pour les mouvements.* »² Concernant cet exemple, on constate que le fait que des militantEs de groupes de gauche s'associent à l'action des *Mères du Samedi* lui permet de continuer dans la durée. Par ailleurs, grâce à l'alliance avec les groupes de gauches, les organisatrices de cette action peuvent contacter les familles des personnes disparues et les convaincre de participer. Confirmant le rôle de la répression pour le rapprochement des mouvements contestataires, le mouvement de gauche et le mouvement des partis légaux kurdes s'associent à cette action et la rendent plus massive.

Ayşe Günaysu souligne l'effort des organisatrices pour éviter la récupération politique de cette action: « *les organisations de gauche ont essayé de l'adopter. Nous avons commencé à fixer des règles concernant cette question: pas de bannière, pas de slogans. Parce que ces protestations voulaient attirer l'attention du public sur les disparitions en détention. Mais les organisations politiques ne respectaient pas ces règles. Chaque samedi, nous nous disputions avec les membres des organisations politiques. Un jour, je me souviens qu'ils nous criaient 'Les prostituées, allez boire de la bière dans les cafés'. Aujourd'hui, les choses se passent mieux, il y a, bien sûr, des crises avec les organisations politiques mais elles peuvent facilement être résolues.* »³

Ce témoignage montre l'alliance nécessaire contre la répression des féministes avec le mouvement de la gauche malgré la défiance, finalement gérable grâce à leur répertoire

¹ « C'était très drôle, une poignée de femmes, des centaines de policiers » Entretien avec Ayşe Günaysu, par Selin Altunkaynak, *Observatoire de la vie politique turque*, <http://ovipot.hypotheses.org/8761>

² Stéphanie Dechezelles, Simon Luck, *Partis politiques et mouvements sociaux à la croisée des approches: interdépendances, transformations et traits communs*, 10^e congrès d'AFSP, Section thématique 37.

³ « C'était très drôle, une poignée de femmes, des centaines de policiers » : Entretien avec Ayşe Günaysu, par Selin Altunkaynak, *Observatoire de la vie politique turque*, <http://ovipot.hypotheses.org/8761>

commun. Comme dans l'exemple des *Mères du samedi*, nous observons un rapprochement, une collaboration mais aussi des conflits visibles entre les mouvements. Les conflits politiques se transforment très facilement en querelles personnelles avec des insultes comme « *les putains, allez boire de la bière dans les cafés* ». Le fait de continuer à agir ensemble malgré de telles injures montre qu'il n'est pas simplement question de volonté mais d'une nécessité : « *on est obligé d'être ensemble contre ces monstres cruels.* »¹

La convergence du mouvement LGBT avec le mouvement de gauche se réalise dans le cadre du même réseau autour de l'IHD. Comme les militantes féministes, la plupart des militantEs de Kaos GL ou de Lambda sont des militantEs qui ont des tendances de gauche, plutôt sensibles à l'anarchisme mais qui critiquent aussi les structures hétérosexistes de ces groupes.² Les principes de l'organisation Kaos GL tels qu'ils sont résumés dans son manifeste, adopté lors de sa première Assemblée générale, sont explicites à cet égard : « *le Kaos GL s'approprie une approche égalitaire. Indépendant des États, des gouvernements, des partis politiques et des autres pouvoirs, il soutient que la démocratie, les droits humains et les respects des libertés fondamentales se confondent et se renforcent réciproquement. (...) Le Kaos GL s'attribue ces principes dans son travail : Rendre visible et valoriser toutes les activités du mouvement LGBT et des organisations pour les droits humains. Renforcer la solidarité, l'échange, la compréhension et la coopération réciproque entre ces organisations. Répandre les valeurs internationales de droits humains dans ses travaux. Partager les rapports de ses activités avec les organisations de droits humains qui travaillent pour les droits des personnes homosexuelles. Accepter la participation et l'utilisation de toutes ses activités par les organisations de droits humains.(...) Travailler dans un principe de transparence, de solidarité et d'égalité.*»³

Dans ce manifeste mettant en avant *l'égalité, la liberté, et la participation*, il est visible que la construction de la cause LGBT se réalise dans la même culture politique et avec les mêmes répertoires que le mouvement de gauche. Cela facilite la communication mais le plus important facteur de cette convergence est toujours le besoin d'agir ensemble contre la répression. L'alliance du mouvement de la gauche et du mouvement LGBT est une adaptation tactique pour les deux. Le mouvement de la gauche, devenu marginal, a besoin de s'ouvrir

¹ Tiré de l'entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012.

² Voir entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

³ « Notre manifeste », Kaos GL, 1996.

aux autres univers et c'est l'occasion pour les militantEs LGBT de faire entendre leur voix en dehors des mouvements féministe, anarchiste ou écologiste. Mais les principes énoncés dans ce même manifeste montrent aussi leur obstination à refuser la récupération et à garder un espace autonome. Ces principes affichés sur la non-violence dessinent les frontières de l'alliance avec les organisations de gauche dont la plupart soutiennent la lutte armée : « *soutenir la culture non-violente. Se positionner contre toutes sortes de violences quelles qu'en soient les causes. (...) Ne pas collaborer avec un groupe qui arbitrait un élément de violence dans sa structure ou dans son fonctionnement. Se positionner contre les hiérarchies, avoir du respect pour les connaissances mais ne pas accepter leurs pouvoirs.* »¹ Les militantEs du mouvement LGBT racontent qu'ils-elles n'escomptaient pas une transformation rapide dans ces milieux. « *Nous savions que tout le monde était homophobe dans notre pays. C'est pour cela que nous étions sages au début. Sages ou timides, je ne sais pas... Mais nous savions que c'était important cette alliance. C'était le début de la reconnaissance.* »² Comme pour le féminisme, l'espace militant du mouvement de la gauche est le premier espace de reconnaissance pour la cause LGBT.

Umut Güner, militant de Kaos GL, qui a participé, dans les années 1990, aux premières collaborations du mouvement LGBT avec les autres groupes, surtout avec les militantEs du mouvement de gauche, indique que leur existence dans ces collectifs était très importante par rapport à leur rôle destructeur à l'égard de la structure et du discours monolithique du champ militant. « *Les années 1990 signifient le réveil du mouvement contestataire après le coup d'État. Notre émergence avait une signification assez importante. Parce que nous nous sommes créés dans le nouveau réveil du mouvement contestataire et nous lui avons montré que le terme 'diversité' ne désigne pas seulement les appartenances ethniques ou bien religieuses. Oui, les Kurdes et les Turcs, les musulmanes et les non-musulmanes peuvent s'organiser ensemble, au moins ils peuvent faire des choses ensemble mais c'est le mouvement LGBT qui déconstruit la structure et le discours monolithique des mouvements contestataires.* »³

Les militantEs de *Lambda* et de *Kaos GL*, qui se mobilisent à partir du même répertoire de gauche et qui s'y affrontent pour le changer, deviennent des ponts entre le

¹ *Ibid.*

² Tiré de l'entretien avec Yeşim Başaran accordé en le 28 août 2013.

³ *Ibid.*

mouvement LGBT de la nouvelle génération et les autres mouvements contestataires de l'espace militant en Turquie. La volonté de quelques-unEs d'entre elles/eux est déterminante pour que cette alliance perdure malgré les conflits. Tout changement social nécessite un effort des individus. Nous voyons clairement le rôle des personnages et unités performants et significatifs dans le processus d'alliance avec la gauche du mouvement LGBT et du mouvement féministe. En Turquie, la multipositionnalité et donc le multi-engagement des militantEs, c'est-à-dire, le fait pour un même acteur de s'investir simultanément ou successivement dans plusieurs organisations et mouvements, facilitent les liens et le maintien des alliances malgré les conflits et les soucis de récupération. Des féministes comme Filiz Karakuş, Gülnur Savran, Ayşe Düzkan, ou encore İlknur Üstün ont joué ce rôle entre le mouvement féministe et le mouvement de la gauche en liant ces deux réseaux tandis que Ali Erol, Umut Güner, Demet Demir, Ece, Ebru l'ont fait entre le mouvement LGBT et le mouvement de gauche y compris les anarchistes. Avec le temps, dans les mouvements féministes et LGBT, le nombre de militantEs multipositionnés augmente grâce aux réseaux et les mouvements prennent de l'ampleur grâce à ces collaborations. Cela favorise encore les rapprochements en élargissant le réseau militant et en créant des liens entre les différents réseaux.

La proximité du mouvement LGBT et des groupes anarchistes nourrit le mouvement antimilitariste qui fait des campagnes autour des objecteurs de conscience.¹ Ce mouvement qui émerge à partir des années 1990 unit les militantEs et les revendications des deux mouvements. Si l'homosexualité n'est pas illégale en Turquie, elle est considérée comme un « *désordre psycho-sexuel* » qui interdit aux homosexuels d'entrer dans l'armée, à condition qu'ils apportent une preuve de leur orientation comme des photos explicites de leurs ébats sexuels. Les organisations LGBT qui se définissent à la fois antimilitaristes comme *Lambda* ou *Kaos GL* contestent cette procédure. Mais les objecteurs de conscience multipositionnés dans les deux mouvements vont plus loin que ces procédures. Une dizaine d'objecteurs de conscience autour des plaidoiries radicales et pacifistes refusent d'être exemptés à cause de leur orientation sexuelle. Le militant LGBT Mehmet Tarhan est un cas emblématique. Antimilitariste proclamé, refusant de se soumettre aux tests d'homosexualité, il a écopé de quatre ans de prison, où il fut battu et menacé de mort par les autres détenus en 2005.² Mais il

¹ L'objection de conscience est considérée comme un crime passible de prison, pour refus d'ordres militaires.

² « En Turquie, seuls les « pourris » échappent au service militaire », par Benoit Berthelot, Cafebabel.com, le magazine européen, <http://www.cafebabel.fr/article/37539/turquie-seuls-les-pourris-echappent-au-service.html>;

a été relâché au bout de deux mois grâce aux campagnes qui unirent les féministes, les antimilitaristes et le mouvement LGBT.

Quant aux alliances des deux mouvements ethniques avec le mouvement de la gauche, nous constatons aussi un *processus itératif d'adaptation tactique* mais il est conduit de manière différente. Le mouvement kurde, adopte les modalités léninistes, le fonctionnement organisationnel et le discours général du mouvement de la gauche dans lequel il a incubé tout en critiquant son identité dominante turque et son caractère kémaliste. Le PKK, mouvement qui fournit une base organisationnelle au mouvement kurde légal, se forme autour de la même idéologie marxiste-léniniste, avec le même cadrage initial, puis en le modifiant. Le mouvement des partis légaux kurdes et les ailes du PKK ont pris la place du mouvement de la gauche dans la région à partir des années quatre-vingt dix.

Après le coup d'État de 1980, aucun parti politique légal représentatif de la gauche ne peut succéder au TIP. Le seul courant politique de gauche visible est le parti social-démocrate du peuple (SHP). À partir de la fin des années quatre-vingt, les manifestations massives dans les villes de l'Est influencent les membres kurdes du SHP qui travaillent avec la fraction de gauche dans le parti. Cette influence donne lieu à une nouvelle scission, plus violente que la précédente: en 1989, les députés kurdes sont expulsés du parti au motif qu'ils abordent la question kurde. L'intervention suivante du député kurde İbrahim Aksoy: « *en Turquie les Kurdes subissent une grande violence* » entraîne son expulsion de la réunion de l'Assemblée Parlementaire Européenne. Sept autres députés kurdes du SHP¹ sont chassés du parti à cause de leur participation à la Conférence kurde organisée par l'Institut Kurde à Paris.² Cela provoque la démission de nombreux députés de la fraction de gauche du parti. Parmi ces députés figurent des ex-militantEs kurdes et de gauche. Les débats autour de ce rassemblement convergent vers la décision de créer un nouveau parti politique de gauche supposé rassembler des Alevites et des Kurdes. Mais comme ils ne peuvent pas aboutir à un consensus sur la question kurde, les militantEs ne concrétisent finalement pas ce projet commun. Le 7 Juin 1990, à la suite de cette divergence, certains d'entre eux fondent le parti

¹ Ahmet Türk, Adnan Ekmen, Salih Sümer, Mahmut Alınak, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Önal et Mehmet Ali Eren.

² « *Il y avait même des articles qui conseillaient notre exclusion pas seulement du parti mais aussi du parlement. Certains voulaient notre exécution, d'autres demandaient notre emprisonnement à vie.* » (Selami İnce, Interview avec İbrahim Aksoy, « Sahi Kürtler SHP'den nasıl kovuldu », (« Comment sont exclus les Kurdes du SHP »), *Birgün*, 16 décembre 2010).

du travail populaire (HEP), premier parti politique qui a pour vocation de représenter « les Kurdes »¹ et qui déclenche la mise en place du mouvement des partis légaux kurdes, mouvement qui fera toujours alliance avec les groupes d'extrême gauche pour les élections ou bien pour les manifestations. Le mouvement des partis légaux kurdes restructure dès lors le mouvement de la gauche dans la région kurde. C'est ce qui explique que, dans l'espace militant, depuis une vingtaine d'années, on utilise les termes de « gauche turque » et « gauche kurde ».

Comme l'a fait le mouvement de la gauche « turque » entre les années soixante et le coup d'État de 1980, le mouvement des partis légaux kurdes, représentant la *gauche kurde*, commence à dominer l'espace militant contestataire dans la région kurde et y détient le monopole des causes contestataires. Avec ses nombreux/ses militantEs, participantEs et soutiens, il vient grossir les rangs des manifestations et des campagnes organisées par les féministes ou par les autres mouvements dans les grandes villes comme İstanbul et Ankara. Mais dans la région où il est dominant, il entraîne une relation tendue avec le mouvement féministe kurde. KAMER et VAKAD, revendiquant une position indépendante, non-violente, gagnent en puissance, en maîtrise, en aptitude et en efficacité dans la région malgré leurs conflits avec le PKK. La relation entre le mouvement des partis légaux kurdes et les féministes kurdes ressemble à celle du mouvement de la gauche avec le mouvement féministe à l'Ouest, après le coup d'État de 1980. Le mouvement des partis légaux kurdes, qui essaie d'améliorer ses relations avec le mouvement féministe dans les grandes villes comme İstanbul, Ankara, İzmir et Adana, ne communique pas avec les féministes de la région kurde. Ce mouvement, s'associant avec plusieurs associations de femmes liées au PKK, peut rassembler des milliers de femmes même dans les quartiers les plus pauvres ou les villages. Toutes les militantes de KAMER et de VAKAD interrogées là-dessus, soulignent, en restant anonymes, la monopolisation par le PKK de la cause des femmes. Cette critique rappelle les critiques des pionnières féministes envers tout le mouvement de la gauche après le coup d'État.

L'alliance entre le mouvement LGBT et le mouvement des partis légaux kurdes a des traits communs avec celle du mouvement féministe et du mouvement des partis légaux kurdes. Les organisations LGBT, surtout *Kaos GL*, qui bénéficient d'un soutien, d'une reconnaissance et de liens internationaux, peuvent communiquer facilement avec le mouvement des partis

¹ Fehmi Işıklar, ancien président de DISK (Confédération des Syndicats Révolutionnaires) a été élu comme président du HEP.

légaux kurdes à partir des années 2000, tandis que le Hevjin ou Hevjin ont davantage de difficultés à se faire une place dans ce champ militant dominé par le PKK. Mais comme ils sont très marginaux dans la région, on ne manifeste pas d'hostilité envers leurs militantEs qui parlent plutôt du manque de considération de leur cause, qui ne semble pas être une priorité. Mais leur émergence après la reconnaissance du mouvement LGBT en Turquie et les soutiens internationaux facilitent leur lien avec le mouvement des partis légaux kurdes qui, à partir de 2009, inscrit dans les statuts du BDP le terme d' « orientation sexuelle »¹.

Les alliances du mouvement autour d'Agos avec le mouvement de la gauche sont différentes de celles que le mouvement de la gauche entretient avec le mouvement des partis légaux kurdes. Comme le dit Alexandre Tourmarkine, « *le passé militant de la Turquie continue à nourrir la protestation* »² et comme nous allons le voir, il ressurgit dans les interactions entre ces mouvements et les relations entre le mouvement de la gauche et tous les autres. Comme ailleurs, on constate l'influence de la même culture politique et du répertoire de gauche dont beaucoup de fondateurs ont hérité. Mais en examinant les alliances entre le mouvement des partis légaux kurdes et la gauche d'un côté, celles d'AGOS et de la gauche de l'autre, nous percevons une différence fondamentale. Tout en restant politiquement à gauche, le mouvement créé autour d'Agos emprunte un chemin qui diverge fondamentalement de celui que suit la gauche pour ce qui est de la structure politique, du fonctionnement, des modalités, des principes et des stratégies. En restant dans la ligne de la gauche oppositionnelle, les militantEs d'Agos transforment le motif principal de « survivre » de la communauté arménienne en un but politique intitulé « vivre ensemble »³. C'est à la fois le sens et le but de leur politique qui posent les questions et les conditions de l'égalité, de la liberté et de la démocratie. « *Nous restons vigilants pour ne pas perdre notre ligne politique. Nous gardons notre sensibilité envers tous les problèmes sociaux et politiques en Turquie.* »⁴ Hrant Dink affiche clairement cette position en participant à plusieurs plateformes organisées par les réseaux de gauche⁵ et en choisissant d'écrire périodiquement dans le quotidien *Birgün*, connu pour sa proximité avec l'ÖDP. Les articles de Dink, dans ce quotidien comme dans l'Agos,

¹ Voir le statut de BDP-2009.

² Alexandre Tourmarkine, « Les protestations écologistes en Turquie dans les années 1990 » in Dorronsoro Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, op. cit., p. 70.

³ « Agos a été créé pour faire entendre la voix des citoyens arméniens et toucher les Arméniens qui ne parlaient pas l'arménien ; mais, avec le temps, sa mission s'est élargie. » (tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012).

⁴ « L'interview avec Hrant Dink », *Cumhuriyet*, 22 Avril 2001.

⁵ Comme l'initiative pour la paix (Barış Girişimi-2003).

portent beaucoup de critiques sur la structure du mouvement de la gauche même s'il lui reste lié. En 2002, il reproche surtout au mouvement des partis légaux kurdes de ne pas présenter de candidat arménien. Cette critique montre encore une fois son attachement au mouvement malgré sa déception.

Marco Guingi et Florence Passy soulignent que certains mouvements se rapprochent plus que d'autres car ils ont des buts portant sur des thèmes semblables¹. Comme nous l'avons décrit largement dans le premier et deuxième chapitre, entre le mouvement féministe et le mouvement LGBT qui partagent les mêmes sources d'inspiration autour du féminisme, il y a une proximité, depuis leurs émergences, plus qu'un rapprochement. À partir de 2000, la multipositionnalités des lesbiennes entre les mouvements féministe et LGBT renforce l'enchevêtrement des deux mouvements. Leurs relations avec le mouvement autour d'*Agos*, quant à elles, sont liées à l'appartenance aux mêmes réseaux sociaux et à la sensibilisation des militantEs envers la question arménienne, grâce aux influences positives du journal *Agos*, surtout après la mort de Hrant Dink. Dans les manifestations qui entourent son assassinat, la plupart des militantEs du mouvement féministe ou LGBT défilent sans pancarte désignant leur appartenance : *« on ne participe pas aux marches en tant qu'association mais en tant qu'individu. Pourquoi ? Je ne sais pas... Cela va au-delà des intérêts organisationnels je crois. Il faut y aller. Il faut participer, c'est tout. »*² Les entretiens réalisés avec plusieurs militantEs des deux mouvements ont mis en évidence la sensibilisation autour de la question arménienne créée dans l'espace des luttes sociales. À partir de 2007, date de l'assassinat de Hrant Dink, à İstanbul en particulier, la multipositionnalité des militantes tisse des liens entre les trois mouvements. Comme nous l'avons indiqué, la radio *Nor Zartung*, à l'origine arménienne, accueille les militantEs du mouvement féministe et LGBT pour s'associer à leurs différentes luttes et devient une voix du champ militant multiorganisationnel en Turquie.

Dans cet espace militant contestataire qui constitue un champ d'alliance et de conflit, les plateformes se distinguent comme l'outil principal de l'adaptation tactique contre la répression. Le rapprochement a pour effet d'augmenter les conflits entre les mouvements. Donc agir par le biais des plateformes qui ont une existence brève permet de continuer les alliances dans le conflit pour se faire plus entendre. À partir des années quatre-vingt dix, plusieurs plateformes constituées par des organisations très différentes portent des

¹ Marco Guingi, Florence Passy, *Histoire de mobilisation politique en Suisse, op. cit.*, p. 11.

² Tiré de l'entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012.

revendications concernant les libertés et des réactions contre la répression. Gülçin Erdi Lelandais, dans sa recherche sur le développement de l'alter mondialisme en Turquie affirme aussi que les plateformes, coalitions ou coordinations sont considérées comme le meilleur moyen d'attirer un grand nombre d'organisations et de militants. « *Ces types d'organisations permettent en effet à chaque composante du mouvement de préserver sa liberté et de contribuer, selon sa propre volonté, à la campagne. Elles donnent l'image de formes de représentation 'démocratiques', permettant la libre expression des acteurs sociaux mobilisés.* » En Turquie, il paraît plus aisé de convaincre les organisations de participer à une coordination ou à une plateforme. « *Les coordinations et plateformes, par leur souplesse, permettent à toute organisation de quitter la structure à n'importe quel moment. De plus, elles fournissent une certaine garantie aux personnes non organisées craignant d'être influencées par des organisations politiques, ainsi qu'un espace de liberté au sein duquel les non-organisés ont également un droit de parole, à côté des directions des organisations.* »¹

En examinant les plateformes existant depuis le coup d'État jusqu'à aujourd'hui, nous observons que, jusqu'aux années 2000, leurs constructions se réalisent par la nécessité de solidarité contre la répression et elles s'appuient sur leur sous-répertoire commun. Au moment où les nouveaux mouvements sont entrain de se créer en se détachant du mouvement de la gauche, cette collaboration est plus délicate. Leurs membres appartiennent à la même génération politique, ce qui explique leurs sensibilités proches, mais réveille aussi d'anciens conflits. À partir des années 2000, avec la reconnaissance des mouvements féministe et LGBT, les tentatives de récupération politique diminuent tandis que le nombre et la diversité des plateformes augmentent, même si les conflits persistent.

La manifestation de la «rencontre de Konya »² (2003) est un exemple. Autour de cette action initiée par le groupe féministe *Amargi*, dans le but de réunir toutes les revendications des femmes de différentes appartenances, sont créés des plateformes dans plusieurs villes³ du pays où les féministes, les militantEs LGBT, les syndicalistes, les partisans des organisations de gauche ou du mouvement des partis légaux kurdes travaillent ensemble afin de toucher un maximum de femmes et de montrer les différentes priorités des femmes. La campagne débute

¹ Gülçin Erdi Lelandais, « Du printemps ouvrier à l'altermondialisme... Le champ militant et le champ politique en Turquie », *Cultures & Conflits* [En ligne], URL : <http://conflits.revues.org/12483>, p. 73-74.

² Konya est une ville d'Anatolie centrale connue pour son conservatisme.

³ Istanbul, Ankara, Bursa, İzmir, Diyarbakır, Batman, Adana, Siirt, Van, Antakya, Bursa, Kocaeli, Yalova, Bilecik, Eskişehir, Trabzon, Edirne, İskenderun, Mardin.

au mois de février dans 12 villes différentes (Antakya, Adana, Mersin, Antalya, İzmir, Diyarbakır, Samsun, Urfa, Batman, Bursa, Ankara, İstanbul), en mai 2003 et dure 45 jours autour des rencontres dans les différents quartiers où les femmes expriment leurs revendications. Les représentantEs réunissent des lettres, des notes dans leurs sacs et au début du mois de juin, plus de 200 entre elles se mettent en chemin vers Konya pour faire d'autres manifestations sur le chemin. La ville de Konya qui se trouve au milieu du pays, est le point de rencontre et de réunir les revendications. Selon les archives d'*Amargi* toutes ces manifestations réunissent 10 000 femmes. Grâce à cette campagne qui est très médiatisée, les militantes du champ multi-organisationnel réussissent à rendre visibles les différentes revendications des femmes de tout le pays. L'organisation *Amargi* publie ces revendications et les envoie à toutes les participantEs de la plateforme. Les militantEs témoignent de nombreuses tensions entre les groupes durant les quatre mois qu'a duré cette campagne, surtout pour l'organisation des conférences de presse et l'écriture des tracts. « *Tout le monde voulait mettre en avant sa priorité...* »¹ Mais ces tensions ne suffisent pas à rompre les liens et, comme nous l'avons énoncé, surtout à partir des années 2000, le nombre de plateformes multi organisationnelles augmente pour défendre des causes générales comme la paix, les libertés d'expression ou l'environnement.

Ces liens se renforcent face au besoin d'agir ensemble contre la répression qui devient permanente à cause de la guerre civile. Comme Gilles Dorronsoro le souligne, c'est surtout le contexte de guerre civile qui détermine pratiquement toutes les revendications et les priorités des différents mouvements contestataires. « *En Turquie, c'est la situation de guerre civile qui oppose l'État au séparatisme kurde qui détermine pratiquement la manière dont l'ensemble des mouvements protestataires sont à la fois perçus et gérés par les institutions de sécurité, au nom d'une 'méta-idéologie sécuritaire'* »² Par exemple, quand les problèmes de liberté d'expressions touchent des militantEs multi positionnées, des chaînes de solidarité réunissant les différents mouvements se forment. Karin Karakaşlı, une dirigeante du journal *Agos* et participante de la fondation Hrant Dink insiste sur le rôle des plateformes communes pour créer d'autres collaborations. « *La plateforme ' Nous sommes tous et toutes témoins pour Pinar Selek' en est un bon exemple. Dans cette plateforme, j'ai travaillé avec des universitaires, des féministes, des militantes LGBT, des militantEs anti- militaristes. Pour*

¹ Tiré de l'entretien avec Yeşim Başaran accordé le 28 août 2013.

² Helene Combes, Olivier Fillieule, « De la repression considerée dans ses rapports, A l'activite protestataire », *art. cit.*, p. 1061.

*organiser des événements ensemble, on essaie d'utiliser toutes les différentes opportunités que nos différents réseaux nous procurent. Cela crée une familiarité entre les différents réseaux. Surtout, au bout d'un moment, on devient ami. On boit ensemble, on mange ensemble, on partage certaines choses en dehors du travail. »*¹ Cette extrait d'entretien montre que dans le contexte autoritaire de la Turquie, la répression de l'État contre les militantEs multi positionnéEs rend impératif le besoin pour les mouvements contestataires d'agir ensemble. Comme le souligne Karin Karakaşlı, ces plateformes entraînent des interactions individuelles et des socialisations croisées qui favorisent la permanence des alliances initialement ponctuelles.

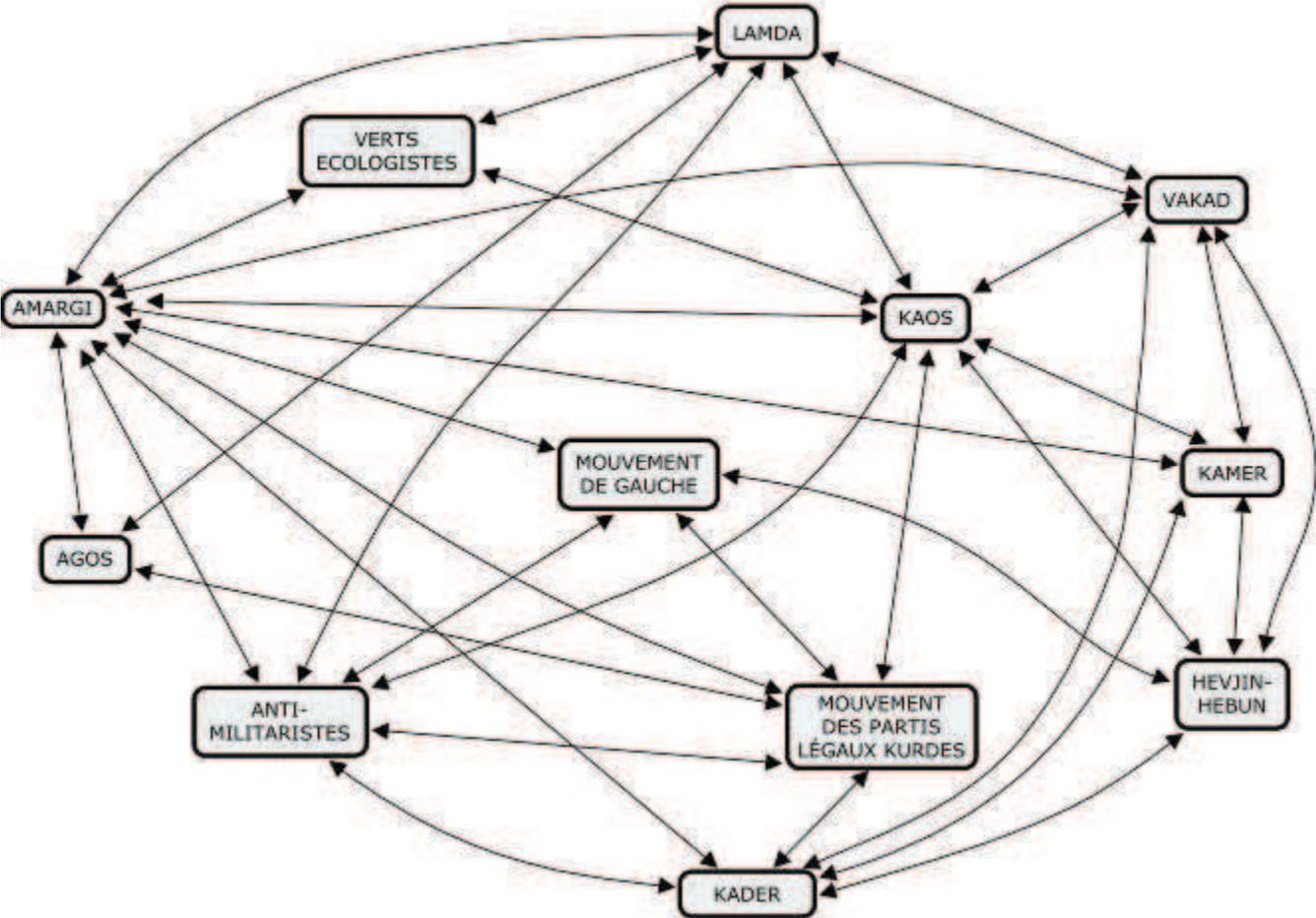
Par exemple, au cours des négociations entre le PKK et le gouvernement (2012), une plateforme associant des féministes et des militantes kurdes intitulée « la plateforme des femmes pour la paix » est initiée pour influencer le processus de paix et créé un rapprochement, certes conflictuel, mais aussi transformateur pour les deux réseaux². Cette plateforme, en donnant la parole aux femmes dans ce processus, réussit à faire adhérer les différents mouvements à un discours commun. Le mouvement LGBT montre également sa volonté de participer au processus de négociation pour la paix. Les déclarations de *Kaos GL*,³ sans parler des droits des personnes LGBT, montrent que les revendications du mouvement LGBT exprimées dans cette déclaration comme « la paix » ou « la démocratie » sont communs à plusieurs mouvements contestataires en Turquie.

¹ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012.

² Entretiens avec Nükhet Sirman (accordé le 9 juin 2012) et Nilgün Yurdalan (accordé le 30 août 2013).

³ Voir sur le site de www.kaosgl.org

Tableau 9 - L'espace militant multi-organisationnel



Un changement d'échelle : Les manifestations de Taksim

La *plateforme de Taksim*, la *plateforme de solidarité pour Gezi* et les manifestations qu'elles ont déclenchées constituent l'exemple de l'aboutissement du processus de ce rapprochement. Les manifestations autour de ces plateformes ont gagné tout Istanbul, se sont propagées à plusieurs villes de Turquie et ont pris une dimension internationale sous le nom de « printemps turc »¹. (Voir : Annexe 6)

La *plateforme de Taksim* s'est organisée à la fin de l'année 2011 contre le projet d'urbanisation du parc Gezi à Taksim, un quartier d'Istanbul. Ce projet envisage la destruction du parc Gezi pour faire place à la construction d'un centre commercial de style ottoman. La structure de cette plateforme se caractérise par son autonomie vis-à-vis des organisations politiques et son mode autogéré. Sa souplesse et son autogestion lui permettent de rassembler des militantEs de différents milieux, ainsi que des jeunes militantEs écologistes et pacifistes. Elle fait de multiples actions pour sensibiliser la population istanbuliote au fait que Taksim qui est le cœur de la ville va devenir un lieu déshumanisé.

Le 28 mai 2013, afin d'empêcher l'abattage de vingt arbres sur la place Taksim, 40 membres de la *plateforme de Taksim* installent leurs tentes dans le parc pour protéger les arbres et pour attirer l'attention du public. Mais l'abattage continue, les machines s'approchent des manifestantEs. Sırrı Süreyya Önder, le député du BDP, les rejoint et s'allonge par terre. La répression policière est sanglante. Leurs tentes sont brûlées, des militantEs sont blessés et arrêtés. Taksim est couvert de gaz lacrymogène par les forces de l'ordre. Malgré les risques évidents, les manifestations de résistance prennent de l'ampleur². Comme le décrit Ferhat Taylan, « *La répression policière, dont les images sont diffusées notamment par Facebook et Twitter, nourrit le flux de manifestants, qui augmente au fil des*

¹ « Des manifestations mais pas de "printemps turc", estime le Premier ministre Erdogan », *France Info*, <http://www.franceinfo.fr/politique/pas-de-printemps-turc-selon-le-premier-ministre-erdogan-1011589-2013-06-03>; « Turquie: les protestataires sonnent-ils le début du "printemps turc"? », RTBF Info, http://www.rtb.be/info/monde/detail_turquie-les-protestataires-sonnent-ils-le-debut-du-printemps-turc?id=8009928; « Le Printemps turc s'échauffe », *La nouvelle république.fr*, <http://www.lanouvellerepublique.fr/France-Monde/Actualite/Politique/n/Contenus/Articles/2013/06/04/Le-Printemps-turc-s-echauffe-1491598>; « Turquie : "La contestation est plus proche de mai 68 que des printemps arabes" », *France tv Info*, http://www.francetvinfo.fr/turquie-la-contestation-est-plus-proche-de-mai-68-que-des-printemps-arabes_339202.html

² « Malgré les interventions de la police, souvent très violentes, les gens n'hésitent pas à descendre dans les rues. D'autres habitants, sur leurs balcons, participent en famille au chœur de la protestation, en tapant sur des casseroles. » (Nilüfer Göle, « Le jardin Gezi occupé voit reflourir la liberté », *le Monde*, 7 juin 2013, p. 18).

heures. »¹ En quelques heures, environ trois cent mille personnes encerclent la place Taksim, qui est le lieu symbolique des rassemblements de la gauche. La diversité des participantEs est plus marquante encore que leur nombre: des féministes, des militantEs LGBT, des anarchistes, des antimilitaristes, des artistes, des chanteurs, des comédienNEs, des anticapitalistes, des écologistes et des milliers de lycéens et d'étudiants qui n'appartiennent à aucune organisation mais qui s'organisent activement via les réseaux sociaux. Dès le deuxième jour, toutes sortes de personnes portant diverses revendications affluent: des militantEs de gauches, des AleviS qui ont appris que le pont du Bosphore allait porter le nom du roi ottoman Selim III, (responsable de massacres contre les AleviS), des militantEs des droits humains, des centaines de milliers de frères, sœurs, amiEs, parents ou enfants de prisonniers politiques, des supporters de football, des militantEs des syndicats et des groupes de gauche qui n'étaient pas autorisés à se rassembler place Taksim, tous ceux qui ont été battus par la police quelques semaines plus tôt, le 1er mai. Les émeutes gagnent en ampleur. (**Annexe 6, Figure 21**)

Même si ces mobilisations n'entament pas nécessairement la capacité du gouvernement actuel de maintenir un bloc hégémonique derrière lui, elles fragilisent son image, quant à ses capacités à gérer des crises: à l'aube du 31 mai, après la déclaration sévère du premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, en traitant les manifestantEs comme des « *Voyous* »² et « *Ivrognes* »³, la violence policière devient plus sanglante : on compte un mort, 23 manifestants ont été grièvement blessés, deux disparus, plusieurs centaines d'arrestation⁴. Face à la répression sanglante, de nouvelles manifestations sont organisées, via les réseaux sociaux, dans d'autres villes du pays.⁵ Les vingt universités d'Istanbul sont mobilisées. Environ 4 000 manifestants traversent le pont du Bosphore pour atteindre Taksim. Les syndicats appellent à la grève générale.

Le 1^{er} juin, quand les forces de police se retirent et laissent les lieux aux manifestants, des centaines de milliers de personnes remplissent la place, le parc et les quartiers des

¹ Ferhat Taylan, « Taksim, une place vitale », *Revue des livres*, no : 12, Été 2013, p. 53.

² *Voyou* : *Çapulcu*.

³ *Ivrogne* : *Ayyaş*.

⁴ « Nous avons tué nos peurs, plus rien ne sera comme avant », *Le Figaro*, 6 juin 2013 ; Pierre Puchot , « En Turquie, l'avenir politique incertain du mouvement du parc Gezi », *Mediapart*, 6 juin 2013.

⁵ « *Les manifestations à travers la Turquie ont coûté la vie à quatre personnes, trois manifestants et un policier, a déclaré mardi le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours prononcé au parlement à Ankara. 'Trois jeunes et un policier ont perdu la vie dans les événements', a dit M. Erdogan devant les députés de son Parti de la justice et du développement.* » (« Turquie : affrontements pour le contrôle de la place Taksim, Erdogan inflexible », *le Monde*, 11 juin 2013).

alentours. Devant les cameras des chaînes internationales, les manifestantEs occupent la place et entament une manifestation pacifique, jusqu'au 11 juin, qui prend différentes formes: yogas, films, kermesses, concerts, débats, danses, fêtes, bibliothèque populaire, cantines, potagers... Les journalistes internationaux décrivent ainsi cette multiplicité d'actions : « À Istanbul, le parc de Gezi s'est transformé en kermesse libertaire »¹, « Printemps turc ? Ou Indignés de la place Taksim »² ou bien comme le « mai 68 d'Istanbul. »³ L'étonnement face à cette spontanéité et les débats autour du mécontentement de la population sont visibles dans les journaux nationaux et internationaux. Mais nous avons déjà souligné que le mécontentement de la population n'est pas une condition suffisante pour un engagement et une résistance à long terme. Déterminer les facteurs qui nourrissent cette « spontanéité » permet de vérifier le caractère multi-organisationnel de l'espace militant contestataire en Turquie et de distinguer les différents éléments qui favorisent l'action collective malgré la répression.

Les négociations entre le PKK et le gouvernement offrent une détente dans la vie publique, une ouverture du champ politique mais aussi une instabilité des alignements politiques.⁴ L'émotion créée par la répression des forces de police et la sensibilité autour de vingt arbres produisent une action pacifique grâce aux facteurs politiques.⁵ Mais, pour analyser l'action collective dans sa complexité, il faut aussi voir les dynamiques internes de l'action : nous avons montré que l'espace des mobilisations en Turquie est un champ multi-organisationnel dans lequel coexistent des alliances et des conflits en soulignant que ces alliances représentent une tactique d'adaptation face à la répression. À partir de plusieurs exemples déjà exposés, nous avons vu que ces alliances augmentent la capacité des mouvements à créer eux-mêmes leurs opportunités. Ces plateformes, par exemple, servent comme moyens d'attirer un grand nombre d'organisations et de militants. Dans ce champ multi-organisationnel, avant la création de la *plateforme de Taksim*, depuis une dizaine d'années, plusieurs plateformes de quartier à Istanbul avaient déjà été initiées contre des projets urbains⁶ et les mécanismes de stérilisation et de rejet des cultures. La destruction des

¹ Laure Marchand, « À Istanbul, le parc de Gezi s'est transformé en kermesse libertaire » *Le Figaro*, le 06.06.2013.

² Benoit Buscarel, « Printemps turc? Ou Indignés de la place Taksim? », *Le Monde*, le 06.06.2013

³ Jelena Prtoric, « Turquie : La contestation est plus proche de mai 68 que des printemps arabes », *francetv info*, 04.06.2013.

⁴ Charles Tilly, Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, *op. cit.*

⁵ Charles Tilly, *From Mobilisation to Revolution*, *op. cit.*

⁶ « Ce n'est qu'un des nombreux mégaprojets de construction contestés dans la mégapole turque. Le nouveau pont, le troisième aéroport international, un canal, des zones destinées à construire des résidences luxueuses. »,

quartiers comme Beyoğlu, Sulukule, Tarlabası qui formaient le cœur de la ville, donne lieu à des résistances organisées par des plateformes de quartiers dont les participantEs ont des affinités avec le mouvement féministe, le mouvement LGBT, les groupes anarchistes et les écologistes. Donc, plusieurs plateformes luttant contre la destruction des différents quartiers d'Istanbul créent, depuis une dizaine d'années, des ponts entre les différents mouvements de l'espace militant protestataire en Turquie.

La plateforme de solidarité pour Gezi, qui a apparu à partir de la répression sanglante policière contre les militantEs de la *plateforme de Taksim*, s'appuie sur cette base inter-organisationnelle. La nuit du 31 mai 2013 marque cette répression et le commencement des résistances avec une, plateforme qui rassemble soixante-et-onze organisations dont les causes et les modalités sont différentes. Vingt-six organisations axées sur l'environnement, la culture et l'écologie forment les piliers de la plateforme. (cf. **tableau 12**).

Le tableau 12 montre que, six d'entre elles sont des organisations nationales ou de grande envergure, les vingt autres sont des organisations locales qui se préoccupent de cas semblables comme celui du quartier de Gülsuyu ou Ataköy. À partir de la fin de l'année 2012, date où la décision du projet de destruction du parc Gezi a été validée neuf plateformes construites pour sauver d'autres quartiers se sont investies dans la lutte. Cette participation indique que, même si son but se limite à empêcher la destruction d'un parc, cette plateforme qui englobe les autres plateformes devient un symbole pour ces dernières. Nous distinguons aussi dans le tableau 12, que le *centre culturel anatolien* qui est aussi dans le mouvement autour d'*Agos* participe à la plateforme comme quatre autres organisations artistiques et culturelles, autonomes, qui travaillent au niveau national. La participation des organisations pour les personnes âgées et pour les personnes handicapées montre que l'engagement pour Gezi éveille également la sensibilité de différents milieux sociaux. (cf. **tableau 13**)

Tableau 11 - Organisations pour l'environnement, l'écologie ou la culture dans la plateforme de solidarité pour Gezi (mai 2013)

Organisations pour l'environnement, écologie ou culture- Au niveau national	Organisations pour l'environnement, écologie ou culture- Au niveau local	Plateformes pour l'environnement, écologie ou culture- Au niveau local	Organisations autonomes artistiques et culturelles
Association pour l'équilibre écologique	Association pour la protection des consommateurs de Beşiktaş.	Plateforme de Taksim	Association des diplômés de l'Université d'ODTU
Association pour la conscience de consommation	Association de solidarité des propriétaires et des locataires de Tarlabası	Plateforme des associations du Bosphore	Association des Tokatliotes
Association pour la protection des consommateurs d'Istanbul	Association pour l'environnement de Gazhane	Plateforme du quartier Asmalı Mescit	Laboratoire de l'art public,
Initiative de SOS d'Istanbul	Association de l'environnement et de solidarité d'Ataköy	Plateforme des associations des quartiers de Beyoğlu	Association des arts plastiques
Association pour la vie au lieu du troisième pont sur le Bosphore.	Association, pour l'environnement et la culture de la Mer noire	Plateforme du quartier Cihangir	Centre culturel anatolien
Association pour une vie civilisée (ÇYDD)	Association du quartier Tozkopan	Plateforme de solidarité pour l'environnement d'Haydarpaşa.	
Association des bénévoles du quartier Validebağ	Association pour l'environnement et de solidarité d'Ataköy	Plateforme du quartier Sulukule	
	Association des espaces de divertissement de Beyoğlu	Plateforme du quartier Galata	
	Association des espaces de divertissement d'Ataköy,	Plateforme de solidarité des quartiers Gülsuyu et Gülen su	

Tableau 12 - Organisations féministes, LGBT ou pour d'autres groupes sociaux dans la plateforme de solidarité pour Gezi (mai 2013)

Organisation féministe	Organisations LGBT	Organisations pour des autres groupes sociaux
Coopérative de cinéma féministe (Filmmor)	SPOD	Association des personnes âgées et retraitées
Union des fondations des femmes	Lambda	Association des personnes handicapées
Fondation de solidarité avec les femmes (KADAV)	Association de solidarité pour les personnes LGBT	
	LISTAG	

Le tableau 13 montre également la participation des organisations féministes et LGBT : toutes les quatre organisations LGBT d'Istanbul sont présentes dans cette plateforme tandis que le mouvement féministe englobant une vingtaine d'organisations à Istanbul, est représenté seulement par trois. Mais les militantEs qui participent aux manifestations¹

¹ Entretien avec Nilgün Yurdalan, Yasemin Öz, Yeşim Başaran, Suzan Kara, Senem Donatan.

constatent la participation à la plateforme de plusieurs féministes qui n'adhèrent pas aux organisations féministes mais qui sont dans les réseaux du mouvement. Le troisième chapitre étudiera les changements du rôle des organisations dans le mouvement féministe ; à cette étape, nous contenterons de rappeler, comme nous l'avons indiqué au premier chapitre, que le mouvement féministe ne repose pas seulement sur des structures limitées, il s'organise plutôt autour d'une communauté féministe qui englobe une multiplicité de groupes et d'individus reliés au féminisme. L'existence de plusieurs militantEs non-adhérentes à une organisation structurée leur permet d'agir avec une multipositionnalité et de participer aux différentes plateformes autour de différentes causes. À Taksim, à partir de la répression de la police, plusieurs militantes féministes participent à la manifestation et à l'organisation de la résistance.¹ Quant au mouvement LGBT, il repose également sur une communauté qui lui permet d'élargir ses limites et de créer une proximité avec les différents milieux sociaux et politiques. Nous étudierons comment ce mouvement gagne une valeur symbolique et physique durant les manifestations. À cette étape, notons la présence active dans la plateforme de Gezi des militantEs LGBT, très présentEs et actives auprès des plateformes écologistes ou anti militaristes et leur visibilité dans les medias, avec leurs stands, expositions, débats, slogans et concerts. (Annexe 3, Figure 24-25-27-28)

Tableau 13 - Les organisations professionnelles ou syndicales dans la plateforme de solidarité pour Gezi (mai 2013)

Chambres professionnelles	Les autres organisations professionnelles	Organisations syndicales
Chambre des dentistes	Association des archéologues	Confédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires (DİSK)
Chambre des pharmaciens	Association des travailleurs de théâtre	Confédération des syndicats des travailleurs publics (KESK)
Chambre des ingénieurs de machine	Assemblée des architectes, urbanistes et ingénieurs socialistes,	Syndicat des enseignants
Chambre des urbanistes	Union des comédiennes	Syndicat des artistes
Chambre des médecins	Association des enseignants	Plateforme de l'union des syndicats
Chambre des ingénieurs de l'environnement	l'Initiative pour le Conseil des artistes autonomes	
Chambre des ingénieurs de l'électricité	Association des enseignants supérieurs	
Chambre des architectes	Association des restaurateurs	
Chambre des ingénieurs de construction	Association des politologues	
Chambre des architectes de paysage		
Chambre des ingénieurs de cadastre		

¹ « Kadınlar da İsyanda » (Les femmes aussi sont en révolte), Le collectif socialiste et féministe, <http://www.sosyalistfeministkolektif.org/component/content/article/2-haberler/526-dayangezi>.

Nous voyons dans le tableau 14 que la plateforme réunit vingt chambres et organisations professionnelles. (cf. tableau 14) Cette participation ainsi que leurs autres engagements aux différentes mobilisations sociales sont liées aussi à leur lien de parenté avec le mouvement de la gauche : les chambres et organisations professionnelles sont aussi des espaces de mobilisations pour les organisations de gauche ou les ex-militantEs de gauche. Le répertoire commun se reconstruit et s'élargit, il concerne donc une plus large population avec le temps.

On peut développer la même analyse pour la participation des syndicats, qui en Turquie, sont présents dans les manifestations organisés par le mouvement de gauche ou le mouvement des partis légaux kurdes. Surtout la *Confédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires* et la *Confédération des syndicats des travailleurs publics* (KESK) sont deux composantes indispensables pour l'organisation et le succès de ces manifestations. Mais jusqu'aux années 2000, on ne les voit pas dans les manifestations de défense de l'environnement, de l'écologie, de questions de rapports sociaux de sexe ou de sexualité. La représentation de cinq grandes organisations syndicales pour sauver le parc, confirme le rapprochement entre les mouvements.

Tableau 14 - Les partis politiques et organisations du mouvement de la gauche dans la plateforme de solidarité pour Gezi (mai 2013)

Partis politiques de gauche	Organisations culturelles liées aux organisations d'extrême gauche	Partis politiques de ligne républicaine
Parti de la voix du peuple (HSP)	Centre culturelle de Nazim Hikmet	Parti républicain populaire
Parti de l'égalité et de démocratie (EDP)	La maison populaire d'Istanbul	Parti du travailleur
Parti du travail (EMEP)	Plateforme de 'la Mer noire est en révolte'	
Parti pour la liberté et solidarité (ÖDP)	Association culturelle de Bedrettin	
Parti communiste turc (TKP)	Association de Kızıldere	
Parti pour la paix et la démocratie (BDP)	Forum Culturel d'Istanbul	
Parti des Verts et la gauche viendront (YSGP)		

Comme le montre le tableau 15, la participation du mouvement de gauche à la plateforme ne se limite pas aux militantEs ou ex-militantes qui font partie des autres organisations. À côté de six organisations culturelles liées aux organisations de la gauche extrême: on peut voir cinq partis politiques de gauche et le BDP qui soutient les activités et les manifestations de la plateforme surtout via ses députéEs. Les témoignages des militantEs

et les articles de presses confirment que c'est le parti des Verts (YSGP) qui est le plus proche des organisations non-partisanes et qui peut s'intégrer dans leurs réseaux sans entraîner de crainte de récupération. Nous voyons aussi apparaître le nom de deux partis politiques républicains dans la liste des adhérents mais plusieurs militantEs soulignent qu'il ne s'agit pas d'une représentation concrète jusqu'à la grande manifestation de Gezi. (4 juin 2013) Ils-elles témoignent aussi de la participation relativement symbolique des partis politiques, des syndicats et des organisations professionnelles.¹ Yeşim Başaran l'exprime ainsi : « ils ont donné leurs noms en signe de solidarité. »²

Les militantEs racontent que, depuis le premier jour de l'action, en dehors de la *plateforme de solidarité pour Gezi*, une nouvelle coordination s'est mise en place par de petites plateformes passagères avec participation de militantEs féministes, anarchistes, LGBT, objecteurs de consciences, écologistes ou anticapitalistes, d'une manière autogérée. Malgré les affrontements, ces plateformes se maintiennent, la *plateforme de solidarité pour Gezi* continue à représenter tous les manifestants dans les négociations avec le gouvernement. Quand celui-ci a accepté de suspendre la décision de couper les arbres, même s'il n'a pas donné de garantie à long terme, les pacifistes ont convaincu les autres participants de la plateforme de se retirer pacifiquement, de cesser d'occuper le parc, et de poursuivre la lutte dans les autres espaces. Le 11 juin, alors que les militantEs se préparent à se retirer, une intervention sanglante de la police débute. La journaliste Defne Gürsoy la raconte ainsi : « tout a basculé à Taksim hier soir. La guerre a été déclenchée par la police, je suis un témoin direct puisque j'étais sur place. La violence démesurée de la police a fait des centaines de blessés, le parc Gezi a été évacué de force avec gaz, jets d'eau contenant des produits chimiques causant des brûlures sur la peau, les balles en plastiques ont blessé des dizaines de personnes, dont une femme enceinte. Par ailleurs, des grenades cataplexiantes (incapacitantes) ont semé la terreur dans tout le quartier. »³

¹ Entretien avec Yeşim Başaran, Onur Fidangül, Senem Donatan, Suzi Kara, Yasemin Öz, Esmeray.

² Tiré de l'entretien avec Yeşim Başaran accordé en le 28 août 2013.

³ « Violence démesurée à Istanbul », par Defne Gürsoy, *Mediapart*, 16 juin 2013.

Malgré cette répression, cinq mille personnes restent encore dans le parc (**Annexe 6, Figure 26**) et parmi eux, bien visibles, les supporters de football¹. Jusqu'au lendemain, le nombre a augmenté vers le cent mille autour d'un récital de piano improvisé.

Les affrontements continuent jusqu'au 17 juin quand la plateforme et les collectifs décident de continuer les manifestations dans les différents parcs d'Istanbul et, à partir du 17 juin, à Istanbul, une dizaine de parcs deviennent des espaces de manifestations pacifistes, de débats politiques, de concerts et de kermesses, comme à Taksim. Les nouvelles rassemblements dans plusieurs quartiers autour de nouveaux groupes de travail passagers montrent la continuité de la convergence des plusieurs mouvements contestataires en interaction. Nous constatons ainsi que les mécanismes répressifs n'arrivent pas à réprimer cette mobilisation qui puise sa force dans sa pluralité, son autonomie et sa créativité.

¹ Par exemple, le groupe « Çarşı », groupe de supporters de l'équipe de football de Beşiktaş, est très présent dans les manifestations.

Conclusion de la première partie

Cette première partie était consacrée à étudier les convergences des mouvements contestataires dans l'espace militant en Turquie à partir des années quatre-vingt. Notre étude a montré à la fois l'influence de l'environnement sur l'action collective, mais aussi son caractère non structurel, relationnel, et par conséquent dynamique. Distinguer les multiples facteurs qui lient les mouvements contestataires en question, permet de relever différents types d'interdépendances dans la complexité de leurs dynamiques.

Le premier chapitre a montré la pluralité et la diversité des actions protestataires à partir de quatre mouvements qui portent des divergences marquées de leurs histoires sociales, des lieux depuis lesquels ils s'expriment, de leurs cadrages, de leurs buts politiques, de leurs modalités d'organisation et d'action. Leurs trajectoires montrent une évolution dans le temps : leur persévérance leur a permis, au prix parfois d'importants conflits, d'obtenir une reconnaissance sociale et politique, en affirmant leur représentativité.

Même si les gains ne sont pas structurels, ces mouvements sont aujourd'hui les interlocuteurs légitimes des causes qu'ils défendent et ont gagné, à différents niveaux, leur droit d'entrée dans les arènes institutionnelles. Ils convergent pour s'associer dans une pluralité de revendications axées à la fois sur des transformations limitées, donc spécifiques et sur une volonté de modification profonde de la structure sociale. Nous avons vu que les acquis des manifestations contestataires donnent lieu à l'actualisation des opportunités de manière continue et ouvrent de nouveaux chemins pour de nouvelles mobilisations.

Dans le deuxième chapitre, en prenant en compte l'évolution des interactions entre l'État et les mouvements contestataires,¹ nous avons montré comment les effets variables de la répression peuvent favoriser l'émergence de différents mouvements contestataires, placés différemment sur l'échelle du système hiérarchique, dans le même espace qui gagne un caractère multi-organisationnel. Nous avons vu que ce processus est nourri par la dimension émotionnelle qui joue un rôle visible dans la mobilisation contre la répression. Dans le

¹ « Avec le développement de travaux centrés sur la diversité des modes de gestion étatique des conflits, que le répertoire d'action des protestataires a commencé à être pensé en interaction avec celui des autorités. » Combres Hélène et Fillieule Olivier, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 1050.

contexte de la Turquie, le monisme de l'État dans tous les domaines, du champ politique à la vie privée, en faisant ressortir la structure intersectionnelle des rapports sociaux de sexe, de sexualité et d'ethnicité, en participant à la constitution des conditions de leur émergence, et de leurs répertoires croisées, encourage les alliances entre ces mouvements. Plusieurs exemples ont confirmé que ces mouvements, partageant le même univers de contraintes et de pouvoir monopolistique, envisagent les accusations totalisantes qui renforcent leur interdépendance réciproque. La répression étatique favorise donc le rapprochement, l'association, et la collaboration des différents mouvements contestataires. Le fait de partager le même contexte conflictuel motive la convergence autour des revendications communes comme « la paix », « la démocratie » ou la protection de l'environnement.

Aux dires de Serge Moscovici, des groupes qui étaient définis et se définissaient, le plus souvent, de manière négative par rapport au code social dominant, peuvent devenir des groupes qui possèdent leur propre code et, en outre, le proposent aux autres à titre de modèle ou de solution de rechange.¹ Dans leurs différents processus d'évolution, ces mouvements, en construisant leurs définitions, en cherchant, de manières différentes, à rendre visible et à faire accepter leur existence en tant que partie dynamique de la vie commune, sont parvenus à installer leurs propres mondes dans un monde monopolistique en Turquie et ont favorisé des changements culturels. L'examen des actions, des revendications, des discours des programmes de ces quatre mouvements et des témoignages de leurs militantEs, montre qu'ils se rejoignent à la jonction des « *conditions objectives et des perceptions subjectives* »² et autour de leurs particularités novatrices dans le répertoire des mouvements contestataires : sortant du cercle traditionnel, partant d'autres suppositions, parlant de rapports sociaux inconnus auparavant, ces nouveaux mouvements, à partir de différents angles, réussissent à remettre en cause la définition de la citoyenneté républicaine.

Nous avons ainsi distingué comment le nouveau cycle de contestation commence à émerger à partir des années 1980, se construit pour faire corps en début des années 1990, devient l'acteur de la déconstruction d'un monopole idéologique, organisationnel et politique dans l'espace militant contestataire. Nous avons également vu que la naissance d'un nouveau cycle ne fait pas disparaître le précédent, donc les différents cycles de contestations coexistent dans le même espace. L'examen de l'autonomisation des anciennes structures

¹ Serge Moscovici, *Psychologie des Minorités Actives*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979, p. 11.

² Olivier Fillieule, « Émergence et développement des mobilisations », *art. cit.*, p. 214.

oppositionnelles et de l'héritage des expériences militantes passées dans la contestation actuelle a également soulevé le lien de parenté des mouvements étudiés avec le mouvement de la gauche qui représente toujours un espace de référence pour eux.

Autour de cette combinaison des répertoires, de leur lien de parenté, de leurs conflits avec le régime sécuritaire, le besoin d'agir ensemble¹ favorise des collaborations et unit, par les relations de dépendance mutuelle, plusieurs acteurs comme le mouvement de la gauche, le mouvement des partis légaux kurdes, les syndicats et ceux qui mènent des différentes luttes politiques. Cela donne lieu à l'enchevêtrement de différents réseaux militants, à la fois fluides et permanents, par nécessité de se solidariser contre la répression. Leur participation à l'espace militant contestataire se réalise à partir des alliances dans un processus itératif d'adaptation tactique. La volonté des militantEs joue un rôle dans cette construction afin de créer ces opportunités. Le transfert d'activistes entre ces mouvements et la multipositionnalité des militantEs à travers les plateformes et les réseaux communs favorise leur dépendance mutuelle.

À partir de ces distinctions, nous étudierons dans la deuxième partie comment leurs convergences malgré leurs divergences, donnent lieu à leurs interactions mais aussi aux multiples conflits qui favorisent des innovations dans l'espace militant contestataire en Turquie.

¹ Au dire de Tilly, toute population a un repertoire, limitée d'action collective « c'est-à-dire de moyen d'agir en commun sur la base d'interrets partagées. » (Charles Tilly, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, pp. 541-542).

Deuxième partie

Les lignes de fractures et d'innovations

DEUXIEME PARTIE : Les lignes de fractures et d'innovations

Dans la première partie, nous avons vu le processus de construction d'un nouveau cycle de contestation qui a causé en Turquie l'intensification des conflits auparavant inédites, leurs diffusions géographique et sociale, l'émergence de nouvelles interprétations du monde. L'étude des facteurs de convergences entre quatre mouvements contestataires qui participent à la création de ce cycle, a montré que leurs interdépendances et leurs alliances donnent lieu à une nouvelle entreprise de mobilisation fluide qui augmente leur capacité de mobilisation malgré le contexte répressif.

Comment peut-on distinguer les différents effets des convergences et des interactions entre ces mouvements en relation avec les autres acteurs de l'action contestataire ? Quels effets leurs indépendances mutuelles et leurs interactions peuvent-elles avoir sur les positionnements et les propositions programmatiques des organisations, ou encore sur leurs structures et modes d'action ? Peut-on parler d'influences réciproques ? Est-ce que leurs alliances donnent lieu aussi à une réciprocité de leurs transformations ?

Comme le précise Erik Neveu, l'action collective n'existe que comme interaction qui s'inscrit aussi dans des conflits. *« Si les 'interactions' propres aux mouvements sociaux incluent des stratégies inventives, une intelligence tactique des coups à jouer contre l'adversaire, (...) elles s'inscrivent aussi dans des rapports de forces, des contraintes et croyances intériorisées. C'est ce déploiement de la créativité dans un cadre de contraintes situées que désigne le terme d'interdépendance. »*¹ Donc, par l'étude des conflits internes et de groupes, mais aussi des tensions entre les instances structurelles et les individus, nous allons analyser l'influence des lignes de fractures dans ce processus. Est-ce que leurs interactions activent les conflits existants ? Comment ces conflits influencent-ils ces interactions ? Est-ce qu'on peut parler de freins ?

Il s'agira dans cette deuxième partie, de développer une réflexion autour de ces questions et de montrer que les dimensions et les effets des interactions dépendent aussi des lignes de conflits dans l'espace militant contestataire. Le troisième chapitre sera donc consacré à l'étude des rapports de forces où ces mouvements s'inscrivent, de la

¹ Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 495.

professionnalisation et de l'institutionnalisation du militantisme, des hiérarchies organisationnelles, de leurs interactions avec l'État, de la construction de l'identité politique et de la question de représentation. Nous allons ainsi interroger si ces conflits construisent de freins variables à la mobilisation et s'ils peuvent entraîner également des innovations dans le même espace ?

C'est à partir de cette réflexion que nous étudierons, dans le quatrième chapitre, les innovations de ces mouvements sur lesquelles les mobilisations « inattendues » s'appuient en Turquie. Nous allons voir comment la convergence entre les différentes luttes crée une *intermédiation*, entendue comme *la production d'un lien entre des sites jusque-là disjoints*¹. Charles Tilly et Sidney Tarrow expliquent que grâce à cette mise en relation se créent « *des courants d'idées, de pratiques et de ressources qui influent sur l'action revendicative aux deux bouts du nouveau lien. Et, bien souvent, ces nouvelles idées, pratiques et ressources facilitent la coordination entre les sites. (...) Mais c'est la diffusion des idées, des pratiques et des ressources d'un site d'action à un autre qui a rendu cette coordination possible.* »²

Quels sont les effets de cette intermédiation dans le cas d'espace militant contestataire en Turquie ? Est-ce qu'elle active d'autres mécanismes comme, par exemple, la diffusion ? Est-ce que les intermédiations entre les mouvements qui ont déjà formé un nouveau cycle de contestation en Turquie après les années 1980, ouvrent la porte à un nouveau cycle ? Si oui, quels sont les traits principaux de ce nouveau cycle de contestation ? Est-ce qu'il s'agit d'innovations successives dans son espace militant ?

À partir d'une étude sur les effets des interactions entre les mouvements et sur les incidences de leurs conflits, cette deuxième partie sera consacrée à comprendre les innovations visibles depuis quinze ans sur les dynamiques complexes de l'espace des luttes sociales en Turquie.

¹ Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit, De la grève à la révolution*, op. cit., p. 63.

² *Ibid.*

Chapitre 3 : Les conflits sur les lignes de dissociation

Dans le troisième chapitre, nous allons étudier les conflits de ces quatre mouvements en interaction. Prendre en compte le caractère relationnel et complexe de l'action contestataire, permettra de voir la multiplicité des conflits entre et dans les mouvements contestataires. Comment peut-on distinguer ces conflits et leurs effets, en suivant les générations militantes successives ? Les conflits résultant des hiérarchies sociales ou structurelles et procédant du champ politique ou de la professionnalisation du militantisme freinent-ils par exemple leurs influences réciproques et leurs transformations ?

La première partie a montré que les quatre mouvements en question portent des différences significatives par rapport aux histoires sociales dans lesquelles ils s'inscrivent, à leurs cadrages, à leurs opportunités, à leurs modalités d'organisation et d'action. En affirmant qu'ils présentent initialement des chances de succès, des risques d'échec ou des opportunités très variables les uns par rapport aux autres, nous avons examiné comment leurs différents trajets se croisent malgré l'apparence de contraste. Pour voir les effets de ces croisements dans toutes leurs dimensions complexes, on peut poser à l'inverse la même question: comment ce processus de leur croisement est-il influencé par leur contraste apparent, reflet de différences hiérarchiques réelles entre ces mouvements?

Pour analyser les formes que prennent les interactions entre les mouvements contestataires, il faut une prise en compte, comme le souligne aussi Erik Neveu, des structures sociales qui cadrent l'action, des logiques de situation et des logiques dispositionnelles.¹ L'espace militant contestataire est un espace social caractérisé par des rapports sociaux et politiques. « *La structuration interne des rapports sociaux témoigne également une relation entre forme et dynamique socio-politique.* »² Étudier ces rapports entre les militantEs, les groupes et les mouvements facilitera la compréhension des dynamiques de ces interactions et les représentations des acteurs « *à la fois aux contraintes structurelles et à l'effet des coups échangés* »³. En abordant les conflits créés par les rapports sociaux entre les militantEs dans le même groupe ou entre les mouvements, nous soutenons que les hiérarchies sociales et politiques dans lesquelles s'inscrivent ces mouvements, donc les « *inégaux dispositions à la*

¹ Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 502.

² Ariel Colonomos, « Sociologie et science politique: les réseaux, théories et objets d'études », *art. cit.*, pp. 172-173.

³ Michel Dobry « Calcul, concurrence et gestion du sens » in Pierre Favre, *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990.

protestation collective »¹, constituent des freins à leurs capacités d'innovations et provoquent des luttes internes. L'examen de différents types de hiérarchies dans le champ militant consistera à voir les rapports de pouvoir qui contraignent ou favorisent la mobilisation au sein des organisations et chez les militantEs qui les animent, et qui entretiennent entre eux des rapports variés. Par cette approche, il est manifeste que, dans l'espace des luttes sociales en Turquie, les différences concernant les opportunités, les chances de succès des actions, les hiérarchies de genre, de classe, d'ethnie, d'âge entre les militants et les hiérarchies organisationnelles créent des conflits au sein même des mouvements.

Dans la première partie, nous avons vu que l'interdépendance de l'action protestataire avec son environnement externe, donc le contexte répressif, dans le cas de la Turquie, crée des opportunités au rapprochement des mouvements contestataires. En outre, la tolérance ou la répression dont un mouvement fait l'objet, dépend du pouvoir dont le groupe dispose dans la société et dans le champ politique qui « *conditionne les chances d'émergence d'une action collective* »² ainsi que celles de son maintien. Quelles sont les influences de ces différences sur les effets de leurs interactions, dans chacun des mouvements en question ? Est-ce que leurs positions dans l'échelle sociale et politique déterminent leurs modalités d'innovation ?

Il faut aussi souligner que les interactions de ces mouvements avec les structures politiques ne sont pas limitées à la répression ; par rapport à « *la modification des stratégies d'action (essoufflement, « innovation tactique», radicalisation, etc.), la transformation du rapport aux autorités (niveaux de répression, collaboration, institutionnalisation) et « la force du nombre», c'est-à-dire les phénomènes de mobilisation/démobilisation* »,³ ces mouvements entretiennent des liens variables avec les structures politiques. Analyser les interactions, les tensions et les confrontations entre les individus et les mouvements contestataires avec divers acteurs et instances structurantes du politique permettra donc de voir les autres déterminants internes de la mobilisation et les liens entre action non conventionnelle et militantisme institutionnel. Avec une telle réflexion, nous allons également aborder les effets du champ politique et de la professionnalisation du militantisme en étudiant la question de l'organisation et du leadership qui occupe une place importante dans la littérature de la sociologie de l'action

¹ Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, op. cit., p 185.

² Olivier Fillieule, « Emergence et développement des mobilisations », art. cit., p. 49.

³ *Ibid.*

protestataire.¹ En soulignant que les militantEs sont en étroite relation avec leur mode d'organisation et leur répertoire d'action, nous examinerons comment les structures des organisations qui se produisent et se reproduisent dans l'action, facilitent la mobilisation tout en créant différents freins à son égard.

¹ Anthony Obershcall, *Social Conflicts and Social Movements, Englewood Cliffs*, New Jersey, Prentice-Hall Inc, 1973; John McCarthy et Mayer N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *Amerian Journal of Sociology*, no : 82 (6), 1977 ; Elisabeth S. Clemens, « Organizational Repertoires and Institutional Change : Women's Groups and the Transformation of American Politics, 1890-1920 », in *American Journal of Sociology* , n : 98 (4), 1993, p. 755-98.

1. Des rapports sociaux dans l'espace militant contestataire: genre, classe, ethnie, âge

Un mouvement contestataire, comme toute relation sociale, est caractérisé par des rapports sociaux et il réunit des individus de différentes appartenances qu'il transporte sur toute sa trajectoire : de sexes, de classes, d'appartenances ethniques, d'orientations sexuelles et de génération. Ceci crée une différence de « capital militant » entre eux.

Frédérique Matonti et Franck Poupeau distinguent le capital militant du capital politique. Selon eux, le capital politique peut être considéré comme une forme de capital symbolique qui est lié à la représentation collective et « *qui est, pour une bonne part, un capital de fonction né de l'autorité reconnue par le groupe* »¹. Tandis que le capital militant est « *incorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir, il recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines reconversions* ».²

Comme Lilian Mathieu le souligne, « *les capacités à s'indigner et à s'engager dans les disputes publiques, socialement acquises, sont non seulement inégalement distribuées au sein de la population, mais distinctes selon les individus pour la simple raison que tous les agents sociaux ne passent pas par les mêmes instances de socialisation et ne sont pas placés dans les mêmes situations susceptibles de leur faire intérioriser un rapport critique au monde.* »³ La différence des positions sur l'échelle sociale des individus qui s'engagent dans les mobilisations sociales, crée des opportunités variables pour le mouvement et pour les militantEs, mais aussi des différences de priorités, de manières de se positionner, de se faire écouter, donc des hiérarchies entre eux qui donnent lieu à des conflits.

En se référant à Olivier Fillieule, contrairement à ce qui est affirmé par Charles Tilly, nous acceptons à priori que les mouvements ne s'affrontent pas seulement à l'État ; le champ d'alliance et de conflit dans lequel ils évoluent étant autrement plus complexe.⁴ Les rapports

¹ Matonti Frédérique et Poupeau Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5 no 155, p. 8.

² *Ibid.*

³ Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 189.

⁴ Olivier Fillieule, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *art. cit.*

sociaux dans l'espace militant contestataire, c'est-à-dire, les positions relationnelles différentes entre chaque individu dans la réalité du monde social¹, créent de multiples conflits concernant les différents systèmes de domination. Les quatre mouvements contestataires, examinés ici, sont des espaces de luttes de classe, d'appartenance ethnique, de sexe et d'orientation sexuelle qui s'articulent entre eux.

Domination heteronormative

En commençant par les rapports sociaux liés aux orientations sexuelles dans trois mouvements contestataires, nous observons, surtout jusqu'aux années 2010, l'invisibilité des homosexuelLEs parmi leurs militantEs et l'inexistence des revendications autour des problèmes des personnes LGBT. Par rapport aux deux mouvements fondés sur une base ethnique, le mouvement féministe est davantage concerné par les problèmes des LGBT puisqu'il représente la base théorique et politique du mouvement LGBT. Mais jusqu'au début des années 2000, les lesbiennes ne sont pas visibles en son sein.

Selon Burcu Ersoy, militante de Kaos, les féministes ouvrent la porte de la politique à la vie privée, mais n'abordent pas ouvertement l'homosexualité. « *Si elles étaient plus sensibles, le mouvement LGBT se développerait plus vite.* »² Le problème de légitimité pourrait en partie expliquer l'hésitation des pionnières féministes à parler d'homosexualité; celles-ci racontent qu'au départ, elles ont essuyé de fortes réactions autour d'elles et des reproches d'être les ennemies des hommes en tant que lesbiennes³. C'est à partir de l'émergence et de la reconnaissance du mouvement LGBT dans le champ militant que les revendications autour de cette cause deviennent plus visibles dans le mouvement féministe. Mais, malgré cette visibilité relative qui est aussi liée à sa proximité avec le mouvement LGBT, nous constatons une hiérarchisation verticale des priorités de revendications qui ne concernent que les femmes hétérosexuelles.

À partir des années 2000, nous observons la participation de plusieurs *lesbiennes visibles*⁴ qui étaient actives dans le mouvement LGBT. Ces lesbiennes qui commencent à militer à Amargi, puis dans d'autres organisations, attirent l'attention sur les socialisations

¹ Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Documents », 1980, p. 53.

² Tiré de l'entretien avec Burcu Ersoy accordé le 21 décembre 2012.

³ Entretiens avec Esmeray, Yasemin Öz, Yeşim Başaran, Şirin Tekeli.

⁴ Dans le mouvement, on nomme ainsi les lesbiens qui ne cachent pas leur orientation sexuelle.

niant des différences et mettent en question les priorités de deux mouvements, à la fois 'hétéro-centrisme du mouvement féministe' et la domination masculine dans le mouvement LGBT. Certaines gardent leurs relations organisationnelles et leurs activités dans les deux mouvements. C'est grâce à leurs multi-engagements que l'interaction du mouvement féministe et du mouvement LGBT se renforce. En constituant un pont de communication, elles jouent un rôle primordial pour la transformation de ces mouvements.

Quant aux deux mouvements de base ethnique, les rapports sociaux liés aux orientations sexuelles sont plus visibles. Nous avons précisé qu'avant l'émergence du mouvement féministe et LGBT, l'homosexualité était considérée comme une perversité au sein du mouvement de la gauche qui dominait, à cette époque, l'espace militant contestataire. Le mouvement kurde, fort de cet héritage, exclut la question jusqu'aux années 2000. Cela est lié à son rejet du féminisme et de tous les sujets liés à la sexualité. Le renforcement national et international du mouvement LGBT, sa convergence avec les autres et sa reconnaissance dans le champ militant et public, a influencé le mouvement des partis légaux kurdes qui commence à être solidaire du mouvement LGBT, à soutenir ses revendications via ses députéEs. Mais ce changement ne rend pas visibles les personnes LGBT dans le mouvement. Il n'y a aucune dirigeante ou responsable qui se présente comme LGBT. Nous observons le même fait au sein du mouvement d'*Agos* qui hérite de deux répertoires hétéronormatifs ; l'un vient du mouvement de la gauche, l'autre de la communauté arménienne. Le fait d'être arménien et d'être confronté à une hostilité visible renforce les traits traditionnels dans cette communauté comme le souligne Karin Karakaşlı : « *c'est difficile. Si les personnes LGBT étaient visibles dans notre communauté, on pourrait nous accuser encore une fois d'être la source de toutes les anomalies. Cela peut être nuisible pour le mouvement LGBT aussi, on les accuserait d'être ArménienNEs.* »¹ Cette inquiétude, l'ambition d'être reconnu et d'établir un dialogue avec les Turcs traditionnels rendent invisible les personnes LGBT dans le journal qui n'a pas une position particulièrement anti hétérosexiste. Cependant, après la mort d'Hrant Dink, quand le nouveau mouvement social émerge, sa convergence avec le mouvement LGBT apparaît. On peut suivre cette convergence, comme nous l'avons montré, dans les programmes de *Nor Zartung* et les pages d'*Agos*, mais celle-ci ne suffit pas à rendre visibles les personnes LGBT au sein du mouvement. Cette invisibilité est liée aux structures patriarcales des deux mouvements.

¹ Entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012.

Rapports sociaux de sexe

Nous avons souligné dans la première partie que, la prise en compte des rapports sociaux de sexes dans l'étude des mouvements sociaux¹, permet de mieux comprendre la pluralité des régimes de pouvoir qui créent les freins d'innovation dans ses groupes. Aux dires de Karen Beckwith, les contextes dans lesquels se développe l'action protestataire sont également genrés du seul fait que les « *mouvements politiques, leurs opposants, leurs combats, et leur effet se développent et sont modifiés en fonction du genre de ceux qui les portent* »².

Le mouvement féministe, portant une cause inédite en Turquie, a dévoilé le caractère patriarcal de l'ordre social construit par le jacobinisme kémaliste mais aussi la structure patriarcale des organisations dans le mouvement de gauche en mettant en évidence leur similitude. Le mouvement féministe, après son émergence, malgré les réactions à son encontre et les conflits, a acquis une reconnaissance relative par rapport à sa cause, surtout dans l'espace militant contestataire. Mais cette relativité de la reconnaissance signifie la continuité des conflits entre le mouvement féministe et, entre autres, les trois mouvements en question. Avec la reconnaissance et la stabilité du mouvement féministe, on remarque davantage la visibilité des militantes des trois autres mouvements et leurs critiques sur la structure patriarcale de leurs organisations.

L'examen de l'action collective de ces trois mouvements à l'épreuve d'une perspective de genre dévoile comment les rapports sociaux de sexe contribuent à structurer les mouvements³ en affectant par exemple l'inégalité de ressources des militantEs. Aux dires d'Erik Neveu, l'acquisition des savoirs et des savoir-faire, « *qui sont indissociablement des savoir-vivre et faire-valoir constitutifs des répertoires d'action, pousse à être attentif à l'occupation des postes, aux reconversions et à la succession dans les trajectoires de mobilisation dont l'issue répond rarement aux intentions primitives de ceux qui les portent.* »

⁴ Comme il le souligne, dans ces mouvements, les femmes sont rarement dans une position

¹ Ronald Aminzade, Jack Golson, Doug McAdam, Elizabeth Perry, William Sexell, Sidney Tarrow et Charles Tilley, *Silence and Voice in Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001; Vera Taylor et N. Whittier, « Special Issue on Gender and Social movements » : Part 2, *Gender and Society*, 13, 1999.

² Karen Beckwith, « Lancashire Women Against Pit Closures : Women's Standing in a Men's Movement », *Sings, Journal of Women in Culture and Society*, n : 21, 1996, p. 32.

³ Jules Falquet, « La coutume mis a mal par ses gardiennes mêmes: revendications indiennes zapatistes », *Nouvelles questions féministes*, 20 (2), 1999, p. 87-116.

⁴ Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 494.

qui leur permet de convoiter des postes stratégiques, à responsabilité, de développer des projets et dans un même temps, d'ajuster des causes militante qui suscitent l'engagement.

À peu près tous les fondateurs du mouvement des partis légaux kurdes et d'Agos sont des hommes. Avec le temps, les femmes participent à ces mouvements mais rarement aux décisions stratégiques. Nous observons la structure patriarcale du mouvement des partis légaux kurdes qui est formée autour de son leader Abdullah Öcalan, bien que les femmes aient joué un rôle critique dans le mouvement. Nous l'avons souligné que son modèle ressemble au projet républicain turc et les femmes qui deviennent visibles dans le parti sont choisies comme symboles de l'émancipation kurde. Mais cette visibilité ne signifie pas une existence autonome ou bien une libération à l'encontre du leadership patriarcal du PKK. Aux dires d'Aldon Morris et Suzanne Staggenborg, « *lorsque les femmes sont exclues des positions les plus élevées, elles n'ont pas accès à tout un ensemble de ressources que contrôlent ceux qui dominent l'organisation.* »¹ Sara Evans souligne, dans son analyse du mouvement des années 1960 aux USA, que les femmes « *ont fourni la colonne vertébrale de la plupart des tentatives de construction communautaire* » car elles étaient plus directement concernées par les questions concrètes liées à la sphère domestique et à la vie de la communauté, « *pendant que les hommes tentaient vainement d'organiser, les sans emplois, les jeunes de la rue et les femmes mettaient tranquillement en place des organisations durables d'aide sociale en faveur des mères.* »² Dans le mouvement kurde, les femmes constituent, surtout à partir des années 2000, la colonne vertébrale du mouvement, en s'engageant dans les luttes liées à la sphère domestique ou à l'aide sociale, mais aussi en menant un double combat : contre les hommes de leur groupe et contre l'État. Le PKK crée alors un espace pour un mouvement de femmes, surtout initié dans les montagnes, par les combattantes. Cet exemple oblige les chercheurEs à dépasser le simple constat de l'exclusion des femmes des postes de pouvoir. Sur ce point, l'analyse de Belinda Robnett et Kathleen Jones sur la position des femmes dans le mouvement des Droits civiques est inestimable. Elles montrent comment les femmes tiennent des fonctions au sein de leadership d'un autre ordre mais tout aussi importantes³. Cette importance ne néglige pas la division genrée des

¹ Aldon Morris et Suzanne Staggenborg, « Leadership in social movements » in David Snow, Sarah Soule et Hanspeter Kriesi (dir), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, 2004, p. 178.

² Sara Evans, *Personal politics. The roots of women's liberation in Civil rights movement and the New left*, New York, Alfred A. Knopf, 1979, p. 141.

³ Kathleen Jones, *Compassionate Authority: Democracy and the Representation of Women*, New York, Routledge,

tâches militantes. Dans le cas du mouvement des partis légaux kurdes, plusieurs militantes prennent particulièrement en charge le ‘travail émotionnel’ et assurent les liens affectifs et de solidarité entre les membres des communautés de base, qui est conforme au rôle maternel mais qui les rend visible aussi.

Le mouvement des partis légaux kurdes, adoptant le principe de l'égalité des sexes dans son organisation, se distingue par la participation nombreuse des femmes par rapport aux autres partis politiques représentés à l'Assemblée nationale. À partir de 1990, les députées, les co-présidentes, les mairesses kurdes sont très visibles.¹ À l'initiative de ces dernières, nombres d'activités, d'organisations, d'initiatives, d'institutions, d'associations de femmes s'installent très vite dans la région. La coordination des travaux « de femme et de la famille »² est faite par le *mouvement des femmes libres et démocrates* (DÖKH -Demokratik Özgür Kadın Hareketi) qui organise les militantes des organisations pro-PKK. Le DÖKH, même s'il ne se définit pas comme féministe, parle de la « libération des femmes du système patriarcal » et revient souvent sur son désir de collaborer avec le mouvement féministe « turc ». D'ailleurs, dans l'espace militant contestataire qui fonctionne par les plateformes, il y a plusieurs collaborations entre quelques organisations féministes et le DÖKH pour organiser des manifestations autour des revendications sur l'égalité des sexes ou sur les violences faites aux femmes. En outre, les mairesses et les députées, liées au DÖKH, mènent plusieurs projets avec le mouvement féministe mais la plus grande partie du mouvement féministe ne prend pas part à ces activités.

La mobilisation et le regroupement des femmes kurdes fait monter la tension entre le mouvement féministe et le DÖKH, notamment avec le mouvement des partis légaux kurdes. Ayfer Ekin, l'une des militantes du DÖKH résume ainsi le point de vue de son organisation : « *comme elles n'osent pas dire 'niez votre identité kurde' elles nous demandent de ne pas parler, de ne pas nous présenter sous notre identité. Nous critiquons cette approche. Nous*

1993 ; Belinda Robnett, *How long? How long? African American women in the civil rights movement*, New York, Oxford University Press, 1997.

¹ Par exemple, selon les statistiques de l'association de soutien aux candidates (KADER), en 2010, 26 femmes sont maires. Seize d'entre elles, sont des militantes du mouvement kurde. On retrouve les mêmes statistiques concernant le pourcentage des femmes dans les CA ou AG des partis politiques. Au BDP, les femmes participent au CA à hauteur de 47 %. 20 % du budget du parti est réservé aux travaux pour les femmes. (Voir les Statistiques de Femmes-2009-2010- KADER).

² Dans le mouvement de la gauche et dans le mouvement kurde, la question des rapports sociaux de sexe est définie comme « la question de femme et de la famille ».

avons des problèmes liés à notre statut de femmes, mais nous avons aussi des différences liées à notre statut de femmes kurdes. Nous voulons vraiment nous unir avec ce mouvement mais pour cela il faut que les camarades féministes nous comprennent. »¹ Ces divergences s'appuient notamment sur des critiques du mouvement féministe portant sur les priorités du DÖKH, l'idéalisation d'Öcalan, le silence par rapport à la sexualité et au corps, les hiérarchies de l'organisation, en particulier la dépendance organisationnelle au PKK. Le mouvement féministe qui se crée en opposition au kémalisme, à la construction de la république, et à la gauche, en critiquant le culte du drapeau et du chef, retrouve ces mêmes problèmes au sein du DÖKH. Il faut souligner les effets de travailler avec les féministes sur plusieurs militantEs du DÖKH et du mouvement des partis légaux kurdes qui les amènent au désengagement pour participer ensuite au mouvement féministe. Fatma Nevin Vargün, ancienne militante du mouvement des partis légaux kurdes, fondatrice d'une organisation féministe *Kırkörük* (2005), témoigne que plusieurs militantes qui étaient proches du mouvement féministe ont quitté le parti. « *Il y a eu une lutte très forte dans le mouvement et les militantes qui étaient exigeantes étaient accusées d'être féministes. La plupart n'a pas pu rester...* »²

Quant au mouvement LGBT qui se définit comme féministe, les lesbiennes témoignent d'un combat difficile pour rendre visibles les femmes dans le mouvement. Nous avons souligné, dans la première partie, le rôle du croisement des classes sociales dans l'émergence du mouvement. Burcu Ersoy, militante lesbienne-féministe de *Kaos GL*, indique que les acteurs de ce croisement sont les gays, mais pas les lesbiennes : « *les gays, pour des aventures amoureuses, avaient l'occasion de se retrouver dans les parcs.*³ *Les rencontres des gays dans les parcs ont attiré plusieurs gays de différentes classes sociales dans le mouvement. Les hommes se retrouvent dans la rue. Mais les lesbiennes n'ont pas une chance pareille. Nous n'avons ni les parcs ni les hammams.* »⁴ Malgré la proximité du mouvement féministe, la participation des lesbiennes est plus tardive. Par exemple, *Kaos GL* est critiqué par ses militantes parce qu'il conserve son hégémonie masculine. Burcu Ersoy qui milite dans cette organisation depuis 1999, dit que malgré l'évolution visible de la participation des lesbiennes, la domination masculine y persiste. « *Kaos GL est fondé par les gays. Longtemps les femmes ont été très peu nombreuses. À une époque les lesbiennes ont créé « Les filles de Sapho », un*

¹ Ayfer Tekin, « Kürt kadın hareketi ve Örgütlenme Deneyimi », in *Özgürlüğü Ararken*, op. cit.

² Tiré de l'entretien avec Fatma Nevin Vargün accordé le 30 août 2013.

³ Les parcs, les hammams et les bars sont des endroits où se retrouvent la communauté des gays en Turquie. (Voir : Pinar Selek, *Maskeler, Süvariler, Gacilar*, op. cit.).

⁴ Tiré de l'entretien avec Burcu Ersoy accordé le 21 décembre 2012.

*groupe lesbien sans participer à Kaos. Jusqu'aux années 2000, c'est toujours les gays qui écrivent dans la revue Kaos. Il y avait seulement une femme parmi eux. Je pense que cette situation n'a pas changé complètement. Oui, il faut accepter l'évolution mais même maintenant les gays sont plus puissants dans Kaos. »*¹

En outre, on peut suivre des réunions non-mixtes et des projets pour les femmes au sein du mouvement LGBT organisés par les lesbiennes en relation avec le mouvement féministe. Mais malgré cela, une observation générale suffit pour constater que les gays sont plus nombreux et plus présents dans le mouvement LGBT. Erdal Demirağ, militant du SPOD, explique que « *malgré l'influence du mouvement féministe, les gays n'ont pas vraiment réfléchi à ce problème.* »² Il faut noter que, depuis le début des deux mouvements, il n'existe pas de transfert de militantes lesbiennes ou bisexuelles du mouvement féministe vers le mouvement LGBT. Mais plusieurs lesbiennes politisées³ dans le mouvement LGBT passent au mouvement féministe. En réaction au manque de visibilité au sein du mouvement LGBT, les lesbiennes qui font partie de *Kaos GL*, de *Lambda* et des réseaux LGBT forment des groupes de lesbiennes comme *Venus(1997)*, *Sapho (1998)*, *Öteki Ben (2000)*. Mais ces groupes, dont les premières réunions sont évoquées comme des souvenirs émouvants, ne rassemblent plus que quatre et cinq personnes⁴ et ne durent pas plus de quelques années. Quelques unes de leurs militantes retournent à *Kaos GL* ou à *Lambda*. L'invisibilité des lesbiennes dans la société, les discriminations à leur égard freinent leur capacité d'engagement militant et maintiennent leur dépendance à leurs familles. Les gays, quant à eux, qui ont une vie séparée de leurs familles, qui peuvent se rencontrer la nuit, qui ont accès aux différents milieux sociaux, maintiennent plus d'opportunités pour l'engagement.

Il est possible d'observer que la visibilité des lesbiennes est aussi liée à leur appartenance de classe. Elif Avcı, militante de *Lambda*, l'exprime ainsi : « *dans Lambda, les filles sont plus nombreuses par rapport aux autres groupes mais, partout, celles qui peuvent être efficaces, sont riches, bien éduquées, et surtout maîtrisent parfaitement l'anglais.* »⁵ Ce témoignage montre les imbrications des rapports sociaux de sexe et de classe dans le mouvement LGBT. Les opportunités sociales et politiques des lesbiennes fluctuent en

¹ *Ibid.*

² Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

³ Par exemple, Yesim Basaran, Yasemin Öz, Burcu Ersoy.

⁴ Entretiens avec Burcu Ersoy, Yesim Basaran, Yasemin Öz.

⁵ Tiré de l'entretien avec Elif Avcı accordé le 6 juillet 2013.

fonction de leurs appartenances de classe : celles qui sont visibles sont issues des classes aisées qui sont passés par des écoles privées, maîtrisant donc au moins une langue étrangère, sont étudiantes ou diplômées de l'université. Burcu Ersoy pointe les divergences de langage et de terminologie : « *le langage du Kaos GL est académique. Nous utilisons des termes politiques. Elles ne se sentent pas à l'aise dans ce langage. Surtout les filles des classes pauvres. Dans leurs quartiers, elles sont confrontées à d'autres problèmes, elles veulent parler d'autres sujets, elles veulent parler autrement. Nous n'avons pas pu réussir à articuler nos différents problèmes.* »¹

Rapports sociaux de classe

Les rapports sociaux de classe dans lesquelles les quatre mouvements s'inscrivent, déterminent l'occupation des postes, les choix de priorités, de revendications et les modalités d'action. Dans le cas du mouvement kurde, les biographies des fondateurs du PKK se recoupent à différents niveaux : même enseignement, même origine sociale et géographique, appartenance aux mêmes liens familiaux. L'initiative du mouvement en 1977 est née à Ankara, dans la capitale de la république de Turquie, où les militants fondateurs étaient étudiants en sciences politiques, en général à l'Université d'Ankara. Selon Gilles Dorronsoro et Olivier Grojean, leur ascension sociale crée l'opportunité de se consacrer à l'action collective. « *Ce milieu de jeunes diplômés du secondaire ou de l'université est particulièrement favorable à l'action collective, en ce qu'il permet la concentration d'individus éloignés physiquement et socialement de leur milieu familial (...) l'université devient rapidement le lieu d'une professionnalisation en politique.* »² Ils indiquent qu'une fois l'organisation constituée, le recrutement se diversifie socialement. « *Le recrutement se fait dans le cadre d'une organisation complexe, qui héberge différents profils de militants.* »³ Ces différents profils montrent une hétérogénéité d'appartenance de classe. Il faut souligner que, même si on voit plusieurs jeunes issus des familles aristocrates kurdes participer au PKK, la plupart des nouveaux et nouvelles militantEs viennent des classes pauvres des villes et des campagnes. Ce qui donne au mouvement une forte dimension plébéienne qui devient visible dans les locaux du parti. Mais la plupart de ces adhérentEs qui sont très actifs dans les manifestations, dans les travaux de terrains et dans les actions radicales, n'occupent pas des

¹ *Ibid.* .

² Gilles Dorronsoro, Olivier Grojean, « *Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie* », *European Journal of Turkish Studies*, URL : <http://ejts.revues.org/index198.html>, p. 17.

³ *Ibid.*, p. 20.

postes de responsabilités importantes dans le parti. Il faut ajouter que l'engagement militant dans le PKK, permet à plusieurs militantEs de se former, d'obtenir un capital militant grâce aux formations du parti, aux déplacements dans plusieurs pays et aux rencontres avec d'autres militantEs de différents milieux et pays. Si ces militantEs, occupent une responsabilité en tant que représentantEs du PKK dans le mouvement des partis légaux kurdes, ils-elles arrivent à influencer les mécanismes de la mise sur agenda politique du parti. Mais en général, les responsabilités nationales sont occupées par les militantEs qui ont un important capital économique et scolaire. Parmi les trente-et-un députéEs de BDP éluEs en 2011, dix sont issus de classes moyennes supérieures¹, douze de familles aristocrates kurdes² et neuf de classes moyennes³ mais des ancienNEs militantEs du mouvement. Dans le mouvement, la domination des familles aristocrates non-citadines qui gardent le souvenir des anciennes rébellions kurdes et qui y représentent la tendance nationaliste kurde, renforce la position identitaire, donc l'indifférence aux autres problèmes sociaux. Cet axe militant freine les innovations au sein du mouvement.

Dans le cas du mouvement autour d'*Agos*, la majorité des porte-paroles sont des Istanbuliotes arménienNEs⁴ ou non- arménienNEs⁵, éduquéEs, appartenant aux classes moyennes. Le fait d'être Istanbuliote marque surtout une différence de capital social par rapport au mouvement kurde. À peu près tous et toutes les participantEs du journal et des associations ou fondations faisant parti du mouvement, ont un capital social et scolaire. Sinon, les initiatives autour du mouvement réunissent des étudiantEs, des lycéenNEs, toujours des classes moyennes supérieures. Cela facilite leur accès à plusieurs réseaux et leurs liens internationaux. Nous avons vu que l'ouverture institutionnelle dont *Agos* a bénéficié, au cours de son émergence, rend la mobilisation plus aisée.

¹ Les députés comme Ayla Akat Ata (avocate), Aysel Tuğluk (avocate), Hasip Kaplan (avocat), Ertuğrul Kürkçü (journaliste), Idris Bayulken (docteur), Selahattin Demirtaş (avocate), Nursel Aydoğan (Ingénieure), Adil Zozani (journaliste), Sırrı Süreyya Önder (réalisateur, journaliste, scénariste), Demir Çelik (pharmacien).

² Les députés comme Sırrı Sakık, Ahmet Türk, Altan Tan, Murat Bozlak, Pervin Buldan, Esat Canan (avocat), Erol Dora, Ibrahim Ayhan (ingénieur), Ibrahim Binici, Faysal Sarıyıldız (ingénieur), Nazmi Gür (avocat), Özdal Üçer (éducatrice).

³ Halil Aksoy, Emine Ayna, Leyla Zana, Sebahat Tuncel (géographe), Mulkiye Birtane (éducatrice), Gülser Yıldırım, Gülstan Kışanak (journaliste), Selma Irmak, Özdal Üçer (éducatrice),

⁴ Rober Koptaş, Karin Karakaşlı (écrivaine, traductrice, docteur en littérature), Garo Paylan, Fethiye Çetin (avocate)

⁵ Çiğdem Mater (journaliste, réalisatrice), Osman Kavala (entrepreneur), Baskın Oran (professeur en Sciences politiques).

Cependant, le fait qu'Hrant Dink, le leader, le fondateur, symbole du mouvement, qui a grandi dans un orphelinat, soit issu des classes populaires, influence la position non-élitiste du mouvement. Cette position apparaît nettement avec le choix de publier des articles et les communiqués du mouvement écrits dans un langage assez clair et compréhensible pour toutes les couches de la société. En revanche, avoir une responsabilité dans le mouvement par le biais du journal, des associations, des fondations, nécessite un capital scolaire, un savoir-faire, ce qui limite la participation des classes populaires présentes dans les manifestations.

Le mouvement féministe, comme nous l'avions indiqué, est fondé par des militantes ayant de nombreuses propriétés en commun : fortement diplômées, appartenant aux classes aisées, anciennes militantes de gauche. Aux dires d'Aksu Bora « *ces femmes représentent seulement une petite élite dans la population des femmes dans le pays.* »¹ Même si leurs critiques sur le patriarcat ne peuvent pas être seulement analysées dans le cadre étroit de la question de représentation, l'homogénéité de l'appartenance de classe, de l'identité ethnique dans le mouvement joue un rôle dans la considération des femmes en tant que groupe social homogène qui serait seulement opposé à l'identité masculine. Donc, malgré leur interdépendance avec le mouvement de gauche, leur priorité consiste à faire prendre conscience aux femmes qu'elles appartiennent à un groupe social opprimé. Le matérialisme radical de Christine Delphy² leur apporte des concepts d'analyse de base comme le mode de production domestique. Selon cette approche, pour que les femmes récupèrent une subjectivité propre, il est nécessaire de leur accorder une identité collective comme groupe social. Ici, il faut citer l'influence du féminisme culturel proche du féminisme radical américain proposé par Sulamith Firestone³ qui considère les femmes comme un groupe social avec une identité spécifique opposée à l'identité masculine. Est-ce que ce groupe est homogène ? Gülnur Savran, une des pionnières du mouvement, indique qu'il existait aussi, et malgré tout, des hiérarchies au sein du groupe : « *depuis le début, les féministes étaient sensibles aux hiérarchies et aux inégalités entre les femmes. (...) Nous étions sensibles en théorie mais notre pratique mérite d'être discutée.* »⁴

Même en 1995, par exemple, les fondatrices et les dirigeantes du collectif *Pazartesi*, abordé dans le premier chapitre, ont des particularités communes. Toutes appartiennent aux

¹ Tiré de l'entretien avec Aksu Bora accordé le juin 2012.

² Christine Delphy, *L'ennemi principal 1. Economie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998.

³ Sulamith Firestone, *La dialectique du sexe*, Paris, Stock, 1972.

⁴ Gülnur Savran, « 80'li yılların kampanyaları ve özel alanın politikası », in *Özgürlüğü Ararken*, op. cit., p.12.

classes favorisées, sont diplômées de l'université¹ et ont un passé militant dans des mouvements de gauche. Leur connaissance de différentes langues facilite leur capacité de communication internationale et leurs relations avec les différents réseaux mondiaux. Leur proximité avec le monde médiatique renforce également leur visibilité.

Dans tous les autres groupes, en général, les hiérarchies de région s'articulent aux hiérarchies de classes et ethniques : Senem Donatan révèle qu'elle ne connaît pas les problèmes des femmes qui ne sont pas d'Istanbul : « *nous définissons nos priorités à partir de nos expériences. C'est difficile de voir tous les dissensus quand tu es loin de ces expériences. Par exemple moi, je connais seulement Istanbul. Je ne connais pas bien les organisations féministes dans les différentes villes. On se rassemble quand il est question de violences et d'égalité. Mais on ne se connaît pas.* »²

À partir de la fin des années 1990, des jeunes femmes des classes populaires participent au mouvement et ouvrent de nouveaux débats autour de la question des différences. Ici, on voit se superposer les conflits de classe et les conflits de générations. Suzi Kara, militante de la nouvelle génération, confirme ce conflit : « *il y a une hiérarchie de génération. C'est très difficile de s'exprimer à côté de certaines femmes qui ont plus d'expériences et de connaissances.* »³ Cette difficulté de parler pour la nouvelle génération vérifie la domination des féministes universitaires, citadines qui appartiennent aux classes moyennes supérieures.

La participation des jeunes femmes crée différents regroupements autour des diverses organisations ou initiatives qui, selon Aksu Bora, vont « *déconstruire cette domination* ».⁴ Zuhale Tekiner, par exemple, une des fondatrices d'Amargi en 2002 quand elle avait 23 ans, explique ainsi la motivation de se regrouper autour de nouvelles initiatives : « *à cette époque, c'était impossible pour nous de participer aux organisations féministes. Elles étaient riches, éduquées, âgées.* »⁵ La nouvelle génération, qui est plus mixte par rapport aux fondatrices du mouvement, intègre les questions de pauvreté, de sexisme et de race dans leur

¹ Par exemple, Ayşe Düzkan (1959), sa co-fondatrice et rédactrice en chef, après le lycée anglais et ses études de journalisme a travaillé dans différents journaux. L'autre co-fondatrice et l'une des dirigeantes du journal, Gülnur Savran (1951), ancienne élève du lycée américain, est docteur en philosophie (diplômée en Angleterre) et écrivaine. Filiz Koçali(1958) est passée elle aussi par la faculté de journalisme avant de travailler dans des journaux grand public. Et Nesrin Tura (1962), ancienne élève du lycée français, est sortie de la faculté de lettres.

² Tiré de l'entretien avec Senem Donatan accordé le 18 janvier 2012.

³ Tiré de l'entretien avec Suzi Kara accordé le 4 février 2012.

⁴ Tiré de l'entretien avec Aksu Bora accordé le 7 juin 2012.

⁵ Les notes des réunions d'Amargi, le 23 septembre 2004.

action. Selon Aksu Bora, « *ce conflit réanime le mouvement.* »¹ Les différences entre *Pazartesi* et *Amargi* sont aussi donc liées à la question de classe sociale et de classe d'âge. Les douze femmes qui créent *Amargi* ont entre 19 et 30 ans. Les sept viennent d'un milieu modeste, six n'ont pas continué leurs études après le lycée, deux seulement ont suivi des études supérieures, six sont Kurdes, une est Arménienne, et parmi les douze, il y a une transsexuelle, deux lesbiennes, et une travailleuse du sexe. Autant dire que la plupart d'entre elles n'ont pas « le bon profil » pour intégrer les groupes féministes institutionnalisés. De toute façon, les revendications et les orientations du mouvement féministe ne conviennent plus à ces femmes qui veulent aussi lutter contre la guerre, contre l'hétérosexisme et contre le capitalisme. Le nom qu'elles ont donné à leur association signifiait « liberté » dans la langue de l'antique Sumer. Seyda, une des fondatrices d'*Amargi*, explique ainsi en quoi il affirme leur position : « *ce n'est pas un mot turc, ce n'est ni kurde, ni arménien. Nous avons voulu choisir un nom qui n'appartienne à aucun groupe ethnique et qui puisse englober tout le monde.* »² Elle raconte qu'elles ont commencé par partager leurs expériences en échangeant sur leur vécu respectif de Kurde ou d'Arménienne, de lesbienne, de transgenre, de prostituée, de personne sans ressources, sans diplômes... Leur diversité leur ouvre de nouvelles pistes de réflexion sur la diversité des situations que peuvent connaître les femmes au sein d'une même société.

Avec cette nouvelle dynamique, le répertoire du mouvement s'élargit. Mais cela n'élargit pas les profils des responsables ou des représentantes des organisations féministes. Même si, vers la fin des années 1990 les femmes des classes populaires, dépourvues du capital scolaire, participent au mouvement, elles n'ont pas pu y consacrer leur temps, donc avoir des responsabilités permanentes dans le mouvement. La plupart des groupes féministes actuels continuent à réunir des militantes qui sont issues de la classe moyenne supérieure, qui ont donc fait, ou sont en train de faire des études, ce qui facilite leur indépendance financière. Cela montre aussi que les femmes des catégories populaires n'ont pas pu trouver leur place dans le mouvement, même si, aujourd'hui grâce à sa structure devenue relativement plurielle, ces femmes participent plus activement à certains groupes du mouvement.

D'un autre côté, la relation avec les femmes croyantes qui développent des revendications féministes, aboutit à des débats sérieux dans le mouvement féministe. Comme

¹ Tiré de l'entretien avec Aksu Bora accordé le 7 juin 2012.

² Tiré de l'entretien avec Seyda accordé le 11 octobre 2011.

le souligne Aksu Bora : « *une autre spécificité de 1990, c'est l'apparition d'organisations et de revendications féministes des femmes autour du mouvement kurde et du mouvement musulman, des femmes qui n'avaient pas touché au mouvement féministe des années 80.* »¹ Quelques organisations comme *Amargi* soutiennent les revendications des femmes croyantes contre l'interdiction du voile dans le champ public. Les femmes voilées apparaissent dans les campagnes féministes contre les violences faites aux femmes. Mais cette question reste toujours un problème symbolique qui divise le mouvement. Selon la plupart des féministes, soutenir les femmes voilées signifie aussi soutenir l'enfermement de la femme, tandis que les autres soutiennent la solidarité avec les femmes qui subissent l'oppression de l'État et qui luttent pour les revendications féministes dans leurs milieux.²

Cinq années après celle du mouvement féministe, la construction des causes du mouvement LGBT est initiées par des étudiantEs ou des universitaires de la classe moyenne supérieure qui ont une « disponibilité biographique »³ ; ils-elles ont le privilège d'avoir du temps libre pour s'engager aux luttes sociales et disposent d'un capital social ainsi que scolaire. Comme le dit Isabelle Sommier en examinant le mouvement altermondialiste : « *les participants se distinguent de l'ensemble de la population par leur maîtrise des langues étrangères, par leur mobilité internationale* »,⁴ en Turquie aussi, les fondateurs-fondatrices du mouvement LGBT se distinguent de l'ensemble des acteurs-actrices du champ militant, par leur maîtrise des langues étrangères et par leurs relations avec les réseaux et les institutions étrangères. Selon Erdal Demirağ, militant du SPOD, ce capital social et scolaire augmente le capital militant : « *il y a un système hégémonique qui rend plus valables les paroles des riches. Les pauvres gens croient que leurs paroles ne vont pas être prises au sérieux. C'est vrai. Alors, ceux qui sont de classes plus riches ont confiance en eux, en leur propre discours. D'ailleurs ils ont toujours accès à l'éducation, et ils sont plus cultivés. Donc leur parole devient plus recevable.* »⁵ Leur capital scolaire et plus généralement culturel leur permet une mobilité sociale qui crée des opportunités des échanges avec les différents mouvements oppositionnels. « *Nous ne sommes pas dépourvus des possibilités. Par exemple*

¹ Aksu Bora, *90'larda Türkiye'de Feminizm*, İletişim, İstanbul, 2009, p. 8.

² Voir, la revue *Amargi Feminist Dergi*, no: 2, 1996.

³ Doug Mc Adam, « *Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant* », in Fillieule Olivier (dir), *Le désengagement militant*, op. cit., pp. 49-73.

⁴ Isabelle Sommier, « *Le mouvement altermondialiste* », dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique*, op. cit., p. 510.

⁵ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

*nous pouvons écrire, nous pouvons utiliser la technologie, les ordinateurs, l'internet.»*¹ Dans la première partie, nous avons indiqué que les pionnièrEs du mouvement LGBT qui sont des jeunes étudiantEs ou universitaires habitués aux analyses théoriques, se sont regroupés dans les cercles féministes, dans les milieux de gauche, plutôt anarchistes ou écologistes. La construction des causes du mouvement, s'appuie donc sur les débats politiques et les connaissances théoriques qui renforcent la position radicale des fondateurs-fondatrices du mouvement : être féministe, anti militariste, anti capitaliste, anti raciste.

Comme nous l'avons vu, dans la première partie, malgré les violences qu'ils subissent, les gays des classes défavorisées sont plus visibles dans la vie publique que ceux des classes aisées et on peut parler d'une contre-culture gay² développée dans les bars, dans les hammams, dans les cinémas spécifiques pour les gays. Le réseau informel gay, surtout à Istanbul, permet de garder et de développer un répertoire gay populaire, principalement autour de la sexualité. Comme le souligne Erdal Demirağ, militant du SPOD, la sexualité dans les milieux populaire gay est plus ouverte : *« parce qu'ils n'ont pas de possibilités pour la cacher. Mais celle des riches est invisible, parce qu'ils ont les possibilités de vivre leur sexualité secrètement. Quand, au moment de l'émergence du mouvement, les gays intellectuels se croisent avec des gays des classes défavorisées dans les parcs, dans les bars populaires, ils apprennent le langage de la sous culture homosexuelle. »*³

Il faut indiquer que, dans ces réseaux de la contre-culture homosexuelle, on n'utilise pas de termes comme *homosexuel, gay, lesbien, transsexuelle* ou *transgenres* qui sont des identités modernes construits à l'Ouest. Umut Güner, militant de Kaos, explique que cette image moderne de l'identité homosexuelle crée une opportunité d'être accepté par les classes plus aisées : *« quand tu te définis autour de cette identité, tu es accepté par les classes plus aisées même si tu es issu de classes pauvres. Oui, tu t'engages à une vie de classe moyenne supérieure grâce au militantisme. »*⁴ Par les rencontres des gays dans les espaces populaires le mouvement LGBT enrichit son langage en adoptant les termes de la contre-culture gay-transsexuelle. Les expressions de cette contre-culture, comme « ayol »⁵, « gaci »⁶, « aşkım »¹,

¹ Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

² Pinar Selek, *Maskeler, Süvariler, Gacilar, op. cit.*

³ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

⁴ Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

⁵ « Ayol » c'est une expression de la contre-culture gay et transsexuelle qui signifie « eh bien ».

⁶ « Gaci » c'est une expression de la contre-culture gay et transsexuelle qui signifie « femme ».

« lubunya »² sont portées par ces groupes initiateurs LGBT dans l'espace militant contestataire et prennent ainsi un sens politique et symbolique au sein du mouvement. Mais ces emprunts langagiers ne signifient pas l'élargissement du mouvement vers les classes populaires. Malgré l'utilisation des termes populaires et leur politisation, le profil des militants du mouvement ne s'élargit pas excepté pour quelques unEs qui parviennent à s'extraire de leur milieu par le biais du militantisme.³

Comme ses fondateurs-fondatrices, les militantEs de *Kaos GL*, de *Lambda*, de *SPOD*, sont toujours les étudiantEs, les universitaires, les intellectuelLEs de tendance politique de gauche-plutôt anarchiste, un discours intellectuel et politique est donc employé dans les communiqués, les revues, les publications de ces organisations. Umut Güner, militant de *Kaos GL*, indique ainsi l'effet de l'intellectualisme du mouvement : « *alors, les gays et les lesbiens apolitiques ne nous comprennent pas tout de suite.* »⁴ Les autres militantEs soulignent aussi que cette difficulté de communication empêche la participation des personnes LGBT de classes populaires.⁵ Dans le mouvement LGBT qui émerge à peu près dix ans après le mouvement féministe, nous n'observons pas de conflits entre les générations. Cela peut être lié à la jeunesse du mouvement et de ses fondateurs-fondatrices. Étant donné que la nouvelle génération qui participe au mouvement ne représente pas d'autres classes sociales, dans le mouvement LGBT, les conflits de classe ne se reflètent pas aux dissensions générationnelles. Ils se superposent plutôt aux conflits entre les homosexuelLEs et les personnes transgenres. Par exemple, la limitation de représentation à partir du nom de *Kaos GL* avec les initiales GL qui signifient Gay et Lesbien, est en rapport avec le besoin de montrer la déconnexion de la sexualité et du genre en arguant que la sexualité de l'individu n'est pas déterminée exclusivement par son sexe biologique, que l'orientation sexuelle/la sexualité, le sexe et le genre sont des faits indépendants les uns des autres mais que le système patriarcal en les montrant comme cohérents, institutionnalise les divisions sociales entre les sexes. Les pionniers de *Kaos GL*, pour ne pas nourrir cette confusion, se définissent en tant que G.L.

¹ « Aşkım » c'est une expression de la contre-culture gay et transsexuelle qui signifie « mon amour ».

² « Lubunya » c'est une expression de la contre-culture gay et transsexuelle qui signifie « homosexuelLE ».

³ « *Je connais seulement un gay qui n'est pas de classe moyenne et qui continue depuis la fondation. Mais il n'a jamais été dans le noyau. Il était toujours autour. Et il y a seulement lui qui vient d'un milieu très pauvre, très défavorisé.* » (tiré de l'entretien avec Burcu Ersoy accordé le 21 décembre 2012).

⁴ Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

⁵ Les entretiens avec Burcu Ersoy, Yeşim Başaran Umut Güner, Erdal Demirağ, Yasemin Öz, Esmeray.

En outre, même si le problème des transgenres n'est pas l'orientation sexuelle mais l'identité sexuelle, ils-elles représentent les cibles principales des violences homophobes,¹ leur participation à des organisations comme *Kaos GL* est donc acceptée, mais s'accompagne de multiples problèmes. « *Kaos GL, depuis son départ, est toujours une organisation qui se nomme GL mais il y a eu toujours des transgenres parmi nous. Elles ne sont pas actives à cause de leur mode de vie : elles travaillent la nuit et dorment dans la journée. Les problèmes de prostitution sont assez lourds. Elles ont des critiques sur la transphobie des militantEs de Kaos GL. Mais je pense que plusieurs sont injustifiées. Par exemple quand une personne trans qui utilise la drogue entend un discours sur les effets de la drogue, elle l'accuse très facilement d'être transphobique. L'utilisation des termes est très facile. Ce n'est pas facile de s'organiser ensemble.* »²

Ce témoignage montre les conflits de classe et de milieu social entre les personnes transgenres et GL dans l'action collective. Même si depuis l'époque de l'émergence, les transgenres et les homosexuelLEs s'impliquent dans le même mouvement LGBT, il s'agit de différents niveaux de participation et de différents problèmes liés aux conditions de vie. Les observations et les entretiens indiquent que le lien des personnes transgenres avec le mouvement est palliatif, c'est-à-dire que leur participation n'est pas stable. Les personnes transgenres, dépourvues de capital économique, scolaire et social, sont en général dans les milieux de la prostitution. Cette divergence de classe avec les personnes GL donne lieu à des conflits, généralement sous forme de conflits personnels : « *quand nous les critiquons, nous entendons des accusations de transphobie. Les expériences que les trans définissent comme problèmes ne conviennent pas aux personnes GL.* »³ Ce témoignage montre encore une fois les différentes priorités qui sont liées aux différences de classes entre les personnes transgenres et les militantEs GL.

Tout comme chez *Kaos GL*, chez *Lambda* aussi, les universitaires de classes moyennes supérieures et les personnes qui ont un capital social et scolaire sont plus visibles surtout au niveau des responsabilités. La participation des personnes transgenres n'y est pas perceptible non plus. Même si *Lambda* expérimente différents projets pour résoudre ce problème de participation, comme l'organisation d'une commission spéciale pour les personnes

¹ Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

² Tiré de l'entretien avec Burcu Ersoy accordé le 21 décembre 2012.

³ Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

transgenres, ceux-ci n'aboutissent pas à leur participation. En examinant les priorités du groupe, les sujets des projets et des débats, nous constatons que le motif principal de cette carence porte sur la différence des priorités par rapport à l'appartenance de classe et de niveau social. À cause de l'exclusion sociale, la plupart des personnes transgenres, sont prostituées et subissent une violence incontestable, ont des préoccupations propres à leur situation comme les harcèlements policiers, les violences de leurs clients, l'impunité des violeurs, etc. En outre, du seul fait de leurs conditions de travail, ces personnes ne peuvent pas participer à des activités, sauf quelques personnes transgenres qui ont quitté la prostitution. Mais *Lambda*, différemment de *Kaos GL*, utilise le terme LGBTI, depuis 2010, en incluant les personnes intersexes, pour se définir.

« La difficulté de s'organiser ensemble » comme le disent les militantEs, oriente les personnes transgenres à s'organiser entre elles autour des problèmes de leur classe sociale. Depuis 2006, les transgenres s'organisent,¹ ainsi, toujours à l'intérieur du mouvement LGBT. À partir de la fondation de la *vie en Rose (Pembe Hayat - 2006- Ankara)*, collectif des personnes transgenres, elles sont devenues plus visibles dans les manifestations LGBT à Ankara. *Istanbul LGBTT (2006)* unit des personnes transgenres qui sont ou qui étaient dans la prostitution et qui doivent en subir les effets comme les opérations, les changements de carte d'identité. Il y a aussi l'association de *Arc-en Ciel (Gökkuşuğu-2005- Bursa)* et quelques initiatives dans les grandes villes comme İzmir.

Les divergences de classes dans le mouvement LGBT ne se limitent pas aux conflits entre les personnes transgenres et GL, elles portent aussi sur la division du travail entre les organisations. La séparation du SPOD et de *Lambda* est un exemple. Comme nous l'avons vu, le SPOD est fondé par les ex-militantEs de *Lambda* qui ont terminé leurs études et qui veulent travailler en tant que militantE professionnelLE dans le mouvement tandis que ceux et celles qui sont restéEs à *Lambda* sont plutôt des jeunes des classes populaires. Erdal Demirağ, l'ex-militant de *Lambda* et le co-fondateur du SPOD, l'explique : « *les adhérents de Lambda sont des étudiants et des homosexuelLEs de la classe moyenne en général. Les autres viennent pour boire le thé et s'en vont, ils ne peuvent pas participer au noyau. Mais le SPOD est une organisation d'homosexuelLEs adultes de classe moyenne supérieure. (...) Lambda, qui joue aussi un rôle de socialisation homosexuelle, est plus agréable pour les jeunes, pour les*

¹ Voir aussi: Souzette Pepp, Entretien avec Demet Demir, *La croisière*, <http://bangbang1969.free.fr/pageshtml/bangbang5/demetdemir.htm>

*étudiants. Mais après avoir terminé les études, tu n'as pas de temps à consacrer aux besoins sociaux des jeunes gens. Tu travailles, tu as des responsabilités, alors tu veux consacrer ton temps à des travaux plus concrets. »*¹

Les conflits de classes dans le mouvement féministe et LGBT, portent sur les divisions du travail et se manifestent lors des regroupements autour des différentes initiatives ou organisations. Les entretiens et les débats internes aux mouvements assurent, entre autres, que ces conflits maintiennent une distance entre les mouvements, ceci en dépit de leur interdépendance, de leur association autour des plateformes et du caractère multi-organisationnel de l'espace militant contestataire en Turquie.

Domination ethnique

Les conflits de classe qui recourent les quatre mouvements, sont liés, entre autres, aux conflits nés de la domination ethnique qui créent une distance considérable entre l'espace militant turc et kurde. Par exemple, les savoirs, leviers et capitaux² des fondateurs et des fondatrices du mouvement LGBT et du mouvement féministe découlent de leur appartenance de classe et de leur identité turque. Grâce à leur capital scolaire, aux opportunités de classe, d'appartenance ethnique sociale et moyennant leur expériences dans le mouvement de gauche et leur proximité avec le champ intellectuel, les fondatrices et fondateurs de ces deux mouvements, partageant les mêmes références culturelles et politiques, érigent plus aisément les principes et les causes de leurs organisations car elles parviennent à accéder à de nombreux milieux, sources et débats. Quant aux fondateurs du PKK, comme nous l'avons vu, même s'ils sont issus des classes moyennes supérieures, le fait d'être kurde, les empêche d'avoir les mêmes opportunités que les militantEs turques, surtout Istanbuliotes car Istanbul, sans être capitale de la Turquie, avec une population de 15 millions, demeure le centre de l'espace militant contestataire. Les militants kurdes, comme ils n'ont pas grandi dans les grandes villes, n'ont pas l'opportunité d'accéder aux lycées privés pour maîtriser une langue étrangère³. Gilles Dorransoro et Olivier Grojean, en analysant le processus de fondation du

¹ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

² « *La notion de ressources ou le paradigme de référence dans l'analyse de l'action collective, sont utilisés pour désigner ces stocks hétérogènes d'avoirs, de savoirs, d'images et faire qui constituent les munitions de tactiques et stratégies de lutte.* » (Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 497).

³ Les ArmenienNEs, Istanbuliotes, ayant le statut de minorité, donc issuES des écoles privées, n'étaient pas dépourvues de cette opportunité d'apprentissage d'une langue étrangère.

PKK, pointent le fait que les fondateurs sont « *tenus à l'écart des formations d'excellence des grandes universités ou des départements prestigieux et ont des perspectives d'emploi limitées dans une société largement rurale. (...) La pensée des organisations radicales est centrée de façon obsessionnelle sur l'État, ce qui reflète à la fois l'orientation de l'enseignement et les idéologies dominantes du moment.* »¹ Nous pouvons également mesurer les effets de la discrimination basée sur l'identité ethnique, dans le parcours du mouvement des partis légaux kurdes, porté par les militantEs dont la plupart ont appris parler à en turc à l'école. Aussi, les opportunités, les chances de succès des mouvements sont liés à ces rapports.² L'analyse que Marco Giuni indique pour les mobilisations en Suisse, « *certaines enjeux politiques sont perçus par les autorités comme étant plus menaçant que d'autres* »³ est aussi visible dans l'espace militant en Turquie.

Les mouvements autour des causes ethniques sont perçus comme plus menaçants que les mouvements revendicatifs concernant les mœurs. Cela ne signifie pas l'absence de la répression envers les mouvements féministe et LGBT, mais souligne l'ampleur de la répression et les différences significatives entre les coûts et les risques matériels dont certains mouvements font l'objet. Comme la première partie l'a montré, les mobilisations autour du mouvement kurde et d'*Agos* peuvent s'accompagner des risques physiques non négligeables, pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement ou la mort. Nous avons vu, par exemple, que le renforcement de la mobilisation massive de la population kurde accroît encore la répression étatique à son encontre et augmente les coûts et les risques matériels. Au début des années 1990, quand dans l'espace militant de l'Ouest en Turquie témoignait à une richesse de mobilisations, comme le souligne Gilles Dorronsoro « *le Sud-est Kurde connaissait la pire violence.* »⁴ Du fait de la confrontation à une guerre civile dans sa région, le mouvement des partis légaux kurde va se détourner des autres mouvements qui soutiennent des priorités différentes. Selon Büşra Ersanlı, membre de l'assemblée générale du BDP, cela crée des freins pour s'élargir : « *à cause de la guerre, on ne peut pas dépasser le manque d'auto-mesure et d'auto-confiance. La situation crée une inquiétude et un état d'exceptionnel dans notre*

¹ Gilles Dorronsoro, Olivier Grojean, 'Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie', *art. cit.*, p. 17.

² « *Un cadre interprétation a d'autant plus de chances d'être adopté par le plus grand nombre qu'il apparait suffisamment crédible et entre en résonance avec les systèmes de croyance dominants et /ou les questions qui se trouvent au cœur de l'agenda politique du moment.* » (Olivier Fillieule, « Émergence et développement des mobilisations » *art. cit.*, p. 521).

³ Marco Giuni, Florence Passy, « Histoire de mobilisation politique en Suisse, *op. cit.*, p. 18.

⁴ Gilles Dorronsoro, la Turquie conteste, *op. cit.*, p. 17.

réflexion. Alors l'autonomie du BDP devient impossible. Peut être les réussites des mairies peuvent défaire ces nœuds. »¹

Outre la différence des niveaux de répression auxquelles doivent faire face ces mouvements, nous observons aussi une différence dans leurs rapports aux autorités, donc à leur collaboration avec l'État, toujours liée à la suspicion de menace qu'ils pourraient représenter. Le mouvement féministe, surtout parvient à s'intégrer, malgré les conflits, aux institutions publiques. Le mouvement LGBT, à partir des années 2000, par le biais de ses projets communs avec les institutions internationales, entame des échanges avec les institutions locales. Quant au mouvement des partis légaux kurdes, grâce à la représentativité de la population kurde, donc par la force des élections, peut participer, malgré de multiples conflits, aux travaux de l'Assemblée nationale en tant que parti politique, tandis que le mouvement autour d'*Agos* subit une exclusion définitive du champ politique.

Nous l'avons déjà souligné que les mouvements ne s'affrontent pas seulement à l'État, les rapports sociaux dans l'espace militant, créent de multiples conflits liés aux différents systèmes de domination. Il est possible d'observer ces conflits qui découlent des rapports sociaux ethniques, dans le mouvement féministe et LGBT dont la plupart des représentantEs appartiennent à l'identité dominante turque ou y sont intégréEs. Aux dires d'Olivier Fillieule, *la fortune des mouvements dépend de l'issue favorable ou non de leur affrontement à l'État²* : les chances de succès des militantEs diffèrent de celles qui existent dans un contexte de répression. Les militantEs LGBT kurdes qui vivent dans le sud-est de l'Anatolie à majorité kurde où il y a une répression visible à l'encontre des mouvements contestataires, n'ont pas les mêmes opportunités que ceux et celles d'Istanbul ou d'Ankara. Dans cette région, depuis le coup d'État de 1980 et le début des actions militaires du PKK en 1984, on trouve tous les maux de la guerre : la mort, la torture, la prison et les interdictions. La guerre qui existe également dans le reste du pays, est surtout concentrée dans la région du « Kurdistan ». Quand, par ses démonstrations de puissance et dans ses discours de dénigrement, l'action armée est acceptée comme la seule voie politique, le militaire, le fort s'élève au rang de la justice. Dans un climat guerrier, il est difficile de s'organiser en dehors de ces discours et surtout d'aborder les thématiques comme la liberté sexuelle ou l'orientation sexuelle. Le

¹ Tiré de l'entretien avec Büşra Ersanlı accordé le 12 novembre 2012.

² Olivier Fillieule, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *art. cit.*, p. 19.

mouvement kurde, malgré la révolution sociale dans la région, définit au début l'homosexualité comme une 'perversité bourgeoise'. C'est pour cela que le processus d'organisation et de mobilisation pour les libertés des personnes LGBT, autour de *Hevjin-Hebûn*, commence bien plus tard que dans les grandes villes de l'Ouest.

Les militantEs de *Hevjin-Hebûn* avaient construit leur but selon les expériences de deux dominations : être victime de l'hétérosexisme, et être victime du nationalisme turc. Sur ces deux terrains, ils-elles visaient donc deux reconnaissances différentes. En luttant pour la reconnaissance de l'existence, de la politique, des revendications des personnes LGBT dans le pays, l'un des buts d'*Hevjin-Hebûn* est la reconnaissance des personnes Kurdes dans le mouvement. Selon Newroz, une des militantEs d'*Hevjin*¹, qui dénonce la position antinationaliste, l'antimilitariste du mouvement LGBT, ils sont face à un défi supplémentaire: la méfiance d'une partie de la communauté LGBT turque nationaliste.

Dans le mouvement féministe, à partir des années 1990, sous l'influence des mobilisations de la population kurde et de la reconnaissance relative de la question kurde, nous voyons s'organiser et s'exprimer des militantes, actives depuis le début du mouvement féministe, qui désormais se définissent comme « féministes kurdes ». Ces féministes kurdes vivant dans les métropoles comme Istanbul ou Ankara, critiquent l'ethnocentrisme du mouvement féministe. Par exemple, Canan est une féministe kurde qui dit que depuis l'émergence du mouvement, ces mêmes féministes ne peuvent pas s'exprimer dans les publications et dans les conférences organisées par le mouvement: « *nous tâchions de nous représenter en participant aux manifestations féministes ou aux autres activités. Mais avec beaucoup de problèmes. Par exemple nous avons voulu lire notre communiqué à la manifestation du 8 mars 1989 mais nous avons subi la censure de la commission plénière. Nos camarades n'étaient pas solidaires avec nous pour nos revendications. Plusieurs expériences ont montré que même si nous vivons dans les métropoles, nous ne pouvons pas nous exprimer dans ce mouvement.* »²

Il est important de souligner que les féministes kurdes ont déjà l'habitude de s'organiser et ont accès aux différents réseaux. En effet, elles sont toutes des ex-militantes de différents groupes kurdes comme *Kawa*, *Rızgari*, *Tekoşin* avant le coup d'État 1980 et la

¹ Tiré de l'entretien avec Newroz accordé le 4 janvier 2013.

² Canan, « Feminist Kürt Kadın Oluşumları » in *Özgürlüğü Ararken*, op. cit., p. 224-225.

plupart d'entre elles étaient présentes au moment de la création du mouvement féministe qui a suivi les années 1980. Leurs liens dans l'histoire du mouvement leur ont permis de s'unir autour de critiques similaires, et de créer un cercle pour partager et exprimer leurs expériences. La principale critique qui les rassemble est celle qui les oppose au « projet féministe occidental »¹ qui, selon elles, ne permet pas de transcender le nationalisme, l'ethnocentrisme et les privilèges de classe dominante. Autour de ces débats, les féministes kurdes se retrouvent dans des expériences proches de celles des féministes noires: « *nous avons commencé à lire, à discuter, à nous rapprocher des approches du féminisme noir.* »² Comme nous l'avons indiqué dans le premier chapitre, dans l'histoire du féminisme mondial, le *Féminisme Noir* représente une nouvelle voix qui apporte une diversité répondant aux différentes situations des femmes. Surtout à partir de 1980, la mouvance des *Féministes Noires* développe des critiques sur la théorie et la politique féministes européennes et l'on voit ainsi naître des féminismes qui répondent aux différentes problématiques des femmes en fonction des régions, des classes, des nationalités, des appartenances ethniques, des orientations sexuelles et qui créent également de nouveaux champs de débats politiques et une transformation mutuelle.³ Les féministes kurdes qui se trouvent dans cette *Troisième vague féministe*, attirent l'attention sur les hiérarchies entre les femmes dans le mouvement féministe et sur ses priorités.

En 1993, faisant suite à ces débats, elles se regroupent sous le nom de « *Collectif indépendant des femmes kurdes* » (*Bağımsız Kürt Kadın Grubu*). Le terme *indépendant* est important : à une époque de mobilisation massive de la population kurde, c'est-à-dire, à une époque où l'espace militant contestataire était dominé par le PKK, comme c'était le cas avant le coup d'État avec le mouvement de gauche, ces féministes kurdes, critiquent la domination masculine dans le mouvement kurde, risquant ainsi l'exclusion de cet espace militant. En 1996, par exemple, dans la « préface » de la revue « *Roza, revue des féministes kurdes* »⁴ qui représente la voix de ce regroupement, nous lisons que sa rédaction est formée de féministes kurdes autonomes de tous partis politiques. Elles racontent que cette position les met en difficulté avec leurs anciennes organisations et surtout leurs critiques envers le PKK, en

¹ Ici, le terme occidental signifie les villes comme Istanbul, Izmir, Ankara qui sont à l'Ouest de la Turquie.

² Canan, « Feminist Kürt Kadın Oluşumları », in *Özgürlüğü Ararken*, *op. cit.*, p. 229.

³ Jules Falquet, « Le Combahee River Collective, pionnier du féminisme Noir », *art. cit.* ; Elsa Dorlin, « Black feminism Revolution ! La Révolution du féminisme Noir ! », *art. cit.* ; Angela Davis, *Femmes, Race et Classe*, *op. cit.*

⁴ Le premier numéro de Roza a été imprimée environ 500 et fini très vite. Les prochaines numéros sont imprimés et vendus environ 3000.

donnant lieu à une exclusion des milieux pro-PKK. Ceci affecte leur présence dans l'espace militant contestataire dans la région kurde. Dans la revue *Roza*, nous lisons aussi des articles de féministes lesbiennes et arméniennes qui critiquent également l'identité dominante turque et hétérosexuelle du mouvement féministe à l'époque.

En 1997, à cause des conflits internes, un groupe de féministes kurdes fait scission au sein d'un autre cercle qui s'appelle *Jujin* avec une « *Maison de Culture Jiyan* » (*Jiyan Kültür Evi*) qui devient aussi un espace de débat. Les approches de ces deux regroupements sont identiques, et portent essentiellement sur des critiques à l'encontre du mouvement féministe et du PKK. Aussi, ont-elles une structure autogérée et leur réseau se constitue surtout à partir de liens personnels. Même si elles sont devenues visibles dans le mouvement féministe, leur exclusion par le mouvement kurde provoque l'échec de leurs regroupements autonomes du PKK et leurs magazines ne durent que quelques années.¹ Après la fin de ces organisations, ces féministes kurdes continuent à militer dans les différentes organisations ou plateformes du mouvement féministe ou bien restent dans la communauté féministe, toujours dans les grandes villes, comme Istanbul, Ankara ou Izmir.

La première partie a montré, qu'au début des années 2000, les féministes kurdes voient naître un second souffle. Celui-ci voit le jour dans la région kurde autour du KAMER et VAKAD, deux organisations qui gagnent en visibilité et influencent différentes villes de la région, ceci surtout grâce aux soutiens financiers internationaux. Mais cette dynamique est freinée par l'emprise de l'identité dominante turque du mouvement. Contemporain de la phase d'institutionnalisation du mouvement féministe, le KAMER se développe alors que le mouvement entame un réexamen difficile de ses priorités et des hiérarchies souvent établies entre ses militantes sur la base de l'ethnicité. Dans les années 2000, cette autocritique s'avère d'autant plus nécessaire que l'absence de communication entre les groupes a conduit le mouvement à la paralysie.

La diversité des positions des organisations féministes autour de la question kurde est liée à cette identité dominante qui demeure dans le mouvement depuis le génocide arménien. Les limites des acquis de la campagne féministe pour la réforme du Code pénal est un exemple. Nous avons noté dans le premier chapitre, les changements significatifs qu'a

¹ « Ils nous sont exclus. Ils ont exigé aux autres groupes pour qu'ils ne nous reconnaissent pas. Ils nous ont fermées toutes les portes. » (tiré de l'entretien avec AB accordé le 9 mai 2012).

apportés cette réforme du point de vue des droits sexuels, comme l'annulation de l'adultère. En revanche, la demande portant sur la suppression de la prise en compte des circonstances atténuantes pour tous les crimes envers les femmes n'a pas été acceptée. Seule l'annulation du recours à la circonstance atténuante comme motif de réduction pénale dans les procès dits « crime de coutume » a été entérinée. Même si, dans le pays, la plupart des décisions des « crimes d'honneurs » ne sont pas prises par les familles, les législateurs ont décidé d'aggraver seulement des punitions pour les crimes au nom de l'honneur familial qu'ils ont décrit comme « crimes de coutumes ». Il faut souligner qu'on voit généralement ces décisions familiales dans la région kurde où survivent les structures traditionnelles familiales. On a vu donc les discours qui soulignent que le problème appartient aux sociétés, aux cultures, aux groupes sociaux qui ne sont pas modernisés. Contre ce relativisme culturel, le mouvement féministe, malgré les réactions de quelques groupes, a arrêté la campagne.

Nükhet Sirman, l'une des fondatrices du mouvement, indique que malgré les nouveaux débats, le féminisme en Turquie n'est pas pluriel : *« chez nous, le féminisme du mouvement féministe est singulier. Le féminisme des femmes kurdes aussi est singulier. L'approche de deuxième vague de Pazartesi (la revue féministe) et celle du Collectif féministe socialiste sont très parallèles. Selon elles, le féminisme signifie seulement le travail conjugal et la violence conjugale. Elles critiquent Amargi qui développe un regard féministe sur différents sujets. Leur problème est seulement autour des femmes. Par exemple ces derniers temps elles discutent des séries de films dans les télévisions, mais seulement sous l'angle des femmes. Mais sans rien dire sur leurs effets, leurs influences en général. Elles veulent garder et reproduire le féminisme pur. Les rencontres, les croisements sont des termes postmodernes qu'elles détestent. Au contraire, FKÇ (Féministe Kadın Çevresi - Le cercle féministe des femmes-1996) se concentre et parle seulement des croisements. L'une parle seulement des questions conjugales, l'autre parle seulement des croisements. C'est difficile ! »*¹ Selon Esmeray, militante transsexuelle et kurde, fondatrice d'Amargi, les conflits liés aux rapports sociaux dans le mouvement font écho à ses priorités : *« l'impact des guerres, le nationalisme, le militarisme, tous les rapports de domination auxquels nous nous heurtons sont autant de problèmes très difficiles à résoudre. Beaucoup de féministes ne s'intéressent pas à ces*

¹ Tiré de l'entretien avec Nükhet Sirman accordé le 9 juin 2012.

problèmes et elles pensent que les problèmes prioritaires des femmes sont liés seulement à leur sexualité. Elles ne voient que leurs problèmes personnels ! »¹

Le désintérêt de plusieurs organisations sur la question de la guerre en Turquie prouve bien que la diversité l'emporte sur les priorités. La campagne autour de la question de l'avortement (2012) en est un exemple. En juin 2012, l'armée turque, pensant viser des guérilleros, tue 35 enfants et jeunes kurdes avec des bombes, à Uludere. En réponse aux réactions de la population dans le pays, le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan parle, pour changer l'actualité, de son intention de diminuer la période de l'autorisation de l'avortement de 12 semaines à 5 semaines en disant : « *vous ne voyez pas les massacres tous les jours à cause de l'avortement ?* »² Les réactions de certaines organisations féministes, suite à la mise en valeur par les médias de ce discours, illustrent bien le propos : au lieu de parler des enfants kurdes assassinés par l'armée turque, ces organisations féministes lancent une campagne nationale avec un slogan principal « *notre corps nous appartient* » pour défendre le droit à l'avortement. Les femmes kurdes et plusieurs organisations féministes ne participent pas à cette campagne. Selon Senem Donatan, militante féministe « *c'était un enjeu pour changer l'actualité et le mouvement féministe a ouvert le chemin. Après le massacre des Kurdes à Uludere, ils ont voulu manipuler l'opinion publique en utilisant la question de l'avortement. Ils ont voulu rendre légitime leur massacre. Ils ont comparé ce massacre à l'avortement. Nous devrions réagir autrement... Le massacre est devenu un thème secondaire. Si le mouvement féministe réagissait prioritairement contre ce massacre, le piège ne marcherait pas.* »³ Esmeray indique que cette position est liée à la domination des « *féministes blanches* ».⁴ Les significations du terme « *blanche* » en Turquie sont multiples. Il renvoie en général à l'appartenance de classe et d'identité ethnique dominante pour désigner aussi le non populaire ou l'élite. L'indication d'Esmeray porte donc une critique sur le mouvement féministe par rapport à son élitisme qui provient de l'appartenance aux classes dominantes et à l'identité turque de ses représentantes.

Nükheth Sirman attire l'attention sur l'héritage du mouvement de gauche dans le mouvement féministe : « *Il y a beaucoup de féministes turques qui se sentent obligées d'enseigner quelques choses aux femmes kurdes sans comprendre pourquoi celles-ci luttent en*

¹ Tiré de l'entretien avec Esmeray, accordé le 8 mai 2012.

² « Erdoğan : Kürtaj cinayettir » (Erdoğan : L'avortement est un massacre), *Milliyet*, 26 mai 2012.

³ Tiré de l'entretien avec Senem Donatan accordé le 18 janvier 2012.

⁴ Tiré de l'entretien avec Esmeray, accordé le 8 mai 2012.

même temps avec les hommes autour des autres problèmes Le croisement et la rencontre ne sont pas des sujets qui sont acceptés par le mouvement de gauche parce qu'ils veulent comprendre le monde entier en s'appuyant sur quelques thèses. Le mouvement féministe est issu des habitudes de l'ancien militantisme de gauche : la négation de l'autre, le refus de la différence, le regard intégriste, ne pas considérer le contexte etc.»¹ Ce commentaire rappelle l'analyse d'Erik Neveu qui souligne que « des formes inédites d'engagement peuvent à la fois participer de traits traditionnels et associer dans le même investissement des militants dont les trajectoires et motivations sont fortement dissonantes. »² Nous observons que l'expérience commune du militantisme de gauche peut rapprocher les différents mouvements contestataires, mais en même temps, l'héritage des structures classiques peut freiner leur rapprochement en s'articulant autour de divers rapports sociaux.

Par conséquent, l'espace militant contestataire en Turquie, outre son caractère multi-organisationnel, est un champ de clivages et de conflits liés aux rapports sociaux, de sexe, de classe, de race, d'orientation sexuelle et de domination ethnique. Tous ses rapports étant imbriqués, les différentes positions des mouvements dans la hiérarchie sociale et la différence des opportunités donnent lieu à des conflits politiques et sociaux qui éloignent et divisent les militantEs, les groupes et les mouvements. Ces conflits s'ajoutent aux conflits de priorités et renforcent les identités politiques. Ainsi, les rapports sociaux qui caractérisent les mouvements contestataires créent des lignes de fractures entre ces mouvements et constituent des freins à l'innovation, malgré les interactions issues de leur convergence et de leur interdépendance.

¹ Tiré de l'entretien avec Nükhet Sirman accordé le 9 juin 2012.

² Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p. 177.

2. De la politique à la police: de la contestation à l'intégration?

La conceptualisation bourdieusienne de *l'autonomisation du champ de production politique*, permet de définir le champ politique comme l'arène de confrontation des élites politiques. Pour Pierre Bourdieu, la politique et l'État sont caractérisés avant tout par des phénomènes de pouvoir. En parlant de la concentration des moyens de production des instruments de la production de discours ou d'actes socialement reconnus comme politiques, il montre que l'intention politique ne se constitue que dans la relation à un état déterminé du jeu politique et plus précisément, de l'univers des techniques d'action et d'expression qu'il offre à un moment donné du temps¹. Selon lui, lutter pour le pouvoir politique consiste à se saisir du droit d'occuper une place privilégiée au sein de l'État et ainsi à disposer du « méta-capital » de l'État.² Il indique que chacun a un certain poids dans le « jeu », le capital qu'il utilise pour améliorer sa position. Pour expliquer le fonctionnement du champ, il utilise la notion de *jeu*. Alors, les acteurs sont liés les uns aux autres par les « règles du jeu » pour gagner.³

Nous rappelons ici les remarques, énoncées dans l'introduction, sur la définition arendtienne de la politique. À l'opposé d'autres approches sociologiques qui désignent d'abord la politique comme une activité sociale devenue une activité de professionnel, ce qui la réduit à la direction ou au contrôle de la vie sociale⁴ dont le fondement serait une dépossession des « profanes⁵», Hannah Arendt considère que la vraie expérience politique est celle de la liberté dans la scène de l'action commune et la distingue ainsi de la « polis » qui

¹ Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard, 1991, p. 213.

² « Ce pouvoir de manifestation peut s'exercer à propos de tout ce qui touche au monde social, à la vision de ce monde et il n'est jamais aussi efficace que lorsqu'il s'applique aux principes de vision, donc de division du monde social, renforçant ou transformant les principes de vision ou de division en vigueur, faisant surgir de nouvelles oppositions, de nouvelles manières de hiérarchiser la forme et le fond, le premier plan et le second plan, l'actuel et l'inactuel, imposant de nouveaux principes de classement et de regroupement des choses perçues et, par là, de nouveaux groupes. C'est ainsi que les actes de théâtralisation par lesquels les groupes se donnent en spectacle, cérémonies, processions, cortèges, manifestations etc., constituent la forme élémentaire de l'objectivation et, du même coup, de la manifestation, pour soi et pour les autres, des principes de divisions selon lesquels ils s'organisent objectivement et à travers lesquels s'organise la perception qu'ils ont d'eux-mêmes. » (*ibid.*, p. 225).

³ Pierre Bourdieu, *Réponses, Politique*, Paris, Seuil, 1992, p. 7.

⁴ Selon Weber, la politique est « la direction du groupement politique » qu'il appelle État ou « l'influence que l'on exerce sur cette direction » (Max Weber, « Le Métier et la vocation » in *Le savant et le politique*, Paris, Bibliothèques, 1919).

⁵ Pierre Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Numéro 52-53, 1984, pp. 49-55.

est l'activité de gouverner¹. Elle souligne la différence entre la « politique » et la « polis » qu'elle définit comme l'action de gouverner. Jacques Rancière développe ce constat en distinguant la politique et le politique : « *Parler du politique et non de la politique, c'est indiquer qu'on parle des principes de la loi, du pouvoir et de la communauté et non de la cuisine gouvernementale. (...) La politique a au moins le mérite de désigner une activité. !* »² Selon lui, la politique ne signifie pas « *l'art de diriger les communautés* »³ mais au contraire un acte de liberté.

Comme le souligne Laurent Muchielli, la sociologie de Pierre Bourdieu permet d'expliquer les mécanismes de domination, mais pas le changement social.⁴ Selon Charlotte Nordmann, les conceptions de la politique de Pierre Bourdieu et de Jacques Rancière s'opposent : la première insiste sur les mécanismes de la monopolisation et de la dépossession intellectuelles et politiques, et semble à première vue drastiquement limiter les possibilités concrètes d'émancipation ; la seconde, dans un geste que l'on pourrait dire pragmatique, exprime l'idée d'une politique d'émancipation authentique en soulignant que la considération des déterminismes sociaux ne peut que nous enfermer dans le cercle de la domination et de l'impuissance.⁵ Le souci d'analyser les liens entre les mouvements contestataires, dans leurs complexités, invite à ne pas opposer ces deux approches qui peuvent être complémentaires. Rendre compte des mécanismes de la monopolisation et de la dépossession intellectuelle et politique, n'empêche pas de constater les tentatives de « *déclencher de nouveaux processus.* »⁶ Comme Charlotte Nordmann le propose, nous allons aborder l'autonomie et l'hétéronomie de la politique pour comprendre les effets des rapports entre la politique institutionnalisée et la mobilisation. Comment situer alors l'espace militant contestataire dans cette structure ? Faut-il associer l'institutionnalisation avec la démobilisation ? Mary Fainsod Katzenstein attire l'attention sur les « *spécialistes des mouvements sociaux* » qui considèrent que « *les mouvements sociaux sont nécessairement extra-institutionnels.* »⁷ L'espace militant

¹ « *La politique et la liberté sont intimement liées.* » (Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, op. cit., p. 80).

² *Ibid.*, p. 13.

³ Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, Paris, op. cit., p. 251.

⁴ Laurent Muchielli, « Pierre Bourdieu et le changement social », *Alternatives économiques*, no : 175, 1999, pp. 64-67.

⁵ Mathieu Quet. Charlotte Nordmann, « Bourdieu et Rancière discutés », *Communication et langages*, 2007, vol. 152, n° 1, pp. 125-126.

⁶ Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, op. cit., p. 43.

⁷ Fainsod Katzenstein M., « Stepsisters : Feminist Movement in Different Institutional Spaces », in David Meyer et Sidney Tarrow (ed.), *The Social Movement Society : Contentious Politics for a New Century*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1998, p. 195.

contestataire en Turquie vérifie-t-il un tel constat? Dans cet espace, peut-on parler de « *la création d'institutions représentatives différenciées, de la monopolisation de ces positions de pouvoir par des représentants spécialisés et finalement de l'autonomisation des champs politiques et syndicaux* »¹ ?

À partir de ces questions, nous allons examiner les interactions, les tensions et les confrontations entre les individus, les mouvements contestataires et les instances structurantes du politique, car, en effet, penser les effets de l'interaction entre les mouvements contestataires invite également à s'interroger sur les processus de leur intégration aux structures qu'ils contestent.

A) Les effets du champ politique

Le deuxième chapitre dans la première partie nous a permis de souligner le caractère multi-organisationnel de l'espace militant en Turquie qui réunit les différentes organisations autonomes et partisans. Nous avons analysé pourquoi et comment le mouvement de gauche et le mouvement kurde s'investissent plus que les autres organisations partisans, forment des alliances avec d'autres mouvements non-partisans et deviennent un espace de référence pour ces derniers. De multiples facteurs peuvent expliquer ces rapprochements : les tactiques contre la répression, la proximité des revendications, leurs complémentarité vis-à-vis des fondements de l'État monopolistique, l'héritage des expériences militantes passées, leur lien de parenté, leur répertoire commun et la multipositionnalité des militantEs. En analysant les nombreux conflits entre les mouvements, nous remarquons que le maintien de leurs alliances donne lieu à la mise en place de luttes communes mais aussi à des innovations de la part de ces mouvements. Quels sont alors les effets de ces conflits entre les organisations partisans et autonomes sur leurs innovations ? Est-ce qu'on peut parler des effets de l'exercice de pouvoir sur les processus d'innovation des mouvements contestataires ?

Pierre Bourdieu indique que le champ politique, autonomisé des intérêts sociaux, n'est qu'un des lieux privilégiés de l'exercice du pouvoir de représentation, de délégation ou de manifestation qui contribue à faire exister pleinement, c'est-à-dire à rendre visible de tous, public, publié, officiel, donc autorisé, ce qui existait à l'état pratique, tacite ou implicite.²

¹ Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 493.

² Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, *op. cit.*

Nous voyons, dans l'espace militant contestataire en Turquie, que les organisations structurées par les rapports de domination en leur sein, adoptant donc diverses modalités de hiérarchies organisationnelles, se réclament de représenter tels groupes sociaux.

Le mouvement des partis légaux kurdes, par exemple, sous la coupe du PKK, se définit comme le seul représentant de la population kurde. La majorité de la population kurde vote pour l'AKP (parti pour la justice et développement), qui est un parti de droite, au pouvoir depuis 2002. Mais, comme le mouvement des partis légaux kurdes est le seul parti portant des revendications autour de la question kurde, ses représentantEs parlent au nom du « peuple kurde ». Ainsi, apparaissent les problèmes qu'Antonio Gramsci analyse à partir de la relation entre le parti politique et la « classe », entre la lutte des organisations politiques et la lutte des « classes ». Il souligne l'existence d'une relation proprement symbolique entre un signifiant et un signifié, ou mieux, entre les représentants et les véritables concernés: *« un autre aspect du danger qui a été à déplorer dans notre Parti, c'est la stérilisation de toute activité individuelle, la passivité de la masse du Parti, la certitude stupide que, de toute façon, il y avait quelqu'un qui pensait à tout et pourvoyait à tout. »*¹ Selon lui, la relation apparente entre les représentants et représentés, masque en réalité la relation de « concurrence » entre les représentants : *« nous autres, nous nous éloignons de la masse : entre nous et la masse se forme un écran de malentendus, de jeu verbal compliqué. Nous finirons par apparaître comme des gens qui veulent à tout prix conserver leur place. »*²

Selon nos observations, prétendre de représenter un groupe social n'est pas propre aux organisations partisans. Dans l'espace militant, les mouvements contestataires qui luttent pour l'émergence d'un groupe social se mobilisent avec une prétention de le représenter. Ce rôle de représentation contraint les rapprochements des mouvements en limitant leurs engagements autour des causes adoptées par tel mouvement. Les organisations qui ont cette prétention, soutiennent que seul ce groupe social peut être sujet de leur lutte vers l'émancipation. Donc le représenter est aussi adopter le rôle du sujet de cette émancipation. L'histoire des luttes sociales en Turquie, examinée ici, vérifie et renforce cette tendance. Jusqu'à l'émergence du mouvement kurde, du mouvement féministe, du mouvement LGBT, du mouvement autour d'*Agos*, les causes sociales que ces mouvements revendiquent n'étaient

¹ Antonio Gramsci, *Ecrits Politiques II*, Paris, Gallimard, 1974, p. 265.

² *Ibid.*, p. 225.

pas reconnues. Les mouvements, au nom des groupes sociaux victimes d'oppression, se définissent donc comme acteur unique de la lutte vers l'émancipation.

Néanmoins, les mouvements contestataires mixtes dont les revendications ne sont pas uniquement féministes, ne sont pas considérés comme sujets de cette lutte. Les militantEs de *Kaos GL* affirment, par exemple, leurs difficultés à s'investir dans la lutte féministe, même s'ils-elles se définissent comme féministes. On voit la participation visible de *Kaos GL* aux débats des théories féministes en collaborant avec des universitaires et des militantes féministes mais ses militantEs disent que, dans ces organisations, ils-elles se situent dans une position de « bénéficiaires » du féminisme. Parce que « *le fait que nous organisons chaque année des forums féministes, a posé un problème : Kaos peut-il être organisateur de ces forums ? Mais nous ne les organisons pas seuls. Nous avons un tel besoin que nous voulons partager.* »¹ Cette révélation expose la question du sujet de la politique. Umut Güner, militant de *Kaos GL*, raconte qu'ils-elles se situent dans une position « bénéficiaire » parce que : « *le mouvement féministe, en Turquie, ne nous reconnaît pas comme acteur de la lutte féministe.* »² Le fait de connaître leur propre histoire est l'un des effets de leurs interactions et cela diminue ou empêche la tension probable entre eux. Umut Güner dit par exemple que même si les militantEs de *Kaos GL* n'acceptent pas d'être à l'écart de la lutte féministe, il y a une entente de cette exigence. « *Nous sommes conscients de leurs expériences avec les hommes, nous avons donc décidé d'être patients et d'attendre.* » Cette entente provient aussi de leur apprentissage des luttes communes mais aussi de leurs luttes internes par rapport aux rapports sociaux de sexe. Burcu Ersoy, Yeşim Başaran et Yasemin Öz, les militantes de *Kaos* indiquent que les lesbiennes féministes dans le mouvement LGBT empêchent de se poser comme concurrente.³

Les liens entre les mouvements partisans et non-partisans sont plus conflictuels. Parmi les quatre mouvements, seul le mouvement kurde est organisé comme une structure partisane qui intervient dans le champ politique ainsi que dans l'espace militant contestataire. Il a « un rôle de pont » avec sa participation aux plateformes, aux campagnes et aux manifestations dans l'espace militant mais parallèlement aussi par son existence au sein du champ politique avec ses députéEs, les éluEs municipaux etc. Ce double état crée des tensions réciproques

¹ Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

² *Ibid.*

³ Entretiens avec Yeşim Başaran, Yasemin Öz, Burcu Ersoy.

entre les mouvements. En 2004 par exemple, quand le procès de dissolution du DEHAP est entamé, le mouvement kurde envisage de s'associer aux mouvements sociaux pour créer un nouveau mouvement et un nouveau parti, le parti de la société démocratique (DTP). Comme on l'a vu dans le premier chapitre, Abdullah Öcalan, le leader du PKK, selon sa nouvelle théorie politique et stratégique, initie le concept de « troisième espace » qu'il définit comme « l'espace des mouvements sociaux ». Ce nouvel axe encourage le mouvement des partis légaux kurdes à entrer davantage en relation avec les mouvements non-partisans et à débattre avec eux de leurs points communs. Mais les mouvements sociaux comme le mouvement féministe, anti militariste, écologiste ou LGBT ne participent pas aux premiers débats. « *Il fallait un temps pour créer la confiance. Les partis politiques voulaient et veulent nous absorber et nous faire aller dans leur sens. Alors nous étions prudents. D'ailleurs ils n'ont pas attendu de discuter. Pour nous, c'était joué d'avance. Après quelques discussions spectaculaires, ils ont continué leur chemin. Ils savaient déjà comment faire.* »¹ Les porte-parole du mouvement kurde expliquent alors qu'ils ne peuvent pas toujours attendre les autres. « *Les besoins de tous les jours* » ceux du champ politique nécessitent d'agir et de s'organiser rapidement. Tout ceci montre que les mouvements sociaux s'attachent à empêcher « *toute prise de contrôle par un parti politique ou son entrée dans sa sphère d'influence* »² tandis que les partis politiques en question sont dans l'urgence de les orienter vers ses priorités. La conception de la nécessité « d'agir rapidement » rétrécit le temps nécessaire pour développer des interactions.

La méfiance des mouvements non-partisans envers les partis politiques, comme nous l'avons vu dans la première partie, est le résultat de leur histoire conflictuelle avec le mouvement de gauche. En 1996, la fondation de l'ÖDP (Parti de liberté et de solidarité) qui unit les différentes fractions du mouvement de gauche voulant sortir de la ligne traditionnelle de la gauche, montre encore une fois cette difficulté de faire coexister l'autonomie et les alliances. Il attire plusieurs militantEs des mouvements LGBT et féministe. Des transsexuelles³ par exemple, encore peu visibles à l'époque, se présentent au nom de ce même parti aux élections municipales.

¹ Tiré de l'entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012.

² Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 90.

³ Par exemple, Esmeray et Demet Demir, deux transsexuelles anciennes prostituées, étaient candidates d'ÖDP.

Hélène Combes dans son analyse sur la formation du parti de gauche (PRD), au Mexique, montre les effets de la multipositionnalité et du « multi-engagement » des cadres, à la fois investis dans des organisations associatives et membres de la structure partisane naissante. Elle considère que « *les interdépendances entre le PRD et les organisations contestataires reposent sur les dirigeants multi positionnés et, dans une moindre mesure, sur des reconversions militantes* »¹ La fondation d'ÖDP repose aussi sur des fondateurs-fondatrices multi positionnés. Les militantes féministes de *Pazartesi*² par exemple prennent part avec leurs anciens camarades du mouvement de gauche à la critique de leur passé dans le mouvement et se positionnent dans le parti comme courant féministe. Mais comme Laure Bereni le relève, les mobilisations féministes peuvent être contraintes par les clivages emportés des autres milieux militants. « *Si les mobilisations féministes ont historiquement affirmé leur autonomie organisationnelle, elles sont souvent imbriquées dans d'autres collectifs politiques, non seulement via les multi positionnements de leurs militantEs, mais aussi par le biais de groupes féministes émergeant au sein d'organisations généralistes. Cette configuration permet de comprendre l'importation, dans les mouvements féministes, de lignes de clivage propres à d'autres espaces militants...* »³ Dans le cas de l'ÖDP, nous observons que les lignes de clivage de ce parti politique sont portées au sein du mouvement féministe. De leur engagement politique, les militantes issues de différents groupes auparavant en conflit⁴ se retrouvent « en clivage » au sein du parti et leurs relations dans le collectif du *Pazartesi* en pâtissent.

Cette importation des conflits signe la fin du groupe. Mais, en même temps, avant la dissolution de *Pazartesi*, les militantes « en clivage dans l'ÖDP » se rejoignent sur un point : elles accusent le parti d'« essayer de récupérer sournoisement les différentes causes » et, au bout de deux ans, toutes quittent le parti. Par la suite, la plupart d'entre elles, ne s'engageront

¹ Hélène Combes *Faire parti : Trajectoires de gauche au Mexique, op. cit.*, p. 14.

² Les militantes féministes qui étaient fondatrices et dirigeantes de *Pazartesi* ont pris des responsabilités importantes dans l'ÖDP : Ayşe Düzkan (1959) a participé, deux années durant, à l'assemblée générale du parti, Gülnur Acar Saran (1954), a été pendant deux ans membre du comité d'administration du parti. Filiz Koçali (1958) après avoir participé au conseil d'administration d'ÖDP, prend part dans une fraction qui fait scission et devient la présidente du parti de révolution socialiste (SDP) issu de cette fraction.

³ Laure Bereni, « Les mobilisations féministes », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique, op. cit.*

⁴ « L'étude des réseaux est marquée par cette interaction, cette tension et cette confrontation entre les instances structurantes du politique et les groupes sociaux ou les individus. » (Ariel Colonomos, « Sociologie et science politique : les réseaux, théories et objets d'études ». In: *Revue française de science politique*, 45^e année, n°1, 1995. p. 168).

plus dans aucun parti politique, sauf Filiz Koçali, qui sera présidente du parti révolutionnaire socialiste (SDP), en 2006. Ses cadres qui quittent ÖDP, après l'avoir critiqué et se rapprocheront, ensuite, du mouvement des partis légaux kurdes.

Comme l'analyse Hélène Combes pour PRD au Mexique, nous assistons à une « *valorisation des ressources associatives* »¹ dans les partis de gauche, comme le SDP. Le passé féministe de Filiz Koçali, lui donne un poids particulier dans l'appareil partisan. Mais dès son engagement, elle perd sa multimensionnalité, en s'éloignant du mouvement féministe qui, lui, garde son autonomie. Elle conservera quelques liens autour des plateformes lors de manifestations communes. Plus globalement, nous observons différentes interactions entre les mouvements sociaux et les partis dans la construction de problèmes publics ainsi que dans les mécanismes de la mise sur agenda politique.

Malgré les conflits, les tensions et les critiques, les manifestations et les campagnes s'organisent en s'appuyant sur les mêmes réseaux ; les féministes et les militantEs d'ÖDP, du SDP et du mouvement des partis légaux kurdes s'associent dans différentes plateformes pour mener des campagnes communes autour des mêmes revendications. Dans cette alliance, nous n'observons pas de professionnalisation des rapports partis-mouvements sociaux. Cela s'explique par leurs positions contestataires et manifestantes. Plusieurs exemples le montrent.

Comme nous l'avons déjà cité, les éluEs du BDP refusent de « prêter serment » au Parlement en 2011 pour protester contre l'annulation de l'élection de cinq députés sur trente-cinq élus. Ils n'assistent donc pas aux réunions ni à l'Assemblée Nationale. Mais ils-elles continuent à tenir leurs réunions de groupe hebdomadaires dans les différentes villes et à être visibles dans des rassemblements de masse. Ce boycott du BDP est un exemple pour montrer l'atmosphère conflictuelle qui règne entre ces partis politiques et le champ politique. La déclaration annonçant ce boycott critique la monopolisation du champ politique : « *avec les manifestations, les rassemblements massifs, nous avons tâché de montrer aussi que la politique ne peut pas être cantonnée au parlementarisme mais que c'est une action populaire. Malgré le congé parlementaire, nous n'avons pas chômé et nous n'avons pas fait relâche en*

¹ Hélène Combes, *Faire parti : Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala (Recherches internationales), 2011, p. 352.

politique. »¹ Dans ce discours, la notion même de politique est remise en question : « *nous ne sommes pas dans l'Assemblée mais nous sommes précisément au centre de la politique.* »²

Dans le champ militant en Turquie, l'alliance est conflictuelle entre les mouvements sociaux et les partis politiques, elle est restreinte en ce qui concerne le mouvement kurde et les partis de gauche extrême (ÖDP, EMEP, EHP, SDP, YSGP³). Ces partis ont une position contestataire dans le champ politique et ont des difficultés à s'y intégrer, c'est pourquoi il est difficile de voir une professionnalisation ou anonymisation des rapports partis-mouvements sociaux, comme l'analysent Simon Luck et Stéphanie Dechezelles, à partir de leurs recherches dans différents contextes.⁴

Le mouvement féministe ou LGBT ainsi que celui autour d'*Agos* englobent une pluralité de tendances politiques, ce ne sont donc pas des soutiens organisationnels aux blocs électoraux comme peuvent l'être le mouvement de gauche et le mouvement des partis légaux kurdes. Malgré les sollicitations, seule une candidatE est issue du mouvement féministe (Hülya Gülbahar-2009). Depuis 1980, seulement trois candidates du mouvement féministe ont été actives au sein des différents partis : deux (Canan Arın, Gülseren Onanç) ont été candidates du CHP (parti républicain du peuple) et une (Selma Acuner) dans le DYP, parti libéral conservateur. Comme on l'a déjà cité, deux transsexuelles, militantes dans le mouvement LGBT, ont été candidates du ÖDP. En dehors de ces exemples, il ne semble pas exister pour ces mouvements de motivation qui les inciteraient à participer au champ politique. L'analyse suivante « *les mouvements sociaux d'aujourd'hui peuvent être les groupes de pression de demain ou les pilotes des politiques publiques d'après-demain* »⁵, valide pour plusieurs pays, ne se vérifie pas donc pour la Turquie.

Mathieu Dubois parle de la « *normalisation de 68* » à travers le parti social-démocrate allemand en interrogeant Hans-Jochen Vogel, l'un de ses successeurs à la direction du parti social-démocrate dans les années 1980: « *la marche à travers les institutions a sans doute*

¹ BDP, « Halklarımıza Karşı Açık Sözümler ve Açık Deklarasyonumuzdur » (déclaration intervenue à la conférence de presse), le 28.09.2011, voir <http://www.bdp.org.tr/tr>, Annexe 2, p.2.

² *Ibid.*, p. 2.

³ *Yeşiller ve Sol Gelecek Partisi (YSGP) : Les verts et la gauche viendront.*

⁴ Simon Luck, Stéphanie Dechezelles, « Introduction - Mondes mouvementistes et partisans: points de contact, passerelles et pistes d'exploration », in *Voie de la rue ou voix des urnes ?*, art. cit.

⁵ Erik Neveu, « Dynamiques et effets des mobilisations », art. cit., p. 535.

davantage transformé les marcheurs que les institutions »¹ Mais en Turquie, les alliances de ces mouvements sociaux avec les partis politiques, surtout par le biais des plateformes, ne débouche pas sur une normalisation ou institutionnalisation de l'espace militant contestataire.

Olivier Fillieule, en donnant l'exemple des mobilisations antiracistes qui sont les cibles de l'État et des élites plus que certains mouvements sociaux, propose d'en finir définitivement avec la séparation entre groupes institutionnels et non institutionnels, élites et challengers, insiders et outsiders.² L'exemple des alliances entre les partis politiques de gauche et les mouvements sociaux en Turquie confirme cette proposition. Car, les partis politiques de gauche et les syndicats ont eux-mêmes, une position déjà contestataire et sont tenus en marge du jeu politique, ils interviennent donc dans l'organisation de nombreuses actions protestataires avec les autres mouvements sociaux.

D'autre part, les mouvements sociaux peuvent également attaquer le caractère dominant du champ politique. Les mouvements en question par exemple, à partir de la deuxième moitié des années 1990, sont devenus inhérents du processus de démocratisation en Turquie. Le mouvement féministe et le mouvement LGBT réussissent à inscrire les questions du privé et des genres à l'ordre du jour de la vie publique et sur l'agenda des médias avec des changements de paradigmes dans les domaines législatifs. En faisant entrer sur la scène politique des sujets comme la sexualité, le corps, la famille, ces deux mouvements sociaux jouent un rôle dans la remise en question du champ politique autonomisé de la vie sociale et dans la multiplication des contenus des sujets politiques et des mécanismes politiques. La reconnaissance des luttes traitant de sexualités et de genres montre un assouplissement relatif du champ politique traditionnel dans lequel l'introduction de ces questions semblait jusqu'ici difficilement envisageable.

¹ Mathieu Dubois, « Le SPD face au mouvement étudiant : normalisation et institutionnalisation de « 68 » au sein de la social-démocratie allemande », Congrès AFSP- 2009, Section thématique 37 : *Partis politiques et mouvements sociaux à la croisée des approches : interdépendances, transformations et traits communs*. Axe 1.

² Olivier Fillieule « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? » *op. cit.*, p. 29.

B) La professionnalisation du militantisme

Dans les pages précédentes nous avons démontré que les mouvements examinés ci-dessus, passent, à partir des années 2000, d'un processus d'institutionnalisation, entendu comme une forme d'objectivation à un processus de formalisation, de pérennisation et d'adoption d'un système de relations sociales.¹ Cette définition nous autorise à dire que, dans l'espace militant contestataire en Turquie, l'objectivation de nouvelles tâches et nouveaux fonctionnements habituels dans les processus de codification, montre l'institutionnalisation de plusieurs mouvements contestataires.

À partir de sa recherche sur les fédérations sportives, Denis Bernardeau dit que « *l'institutionnalisation de l'association n'est pas que le produit mécanique de l'enrôlement dans des structures de concertation et de négociations. Elle est le fruit des expériences pratiques vécues par ses membres et d'un apprentissage multiforme, apprentissage de connaissances techniques, mais aussi apprentissage de ce qu'il est possible de faire, de jusqu'où l'on peut aller compte tenu de la spécificité de la configuration sociale, politique et économique locale.* »² La trajectoire des quatre mouvements examinés ici, démontre cet apprentissage qui établit leur stabilité. Surtout par le partage de travail, la structuration de celui-ci, sa formalisation, sa pérennisation, sa régularisation dans l'espace-temps et son acceptation d'un système de relations sociales, ils gagnent un caractère de relative permanence, d'évidence. Nous distinguons l'adaptation des règles et ressources que les agents utilisent et reproduisent. L'institutionnalisation représente des contraintes et des opportunités à l'action qui peut aussi reproduire ou modifier ce processus.

Le développement et la diffusion des mouvements nécessitent une pluralité d'activité par un partage de travail. Mais malgré le processus de l'institutionnalisation, dans cet univers de pouvoir monopolistique, les organisations n'ont pas assez d'opportunité pour s'organiser, elles sont totalement dépourvues de droits économiques et sociaux en Turquie. Créer une association, par exemple, nécessite des financements et implique de nombreuses tâches

¹ Nous nous inspirons ici du cadre d'analyse présenté notamment par Jacques Lagroye, dans « L'institutionnalisation », in *Sociologie politique*, Paris, Dalloz et Presses de Sciences Po, 1997, pp. 149-180.

² Denis Bernardeau, (2004), « Professionnalisation et formes nouvelles d'engagement militant dans les fédérations sportives », in Dan Ferrand-Bechmann (dir), *Des bénévoles et leurs associations, Autre réalité, autre sociologie*, Paris, L'Harmattan, Collection « Logiques sociales », p. 158.

bureaucratiques. Les organisations ont des difficultés pour louer des locaux, publier, payer les frais de déplacement des invités ou de surcroît les rémunérer. Les impôts demeurent élevés même pour les associations. Les cotisations des membres ou les aides des sympathisantEs ne suffisent pas pour mener à bien leurs actions.

Selon les militantEs ce problème financier constitue un frein pour l'objectivation de leurs luttes :

« en Turquie, si tu veux militer, tu dois être riche »¹ ;

« si nous nous organisons sans un statut officiel, toutes les portes sont fermées, on va même nous accuser d'appartenir à une organisation illégale ; mais si nous essayons de monter une association, fondation ou entreprise, l'État nous demande beaucoup de frais. C'est trop cher »² ;

« surtout si vous militez à Istanbul, c'est plus difficile. C'est trop grand avec 20 millions d'habitants, pour vous déplacer vous devez compter au moins une heure. Si vous travaillez, comment trouver le temps pour le militantisme ? Si vous ne travaillez pas comment trouver l'argent ? »³

Pour continuer avec Denis Bernardeau, celui-ci souligne combien *« l'institutionnalisation résulte de la reconnaissance obtenue: reconnaissance publique d'abord, par les pouvoirs publics ensuite. »⁴* Ce processus se déroule de façon plus compliquée en Turquie. La reconnaissance publique, la structuration et formalisation du partage du travail, la régularisation des tâches dans l'espace-temps ne réussit pas à mettre en place la reconnaissance par les pouvoirs publics, mais finit par obtenir celle des institutions internationales, surtout américaines et européennes. Ce n'est qu'à partir de cette reconnaissance que l'État turc consent à considérer ces organisations et les recevoir, ce qui toutefois ne signifie pas qu'il s'agisse d'une réelle reconnaissance par les pouvoirs publics.

¹ Tiré de l'entretien avec Elif Avcı accordé le 6 juillet 2013.

² Tiré de l'entretien avec Rüzgar accordé le 4 août 2013.

³ Tiré de l'entretien avec Suzi Kara accordé le 4-5 février 2012.

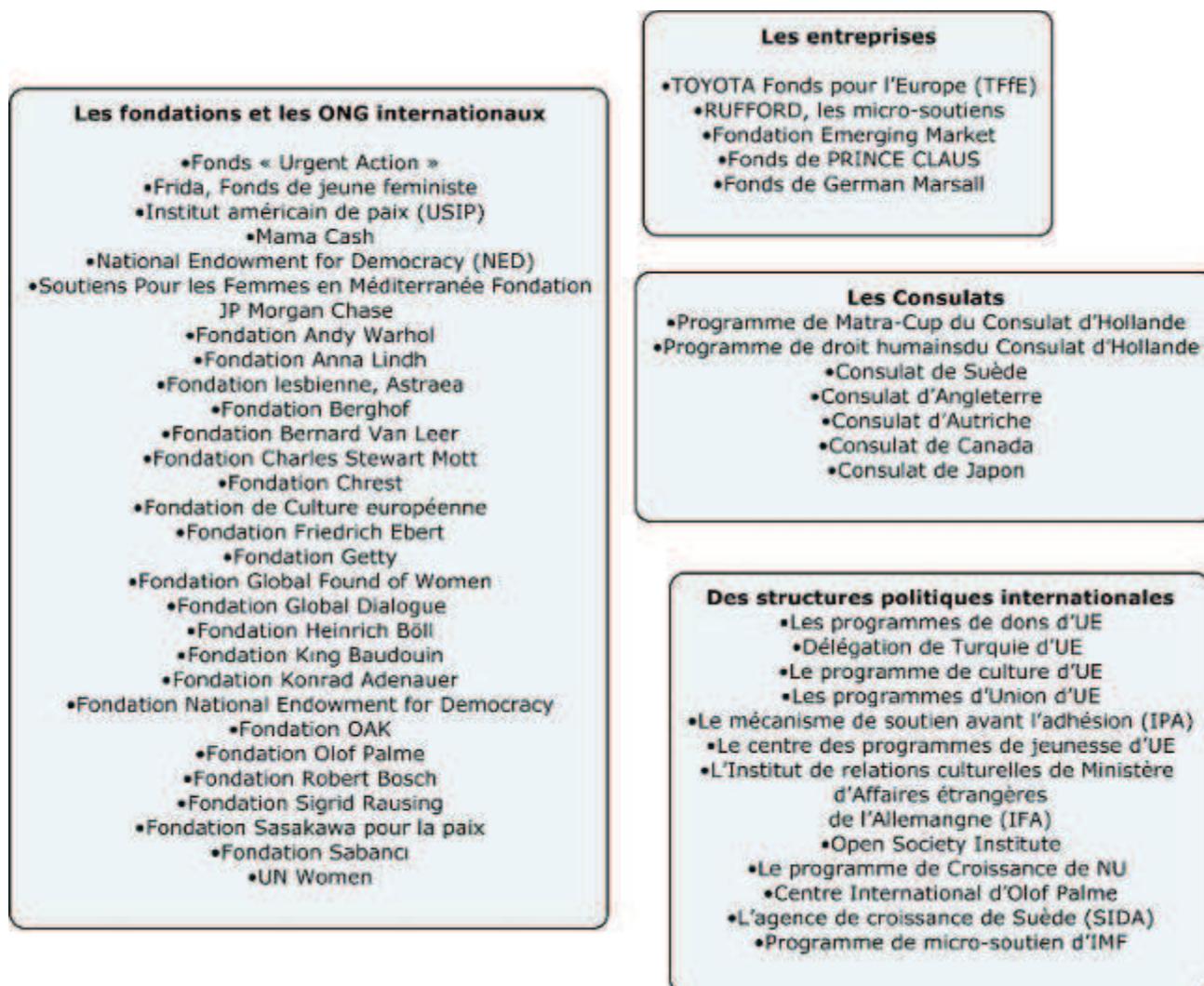
⁴ Bernardeau Denis, « Professionnalisation et formes nouvelles d'engagement militant dans les fédérations sportives », *art. cit.*, p. 162.

Nous avons montré dans les deux chapitres précédents que les relations internationales des mouvements contestataires en Turquie se développent à partir des années 90. Surtout, quand la candidature de la Turquie à l'Union européenne est officiellement reconnue en 1999, la Commission européenne met en place une stratégie de collaboration avec les ONG autour des critères de l'Union européenne. On voit donc se développer, entre les deux, des projets communs autour de sujets tels que les droits humains, l'égalité entre les sexes, le renforcement de la société civile, l'environnement, les mécanismes contre les violences et les discriminations. De plus, ces ONG sont appelées à contribuer à la rédaction du rapport de progrès annuel de la Commission de l'Europe sur la Turquie, ce qui renforce leur reconnaissance par les représentantEs de l'État¹, contraint à des responsabilités et obligations internationales. À partir de 2000, les défenseurs des droits humains participent à la préparation et à la présentation de rapports parallèles.

Le mouvement féministe et le mouvement LGBT plus tournés vers l'international, depuis leurs émergences, grâce au capital scolaire et social de ses militantEs qui maîtrisent bien les langues étrangères, réussissent à mettre sur pied plusieurs projets communs avec l'Union européenne, les Nations Unies, les consulats des pays européens et les fondations internationaux. (cf. tableau n : 16) Cela leur permet de financer un loyer ainsi que des frais essentiels et de faire travailler à temps plein certains de leurs militantEs. Depuis la deuxième moitié des années 1990, les représentantes du mouvement féministe et du mouvement LGBT participent à diverses délégations officielles internationales et trouvent leur place et possibilité de s'exprimer dans les travaux de l'ONU et de l'UE.

¹ Selma Acuner, « 90'lı Yıllar ve Resmî Düzeyde Kurumsallaşmanın Doğuş Aşamaları », in Aksu Bora, *90'lı yıllarda feminizm, op. cit.*, p. 127.

Tableau 15 - Les principaux donateurs de soutiens financiers des organisations féministes et LGBT entre 2006-2012



Le mouvement autour d'Agos, né une quinzaine d'années après les autres, rassemble aussi des organisations (*l'association de cultures anatoliennes* ou *la fondation Hrant Dink*) qui survivaient et survivent toujours grâce à des soutiens internationaux. Seul un des quatre mouvements, le mouvement des partis légaux kurdes, proche du PKK est considéré comme une organisation terroriste, ne profite pas de ce réseau de soutien économique ; il bénéficie plutôt de l'appui d'une partie importante de la population. Par contre, les organisations féministes¹, LGBT, défenseurs de droits humains ou écologistes sont soutenus

¹ En 2005, les soutiens financiers des fondations internationales aux organisations féministes sont de 15 millions dollars. En 2008, parmi 41 organisations féministes enquêtées par le SOGEP (Centre pour la croissance sociale et l'égalité de sexes), vingt sept organisations ont déclaré qu'elles survivent par les soutiens internationaux. (SOGEP, *Une enquête sur les organismes de soutien financier*, Éditions Heinrich Böll, Istanbul, 2009).

financièrement par ces institutions internationales Plusieurs organisations qui font parti de ces mouvements mènent donc leurs luttes politiques grâce à la coordination de professionnels, avec des projets définis.

Est-ce que le mouvement féministe, le mouvement LGBT et le mouvement autour d'*Agos*, qui bénéficient prioritairement de ces soutiens, vivent une mutation organisationnelle pour devenir des appareils professionnels ? Comment pouvons-nous distinguer alors les effets des soutiens internationaux aux trois mouvements contestataires en question ? Est-ce que leurs règles de fonctionnement ont progressivement été adoptées par ces mouvements ? S'agit-t-il d'une professionnalisation du militantisme ? S'agit-t-il d'une *institutionnalisation de répertoires d'action collective*¹ ? Cela signifie-t-il la « *fin des militantEs* »² ? Est-ce que ces militantEs qui vivaient pour la cause, sont devenuEs des individus qui vivent de la cause ? A. Rey et F. Subileau, disent, à partir des mouvements européens, que « *le militantisme au service d'une cause s'inscrivant dans la durée, dans l'intensité, dans la participation, connaît des transformations profondes.* » Pouvons-nous parler d'une transformation radicale pour la Turquie par rapport à l'engagement militant ?³

Il est vrai que plusieurs organisations féministes⁴ et LGBT⁵, pour pouvoir survivre, sont contraintes de rentrer dans les cadres de financements imposés par les bailleurs de fonds. Cela oblige les organisations à faire inscrire leurs projets militants dans un cadre structuré, sur un territoire plus limité. Donc, dans l'espace militant en Turquie, le nouveau sens de « projet » signifie des demandes de fonds adressées aux bailleurs. Dans ces demandes, les organisations doivent définir leur projet avec des objectifs, des méthodes, mesurer leur impact et mettre en place un budget équilibré. En fonction de la durée imposée par les bailleurs, tous les six mois ou chaque année, elles se doivent d'écrire des rapports périodiques comprenant évaluation et bilan financier. Pour atteindre ces objectifs, plusieurs organisations concentrent leurs activités et leur énergie sur des dossiers ciblés et fortement travaillés.

¹ Erik Neveu, « *Répertoires d'action des mobilisations* », *art. cit.*, p. 493.

² J. Ion, *La fin des militants?*, Editions de l'Atelier, Enjeux de société, Paris, 1997.

³ Henri Rey et Françoise Subileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses Fondation Nationales de Sciences Politiques, 1991, p. 17.

⁴ Par exemple : KADER, KAMER, KIHP, *Mor Çatu (Toit violet)*, *Filmmor*, *Uçan Süpürge*, KADAV, VAKAD, La Fondation de solidarité avec les femmes.

⁵ Par exemple : *Kaos GL*, SPOD, HEBUN-HEVJIN.

Nous avons observé aussi les clivages entre certaines organisations professionnelles. L'apparition de professionnels à temps plein et d'institutions « *chargées de sélectionner et de former les producteurs de schèmes de pensée et d'expression du monde social* »¹ renforce également les clivages de ces organisations. Leur intégration, par exemple, dans les structures étatiques provoque la concurrence entre féministes. Comme le précise Pierre Bourdieu, ce type de structures crée un champ d'intérêts spécifiques imposés par la concurrence entre les professionnels, masquée par la relation apparente entre les représentants et les représentés, apparaissant comme une cause déterminante.² « *À l'intérieur du champ, les différents groupes de professionnels donnent satisfaction par surcroît aux intérêts des occupants des positions homologues de la leur dans l'espace social, ou inversement, que dans les prises de position les plus conformes à l'intérêt de ceux qu'ils entendent représenter, ils poursuivent encore, sans nécessairement se l'avouer la satisfaction de leurs intérêts spécifiques de représentant.* »³ Les conflits entre *Uçan Süpürge* (Balai volant - 1996) et les autres groupes⁴, entre KAMER et KIHP⁵ illustrent ces dérives. Ces conflits ne touchent que les représentants, car, avec l'institutionnalisation, la communauté féministe a subi une transformation structurelle empêchant la participation de femmes «non spécialistes» dans certains domaines de compétence. Dans ces structures institutionnalisées et basées sur la spécialisation, ayant leurs finalités propres et en partie concurrentes, il y a une « *dépossession des représentés par leurs représentants.* »⁶

Les militantEs se rejoignent sur l'idée de l'affaiblissement des relations lié à la professionnalisation, en partageant différents exemples de déconnection entre certains groupes, relativement institutionnalisés, accaparés par la volonté de réussir leurs projets et focalisés sur leurs objectifs et à la rédaction de leurs rapports. « *Les terrains de débats et de rencontres émotives laissent la place à des groupes détachés qui s'occupent seulement de leurs agendas (leurs projets).* »⁷ Dans le mouvement féministe cette transformation, qui

¹ Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique, op. cit.*, p. 215.

² *Ibid.*, pp. 228-229.

³ *Ibid.*

⁴ En 2007, quand les organisations féministes ont protesté contre la ministre de la famille et de la femme (Nimet Çubukçu) *Uçan Süpürge* avait continué à collaborer avec le gouvernement pour certains projets. Cette organisation fut exclue par plusieurs organisations dans le mouvement.

⁵ En 2008, le KIHP et la KAMER deux organisations féministes qui travaillent ensemble autour des projets professionnels ont vécu des conflits autour de visibilité et d'adoption de leur travail. Le KIHP a intenté un procès contre la KAMER qui a publié le travail qu'elles ont fait ensemble, sans nommer l'autre organisation.

⁶ Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux op. cit.*, p. 14.

⁷ Aksu Bora, *90'larda Feminizm, op. cit.*, p. 9.

concerne plusieurs organisations à l'intérieur de celui-ci, est définie comme « *le féminisme des projets* »¹. Cela se traduit par des tâches spécialisées, la définition des rôles, la rédaction des « projets » et des rapports par des salariés en tant que coordinateurs ou secrétaires de ces projets. Il est évident que ces tâches demandent un savoir-faire.

Frédéric Sawicki, à partir de sa recherche sur Atmosphère, une association de défense de l'environnement, parle de la même évolution. Il montre que le changement dans le type de personnes engagées est autant la cause que la conséquence des transformations de l'association. Selon lui, « *ce sont en effet les succès rencontrés et les orientations stratégiques impulsées par son fondateur, mais aussi les conflits qu'ils ont occasionnés qui ont progressivement conduit à la sélection d'un profil particulier de militants.* »² Cela crée une crise de bénévoles, entendu comme celui qui ne perçoit aucune rémunération financière en contrepartie de son investissement. Donc, plusieurs organisations se trouvent affectées du fait que les tâches des militantEs sont endossées principalement par des salariés se consacrant à temps plein à leur activité, le salaire qu'ils-elles perçoivent de l'organisation constitue leur principale source de revenu. Apparaît donc une difficulté de mobilisation des bénévoles et le développement d'autres types d'associations sans soutien financier. Par exemple, le journal féministe *Pazartesi*, commence à travailler (1993) avec environ 150 femmes, mais progressivement, ce nombre diminue jusqu'à atteindre 25 (1998). Les organisations comme le KIHP ou *Filmmor* que nous avons montré dans le premier chapitre, ont, elles aussi, perdu leurs bénévoles. Le développement des corps de permanents et d'experts transforme les organisations militantes en entreprises de service, cela crée une adaptation à une structure conventionnelle qui renforce les opportunités de ces deux mouvements initialement construits grâce au militantisme bénévole. En outre, la sélection des militantEs professionnelles qui repose sur leur niveau d'éducation et de présentation, renforce l'homogénéisation par rapport aux appartenances de classe, parce que comme nous avons déjà étudié, dans plusieurs de ces organisations, les carrières militantes sont liées aux rapports sociaux de genre, de classe, d'âge ou de race. Surtout dans les deux mouvements, les militantEs étudiantEs continuent, après avoir achevé leurs études, à militer dans les mêmes mouvements, mais transforment l'organisation en fonction de leurs besoins.

¹ *Ibid.*

² Frédéric Sawicki, « Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement » in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, « Socio-histoires », 2001, p. 134.

Au sein de ces mouvements, certains critiques apparaissent sur l'intégration dans un système qu'ils contestent, soulignant une régression¹. Hélène Michel, a montré, dans sa recherche, comment l'Union européenne valorise les registres d'expertise et considère le lobbying comme la forme normale d'expression de la société civile européenne², formatant « les bonnes manières » de revendiquer et les rendant attractives.³ Cette « grammaire bruxelloise »⁴ se traduit, dans le champ militant en Turquie, par un nouveau langage de projets écrits par les organisations féministe et LGBT, basés sur les problèmes concrets. Cette évolution est mesurable à travers les revendications. Burcu Ersoy, partant de l'expérience de *Kaos GL*, note que la professionnalisation du militantisme limite les revendications. Selon elle, depuis une dizaine d'années, la plupart des revendications de *Kaos GL* traitent de l'égalité et cela est liée à la dépendance aux soutiens internationaux. « *Le but de notre politique est la libération des homosexuelLES qui va libérer aussi les hétérosexuelLES. Notre but est la transformation radicale de la société. Kaos GL n'a jamais accepté un but politique égalitaire qui serait limité à des revendications portant seulement sur les droits. Il n'a jamais été dans une position libérale. Pourtant, la position actuelle se limite à la lutte pour les droits. Le discours de Kaos GL n'a pas changé, mais la pratique est restreinte à des revendications législatives. Cette position est en rapport avec sa méthode de travail professionnel, un travail avec des soutiens financiers à partir de projets concrets. Comment obtenir les soutiens ? C'est plus facile avec des travaux législatifs, les projets sur le changement de la Constitution, les projets sur les réfugiés.* »⁵

Pierre Lascoumes, dans son étude sur l'« éco-pouvoir » indique que les acteurs associatifs ne se cantonnent plus à un rôle contestataire de mobilisation et de revendication, mais interviennent dorénavant comme experts auprès des pouvoirs publics et participent donc largement à l'élaboration des politiques publiques.⁶ Esmeray, militante féministe, définit ce processus comme un manque de romantisme : « *quand on reçoit beaucoup d'argent il est*

¹ Entretiens avec Esmeray, Senem Donatan, Yasemin Öz, Suzan Kara, Aksu Bora, Burcu Ersoy, Yeşim Donatan

² Hélène Michel, *Lobbyistes et lobbying de l'Union européenne. Trajectoires, formations et pratiques des représentants d'intérêts*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, coll. « sociologie politique européenne », 2005, p. 351.

³ « *Au sein de cet univers, doté de logiques, de modes de fonctionnement, d'enjeux et de références propres, les différentes causes, et les organisations et les agents qui les portent sont unis par des relations d'intensité et de nature variables.* » (Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 43).

⁴ *Ibid.*, 351.

⁵ Tiré de l'entretien avec Burcu Ersoy accordé le 21 décembre 2012.

⁶ Pierre Lascoumes, *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994.

difficile de rester romantique. »¹ Selon Aksu Bora, militante et chercheuse, publiant dans des revues féministes sur la conceptualisation arendtienne de la politique, ce langage est le reflet de la réduction de la politique à la police² : « *au lieu des buts politiques on parle des objectifs techniques des projets, au lieu des militants on parle des 'professionnelles'.* »³ Est-ce que cette réduction⁴ signifie une «*annulation du dissensus*»⁵ ?

À l'époque de *l'institutionnalisation du féminisme*, les revendications principales se rapportent à la famille, la situation des femmes dans la famille et dans le mariage, ainsi que la prévention par l'État des violences faites aux femmes : les revendications et les manifestations pour les changements du Code civil visent surtout à la reconnaissance du travail conjugal des femmes, au changement du concept qui attribue le rôle de « chef » au mari dans la famille. Les différentes organisations dans le mouvement participent à des campagnes autour de ces revendications, mais plusieurs militantes critiquent le manque d'investissement pour défendre d'autres causes, en particulier autour de la question du mariage⁶, pour faire suite au *procès collectif du divorce*, comme nous l'avons montré, qui marque la position radicale du mouvement à l'époque de l'autocréation. Ce changement de priorité est le signe d'une tendance à considérer l'intégration aux structures dominantes comme une voie de l'émancipation. Stella Ovadia, une des militantes pionnières, remarque une régression à partir des revendications du mouvement : « *les premières années du mouvement, les femmes, ne se mariaient pas elles divorçaient. Maintenant on organise de grandes fêtes pour les mariages. Maintenant on ne questionne rien, toutes les pratiques*

¹ Tiré de l'entretien avec Esmeray, accordé le 8 mai 2012.

² « *L'essence de la police est d'être un partage du sensible caractérisé par l'absence de vide et du supplément la société y consiste en groupes voués à des modes de faire spécifiques, en place où ces occupations s'exercent, en modes d'être correspondants à ces occupations et à ces places* » (Jacques Rancière, *Au bord du politique*, op. cit., p. 241).

³ Aksu Bora, *90'li yıllarda Feminizm*, op. cit., p. 9.

⁴ « *... la réduction du peuple à la somme des pratiques du corps social et de la communauté politique, aux rapports d'intérêts et d'aspirations de ces différentes parties.* » (Jacques Rancière, *Au bord du politique*, op. cit. p. 252).

⁵ *Ibid.*

⁶ « *Depuis longtemps, le mouvement féministe mène une politique afin de rendre visible les violences et les inégalités conjugales. Oui, c'est une partie de lutte contre le patriarcat. Mais il ne s'agit pas d'un effort pour créer de nouveaux espaces de vie contre le patriarcat, par exemple pour changer l'ordre social familial.* » (tiré de l'entretien avec Senem Donatan accordé le 18 janvier 2012).

patriarcales sont devenues légitimes. 'D'ailleurs, les groupes de conscience n'existent plus ! »¹

L'exemple de l'évolution du mouvement féministe en France est remarquable. Laure Bereni montre comment, après l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, le mouvement féministe voit fondre ses effectifs militants et perd en visibilité politique. « *Le déclin des activités contestataires s'accompagne d'une plus grande ouverture de l'État et d'une relative institutionnalisation des luttes. À cela s'ajoute la création d'un ministère des Droits de la femme qui permet la cooptation d'un certain nombre de militantes issues du «mouvement social» à l'intérieur des structures administratives. Conséquence majeure de cet état de fait, le répertoire tactique du mouvement se transforme de manière radicale, sous l'effet de trois facteurs liés: d'abord, pour pouvoir constituer un interlocuteur valable face aux pouvoirs publics dispensateurs de subventions et d'attestations de représentativité, les groupes féministes se rassemblent sous forme d'associations, les rapports de force entre les tendances au sein du mouvement s'en trouvent modifiés avec la marginalisation du féminisme radical; ce rééquilibrage encourage l'émergence de causes modérées, en tête desquelles la revendication de la parité en politique. Celle-ci appelle la mobilisation d'un nouveau répertoire tactique dont le traitement médiatique ne sera plus redevable des mêmes logiques que précédemment. »²*

En Turquie aussi, l'intégration de plusieurs groupes dans les structures étatiques affecte le consensus des mouvements féministes et LGBT autour de revendications communes, c'est-à-dire leur capacité d'action commune. Nous observons un processus semblable à celui de la France avec la marginalisation du féminisme radical au profit de revendications de la parité en politique. À ce moment-là, les organisations les plus visibles dans le mouvement sont celles qui militent pour la parité dans différents domaines (KADER- association de soutien aux candidates ou KIHP - le projet pour les droits humains des femmes) et celles qui luttent contre les violences faites aux femmes. Les organisations devenues professionnelles, ce qui est le cas de la plupart des maisons des femmes (par exemple *Mor Çatı- le toit Violet*), mais aussi de KAMER, KADAV ou VAKAD, travaillent pour la mise en place de mécanismes

¹ Stella Ovadia, « Kadınlar ÖDP'de Hata Yaptı », *Bianet*, 07.06.2011.

² Olivier Fillieule, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *art. cit.*, p. 33.

étatiques permanents pour les femmes. La collaboration avec la préfecture de police¹ est un exemple de ce travail.

Mais il faut aussi souligner les différences entre la France et la Turquie. Dans le contexte de la Turquie où le fonctionnement démocratique et sociale n'est pas aboutit, il ne s'agit pas d'une arrivée de la gauche au pouvoir qui pourrait permettre l'intégration de militantes effectives du mouvement dans des structures étatiques ou proches de l'État. Au contraire, la collaboration du mouvement féministe avec les gouvernements conservateurs peut être considérée comme une adaptation tactique contre la répression. À partir des années 2000 surtout, nous observons un climat de conservatisme qui se propage dans le champ politique. Aksu Bora indique que « à l'époque, (les années 1980) le climat du champ politique n'était pas plus démocratique qu'aujourd'hui, les oppressions étatiques n'étaient pas plus faibles mais maintenant le gouvernement utilise les méthodes plus douces et plus efficaces. C'est plus difficile de lutter. Le discours général de liberté et de l'égalité ne suffit pas dans ce climat parce que la liberté et l'égalité sont utilisées avec des sens très différents. »² En outre, par l'absence de mécanismes permanents de collaboration, les relations entre l'État et les organisations féministes témoignent de difficultés permanentes. Senem Donatan, militante féministe, dans son témoignage, évoque cette absence de mécanismes permanents : « par exemple, le ministère de la femme est devenu le ministère de la famille. Cette transformation marque une régression. C'est une sorte de coup d'État qui montre que les nouveaux acquis, avec les changements du Code Civil et du Code Pénal, ne sont pas reconnus par le gouvernement. Le mouvement féministe a réagi contre cette transformation. Mais le gouvernement avait mis au point une tactique : ils communiquaient avec le mouvement féministe, alors ils ont déclaré qu'on travaillait ensemble mais ce n'était pas vrai. Ils ont fait ce qu'ils avaient déjà décidé. C'était un piège pour le mouvement. »³

Malgré l'absence de mécanismes permanents de collaboration avec l'État, nous remarquons que l'intégration aux institutions publiques de certaines organisations crée leur rapprochement avec des structures de *rémanence* qui, initialement, représentaient des points

¹ « En 2003, la préfecture de police, a publié une lettre circulaire qui donne des directives par rapport aux comportements et aux applications envers les femmes victimes de violences. Grâce à celle-ci, toutes les applications sont suivies par les représentantes du mouvement féministe qui publient des rapports périodiques. En outre, ces représentantes donnent des formations de 'genre' aux polices. » (tiré de l'entretien avec İlknur Üstün, accordé le 4 janvier 2013)..

² Tiré de l'entretien avec Aksu Bora accordé le juin 2012.

³ Tiré de l'entretien avec Senem Donatan accordé le 18 janvier 2012.

de divergence au commencement du mouvement féministe. Verta Taylor, à partir du concept d'«*abeyance structures*», a révélé le lien entre les mouvements de femmes des années 1920 et ceux des années 1960 aux États-Unis, qui dans un contexte hostile, avaient été mis en sommeil puis réactivés.¹ Comme elle l'analyse, il existe également une continuité entre les groupes du mouvement féministe liés à la mise en veille (*abeyance process*) de certaines structures (*abeyance structures*) en Turquie. Avec l'étape de l'institutionnalisation, le mouvement collabore avec les associations/les fondations des femmes non-féministes, issues de la fondation de la République. *Türk kadınlar birliği- l'Union des femmes turques* (TKB) en est un exemple. Comme nous l'avons décrit dans la première partie, la TKB, fidèle au rôle des femmes assigné par les fondateurs de la république, unit les femmes républicaines autour d'activités de charité. Financièrement liée à l'État et sans liens sociaux, se trouve pacifiée depuis les années 1950. D'autres organisations sociales de femmes comme la TKB, toujours restées proches de l'État, tissent des liens organisationnels et idéologiques avec le mouvement féministe. Ces organisations restant dans la structure « en veille », jouent alors un rôle de «*passseurs entre deux étapes d'une mobilisation*»², mais apportent aussi des discours nationalistes au sein du mouvement. Le réveil de ces structures au sein du mouvement féministe apparaît comme une régression du mouvement car il mettait en cause la définition de la citoyenneté républicaine, il luttait donc contre le modèle d'émancipation républicaine et l'ordre social construit par « le jacobinisme kémaliste ». Mais en même temps, pouvoir mobiliser ces structures républicaines autour des revendications féministes ne nous autorise pas à parler de régression du mouvement dont les acquis et les activités augmentent.

Comme l'indique Erik Neveu, sociologiser les enjeux politiques passe par « *un examen comparatif des résultats des stratégies conflictuelles et coopératives, par la tentative de mettre en lumière la nature des dépendances que peuvent ou non emprisonner un mouvement dans le champ de gravitation de la sphère étatique.* »³ Dans le contexte de la Turquie, même s'il s'agit des conflits, nous n'observons pas un tel emprisonnement des mouvements examinés ici. Premièrement, le mouvement autour d'Agos, malgré le soutien qu'il reçoit des institutions internationales, n'a aucun lien avec les structures internes. Plusieurs militantes⁴ du mouvement féministe affirment que leur lutte ne s'intègre pas aux

¹ Verta Taylor, « La continuité des mouvements sociaux. Lamise en veille du mouvement des femmes », in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, op. cit., pp. 229-250.

² *Ibid.*, 230.

³ Erik Neveu, « Dynamiques et effets des mobilisations », art. cit., p. 538.

⁴ Entretiens avec Senem Donatan, Aksu Bora, İlknur Üstün, Yasemin Öz.

mécanismes étatiques et que les relations entre le mouvement et l'administration sont tendues. En outre, toutes les organisations n'adoptent pas le nouveau répertoire tactique. Certaines gardent leur militantisme non-professionnel et leur attitude oppositionnelle.¹ Le mouvement LGBT, qui n'est pas accepté officiellement pour les travaux administratifs malgré sa professionnalisation, n'envisage pas son intégration dans les structures étatiques. Quant aux organisations professionnelles, plusieurs d'entre elles (*Mor Çati*, *Kaos GL*, *Spod*, *KAMER*, *VAKAD*, etc.) affichent des objections tout en utilisant les opportunités de la professionnalisation. Par ailleurs, certains projets officiels soutenus internationalement correspondent aux objectifs politiques des mouvements.

Umut Güner, militant de *Kaos GL*, confirme cette analyse et souligne l'importance de s'attarder sur les besoins réels. Le militant, exprime à la fois l'importance des objectifs radicaux du mouvement, à la fois, le *danger* d'être enfermé dans un cadre idéologique. « *Nous ne voulons pas construire la vérité, nous voulons la liberté, le bonheur, répondre aux besoins des personnes. Nos revendications sont donc multiples. Par exemple, nous voulons un monde sans Constitution mais nous luttons pour mettre « l'orientation sexuelle » dans la Constitution. Par exemple, nous sommes antimilitaristes mais nous luttons contre les tests avant le service qui deviennent une torture pour les gays. Il y a des gens qui nous critiquent pour avoir une telle revendication. Cette critique vient d'une position élitiste qui attend des opprimés une posture toujours droite. Le système hétérosexiste est partout. La transformation sociale et politique déterminera un changement législatif* »²

Burcu Ersoy, militante lesbienne au sein de *Kaos GL*, émet des critiques sur la professionnalisation et avoue également l'utilité de certains projets pour le mouvement LGBT. « *Je ne dévalorise pas ces projets. Surtout le projet du Kaos GL concernant les réfugiés est très important. Notre dernière démarche (2012) a permis de venir en aide à trente personnes réfugiées. Il y a aussi de très importants projets pour soutenir les personnes GL, pour la visibilité homosexuelle. Ce sont des sous-buts politiques du Kaos GL et il y a eu des avancées concrètes. Aujourd'hui on peut parler d'une visibilité relative plus forte qu'auparavant.* »³

¹ *Amargi, Sosyalist Feminist Kollektif, Feminist Kadın Çevresi, Ankaralı Feministler, Feminist-Biz.*

² *Ibid.*

³ Tiré de l'entretien avec Burcu Ersoy accordé le 21 décembre 2012.

Ces données ne nous autorisent pas à parler d'un seul « *retour à l'état normal des choses* » ou « *l'annulation du dissensus* »¹ mais montrent que ces organisations ont aussi appris à adapter leurs objectifs à leurs ressources. Nous y observons ce qu'Isabelle Sommier nomme un « *pragmatisme radical* »² ou pour reprendre l'expression de Jacques Ion, un « *idéalisme plus pragmatique* », associant leurs buts radicaux et les solutions immédiates, les actions et le lobbying. Nous avons déjà montré leur impact direct sur le processus de la législation en Turquie,³ donc l'augmentation de leurs capacités à diffuser leurs idées, à intervenir dans les conflits sociaux, les changements administratifs, législatifs ou publics et à participer à l'administration des institutions sociales. La plupart des militantes féministes indiquent que cette infiltration des mécanismes publics (gender mainstreaming) est un signe évident des acquis de la lutte depuis le début des années 1980 et fournit au mouvement des expériences très importantes.⁴

La fondation des maisons des femmes, dans à peu près chaque ville de la Turquie, des départements de *women's studies* dans une vingtaine d'universités, les programmes sur les violences faites aux femmes à la télévision⁵ montre l'impact du mouvement dans l'espace public. Filiz Kardam et Yıldız Ecevit, deux chercheuses féministes, soulignent également que cette évidence cache l'évolution du mouvement : « *comme le mouvement féministe ne propose pas des rencontres et des actions massives, on a senti qu'il avait perdu son influence... (...) mais, à partir des années 2000, il détient tous les atouts pour devenir un mouvement social oppositionnel.* »⁶ Selon Nilüfer Timisi et Meltem Ağduk aussi, cette stabilité est une réussite du mouvement : « *quand on regarde les années 1980, on voit comment cette expérience d'autocréation a influencé la création d'un mouvement massif. La parole féministe est*

¹ Jacques Rancière, *Au bord du politique*, op. cit., p. 252.

² Isabelle Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

³ Dans les années 1980, le tabou sur « la violence conjugale » qui subit un coup avec la campagne de « Non à la bastonnade »; dans les années 1990, devient un sujet discutabile et interrogeable. Les représentants des partis politiques et du gouvernement font des commentaires à ce sujet. Au début des années 2000, lorsque la législature annonce son intention d'amender le Code Civil, le mouvement féministe lance une campagne nationale et présente des projets de loi contre les discriminations au sein de la famille, en faveur des droits des femmes au chômage et sur les lois d'héritage. La plus part des demandes sont mises en œuvre. En 2002, le mouvement avec ces revendications collectives réussit à modifier le Code Pénal aussi.

⁴ Entretiens avec İlknur Üstün, Yasemin Öz, Aksu Bora, Nükhet Sirman, Fatma Nevin Vargün.

⁵ Banu Paker, « 1989 Kadın Kurultayı », *Özgürlüğü Ararken*, op. cit., p. 187.

⁶ Filiz Kardam, Yıldız Ecevit, "90'ların Sonunda Bir Kadın İletişim Kuruluşu: Uçan Süpürge", in Aksu Bora, *90'lı yıllarda Feminizm*, op. cit., pp. 89-92.

intégrée à la société. »¹ Aksu Bora, quant-à-elle, met l'accent sur la popularisation du mouvement grâce aux projets professionnels : « *c'est grâce aux 'projets' que le mouvement est allé au-delà des femmes citadines, éduquées, de classe moyenne : il a pu toucher d'autres femmes.* »²

Cet espace militant multi-organisationnel permet d'associer les deux dynamiques : la dynamique professionnelle et la dynamique militante. Aksu Bora le souligne dans le cas du mouvement féministe : « *tout le mouvement ne va pas vers 'le féminisme des projets'. On développe beaucoup de critiques. C'est vrai que la plupart sont raisonnables. Mais les généralisations ne permettent pas de considérer les choses dans leur ensemble. Par exemple, c'est clair que même s'il a émergé en 2000, on doit chercher les bases d'Amargi dans les années 1990.* »³

Dans le mouvement LGBT, comme *Lambda* la non-professionnalisation permet aux militantEs une forme de sociabilité ou une quête de sens. Yeşim Başaran, ex-militante de Kaos, militante actuelle de *Lambda*, décrit une organisation non-structurée et autogérée: « *il y a un vrai chaos chez nous. Il n'y a pas de professionnels. Notre travail n'est pas systématique mais grâce à des rencontres et à l'énergie qui nous entoure, tout d'un coup nous décidons de faire quelque chose. Et très vite, nous nous organisons. Nous réfléchissons ensemble et arrivons à créer des choses, des actions qui ne sont pas réactionnaires.* »⁴

Les organisations comme *Mor Çati*, KADAV, *Filmmor*, SPOD ou *Kaos GL* dont les soutiens financiers assurent le fonctionnement militant, quant-à-elles, elles n'abandonnent pas le militantisme. Il s'agit plutôt d'un changement dans les formes mêmes du militantisme. D'un côté, pour certaines activités cela nécessite une formation précise, de l'autre côté, leurs bénévoles ne sont pas disparus; ils ou elles participent aux plateformes autour d'une campagne par exemple pour la paix ou pour les libertés d'expressions avec des groupes comme *Lambda* ou *Amargi*, par choix politique. Grâce à ces collaborations, les communautés féministes et LGBT bénéficient des opportunités de ces organisations, par le biais des plateformes ou des espaces de rencontres. Les interactions entre les organisations dans et

¹ Aksu Bora, *90'lı yıllarda Feminizm, op. cit.*, p. 38.

² *Ibid.*, p. 9.

³ *Ibid.*

⁴ Tiré de l'entretien avec Yeşim Başaran accordé le 28 août 2013.

entre les mouvements renforcent leur capacité d'innovation par rapport à la participation et au fonctionnement. Des organisations comme *Mor Çatı*, *Kaos GL*, SPOD et KADAV s'efforcent d'apporter de nouvelles formes de décisions collectives. Erdal Demirağ, coordinateur du SPOD, souligne la nécessité du partage du travail dans le mouvement. « *Nous conservons notre principe de participation et gardons nos liens avec le mouvement. Si nous les nions, même en faisant aboutir des travaux très importants, nous allons perdre. Le travail professionnel est efficace, mais il faut le relier aux objectifs politiques du mouvement. C'est pour cela que nous nous questionnons sans cesse sur nos liens avec le mouvement LGBT et les autres mouvements sociaux. Il y a toujours un risque de se détacher de ses objectifs. Mais d'un autre côté, il faut toujours être ouvert pour pouvoir se renouveler. Sinon tu peux t'enfermer dans un champ détaché de la société.* »¹

Marco Giuni et Florence Passy, dans leur analyse des mobilisations politiques en Suisse, définissent les mouvements sociaux en fonction de leurs objectifs et de leurs formes d'action non-conventionnelles ou non-institutionnelles.² Est-ce qu'une telle distinction est possible entre les mouvements contestataires en Turquie? Cette simplification empêche de comprendre *la complexité du réel*.³ Dans l'espace militant, les mêmes mouvements contestataires ont des formes d'action à la fois conventionnelles et non-conventionnelles. Les formes d'action conventionnelles ne déterminent pas les multi dynamiques et les multi formes d'action dans le même mouvement.

L'examen du processus dialectique résultant de la tension permanente et dynamique entre les mouvements, nous montre que même si la professionnalisation des tâches militantes crée des lignes de fractures, la continuité des interactions entre eux, donne lieu à une tension permanente qui nourrit les dynamiques complexes des mouvements. Ainsi nous pouvons souligner le danger qu'il y aurait à voir la question de la professionnalisation ou de l'institutionnalisation de façon seulement négative ou positive, ou bien celui de détacher ces processus de leur historicité.

En s'appuyant sur cette perspective, nous concluons que la professionnalisation crée plusieurs freins pour les organisations, comme la dépendance financière, les nouvelles tâches

¹ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

² Marco Giuni, Florence Passy, *Histoire de mobilisation politique en Suisse*, op. cit., p. 4.

³ Edgar Morin, *Introduction à la Pensée complexe*, op. cit., p. 23.

comme la rédaction de « projets » et des rapports périodiques adressés aux bailleurs, les activités ciblées et limitées, la crise de bénévoles; mais en même temps, les ressources créées à cette étape, nourrissent les multiples mécanismes des mobilisations. Nous observons que le détachement des militantEs de ces organisations, exprimé comme « crise de bénévoles », ne se traduit pas par un désengagement militant. Les communautés militantes où les individus qui quittent les organisations se mobilisent en fonction de mécanismes plus flexibles. Ces mécanismes sont renforcés par les « projets » professionnels des mêmes organisations. Les militantEs autonomisés se retrouvent dans les réseaux de manière plus informelle, dans les cafés, les cinémathèques, bibliothèques, festivals et des rencontres issus de « projets ». Les mobilisations qui unissent les militantEs autonomes s'appuient, sur les ressources de ces organisations qui parfois se dissolvent, se rétrécissent ou bien se renouvellent selon plusieurs facteurs, voire en fonction de la volonté même des militantEs.

C) Hiérarchies organisationnelles et leadership

Dans la première partie, nous avons vu que la structuration des organisations facilite l'action contestataire et permet leur pérennité en leur offrant l'opportunité de se stabiliser. Elle répond au besoin de construire des ressources permanentes pour mener une lutte à long terme. La mise en place des ressources organisationnelles s'effectue à partir de celles des militantEs. Dans ce chapitre, l'examen des ressources inégales dépendant des rapports sociaux entre les militantEs et les groupes, montre que les rapports sociaux génèrent des luttes de pouvoir au sein des groupes ou entre eux. Les organisations ainsi structurées, soumises aux luttes de classes, de sexes et d'autres catégories de domination, adoptent diverses modalités de hiérarchies organisationnelles, de représentation et de leadership. Donc les hiérarchies organisationnelles et les constructions de leadership sont différentes pour chaque mouvement. Les buts politiques, les cadrages, les répertoires, les opportunités, les relations avec les structures administratives et la participation au champ politique impliquent également différentes modalités d'organisation. Les hiérarchies organisationnelles s'adaptent à ces modalités.

En regard des trois mouvements contestataires, le mouvement des partis légaux kurdes représente une modalité particulière avec sa dépendance à une organisation armée et sa structure de parti politique. Il fait ici l'objet d'une étude conjointe aux autres mouvements, car, comme nous l'avons signalé dans l'introduction, nous développons cette analyse sans opposer les organisations partisans et les mouvements sociaux, en tenant compte de la complexité de

leurs interactions. Pour éprouver les modalités d'innovation chez quatre mouvements interdépendants, il faut comprendre les structures dans lesquelles les interactions se réalisent.

Nous avons analysé comment la répression influence les revendications et les possibilités pour les mouvements contestataires d'agir sur la scène publique. Nous ajoutons ici les « *multiples effets de la répression sur le fonctionnement interne des organisations* »¹, par exemple leur degré de démocratie interne, en évoquant le processus de radicalisation du PKK suite à la répression. Les sentiments de douleur et de désorientation, leurs expressions individuelles et collectives, dit Giorgio Agamben, provoquent à réagir en justifiant les moyens de contestation avec la définition du *cas d'exception* qui se déguise chaque fois en un certain discours de victimisation.² Dans le deuxième chapitre, nous avons montré le processus de radicalisation du mouvement kurde : la mémoire des massacres, l'augmentation de la répression et des violences de l'armée turque dans la région, servent à justifier la violence comme une voie de libération. Cette stratégie donne lieu à un mode d'organisation cloisonné et militaire qui éloigne cette structure clandestine des autres mouvements contestataires de l'espace militant.³ Gilles Dorronsoro et Olivier Grosjean définissent la radicalité comme un ensemble de pratique –dont le discours– qui instaure une rupture avec le reste de la société. « *Cette rupture est au principe de la constitution d'une organisation qui propose une alternative révolutionnaire à l'ordre social. (...) La radicalisation d'un mouvement est de ce fait comprise comme une évolution visant à séparer le groupe de l'univers social dans lequel il s'inscrit par l'adoption et la mise en place volontaire d'un projet de contre-société.* »⁴

La base organisationnelle du mouvement des partis légaux kurdes⁵ est formée par le PKK qui utilise, depuis son émergence, la violence comme moyen dans l'objectif de la «

¹ Hélène Combres et Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 1062.

² Giorgio Agamben, *État d'exception*, Homo Sacer, II, 1, Paris, Seuil.

³ « *La radicalisation apparaît ici comme une stratégie orientée vers le groupe lui-même et non vers le reste de la société. La théorie de l'avant-garde (...) joue ici un rôle particulièrement important : elle a pour effet concret pratique de se concentrer sur le noyau de l'organisation, sans s'intéresser à la réception du discours. Les frontières de l'appartenance au groupe se marquent en imposant des pratiques spécifiques comme autant de signaux qui renforcent la cohésion et l'homogénéité du collectif. L'engagement accru des militants compense la faiblesse des ressources individuelles.* » (Gilles Dorronsoro, Olivier Grosjean, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *art. cit.*, p. 9).

⁴ *Ibid.*, p. 2.

⁵ Osman Ozelik, l'un des directeurs de mouvement des partis légaux kurdes, l'affirme ainsi : « *les gens ont compris que le PKK ne nous refusait pas, au contraire il s'intéressait à nous. (...) Aussi il y avait le besoin de la paix. Beaucoup de gens voulait que leurs fils et leurs filles retournent à la maison.* » (Interview avec Osman

libération », donc qui s'exprime par la lutte armée. En s'appuyant sur la « dialectique des dispositions et des occasions »¹, le PKK, arrive à activer les dispositions pour générer la lutte armée qui construit sa propre rhétorique, son organisation et ses méthodes sur un modèle militaire. Et comme le souligne, Benjamin Constant, « dans les choses qui nous semblent les plus utiles, l'autorité du corps social s'interpose et gêne la volonté des individus »²

HK, militant du mouvement des partis légaux kurdes depuis le HEP, admet que la guerre ne permet pas la pluralité dans l'organisation : « à cause de la guerre, on n'a pas eu la chance de s'organiser, de manifester avec une pluralité, avec une méthode non-hiérarchique. À cause de cette guerre on vit toujours différents deuils. Alors, ça nous enferme aussi. C'est difficile de s'ouvrir aux autres espaces. »³ Dans les conditions de guerre, en montagnes ou en clandestinité, dans une structure militaire où on a l'obligation de tuer pour survivre, le PKK qui crée une organisation interne⁴ dans le mouvement des partis légaux kurdes, impose ses priorités au champ militant kurde. Les militantEs indiquent qu'initialement, le HEP, premier parti du mouvement des partis légaux kurdes, est indépendant du PKK : « l'initiative légale kurde n'était au début, aucunement liée au PKK, voire se concevait en alternative future à cette organisation que femmes et hommes politiques kurdes trouvaient alors aventuriste. Pourtant, très progressivement, alors que la popularité de l'action militaire ne se dément pas et que la répression du pouvoir s'intensifie, ce qu'on appelle la tradition HEP a fini par se transformer en une sorte de périphérie du PKK »⁵ Osman Özçelik, député du HEP, cofondateur de tous les partis en question, indique qu'au début, le PKK exclut et sous-estime la lutte légale du HEP: « ils ont considéré le HEP comme une initiative contre eux. Monsieur Öcalan parlait ainsi. Mais ce n'était pas vrai. Nous n'étions pas contre le PKK. »⁶ Orhan Miroğlu, l'ex-coprésident du HADEP, du DEHAP et du DTP, confirme cette analyse en soulignant la pluralité du HEP au commencement. « Il faut dire qu'Öcalan n'approuvait pas

Ozcelik, « Le fondement du mouvement légal kurde en Turquie », in *Toplum ve Kuram*, Automne 2010, p. 128).

¹ Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, op. cit., p. 226.

² Benjamin Constant, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*, Mille Et Une Nuits, p. 11.

³ Tiré de l'entretien avec HK, accordé le 18 mars 2012, (Pour des raisons évidentes de sécurité, on protège l'anonymat des interlocuteurs, selon leur demande).

⁴ « Qu'entendrons-nous ici par « organisation interne? Les règles statutaires constituant une organisation partisane ne valent qu'à hauteur de l'investissement qu'elles provoquent de la part des acteurs concernés. » (Hélène Combes, *Faire parti : Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala (Recherches internationales), 2011, p. 452).

⁵ Hamit Bozarslan, *Conflit Kurde*, op. cit., p. 82.

⁶ L'interview avec Osman Özçelik, « Le fondement du mouvement légal kurde en Turquie », in *Toplum ve Kuram*, l'Automne 2010, p. 128.

cette fondation. Comme il s'agissait d'une lutte pour des zones libérées, alors qu'une mobilisation massive entourait la guérilla, Öcalan et les dirigeants du PKK ne voyaient pas la nécessité d'un parti civil. À ce moment-là, l'ensemble des fondateurs du HEP avait un caractère hétérogène. Il y avait des personnes de différentes positions et groupes politiques. »¹ Le HEP, en s'organisant dans toutes les villes kurdes et en se nourrissant de la même base populaire, s'intègre très vite dans le front du PKK. Selon Miroğlu, le changement d'approche du leader du PKK influence l'avenir du mouvement des partis légaux kurdes. « *Quand le HEP a commencé à travailler, il (Öcalan) a compris que cela serait utile pour la lutte autour de la cause kurde. Qu'est-ce que ça voulait dire ? Quand il a compris l'utilité de la lutte légale, la pluralité du HEP a été terminée.* »² Avec cette prise de conscience de l'utilité potentielle du HEP, les objectifs politiques du mouvement des partis légaux kurdes se sont confondus avec ceux du PKK et les deux entités se sont associées dans un même mouvement d'opposition autour de la question kurde.³ Mais Orhan Miroğlu insiste par ailleurs sur le fait que ces partis, depuis leur fondation jusqu'à nos jours, ne sont pas perçus comme déterminants pour la lutte. « *Ces partis, depuis leur fondation, le PKK ne les prenait pas sérieux et c'est toujours le cas. Leur existence était utile, créait des opportunités, ils élargissaient au niveau national et international le terrain de l'action politique du PKK. Ces partis légaux facilitaient la communication et les liens avec la population turque que les cadres du PKK, armés, ne pouvaient pas entreprendre. Mais le PKK n'a jamais eu confiance en ces partis politiques ni en leurs porte-parole officiels. En les gardant sous son contrôle, il a empêché leur autonomisation. Dans ces conditions, ils doivent se contenter de rêver devenir l'interlocuteur de la vraie lutte, du vrai mouvement kurde.* »⁴ Selon lui, le problème de « l'autonomie » envers la direction du corps militaire du PKK est essentiel. « *Ce manque d'autonomie génère de nombreux problèmes. On peut en citer plusieurs : la démocratie dans l'organisation, les nominations au sein du PKK, l'indifférence ou l'impertinence face au travail, au mérite, aux opinions des intellectuelles et de la société civile... On est confrontés à des politiciennes qui ne prennent pas de décisions pour l'avenir, qui ne gèrent pas l'héritage politique mais qui se laissent diriger.* »⁵ Comme Gilles Dorronsoro et Olivier

¹ Tiré de l'entretien avec Orhan Miroğlu, accordé le 2 mars 2012.

² *Ibid.*

³ Gültan Kışanak, la co-présidente de BDP, dans une conférence à Hambourg, confirme cette coopération : « *les femmes, les militants du mouvement et le BDP, nous luttons pour réaliser le projet dont les principes de base et la théorie ont été construits par Monsieur Öcalan, le leader du peuple kurde.* » (Voir : Perver Taş « Nous allons ouvrir notre chemin », ANF, 6 février, 2012).

⁴ Tiré de l'entretien avec Orhan Miroğlu, accordé le 2 mars 2012.

⁵ Tiré de l'entretien avec Orhan Miroğlu, accordé le 2 mars 2012.

Grojean le souligne, la radicalisation passe aussi par la lutte pour s'imposer comme seul représentant de la cause. « *Le discours est souvent appuyé par la force : il ne s'agit pas d'un espace de discussion rationnel, mais d'un affrontement symbolique qui peut rapidement devenir physique.* »¹

Le mouvement des partis légaux kurdes n'est pas « *à l'état objectif, directement visible de tous, public, publié, officiel, donc autorisé* »² mais il s'organise pour s'intégrer au champ politique qui est « *un des lieux privilégiés de l'exercice du pouvoir de représentation ou de manifestation qui contribue à faire exister pleinement* »³ Sa modalité de parti, sa dépendance à une organisation militaire et son parcours dans le champ politique donnent lieu à une structure hiérarchique où les militantEs du mouvement des partis légaux kurdes ne peuvent pas participer aux processus de décision et de construction des stratégies de lutte. La participation aux décisions est une question qui dépasse le mouvement des partis légaux kurdes. C'est le problème de tout le mouvement kurde et de sa périphérie. Les actions de ce mouvement s'appuient sur des symboles nationalistes et des légendes autour du chef unique : Öcalan. La répression de l'État renforce cette position symbolique censée décider au nom de la masse. Comme nous l'avons vu dans les trois précédents chapitres, Öcalan, leader 'charismatique' du PKK, est la seule personne qui détient l'autorité pour prendre les décisions stratégiques⁴. En se définissant comme une « institution »⁵ il se place au dessus de toutes les structures organisationnelles. Comme Dorronsoro et Grojean l'indiquent, il est l'expression d'une organisation totale, « *qui tend à politiser l'ensemble des domaines de la vie sociale, et peut être aussi le réceptacle d'un investissement affectif qui reprend des catégories existantes comme celle de la parenté. (...)L'idéologie marxiste-léniniste ne compte alors plus réellement : sommée de choisir son camp, on s'engage d'autant plus pour Öcalan.* »⁶ Selon eux, il représente un modèle inversé de la figure d'Atatürk : « *prophètes et chefs*

¹ Gilles Dorronsoro, Grojean Olivier, « Engagement militant et phénomènes de radicalisations chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, URL : <http://ejts.revues.org/index198.html>, p. 10.

² Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, *op. cit.*, p. 213.

³ *Ibid.*, p. 213.

⁴ Voir : Hamit Bozarslan, *Conflit kurde*, *op. cit.*

⁵ Voir : Abdullah Öcalan, *Önderlik gerçeği ve PKK deneyimi* (La réalité de leadership et l'expérience du PKK), Weşanên- Köln, Serxwebun, 1992, p. 55.

⁶ Gilles Dorronsoro, Olivier Grojean, « Engagement militant et phénomènes de radicalisations chez les Kurdes de Turquie », *art. cit.*, p. 33.

*irremplaçables (...) leur culte prend la forme d'une religion laïque avec ses nombreux martyrs... »*¹

Dans les trois chapitres précédents, nous avons vu qu'Öcalan, nommé comme « *le soleil* » par les militantEs du mouvement, détient seul le pouvoir de changer le programme, la terminologie du parti, le but et le sens de sa politique. C'est pourquoi les nouveaux objectifs définis ne deviennent pas effectifs, par manque de discussions approfondies et de travaux programmés.

Öcalan est appelé « Apo » (diminutif d'Abdullah) qui signifie « oncle » en Kurde.² Cette structure patriarcale, comme le souligne Erik Neveu, exerce une juridiction non seulement sur les prises de positions politiques ou sociales « *mais aussi sur la vie privée ou conjugale des militants et sur leur mode d'investissement professionnel. (...) Ce mode d'existence structure une sociabilité étanche, largement déconnectée de l'expérience ordinaire du social.* »³ Comme Gilles Dorronsoro et Olivier Grosjean le soulignent aussi l'ampleur prise par l'organisation la rend plus complexe, donc « *offre différents modes d'investissements, ce qui nuance l'idée d'une rupture toujours parfaitement nette entre les deux univers.* »⁴ Mais nous observons que ces modes d'investissement sont en général hors des postes de responsabilités. Les cadres qui ont le pouvoir de décision sont les militantEs professionnelles soumis à une sociabilité fermée et une hygiène de vie sans relations sexuelles ni boissons alcoolisées. Öcalan en disant « *puisque ce parti repose sur notre base et qu'il nous représente correctement, il est nécessaire qu'il soit éduqué de l'intérieur* »⁵ montre que la représentation d'un mouvement armée porte une structure qui se fonctionne avec une discipline militaire. Comme Max Horkheimer le précise: « *l'unité du collectif provient de la négation de l'individu et de la canalisation de ses actes.* »⁶ Cette rigueur nuit aux relations du mouvement des partis légaux kurdes avec les autres mouvements contestataires et limite leurs rapprochements. Cependant, certaines militantEs du mouvement des partis légaux kurdes croisent les militantEs des autres mouvements contestataires dans les manifestations, dans les plateformes et cela donne l'occasion d'interactions politiques, sociales et culturelles. Nous

¹ Olivier Grosjean, « Les répertoires du conflit kurde », *art. cit.*, p. 180.

² Rappelons qu'Atatürk, le nom de Mustafa Kemal, fondateur de la République, signifie « Père des Turcs ».

³ Erik Neveu, « Dynamiques et effets des mobilisations », *art. cit.*, p. 547.

⁴ Gilles Dorronsoro, Grosjean, Olivier, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *art. cit.*, p. 3.

⁵ Sabri Cigerli et Didier le Soul, *op. cit.*, pp. 202-203.

⁶ Max Horkheimer, *Aydınlanmanın Diyalektiği*, Istanbul, Kabaıı, 1995, p. 20.

observons ainsi des rapprochements et des innovations dans le discours de certains membres du mouvement des partis légaux kurdes, mais cela n'influence pas directement l'organisation hiérarchique.

Quant au mouvement autour d'*Agos*, contrairement à la structure rigide du mouvement des partis légaux kurdes, il est constitué de différents groupes et organisations liées comme des entités fluides. Alors, peut-on voir chez lui une structure hiérarchique ? Préalablement, sans jamais avoir le pouvoir structurel et militaire d'Öcalan, le leader du mouvement autour d'*Agos*, Hrant Dink, correspond à un modèle de leadership moral. C'est lui qui symbolise les cadres politiques du mouvement. Il n'accepte pas le statut de chef, mais toute l'histoire d'*Agos* évoque son parcours solitaire. Le mouvement s'est construit autour de sa personnalité sur un mode affectif. Il ne représente pas l'oncle, le père ou le grand-frère du mouvement. Il est appelé « notre ami Hrant » et les militantEs s'organisent en tant que « les amiEs d'Hrant ». Cela n'empêche pas la poursuite de l'attachement, suivant sa mort, à sa famille et à sa mémoire qui le rend de plus en plus moral.

Après sa mort, malgré la position claire du mouvement social autour d'*Agos*, l'hebdomadaire vit un période de crise de direction et de ligne politique. Le nouveau rédacteur en chef Etyen Mahçupyan, journaliste arménien politiquement libéral, n'adopte pas la ligne de Hrant Dink mais il définit ainsi l'objectif qu'il souhaite tenir : « *la mission d'Agos sera de poursuivre le travail entrepris par Dink pour la démocratie turque, abordée via la question de la reconnaissance du génocide arménien* »¹. Le sociologue Ali Bayramoğlu partage le même point de vue : « *ces derniers temps, il souhaitait peser davantage dans la vie politique, s'ouvrir aux autres communautés. Il faudra essayer d'être à la hauteur de son rêve.* »² Les deux témoignages attestent du rôle de Dink comme seul entrepreneur du mouvement. Être à la hauteur de son rêve, devient un objectif mobilisateur qui s'appuie sur une dimension émotionnelle. Malgré ces affirmations, avec le nouveau comité de rédaction naissent des critiques soulignant que le journal s'est éloigné de sa ligne politique.³ L'éditorialiste Aydın Engin interprète ainsi le problème « *Hrant était la colonne vertébrale du journal, il lui*

¹ Etyen Mahçupyan, *Agos*, 26 février 2007.

² Ali Bayramoğlu, *Agos*, 26 février 2007.

³ Ahmet Tulgar, « Bir Tür Aydın İşlevi », *quotidien Birgün*, 24.08.2008, Oğuzhan Müftüoğlu, *Birgün*, 02.09.2008.

donnait vie ».¹ Cette définition de *colonne vertébrale* affirme le caractère hiérarchique de cette collectivité autour d'un personnage charismatique.

En revanche, la suite des évènements montre qu'*Agos* a déjà influencé les jeunes Arméniens qui s'organisent dans le mouvement social et qui deviennent la nouvelle « colonne vertébrale » d'*Agos*, mais toujours avec Hrant Dink comme référence. Depuis 2010, une jeune équipe prend la direction de l'hebdomadaire en affirmant les principes de cohérence du sens et des buts d'*Agos* et fait le lien entre l'ancienne équipe et la nouvelle génération. Cela facilite l'ouverture aux autres mouvements sociaux comme les féministes, LGBT et les Kurdes. Le caractère pluriel du nouveau mouvement social qui émerge après la mort de Hrant Dink joue un rôle clé dans la reconstruction d'*Agos*.

La structure du collectif qui réalise le journal est hiérarchique et organisée successivement autour de trois rédacteurs en chef² tandis que le mouvement autour d'*Agos*, lui, s'organise selon différentes modalités. Est-ce que la mission d'*Agos* dans ce mouvement consiste à tracer une *idéologie mobilisatrice* ?³ Comme nous l'avons vu, dans le cas du PKK, une idéologie mobilisatrice relie les différentes branches du mouvement. Mais, dans celui d'*Agos*, les sources d'inspiration des causes défendues ne se réduisent pas à une idéologie unique. Le rassemblement des différents groupes ne s'appuie pas sur une idéologie qui formerait un tout cohérent en fournissant une explication du monde social, politique et économique, avec les clefs du bien et du mal, et qui disposerait d'un monopole. Nous avons vu que les représentantEs ou les responsables des actions organisées par ce mouvement se distinguent par leurs capitaux sociaux et scolaires et que plusieurs organisations⁴ au sein du mouvement fonctionnent avec une structure hiérarchique inhérente à la professionnalisation. On peut donc percevoir des hiérarchies déguisées, nées de la forte socialisation au sein des espaces autour de celui-ci et de l'attachement émotionnel.⁵ Mais le manque de structure, dans le mouvement en général, permet la participation et le croisement des militantEs venant de

¹ « Les journalistes d'« Agos » poursuivent le combat », *Le Figaro*, 03.02.2007.

² Hrant Dink (1996-2007), Etyen Mahçupyan (2007-2010), Rober Koptaş (2010...).

³ David Snow, Sarah Soule et Hanspeter Kriesi (dir), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, 2004.

⁴ Par exemple : La Fondation d'Hrant Dink et le Centre de la culture anatolienne.

⁵ Olivier Fillieule, « Temps Biographique, temps sociale et variabilité des rétributions », *art. cit.*, p. 19.

différents milieux. Karin Karakaşlı souligne que « *tous les travaux autonomes qui sont en relation avec Agos, forment un mouvement social pluraliste.* »¹

Le mouvement féministe et le mouvement LGBT, émergent avec le refus des structures traditionnelles du mouvement de la gauche dites « masculines », après le coup d'Etat de 1980, essayent de créer des structures horizontales et autogérées « *permettant l'expression de l'émotion, de l'empathie, et de l'attention à l'autre* » à l'inverse de la logique masculine de rationalité.² Les premières organisations du mouvement féministe se construisent à partir de groupes de conscience où toutes les participantes exposent leurs expériences intimes. Les structures des organisations liées à autour de ces groupes se caractérisent donc par leur modalité antihiérarchique.

Cette expérience évoque l'étude de Margaret Maruani sur les grèves de femmes qui révèlent le mode organisationnel féminin dans lequel les femmes « *à partir de leur propre expérience d'oppression, peuvent créer des règles de vie collectives égalitaires et antiautoritaires* ». Selon elle, c'est l'expérience du mode de relations autoritaires et de la domination masculine, qui leur ferait préférer des modes de fonctionnement collectif antiautoritaire, antihiérarchique, aussi bien dans la sphère domestique et les relations de travail que dans la lutte.³ Francesca Poletta, quant à elle, montre comment dans le *Women's lib*, les modes genrés des expériences dans les différentes organisations ont fait l'objet d'une réflexion militante autour de la critique du patriarcat, du rejet de la hiérarchie, de la valorisation de la sororité et de l'horizontalité.⁴ Dans son enquête sociologique sur les mouvements féministes mixtes pour le droit à l'avortement en Irlande, Verta Taylor aussi avait observé que les femmes préféraient former des petits groupes de discussions, plus « intimes » pour que chacune puisse livrer son opinion tandis que les militants hommes, eux, n'étaient pas d'accord avec cette méthode et préféraient le vote à main levée, qu'ils jugeaient plus démocratique.⁵ En Turquie, le mouvement féministe, qui, au moment où il émerge, est en réaction contre les rapports de domination qui règnent au sein du mouvement de gauche, se

¹ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012.

² Taylor et Rupp (1993), Taylor (2000) dans Olivier Fillieule, *Le Sexe du Militantisme*, Collection Sociétés en Mouvement, Edition Science Po Les Presses, 2009.

³ Margaret Maruani, *Les syndicats à l'épreuve du féminisme*, Éditions Syros 1979, p. 92, 93, 106.

⁴ Francesca Polletta, *Freedom Is an Endless Meeting: Democracy in American Social Movements*, Chicago University of Chicago Press, 2004.

⁵ Judith Taylor « Les tactiques féministes confrontées aux « tirs amis » dans les mouvements des femmes en Irlande », *Politix*, Volume 20 n°78/2007, p65-86.

différencie également des mouvements des partis légaux kurdes et autour d'*Agos* dans son mode de fonctionnement. De son côté, le mouvement LGBT, inspiré du féminisme et de l'anarchisme à la fois, soutient, depuis le début, la critique féministe par rapport au mode d'organisation patriarcal et fonctionne selon un modèle autogéré.

Dans ces structures dites alternatives, pouvons-nous distinguer des hiérarchies organisationnelles et leaderships ? Il faut d'abord tenir compte du fait que les deux mouvements, féministe et LGBT, rassemblent des groupes dont les structures, les hiérarchies et les répertoires organisationnels sont divers. Les hiérarchies structurelles sont liées aux rapports sociaux ; les capitaux militants sont donc liés aux appartenances de classe des militantEs, à leurs appartenances ethniques, à leurs sexes qui influencent leurs carrières et leur engagement dans les deux mouvements. Comme le souligne Olivier Fillieule, « *dans l'immense majorité des organisations de mouvement social, y compris celles qui fondent leur identité stratégique sur le respect d'une contrainte de ressemblance (...), ce sont les personnes disposant des ressources sociales les plus valorisées qui accèdent aux fonctions de représentantEs, activant ainsi dans les mouvements protestataires les principes de division et de hiérarchie qui structurent l'espace social, mais aussi en fonction des compétences acquises dans l'action collective.* »¹

À partir des multiples témoignages et de l'observation participante, nous pouvons dire que, dans plusieurs groupes autogérés, l'absence de structure crée une hiérarchie en lien avec les capitaux des militantEs. Dans les deux mouvements, féministe et LGBT, certains groupes autonomes ne disposent pas de bureau ou de centre administratif. C'est le cas pour *Amargi* et *Lambda* qui se mobilisent selon des modes d'organisations non conventionnels, autonomes et non hiérarchiques en fonctionnant avec des bénévoles. Nous observons une certaine flexibilité dans la participation des militantes qui se désinvestissent de temps en temps. Les mécanismes de fonctionnement sont des commissions, des groupes de travail ou des comités d'actions flexibles qui se forment selon les choix et les volontés des participantEs. Dans tous les groupes de travail et lors des réunions de leurs membres, la prise de décision se fait par consensus. Pourtant, les militantEs témoignent que le « consensus » est souvent influencé par les mêmes militantEs. Plusieurs recherches² révèlent la complexité des rôles de leadership qui

¹ Olivier Fillieule, « Temps Biographique, temps social et variabilité des rétributions », *art. cit.*

² Ronald Aminzade, Jack Golson, Doug McAdam, Elizabeth Perry, William Sexell, Sidney Tarrow et Charles Tilley, *Silence and Voice in Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001; Vera Taylor et

s'exercent à différents niveaux dans les mouvements autonomes selon les ressources dont ils disposent. En Turquie, dans certains groupes qui se prétendent antihierarchiques, des militantEs critiquent les hiérarchies invisibles et se désinvestissent. Seyda, qui n'a pas quitté *Amargi* jusqu'à sa dissolution, considère que l'absence de structure peut donner lieu à des hiérarchies plus dures à dépasser et parle surtout des liens d'amitiés et des réseaux informels, difficiles à pénétrer.¹ En soulignant le rôle mobilisateur des liens affectifs forts et fusionnels au sein de petits collectif, nous notons aussi ses effets sur le renforcement des frontières autour de ces groupes. Yasemin Öz, ex-militante d'*Amargi* et militante de *Kaos GL* pointe le caractère fermé de petits groupes : « *ce n'était pas le cas pour Amargi mais dans le mouvement, il y a des petits groupes où les représentantes ne changent pas depuis dix ans. Comme elles sont très amies, c'est difficile d'y entrer aussi.* »²

Ces témoignages rappellent le travail de Francesca Poletta consacré aux procédures de décision internes dans le *Women's lib* aux États Unis. Dans ce travail, elle montre que, quand le *Women's libération* prend de l'ampleur, c'est-à-dire au moment où des femmes de diverses origines veulent le rejoindre, la sororité et l'horizontalité sont mises à mal. Elle analyse comment ce groupe mettait des obstacles à l'intégration des nouvelles venues, si bien que le renouvellement générationnel était quasiment impossible. Ces barrières difficilement franchissables s'appuyaient sur la notion de sororité qui était synonyme, dans ce cas précis, d'amitié entre les membres historiques.³ Jo Freeman qualifie cette expérience de « tyrannie de l'absence de structure » en montrant que l'absence de structure, autant que le poids de l'intimité, contribuent à faire reposer toute la vie de l'organisation sur un petit groupe de personnes choisies et très soudées, avec les mêmes caractéristiques sociodémographiques, suscitant ainsi des relations hiérarchiques d'autant plus prégnantes qu'elles sont dissimulées et niées.⁴ Cette absence de structure se transforme en une tyrannie de l'amitié, les conflits politiques sont d'autant plus difficiles à régler car ils prennent alors la forme de conflits personnels. Comme les militantes d'*Amargi Istanbul* avouent dans leur lettre de « fin du voyage », « *le mécanisme que nous avons créé ne nous permet pas d'ouvrir de nouveaux*

N. Whittier, « Special Issue on Gender and Social movements », Part 2, *Gender and Society*, 13, 1999.

¹ Tiré de l'entretien avec Seyda accordé le 11 octobre 2011.

² Entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012, elle a cité les noms de ces groupes en demandant de ne pas les écrire.

³ Olivier Fillieule, « Temps Biographique, temps social et variabilité des rétributions », *art. cit.*, p. 43.

⁴ Jo Freeman, *The Tyranny of Structurelessness*, *op. cit.*

chemins. »¹ Des lignes de fracture apparaissent alors, dues au dysfonctionnement des rouages organisationnels mal adaptés aux exigences de nouvelles participantes, en général jeunes, qui portent de nouvelles revendications. Cette déclaration le montre: « *savoir mettre le point final quand il le faut, peut être considéré comme une action féministe et antimilitariste. Nous avons mis fin à notre voyage avec l'association Amargi İstanbul, pour gagner la force de recommencer. C'est-à-dire, pour respirer, se renouveler.* »² Selon ce passage, l'organisation fait barrage au renouvellement des militantEs. La circulation considérable des militantEs entre ces quatre mouvements ou leurs désengagements à cause des structures d'organisation confirment ce rétrécissement dû à l'organisation.

¹ « Fin du voyage... Commencement du voyage! », Déclaration d'*Amargi*, 18 novembre 2012.

² *Ibid.*

3. Le dilemme d'identité

L'examen des élargissements dans leurs discours et revendications, nous conduit à demander si la dimension identitaire fait partie intégrante de ces mouvements.

Selon Erik Neveu, la notion d'identité est, en sciences sociales, d'autant plus problématique qu'elle devient envahissante. En se référant à Mary Bernstein, il attire l'attention sur les diverses dimensions de l'identité : comme un sentiment d'appartenir à un *nous*, comme le but d'un travail d'affirmation dans l'espace public d'un groupe stigmatisé et comme une stratégie de l'action collective.¹ C'est ce que Samim Akgönül appelle une « inflation identitaire »².

Pour penser la dimension identitaire dans les mobilisations examinées ici, nous partons de l'approche proposée par Xavier Dunezat, selon laquelle, une mobilisation est à priori définie comme « *la mise ensemble (ou non) d'acteurs aux propriétés sociales distinctes et multiples, comme un espace-temps de coexistence (ou non) d'identités pour autrui distinctes et multiples, compte tenu de la transversalité des rapports sociaux fondamentaux.* »³ La notion des *dynamiques identitaires* est définie par Xavier Dunezat comme le double processus de production des identités pour autrui et des identités pour soi.⁴ Claude Dubar, quant à lui, propose de penser l'identité sociale comme « *une articulation de deux processus identitaires hétérogènes* ». D'une part, « *chacun est identifié par autrui* », se voit attribuer une identité (pour autrui); d'autre part, chacun réagit à cette identification soit en l'acceptant, soit en la refusant.⁵ Cela nous conduira notamment à souligner que « *l'incorporation de l'identité par les individus eux-mêmes* » ne pouvant « *s'analyser en dehors des trajectoires sociales par et dans lesquelles [ils] se construisent des « identités pour soi* ». »⁶ Xavier Dunezat combine cette approche avec un cadre théorique dans lequel l'identité sociale ne peut être pensée indépendamment des rapports sociaux, parce que

¹ Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 77.

² Samim Akgönül, *Minorités en Turquie, Turcs en minorité: Regards croisés sur l'altérité collective dans le contexte turc*, Istanbul, ISIS, 2009, p. 107-117.

³ Xavier Dunezat, *Chômeurs en lutte et sans-papiers en lutte : «groupe mobilisé» et luttes internes*, http://www.unil.ch/webdav/site/iepi/users/cplatel/public/atelier_2/Dunezat.pdf, p. 5.

⁴ *Ibid.*, p. 2.

⁵ Claude Dubar, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2002, pp. 109-113.

⁶ *Ibid.*

l'individu mobilisé n'est jamais pensé indépendamment de ses positions sociales dans les rapports de pouvoir qui structurent « toute la société »¹

Nous repropoisons la question de Xavier Dunezat pour venir à l'espace militant contestataire en Turquie. Que deviennent les identités distinctes et multiples *dans et par* la mobilisation?² Pour commencer, nous pouvons souligner, comme Erik Neveu, l'importance de la construction d'un « nous » pour la mobilisation. « *La conquête d'une estime de soi peut constituer de véritables objectifs pour certaines mobilisations.* »³ C'est à partir de cet effort, par exemple, que s'est réalisé l'autocréation du mouvement féministe et celle des autres mouvements en question qui exposent quatre exemples de la production de différents « nous » contre un seul « nous » dominant dans ce contexte. L'examen des quatre mouvements révèle que leurs identités politiques se sont construites en se séparant de la gauche et de l'identité républicaine. Et Claude Dubar ajoute que c'est « *par et dans l'activité avec d'autres [...] qu'un individu est identifié et qu'il est conduit à endosser ou à refuser les identifications qu'il reçoit des autres et des institutions* »⁴. La reconnaissance peut être comprise alors, comme la transformation du « moi » et son acceptation par les autres. Au sens hégélien, la reconnaissance est un procès réciproque. « *Rendre compte de soi se fait donc sous une forme narrative, qui ne dépend pas seulement de la capacité à transmettre un ensemble d'événements séquentiels aux transitions plausibles, mais qui fait également appel à la voix et à l'autorité narratives et vise à persuader un public. (...) La reconnaissance devient un processus qui me fait devenir autre que ce que j'étais et qui m'empêche de redevenir ce que j'étais. Il y a donc une perte constitutive dans le processus de reconnaissance, puisque 'je' suis transformé par l'acte de reconnaissance.* »⁵

C'est la construction de l'identité politique. Dans ce processus, l'acquis culturel se transforme en argument, en symbole politique. Glen Bowman, en discutant l'identité palestinienne, dit qu'une grande partie de ce processus de création de l'identité communautaire est réalisée par la négation des définitions faites par « les autres », en précisant que ces spécifications ne conviennent pas aux expériences vécues et en prétendant

¹ Collectif, *Le sexe du travail. Structures familiales et système productif*, Grenoble: PUG, 1984. Collectif, 1984.

² Xavier Dunezat, *Chômeurs en lutte et sans-papiers en lutte : «groupe mobilisé» et luttes internes*, http://www.unil.ch/webdav/site/iepi/users/cplatel/public/atelier_2/Dunezat.pdf, p. 6.

³ Erik Neveu, « Dynamiques et effets des mobilisations », *art. cit.*, p. 538.

⁴ Claude Dubar, *La socialisation*, Paris : Armand Colin, 2002, p. 111.

⁵ Judith Butler, *Le Récit de soi*, Paris, PUF, *Pratiques Théoriques*, 2005, pp. 12-28.

que ces sentiments sont partagés par une communauté plus grande que supposée.¹ Alfred Grosser développe cette analyse en précisant, à partir des Juifs et des Noirs américains, que le doigt identificateur pourra être considéré comme le révélateur d'une identité prioritaire positive.² Parce que la reconstruction de l'identité politique est caractérisée par les contraintes présentes,³ comme nous l'avons indiqué pour chacun des mouvements en question, ce processus intervient avec l'apparition de nouvelles définitions supplantant les définitions rejetées. Nous avons vu par exemple que le féminisme apparaît en tant que mouvement d'émancipation avec la prise de conscience par les femmes qu'ensemble elles constituent un groupe social opprimé. Il commence par dire que les femmes sont dans une position désavantageuse et inégalitaire par rapport aux hommes, qu'elles sont exploitées, opprimées, assujetties par la domination masculine dans toutes les sociétés et que les rapports sociaux de sexe sont tout aussi importants que les catégories de classe pour la compréhension des structures sociales. Şule Aytaç, l'une des pionnières du mouvement féministe en Turquie décrit ainsi le cheminement qui conduit à cette prise de conscience: « *les femmes ont découvert que les expériences qu'elles vivent entre les murs et qu'elles croient privées, sont également vécues par les autres femmes* ».⁴

On peut définir la domination ethnique, le patriarcat, l'hétérosexisme, le nationalisme ou le racisme comme des causes politiques. Mais quand les particularités de la culture ou de l'identité qu'on obtient à travers une appartenance sociale forment la base de l'existence politique, la culture devient un outil de mobilisation politique et cela provoque une distance entre les militantEs, les groupes et les mouvements, en favorisant le refus de l'autre.⁵

Nous observons cette tendance et ses effets à partir de plusieurs exemples au sein du mouvement des partis légaux kurdes. Le mouvement kurde initié par le PKK construit une culture politique valorisant certains éléments culturels de la communauté kurde et s'appuyant

¹ Glen Bowman, *Yitik Ülke Masalları : Filistin Kimliği ve Ulusal Bilincin Oluşması (L'identité palestinienne et la construction de la conscience de nation)*, Istanbul, Sarmal, p. 9.

² Alfred Grosser, *Les identités difficiles*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 13.

³ « *Les limites des groupes ethniques deviennent plus tranchant selon la majorité des discriminations dans les champs culturels, économiques et politiques. Les privilèges ou bien les injustices communes, procurent l'attroupement des gens autour des intérêts et relations communs. Quand ils se sentent autant égaux que les autres groupes, cette conscience affaiblit.* » (Hans-Harald Müller, *The Implied Author. Concept and Controversy*, Berlin ua: de Gruyter, 2006, p. 77).

⁴ Şule Aytaç , « Türkiye'de Feminist Hareketin Oluşumu », in *Özgürlüğü Ararken*, op. cit., pp. 45-46 (traduit par nous).

⁵ Alain Touraine, *Birlikte Yaşayabilecek miyiz ? (Pourrons-nous vivre ensemble ?)*, op. cit., 52.

sur les rituels. Comme le dit Xavier Crettiez pour les mouvements nationalistes en général, « *le rituel est ici important car il permet d'inventer ce qui le soutient. (...) Le nationalisme ne donne pas naissance au rite. Il est créé dans le rite.* »¹ En politisant la fête de *Newroz*, en utilisant comme un outil de lutte le feu qui a un sens sacré dans le Yézidisme², ancienne religion des Kurdes, le PKK a reformulé les habitudes, les pratiques populaires circulant dans celle-ci.

Comme Benedict Anderson le souligne, la nation inspire surtout l'amour, un amour qui « *va souvent jusqu'au sacrifice.* »³ Nous avons montré l'utilisation de « symboles » nationaux comme les couleurs du drapeau kurde et les photos des « *martyrs* »⁴ et les immolation des centaines de femmes en se sacrifiant à la nation ou au leader du PKK, appelé comme *le soleil des Kurdes*. L'identité nationale créée par la violence nationaliste se trouve renforcée par les rituels et les fétiches. Les slogans répétitifs comme « *Ô Öcalan, ma vie t'appartient* » dans les manifestations et le fait de donner à son anniversaire un statut de fête nationale confirment cette analyse. Le 4 avril, dans son village d'Amara⁵ ou dans d'autres villes, le mouvement des partis légaux kurdes organise des rassemblements pour célébrer son anniversaire. Mesut Yeğen indique que le mouvement des partis légaux kurdes s'est éloigné de la politique à cause de cette dépendance. « *Devant les militants qui perdent leur temps avec des manifestations fétiches, avec les célébrations d'anniversaire d'Öcalan, il y a un chemin très simple à trouver : Retourner à la politique.* »⁶

Malgré le discours de dialogue avec d'autres réseaux sociaux,⁷ en examinant les pratiques et les déclarations de ses cadres nous observons une forte tendance nationaliste dans le mouvement. Par exemple, en 2002, avec les négociations avec UE, contre les discours sur les « droits individuels »⁸, le PKK et DEHAP réagissent en insistant sur les

¹ Xavier Crettiez, *La Question Corse*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 141.

² Le yézidisme est une religion monothéiste qui plonge ses racines dans l'Iran ancien. Les yézidis appelés également Êzidî en kurde, croient en un dieu unique: *Xwede*. Malek Taous qui, avant de créer le monde, a créé les 7 anges et désigné *Malek Taous* comme leur chef. Les Yézidis possèdent deux livres sacrés : *le Kitêba Cilwe*, le Livre des Révélation et le *Mishefa Reş*, le Livre noir.

³ Benedict Anderson, *L'Imaginaire national*, La Découverte, Paris, 1996, p. 34.

⁴ Öcalan les nomme « les déesses de Kurdistan ».

⁵ Amara, où est né Abdullah Öcalan, est un petit village lié à la ville d'Urfa dans le sud-est de Turquie.

⁶ Mesut Yeğen, *Son Kürt isyanı*, Istanbul, İletişim, 2011, p. 141.

⁷ « *On va développer un travail qui cherche à empêcher l'hostilité entre les peuples.* » (*DTP'nin kısa tarihi*, Bia Haber Merkezi, 12 décembre 2009, Istanbul).

⁸ « Selon l'état-major général, les réformes doivent être limitées par les droits individuels et culturels. Comme le gouvernement accepte et que l'UE ne discute pas ses frontières, la politique de reconnaissance de l'Etat recule. »

« droits collectifs » tout en refusant un statut de minorité pour les Kurdes. Ceux-ci ont pour objectif de reconstruire la république sur de nouveaux fondements. Cependant, cette reconstruction serait menée avec les Kurdes : *« l'exclusion des Kurdes de la construction de la République a démontré la structure anti-démocratique. »*¹ La revendication porte sur l'inclusion de l'identité kurde à la place du statut de minorité. La définition de l'émancipation d'une minorité par Jacques Rancière ouvre certains questionnements autour de la position de ce mouvement : *« l'émancipation, c'est la sortie d'une minorité. Émanciper les travailleurs, ce n'est pas faire apparaître le travail comme principe fondateur de la société nouvelle, mais faire sortir les travailleurs de l'état de minorité, prouver (...) qu'ils ne sont pas seulement des êtres de besoin, de plainte ou de cri, mais des êtres de raison et de discours, qu'ils peuvent opposer, raison à raison et construire leur action comme une démonstration. »*²

Véronique Margon et Eric Fassin soulignent que cette catégorie est naturalisée par la discrimination : *« qu'elle soit fondée sur la race ou le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou le handicap, (...) la minorité est une catégorie sociale naturalisée par la discrimination »*³. En s'appuyant sur ce concept, pouvons-nous considérer que le mouvement des partis légaux kurdes refuse en effet la considération des Kurdes en tant que des êtres de besoin, de plainte, de cri ? Cependant, l'argumentation de cette position est formulée ainsi : *« les Kurdes ne sont pas une minorité mais l'un des deux éléments fondamentaux/constructifs de la République. »*⁴ Sur ce point, nous pouvons questionner leur approbation de ce statut pour les autres groupes ethniques, parce qu'ils parlent seulement de *deux éléments fondamentaux/constructifs de la République*. Les militantEs définissent le terme minorité comme « mineurs »⁵, « des faibles »⁶, c'est-à-dire comme des êtres de besoin. Même si cette position *provient d'une ignorance*⁷, elle se traduit par le refus d'être marginalisé et elle est cohérente avec le sens exprimé par le mouvement mais son cadre est limité aux Kurdes. Cette position, sans mettre en cause ce statut pour tous les groupes ethniques en Turquie, en les excluant, dénote une normalisation par rapport à l'État et au groupe ethnique dominant, une

(Mesut Yeğen, *Son Kürt İsyani*, op. cit., pp. 37-38).

¹ Tiré de l'entretien avec HK, accordé le 18 mars 2012.

² Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, op. cit., p. 90.

³ Véronique Margon, Eric Fassin, *Homme, femme, quelle différence ?*, Paris, Editions Salvator, « Controverses », 2001, p.20.

⁴ Hatip Dicle : « Si les Kurdes sont les éléments principaux de la république, pourquoi ils n'ont pas les droits que les minorités ont ? », *www.firatnews.eu*, 26 mars 2012.

⁵ Tiré de l'entretien avec SB, accordé le 9 janvier 2012.

⁶ Tiré de l'entretien avec HK, accordé le 18 mars 2012.

⁷ Voir : Samim Akgönül, « Les Turcs forment-ils une minorité en Turquie », *Diplomaties*, n : 30, 2008, pp. 70-75.

imitation de discours dominant. Le fait de soutenir que la population kurde est « l'un des deux éléments fondamentaux/constructifs de la République », signifie considérer les autres groupes comme éléments secondaires. Malgré quelques soutiens pour les différentes minorités¹, on voit ici une demande des droits privilégiés pour les Kurdes estimés comme différent des autres ; c'est l'exclusion des groupes ethniques qui portent des revendications pour la reconnaissance, surtout les Arméniens ou Grecs. Inclure seulement les Kurdes dans cette structure, sans prendre en compte le génocide, les massacres, l'homogénéisation, manifeste une intention de s'intégrer dans les relations de pouvoir et de normalisation par rapport à l'État et au groupe ethnique dominant.

La répression de l'État dans la région renforce les priorités nationales chez les mouvements kurdes. Hamit Bozarslan, en parlant des mouvements kurdes dans quatre pays, explique leur nationalisme actuel qui rejoint celui des États au pouvoir, c'est une séquelle de leur histoire au XXème siècle. « *Dominants ou dominés, ils sont pris en effet dans la même spirale d'aliénation, appelée dans la littérature philosophique la dialectique du maître et de l'esclave. Les Kurdes et les États payent le prix de leur histoire commune du XXème siècle et n'ont pas d'autre choix que d'en faire le point zéro d'une nouvelle histoire croisée. Les Kurdes, puisqu'ils sont obligés de se déployer dans un cadre étatique qu'ils n'ont ni décidé ni voulu, mais n'ont pu davantage rendre caduc ; et les États car, malgré leur coercition massive, ils ne sont parvenus ni à assimiler les Kurdes au corps de la nation ni à éradiquer leur mobilisation et leur imaginaire Kurdistanais.* »²

La différence entre le projet de départ de DTP et ce qui est finalement réalisé³ est un autre exemple. Buşra Ersanlı, professeure de science politique, qui a participé, *en tant que turque*, au DTP à cette époque, indique qu'elle y a participé avec un sentiment de responsabilité envers la résolution du problème : « *j'ai participé au DTP dans le cadre de son projet 'être un parti politique de Turquie'. Comme je voyais qu'ils ne voulaient pas rester comme un parti kurde, qu'ils allaient s'ouvrir aux milieux sociaux qu'ils ne touchaient pas auparavant, j'ai décidé de tendre ma main. La question kurde n'appartient pas aux Kurdes, c'est le problème de tous les citoyens en Turquie. J'ai voulu assumer ma responsabilité en*

¹ « Nous luttons pour la libération des Turcs, des Arabes, des Lazes et des Tcherkesses aussi. » Arif Aslan, *T24*, 20 Juin 2011, www.t24.com

² Hamit Bozarslan, *Conflit Kurde*, *op. cit.*, p. 135.

³ Dans les élections du 22 juillet 2007, avec une coalition avec certains groupes de gauche, le DTP gagne 22 places de députés et forme un groupe dans le parlement.

prenant part à cette lutte pour une solution et réconciliation autour de cette question. »¹ Elle souligne pourtant que avec le temps, l'orientation nationaliste s'est renforcée du fait de la répression étatique : *« j'entends souvent cette phrase : 'les amis des Kurdes ne sont que des Kurdes'. Alors ça devient plus difficile de se réunir avec nos différences. Dans mon Parti, je vois quelquesfois la tradition monolithique de l'État turc.* »² Quant à Orhan Miroglu qui a été plusieurs années à la direction de mouvement des partis légaux kurdes, il indique que *« tant que la guerre et la violence dureront je ne crois pas qu'il n'y aura pas une normalisation dans l'espace politique kurde. Au contraire, il devient plus compliqué. Si on compare avec le passé, on verra facilement que les agents politiques sont plus rigides et plus enfermés dans les lignes nationales qu'hier.* »³

Quant aux trois autres mouvements étudiés ici, nous observons dans certains groupes qui font parti de ces mouvements, le raffermissement de la tendance séparatiste. Par exemple, les rapports sociaux dans l'espace militant contestataire, l'attention et le souci de préserver l'autonomie du mouvement, renforcent la ligne séparatiste dans le sein du mouvement féministe, malgré sa pluralité et ses possibilités des luttes internes.⁴ La situation des femmes⁵ et les structures patriarcales des autres trois mouvements donnent lieu à des conflits avec le mouvement féministe comme le fait l'hétéronormativité des trois avec le mouvement LGBT. L'idéologie qui sous-tend le mouvement féministe et inspire la formulation de ses objectifs politiques lui vient du féminisme dit de la « deuxième vague », celui qui s'est attaché en priorité à la relation des femmes à leur corps, à la revendication de leurs droits et de leur liberté sexuelle, à la dénonciation des violences masculines. S'affirmer en « ennemie des hommes » est alors une position politique. L'«ennemi principal»⁶ des femmes, ce sont les

¹ Tiré de l'entretien avec Büşra Ersanlı accordé le 12 novembre 2012.

² *Ibid.*

³ Tiré de l'entretien avec Orhan Miroğlu, accordé le 2 mars 2012.

⁴ Nükhet Sirman, l'une des pionnières du mouvement, confirme cette analyse : *« nous crions nos analyses théoriques. C'est bien de montrer qu'on est féministe mais ça ne suffit pas. Nous n'arrivons pas à nous exprimer. On comprend que nous sommes féministes mais on ne comprend pas bien quelles sont nos revendications. Si nous crions dans les rues en demandant la pénalisation des assassins des femmes, je suis sûre que plusieurs personnes vont nous suivre. Mais il y a des groupes qui ne veulent pas ça. Elles disent que : « soyons peu, mais soyons nous ! » C'est ça la politique de l'identité.* » (tiré de l'entretien avec Nükhet Sirman accordé le 9 juin 2012).

⁵ En 1989, la déclaration de la libération des femmes en Turquie commence par un constat : *« en tant que femmes, nous sommes exploitées et opprimées »*. Elle se termine par un appel à l'indignation: *« nous appelons tous les femmes à signaler les situations d'oppression, à s'en indigner, à être solidaires entre elles, à s'organiser et à lutter pour leurs propres intérêts.* ».

⁶ Christine Delphy, *L'ennemi principal*, op. cit.

hommes en tant que classe dominante. Afin de montrer que les rapports sociaux de sexe ne sont pas subsumés par les dominations de classe ou de race et que la domination masculine est transversale à toutes les époques, à toutes les latitudes, « la lutte des femmes » vise à instaurer son indépendance par rapport à l'homme dominant. L'enjeu est un changement radical de société : l'abolition du système patriarcal qui ne peut être réalisée que par les femmes : la coalition des opprimées et des oppresseurs est à cet égard contre-productive, il revient aux opprimées de s'unir pour opérer cette révolution.

Nous rappelons l'analyse de Xavier Dunezat sur des rapports sociaux dans les mouvements en tant qu'une des dynamiques de la construction de l'identité sociale et politique. Nous pouvons y ajouter que la professionnalisation renforce cette construction parce que pour pouvoir trouver les soutiens, donc pour pouvoir continuer à faire vivre l'organisation, ces organisations doivent s'impliquer dans des sujets précis et sur le « groupe concerné ». En suivant Jürgen Habermas nous soulignons la contradiction entre l'*homogénéité d'une communauté et le principe du volontariat*.¹ Comme le dit Alfred Grosser, ce processus d'identification se réalise en délimitant et en cherchant « *les contenus qui donnent à chaque collectivité un minimum d'homogénéité.* »² Selon Harald Müller, l'identification signifie la démarcation. « Être quelqu'un veut dire ne pas être quelqu'un d'autre. »³ Comment peut-on dessiner alors la frontière entre le « moi » et l'autre ou bien entre « nous » et les autres? Est-ce qu'il s'agit un « nous » homogène ? Rappelons que la prise en compte des rapports sociaux nous conduit ne de pas penser les identités collectives en dehors des rapports de pouvoirs qui structurent les mobilisations comme toute la société, donc de ne pas les penser comme des entités homogènes, mais aborder les dynamiques identitaires avec leur caractère complexe. Les collectivités des mouvements contestataires mettent ensemble plusieurs groupes et identités qui se superposent et s'entremêlent.

Dans son enquête sur la mobilisation des sans-papiers, Xavier Dunezat analyse la même situation: « *l'émergence d'une identité pour soi de sans-papiers – nécessaire selon les soutiens pour qu'une mobilisation émerge – est contrariée, concurrencée ou niée par d'autres formes d'identification, tandis que l'émergence d'une identité pour soi de soutien est matériellement impossible. Ces décalages enravent l'extension de l'action collective au «*

¹ Jürgen Habermas, *Öteki olmak, ötekiyle Yaşamak*, Istanbul, Éditions YKY, 2010, p. 49.

² Alfred Grosser, *Les identités difficiles*, op. cit., p. 19.

³ Tom Kindt and Hans-Harald Müller, *The Implied Author: Concept and Controversy*, Berlin ua: de Gruyter, 2006., p. 11.

*groupe concerné », dont le fort turn-over symbolise l'impossible identification au groupe mobilisé. »¹ Il observe que «les sans-papiers (les non blancs) ont du mal à entrer dans le travail militant, ou alors sous le contrôle protecteur des soutiens. Étiquetés sans-papiers à leur entrée dans le collectif, ils restent assignés à cette seule identité. (...) Il n'est pas rare d'entendre un « sans-papiers » refuser l'étiquette et opposer une autre identification, souvent fondée sur l'origine. »² Comme il le montre, dans plusieurs collectifs autour d'une identité pour soi, les individus qui n'ont pas seulement les appartenances distinctes mais multiples³, peuvent réagir à une identification en *la combinant avec d'autres et ainsi sortir de l'alternative refus/acceptation.**

Nous avons déjà montré que, les conflits internes dans les mouvements jouent un rôle de dynamiques de la déconstruction de l'identité qui a un caractère collectif. Particulièrement, les trois chapitres précédents ont donné maintes occasions de montrer que, malgré les tendances identitaires en leur sein renforcées par des structures hiérarchiques, ces mouvements, par l'effet de leur interdépendance dans le contexte conflictuel, portent des volontés pour être non-identitaires. Nous avons aussi vu que ces volontés n'ont pas le même poids dans chaque mouvement. La mobilisation des femmes au sein du mouvement kurde et leur influence sur le mouvement des partis légaux kurdes⁴ en sont un exemple. Depuis le début jusqu'au aujourd'hui, dans leur discours il y a la prétention de représenter tous les opprimés. Même si les discours ne montrent pas chaque fois les lignes des mouvements, ils favorisent néanmoins les tentatives de les pratiquer dans la mobilisation.

Dans le tableau général de l'espace militant contestataire en Turquie, nous avons constaté le poids plus fort de ces volontés notamment chez le mouvement féministe, le mouvement LGBT et le mouvement autour d'*Agos* qui présentent des modalités moins structurées, donc plus ouvertes. Ces modalités favorisent les diffusions de leurs concepts, pas seulement dans l'espace militant mais aussi dans les différents réseaux sociaux auxquels ils

¹ Xavier Dunezat, « Chômeurs en lutte et sans-papiers en lutte : 'groupe mobilisé' et luttes internes », http://www.unil.ch/webdav/site/iepi/users/cplatel/public/atelier_2/Dunezat.pdf, p. 24.

² *Ibid.*, p. 11.

³ *Ibid.*, p. 5.

⁴ Prof. Dr. Feray Salman, la coordinatrice de la Platform collective de droit humains (IHOP) déclare que BDP, c'est le seul parti politique qui valorise les femmes dans son organisation. (Voir, ANF, 3 février 2011, www.firatnews.org).

accèdent grâce à leurs diverses activités¹. Est-ce que cette volonté de ne pas être identitaire dans les organisations fluides favorise aussi leurs influences et leurs innovations?

Même si le mouvement féministe a émergé et s'est développé en s'autonomisant, il est vu comme un allié par plusieurs mouvements contestataires en tant qu'acteur significatif dans l'espace militant par le multi-engagement de ses militantes et leur participation dans les différents mouvements. Sa proximité avec le mouvement LGBT, son influence sur celui-ci est notable. Il est préalable d'accentuer ici la remarque que nous avons déjà faite : plusieurs groupes féministes qui ne sont pas professionnalisés et influencés par la troisième vague féministe (Black féminisme) sont tournés vers la lutte contre le patriarcat qui est analysé à travers ses imbrications avec les autres rapports de pouvoir. Aksu Bora, chercheuse et militante féministe, indique, par exemple, que le féminisme, au lieu d'une position identitaire, invite les femmes à devenir des acteurs politiques : *« le féminisme détient cette force, puisqu'il définit les rapports sociaux de sexes comme des relations politiques et qu'il invite les femmes, sujet principal de ces relations, à devenir des acteurs politiques. En définissant le système patriarcal, il évite de figer les femmes dans des identités sociales/politiques. Au contraire il souligne leurs différences et abouti au mécanisme principal, celui de la domination masculine, comme créateur de ces différences »*.² Les discours autour de ces théories facilitent leurs rassemblements autour de différentes mobilisations sur les autres causes sociales. Judith Butler souligne également cette volonté à partir des observations qu'elle a faites en Turquie : *« certains groupes dans le mouvement féministe en Turquie se positionnent contre les violences faites aux transgenres, contre le militarisme et le nationalisme de l'État. Cette position est un signe d'une alliance vivante qui dépasse les identités et les différences et qui soutient la démocratie radicale. »*³

Le mouvement autour d'*Agos*, depuis son émergence, avec sa position, contre tous les versions du nationalisme, du militarisme, du capitalisme, du communautarisme et de

¹ Les trois mouvements font plusieurs activités culturelles et sociales, dans les différents réseaux académiques, médiatiques, artistiques et populaires. Nous pouvons ajouter les activités sociales du mouvement féministe dans les quartiers et régions défavorisés. Les groupes LGBT, quant à eux, surtout à Ankara, à Eskişehir, à İzmir, à Istanbul, organisent tous les mois des fêtes qui réunissent les personnes LGBT non-militantes avec les militantes. Ils organisent aussi des rencontres sportives et des voyages alternatifs.

² Tiré de l'entretien avec Aksu Bora accordé le 7 juin 2012.

³ Judith Butler, *Queer yoldaşlığı ve Savaş Karşılığı Siyaset*, (*La camaraderie queer et la lutte anti-guerre*), L'intervention à la « Rencontre internationale anti-homophobie » publiée dans *Anti-Homofobi Kitabı / 2* (livre d'anti-homophobie), Ankara, Kaos GL, 2010.

violence¹ essaie de réunir différents groupes et couches sociales autour de projets et d'actions sociaux et politique pour « *développer les valeurs du vivre ensemble.* » (cf. encadré n : 4).

Comme chez les différents mouvements contestataires, cette volonté d'être un mouvement politique et non-identitaire d'Agos se heurte à la diaspora arménienne et au Patriarche de la communauté arménienne en Turquie. Contrairement à la diaspora, le mouvement autour d'Agos ne se concentre pas d'abord sur l'histoire : « *mais commencer aujourd'hui à panser les blessures, se renforcer et commencer à parler de l'histoire.* ».² En adoptant une position pacifique et non-identitaire, Hrant Dink évitait de centrer son action sur l'utilisation du terme génocide : « *s'il faut mettre un nom sur ce qui s'est passé en 1915, il n'y a pas de place dans mon esprit pour le moindre doute à ce sujet, mais je ne me soucie pas outre mesure d'appellation.* »³ Ce discours affirme la volonté d'être un réconciliateur : « *ce qui a été vécu a profondément marqué nos corps et nos personnes. Ceci est vrai pour tous les Arméniens ; mais les Arméniens vivant en Turquie ont cette chance que les autres n'ont pas : c'est de ne pas vivre le traumatisme que vivent ces derniers. Nous avons un médicament qui guérit ce traumatisme, c'est de pouvoir vivre avec les Turcs.* »⁴

Encadré n° 4 : Karin Karakaşlı :

« Agos définit la contestation avec plusieurs dimensions. Il est contestataire dans la société arménienne. Il est contestataire contre l'État. Par un langage pacifiste, il lutte contre toutes les positions nationalistes. (...) Nous avons toujours manifesté avec une position de gauche. Nous nous sommes positionnés contre les exploitations, les divergences de classe et nous avons travaillé pour développer la solidarité. »

¹ « *Agos n'a pas cessé de creuser le sien, opiniâtrement, en tendant à chacun le miroir de ses propres défauts et lacunes rendus invisibles par le tain des idéologies antinomiques et égocentrées que sont les nationalismes antagonistes : turcs, arménien, voire kurde.* » (Hrant Dink, *Être Arménien en Turquie*, Reims, Éditions Dominique Fradet, 2007, p. 17,18).

² Ertuğrul Mavioğlu, « La Question Arménienne : Interview avec Hrant Dink, *Radikal*, 13 février 2006, trad. par François Skvor.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

Autour de cette position non-identitaire, nous remarquons une volonté d'intervenir sur les autres causes ethniques, notamment la question kurde et la guerre civile. En dehors de la participation active des représentantEs d'*Agos*, notamment de Hrant Dink, aux plateformes¹ pour la résolution de la question kurde, dans les pages d'*Agos*, nous voyons les débats publics sur ce thème. (cf. encadré n : 5)

Ces débats sont des exemples de diffusion des idées, des concepts et de dialogue entre les différents mouvements. En dehors de ces débats, leurs interactions dans les actions et dans les réseaux sociaux favorisent les échanges entre les militantEs de divers mouvements et renforcent les positions non-identitaires malgré les conflits internes. Et ce cadrage permet à ce collectif autour du journal de s'ouvrir aux différents groupes et d'accéder à plusieurs milieux sociaux. Le mouvement fluide, émergé après la mort de Hrant Dink, surtout grâce aux militantEs multipositionnés, s'entremêle avec les autres mouvements contestataires, notamment avec le mouvement féministe et LGBT.

Encadré n° 5 : Hrant Dink, Une seule voie : vivre ensemble (II), Agos, 23 Juin 2006, traduit par François Skvor

« (...) Je sais que, pour un Arménien, parler de la question kurde est encore plus difficile que pour quelqu'un d'autre. (...) Je comprends fort bien ce qu'il peut en être de ce nationalisme de la nation opprimée, suscité et exacerbé par celui de la nation opprimante. Les débats et les disputes d'aujourd'hui sont ceux-là même que les Arméniens ont connus durant deux siècles sur ces terres. Nous ne devons jamais oublier que les pressions exercées par le nationalisme de la nation dominante ont été telles qu'elles ont pu faire perdre raison à la nation dominée pour la conduire aux pires erreurs. Ce qui se répète aujourd'hui, c'est ce jeu-là. Avec leurs pressions et leurs interdictions, les nationalistes de la nation dominante suscitent un nationalisme de la nation 'victime'. Ils tirent parti de l'existence même de ce nationalisme pour légitimer leurs propres actes. (...) Les Kurdes ne doivent pas tomber dans ce piège. Les Kurdes (...) vivent une sorte de crise psychologique qui les conduit vers un nationalisme victimaire. Opprimé, écrasé par le nationalisme, le peuple kurde est insensiblement attiré vers l'abîme... »

¹ Par exemple, l'Initiative des IntellectuelLEs pour la paix (Barış İçin Aydınlar Girişimi-2003).

Quant au mouvement LGBT, sa volonté de ne pas s'enfermer sur les revendications autour d'une identité est due aux organisations initiatrices¹ du mouvement depuis son émergence. (cf. encadré n : 6) Cette ligne est inspirée de différentes sources d'inspirations qui influencent la construction des revendications et de l'action politique du groupe. « *Les débats anarchistes nous ont beaucoup nourri surtout pour garder notre position radicale. C'est la même chose pour les débats anti militaristes, non violents et anti autoritaire. Mais c'est le féminisme qui nous nourrit fondamentalement.* »² Notre étude a montré que ce cadrage provient du passé militant de ses fondateurs-fondatrices, de leurs critiques à l'égard des mouvements monolithiques au cours de leur émergence et de leur proximité avec le mouvement féministe. Même si cette position est en contradiction avec la position dominante des gays dans le mouvement, ce qui montre la crispation identitaire s'exerçant contre les lesbiennes, l'impulsion de leurs sources d'inspiration, le cadrage idéologique des fondateurs-fondatrices les orientent, malgré les conflits, à analyser leur cause dans un contexte plus général.

Dans le monde entier, au cours des luttes au nom de « l'émancipation des homosexuels », les mouvements LGBT affirment que la sexualité est un champ de pouvoir, par conséquent un champ politique, le régime de sexualité est donc un système politique.³ Ce système de domination politique est appelé « hétérosexisme » et la lutte pour l'émancipation des homosexuels vise à le détruire.⁴ De ce point de vue, l'hétérosexisme est « *un système historique et social qui produit et reproduit des relations de domination. Ces relations jouent*

Encadré n° 6 : L'avant-propos du premier fascicule de Kaos (20 septembre 1994)

« La classe bourgeoise peut renoncer à tout sauf sa domination. Qui sait, ça peut arriver que la 'démocracie' fasse des progrès et des progrès (!) les personnes LG peuvent être libre ! Mais en abordant la liberté comme réalité intégrale, nous visons à mettre à la porte la dictature hétéro-sexiste avec toutes ses articulations. C'est notre but. »

¹ Kaos GL, Lambda, Hevjin-Hebun, Siyah-Pembe Uçgen.

² Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

³ Pinar Selek, *Maskeler Suvariler Gacilar*, op. cit.

⁴ www.lambdaistanbul.org, www.kaosgl.org

un rôle dans la formation des domaines publics et privés. Les institutions comme l'éducation, la santé, la famille, l'État et le droit forment la société sur les relations hétérosexuelles. »¹ Comme cette définition le montre, à partir du système hétérosexiste, les militantEs du mouvement analysent toutes les relations sociales.

Avec leurs slogan « *l'émancipation des homosexuelLEs libérera également les hétérosexuelLEs* », les militantEs du *Kaos GL* définissent ainsi leur objectif politique : « *la libération des homosexuelLEs et l'abolition de l'hétérosexisme avec tous ses mécanismes ou bien la transformation sociale* »². Ce but politique se penche sur la prise en compte des autres effets de domination qui s'exercent à travers l'ordre social. Il ouvre aux militantEs de *Kaos GL* un champ d'action assez large. Suivant cette position, les discours dans les articles de la revue *Kaos GL* essayent, jusqu'à aujourd'hui, d'articuler les racines des divers régimes de domination. L'article publié en 1996 de Yasemin Öz, la militante lesbienne et féministe, est un autre exemple. Dans celle-ci, elle développe une critique des pouvoirs en analysant les attaques subies par les transsexuelles : « *et nous sommes en face de ce pouvoir masculin, blanc, musulman, turc. Les gens différents sont considérés par le pouvoir comme menaçant son existence. Il les supprime, il les massacre. En Turquie, on fait des campagnes avec des drapeaux contre les transsexuelles qui sont considérées comme un déshonneur pour la race turque. Il n'y a aucune différence entre eux. Hétérosexisme et le Drapeau Turc. Ensemble et tranquilles pour l'éternité.* »³

Nous avons examiné plusieurs articles qui articulent l'homophobie avec le patriarcat, le capitalisme, le militarisme, le nationalisme et le racisme. Yasemin Öz parle également du cadrage anti militariste et anti nationaliste du mouvement : « *dans le mouvement LGBT, il n'y pas un groupe qui n'est pas anti nationaliste et anti militariste. Surtout Lambda et Kaos GL sont très sensibles pour souligner les différentes formes de domination et l'articulation des relations de pouvoir. C'est pour cela qu'on a beaucoup travaillé et solidarisé pour que les personnes LGBT puissent s'organiser dans les villes Kurdes. Avant Hevjin, les gens de Kaos GL, y ont allés plusieurs fois pour partager nos expériences.* »⁴

¹ Erdal Demirağ, *Heteroseksizm Nedir*, www.lambdaistanbul.org

² Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

³ Yasemin Özalp, « *Alttaki Ve Üstteki* », *KAOS GL*, Novembre, 1996, p. 11 (Voir aussi: Samim Akgönül, « *Bayraklar* » (Les drapeaux), *Radikal*, 15.07.2007).

⁴ Tiré de l'entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012.

Avec l'influence du féminisme, *Kaos GL* se positionne contre « les idéologies patriarcales », en transférant les analyses sur la cause de libertés sexuelles. Nous constatons la même position dans les documents de *Lambda* ou du SPOD. Sur le site web de *Lambda*, par exemple, on définit l'hétérosexisme en liaison avec « *les rapports sociaux de sexe, la propriété privée, la famille, la religion, l'État* »¹ avec une position radicale à l'encontre de l'ordre social. (cf. encadré n : 7) Le but politique de *Lambdaistanbul*, est exprimé ainsi dans la brochure pour les nouveaux membres : « *Le but politique de Lambdaistanbul est de contribuer à une société débarrassée de l'hétérosexisme, à une société où les relations homme-femme ne sont pas considérées comme une obligation et comme l'unique possibilité, à une société où on n'oblige personne à suivre les règles genrés et où il ne s'ensuit aucune violence pour qui ne les suit pas. Pour cette raison, Lambdaistanbul travaille prioritairement à tisser, à renforcer les liens entre les personnes LGBT et à résoudre leurs problèmes.* »²

Encadré n° 7: Erdal Partog, « *Qu'est-ce heterosexisme ?* » - www.lambda.org

« Les homosexuels, les bisexuels, les transgenres, les hétérosexuels, les femmes veuves, les hommes célibataires, toutes les femmes, tous les enfants... Les gens qui n'acceptent pas les relations sexuelles dominantes, se sentent seuls et désespérés à cause de ce système hétéro sexiste. On oblige tout le monde à croire que s'il est homme il doit aimer une femme, si elle est femme elle doit aimer un homme. On nous fait accepter que l'obligation de mariage soit naturelle. On nous fait accepter que l'obligation d'avoir des enfants soit naturelle. Et en face de pleins d'autres obligations, les gens qui ne veulent pas s'y conformer, subissent une discrimination et une persécution qui ne finissent pas. »

Il est important de noter la sensibilité des militantEs du mouvement sur la question d'identité. Par rapport aux plusieurs thèmes, ils-elles commencent, souvent, en soulignant leur position politique non-identitaire. Dans tous nos entretiens avec les militantEs du mouvement LGBT, il est remarquable de noter les mots qui se répètent : « *notre ligne non-identitaire* », « *changer le système* », « *articulation des rapports de domination* », « *transformer la société* » ce qui nous montre l'effort des individus pour être non-identitaire. Dans les statuts, le programme et les communiqués du SPOD qui se concentre sur les droits sociaux des personnes LGBT, on peut bien voir également l'accent mis sur le fait que l'organisation se positionne dans la lutte contre toutes les discriminations dans la société. « *Notre association*

¹ www.lambdaistanbul.org

² Prospectus, Lambdaistanbul, İstanbul, 2008, p.2 (traduit par nous).

qui ne se limite pas à l'axe identitaire, a pour but et pour principe de développer les droits et les libertés dans le pays à partir des droits sociaux. Le SPOD vise à assembler les données sur toutes les oppressions, les exclusions, les violences dans toutes les couches de la société, notamment sur la base du genre et de l'orientation sexuelle et de travailler pour éliminer toutes sortes de discriminations dans la société. »¹

Le retard d'émergence du mouvement, crée une opportunité de commencer par une analyse sur les expériences du mouvement LGBT mondial et par les critiques à son égard.² Ces critiques se focalisent en général sur sa position identitaire. L'article publié dans *Kaos GL* en 2004 résume la position politique qui déclenche ces critiques. « *À partir de 1980, la vague néo libérale manipule la plupart des mouvements oppositionnels dans le monde ainsi que le mouvement LGBT. Les pouvoirs ont dit : 'd'accord, je reconnais votre droit de vous marier, construisez des familles pourvu que vous ne dégénérez pas notre institution familiale. Vous aussi, vous pouvez avoir votre famille, vos vêtements, vos cinémas, vos bars particuliers. Vous pouvez avoir tout ce que vous voulez. Vous pouvez avoir vos ghettos. Nous pouvons construire pour vous une banlieue particulière. Vous pouvez vivre toujours là-bas. Que votre coiffeur, votre épicier soient homosexuels'. Avec un cloisonnement systématique, le mouvement LGBT est intégré au système. On lui a permis d'exister pourvu qu'il reste dans les frontières. »³*

Leur engagement distancié aux débats sur les mariages homosexuels confirme la fermeté de cette position. En général, la revendication pour le droit du mariage homosexuel est une revendication internationale dans les pays dont les lois rejettent ce droit. Mais c'est un discours idéologique qui présente deux positions. La première se positionne en se limitant aux droits, quant à l'autre, en analysant le rôle de la famille et du mariage dans la construction des rapports sociaux, il s'oppose à la défense de ces institutions qui préexistent à l'État, consacré par lui, et cherche d'autres modèles pour les relations sexuelles, d'amour ou de solidarité⁴. Le mouvement LGBT en Turquie se positionne surtout sur cette deuxième ligne qui était celle du mouvement européen dans les années 70-80.

¹ « Qui sommes-nous », La Brochure du SPOD, p.1 (traduit par nous).

² Entretiens avec Burcu Ersoy, Erdal Demirağ, Yasemin Oz, Umut Guner, Onur Fidangul.

³ « 'Gey'ler isyanından entegrasyona mı ? » (De la revolte des gays à leur intégration?), *Kaos GL*, no: 84, juillet-août, 2004.

⁴ Par exemple, dans un essai paru en 2012, le contrat universel : au-delà du « mariage gay », Lionel Labosse reprend l'argumentation de Benoît Duteurtre, et propose de fondre mariage et pacs dans un « contrat universel » permettant également des unions à plus de deux personnes.

En 2011, cette question est discutée dans la presse après la tentative, ratée, du mariage d'une transsexuelle Bariş et d'un gay Aras. *Kaos GL* leur apporte un soutien prudent. Les militantEs de *Kaos GL* racontent qu'ils ont discuté longtemps pour le langage et qu'ils ont décidé de ne pas utiliser le mot « mariage ». ¹ « Nous avons souligné l'égalité des droits des personnes LGBT mais en même temps nous avons déclaré notre point de vue sur le mariage en disant que cette institution nourrissait le système patriarcal et hétérosexiste. En général nous n'utilisons pas le mot mariage. » ² En 2012, dans le processus de rénovation de la Constitution, le *Kaos GL* garde la même position. Durant ce processus, quand la lutte du mouvement met en évidence les revendications des personnes LGBT comme des citoyens égaux, la presse se concentre surtout sur les mariages homosexuels ³. Dans ces débats, le *Kaos GL*, exprime plutôt la revendication des droits pour les collectivités hors du mariage. Yasemin Öz, explique ainsi cette position : « aujourd'hui nous soutenons la revendication du mariage homosexuel pour l'égalité des droits. S'il y a un droit de se marier, tout le monde doit avoir ce droit mais également nous critiquons l'institution de la famille. Nous continuons à critiquer sa mission de reproduire la propriété privée, l'héritage, les liens de souche. Nous savons bien que si nous perdons notre position de critique, nous allons être fondus dans le système libéral. » ⁴ Il faut souligner que dans l'espace pluriel et hétérogène du mouvement, malgré de différentes positions par rapport à ce sujet, ⁵ il y a un consensus pour la rédaction des revendications. Nous pouvons voir ce consensus dans le rapport du SPOD pour le processus de réforme de la Constitution turque, qui présente les revendications du mouvement LGBT ⁶ et qui rend visible leur revendication par rapport au mariage : « notre demande n'est pas seulement pour la réglementation des droits sociaux pour les personnes LGBT qui ne peuvent

¹ Entretien avec Burcu Ersoy, Umut Güner, Yeşim Başaran.

² Tiré de l'entretien avec Burcu Ersoy accordé le 21 décembre 2012.

³ Voir le communiqué du *Kaos GL*, le 22 mai 2012, envoyé aux députés.

⁴ Entretien avec Yasemin Öz, p. 2.

⁵ « *La plupart des personnes homosexuelles veulent le droit au mariage homosexuel. Il n'y a pas de statistique mais je le vois comme ça. Parce que les personnes homosexuelles ont besoin d'être reconnues. Il faut montrer à l'opinion publique notre demande pour l'égalité, parce que la plupart des gens pensent que nous ne sommes pas égaux pour pouvoir nous marier. 'Vous vous constatez égaux ? Vous voulez même vous marier ?' Je suis sûr qu'il y a des gens qui posent ces questions. Oui ! Nous voulons l'égalité dans tous les domaines ! Oui, j'accepte la signification du mariage, ses rapports avec le système dominant mais on n'a pas encore créé des collectivités alternatives. Alors, jusqu'à cette création nous ne pouvons pas attendre. Je sais que le mariage n'est pas important pour les militantEs dans le mouvement mais il ne faut pas s'opposer à cette revendication. Il faut dire, oui, nous voulons que les personnes homosexuelles aient le droit au mariage. Mais ce n'est pas une priorité pour nous, notre priorité est le droit de vivre ! Je crois que cela ne va pas empêcher notre démarche. Et peut être, les homosexuels peuvent déconstruire le concept du mariage et de la famille.* » (Cihan, a participé à l'entretien de Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012).

⁶ « Les Revendications des citoyens LGBT pour la nouvelle Constitution », Avril 2012, Brochure du SPOD.

pas se marier, pas une réglementation sur la base de la famille ou du ménage mais sur la base de l'individu, en ce qui concerne aussi les citoyens qui vivent seuls et les femmes qui doivent être considérées comme des citoyennes égales.» Cette revendication, sans contester la réglementation des droits sociaux pour les personnes LGBT, voire leur droit de se marier, souligne les droits de l'individu au lieu des droits dans le cadre familial. Erdal Demirağ, cofondateur et militant du SPOD, résume ainsi cette position : « moi, dans ce processus de changement de la constitution, j'accorde de l'importance à mener une discussion à partir de la citoyenneté. Nous avons dit que notre demande n'est pas seulement pour la réglementation sur la base de la famille ou du ménage mais sur la base de l'individu qui concerne aussi les citoyens qui vivent seuls. Nous revendiquons les droits de l'individu au lieu des droits dans le cadre familial. Pourquoi les gens se sentent-ils dans l'obligation de se marier ? Quels avantages apporte le mariage aux individus ? Pourquoi la décision des conjoints en cas de maladie n'est-elle pas prise en compte ? Pourquoi c'est toujours la famille qui a droit à tout ? La famille et le mariage sont un sujet sacré et intouchable. Alors, nous l'avons abordé à partir de l'égalité de tous les citoyens. »¹

Le rappel de la revendication du mouvement kurde pour la reconnaissance de statut des Kurdes comme « l'un des deux éléments fondamentaux/constructifs de la République », montre une différence significative entre les positions du mouvement des partis légaux kurdes et du mouvement LGBT autour des revendications identitaires. Le premier, en excluant les autres groupes ethniques et en les considérant comme éléments secondaires, demande son intégration dans les relations de pouvoir, une normalisation par rapport à l'État et au groupe ethnique dominant, tandis que la deuxième, en allant au delà de l'égalité, met en question l'ordre social. « *Nous répétons toujours la même chose : 'les personnes homosexuelles ont d'autres priorités.' Nous expliquons avec patience que nous ne voulons pas imiter les relations hétérosexuelles.* »²

Nous pouvons conclure que cette volonté de dépasser le repli identitaire n'est pas au même niveau dans chaque mouvement ou organisation. Malgré cette différence de détermination, il est indéniable que cette volonté favorise leurs influences réciproques. Nous

¹ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé le 8 avril 2012.

² Tiré de l'entretien avec Burcu Ersoy accordé le 21 décembre 2012.

montrons, dans le quatrième chapitre, les effets de ces influences, par le renforcement de ces volontés à l'encontre des lignes identitaires.

Chapitre 4 : Les effets des interactions : les innovations et la naissance d'un nouveau cycle de contestation

« Nous sommes là ! Pour notre place, pour notre parc, pour nos rivages, pour nos forêts. Nous avons appris les uns des autres qu'un arbre est un espoir. Dans le parc de Gezi, nous n'avons pas seulement planté des arbres, mais aussi la démocratie et l'espoir. »¹

Le troisième chapitre a montré que le cycle de contestation qui a germé dans les années 1980 pour émerger dans les années 1990, a été assujéti aux conflits liés à la dimension intersectionnelle des rapports sociaux, aux structures organisationnelles hiérarchiques et à leurs interactions avec le champ politique. Les lignes de fractures forment des freins à leurs rapprochements. Nous y avons également vu la complexité de ce processus entre interdépendances, tensions et influences réciproques, en montrant que ces conflits qui provoquent des luttes internes, engendrent aussi des innovations : les structures organisationnelles, ne répondant plus à la pluralité de cet espace, entravent les organisations, mais la mobilisation continue grâce à de nouveaux mécanismes qu'il s'agit désormais d'analyser. Leur interdépendance, leurs convergences et leurs associations, contribuent-elles à lutter contre ces clivages ?

Le nouveau cycle de contestation est né, à partir des années 2010, dans un espace militant transformé. La convergence entre les mouvements contestataires donne lieu à plusieurs innovations au répertoire et aux modalités d'organisation et d'action dans l'espace militant contestataire. Comment définir cette transformation ? Comment expliquer le développement de nouvelles modalités de mobilisation ? Quels effets les interactions ont-elles sur ces modalités ? Produisent-elles une ouverture sur des concepts politiques, sur les répertoires et les revendications ? Pouvons-nous parler d'un élargissement des frontières des identités ? Les rapprochements organisationnels favorisent-ils les rapprochements sociaux et la diffusion sociale de différents concepts de ces mouvements ?

¹ Déclaration de la *plateforme de Gezi*, lu par Şebnem Sönmez, 30 mai 2013.

Ce quatrième chapitre a pour objet d'aborder les effets de l'interaction des mouvements contestataires dans l'espace militant multi-organisationnel en Turquie. Il s'agit d'expliquer comment le nouveau cycle de contestation se forme par une pluralité de relations dans l'espace intermédiaire constitué par la convergence des différents mouvements contestataires. Nous chercherons à voir quels effets les convergences peuvent avoir sur les positionnements et les propositions programmatiques des mouvements en question tout en abordant les formes d'action et d'organisation.

Nous allons donc examiner, dans ce chapitre, la naissance du nouveau cycle de contestation, à partir des innovations en termes de cadrages, de revendications, de répertoires, de modes d'organisation et de modalités de participation aux mobilisations contestataires.

1. Des cadrages novateurs: identité ou liberté?

Les mouvements qui luttent contre les rapports de domination, mais aussi pour l'émancipation des conditions liées à l'appartenance à un groupe social, ont progressivement créé de nouvelles identités politiques : femmes, Kurdes, gay, lesbienne, transgenre ou ArménienNEs. Le troisième chapitre a montré que ces nouvelles définitions politiques des groupes sociaux et la reconnaissance des spécificités de chacun d'entre eux accentuent la tendance chez certains acteurs à s'enfermer dans un cadre séparatiste. Nous avons vu comment les mouvements doivent pourtant leurs reconnaissances en partie à leurs alliances contre la répression¹ et comment la reconnaissance de chacune des quatre causes militantes a créé des opportunités d'ouverture des unes vers les autres. Qu'elle soit technique, stratégique ou fondée sur le besoin, leur interdépendance favorise l'imbrication des différentes causes politiques.

Nous avons déjà démontré le rôle déterminant, dans ce processus, des militantEs multi-engagéEs ou bien qui ont une volonté pour sortir des replis identitaires et les dépasser : ils-elles construisent des ponts entre les mouvements et les réseaux militants, facilitent donc la diffusion des idées. Et celles et ceux qui ne sont pas multi-engagéEs sont également amenéEs à croiser les membres d'autres mouvements, autour des plateformes ou bien des tâches collectives. Ils-elles y partagent l'objectif de l'action qu'ils organisent ensemble, mais aussi leurs différentes expériences d'oppression, expériences responsables de leur engagement et non écrites dans les documents des organisations. Senem Donatan, militante féministe, l'explique ainsi : *«j'étais au courant de la question kurde, mais je ne connaissais pas les terribles relations de certains Kurdes avec la langue turque. Je ne savais pas qu'ils avaient appris cette langue sous la contrainte, à 7 ans, à leur entrée en classe. Bien sûr que dans les réunions des plateformes, on ne parle pas de ça, mais après les réunions, on boit un verre, on sort ensemble et on parle... On devient même parfois amis.»*². Karin Karakaşlı, militante d'Agos, explique que c'est ainsi qu'elle a compris les enjeux de la question d'homosexualité au sortir d'une réunion, lors d'un trajet dans un bateau d'Istanbul : *«Istanbul est immense. Après les réunions, pour rentrer, il y a plusieurs personnes qui prennent le bateau. La traversée dure 25 minutes. Une fois, un militant de Lambda m'a raconté son expérience de*

¹ À propos des rivalités et des coopérations entre groupes opprimés différents, voir : Serge Moscovici, *Psychologie des minorités actives*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979.

² Tiré de l'entretien avec Senem Donatan accordé le 18 janvier 2012.

coming out durant le trajet. Les réactions de ses parents quand ils ont appris qu'il était gay avaient été dures. Il a vécu une période très difficile. Et c'est encore le cas aujourd'hui... À la suite de quelques échanges amicaux, j'ai commencé à suivre les activités de Lambda et à y participer de temps en temps. »¹ Plusieurs témoignages similaires de militantEs évoquent ainsi ces croisements des espaces sociaux. Par exemple, Onur Fidangül, militant du mouvement LGBT, raconte comment les relations individuelles qui se tissent lors des actions communes permettent aux militantEs de découvrir, de nouveaux espaces sociaux et comment ces actions deviennent de fait des espaces de diffusions des différentes expériences en évoquant un groupe de militantEs du mouvement kurde et de gauche. « Une fois, je leur ai fait connaître un bar où fréquentent des personnes LGBT. Ils sont entrés et ils m'ont dit 'Ah... mais c'est un café normal !' Sur le moment, j'ai failli me fâcher, mais je me suis retenu. Et ils se sont rendus compte par eux-mêmes que c'était un café 'normal' avec des tables, des chaises, des clients... Depuis deux ans, ils y viennent souvent. Ils ont fait connaissance avec plusieurs habitués maintenant. Et ils passent même pour diffuser les tracts, les communiqués, les informations... »²

Les rapprochements et les influences réciproques ne s'appuient pas seulement sur des relations de type personnel. Après une dizaine d'années de coopération dans des actions ponctuelles, les quatre mouvements innovent, débordant de leurs propositions programmatiques de départ pour participer à la construction de nouvelles revendications et s'engagent dans la lutte contre des problèmes publics plus généraux.

A) Élargissement des revendications

Dans l'espace militant contestataire, la diffusion des idées féministes, écologistes, sociales et anti-hétérosexistes influence, par exemple, les discours du mouvement des partis légaux kurdes. Encore faut-il voir si cette évolution dans l'intention, née des interactions entre les différents mouvements, se concrétise réellement dans les revendications et les actions.

Nous avons vu que dans le cas kurde, il y a un mouvement de référence qui est capable de construire et structurer un champ particulier et autonome. Les autres mouvements, par la nature même de leurs revendications, leurs dynamiques de mobilisations, peuvent constituer

¹ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012.

² Tiré de l'entretien avec Onur Fidangül accordé le 1 juillet 2013.

des champs, mais des champs dont le sens se trouve précisément dans la pluralité. Mais la convergence entre tous ces mouvements et la participation de plusieurs générations, de classes différentes, porteuses d'autres expériences, élargissent le champ particulier du mouvement kurde. Nous observons d'abord un élargissement des contenus programmatiques des partis légaux kurdes à partir de 2008, date de la fondation du BDP. Les partis précédents avaient un discours général sur la démocratie et les libertés, mais sans préciser la nature des problèmes sociaux à résoudre. Nous avons remarqué à l'examen des statuts des différents partis politiques kurdes, qu'il n'apparaît qu'un élargissement concernant les rapports sociaux de sexe : nous remarquons une ouverture importante, au fil de temps, à propos de la question des femmes. Celle-ci n'apparaît pas dans les programmes du HEP et du DEP qui n'ont pas non plus de sections de femmes. À partir de la première conférence interne du HADEP (1997), ces sections apparaissent, puis, à la deuxième conférence (1998), la question de l'oppression des femmes est clairement inscrite dans les nouveaux statuts. Il faut attendre toutefois 2000 pour voir une innovation significative : l'assemblée générale du parti reconnaît alors l'autonomie des sections des femmes et des jeunes et ajoute à son statut (4^e article) le principe de discrimination positive pour les premières. Le DEHAP va plus loin encore avec son assemblée générale de 2003 qui déclare que « la libération des femmes est la deuxième condition pour la démocratisation en Turquie, juste après la résolution de la question kurde. »¹ En outre, dans ces statuts, on peut voir la reconnaissance des principes de la convention de CEDAW² et la rectification des quotas des femmes. Avec le HADEP, le quota attribué aux femmes était de 25 %, avec le DEHAP, il est porté à 35 %. Finalement, en 2005, le DTP augmente encore la proportion de femmes à 40 % et adopte le principe de coprésidence pour le parti : une femme et un homme³ et il intègre à ses buts politiques des expressions comme « écologie sociale » ou « liberté entre les sexes ». Il tente ainsi d'élargir son champ de recrutement en se positionnant plus clairement contre le sexisme. Le mouvement des partis légaux kurdes participe aux plateformes féministes et l'égalité entre les genres devient l'une des de ses principales revendications.

Nous avons évoqué dans le troisième chapitre, les effets de collaborer avec les féministes sur plusieurs militantEs du mouvement. Le désengagement de ses nombreuses militantes au profit du mouvement féministe n'empêche pas le mouvement kurde de se

¹ Voir les statuts de DEHAP, modifiés en 2003.

² *Committee on the Elimination of Discrimination Against Women.*

³ Ahmet Türk et Aysel Tuğluk qui est aussi l'avocate d'Öcalan et qui le visite souvent sur l'île d'İmralı.

positionner, lui aussi, comme un mouvement antisexiste. Par ailleurs, dans ses statuts, le BDP, au-delà de la question kurde, clarifie ses positions en matière sociale. « Le BDP est pour l'État égalitaire, pacifiste, pluraliste et pour une société multiculturelle avec les droits des femmes et des enfants, il refuse toutes sortes de racisme, de discrimination, d'exploitation, de coercition et de despotisme. (...) L'un de ses grands principes est de lutter contre les projets qui endommagent la nature et le système écologique. Le BDP va développer des projets spéciaux pour les personnes handicapées. (...) Contre l'exclusion des personnes à cause de leur orientation de sexe, il va abolir les lois répressives et discriminatoires et il va empêcher de telles pratiques. (...) Au lieu de l'approche raciste, mono-linguistique, mono-culturelle, patriarcale, on va maintenir comme base une citoyenneté de la République Turque qui concerne toutes les différences de culture, d'ethnicité, de croyance, de genre et à partir de cette identité, on définira la citoyenneté constitutionnelle. »¹ Nous attirons l'attention sur le fait que c'est la première fois qu'un parti politique kurde utilise le terme de l'orientation sexuelle et se positionne pour les droits des personnes LGBT. En outre l'emploi des termes comme « patriarcat » ou système écologique et les revendications pour les droits des personnes handicapées ou des enfants sont inhabituels.² Il est important de souligner que, depuis 2009, le mouvement des partis légaux kurdes n'exprime plus sa revendication de reconnaissance du statut des Kurdes comme « l'un des deux éléments fondamentaux/constructifs de la République ».

Umut Güner, militant du mouvement LGBT constate l'écho qu'a eu l'innovation du mouvement des partis légaux kurdes sur la question des orientations sexuelles et des identités sexuelles parmi les autres mouvements contestataires : « *comme le mouvement kurde est fort et visible, leur position, leur évolution par rapport à la question LGBT a influencé les autres. En 2003, il a inscrit cette cause dans ses statuts, dans son programme, dans l'Assemblée nationale. Je trouve qu'il a bien soutenu le mouvement LGBT.* »³

L'évolution des objectifs des partis légaux kurdes se manifeste aussi dans ses différentes déclarations. Par exemple, nous avons examiné dans le premier chapitre la

¹ *Le program du BDP, Première Partie, Les Principes Fondamentales*, Article 2, « La définition du parti », www.bdp.org.tr/tr/program

² Par exemple : en 2011, la proposition d'une loi contre les harcèlements sexuels. (ANF, 22 février 2011, firatnews.com), en 2012, la proposition d'une protection constitutionnelle pour les personnes LGBT (14 septembre 2012) et en 2013, la proposition d'une enquête nationale sur les discriminations faites aux personnes LGBT. (CNN, 29 mai 2013).

³ Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

décision du BDP, de ne pas prêter serment et de ne pas participer aux travaux parlementaires en 2011.¹ Quand le BDP renonce à cette décision dès la rentrée parlementaire pour participer à la réforme constitutionnelle, il l'explique en parlant de tous ses alliés : « *nous avons décidé de participer aux travaux parlementaires pour mieux défendre la paix, pour soutenir notre peuple qui résiste à l'oppression (...) pour tenir notre promesse envers les Kurdes, les Turcs, les Syriaques, les Arabes, les Tcherkesses, les Arméniens, les femmes, les Alevites, les Sunnites, les victimes du voile, les socialistes, les démocrates, les handicapés, les étudiants, les ouvriers, les personnes de différentes orientations sexuelles, les chômeurs, tous les opprimés qui comptent sur nous.* »²

Quant au mouvement autour d'*Agos*, dont les objectifs politiques sont guidés, depuis son émergence, par une position non-identitaire et pacifiste, il réussit, autour de son objectif de « vivre ensemble », à rassembler les divers milieux sociaux pour construire de nouvelles valeurs de la démocratie en ce qui concerne l'égalité et l'acceptation des diversités. Si ce cadrage lui permet une ouverture aux différents groupes et un accès aux divers milieux sociaux, nous ne remarquons pas, au cours de la fécondation du mouvement autour du journal d'*Agos*, ni une revendication ni un article concernant les femmes ou les personnes LGBT. Initialement, les revendications se focalisent sur différents groupes ethniques : les Grecs, les Juifs et les Kurdes. Un changement d'échelle est intervenu à la suite de l'assassinat de Hrant Dink, avec un élargissement significatif au niveau des actions protestataires sur différents sujets. La transformation du collectif en un mouvement social fluide animé par des militantEs multi-positionnéEs facilite les interactions avec les autres mouvements sociaux, notamment avec les mouvements féministe et LGBT. Cet élargissement apparaît nettement dans les revendications exprimées dans le journal *Agos* ou à la radio *Nor Zartung* qui accueille les militantEs des mouvements féministe et LGBT pour s'associer à leurs différentes luttes.

En examinant les publications d'*Agos*, nous observons une répartition égalitaire entre les différentes luttes : féministe, LGBT, pacifiste, écologiste, jeunesse-étudiants, ethniques. Depuis les manifestations de Gezi-Taksim et jusqu'à aujourd'hui, abordées dans les chapitres précédents, *Nor Zartung* est devenu une des voix de ces différentes mobilisations, notamment avec son programme *Diren* (résiste) et ses informations.

¹ Voir p. 40.

² BDP, « Halklarımıza Karşı Açık Sözümler ve Açık Deklarasyonumuzdur » Conférence de presse donnée le 28.09.2011, voir <http://www.bdp.org.tr/tr>, Annexe 2, p.3.

Le mouvement féministe, quant à lui, dans les années 1990, sa reconnaissance et ses avancées ont beaucoup d'impact sur les différents mouvements contestataires, les syndicats, les universités, les milieux artistiques et les médias.¹ « *L'utilisation de la terminologie féministe par la plupart des organisations des femmes, même si elles ne sont pas féministes, l'adoption de cette terminologie par les médias, les institutions étatiques, et surtout le langage familial, sont l'effet des luttes engagées depuis 1980.* »²

Nous avons également noté son influence sur le mouvement LGBT, mais aussi sur les partis légaux kurdes et sur le mouvement autour d'*Agos*. Le mouvement féministe, grâce à son investissement dans les plateformes, réussit à rassembler plusieurs mouvements contestataires autour de ses revendications. Mais existe-t-il en son sein un réel élargissement, une réelle innovation au niveau des revendications ?

Il faut d'abord noter que, depuis son émergence, les militantes féministes s'engagent dans certaines actions même si les revendications ne concernent pas directement les femmes. Mais c'est surtout, comme nous l'avons analysé, la redéfinition du mouvement, dans les années 2000, qui amène les militantes à élargir les débats en fonction des priorités politiques. L'émergence d'*Amargi* et ses actions témoignent de cet élargissement. Quand *Amargi* apparaît pour la première fois, en 2002, elle proteste contre la guerre. Cette manifestation, qui a lieu à Diyarbakır, rassemble des milliers de femmes kurdes, turques et arméniennes, pendant deux jours et deux nuits. C'est la première action qui unit les revendications des femmes kurdes, arméniennes et turques. En outre, cette ouverture est considérablement renforcée lorsque se créent des associations de féministes kurdes (KAMER, VAKAD). Leur présence influence l'organisation des campagnes du mouvement féministe : de nouvelles revendications apparaissent, comme l'usage de la langue maternelle ou le droit de vivre dans un pays en paix.

Aksu Bora, co-coordinatrice de la revue *Amargi*, dit que « *les différences entre les femmes et leur influence sur le discours féministe méritent un cadre plus large que leur seule appartenance. La politique est une manifestation qui se développe dans la position*

¹ Plusieurs syndicats, des partis et des collectifs politiques ont modifié leurs structures pour tenir compte du programme féministe. Désormais, non seulement la plupart des organisations et des partis de la gauche ne définissent plus le féminisme comme une « idéologie bourgeoise », mais en plus, leurs statuts prennent en compte la position féministe.

² Nilüfer Timisi, Meltem Ağduk Gevrek, « 1980'ler Türkiye'sinde Feminist Hareket: Ankara Çevresi », in Aksu Bora, *90'larda Feminizm*, op. cit., p. 37.

intermédiaire. »¹ Nous remarquons dans son discours une position arendienne qui souligne que le sujet politique n'est pas seulement un groupe d'intérêts ou d'idées. D'ailleurs, avec le temps, la pluralité des organisations, des approches politiques, et la participation de féministes qui ne sont pas toutes turques, hétérosexuelles, de la classe moyenne, enrichissent les objectifs intermédiaires, les revendications et l'ordre du jour du mouvement. Le mouvement féministe devient alors lieu de débats et de discussions portant sur la hiérarchie de traitement, sur les oppressions multiples et polyformes que subissent les femmes. Certaines pionnières féministes critiquent les nouvelles revendications devenues de plus en plus nombreuses, liées à la popularisation du mouvement, qu'elles considèrent comme « libérales ». Sur ce point, Aksu Bora admet que le mouvement féministe dépasse l'élitisme qui dominait à l'époque de sa création. « *Dans les années 1980, il y avait un mouvement qui osait dire « nous sommes contre la famille ». Il était issu des classes aisées et de grandes villes. Aujourd'hui, quand nous parlons du mouvement féministe nous ne nous référons plus à un petit mouvement citoyen. Au contraire, aujourd'hui, c'est un mouvement qui est influent et actif à l'Assemblée Nationale, dans les municipalités, dans les institutions publiques, dans les médias, dans les universités. Ces débats et revendications sur les droits sociaux, sont une étape dans de la lutte contre le patriarcat.* »²

Comme nous l'avons examiné, l'émergence et la reconnaissance de chaque mouvement influencent les militantEs des autres mouvements qui réagissent en fonction de leurs appartenances sociales. Les conflits mettent un frein aux innovations en augmentant la distance entre eux, mais les luttes internes qu'ils génèrent entraînent également des évolutions. Par exemple, comme le troisième chapitre l'a démontré, à partir des années 2000, l'émergence, la visibilité des trois autres mouvements contestataires et la reconnaissance de leurs causes font naître des conflits sociaux et politiques dans le mouvement féministe.

Nükhet Sirman met l'accent sur l'influence du mouvement des femmes kurdes qui interpellent le nationalisme et le patriarcat en même temps. « *Dans la mesure où, depuis toujours, elles ont débattu de leur existence en tant que kurdes et en tant que femmes, ces femmes kurdes ont diversifié leurs points de vue et enrichi les débats dans le mouvement féministe.* »³ Nous pouvons ajouter que c'est plus précisément le mouvement LGBT qui

¹ Tiré de l'entretien avec Aksu Bora accordé le 7 juin 2012.

² *Ibid.*

³ Tiré de l'entretien avec Nükhet Sirman accordé le 9 juin 2012.

exerce une forte influence théorique et politique sur la reconstruction et la redéfinition du mouvement féministe. Les féministes kurdes et les féministes lesbiennes, avec leurs critiques sur l'illusion de « vérité unique » des « seules, vraies et uniques féministes », avec leurs interrogations sur la question de l'hégémonie dans le mouvement, et sur l'homogénéisation des stratégies féministes, apportent de nouvelles conceptions et de nouvelles interrogations au mouvement. Senem Donatan résume le nouveau discours de la nouvelle génération : *« étant une féministe, je dois réfléchir aux raisons de l'invisibilité des féministes arméniennes ou bien des lesbiennes. Si tu ne t'intéresses pas à elles en tant que telles, elles ne viendront pas dans ton mouvement. Il faut ouvrir les portes, mais aussi savoir reconnaître leurs particularités. Il faut éviter les généralisations à propos du patriarcat en niant les différences significatives entre les femmes basées sur la race, l'ethnie, la classe, la nationalité et l'orientation sexuelle. Le but du mouvement féministe doit être de déconstruire race, classe, genre, culture... toutes ces catégories construites historiquement et socialement. »*¹

Malgré les conflits, la cause LGBT a évolué de façon marquante. Cela est probablement lié à sa reconnaissance, à son ouverture au niveau du discours, des revendications, de l'action et de la participation active aux différentes luttes, comme récemment aux manifestations de Taksim. Le mouvement LGBT, sous l'influence du féminisme, mais avec des prises de positions plus radicales, est engagé dans les luttes contre, l'hétérosexisme, le patriarcat, le militarisme et les autres systèmes de domination. Cependant, au départ, son investissement se limite aux discours. Mais au fil du temps, sa collaboration avec différents groupes et des rapprochements avec différents milieux et mouvements encouragent la participation et l'association à de nouvelles revendications, toujours en lien avec les objectifs initiaux du mouvement.

Selon Umut Güner, *« l'intérêt que nous portons aux différentes causes sociales et les débats que mène notre journal sur les différents groupes sociaux ont renforcé les liens sociaux et contestataires entre notre mouvement et les autres. Malgré les problèmes très importants des personnes LGBT, nous ne nous renfermons pas sur nous-mêmes. Nous manifestons aussi pour la question kurde ou arménienne. Nous sommes solidaires des différents mouvements sociaux. Nous avons d'abord été liés aux féministes, puis aux Kurdes. »*

¹ Tiré de l'entretien avec Senem Donatan accordé le 18 janvier 2012.

Les militantEs de *Kaos GL* parlent de leurs relations plus étroites avec les syndicalistes. Nous avons également vu que, depuis son émergence, le mouvement LGBT a toujours été proche des organisations de droits humains comme l'association des droits humains (IHD) et la fondation des droits humains en Turquie (IHV). Sa participation, avec d'autres associations, à la préparation de la semaine des droits humains (autour du 10 décembre), en 2012, montre que *Kaos GL* a conservé cette proximité. Umut Güner souligne que grâce à cette collaboration permanente, qu'ils-elles ont trouvé « *l'espace pour discuter ensemble sur la question kurde, les prisons, les grèves de la faim, les attaques contre les trans.... Ces discussions reflètent aussi le contenu de notre revue.* »¹

Selon Joshua Gamson, « *la constitution de la communauté homosexuelle est une étape obligée de construction du groupe comme empowerment et espace de formulation des revendications, démarche dont le succès même, en menaçant de transformer l'identité gay en camisole de force, requiert un dépassement dont les théories queer et la remise en cause radicale des catégories binaires d'assignation sexuelle sont le support théorique.* »² En Turquie aussi, la popularisation du mouvement favorise cette évolution. Par exemple, l'*Acte d'Égalité* de *Kaos GL*, adopté dans son assemblée générale en 2007, montre l'évolution de ses priorités politiques au fil du temps. « *Kaos GL lutte pour l'égalité de toute personne, sans accorder un privilège au genre, à l'orientation sexuelle, à l'identité sexuelle, à la race, à l'origine ethnique ou nationale, au handicap, à la croyance religieuse, à la position philosophique ou politique.* »³

Son acte est cohérent avec les revendications qu'il a soutenues au cours de la campagne pour les modifications de la Constitution. En effet, en 2012-2013, au cours de la préparation de la nouvelle Constitution par le gouvernement, le mouvement LGBT participe à la campagne des plateformes construites par les mouvements contestataires, en particulier le mouvement féministe. Nous observons que les déclarations du mouvement LGBT ne se limitent pas aux revendications concernant les problèmes de personnes LGBT. Ce communiqué, par exemple, autour de la question de la représentation des personnes LGBT dans la nouvelle Constitution, associée à les différentes discriminations, donc indique que la question de la représentation concerne plusieurs groupes discriminés : « *si vous êtes unE*

¹ Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé 2 octobre 2012.

² Cité in Erik Neveu, « Dynamiques et effets des mobilisations », *art. cit.*, p. 544.

³ L'Acte d'égalité du *Kaos GL* qui est mis en place à partir de la première Assemblée générale du *Kaos GL* (2007).

homosexuelle qui résiste à l'obligation de l'hétérosexualité, unE Kurde qui résiste à l'obligation d'une seule langue, unE AleviE qui résiste à l'obligation d'une seule religion, une femme qui résiste à la domination masculine, unE ouvrièrE qui résiste à l'exploitation, une personne de minorité, une personne handicapée, malade ou âgée, le mot « tous » dans la Constitution ne vous concernera jamais. »¹

Quant aux militantEs de SPOD, ils-elles organisent une série de conférences pour intervenir au reforme de la Constitution en mettant en évidence des revendications de groupes opprimés comme les GitanNEs, les ArménienNEs et les syndicalistes par l'invitation de leurs porte-parole. Les textes des interventions sont ensuite publiés et envoyés aux législateurs. L'affiche du SPOD collée dans la salle des conférences est explicite : « *un groupe discriminé ne peut pas s'émanciper sans l'émancipation des autres groupes discriminés.* »

Comme les autres, *Lambda* participe aux plateformes féministes, anti militaristes, pacifistes ou écologistes. « La plateforme de l'écologie sociale » (2004-2006) organisée par *Amargi* et *Lambda*, réunit des organisations kurdes, féministes, écologistes et syndicalistes, non pour créer une campagne ou une manifestation particulière, mais pour initier une solidarité à long terme entre les différents groupes. Cette plateforme a permis à tous les participants, y compris *Lambda*, d'adopter les revendications des autres. À partir de la fin des années 2000, *Lambda* manifeste avec d'autres mouvements contre plusieurs discriminations. En 2012, dans un communiqué sur les grèves de la faim illimitées des 700 prisonniers kurdes, il s'empare, par exemple, d'un problème qui ne concerne pas directement les personnes LGBT : « (...) *malgré les 55 jours de la grève de la faim des prisonnierEs kurdes, le gouvernement et la presse de Turquie ne réagissent pas. Ils déforment la réalité. (...) Nous, les personnes LGBT, connaissons bien cette impassibilité et cette annihilation. Nous, militantEs de Lambda, exigeons : que le gouvernement prenne au sérieux les revendications des prisonnierEs kurdes et trouve rapidement une solution. Nous, les militantEs de Lambda Istanbul, nous joignons nos voix à ce cri !* »² Le dernier paragraphe de ce communiqué invite les militantEs LGBT à faire preuve de solidarité envers les prisonnièrEs kurdes pour construire la paix dans le pays.

¹ *Ibid.*

² « Notre appel pour la grève de faim », *Lambda, Communiqué de Lambda*, date: 26.10.2012.

Par conséquent, malgré les positions identitaires et les conflits mutuels, les militantEs des différents groupes se retrouvent, progressivement, autour de sujets et de revendications de plus en plus nombreux. Cela renforce les rapprochements des communautés militantes autour de ces mouvements à travers les revendications partagées.

Quatre journées (*Newroz*¹, la journée des femmes², la journée de fierté³, le jour qui marque le début du *génocide arménien*⁴) reflétaient initialement les identités politiques de chacun de ces mouvements et servaient à leurs constructions. Au fil du temps, elles ont évolué pour devenir le symbole de luttes collectives. À l'origine, seulEs les militantEs des mouvements ou des milieux concernés participaient à l'une ou l'autre de ces manifestations. En revanche, tous les mouvements se réunissaient aux manifestations du 1^{er} mai portées et conduites par les organisations de gauche. Le 8 mars était exceptionnel, ce jour étant présenté comme « *une journée des travailleuses* » par le mouvement de la gauche, les militantes de différents mouvements participaient aux marches du 8 mars avec les féministes. À partir de 2010, les militantEs du champ multi-organisationnel en Turquie se réunissent pour cinq journées : 8 mars, 21 mars, 24 avril, 1er mai et dernier samedi de juin, associant ainsi leurs différentes revendications.

B) Élargissement des concepts

Comme Alfred Grosser l'indique, toute identité est bien modifiable dans le temps, comme elle est collective et définie en termes de catégories de groupes.⁵ Dans l'espace militant contestataire en Turquie, cette modification est apparente. Les rapprochements, les alliances et les interactions des mouvements contestataires examinés ici, créent des conflits internes qui favorisent la transformation des frontières identitaires.

Les mouvements en interaction, depuis qu'ils sont reconnus, même relativement, créent des espaces de rencontre, de partage pour leurs militantEs et leurs participantEs qui contribuent ainsi à la diffusion des idées. Nous avons vu, dans les chapitres précédents, que ces mouvements, ouverts sur l'international, peuvent suivre les débats internationaux. C'est

¹ 21 mars (voir p. 35, annexe 3, figure 12-13).

² 8 mars.

³ Dernier samedi du mois de juin, voir p. 71.

⁴ 24 avril, voir p. 89.

⁵ Alfred Grosser, *Les identités difficiles*, op. cit., p.18.

notamment le cas des militantEs dans ou autour des mouvements féministe et LGBT qui ont l'occasion d'y contribuer par le biais des revues et des conférences en suivant l'actualité internationale de l'espace militant, artistique et universitaire. Grâce aux associations, aux collaborations et aux rapprochements de ces quatre mouvements, les idées débattues se diffusent ensuite entre eux et dans l'espace des luttes sociales en général. Les influences réciproques relatives aux cadrages de ces mouvements apparaissent à partir de 2006. Elles ne déterminent pas directement leurs actions mais élargissent les revendications et, par là même, les sources d'inspiration de ces mouvements. Dans les manifestations de Taksim, par exemple, les croisements des groupes et des réseaux ont abouti à une mobilisation générale autour d'un objectif commun lié à une sensibilité écologiste partagée par les militantEs des différents mouvements.

Les chapitres précédents avaient noté l'influence de la troisième vague féministe à partir de la mobilisation des femmes kurdes ou lesbiennes dans le mouvement. Dans un tel contexte, les féministes interrogent surtout les liens entre le patriarcat et les autres rapports de domination.¹ Même si le premier est analysé comme un modèle de société fondé sur la filiation paternelle et l'expression symbolique de la mentalité qui domine le champ politique et la vie sociale, des questions se posent quant à son influence sur la construction de la féminité et de la masculinité² selon le contexte culturel et selon les conflits de classe, en mettant en lumière les processus de l'organisation sociale pour les diversités sexuelles.³ Cette ligne ouvre de nouvelles fenêtres pour analyser la société dans sa complexité; la prise en compte des rapports sociaux de sexe dans les différentes analyses permet aux féministes de développer des analyses sociales selon différents angles.

Dans l'un des numéros de la revue *Amargi*, Zeynep Direk formule ainsi cette nouvelle approche ouvrant de nouveaux champs au féminisme. « *Il faut abandonner les propositions fondamentalistes pour comprendre comment les catégories « classe », « race », « nationalité », « sexe » s'entrecroisent et pour mettre en question le prétendu unique fondement par rapport à la construction de l'être dans sa propre diversité.* »⁴ Quelques

¹ Le patriarcat désigne « une forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention de l'autorité par les hommes » (Pierre Bonte, Michel Izard, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Presses universitaires de France, 1991, p. 455).

² Raewyn W. Connel, *Masculinities*, Polity Press, Cambridge, 2005.

³ Pınar Selek, *Sürüne Sürüne Erkek Olmak*, op. cit. ; Pınar Selek, *Maskeler Süvariler Gacılar*, op. cit.

⁴ Zeynep Direk, « Militarizmi yeniden düşünmek » (*Réfléchir encore sur le militarisme*), *Amargi*, No: 4, Avril,

pionnières participent aux débats des jeunes féministes sur la position identitaire dans le mouvement. Le concept arendtien influence les débats et commence à être diffusé et discuté dans le mouvement par exemple en soulignant l'impossibilité de la politique qui s'appuie à l'identité. Cette critique interne est un exemple : « *parfois on s'éloigne de la politique avec les discours limités à l'identité femme.* »¹ Le mouvement associe les débats et les actions. Chaque édition de la revue *Amargi* (2006), qui publie des articles sur la philosophie en les reliant à l'actualité de l'espace militant contestataire, se vend, par exemple, à environ 3000 exemplaires, sans aucun diffuseur. Les mêmes militantEs mènent de front des débats d'un intellectualisme assez abstrait et participent à l'organisation d'actions auxquelles s'associent également les autres mouvements. Dans les réunions où l'on établit le bilan des actions menées, l'analyse est parfois confrontée à ces débats théoriques.

À partir des années quatre-vingt, l'interaction des luttes contre le patriarcat, l'androcentrisme, le nationalisme, le colonialisme, le militarisme, l'hétérosexisme et les discussions sur les terrains philosophiques et scientifiques a forgé un socle aux positions non-identitaires. Le bouleversement de la validité du paradigme newtonien, par la doctrine d'Einstein sur « la relativité spécifique ou générale » et par la théorie physique du Quantum, a modifié l'image de l'univers, appréhendé désormais dans son contexte et sa plénitude. Ainsi, se mettent en place des perspectives qui interrogent les analyses essentialistes, les dualismes « nature/homme », « corps/intellect », « homme/femme » et qui considèrent les êtres non pas comme des entités rigides mais comme des structures transitives et des formes immanentes.

En parallèle à cette évolution, les débats féministes abordent des sujets plus larges. Depuis le début des années 2000, plusieurs groupes² décrivent leurs buts politiques en soulignant l'emprise du patriarcat et de l'hétérosexisme, comme nous l'avons vu, grâce aux féministes lesbiennes qui contestent le caractère hétéro-normatif de la rhétorique féministe. Les jeunes féministes luttent également pour une écologie sociale, en problématisant les relations de l'être humain avec les autres formes de vie, elles questionnent la manière dont l'être humain construit une civilisation en se séparant des autres formes d'existence de l'écosystème et comment les appels à la liberté se heurtent aux frontières de cette civilisation

2007 .

¹ Tiré de l'entretien avec Aksu Bora accordé en juin 2012.

² FKÇ, *Amargi*, *Feminist-Biz*, KAMER, VAKAD, KIHP, etc.

masculine.¹ Selon cette approche soutenue notamment par *Amargi*, *Lambda* et *Kaos GL*², les corps des femmes sont saisis, soumis, instrumentalisés, appropriés par cette même mentalité et sont objet de la marchandisation capitaliste.

Yeşim Başaran, ex-militante d'*Amargi*, militante actuelle de *Lambda* et végane, souligne, par exemple, que le nombre des végétariens et des véganes se multiplie très vite dans les deux mouvements. « *Née bien avant le capitalisme, l'exploitation de la nature découlant de l'anthropocentrisme est un processus qui nous oblige à nous interroger sur toute la civilisation qui imagine une nature dans la limite de sa pensée et ce faisant catégorise tous les êtres par ce modèle.* »³ Depuis la fin des années 1980, les éco-féministes, dans les différents groupes du mouvement, évoquent les similitudes entre la colonisation des femmes et la colonisation de la nature. « *La vision masculine anthropocentriste se construit non seulement aux dépens des femmes, mais aussi aux dépens de tous les groupes sociaux infériorisés. Toute créature dominée est identifiée comme la nature, et celle-ci prend ainsi des qualités féminines. La civilisation ne fonctionne-t-elle pas avec un postulat de rationalité qui lui donnerait la légitimité de remettre en « ordre » tout ce qui serait chaotique, marginal et de l'autre monde? La domination de l'Occident sur l'Orient, l'esclavage des Noirs, l'intervention dans les cultures dites « primitives », le contrôle de la folie, la contrainte à l'hétérosexualité, l'exclusion des enfants de toute sorte de décision, tout cela ne se nourrit-il pas de cette mentalité ?* »⁴

Avec des exemples similaires, le débat sur les priorités du féminisme se pose dans le mouvement. Hélène Combes, en analysant le cas du Mexique, qui démontre l'interaction entre mouvements féministes et autochtones, affirme que « *selon le paradigme de l'intersectionnalité, le sujet politique du féminisme est nécessairement pluriel et traversé par divers rapports de pouvoir historiquement incarnés (genre, sexualité, race, ethnicité, classe, etc.).* » À la lumière de ce paradigme, elle réfléchit au processus de formation/transformation des frontières de mouvements féministes constitués dans des lieux concrets et invite à travailler sur « *les conditions et processus de formation/transformation des frontières*

¹ Marilyn French, *The War Against Women*, Ballantine Books; Reprint edition, 1993.

² Entretiens avec Yeşim Başaran, Yasemin Öz, Seyda, Esmeray, Senem Donatan, Suzi Kara.

³ Tiré de l'entretien avec Yeşim Başaran accordé en 28 août 2013.

⁴ Tiré de l'entretien avec Seyda accordé en 11 octobre 2011.

*identitaires des mouvements sociaux en tenant compte des rapports entre les mouvements et du contexte structurel, politique et culturel de leur interaction. »*¹

Ce questionnement est similaire chez les féministes palestiniennes : « *quelles sont nos priorités ? Quelles sont nos cibles ? Et à quel niveau ? Tout cela est bien compliqué. Je crois personnellement que toute oppression doit être considéré de la même manière, il ne doit pas y avoir de 'hiérarchie des oppressions'. Est-ce possible, en ce qui concerne la question palestinienne, de scruter la violence domestique sans parler de l'occupation ? (...) Si vous maudissez le viol, vous devez également maudire l'occupation qui n'est autre que viol. Le viol, tout comme l'occupation, vise à réduire, anéantir nos identités, à nous imposer la soumission* ». ² Pareillement, en Turquie, nous avons montré que, dès le début des années 2000, plusieurs féministes mettent en question les priorités du mouvement. ³

La nouvelle génération féministe, différemment de la première génération qui adoptait « *l'Ennemi principal* » de Christine Delphy, diffuse les livres de Cynthia Cockburn, ⁴ féministe antimilitariste ou « *Féminisme pour tous* », l'œuvre de Bell Hooks, la fameuse écrivaine et activiste « féministe noire ». L'affirmation du besoin d'alliances avec les autres mouvements s'impose pour les jeunes féministes en Turquie : « *en effet, si on le pratique comme il faut, le féminisme est en fait une baguette magique qui pourrait changer la vie de tout un chacun. Oui, les mouvements féministes peuvent changer nos vies, mais cela ne peut arriver que si nous parvenons à reconstruire encore et encore notre théorie féministe en agissant avec les autres mouvements sociaux* » ⁵

Le mouvement LGBT, comme nous l'avons indiqué, ouvre un champ d'action assez large à ses militantEs, dès sa création. Ses militantEs, plus jeunes que les féministes,

¹ Hélène Combes, *Faire parti : Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala (Recherches internationales), 2011, p. 452.

² Cynthia Cockborn, *From Where We Stand: War, Women's Activism and Feminist Analysis*, London and New York, Zed Books, 200.

³ « Pour développer des alliances avec les autres groupes opprimés et pour construire une théorie qui prend en compte les expériences complexes de différents personnes et groupes opprimés (par exemple homosexuel ou ethnique), les féministes ont besoin a une approche qui unifie les différents perspectifs. » (tiré de l'entretien avec Esmeray, accordé en 8 mai 2012).

⁴ Les livres de Cynthia Cockburn traduits en turc : *Buradan Baktığımızda*, Metis, 2009 ; *Hat Kıbrıs'ta Kadınlar, Taksim ve Toplumsal Cinsiyet Düzeni*, Punto, 2005 ; *Mesaşeyi Aşmak-Bariş Mücadelesinde Kadınlar*, Istanbul, Éditions Punto, 2004.

⁵ Bell Hooks, *Feminizm Herkes İçindir* (Le féminisme est pour tout le monde), Istanbul, Éditions Çitlenbik, 2002, p. 23.

fréquentent les différents milieux, féministe, anarchiste, écologiste, antimilitariste et, participant aux actions de tous ces groupes, jouent un rôle de diffuseur des concepts. Le féminisme, première source d'influence, lui assure une base théorique plus large.¹ Le constat « le privé est politique » ouvre un terrain important pour la critique du système hétérosexiste et la politique LGBT qui vise à dénoncer et à changer les relations de pouvoir dans la vie privée. L'apport majeur de l'analyse féministe concerne la suppression du « lien » entre sexualité et sexe. Cette théorie s'appuie sur le fait que la sexualité, mais aussi le genre (masculin ou féminin) d'un individu ne sont pas déterminés exclusivement par son sexe biologique, mais également par tout un environnement socioculturel et une histoire de vie. Une autre analyse accentue la particularité principale de la masculinité hégémonique liée à l'hétérosexualité, qui implique donc que les homosexuels sont considérés comme *secondaires*.²

Dans le sillage du mouvement féministe, le mouvement LGBT a diffusé les concepts d'antimilitarisme et d'écologie sociale. Dans les premier et deuxième chapitres, nous avons constaté que, par la multi-positionnalité de certains de ses militantEs, il a développé des liens importants et permanents avec le mouvement anti militariste et des objecteurs de conscience. Cet engagement influence la position du mouvement dans son intégralité, qui se définit aujourd'hui, dans ses statuts ou dans ses déclarations, comme « antimilitariste ».³ Les emprisonnements et résistances de plusieurs militants gays⁴ en tant qu'objecteurs de conscience créent une sensibilité sur ce thème dans les réseaux du mouvement.

Féminisme et antimilitarisme, qui sont les deux perspectives principales formant le cadrage du mouvement LGBT, favorisent les idées pacifistes et écologistes. Plusieurs débats

¹ La théoricienne féministe Geneviève Lloyd, en discutant sur le patriarcat, montre que féminité et masculinité sont une différence dans tous les concepts de la vie. En mettant l'accent sur Spinoza, elle décrit le patriarcat avec les côtés hétéronormatifs. (Geneviève Lloyd, *Routledge Philosophy GuideBook to Spinoza and the Ethics*, Routledge, 1996).

² Raewyn Connel, en utilisant l'expression « la masculinité hégémonique » au lieu de « l'hégémonie des hommes », montre que la masculinité hégémonique est contre les femmes mais aussi contre les formes de masculinités qui sont considérées comme secondaires et que les interactions entre les différents modèles de masculinité forment une partie intégrante du patriarcat. Le terme « hégémonie » dans l'expression « masculinité hégémonique », chez Connel, ne signifie pas la coercition ou l'oppression physique mais culturelle. (Raewyn W. Connel, *Masculinities*, Polity Press, Cambridge, 2005).

³ Voir les manifestes de *Kaos GL*, *Lambda İstanbul*, SPOD, *Siyah-Pembe Üçgen*, *Hevjin-Hebun*

⁴ Mehmet Tarhan, par exemple, militant de *Lambda*, est l'un des objecteurs conscience les plus connus. (Voir : « Document - Turquie. L'objecteur de conscience Mehmet Tarhan a été condamné à vingt-cinq mois d'emprisonnement », *Amnesty International-Déclaration publique*, 16 octobre 2006).

et conférences sur l'écologie sociale ont été organisés par les groupes LGBT comme *Kaos GL*, *Lamda*, *Siyah-Pembe Üçgen*. Umut Güner, militant de *Kaos GL*, le confirme : « cette année (2012), nous avons organisé un forum sur l'écologie sociale et nous avons discuté de la manière d'associer les luttes contre hétérosexisme et androcentrisme. »¹

À partir des années 2005, c'est le mouvement LGBT, grâce à ses militantEs jeunes, maîtrisant les langues étrangères et communiquant avec les milieux LGBT internationaux, qui introduit les débats autour de la théorie *queer* dans l'espace militant contestataire en Turquie. Sur une période de cinq ans (2005-2010), la traduction et la publication de huit différents livres de Judith Butler², diffusés largement, nourrissent les discussions autour de ces échanges.

La théorie *queer*, en s'intéressant à la parenté et aux revendications identitaires en général ouvre la possibilité de repenser les identités en dehors des cadres normatifs³ d'une société envisageant la sexuation comme constitutive d'un clivage binaire entre les humains. Cette théorie proclame alors une résistance théorique à l'essentialisme et aux prétentions totalisantes. Marie-Hélène Bourcier⁴, sociologue et militante féministe *queer*, en expliquant que son approche *queer*/féministe s'est nourrie de la théorie *queer* états-unienne des années 1990 (Butler, De Lauretis), montre que cette critique de l'hétérocentrisme de la pensée féministe, permet de repolitiser la *French Theory* (Foucault, Derrida) dont elle s'inspirait. Selon Marie-Hélène Bourcier, cette théorie offre une alternative euphorisante au simple constat constructiviste selon lequel les genres sont construits et elle rend possible une critique de l'hétéro normativité des revendications gay et lesbiennes.⁵

¹ Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé 2 octobre 2012.

² *İktidarın Psişik Yaşamı* (2005), Istanbul, Metis ; *Kırılğan Hayat* (2005), Istanbul, Metis ; *Taklit ve Toplumsal Cinsiyete Karşı Durma* (2007), Istanbul, Agora ; *Yaşam ile Ölümün Akrabalığı* (2008), Istanbul, Kabalcı ; *Çatışan Feminizmler* (2008), Istanbul, Metis ; *Cinsiyet Belası-Gender Trouble* (2009), Istanbul, Metis ; *Bir Yahudi Ne İster* (2009), Istanbul, Encore ; *Olumsuzluk, Hegamonya, Evrensellik* (2009), Adıyaman, Hil ; *Ulus Devlet Marşını Kimler Söyler* (2010), Istanbul, Agora.

³ « *Queer a l'avantage d'offrir, dans le contexte de la recherche universitaire sur l'identité de genre et l'identité sexuelle, un terme relativement neuf, qui connote étymologiquement une traversée des frontières, mais qui ne réfère à rien en particulier, laissant donc la question de ses dénnotations ouverte à la contestation et à la révision.* » (Eve Kosofsky Sedgwick, *Epistemology of the Closet*, California, University of California Press, 1990.)

⁴ Marie-Hélène Bourcier est sociologue et activiste féministe *queer*, maître de conférences à l'université de Lille III.

⁵ *Entretien avec Marie-Hélène Bourcier*, « Politique et théorie queer », *Nonfiction.fr*, 08 mars 2011, article-4344,

Dans les débats féministes internationaux, la théorie *queer* est souvent critiquée. Melusine Ciredutemps, par exemple, indique que celle-ci ne remet pas en question le principe même de norme, mais institue de nouvelles normes en maintenant la croyance en la féminité et en la masculinité. « *Elle présente les rapports sociaux entre les genres et les « identités de genres » comme deux notions interdépendantes l'une de l'autre. Ceci est absurde car « l'identité de genre » d'une personne n'existe pas « en soi », elle est construite par les rapports sociaux (auxquels la personne participe) qui la conditionnent et la définissent. (...) Cette théorie est conforme au libéralisme actuel et à sa dictature de l'image et du narcissisme. En effet, elle ne remet pas en question le système de domination dont le genre sert les intérêts et mise beaucoup sur les aspects les plus superficiels du genre : ceux qui concernent les apparences... Une excellente publicité pour les industries du sexe et de l'esthétique qui illustre la récupération commerciale du mouvement contestataire gay et lesbienne des années soixante-dix.* »¹

Les militantEs LGBT en Turquie considèrent que leurs débats autour de la théorie *queer* n'ont pas eu d'impact pour une éventuelle « *récupération commerciale du mouvement contestataire* », sa position politique étant bien définie depuis son émergence : « *nous avons tracé notre chemin en discutant de nos positions, nos buts, nos expériences de lutte.* »² Les militantES des collectifs et des organisations LGBT, qui visent à changer l'ordre social, adhèrent à cette théorie parce qu'elle remet en cause les différents rapports de pouvoir. Les débats autour de la théorie *queer* renforcent la volonté d'élargir les limites de priorités du mouvement LGBT en se mobilisant pour d'autres causes sociales afin de dépasser une position identitaire³ qui n'a jamais été essentielle pour lui. Selon Yeşim Başaran, militante de *Lambda* : « *nous avons besoin de ces questionnements théoriques dans ce contexte conflictuel qui nous oblige à comprendre les imbrications des différents rapports sociaux.* »⁴ Erdal Demirağ, militant du SPOD, soutient la même idée : « *ces nouveaux débats politiques ont renforcé notre intention de dépasser la politique identitaire.* »⁵

<http://www.nonfiction.fr/>

¹ Melusine Ciredutemps, *Critique du genre et de la théorie Queer*, Courant Alternatif, N°177, Reims, 2008, p.35 .

² Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé le 2 octobre 2012.

³ « *On n'a jamais voulu être un mouvement d'une minorité.* » (tiré de l'entretien avec Yasemin Öz, accordé le 19 mai 2012).

⁴ Tiré de l'entretien avec Yeşim Başaran accordé en 28 août 2013.

⁵ Tiré de l'entretien avec Erdal Demirağ accordé en 8 avril 2012.

En dehors des organisations dans le mouvement LGBT, visiblement influencées par cette théorie, nous observons l'apparition de nouveaux groupes qui se définissent comme *queer*. Par exemple, *İllet*¹ est construit par les ex-militantEs de *Lambda* et d'*Amargi*, pourtant il ne se définit ni dans le mouvement féministe ni dans le mouvement LGBT. Même s'il se distingue des autres mouvements, nous le voyons participer aux plateformes qui sont les mécanismes fondamentaux de l'organisation des actions dans l'espace militant multi-organisationnel en Turquie. Ses conflits avec le mouvement féministe surtout se montrent dans ces actions organisées ensemble. Par exemple, leur slogan du 8 mars 2011 était « *ma chatte m'appartient, je la fais toucher et je la fais baiser comme je veux !* » Cela a provoqué une réaction de certaines féministes dont quelques unes ont tenté de déchirer la banderole d'*İllet* et de les exclure du cortège. Les militantes féministes développent les critiques semblables à celles de Melusine Ciredutemps en réagissant contre « leurs slogans masculins ». Les militantEs du mouvement LGBT soutiennent les critiques féministes à l'égard de ces groupes dits « queer », mais adhèrent à cette théorie : « *nous savons que la théorie queer ne nie pas la lutte de reconnaissance.* »²

Umut Güner indique que le terme *queer* n'a pas suffisamment été adopté dans l'espace militant parce qu'il est resté cantonné aux débats universitaires. Selon lui, il y a plusieurs interprétations possibles du terme. « *Nous avons vu plusieurs chercheurs qui jouent à faire des 'observations participantes' et qui dépolitisent les rapports sociaux de sexe. Et les jeunes étudiants qui ont commencé à réfléchir en lisant Judith Butler croient que nous sommes ainsi, c'est-à-dire, nous sommes émancipés de tous les normes.* » Pour lui, dans ces groupes, il y a une dépolitisation et un déni des rapports sociaux de sexe : « *je trouve très flou ce qu'ils appellent 'le féminisme trans'. Ils refusent de se cataloguer femme ou homme, mais ils créent une autre identité de queer appelée transgenre. Ils croient qu'en changeant de nom, leurs problèmes vont disparaître. Mais la théorie ne concerne pas uniquement l'identité sexuelle, elle prend aussi en compte les classes, les appartenances ethniques.* » C'est à partir de cette perception que nous pouvons parler d'une influence forte de cette théorie dans tout le mouvement LGBT en Turquie.

¹ Le mot *illet* signifie disgrâce en turque. *İllet İstanbul* se définit comme un réseau antiautoritaire des personnes féministes, queer, trans qui se positionnent pour le plaisir et la résistance.

² Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé 2 octobre 2012.

Vers 2010, les ateliers, groupes de discussion et conférences du mouvement LGBT autour de cette théorie se multiplient. L'atelier de *queer* (27 mars 2011) que *Kaos GL*, avec ses alliés locaux, organise à Eskişehir, une ville d'Anatolie Centrale, est un exemple qui montre l'importance que les militantEs prêtent à cette perspective ainsi définie dans l'annonce de l'atelier sur le site de *Kaos GL*: « *la théorie queer ne définit pas une identité mais une critique. Elle questionne 'le normal' et les mécanismes qui le construisent. Elle se positionne sur toutes les sortes de catégories sur lesquelles les constructions des genres et des sexualités s'appuient.* »¹ Cette définition explique pourquoi le mouvement LGBT en Turquie adhère à la théorie *queer* : parce que ce mouvement est en même temps un espace de diffusion ouvert aux idées du féminisme, à l'anti militarisme ou à l'écologie sociale et, comme nous l'avons déjà constaté, ses militantES ne sont pas accrochéES à des positions identitaires. Umut Güner souligne que *Kaos GL* était *queer* avant même d'en connaître les théories : « *parce que nous luttons pour un monde où les personnes ne créent pas des rapports de pouvoir entre eux et avec la nature. Et ces questions de la théorie queer ne sont pas nouvelles pour nous. Dans nos archives, il y a plusieurs articles qui correspondent à cette théorie.* »²

Le 13 mai 2012, dans le forum intitulée « *Anarco-queer forum : Le virus de queer contre le capitalisme* » organisé par *Kaos GL* dans le cadre les « *Rencontres contre l'homophobie* »³, les participantEs mènent un débat pour analyser les points communs entre les diverses discriminations. À l'ouverture du forum, Ali Erol, co-fondateur et militant de *Kaos GL*, affirme que leur but était de « *tisser des liens entre les luttes d'émancipation contre les diverses discriminations* » en citant Felix Guattari : « *on peut tout découvrir.* » Sur le site web de *Kaos GL*, ce débat est résumé ainsi : « *la critique de la société présente ne doit pas se limiter au refus du capitalisme et de l'exploitation économique ; elle doit transformer tous les rapports de dominations qui s'ajoutent les uns aux autres. Alors, il faut que les révolutionnaires déconstruisent toutes les valeurs morales. (...) La libération sexuelle qui dépasse les cadres identitaires, dépassera aussi les limites des genres et transformera toutes les formes de l'identité.* »⁴ Cette position politique radicale du mouvement LGBT, en Turquie, favorise sa reconnaissance par les autres mouvements contestataires et assied son rôle dans la diffusion d'idées au sein de l'espace militant. Il faut dire que, malgré les conflits avec

¹ http://www.antihomofobi.org/arsiv/2011_6_bulusma_yerel_ayaklari.htm

² Tiré de l'entretien avec Umut Güner accordé 2 octobre 2012.

³ « Homofobi kimin meselesi ? (A qui est-ce le problème d'homophobie) », Ankara, *Kaos GL*, 2010, p. 7.

⁴ Kapializmin virtüsü queer, www.kaosgl.org

quelques petits groupes *queer*, cette théorie est en train de gagner aussi le mouvement féministe, suivant le mouvement LGBT. La publication des livres de Judith Butler a joué un rôle important dans cette évolution des débats. En 2010, des articles mettant en exergue les opportunités que la théorie *queer* offre au mouvement sont notamment publiés dans la revue *Amargi*.

Dans les pages d'*Amargi*, par exemple, Melek Göregenli qui milite dans le mouvement LGBT, mais participe aussi aux actions du mouvement autour d'*Agos* et de mouvement des partis légaux kurdes, soutient que la théorie *queer* offre au féminisme l'opportunité de s'élargir et propose de réfléchir sur *la spécificité de ce qui est féminin sans le retirer de son contexte général, avec toutes ces relations de classe, de race, d'appartenances ethniques et autres relations de pouvoir.* »¹ Selon cette approche, la politique féministe n'est pas un combat pour bâtir une identité sur des catégories fabriquées mais plutôt une lutte pour démonter cette construction.

Quant aux deux mouvements, autour d'*Agos* et des partis légaux kurdes, nous observons qu'ils sont plutôt récepteurs de concepts et de théories. Plusieurs militantEs multi-positionnéEs entre le premier et les autres mouvements — féministe, écologiste ou LGBT —, jouent un rôle de diffuseurs des idées en direction d'*Agos*. Nous suggérons que « *Vivre ensemble* », le principal slogan d'*Agos* a élargi son contenu en englobant la ligne écologiste, pacifiste, libertaire, donc en dépassant les limites initiales du groupe. Cet élargissement apparaît nettement dans les pages du journal et les programmes de *Nor Zartung* où les articles ou les programmes sur le mouvement féministe, sur les LGBT, et sur les autres groupes contestataires ont gagné en visibilité et sont réalisés par des reporters de terrain.

Les sources d'inspirations théoriques du mouvement des partis légaux kurdes, comme nous l'avons montré dans plusieurs reprises, ont évolué de manière visible. Pourtant, cette fois, nous pouvons dire qu'il ne s'agit pas de partage entre les militantEs des différents mouvements. En effet, c'est Abdullah Öcalan, son leader enfermé dans une île, qui crée ces cadrages. F.T, militante du mouvement des partis légaux kurdes depuis 2002, explique que les militantEs kurdes envoient à Öcalan les livres et les revues comme *Kaos GL* ou *Amargi*² lorsqu'ils paraissent. Les livres de Murray Bookchin par exemple, penseur écologiste social,

¹ Melek Göregenli, *Amargi*, Mars 2008.

² Tiré de l'entretien avec F.T, accordé le 1er novembre 2012.

traduits en turc début 2000, ont fait écho dans l'espace militant. Après avoir lu ces livres, Öcalan formule sa théorie intitulée « la république écologique-démocratique » en utilisant les références de Murray Bookchin. La diffusion de tels documents atteignant jusqu'au leader d'une organisation militaire et nationaliste enfermé dans une île montre aussi que l'espace militant contestataire, en Turquie, est un espace où les échanges entre des mouvements contestataires, pourtant très éloignés, peuvent les renforcer mutuellement.

Il nous faut rappeler, comme on l'a révélé dans le troisième chapitre, que la structure hiérarchique, voire le culte de leader, nuit à la diffusion des concepts par le mouvement des partis légaux kurdes malgré leurs adaptations officielles. Pourtant, même s'il y a des blocages visibles autour et dans la structure du mouvement des partis légaux kurdes, le réseau militant sur lequel il s'appuie est plus large que le seul réseau de l'organisation, ce qui favorise la diffusion des concepts, notamment dans une logique de transversalité des luttes. L'innovation des concepts favorise leur diffusion dans l'espace militant contestataire qui englobe les organisations et les communautés militantes croisées. L'écologie sociale ou l'objection de conscience mobilisent par exemple des Kurdes qui ne se retrouvent pas dans la ligne du mouvement kurde. On assiste aujourd'hui à une transformation des cadrages dans les mouvements contestataires et à une nouvelle sensibilité des acteurs de l'espace militant multi-organisationnel en Turquie. Cette transformation a permis au déclenchement des événements de Taksim, par exemple, autour des questions écologiques, antimilitaristes, pacifistes. La sensibilité manifestée envers vingt arbres est une conséquence de la collaboration des mouvements en question, de la diffusion de leurs idées, du rapprochement des réseaux depuis quinze ans.

En conséquence, dans l'espace militant contestataire en Turquie, le nouveau cycle de contestation se forme en s'adossant sur l'innovation des interprétations du monde et d'idéologies qui est favorisée par la diffusion des idées entre les mouvements et par les conflits internes qu'elles ont provoqués. L'élargissement des sources d'influences sur lesquels les mobilisations s'appuient ouvre de nouvelles possibilités pour des nouvelles définitions et pour des nouveaux modes d'action et d'organisation.

2. Innovation des modalités de mobilisation

Pour compléter l'analyse des effets des convergences entre les mouvements contestataires, il est nécessaire de comprendre quelles formes prennent les mobilisations dans ce contexte, en cherchant à déterminer quels effets leurs interactions mutuelles peuvent induire sur leurs modes d'action et sur leur organisation interne. Est-ce que nous pouvons parler de l'extension d'un nouveau répertoire d'action et de l'apparition d'actions spontanées ? Leurs multiples interactions qui s'appuient également sur des institutions et des structures préexistantes, occasionnent-elles des innovations par rapport à leurs modalités de mobilisation et à leur organisation interne ?

A) Innovation des formes et des moyens d'action

Le concept de « répertoire d'action collective » que Charles Tilly théorise¹ peut être un outil facilitant notre analyse par rapport à l'innovation des formes et des moyens d'action dans l'espace militant en Turquie. Comment pouvons-nous distinguer les innovations dans l'ensemble « *prédéterminé de moyens d'action connus et utilisables par les individus dans le cadre de leur participation politique au sein d'une société donnée à une époque donnée* » ?² En étudiant ces innovations à partir de sept critères que Charles Tilly a apportés à cette définition³, nous avons montré à plusieurs reprises que les mouvements examinés ici mobilisent dans un univers de contraintes. Nous avons également démontré leur stabilité malgré cet univers et vu que grâce à leur convergence, les définitions des situations sont partagées et réutilisées entre les militantEs de différents mouvements. Dans les deux derniers chapitres nous avons remarqué que les innovations qu'ils ont apportées découlent aussi de la dérivation et du détournement. Jusqu'aux années quatre-vingt, les modes et les moyens d'action du mouvement de gauche dominant l'espace militant. Nous voyons une multiplication de ces modes et moyens par l'émergence du nouveau cycle de contestation qui prend de l'ampleur au début des années 1990.

¹ Charles Tilly, *La France conteste*, *op. cit.*

² Boris Herbelot, *Quels sont les répertoires de l'action politique, aujourd'hui ?*, Stage sur le programme de Sciences Sociales et Politiques, Académie d'Aix-Marseille, Octobre 2012.

³ Olivier Fillieule, « Tombeau pour Charles Tilly-Répertoires, performances et stratégies d'action », *op. cit.*, pp. 82-83.

Est-ce qu'on peut parler de la coexistence des répertoires tactiques au sein du même répertoire ? Peut-on enfin dire que dans l'espace militant en Turquie, les nouvelles performances sont le produit d'innovations dérivées des performances existantes ? L'examen de leurs histoires politiques et de leurs modalités de protestation, permet de mieux appréhender que leurs *sous-répertoires*¹ communs sont étroitement dépendants de facteurs politiques, du contexte conflictuel comme du passé militant dans le mouvement de gauche. Ces sous-répertoires favorisent leurs convergences.

Charles Tilly, en inventant la métaphore de « répertoire », avait fait allusion au jazz où l'existence d'un répertoire de standards n'empêche pas les improvisations. En s'appuyant sur des milieux sociaux divers et grâce à la richesse des expériences qu'ils ont accumulées, les quatre mouvements contestataires qui introduisent des causes inédites dans l'espace public, enrichissent aussi le répertoire d'action de l'espace militant en Turquie par la multiplication des moyens d'action, surtout par le renforcement des méthodes pacifistes, par la diffusion des styles contre-culturels, par la création des nouvelles performances qui provoquent les nouvelles. Nous avons vu que dans les conditions de répression, ces mouvements, par l'adaptation tactique inventent de nouvelles formes d'action. Contre l'interdiction de manifestation, par exemple, les performances avec les comédiens connus, autour des conférences de presse en plein air, créent de nouvelles improvisations et attirent l'attention des médias.

Apparu au début des années 1980, le mouvement féministe a joué un rôle significatif pour la transformation des modes d'action dans l'espace des luttes sociales. Il commence à mettre en évidence des expériences et des répertoires auparavant invisibles pour les militantes des mouvements contestataires. Par ailleurs, avec leurs actions et leurs discours proactifs², elles prennent le contre-pied de la posture jusque-là invisible des femmes. Le mouvement féministe apporte un nouvel élément aux modes d'action de l'espace militant en Turquie : la non-mixité féminine. Depuis l'émergence du mouvement féministe, en dehors des organisations collectives via les plateformes, toutes les manifestations organisées par le mouvement féministe sont non-mixtes. Cela a toujours provoqué des réactions des militants du mouvement de gauche, mais, ce mode d'action influence les autres mouvements. Par

¹ Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 500.

² Dans les années 1985-1990, les féministes ont fait plusieurs centaines d'actions et marches de nuit, occupations des locaux, des bars non-mixtes pour les hommes, etc.

exemple, les militantes du mouvement des partis légaux kurdes convainquent leurs camarades de ne pas participer aux manifestations de 8 mars. À partir de 1998, nous voyons que les militantes du mouvement kurde organisent des manifestations non-mixtes, collaborant parfois avec le mouvement féministe.

Avant tout, le mouvement féministe est le premier qui, dans l'espace militant contestataire en Turquie, construit ses actions en dehors des drapeaux et des poings levés. Avant lui, la posture militante traditionnelle dans les manifestations avait un style militaire. Même les défilés concernant les revendications économiques des syndicats avançaient en rangs ordonnés. Le répertoire militant développé sous la répression limitait ses modes d'action surtout par des tactiques de fuites, d'attaques, de contre-attaques avec des pierres, de barres ou de cocktails molotov. Outre ses revendications, novatrices dans l'espace militant, le mouvement féministe a créé un nouveau style d'action. Le transfert des chansons populaires au champ militant pour nourrir les manifestations, leurs manières de répéter et de scander leurs slogans sur des rythmes inconnus, leurs défilés en ordre dispersé, les couleurs de leurs habits et de leurs affiches, les différents matériels qu'elles utilisent (comme des silhouettes d'hommes) étaient inhabituels pour les autres militantEs dans l'espace et pour le public en général. Ce style d'action a ensuite été naturellement emprunté et adapté par les nouveaux mouvements, à partir des années 1990, comme les Verts, les LGBT, les anarchistes, les anti-militaristes, les objecteurs de conscience, les initiatives locales.¹

Comme nous l'avons souligné dans le troisième chapitre, un nombre important de Kurdes présente la violence comme seule voie possible de contestation ; cela détermine tout le répertoire de l'action et de l'organisation du mouvement. Dès lors, les modes d'action employés par le mouvement des partis légaux kurdes, qui s'appuient sur « *des langages codés, allusifs et indirects* »², ne sont pas autonomes. Dans les manifestations, les habits, les danses, les chansons et les slogans culturels et politiques s'entremêlent. L'intrication des symboles culturels de la population kurde avec les symboles politiques du PKK, organisation hiérarchique et militaire, fait obstacle à leur ouverture aux divers univers et aux autres mouvements. Pourtant, au fil du temps, la pérennité d'actions menées en association avec d'autres mouvements parvient à rendre poreuses les barrières et à laisser circuler

¹ Sur les innovations en matière de manifestation par les NMS, voir : Isabelle Sommier « Les manifestations de la politique contestataire », in Danielle Tartakowsky (dir.), *Paris manif'*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, pp. 142-154.

² Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 500.

l'apprentissage de différents moyens d'action. Vers la fin des années 1990 nous voyons dans le mouvement kurde l'apprentissage des moyens d'action d'adaptation tactique développés par les mouvements féministes et les autres mouvements contestataires. Par cet apprentissage, le mouvement kurde commence aussi à utiliser les modes d'action pacifiste. À partir des années 2000, les actions de désobéissance civile ont augmentées dans l'espace militant kurde. Une centaine de jeunes Kurdes qui participaient à la guérilla contre l'armée turque, deviennent objecteur de conscience en se positionnant contre tous les armées. Nous remarquons plusieurs manifestations pacifiques du mouvement kurde avec la participation des intellectuelLEs connuEs et les comédienNEs populaires.

L'apprentissage mutuel des formes d'actions militantEs dans cet espace va de paire avec des influences culturelles réciproques qui enrichissent les langages, les symboles et les modes d'action. Selon Raymond Williams, le système culturel dominant n'a pas une structure statique, mais comporte un processus perpétuel d'inclusion et se « produit » continuellement de sorte qu'il inclut des pratiques, des significations et des valeurs opposées.¹ Dans cette interaction, les mouvements contestataires constituent des réseaux de significations et des pratiques de vie très divergents selon divers facteurs tels que localité, classe, statut, ethnicité, langue, sexe, âge, idéologie, religion, etc. Des contestations indirectes s'opposent quelquefois à cette production en entraînant de nouveaux gestes, de nouveaux symboles, langages, styles et modes qui gagnent une importance proche aux revendications politiques. L'espace culturel devient ainsi un espace des luttes entre les dominantEs et dominéEs. Par exemple, en 2000, avec l'intégration de la langue kurde, la plupart des manifestations, qui se déroulaient jusqu'alors toujours en langue unique, turque, sont devenues bilingues : kurde et turc. Les deux langues sont utilisées, au-delà des seuls slogans et déclarations; par ailleurs, l'adoption de certains rituels kurdes par les autres mouvements enrichit l'espace militant contestataire. La danse traditionnelle kurde est ainsi devenue un élément inhérent aux manifestations féministes, LGBT, syndicales et juvéniles en Turquie. Danser sur une chanson en kurde, devant une tente de grévistes ou dans une manifestation pour les droits sociaux des personnes LGBT ou pour la réforme du Code Pénal, signale également un soutien des différents mouvements contestataires aux revendications du mouvement kurde.

La participation du mouvement LGBT aux manifestations organisées par les autres mouvements a également un effet sur l'enrichissement des modes d'action dans l'espace des

¹ Raymond Williams, *Culture and Society*, London, Chatto and Windus, 1958, p. 84.

luttons sociales. En adoptant les modes d'action des féministes, le mouvement LGBT contribue à les élargir : avec les slogans, les styles, les revendications, il intègre les notions de sexualité et d'amour dans l'espace public. Par exemple, en 1991, *Kaos GL*, qui participe à la manifestation du 1^{er} mai, évoque, sur ses tracts, l'amour de deux ouvriers ou de deux ouvrières qui se rencontrent sous la tente d'un piquet de grève. Les militantEs qui ont participé à cette manifestation indiquent ne pas avoir ressenti de réactions de désapprobation de la part des militantEs de gauche, mais plutôt de la surprise. Le style pacifique et le langage politique des militantEs LGBT surprennent les militantEs de gauche qui, après la répression du coup d'Etat 1980, sont à l'initiative des manifestations du 1^{er} mai. À partir de 1991, la participation des personnes et des organisations LGBT, avec leurs cortèges originaux, aux manifestations de 1^{er} mai dans les différentes villes, est devenue habituelle. Dans les manifestations traditionnelles aux rituels classiques, les militantEs LGBT, défilent en habits bariolés avec des banderoles colorées. Selon İlknur Üstün, militante féministe, présidente de KADER à Ankara, « le mouvement féministe a initié l'action et le mouvement LGBT l'a emmenée plus loin. »¹

À partir de la fin des années 1990, dans différentes villes, le mouvement LGBT apparaît dans des manifestations et apporte de nouvelles formes de slogans et de manières de s'exprimer. Sa participation aux manifestations du *Newroz* est relativement plus tardive. Ceci s'explique parce que le *Newroz*, jusqu'aux années 2000, était un jour de démonstration attribué avant tout au mouvement kurde qui mettait en avant les photos du PKK et de son leader Öcalan ; ces manifestations, étaient présentées par les médias turcs sous l'angle particulier du caractère violent du mouvement kurde. Du fait de leur image auprès du public, elles ne faisaient pas l'unanimité auprès de l'opposition turque. La première participation de *Kaos GL* au *Newroz*, en 2011, est ainsi présentée en titre d'un article : « *Les personnes LGBT ont participé au Newroz, mais la vie continue !* » L'expression « *la vie continue* » décrit la distance qui persiste entre ces mouvements. Les deux répertoires, celui du mouvement kurde et celui du mouvement LGBT, construits sur le long terme en s'appuyant sur des expériences accumulées et le croisement de différents répertoires liés à différentes opportunités sociales et politiques, ne peuvent pas s'entremêler directement. Mais les modes d'action du mouvement LGBT se croisent avec ce qui a évolué de façon complexe dans la région kurde et qui est influencé par la radicalisation du mouvement.

¹ Tiré de l'entretien avec İlknur Üstün, accordé en 4 janvier 2013.

La convergence des différents mouvements, en 15 ans, progresse lentement. On la ressent, par exemple, dans les slogans qui unissent les deux styles d'expression : « *Vive la liberté ! Vive le Newroz !* », « *Les homosexuelles marchent pour le Newroz !* », « *Que ça brûle... Que ça brûle... La transphobie brûle avec Newroz !* », « *L'émancipation sera totale ou ne sera pas !* »¹ Ces slogans ont été prononcés en kurde et en turque par les militantEs LGBT qui ont participé au *Newroz* 2011 à Diyarbakır. Dans le troisième chapitre, nous avons examiné la manière dont le mouvement kurde politise les rites culturels. Par exemple, le feu, sacré dans le Yézidisme, ancienne religion des Kurdes avec des histoires de réincarnation ou de renaissance, est devenu un symbole politique depuis l'émergence du mouvement kurde. L'immolation par le feu des militantEs dont la plupart sont des femmes signifie la renaissance de la nouvelle femme kurde émancipée. La dimension culturelle, identitaire, militaire et structurelle de ces symboles de *Newroz* freine la participation des autres mouvements contestataires. Malgré tout, le slogan « *Que ça brûle... Que ça brûle... La transphobie brûle avec Newroz* », montre un rapprochement des langages. Une telle utilisation d'un symbole culturel kurde par les militantEs LGBT pour exprimer leurs revendications, vérifie ce rapprochement. La plupart des militantEs du mouvement kurde qui définissaient, jusqu'à lors, l'homosexualité comme une 'perversité bourgeoise', ont probablement été troublés par cette action collective.² D'autant que le style des manifestantEs LGBT, avec leurs habits extravagants, leurs masques, leurs perruques, ou leurs maquettes est inédit pour le mouvement kurde qui manifeste depuis une quarantaine d'années en respectant un ordre militaire et organisationnel.

Dans le premier chapitre, nous avons remarqué le transfert de l'expression « *Ayol* » (eh bien), expression emblématique de la contre-culture homosexuelle-transsexuelle, du mouvement LGBT vers l'espace militant, transfert chargeant l'expression d'un sens politique. Les gays des milieux populaires, pour montrer leur orientation sexuelle, utilisent souvent cette expression générique : « *Comment ça va, ayol ? ; Ça va, ayol; Il est quelle heure, ayol ?* » L'observation des manifestations de la Place Taksim (2013), examinées dans le deuxième chapitre, montre comment le mouvement LGBT a déterminé la déconstruction et la reconstruction du répertoire de l'espace militant contestataire. En effet, toutes les organisations LGBT étaient parties prenantes de la plateforme de Taksim. La communauté

¹ http://kaosgl.org/icerik/lgbtler_newroza_gitti_geldi_hayat_devam_ediyor

² « *C'était un choc pour toutEs les participantEs. Ces gens ne nous ressemblaient pas mais ils étaient radicaux et courageux. Il faut avouer que c'était spectaculaire...* » (tiré de l'entretien avec HK, accordé le 18 mars 2012).

LGBT était le groupe social le plus visible et le plus actif dans les événements. En dehors des expositions et des concerts qu'il a organisés au cours de la répression, le mouvement LGBT a imaginé et institué une nouvelle forme d'expression, notamment à travers ses slogans. Les deux slogans, « *Devrim ayol !* » et « *Neredesin aşkim ? Buradayım aşkim !* »¹, évoquent, à eux seuls, les événements de la Place Taksim.

Cette innovation se précise vers les années 2000 avec la convergence des mouvements construisant ce cycle et avec la diffusion des mobilisations au-delà des organisations et des revendications initiales. Dans cet espace, les répertoires d'action développés sous la répression passent d'une mutation dissymétrique par les alliances des mouvements contestataires, les combinaisons de différents performances et modes d'actions. Au fil de leur évolution, une nouvelle génération complète encore le tableau en apportant son style propre, sa performance originale, inconnu des ancienNEs militantEs. Ce type d'innovations est rendu possible, depuis 2010, par la naissance d'un nouveau cycle lié à la participation de la nouvelle génération, novatrice à son tour, et par le voyage des concepts des différents réseaux militants de l'un à l'autre. Il est important de souligner que la participation de la nouvelle génération apparaît après les convergences et croisements des réseaux militants. Évoluant dans un espace où les idées, les modes et les moyens d'actions, les sources d'inspirations et les vocabulaires voyagent, les jeunes militantEs y ajoutent leur terminologie, leurs discours, leurs styles, leurs moyens, leurs langages.

Dans le troisième chapitre nous avons examiné, après un niveau de reconnaissance, comment les moyens d'actions se stabilisent et acquièrent des frontières visibles. Et de même qu'ils découlaient de la dérivation et détournement, ils donnent lieu aux mêmes effets de dérivation et d'innovation. Avec la nouvelle vague de contestation naissent de nouvelles formes de résistance, inédites dans l'espace militant contestataire en Turquie qui sont devenues visible mondialement avec les manifestations de Taksim. « *Quand la violence s'arrête, la musique commence... on fait l'amour, on danse, on boit. C'est comme ça, on résiste.* »² Les témoignages révèlent que la nouvelle vague de contestation est en train de déconstruire le vocabulaire politique de l'espace militant en Turquie. Ainsi, certains slogans des manifestations de Taksim sont devenus fameux :

¹ « Où es-tu mon amour ? Je suis là, mon amour ! ».

² Tiré de l'entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012.

« *Le gaz lacrymo est bon pour la peau.* »

« *J'adore ce gaz, c'est quoi ?* »

« *Tu es tombé sur une génération qui combat les flics dans le jeu GTA (Grand Theft Auto)* ».

Quand le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan définit les manifestantEs de Taksim comme « *ayyaş (ivrognes)* » et « *çapulcu (voyous)* », ces mots sont repris à leur compte par les opposants et deviennent un signe de contestation : dans tout le pays, les centaines de milliers de personnes ont organisé des manifestations en se définissant comme des « voyous ». Les mots, les styles, les façons d'agir prennent de sens nouveaux : « *les manifestantEs, en colère mais joyeux, font la lecture aux policiers avant ou après les attaques, tout en résistant à l'oppression..* »¹

Ces manifestations montrent encore une fois la substitution des méthodes pacifistes aux méthodes de résistances violentes. La résistance des jeunes militantEs pour sauver vingt arbres est devenue le symbole du sauvetage de la ville et a suscité une émotion qui, très vite, déclenche une mobilisation de masse, comme ce fut le cas après l'assassinat d'Hrant Dink. Nous avons déjà discuté des effets de la répression² et de la dimension émotionnelle³ dans le processus d'émergence des mouvements et nous avons souligné qu'on peut interpréter cette dimension⁴ comme un facteur qui facilite l'action protestataire malgré la répression. Dans le cas des manifestations du parc Gezi, la dimension émotionnelle joue un grand rôle, mais comme c'était le cas pour le mouvement social autour d'Agos qui émerge après l'assassinat de Hrant Dink, la dimension émotionnelle ne provoque pas de radicalisation, au contraire du mouvement kurde. Les manifestations pacifistes, avec leurs outils créatifs qui attirent l'attention des médias internationaux, ont pu arrêter la répression à Taksim.

Ces innovations dépendent de la différenciation des acteurs dans l'espace militant et provoquent parfois quelques dissensions au sein de l'opposition. Les militantEs qui ont

¹ Tiré de l'entretien avec Yeşim Başaran accordé le 28 août 2013.

² Johan Olivier, « State Repression and Collective Action in South Africa 1970-84 », *South African Journal of Sociology*, 22, 1991, p. 109-117.

³ Charles Brockett, « A Protest-Cycle Resolution of the Repression/ Popular-Protest Paradox », *Social Science History*, 17 (3), 1993, p. 483.

⁴ *Ibid.*

participé aux manifestations de Gezi, mentionnent des conflits entre les organisations liés aux différences de vocabulaires de ces mouvements : « *les groupes de gauche ont commencé à parler de révolution, de la commune de Paris et ont construit des barricades. Cela nuit à notre position pacifiste et donne des prétextes de répression au gouvernement.* »¹

Malgré les conflits, les événements de Gezi ont démontré l'émergence d'un nouveau vocabulaire militant dans la coexistence des répertoires du passé et du présent dans l'espace des luttes sociales en Turquie. Quand le slogan « *Devrim, ayol !* » (*C'est une révolution, ayol !*) est devenu le mot d'ordre principal des manifestations de Taksim, répété en continu par des centaines de milliers des manifestantEs, les militantEs LGBT ont été eux-mêmes surprisES.² Tous et toutes les participantEs interrogéEs soulignent cet exemple dans lequel ils voient une révolution sociale. Nous avons montré dans le deuxième chapitre cette même interprétation par la presse internationale.³

Pourquoi y a-t-il une perception de révolution ? Elle est sans doute liée au caractère imprévu de ces événements qu'on peut définir comme des « actions de protestations innovantes », aux dires de Doug McAdam, parce que la forme se « *démarque des routines collectives et signale aux tiers un changement fondamental dans l'orientation de l'action du groupe en question.* »⁴

Charles Tilly, en examinant la période de développement du capitalisme, aborde le tableau de deux grands régimes de protestation et souligne que « *les deux répertoires fonctionnent en tuilage, avec des résurgences et non selon une césure nette.* »⁵ Même si selon Tilly, les répertoires ne changent pas en quelques années, l'examen des quatre mouvements

¹ Tiré de l'entretien avec Rüzgar accordé en 4 août 2013.

² Entretiens avec Yeşim Başaran, Elif Avı, Onur Fidangül, Burcu Ersoy, Yasemin Öz, Esmeray, Rüzgar, Erdal Demirağ.

³ « Des manifs mais pas de "printemps turc", estime le Premier ministre Erdogan », *France Info*, <http://www.franceinfo.fr/politique/pas-de-printemps-turc-selon-le-premier-ministre-erdogan-1011589-2013-06-03>; « Turquie: les protestataires sonnent-ils le début du "printemps turc" ? », *RTBF Info*, http://www.rtb.be/info/monde/detail_turquie-les-protestataires-sonnent-ils-le-debut-du-printemps-turc?id=8009928; « Le Printemps turc s'échauffe », *La nouvelle republique.fr*, <http://www.lanouvellerepublique.fr/France-Monde/Actualite/Politique/n/Contenus/Articles/2013/06/04/Le-Printemps-turc-s-echauffe-1491598>; « Turquie : "La contestation est plus proche de mai 68 que des printemps arabes" », *France tv Info*, http://www.francetvinfo.fr/turquie-la-contestation-est-plus-proche-de-mai-68-que-des-printemps-arabes_339202.html

⁴ Doug McAdam, « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in Filieule Olivier (dir), *Le desengagement militant, op. cit.*, p. 63.

⁵ Charles Tilly, *La France conteste de 1600 à nos jours*, *op. cit.*, p. 500.

en question dans le contexte du champ militant en Turquie permet de distinguer des innovations considérables dans quelques décennies donnant lieu à deux grands régimes de protestations dont les répertoires sont en tuilages. Cette lutte des mouvements contre l'oppression repose en même temps sur une autonomie de multiples formes d'action dans le champ militant.¹

B) Innovation des formes d'organisation

Le troisième chapitre a démontré que les dimensions et les effets des interactions, entre ces mouvements, dépendent aussi des lignes de fractures et de dissociations relatives à la structuration interne des rapports sociaux. Nous avons expliqué comment ces lignes de fractures découlent également de l'autonomisation des intérêts sociaux et du champ de production politique, de l'exercice du pouvoir de représentation, de l'intégration dans la structure dominante, témoin la professionnalisation du militantisme, des multiples modalités hiérarchiques organisationnelles, et enfin des structures basées sur des identifications qui ne répondent pas à la pluralité des militantEs et qui, en affectant leur capacité d'action commune, ralentissent leurs influences réciproques et leurs innovations. Comme le souligne Doug Mc Adam, « *les organisations- et les réseaux (tout comme les liens préexistants) peuvent aussi bien faciliter que freiner la mobilisation.* »² Dans l'espace militant contestataire en Turquie, les organisations de ces mouvements qui ont déclenché, après le coup d'État de 1980, un nouveau cycle de mobilisation autour de causes inédites, perdent leur pouvoir à partir des années 2000, en raison, précisément de leurs structures qui freinent la mobilisation.³ Mais cette étude a également montré que grâce aux associations continues des mouvements, à leurs interactions permanentes, ces conflits peuvent provoquer des changements en entraînant de multiples recombinaisons des structures existantes : dans l'espace des luttes sociales en Turquie, les organisations classiques ne sont plus les seules actrices des mobilisations actuelles.

En analysant les conditions de réceptivité de la circulation des révoltes juvéniles, Isabelle Sommier montre que la crise des organisations d'encadrement traditionnel, secouées

¹ Comme le dit Erik Neveu « *autonomie des formes en inventant des modes d'intervention* » (Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, p. 497).

² McAdam Doug, « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in Filieule Olivier (dir), *Le désengagement militant*, *op. cit.*, p. 59.

³ *Ibid.*

par des contestations internes donnent vigueur aux groupes d'extrême gauche ou de *gauche libertaire*.¹ Dans l'espace militant contestataire en Turquie, cette crise donne vigueur à de nouvelles modalités de mobilisation. Les mouvements constitués au début par les organisations structurées, grâce à leurs convergences « *renforcées par la mutliappartenance de certains militants* »², se déconstruisent et reconstruisent en englobant les formes d'organisation fluides ou passagères, des communautés militantes et des réseaux sociaux où les relations sont multiplexes.

L'analyse d'Ariel Colonomos sur les réseaux informels dans les espaces militants est valable aussi pour notre cas de recherche : « *dans cette informalité se compose une pluralité de liens qui soudent temporairement les membres d'un groupe les uns aux autres en les insérant dans une série d'échanges susceptibles d'évoluer rapidement.* »³

Le mouvement autour d'Agos, par exemple, apparu à la fin des années 2000, comme nous l'avons montré dans les chapitres précédents, s'organise en s'appuyant sur ces nouvelles formes d'organisation. La dimension émotionnelle qui réunit plusieurs militantEs de différents milieux donne lieu à des organisations passagères mais qui se reconstruisent au cours de nouvelles actions. Çiğdem Mater, militante dans ce nouveau mouvement, en définissant « les amiEs d'Hrant » comme une structure horizontale construite afin d'orienter les masses qui se mobilisent après l'assassinat de Hrant Dink, s'interroge sur le terme structure : « *parce qu'il ne s'agit pas vraiment d'un mouvement structuré. Il s'agit plutôt d'une dimension anti-institutionnelle. Quand je réfléchis sur toutes mes expériences depuis 2007, je vois qu'à part un noyau, les participantEs, les militantEs changeaient tout le temps. Quelques fois on organise de grands rassemblements avec un groupe assez nombreux, quelque fois avec quelques personnes.* »⁴

Selon Olivier Fillieule, la distinction claire entre organisations et entreprises de mobilisation (EMS) permet de « *raisonner en termes de groupements définis une fois pour toutes, mais de configurations et d'alliances changeantes, toujours susceptibles, d'évoluer au*

¹ Isabelle Sommier, « Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 68 », *Histoire&Politique. Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008, p. 11, www.histoire-politique.fr,

² Isabelle Sommier, « Le mouvement altermodialiste », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique*, op. cit., p. 510-511.

³ Ariel Colonomos, « Sociologie et science politique : les réseaux, théories et objets d'études » in *Revue française de science politique*, 45e année, n°1, 1995, p. 171.

⁴ Tiré de l'entretien avec Çiğdem Mater accordé le 13 mars 2012.

cours de l'action et ne trouvant leur forme que dans l'actualisation des conflits. »¹ Ce mouvement social visiblement pluraliste, avec des travaux autonomes déclenchés par plusieurs participants², s'élargit en continuant à œuvrer pour « vivre ensemble » en Turquie. Les plateformes³ qui mobilisent le mouvement autour d'Agos sont de courte durée et autogérées par des militantEs ou des groupes autonomes. Garo Paylan, militant dans ce nouveau mouvement, explique que « chaque action en déclenche une nouvelle. L'organisation se fait au cœur de ce processus. Après une manifestation ou pendant un voyage militant, les participantEs y compris les nouvelles personnes, proposent une autre action, si elles arrivent à convaincre les autres, nous la voyons se mettre en place. Quelques fois avec une participation considérable, quelques fois avec une dizaine de personnes. Cela dépend de leur implication dans les tâches, de leur capacité de convaincre et mobiliser les différents milieux. Ainsi, il est créé une multiplicité d'actions. Parfois faibles, parfois fortes... »⁴

Les interactions, la diffusion d'idées, les croisements de répertoires, la circulation des ressources variées se prolongent au sein des réseaux sociaux qui portent de plus en plus les mobilisations en Turquie. Seul, le mouvement kurde a gardé sa structure hiérarchique. Cependant, les actions et les interactions de ces mouvements engendrent une vague contestataire qui dépasse leurs structures existantes en s'appuyant sur des réseaux fluides. L'exemple de la dissolution d'Amargi confirme cette analyse. Yasemin Öz, qui a participé à l'écriture de la déclaration de « fin de voyage » de cette organisation, affirme que les mécanismes du mouvement féministe ont permis à ses militantes de trouver des espaces pour agir : « notre espace au sein d'Amargi est devenu trop étroit. Maintenant nous avons besoin d'un espace plus large... Voilà, dans l'espace du mouvement féministe, nous allons trouver différents espaces intermédiaires pour découvrir de nouvelles voies. La lutte continue ! »⁵

Dans ce discours transparaît l'instabilité des relations entre identités organisationnelles et

¹ Fillieule Olivier, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *art. cit.*, p. 27.

² « Les EMS n'ont pas de membres, mais des participants. Ce qui veut dire que l'appartenance à une EMS ne passe pas forcément, comme dans les organisations, par une adhésion, un processus de recrutement, etc., mais plus largement par le sentiment d'appartenir à un collectif plus ou moins précisément défini. » (*Ibid.*).

³ Par exemple les plateformes construites pour la campagne « je demande pardon », pour l'organisation des rassemblements de commémoration de l'assassinat de Hrant Dink et des procès, pour les différents voyages militants comme ce qui est organisé par l'initiative de Fethiye Çetin afin de réparer la fontaine du village de sa grand-mère arménienne convertie de force à l'Islam, après le génocide.

⁴ Tiré de l'entretien avec Garo Paylan accordé le 10 décembre 2012.

⁵ Tiré de l'entretien avec Yasemin Öz accordé le 19 mai 2012.

identités des « *EMS qui sont des entités fluides* » entendu au sens de Fillieule. Dans le cas d'*Amargi*, chez ses militantes, le sentiment de « *faire partie de quelque chose* » ne se réfère désormais plus à *Amargi* mais au mouvement féministe, plus large et « *aux frontières plus floues.* »¹ C'est précisément parce que, à partir des années 2000, il est composé de groupes très diversifiés quant à leurs modes de structuration et de leurs engagements que le mouvement féministe devient ainsi un espace propice à l'*apprentissage des luttes communes*.²

Dans l'espace militant contestataire en Turquie, les conflits entre les différents types de structures organisationnelles et les militantEs ne causent pas, chaque fois, à la dissolution du groupe. Ces conflits peuvent aussi favoriser l'innovation dans l'organisation. *Lambda*, par exemple, où l'autogestion était déjà la règle, a démantelé son organisation. La diversité des trajectoires et des objectifs de ses jeunes militantEs l'a clairement empêché de se doter de nouvelles structures. Une organisation autogérée, elle fonctionne déjà par un partage du travail passager. Depuis 2009, ces groupes de travail sont devenus plus temporaires, cela permet la participation occasionnelle, mais active de militantEs LGBT. L'organisation est plutôt devenue un lieu de rencontre, un mécanisme qui nourrit et resserre les liens de la communauté militante. Cet espace qui prend corps dans des actions concrètes attire des militantEs plus jeunes (entre 18 et 25 ans) qui, à partir de 2011 surtout, viennent grossir les rangs de *Lambda*. Comme l'explique Yeşim Başaran : « *Lambda a créé un espace qui ressemble à une auberge espagnole... où il est possible de se retrouver, de passer un moment, de manifester, d'échanger ou même de créer une nouvelle organisation. Il n'y a pas d'agenda précis.* »³ Les militantEs et ex-militantEs affirment que, même si l'indétermination de leur organisation rend désormais difficile la visibilité et l'efficacité de grands projets, elle permet aussi d'organiser de multiples manifestations politiques épisodiques.⁴

Mais en général, pour les quatre mouvements en question, les diverses lignes de fractures donnent lieu aux désengagements des militantEs. Nous observons plusieurs militantEs qui adhèrent brièvement à des organisations puis qui les quittent, ainsi, une circulation et un renouvellement constants des participants à la vie de ces organisations. Mais

¹ Olivier Fillieule, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *art. cit.*, p. 27.

² Isabelle Sommier, « Le mouvement altermodialiste », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique*, *op. cit.*, p. 511.

³ Tiré de l'entretien avec Yeşim Başaran accordé en 28 août 2013.

⁴ Yeşim Başaran, Erdal Demirağ, Elif Avcı, Onur Fidangül.

comme le montre la lettre des militantes d'Amargi pour le mouvement féministe, depuis les années 2000, nous voyons dans tout l'espace militant contestataire en Turquie, une pluralité des modalités de mobilisations. C'est pourquoi, plusieurs militantEs qui quittent leurs collectifs restent cependant dans les réseaux militants et dans les « *lieux de sociabilité* »¹ Il y a donc une différence entre le mode d'organisation des mouvements et celui des groupes qui les composent. L'espace militant en Turquie, désormais, rassemble des mouvements qui, en général, correspondent à la définition de Mario Diani : « *les phénomènes que l'on qualifie habituellement de mouvements sociaux sont des réseaux informels d'individus, de groupes et d'organisations engagés dans un conflit politique ou culturel sur la base d'une commune identification à une cause.* »²

Temma Kaplan propose l'expression de *communautés de mouvement social* (social movement community) pour désigner les réseaux d'activistes organisés de manière informelle.³ Suzanne Staggenborg et Verta Taylor⁴ ont déjà montré que le mouvement féministe américain repose sur une communauté féministe qui englobe une multiplicité de groupes et d'individus reliés au féminisme.⁵ En Turquie, où les organisations ont une durée de vie limitée, les mobilisations reposent également sur un ensemble de réseaux et de « *lieux de sociabilités qui ne sont pas exclusivement tournés vers des activités militantes.* »⁶ Autour du mouvement féministe, par exemple, les individus se croisent à la librairie féministe⁷, à la Bibliothèque des œuvres des femmes, aux expositions des photographes féministes, aux spectacles des comédiennes féministes⁸, aux festivals des films féministes⁹, aux conférences, aux cafés féministes, dans les manifestations du 8 mars ou bien dans les campagnes politiques organisées par des plateformes provisoires. Le mouvement LGBT, intègre, de même manière,

¹ Verta Taylor et Leila Rupp, « Women's culture and lesbian feminist activism: A reconsideration of cultural feminism », *Signs*, 19, 1993, p. 32-61.

² Mario Diani, « The Concept Of Social Movement », *Sociological Review*, vol. 40, 1992, p. 3.

³ Temma Kaplan, *Taking back the streets*, California, University of California Press, 2004.

⁴ Suzanne Staggenborg et Verta Taylor, « Whatever Happened to the Women's Movement? », *Mobilization : International Journal of Theory and Research About Social Movements and Collective Behavior*, no : 10, 2005, pp. 37-52.

⁵ Voir aussi: Elisabeth Clemens, « Organizational Repertoires and Institutional Change : Women's Groups and the Transformation of U.S. Politics, 1890-1920 », *The American Journal of Sociology*, 1993, Vol. 98, no : 4, p. 755-798.

⁶ Suzanne Staggenborg et Verta Taylor, « Whatever Happened to the Women's Movement? », *Mobilization : International Journal of Theory and Research About Social Movements and Collective Behavior*, no: 10, 2005, pp. 37-52.

⁷ La librairie féministe *Amargi* qui a existé de 2007 jusqu'au 2011.

⁸ Comme FKÇ (le cercle des féministes), *Boyalı Kuş*, les spectacles d'Esmeray.

⁹ Il y a deux festivals importants organisés par *Filmmor*-collectif des réalisateurs féministes ou *Uçan Süpürge*.

une communauté qui dépasse son espace militant. La multiplication des espaces culturels, des cafés où se réunissent différents réseaux crée de nouvelles initiatives de mobilisation qui ne dépendent pas directement d'une organisation particulière. Le mouvement autour d'*Agos*, quant à lui, touche différents milieux sociaux via les plateformes, les centres culturels et les projets internationaux et chapeaute plusieurs initiatives autonomes. Les trois mouvements (féministe, LGBT et autour d'*Agos*) se caractérisent, au fil du temps, par leur stabilité qu'ils ont acquise grâce à leur fluidité. Quant au mouvement des partis légaux kurdes, malgré sa structure hiérarchique, il est également entouré d'une communauté militante qui englobe des militantEs qui ne sont membres d'aucune organisation.

Même s'ils ont de différentes places sur l'échelle hiérarchique, leur interdépendance donne lieu à des alliances et à des interactions mutuelles, à des combinaisons de différents modes d'action, à des croisements de réseaux et de communautés militantes englobant une multiplicité de groupes et d'individus, dont la plupart appartenant à une nouvelle génération, mais aussi les ex-militantEs de ces mouvements. Ces communautés et ces réseaux informels, en s'appuyant sur les structures préexistantes, ajoutés aux plateformes multi-organisationnelles et éphémères, facilitent la diffusion des idées, des concepts, des savoir-faire et des revendications.

L'émergence des réseaux sociaux sur internet, liée aux révolutions technologiques et techniques, renforce et met en avant cette communauté. Les médias sociaux comme *twitter* ou *facebook* qui prennent une place grandissante dans l'organisation de l'action collective, donnent une opportunité à la collaboration en ligne de plusieurs réseaux et permettent une interactivité inédite et plus rapide. De ce fait, le nombre de membres inscrits sur ces réseaux sociaux se multiplie, les réseaux se densifient et se diversifient, sans se centraliser. Les militantEs du mouvement LGBT, du mouvement féministe, du mouvement kurde et du mouvement autour d'*Agos* nous ont expliqué à plusieurs reprises comment l'organisation des actions est changée depuis dix ans en gagnant de nouveaux mécanismes. Nous avons vu, par exemple, dans le **tableau 4**, l'augmentation des participantEs à des manifestations de marches de fiertés. Nous remarquons 40 participantEs en 2003, 1500 en 2007, 5000 en 2009, 50 000 en 2013.

Selon Elif Avcı, militante de *Lambda*, la capacité du mouvement LGBT de mobiliser plusieurs réseaux informels via internet a joué un rôle important dans ce processus. « *Avant, on avait un liste, on téléphonait à chaque personne. Maintenant, nous avons des centaines de*

milliers d'amis facebook, nous partageons et nous joignons un nombre de personnes étonnant ! »¹ Onur Fidangül, militant de SPOD ; ajoute le rôle des espaces comme les cafés, bars, librairies et centres culturelles qui réunissent les communautés militantes : « *plusieurs personnes proches de notre mouvement qui ne préfèrent pas entrer dans une organisation mais qui veulent être dans un milieu social militant et avoir des amiEs dans ce milieu, se retrouvent dans les cafés, dans les centres culturels. Quand tu mets quelques affiches d'une manifestation là-bas, l'information se diffuse très vite.* »² Karin Karakaşlı, militante du mouvement autour d'Agos ajoute que depuis l'augmentation des plateformes passagères, il y a plusieurs personnes dans ces réseaux qui y participent : « *nous annonçons les manifestations mais aussi les réunions des plateformes, avec les affiches que nous laissons dans ces cafés ou bars. Et après nous voyons que c'est très utile... Plusieurs personnes ont participé aux plateformes de cette manière.* »³ Nous soulignons que cette participation est irrégulière et variable selon les objectifs des manifestations et des plateformes.

Grâce aux alliances entre les mouvements, le réseau militant s'élargit en touchant les différents milieux sociaux et devient la dynamique principale de l'action collective prenant le pas sur les organisations elles-mêmes. L'élargissement des réseaux informels qui se sont substitués aux organisations relativement traditionnelles pour la diffusion des informations ou pour la communication, a renforcé la capacité de créer des manifestations imprévues.

Place Taksim : la place des nouvelles formes d'organisation

Les manifestations de Taksim que nous avons étudiées dans les chapitres précédents en tant que *changement d'échelle*⁴, est un exemple qui montre comment les nouvelles formes d'organisation dans l'espace militant contestataire en Turquie, ont développé cette capacité de créer des manifestations imprévues. Le caractère spontané de cette mobilisation qui s'appuie sur un espace militant dynamique et inter-organisationnel, concrétise les nouvelles modalités de mobilisation développées ces quinze dernières années. Nous avons vu dans le deuxième chapitre que cette mobilisation est déclenchée par les militantEs de la *plateforme de Taksim* qui s'est organisée à la fin de l'année 2011 avec une forme d'organisation autogérée et

¹ Tiré de l'entretien avec Elif Avcı accordé le 6 juillet 2013.

² Tiré de l'entretien avec Onur Fidangül, accordé le 1 juillet 2013.

³ Tiré de l'entretien avec Karin Karakaşlı accordé le 1 avril 2012.

⁴ Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Dynamics of contention*. Cambridge : Cambridge University Press, 2001, p. 387.

autonome vis-à-vis de toutes les organisations. Il est important de souligner que les participantEs de cette plateforme n'y figurent pas en tant que représentantEs d'organisations, mais comme des individus qui peuvent avoir aussi une multipositionnalité d'engagements. Dans la brochure de la plateforme intitulée « *qui sommes-nous ?* », la définition des participantEs révèle cette pluralité autour d'un objectif très précis: « *notre plateforme unit des femmes et des hommes de différentes générations et de différents milieux : des architectes qui vivent à Taksim, des personnes qui travaillent à Taksim, qui passent à Taksim, qui pensent que Taksim est un centre important* »¹.

Nous avons étudié comment après la répression policière contre les militantEs de la *plateforme de Taksim*, les manifestations ont pris de l'ampleur. Quand tout Istanbul et d'autres villes de Turquie sont devenus des champs de manifestations de centaines de milliers de personnes, de répression meurtrière et de résistance, les nouvelles organisations se sont créées dans ces actions. Cette création dévoile la coexistence des différents répertoires organisationnels dans cet espace. Nous avons déjà montré que plusieurs modes d'organisations sont apparus dans deux jours pour porter la mobilisation.

L'organisation la plus visible est la *plateforme de solidarité pour Gezi*, qui s'appuie sur la base inter-organisationnelle de l'espace militant en Turquie. Nous avons vu qu'elle rassemble soixante-et-onze organisations dont les causes et les modalités sont différentes. (cf. **tableau 12, 13, 14, 15**). Cette plateforme a pour vocation de représenter les manifestantEs dans les négociations avec le gouvernement. Mais elle ne représente que les organisations et non la plupart des manifestantEs qui ne sont adhérentEs d'aucune structure. Les porteurs de cette mobilisation sont les militantEs des réseaux croisés. La diffusion passe notamment par les réseaux sociaux sur internet et par la communication audiovisuelle. Les décisions et l'organisation des actions se font par de petites plateformes passagères qui se sont substitués aux organisations relativement traditionnelles.

Comme déjà évoqué, ces innovations provoquent parfois quelques dissensions au sein de l'opposition dans l'espace militant. Nous avons vu, dans le deuxième chapitre, comment des organisations structurées ont tenté, après la répression de la police contre les manifestantEs, de reprendre le contrôle des manifestations, par la *plateforme de solidarité pour Gezi*. Les militantEs qui participent aux réunions de celle-ci, témoignent de la

¹ La brochure « *Qui sommes-nous ?* », *Plateforme de Taksim*, 2012.

domination de ces structures caractérisées par les rapports sociaux : « *quand les manifestations ont gagné de l'ampleur, c'est devenu plus difficile pour les femmes, pour les personnes LGBT et les pacifistes de s'exprimer dans les réunions de cette plateforme ; les hommes révolutionnaires parlaient plus fort.* »¹

Dans le troisième chapitre, nous avons montré comment les structures organisationnelles peuvent freiner la mobilisation. Les témoignages des militantEs, affirment également que ces structures ne pouvaient ni contrôler, ni orienter la mobilisation : « *même si les réunions de la plateforme duraient très longtemps, à cause des conflits entre les organisations, à la fin, on ne pouvait pas prendre de décisions et on a dû se résoudre à suivre les volontés de la rue. Tout était dicté par la rue après de très courtes réunions informelles. Les vieux ne pouvaient pas guider et influencer les jeunes, alors ils les suivaient...* »² Yeşim Başaran qui a participé aux premières réunions de la plateforme souligne que « *la plateforme de solidarité pour Gezi doit se reconstruire. Ça ne peut pas continuer comme ça !* »³ Ce mécontentement se rejoint à l'habitude de s'organiser de façon autogérée : les manifestations, que nous avons décrites, sont organisées par des groupes de jeunes militantEs qui ne sont pas des représentantEs des organisations. Ceux-ci, fonctionnent plutôt dans le cadre de petites réunions spontanées et utilisent les forums ou l'internet. Sevil Turan, qui est co-porte-parole des *Verts* mais qui s'est également engagée de façon individuelle dans la *Plateforme de Taksim* et dans les manifestations, souligne le caractère instantané de ces forums. « *Dans tous les forums, on débat sur les sujets qui concernent le moment présent. On n'élabore pas de stratégies mais on essaie de créer de nouvelles tactiques et on cherche plutôt nos points communs.* »⁴ Onur Fidangül, 22 ans, militant du SPOD et l'un des participants à ces réunions, dit que, malgré l'apparente spontanéité, il existe une véritable coordination : « *tout le monde croit que nous sommes désorganisés mais on est très organisés.* »⁵

L'apparente désorganisation de la mobilisation de Taksim est liée à sa forme inhabituelle, contre ou en marge des organisations classiques, remettant en cause les représentations collectives de celles-ci.⁶ La modalité de cette organisation décentralisée assure

¹ Tiré de l'entretien avec Rüzgar accordé en 4 août 2013.

² Entretiens avec Sevil Turan, Onur Fidangül, Yeşim Başaran, Elif Avcı.

³ Tiré de l'entretien avec Yeşim Başaran accordé le 28 août 2013.

⁴ Tiré de l'entretien avec Sevil Turan, accordé le 18 août 2013.

⁵ Tiré de l'entretien avec Onur Fidangül, accordé le 1 juillet 2013.

⁶ Pour les différents exemples en Amérique latine, voir : Ricardo Peñafiel, « Luttés sociales et subjectivations

l'autonomie des militantEs. En n'acceptant plus d'être guidéEs par les groupes de référence, les militantEs qui sont au cœur des manifestations, contrôlent eux-mêmes et elles-mêmes les modalités de leur existence et de leur engagement.¹

Comme nous l'avons démontré à plusieurs reprises, la chute de l'engagement partisan traditionnel provoque des conflits entre ces organisations et les militantEs de la nouvelle génération. « *Quand de jeunEs manifestantEs résistaient avec une naïveté inhabituelle, on voyait nombre de militants classiques essayer de les contrôler sans succès. Ces militants étaient irrités de voir écrits sur les murs des slogans comme « Vive notre action non-organisée ! » et quelques fois ils tentaient de les effacer.* »² En même temps, nous observons que, avec cette expérience commune, plusieurs militants « *vieux style* » prennent distance de leurs engagements. Cela rappelle la question d'Érik Neveu sur les mobilisations en général: « *les militants (politiques, syndicaux) étaient-ils si dépourvus de distance critique à leurs engagements ?* »³ Nous voyons plusieurs articles des militantEs de gauche qui mettent en question leurs styles de contestation par rapport à cette modalité inhabituelle.⁴ Ertuğrul Mavioğlu, journaliste et ex-militant d'extrême gauche, par exemple, décrit l'étonnement de sa génération face à cette nouvelle vague : « *cette génération a ridiculisé tout le monde. Comme elle est issue d'après le coup d'Etat de 1980, nous pensions qu'elle était apolitique, consommateur et individualiste, qu'elle ne s'intéressait qu'aux ordinateurs, aux portables, aux jeux informatiques. Mais c'est elle qui nous a entraînés !* »⁵

politiques en Amérique latine : expropriations, récupérations et réinventions des savoirs sur « soi » », *Mouvements*, 2012/4 n° 72, p. 69-78. DOI: 10.3917/mouv.072.0069

¹ A propos des interactions entre les différentes gauches lors des manifestations de juin 2013, voir Samim Akgönül, « Turquie, les trois gauches face à une droite unie », *Orient XXI*, 25.10.2013, <http://orientxxi.info/magazine/turquie-les-trois-gauches-face-a,0398>

² Ertuğrul Mavioğlu, « Gezi », *Ot*, no : 5, juillet 2013, Istanbul.

³ Erik Neveu, « Dynamiques et effets des mobilisations », *art. cit.*, p. 77.

⁴ Entretiens avec Yeşim Başaran et Rüzgar.

⁵ Ertuğrul Mavioğlu, « Gezi », *art. cit.*

Tableau 16 - Collectifs créés après les manifestations de place Taksim

1. *Collectif des mères* (pour solidarité avec les familles des manifestantEs tuéEs, blesséEs, prisonnierEs)
2. *Groupe de travail d'informatique* (prépare des sites web, comme <https://parktakiler.org>)
3. *Réseau de solidarité* (tisse des liens de solidarité matérielle nationale et internationale sur plusieurs domaines)
4. *Groupe de travail de formation* (organise des rencontres sur les différents thèmes)
5. *Groupe de travail des précaires*
6. *Collectif pour la justice* (la défense des manifestantEs arrêtéEs)
7. *Collectif pour la communication*
8. *Groupe de travail de méthodologie* (soutient les recherches sur les manifestations de la place Taksim)
9. *Journal du parc* (www.parkgazetesi.com)
10. *Groupe des médias sociaux*
11. *Groupe de poursuite des médias*
12. *Coordination des forums*
13. *Groupe de femmes du parc Abbasağa*
14. *Collectif des artistes*
15. *Groupe de travail contre la criminologie* (contre la répression policière)
16. *Collectif des urbanistes et des architectes*
17. *Groupe de travail sur la politique* (revendique de « se débarrasser des politiciens »)
18. *Collectif pour la paix sociale*
19. *Groupe pour le réseau international*

Les militantEs interviewéEs dans le cadre de notre recherche, racontent qu'à partir de la dernière intervention policière, les groupes ou partis politiques de gauche laissent l'initiative aux groupes autonomes. Ces derniers continuent dans différentes mobilisations, jusqu'à aujourd'hui (novembre 2013) autour de dix-neuf collectifs qui se réunissent ordinairement chaque semaine et qui communiquent entre eux, en dehors de la *plateforme de Taksim* et de la *plateforme de la solidarité pour Gezi*. (cf. tableau n : 17)

Selon Onur Fidangül, militant du mouvement LGBT, « *les organisations de la gauche ont vu leur incapacité à mobiliser les gens. Ils ont du laisser l'initiative des manifestations*

aux mouvements sociaux, parce qu'ils ont vu qu'ils n'ont pas d'autre choix. »¹ Rüzgar, militant *queer*, qui était actif dans les groupes autonomes durant les manifestations, énonce la mise en avance de l'autogestion : « *la plupart des manifestantEs ne voulaient pas être dirigés par les structures classiques. Il y a une autogestion qui s'appuie sur les réseaux sociaux.* »² Sevil Turan, co-porte-parole des Verts, quant-à-elle, souligne que ce nouveau mouvement « *prend sa force dans son autonomie, dans la sincérité de ses militantEs et de leur pacifisme* »³

Nous avons évoqué dans ce chapitre, par rapport au mouvement autour d'*Agos*, la définition d'*entreprises de mouvement social* (EMS), proposée par Olivier Fillieule. Cette définition correspond à la nouvelle modalité que nous sommes en train d'expliquer, parce qu'elle réunit des participants de passage plutôt que des membres, dans l'espace militant en Turquie. « *L'appartenance à une EMS ne passe pas forcément, comme dans les organisations, par une adhésion, un processus de recrutement, etc., mais plus largement par le sentiment d'appartenir à un collectif plus ou moins précisément défini.* »⁴ Elle est inhabituelle pour plusieurs organisations dans cet espace, malgré son poids depuis le début des années 2000. Cela est lié aussi à son manque de mécanisme de représentation dans son organisation passagère. Nous observons des débats sur le mode d'organisation, autour des dix-neuf collectifs, construits durant et après les manifestations de place Taksim. Après une dizaine de réunions ouvertes au public, ils-elles publient une brochure intitulée « *Est-ce qu'il faut que nous nous organisions ?* »⁵ Cette brochure résume les différentes formes d'organisation dans les mobilisations internationales après 2001, comme celles d'Argentin, celle d'*Occupy Wall street*, celle d'*Oaxaca* en Mexique.

Le nouveau type de militantE de cette récente vague contestataire, se caractérise par son autonomie et la multiplicité de ses engagements. Selon les termes d'Olivier Fillieule, ils-elles sont « *généralement inscrits dans une pluralité d'espaces sociaux.* »⁶ Cette pluralité multiplie les opportunités grâce à l'accès aux outils de communication, et à la proximité des différents réseaux tandis que la fluidité permet d'inventer de nouvelles méthodes d'action,

¹ Tiré de l'entretien avec Onur Fidangül, accordé le 1er juillet 2013.

² Tiré de l'entretien avec Rüzgar, accordé le 4 août 2013.

³ Tiré de l'entretien avec Sevil Turan, accordé en 18 août 2013.

⁴ Olivier Fillieule, « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *art. cit.*, p. 27.

⁵ « Örgüt-lensek mi acaba ? » http://gezibrosur.files.wordpress.com/2013/06/orgut_mu_lensek1.pdf

⁶ Olivier Fillieule, Temps Biographique, temps sociale et variabilité des rétributions, *art. cit.*, p. 45.

d'unir les opportunités contre la répression et d'en atténuer les coûts. Ils permettent notamment aux individus d'élargir leurs capacités d'expression et d'action. La mise en avant de l'intentionnalité de l'individu apparaît donc comme l'une des spécificités du nouveau cycle d'innovation dans l'espace militant en Turquie. Ce nouveau cycle d'innovation, comme le montrent également les manifestations de Taksim, est marqué par l'individualisation de l'action collective.

Comment peut-on analyser cette individualisation ? Est-ce qu'elle désigne la substitution du « je » à la place du « nous » ? Comment identifier le « je » ? Qui le crée ? Comment peut-on le distinguer du « moi » ? Est-ce que le « je » signifie le « sujet » politique ? Quelle est la place des « sujets » dans cette nouvelle vague contestataire ? Est-ce qu'au lieu des anciens sujets, voire des organisations structurées, il s'agit de l'émergence de nouveaux sujets ? Ou bien nous faut-il plutôt parler des subjectivités ?

Michel Foucault, en disant « *Ne me demandez pas qui je suis et ne me dites pas de rester le même* »¹, explique que le « je », ses souffrances et ses actes, ses paroles et ses démonstrations se déroulent au cœur des relations sociales, établies de diverses façons. La manifestation n'exprime alors pas le *soi* mais prend sa place et accomplit cette substitution en inversant le *sujet* singulier en une manifestation extérieure. Judith Butler, en se référant à Levinas considère que l'action collective ne découle pas de la préservation du « moi » : « *peut être, devrions-nous considérer comme Levinas, que la préservation de soi n'est pas le but élevé, ni la défense d'un point de vue narcissique le besoin psychologique le plus pressant.* »² Notre observation participante et les entretiens démontrent que, par exemple dans les manifestations de Taksim, l'autonomie marquante des militantEs ne se manifeste pas comme une préservation de soi : « *malgré le caractère meurtrier des violences de la police, les manifestantEs ne quittaient pas l'espace* »³ ; « *ils-elles elles mouraient, étaient blessés mais aucun n'abandonnait.* »⁴ « *C'est la première fois qu'on voit dans une mobilisation des personnes qui ont effacé de leur dictionnaire des mots comme 'se soumettre' ou 'se rendre' ; qui n'ont pas peur de la mort mais qui pleurent sur les petites blessures des autres.* »⁵

¹ Michel Foucault, *Dits et écrits*, T.II. Paris, Gallimard, 1977, p. 28.

² Judith Butler, *Le Recit du soi*, Paris, PUF, Pratiques Theoriques, 2005, p.102.

³ Tiré de l'entretien avec Onur Fidangül, accordé le 1er juillet 2013.

⁴ Tiré de l'entretien avec Sevil Turan, accordé le 18 août 2013.

⁵ Tiré de l'entretien avec Yeşim Başaran accordé le 28 août 2013.

L'espace militant contestataire en Turquie qui englobe une multiplicité de groupes, de communautés, de réseaux et d'individus autour de frontières floues, montre que l'autonomie des militantEs n'est pas seulement une affirmation de liberté personnelle, c'est en même temps un mouvement social qui renaît par l'innovation des modalités de mobilisation et de l'organisation interne des mouvements contestataires, en transformant ses mécanismes constituants et en créant des coordinations passagères. Cette nouvelle mouvance témoigne des subjectivations autour de multiples manifestations épisodiques et de nombreuses créations inédites et variées, générant ainsi des espaces pour commencer et recommencer « *à penser ce qui n'est pas pensé* »¹ comme le dit Heidegger.

Nous avons considéré l'assassinat de Hrant Dink comme un moment charnière et parlé de la naissance d'un nouveau mode de mobilisation. Le *changement d'échelle*², entendu au sens de Doug Mc Adam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, se complète par les manifestations du parc Gezi comme un deuxième moment charnière ou *événement transformateur*, entendu comme Isabelle Sommier.³ D'ailleurs, comme nous l'avons déjà indiqué, tous et toutes les militantEs interviewéEs dans le cadre de cette recherche, expriment le terme *révolution* pour caractériser les manifestations de Taksim.⁴ Comme Isabelle Sommier le souligne, « *ce n'est pas tant le déroulement de l'événement en lui-même* »⁵ mais le processus d'interprétation collective qui dévoile ce caractère de l'action. Elif Avcı, militante LGBT, interprète, par exemple, ainsi sa révolution : « *j'ai vécu une vraie révolution. Rien ne sera comme avant. Nous avons gagné notre autonomie... notre autonomie par rapport aux organisations, par rapport à l'Etat, aux institutions... Nous avons réécrit notre vocabulaire.* »⁶

¹ Ali Akay, *Iktidar ve Direnme Odakları* (les mécanismes de domination et de la résistance-Foucault), *op. cit.*, p.150.

² Doug McAdam, Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Dynamics of contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 387.

³ Isabelle Sommier, « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 118.

⁴ Par exemple: « *Nous avons vécu une révolution. C'est une révolution sociale. Nous avons changé les définitions, nous avons changé la façon de faire la politique.* » (tiré de l'entretien avec Sevil Turan, accordé le 18 août 2013) ; « *Les militantEs classiques comprennent bien qu'il s'agit d'une révolution. Ou ils-elles vont s'adapter, ou ils-elles vont rester marginaux... Mais je crois que la révolution les a recréés aussi.* » (Tiré d'entretien avec Onur Fidangül, accordé le 1 juillet 2013).

⁵ Isabelle Sommier, « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », *art. cit.*

⁶ Tiré de l'entretien avec Elif Avcı accordé le 6 juillet 2013.

Conclusion de la deuxième partie

« Ceux qui sont supposés irréels, malgré tout, saisissent la réalité ; cette surprise performative et collective, produit la déshabilité vitale. »¹

Après avoir étudié dans la première partie les causes de l'interdépendance et des convergences des mouvements contestataires qui, entre 1985 et 2010, formaient un nouveau cycle dans l'espace des luttes sociales en Turquie, la deuxième partie, était consacrée à l'étude des conséquences de ces convergences. C'est-à-dire l'objet de cette partie était d'expliquer les innovations, en prenant en compte le caractère multidimensionnel de cet espace, abordant les effets des conflits provoqués par leurs interactions et les lignes de dissociation entre ces mouvements. À partir de cette étude nous avons abordé la naissance d'un nouveau cycle de contestation, apparu dans les années 2010 et qui déclenche des mobilisations « inattendues » de Taksim en 2013.

En examinant les rapports sociaux dans lesquels ces mouvements s'inscrivent, leurs interactions avec l'État et avec les instances structurantes du politique, la professionnalisation du militantisme et les structures organisationnelles qui ne représentent pas la pluralité des militantEs, nous avons vu que ces facteurs créent des freins à leurs influences réciproques. Les rapports sociaux, par exemple, éloignent et divisent les militantEs et renforcent les identités politiques. Mais en même temps, nous avons constaté que ces rapports sociaux causent des conflits internes aux mouvements et entre les mouvements mais, par leur interdépendance, ils occasionnent également des débats, des questionnements et des transformations réciproques. La pensée hégélienne permet de reconnaître le rôle de la négativité, c'est-à-dire, le rôle des contradictions intérieures dans la transformation.

L'institutionnalisation de l'activisme et la professionnalisation du militantisme, sont des autres exemples, qui créent l'adaptation aux structures publiques de certaines organisations qui, par un « pragmatisme radical », retrouvent de nouvelles opportunités. L'étude des quatre mouvements en question a montré que le rétrécissement des structures

¹ Judith Butler, *Le récit du soi, op. cit.*, p. 241.

organisationnelles, en affectant leur capacité d'action commune, ralentit leurs influences réciproques et leurs innovations. Nous avons souligné que cette orientation de plusieurs organisations crée une certaine dissociation dans l'espace militant mais cela ne ralentit pas les mobilisations. En cherchant à comprendre ce processus, nous avons vu que ces conflits provoquent des changements, que les interactions de ces mouvements, constitués au début par les organisations structurées, donnent lieu à une mobilisation sociale qui va au delà des structures existantes. Cela montre que ces structures ne sont plus les seuls acteurs des mobilisations actuelles et que les mouvements se reconstruisent en englobant les formes d'organisations fluides ou passagères, les communautés militantes et les réseaux sociaux sur les dynamiques complexes de l'espace militant en Turquie. Ces communautés et ces réseaux, en s'ajoutant aux plateformes multi-organisationnelles et passagères, facilitent la diffusion des idées, des concepts et des revendications et favorisent l'innovation des concepts et des actions contestataires dans cet espace vivant. Grâce à ces diffusions, les militantEs se rendent compte de la multiplicité d'identités, la multiplicité de personnalités en elle-même, *des mondes de fantasmes et de rêves qui accompagnent leur vie.*¹

Le nouveau cycle de contestation se distingue par cinq traits principaux :

- il est porté par les nouvelles générations,
- il adopte un langage populaire et apolitique,
- substitution des méthodes pacifistes aux méthodes de résistances violentes,
- il est non-structurel : même s'il se développe sur la base des organisations structurées, il les dépasse en créant des coordinations passagères,
- la fluidité croissante de son univers de référence est caractéristique,
- il est marqué par l'individualisation de l'action collective. La multiplicité de ses ressources² est également issue des interactions individuelles et des socialisations croisées qui déclenchent un processus de désidentification ou de déclassification en mettant en avant l'intentionnalité de l'individu.

¹ Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, *op. cit.*, pp. 77-78.

² Erik Neveu, « Répertoires d'action des mobilisations », *art. cit.*, pp. 501.

Nous considérons donc que le nouveau cycle de contestation s'appuie sur l'innovation de l'espace militant advenu depuis plus de vingt ans à partir du cycle de contestation des années 80 et qui a produit des innovations.

L'examen de l'innovation des concepts, des revendications, du répertoire de l'action collective, des nouveaux mécanismes de contestation et des nouvelles modalités d'organisation et d'action, a démontré l'élaboration de réseaux croisés, et la création de communautés militantes englobant une multiplicité de groupes et d'individus. C'est ainsi que nous avons expliqué les dynamiques et les bases historiques de la nouvelle entreprise de mobilisation fluide qui renforce, malgré le contexte autoritaire, la capacité de créer des manifestations imprévues. Le terme de « configuration » qui désigne « *figurer avec* »¹ permet de comprendre la complexité de cette transformation.² L'examen des quatre mouvements contestataires révèle également que cette modalité existe déjà dans l'espace militant en Turquie, espace d'« apprentissage de luttes communes »³ pour les mouvements, pour les organisations et pour les militantEs autonomes qui forment ensemble « une seule configuration en tension. »⁴

Nous concluons cette deuxième partie en revenant à la « révolte de Taksim », pour y insister qu'elle n'est pas tombée du ciel. C'est grâce à la diffusion des concepts que les militantEs dans les divers réseaux militants et sociaux, ouverts aux différentes causes, sont devenues sensibles aux questions écologistes, anti militaristes, pacifistes. La sensibilité exprimée autour de vingt arbres est l'aboutissement de cette diffusion des idées et du rapprochement des réseaux depuis quinze ans. Cette sensibilité est transformée en action par de nouvelles mécanismes créés autour des communautés militantes et réseaux informels qui s'appuient sur les structures préexistantes, ajoutés aux plateformes multi-organisationnelles et éphémères, en laissant place à l'individualisation de l'action collective qui recrée un mouvement social transversal.

¹ André Ducret, « Le concept de « configuration » et ses implications empiriques : Elias avec et contre Weber », *SociologieS* [En ligne], URL : <http://sociologies.revues.org/3459>

² Norbert Elias et Eric Dunning, *Sport et civilisation. La Violence maîtrisée*, traduit de l'anglais par Josette Chicheportiche et Fabienne Duvigneau, Paris, Fayard, 1994.

³ Isabelle Sommier, « Le mouvement altermodialiste », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique, op. cit.*, p. 511.

⁴ Norbert Elias et Eric Dunning, *Sport et civilisation, op. cit.*, p. 265.

Sans comprendre les effets des convergences des mouvements contestataires, l'élargissement et la transformation des cadrages et des sources d'influences, l'innovation des moyens de mobilisation, des formes d'organisation et d'action, il est difficile de comprendre la résistance « inattendue » portée par les militantEs de ces réseaux interdépendants.

Conclusion

CONCLUSION DE LA THÈSE

L'examen de l'espace militant en Turquie à travers quatre mouvements contestataires, en tenant compte des différents acteurs politiques- incluant l'État et les organisations partisans, remet en question les conceptions réductrices de l'action collective et montre que les facteurs macro-sociologiques sont insuffisants pour expliquer la contestation. Cet espace, en présentant une pluralité d'expériences, donne maintes occasions de distinguer les possibilités d'émergence des différents mouvements contestataires sous la répression et de leurs convergences. Il permet de vérifier la perspective dynamique en montrant à la fois l'influence de l'environnement sur l'action collective et le caractère non structurel, relationnel, dynamique et par conséquent complexe de celle-ci.

Il est possible que les individus s'organisent et créent des mobilisations malgré les contraintes liées au pouvoir monopolistique, donc, malgré la répression. Les effets de la répression peuvent être multiples et variables par rapport aux liens complexes de différents facteurs : la multiplicité des acteurs, les interactions des mouvements avec l'État, la dialectique des différentes dispositions et occasions, la dimension émotionnelle et les capacités des militantEs à recréer eux-mêmes leurs opportunités politiques par de multiples méthodes d'adaptation tactique¹ : après le coup d'État de 1980 en Turquie et l'écrasement du mouvement de gauche qui occupait l'espace militant, un nouveau cycle de contestation apparaît, et ce, malgré la répression meurtrière.

Ce nouveau cycle est édifié par les nouveaux mouvements contestataires, autour de causes inédites: l'émancipation des femmes, des LGBT, des Kurdes et des Arméniens. Leur émergence apporte à l'espace militant contestataire la pluralité et la diversité des causes politiques et des actions protestataires. Leur persévérance permet à ces mouvements, au prix parfois d'un coût élevé, d'obtenir une reconnaissance relative, en affirmant leur représentativité. La relativité de leur reconnaissance signifie qu'ils influencent épisodiquement les politiques publiques, mais pas les structures politiques. Même si les gains ne sont pas structurels, il s'agit d'un impact culturel et celui-ci donne lieu à l'actualisation de leurs opportunités de manière continue.

¹ Olivier Fillieule, « Requiem pour un concept : la notion des structures des opportunités politiques », in Dorransoro Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, op. cit., p. 214.

Ces mouvements, émergés au cours de la même décennie, malgré leurs divergences, se rejoignent dans le même cycle: leurs cheminements varient de l'un à l'autre mais ils sont interdépendants pour de multiples raisons, dans la complexité de leurs dynamiques, les uns provoquant ou préparant l'émergence des autres. Ils se rejoignent autour de leurs particularités novatrices dans le répertoire des mouvements contestataires : ils partagent le même contexte conflictuel sous un système politique répressif et les mêmes répertoires d'action politique hérités du mouvement de gauche.

Sortant du cercle traditionnel, parlant de rapports sociaux « inconnus » auparavant et de causes inédites, ces mouvements, sous différents angles, réussissent à remettre en cause la définition de citoyenneté républicaine et à activer des scènes de dissensus. Le nouveau cycle de contestation, germé dans les années 1980, muri et émergeant autour de 1990, devient le moteur de la déconstruction d'un monopole idéologique, organisationnel et politique dans l'espace militant. Les mouvements qui forment ce cycle portent, depuis le début, les stigmates de la répression mortelle, de la guerre civile et les marques de l'interdépendance avec la gauche que ses militantEs ont quittée : tous ont partagé le même trauma et gardé des relations avec elle. La complémentarité de leurs critiques envers certains aspects du mouvement de la gauche et de l'État, surtout concernant l'identité républicaine, ethnique et genrée, peut faire considérer l'autonomisation de ces quatre groupes comme une contestation des vérités dominantes. En remettant en cause les vérités idéologiques de l'État et des mouvements de la gauche, ils contestent également le savoir dominant et, par conséquent, la certitude de la « vérité ». Ce cycle entraîne un changement majeur dans les formes, les répertoires et les cadrages de l'action collective. Les quatre mouvements, malgré les conflits, réussissent à créer leurs propres discours et leurs manières d'agir. Le nouveau cycle de contestation qu'ils déclenchent favorise une forme de revitalisation politique dans un contexte de crise.

L'interdépendance qui existe entre ces mouvements, impliquant de multiples facteurs, favorise leurs convergences. Le système monolithique en Turquie qui affecte tous les domaines, du champ politique à la vie privée, en faisant ressortir la structure intersectionnelle des rapports sociaux de sexe, de sexualité et d'ethnicité, participe à la constitution des conditions de leur émergence et encourage les alliances entre ces mouvements. La répression étatique, qui les touche de différentes manières, favorise leur rapprochement et leur association. Leur

besoin d'agir ensemble¹, comme adaptation tactique, contre la répression, favorise également des alliances avec le mouvement de la gauche, malgré leur défiance - qui est toutefois gérable grâce à leur lien de parenté, à un répertoire commun et à la même culture politique. Le caractère *multiorganisationnel*² de l'espace militant en Turquie s'articule à travers le besoin de se solidariser contre la répression. Cet espace unit, par les relations de dépendance mutuelle, plusieurs acteurs comme le mouvement de la gauche, le mouvement des partis légaux kurdes, les syndicats et ceux qui mènent différentes luttes contestataires. Mais cette collaboration n'empêche pas l'autonomisation de ces acteurs. Aussi, leur pouvoir de déclencher de nouveaux chemins, leur autonomisation ne signifie-t-il pas une coupure des relations avec la gauche, mais une transformation et complexification de ces relations. Ils se mobilisent à partir du même répertoire de gauche et s'y affrontent pour le changer, constituant des ponts entre les deux générations, ou bien entre les mouvements et les réseaux militants eux-mêmes. La participation de la nouvelle génération se réalise après les convergences, les croisements des réseaux et les innovations successives de l'espace militant.

L'espace militant en Turquie est aussi un champ de clivages et de conflits. Les dimensions et les effets des interactions dépendent des lignes de fracture entre ces mouvements relatifs à la structuration interne des rapports sociaux au sein desquels ils sont inscrits³, à l'autonomisation des intérêts sociaux et du champ de production politique, à l'intégration dans la structure dominante, à leur diverses modalités de hiérarchisation organisationnelle, enfin à la construction des identités politiques diverses. Les divers niveaux de répression à laquelle sont confrontés ces mouvements proviennent de leurs rapports aux autorités, de leurs possibilités de collaboration avec l'État, liée à la perception de la menace qu'ils pourraient représenter. Par ailleurs, ces mouvements n'affrontent pas seulement l'État: les rapports sociaux dans l'espace militant contestataire, eux-mêmes, créent de multiples conflits liés aux différents systèmes de domination. La professionnalisation du militantisme, en engendrant une dépendance des sources financières, construit, par conséquent, des freins à certaines organisations de se rapprocher des autres; cependant les opportunités procédant de la professionnalisation, nourrissent les multiples mécanismes des mouvements qui englobent des

¹ Charles Tilly, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986, pp. 541-542.

² Russell Curtis and Zurcher, « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field. » *Social Forces* no : 52, 1973, pp. 53-61.

³ Jules Falquet, « La coutume mis à mal par ses gardiennes mêmes: revendications indiennes zapatistes », *Nouvelles questions féministes*, 20 (2), 1999, p. 87-116.

organisations et des militantEs autonomes. Les structures des organisations qui se produisent et se reproduisent dans l'action, facilitent la mobilisation tout en créant différents freins. La construction du « nous » et du « je » collectif comme un moyen d'action commun ne répond pas à la diversité des militantEs, et rétrécit, par conséquent, les organisations en provoquant des clivages et une distance entre les groupes ou les mouvements. La structuration interne des rapports sociaux induit une différence dans l'exercice du pouvoir de représentation et reproduit des déconnexions entre les militantEs, les groupes ou les mouvements, ralentissant ainsi leurs influences réciproques.

Au travers de ces conflits, le cycle de contestation qui était novateur à l'époque, fait naître un nouveau cycle. L'émergence de mouvements contestataires autour de causes inédites ainsi que leur convergence, depuis 30 ans, ont une influence sociale qui entraîne elle-même ses propres conséquences. C'est là que nous commençons à aborder les effets de convergences entre différents mouvements contestataires : dans le « *tissu complexe des réalités* », ¹ ces mêmes conflits entraînent plusieurs innovations mutuelles, parce que leurs alliances permettent l'apprentissage des luttes communes, la diffusion des concepts, l'enchevêtrement des répertoires, la multipositionnalité des militantEs. Dans l'espace militant multiorganisationnel, même les structures partisans et les structures professionnelles sont en relation avec les groupes non-conventionnels. Les mêmes mouvements ont des formes d'action à la fois conventionnelles, à la fois non-conventionnelles, sous des formes et par des dynamiques multiples. Les alliances entre les partis et les mouvements sociaux, surtout par le biais des plateformes, ne suscitent pas, elles-mêmes une normalisation, une professionnalisation de l'espace militant, mais elles provoquent des conflits.

Ces conflits ralentissent les innovations en augmentant la distance entre les mouvements mais grâce au maintien de leurs alliances, ils favorisent des transformations par des luttes internes. Ceux-ci édifient de nouveaux champs de débats politiques à propos des cadrages théoriques sur lesquels les mouvements s'appuient, pour qu'ils répondent d'abord aux différentes problématiques de sexe, de classe, de nationalité, d'appartenance ethnique, d'orientation sexuelle. Qu'elle soit technique, stratégique ou fondée sur le besoin, cette interdépendance crée une possibilité d'articulation des différentes causes politiques. Depuis leur émergence, ces mouvements, à force d'être interdépendants dans le contexte conflictuel, portent une volonté d'être non identitaire. Le renforcement de cette volonté à l'encontre des

¹ Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, Éditions du Seuil, 2005, p.19.

mouvances identitaires est l'un des effets de leurs interactions qui, en créant de multiples conflits, provoquent l'élargissement des contenus des revendications de plusieurs groupes. À partir du début des années 2000, on voit une innovation dans le cadrage de ces mouvements qui se reflète dans leurs discours et leurs revendications. Cela renforce le rapprochement des communautés autour de ces mouvements.

La mobilisation continue en créant de nouveaux mécanismes dans le même espace, en révéifiant la complexité de ce processus entre interdépendances, tensions et influences réciproques: vers 2010, les organisations structurées se trouvent en perte de puissance dans l'espace militant, en confrontation avec de nouveaux acteurs des mobilisations. Les diverses lignes de fracture donnent lieu à une rapide circulation des militantEs. Les mouvements constitués au début par les organisations structurées, grâce à leurs convergences, se reconstruisent en englobant les formes d'organisations fluides ou passagères, les communautés et les réseaux militants.

La volonté des militantEs joue un rôle dans la construction des opportunités d'action contestataire. Le transfert d'activistes entre ces mouvements et la multipositionnalité de certainEs militantEs à travers les plateformes et les réseaux communs favorisent leurs influences mutuelles. Ces communautés et réseaux militants, qui se sont élargis grâce aux alliances entre les mouvements, en touchant différents milieux sociaux et en englobant une multiplicité de groupes et d'individus, deviennent plus déterminants dans l'espace militant. L'émergence des réseaux sociaux sur internet et les nouveaux outils de communication renforce et met en avant ces communautés qui se sont substituées aux organisations pour la diffusion des informations ou pour la communication : les communautés militantes constituent, désormais, la dynamique principale de l'action collective prenant le pas sur les organisations elles-mêmes. En s'appuyant sur les structures préexistantes et en s'ajoutant aux plateformes multi-organisationnelles et éphémères, elles permettent le croisement des militantEs et des multiples réseaux, la combinaison de différents répertoires, la diffusion des idées, la circulation de ressources variées. Cette *intermédiation*, définie par Charles Tilly et Sidney Tarrow¹, active d'autres mécanismes, comme la diffusion, et facilite la coordination entre les différentes dynamiques de contestation. Sur cette base, le nouveau cycle de contestation naît comme une pluralité de relations, à partir des années 2010, dans un

¹ Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit, De la grève à la révolution*, Sciences Po-Les Presses, 2008, p. 63.

espace intermédiaire où les concepts et les répertoires, les idées, les expériences voyagent. Ce nouveau cycle ne vise pas directement la prise du pouvoir. Avec sa fluidité, ce registre d'action non partisan renforce la capacité à créer des manifestations imprévues, malgré le contexte répressif. L'autonomie provoque la pluralité et la fluidité qui permettent, à leur tour, d'inventer de nouvelles méthodes d'action en déconstruisant le vocabulaire politique de l'espace militant.

En dépassant les structures existantes qui freinent la mobilisation, apparaît l'individualisation de l'action collective. Les mobilisations de ces quinze dernières années en Turquie montrent une manifestation de la subjectivation foucauldienne en se constituant de plus en plus *comme relation*,¹ sans sujets ou avec des *sujets in between*, autrement dit, les *sujets entre-deux*². Nous rappelons le chemin au delà d'être *objet* ou d'être *sujet* que Michel Foucault a déjà ouvert : il fait se refléter la *subjectivité* dans les miroirs, en la faisant parler.³ Gilles Deleuze le suit en disant que le «je» signifie la subjectivité mais pas le «sujet». Judith Butler, en rappelant Levinas qui parle de la subjectivité sans *sujet* souligne l'impossibilité de ce *sujet* : « *il faudrait peut être, parler d'une subjectivité sans sujet : la place blessée, la meurtrissure du corps mourant déjà mort dont personne ne saurait être propriétaire ou dire : moi, mon corps.* »⁴ Alors la *subjectivité* signifie être en soi, devenir la personne en dépassant la personnalité.⁵ Selon Alain Touraine la *subjectivation* qui est une affirmation de liberté contre les pouvoirs des tacticiens et se forme en s'opposant à l'instrumentalisation et à l'identité.⁶ Alfred Grosser, rappelant la définition d'Emmanuel Levinas pour qui « *l'identité de l'individu consiste à être le même, à être soi-même, à s'identifier de l'intérieur* » et pas « *à se laisser identifier DU DEHORS par l'index qui le désigne* »⁷ », pose le problème de la liberté : « *les individus, les groupes humains ainsi désignés doivent-ils toujours, doivent-ils vraiment se couler dans le moule que l'index a tracé ?* »⁸ La proposition qui sort de cette formule signifie

¹ Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, op. cit., p. 42.

² Jacques Rancière, *Au bord du politique*, op. cit., p. 252.

³ Ali Akay, Iktidar ve Direnme Odakları (les mécanismes de domination et de la résistance-Foucault), Istanbul, Editons Bağlam, 1995, p. 147.

⁴ Judith Butler, *Le Recit du soi*, op. cit., p.88.

⁵ Ali Akay, Iktidar ve Direnme Odakları (les mécanismes de domination et de la résistance-Foucault), op. cit., p. 157.

⁶ Alain Touraine, *Birlikte Yaşayabilecek miyiz ? (Pourrons-nous Vivre Ensemble? Égaux et Différents ?)*, Istanbul, Éditions YKY 2000, pp. 82-83-86.

⁷ Alfred Grosser, *Les Identités Difficiles*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 13.

⁸ *Ibid.*, p. 14.

« dépasser la personnalité ». La personnalité, construite par l'index, selon Michel Foucault, c'est la caractéristique du sujet.

L'affaiblissement considérable du sentiment d'appartenance à un collectif et à une identité sociale ou politique et la volonté d'agir « sans se couler dans le moule », n'affecte pas la capacité d'action collective dans l'espace militant contestataire en Turquie. Cela confirme l'objection arendtienne qui insiste que la politique n'est pas un champ de l'existence d'identité, mais qu'elle est *ponctuelle*¹. Elle est le champ de la nouveauté, de l'initiative qui prend naissance dans « *l'espace intermédiaire* »² ce qui explique les effets d'« étonnement » exposés dans l'Introduction.

Selon Arendt, la pensée politique est essentiellement fondée sur la faculté de juger.³ Les militantEs qui se questionnent, qui se renouvellent⁴ peuvent ouvrir de nouvelles voies par cette faculté de juger et par leur décision permanente de prendre l'initiative. Jacques Rancière, quant à lui, définit le processus de subjectivation comme un processus de désidentification ou de déclassification « *un processus de subjectivation est ainsi un processus de désidentification ou de déclassification. La subjectivation politique est (...) un croisement d'identités reposant sur un croisement...* »⁵ De ce point de vue, la politique est une forme dissensuelle de l'agir humain: « *une exception aux règles selon lesquelles s'opèrent le rassemblement et le commandement des groupes humains. (...) L'essence de la politique réside dans les modes de subjectivation dissensuelle qui manifestent la différence de la société à elle-même.* »⁶

Ces croisements ouvrent l'espace militant aux multiples subjectivations collectives qui ne sont propres à aucune position sociale, politique, idéologique ou identitaire préexistante. Naissent ainsi des manifestations épisodiques et des créativité inédites que la manifestante de Taksim, rappelons-le, parle d'un rêve, « *un rêve qui continue.* »⁷

Nous ignorons comment ce « rêve » va évoluer.

¹ Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, op. cit., p. 22.

² Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, op. cit., p. 42.

³ *Ibid.*, p. 52.

⁴ « *Les féministes doivent avoir une approche qui unissent les différents perspectives afin de s'ailier aux différents mouvements et afin de créer une théorie libertaire qui prenne en compte les expériences complexes de différents groupes sociaux opprimés.* » (Fatmagül Berktaş, *Aimer le monde au temps présent*, op. cit., p. 198).

⁵ *Ibid.*, pp. 118-119.

⁶ *Ibid.*, p. 251.

⁷ Tiré de l'entretien avec Elif Avcı accordé le 6 juillet 2013.

À partir de notre contribution sur l'analyse des dynamiques d'émergence d'un nouveau cycle de contestation en Turquie, s'ouvre alors un riche champ de recherche qui renvoie à l'observation de sa trajectoire, du processus de subjectivation de ses militantEs, de ses effets socio-politiques et de l'évolution des structures politiques en interaction avec de multiples acteurs. Les conclusions tirées de notre recherche révèlent de nouvelles questions. Il faut interroger le dernier cycle, sa durabilité, ses métamorphoses, ses démultiplications dans la durée. Une probable aggravation de la répression provoquerait-il un processus de radicalisation dans cette espace, par exemple à travers les anciens cycles de protestations? Comment vont évoluer les dynamiques de l'action collective autour de la coexistence de différents cycles de contestation? Quel sera le rôle des structures organisationnelles ou des communautés militantes, voire des réseaux sociaux, dans ce processus ? La mise en avant de l'intentionnalité de l'individu nécessite une attention particulière aux trajectoires individuelles des militantEs.

Bibliographie

BIBLIOGRAPHIE

- ACHIN Catherine (2005), *Femmes en Politique*, Paris, La Découverte.
- ACKER Joan (1990), « Hiérarchies, jobs, bodies: A teory of gendered organizations », *Gender & Society* n°4, p. 139-58.
- ADORNO Théodor W. (2002), *Problems of Moral Philosophy*, Stanford, Stanford University Press.
- ADORNO Théodor W. (2003), *Minima Moralia*, Paris, Payot.
- AGAMBEN Giorgio (2003), *État d'exception*, Homo Sacer, II, 1, Paris, Seuil.
- AGAMBEN Giorgio (2005), *İstisna Hali [État d'exception]*, İstanbul, Éditions Otonom.
- AGOSIN Marjorie (1990), *The Mothers of Plaza de Mayo*, Trenton, N.J., The Red Sea press.
- AGRIKOLIANSKY Eric et SOMMIER Isabelle (dir.), (2005), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute.
- AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et SOMMIER Isabelle (dir.), (2010), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- AKAR Rıdvan (2000), *Aşkale Yolcuları (les voyageurs d'Aşkale)*, İstanbul, Belge.
- AKAR Rıdvan, DEMİR Hülya (1999), *İstanbul'un Son Sürgünleri (Les derniers exilés d'Istanbul)*, İstanbul, Belge.
- AKAY Ali (1995), *İstanbul'da Rock Hayatı [La vie de rock à İstanbul]*, İstanbul, Bağlam.
- AKAY Ali (1995), *İktidar ve Direnme Odakları-Foucault, (les mécanismes de domination et de la résistance-Foucault)*, İstanbul, Bağlam.
- AKÇAM Taner (2008), *Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque*, Paris, Denoël.
- AKGÖNÜL Samim (2007), *Türkiye Rumları (les Roums en Turquie)*, İstanbul, İletişim.
- AKGÖNÜL Samim (2006), « Les Kurdes forment-ils une minorité en Turquie », *Diplomaties*.
- AKGÖNÜL Samim (1999), *Une communauté, deux États : la minorité turco-musulmane de Thrace occidentale*, İstanbul, Isis.
- ALIŞ AHMET (2010), « Üç devrin tanığı : Modern Kürt siyasi tarihinin içinden Musa Anter'i okumak » (« Témoin de trois époques : lire Musa Anter dans l'histoire de l'histoire

politique moderne des Kurdes »), *Birikim*.

ALTINAY Ayşegül (2000), *Vatan Millet Kadınlar (La patrie, la nation, les femmes)*, Istanbul, İletişim.

AMINZADE Ronald, GOLDSTONE Jack A., MCADAM Doug, PERRY Elizabeth, SEWELL William, TARROW Sidney et TILLY Charles (2001), *Silence and Voice in Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University press.

ANTER Musa, « Neden Kürt Milliyetçisi değil de Kürt sosyalisti oldum? », («Au lieu d'être un nationaliste kurde, pourquoi suis-je devenu un socialiste kurde?»), *Öteki Tarih*, www.cafrande.org.

ARENDRT Hannah (2009), *Şiddet Üzerine (Sur la violence)* Istanbul, İletişim.

ARENDRT Hannah (1995) *Qu'est-ce que la politique?*, Paris, Seuil.

ATATÜRK Mustafa Kemal (1984), *Nutuk*, Istanbul, Çağdaş.

ATKINSON Ti-Grace (1974), *Amazon Odyssey*, New York, Links Books.

ANDERSON Benedict (1996), *L'Imaginaire national*, Paris, La Découverte.

BAKER Andrea J. (1986), « The Problem of Authority in Radical Movement Groups: A Case Study of Lesbian- Feminist Organization », in Louis A. Zurcher (dir), *Leaders and Followers: Challenges for the Future*, Greenwich, Conn. JAI Press.

BALİ Rıfat (2002), « Cumhuriyet Arşivleri Belgelerine Göre Türk Ermeni Basını » (« La presse arménienne et turque par rapport aux archives de la République»), *Tarih ve Toplum*. No: 108, Istanbul.

BALİ Rıfat N (2010), *L'affaire Impôt sur la fortune*, Istanbul, Libra.

BANTIGNY Ludivine (2013), « Le temps politisé, Quelques enjeux politiques de la conscience historique en Mai-Juin 68 », Presses de Sciences Po | *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no: 117, pp: 215-229.

BARGEL Lucie, LAWSON Ronald et BARTON Stephen (1980), «Sex roles in social movements: A case study of the tenant movement», *New York City Signs*, 6(2), pp: 230-247.

BARGEL Lucie (1990), « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militantEs » *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 24, n° 3, p. 36-49.

BARGEL Lucie (2009), *Jeunes socialistes/jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz.

BATINDER Elisabeth, (1986), *L'un et l'autre*, Paris, Odile Jacob.

BEAUVOIR Simone (1949), *Le Deuxième Sexe*, tomes I et II, Paris, Gallimard.

BECKWITH Karen (1996), « Lancashire Women Against Pit Closures: Women's

Standing in a Men's Movement », *Sings - Journal of Women in Culture and Society*, n: 21, p: 32.

BELGE Ceren (2012), *OHAL'de feminizm: Nebahat Akkoç anlatıyor (Le féminisme dans les conditions de guerre: Nebahat Akkoç raconte)*, Ankara, Ayizi.

BENJAMIN Constantin (2010), *De la Liberté des Anciens Comparée à Celle des Modernes*, Paris, Mille et Une Nuit.

BERENI Laure (2006) « Lutter dans ou en dehors du parti ? L'évolution des stratégies des féministes du Parti socialiste (1971-1997) », *Politix*, n : 73, pp : 187-209.

BERENI Laure (2009), « Les mobilisations féministes », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte.

BERENI Laure et REVILLARD Anne (2012), « Un mouvement social paradigmatique ? Ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux », *Sociétés contemporaines*, n° 85, pp : 17-41.

BERKTAY Fatmagül (2012), *Dünyayı Bugünde Sevmek (Aimer le monde au temps présent)*, Istanbul, Metis.

BERNARDEAU Denis, (2004), « Professionnalisation et formes nouvelles d'engagement militant dans les fédérations sportives », in FERRAND-BECHMANN Dan (dir), *Des bénévoles et leurs associations, Autre réalité, autre sociologie*, Paris, L'Harmattan, Collection « Logiques sociales », pp. 155-164.

BILAL Melissa, EKMEKÇIOĞLU Lerna, MUMCU Belinda, (2001), «Feminizm: Bir Adalet Feryadı» (Le Féminisme : Un cri pour la justice), *Toplumsal Tarih*, no : 87.

BIRAND M. Ali (1999) *12 Eylül Türkiye'nin Miladı (12 septembre : l'ère de la Turquie)*, Istanbul, Doğan.

BLASHER Philippe-Schmerka (1999), *Homosexualité en Turquie: De L'héritage musulman au mouvement associatif, Les mouvements sociaux dans le monde musulman contemporain- Regards croisés*, Lausanne, Université de Lausanne.

BONTE Pierre, IZARD Michel (1991), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France (PUF).

BORA Aksu (dir) (2009), *90'larda Feminizm, (Le féminisme des années 1990)*, Istanbul, İletişim.

BORA Tanıl (2006) *Medeniyet Kaybı (la perte de la civilisation)*, İstanbul, Éditions Birikim.

BORZEIX Annie et MARUANI Margaret (1984), « Chronique des années de grève » in Collectif, *Le sexe du travail. Structures familiales et système productif*, Grenoble, Presses

Universitaires de Grenoble.

BOURDIEU Pierre (1972), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz.

BOURDIEU Pierre (1980), *Le Sens Pratique*, Paris, Minuit.

BOURDIEU Pierre (1980), *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, Collection « Documents ».

BOURDIEU Pierre (1984), « La délégation et fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no : 52-53, pp. 49-55.

BOURDIEU Pierre (1984), « Quelques propriétés des champs », in *Questions de sociologie*, Paris, Minuit.

BOURDIEU Pierre (1987), *Choses dites*, Paris, Minuit, Collection « Le sens commun ».

BOURDIEU Pierre (1991), *Langage et Pouvoir Symbolique*, Paris, Fayard.

BOURDIEU Pierre (1992), *Réponses, Politique*, Paris, Seuil.

BOURDIEU Pierre (1994), *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil.

BOZARSLAN Hamit (2002), « La figure du martyr chez les Kurdes », in MAYEUR-JAOEN C. (dir) *Saints et héros in Moyen-Orient contemporain*, Paris, Maison Neuve&Larose, pp : 335-347.

BOZARSLAN Hamit (2009), *Conflit Kurde*, Paris, Autrement, Collection Mondes et Nations.

BOZARSLAN Hamit (2011), *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte

BOZDAĞ İsmet (2002) *Sultan Abdülhamid'in Hatıra Defteri* (le journal de Sultan Abdülhamid), Istanbul, Éditions Pınar.

BOWMAN Glen (1996), *Yitik Ülke Masalları : Filistin Kimliği ve Ulusal Bilincin Oluşması (L'identité palestinienne et la construction de la conscience de nation)*, Istanbul, Sarmal.

BRAUD Philippe, (1996), *L'emotion en politique*, Paris, Presses de Sciences po.

BROCKETT Charles (1993), « A Protest-Cycle Resolution of the Repression / Popular-Protest Paradox », *Social Science History*, n: 17 (3).

BROCKETT Charles (2005), *Political Movements and Violence in Central America*, New York, Cambridge University Press

BUCHWALTER Bertrand (2002), « Les relations turco-armeniennes : quelles perspectives ? », in *les dossiers de IFEA*, serie: *La Turquie aujourd'hui*, no: 12, Istanbul.

BUCHWALTER Bertrand (2002) ; « Portrait de la communauté arménienne

d'Istanbul », in *Les relations turco-arméniennes : quelles perspectives ?* , Les dossiers de l'IFEA 12, Programme de recherche « Turquie-Caucase-Mer Noire », Istanbul, IFEA.

BUTTNER Judith (2005), *Le Récit de soi*, Paris, PUF, Pratiques Théoriques.

BUTTNER Judith (2005), *Trouble dans le genre*, Paris, la Découverte.

BUTTNER Judith, FASSIN Eric et SCOTT Joan Wallach (2007), « Pour ne pas en finir avec le 'genre' », Table ronde, *Sociétés et représentations* n° 24.

CARTHY John D., ZALD Mayer N., « Ressource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory » in *American Journal of Sociology*, 82 (6), 1977, p: 1217.

CAZAYUS Paul (2000), *Pouvoir et liberté en politique : actualité de Spinoza*, Sprimont, Mardaga.

CEFAI Daniel (2009), « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », *Sociologie et sociétés*, n : 41, 2, pp : 245-269.

CHAZER François (1986), « Individualisme, mobilisation et action collective » in BIRNBAUM Pierre, LECA Jean (dir), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de Sciences Politiques, pp. 224-268.

CIGERLI Sabri et LE SAOUT Didier (2005), *Öcalan et le PKK : Les Mutations de la question kurde*, Paris, Maisonneuve et Larose.

CIREDUTEMPS Melusine (2008), *Critique du genre et de la théorie Queer*, Reims, Courant Alternatif, N°177.

CLASTNES Pierre (1992), *Vahşi Savaşçının Mutsuzluğu [Le malheur du guerrier sauvage]*, Istanbul, Ayrıntı.

CLEMENS Elisabeth (1993), « Organizational Repertoires and Institutional Change: Women's Groups and the Transformation of U.S. Politics, 1890-1920 », *The American Journal of Sociology*, Vol. 98, n° 4, p: 755-798.

COCKBORN Cynthia (2007), *From Where We Stand: War, Women's Activism and Feminist Analysis*, London and New York, Zed Books.

COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir) (2009), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte.

COLONOMOS Ariel (1995), « Sociologie et science politique : les réseaux, théories et objets d'études », *Revue française de science politique*, 45ème année, n°1.

COMBRES Hélène (2011), *Faire parti : Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala.

COMBRES Hélène et FILLIEULE Olivier (2011), « De la répression considérée dans

ses rapports a l'activité protestataire », *Revue française de science politique*, p : 1050.

Commission de GULBENKIAN (1996), *Sosyal Bilimleri Açın [Ouvrez la voie aux sciences sociales]*, Istanbul, Metis.

CONNEL Raewyn W. (2005), *Masculinities*, Cambridge, Polity Press.

CONTAMIN Jean-Gabriel (2007), « Genre et modes d'entrée dans l'action collective: L'exemple du mouvement pétitionnaire contre le projet de loi Debré », *Politix*, n° 78 (2), pp: 13-37.

COPEAUX Étienne (1997), *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste. 1931-1993*, Paris, CNRS Éditions.

COPEAUX Étienne (2000), « Le consensus obligatoire », in Rigoni Isabelle (dir.), *Turquie : Les mille visages. Politique, religion, femmes, immigration*, Paris, Syllepse, pp : 89-104.

COUPÉ Annick (2003), « Féminisme et syndicalisme », *Agone, Lutte des sexes, lutte des classes*, n°28, pp: 135-144.

CRETTEZ Xavier (1999), *La Question Corse*, Bruxelles, Complexe.

CRICH Bernard (1992), *Defense of Politics*, Chicago, University of Chicago Press.

CURTIS Russell and Eric Jean ZURCHER (1973) « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field », *Social Forces*, no: 52, pp: 53-61.

ÇAKIR Serpil (1996), *Osmanlı'da Kadın Hareketi (Le mouvement féministe dans l'Empire ottoman)*, Istanbul, Metis.

ÇAKIR Serpil (2010), «Feminizm», in *19.yüzyıldan 20.yüzyıla Modern Siyasal İdeolojiler*, Istanbul, Éditions Université de Bilgi.

ÇANDAR Tuba (2008), *Hrant*, Istanbul, Everest.

ÇAYAN Mahir (1976), *Kesintisizler (Les Ininterrompus)*, Istanbul, Evren.

CLEMENS Elisabeth S (1993), «Organizational Repertoires and Institutional Change: Women's Groups and the Transformation of American Politics, 1890-1920 », *American Journal of Sociology* 98 (4): 755-98.

DAVIS Angela (2007), *Femmes, Race et Classe*, Paris, Éditions des Femmes.

DEGENNE Alain (1986), « Un langage pour l'analyse des réseaux sociaux », *L'esprit des lieux. Localité et changement social en France*, Paris, Éditions du CNRS, pp : 291-312.

DELPY Christine (1998), *L'ennemi principal, Tome 1 : Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse.

DELPY Christine (1998), *L'ennemi principal, Tome 2 : Penser le genre*, Paris, Syllepse.

DERMENJIAN Geneviève (1984), « La mixité et ses implications dans le mouvement populaire des familles 1935-1949 », *Pénélope*, n : 11, pp : 47-53.

DEVREUX Anne-Marie (1987), « Les rapports de sexe constituent un rapport social et les hommes en sont l'un des termes: conséquences sur la construction des objets d'analyse », in *Collectif, Les rapports sociaux de sexe: problématiques, méthodologies, champs d'analyses*, Actes de la table ronde internationale.

DEVREUX Anne-Marie (1995), « Sociologie 'généraliste' et sociologie féministe : les rapports sociaux de sexe dans le champ professionnel de la sociologie », *Nouvelles questions féministes*, Février, Volume : 16, pp : 83-110.

DIANI Mario (1992), « The Concept of Social Movement », *Sociological Review*, vol. 40, p: 3.

DIEBOT Evelyn et DOUYERE-DEMEULENAERE Christiane (dir) (2001), *Un siècle de vie associative: quelles opportunités pour les femmes?* Paris, Femmes et associations

DINK Hrant (2007), *Être Arménien en Turquie*, Reims, Éditions Dominique Fradet.

DINK Hrant (2008), *Deux peuples proches, deux voisins lointains*, Paris, Actes Sud.

DOBRY Michel (1990) « Calcul, concurrence et gestion du sens » in Pierre Favre, *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP.

DORLIN Elsa (2007), *Black feminism Revolution! La Révolution du féminisme Noir !, Anthologie de textes du mouvement*, Paris, L'Harmattan.

DORRONSORO Gilles (2000), « Les Kurdes de Turquie : revendications identitaires, espace national et globalisation », *ERI*, No : 62, p : 3.

DORRONSORO Gilles (dir), (2006), *La Turquie conteste, Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, Éditions CNRS.

DORRONSORO Gilles (2009), *Que veut la Turquie*, Paris, Autrement.

DORRONSORO Gilles, GROJEAN Olivier, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, URL : <http://ejts.revues.org/index198.html>, p : 12.

DREYFUS-ARMAND Geneviève et DE BAECQUE Antoine (dir) (2000), *Les années 68 : le temps de contestation*, Bruxelles, Éditions Complexe.

DUBOIS Mathieu (2009), « Le SPD face au mouvement étudiant : normalisation et institutionnalisation de « 68 » au sein de la social-démocratie allemande », Congrès AFSP-2009, *Section thématique 37 : Partis politiques et mouvements sociaux à la croisée des approches : interdépendances, transformations et traits communs*. Axe 1.

DUCRET André (2011), « Le concept de « configuration » et ses implications

empiriques : Elias avec et contre Weber », *Sociologies [En ligne], Expériences de recherche, Régimes d'explication en sociologie*, URL : <http://sociologies.revues.org/3459>.

DUFOUR Pascale, HAYES Graeme et OLLITRAULT Sylvie (dir) (2012), « Radicalités et radicalisations », *Lien Social et Politique*, numéro 68.

DUNDAR Fuat (2006), *L'Ingénierie ethnique du comite Union et Progrès et la turcisation de l'Anatolie*, Paris, Thèse de doctorat de l'EHESS.

DÜNDAR Fuat (2010), *Modern Türkiye'nin şifresi (Le code de la Turquie moderne)*, Istanbul, İletişim.

DUNEZAT Xavier (2006), « Le traitement du genre dans l'analyse des mouvements sociaux : France/États-Unis », in *Cahiers du genre*, hors série.

DUNEZAT Xavier, HEINEN Jacqueline, HIRITA Helena et PFEFFERKORN Roland (dir) (2010), *Travail et rapports sociaux de sexe. Rencontres autour de Danièle Kergoat*, L'Harmattan, Collection « Logiques sociales ».

EBBUZZIYA, Ziyad (1985), « *Osmanlı İmparatorluğu'nun Türkçe Dili Dışındaki Basını* » (*la presse non-turque à l'époque de l'Empire Ottoman*), Istanbul, Éditions Université d'Istanbul.

EDMONSON Ricca (1997), *The Political Context of Collective Action: Argumentation, Power and Democracy*, London, Routledge.

ELLIAS Norbert et DUNNING Eric (1994), *Sport et civilisation. La Violence maîtrisée*, traduit de l'anglais par Josette Chicheportiche et Fabienne Duvigneau, Paris, Fayard.

EKİNCI Tarık Ziya (2011), *Kürt Siyasal Hareketinin Sınıfsal Analizi*, Istanbul, Éditions Sosyal Tarih.

ENGELS Friederich (2012) *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Bruxelles, Éditions Tribords.

ERDI LELANDAIS Gülçin (2006), « *Cosmopolites enracinés* ». *La transnationalité et la construction identitaire du mouvement altermondialiste. L'exemple de la Turquie*. Paris, EHESS, thèse non publiée.

ETZIONI Amitai (1968), « Special Interest Groups Versus Constituency Representation », *Reserch in social movements, Conflicts and Change*, Vol: 8, pp: 171-195.

EVANS Sara (1979), *Personal politics. The roots of women's liberation in Civil rights movement and the New left*, New York, Alfred A. Knopf.

FALQUET Julles (1996), « Entre rupture et reproduction : femmes salvadorienne dans la guerre révolutionnaire (1981-1992) », *Nouvelles questions féministes*, Volume : 17, no : 2, pp : 5-38.

FALQUET Jules (1999), « Féminismes d'Amérique Latine et des Caraïbes », *Nouvelles Questions Féministes*, Volume : 20, no : 3, pp : 14-42.

FALQUET Jules (1999), « La coutume mis a mal par ses gardiennes mêmes: revendications indiennes zapatistes », *Nouvelles questions féministes*, no: 20 (2), pp: 87-116.

FALQUET Jules (2003), « Division sexuelle du travail révolutionnaire: réflexions à partir de la participation des femmes salvadoriennes à la lutte armée (1981-1992) », *Cahiers des Amériques latines*, n°40, pp. 109-128.

FALQUET Jules (2005), « Trois questions aux 'mouvements sociaux progressistes'. Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 24, n° 3, pp. 18-35.

FALQUET Jules (2006), « Le Combahee River Collective, pionnier du féminisme Noir », in *(Ré) articulation des rapports sociaux de sexe, classe et « race »*, Les Cahiers du CEDREF, no : 14.

FALQUET Jules (2008), *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute.

FASSIN Éric (1999), « Le "Outing" de l'homophobie est-il de bonne politique ? », in Daniel Borrillo et Pierre Lascoumes, *L'Homophobie, comment la définir, comment la combattre*, Paris, Éditions Prochoix.

FASSIN Éric, MARGRON Véronique (2001), *Homme, femme, quelle différence ?*, Paris, Editions Salvatore, « Controverses ».

FILLIEULE Olivier (dir) (1993), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan.

FILLIEULE Olivier et PÉCHU Claire (1993), *Lutter ensemble, les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan.

FILLIEULE Olivier (1997), *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences-Po.

FILLIEULE Olivier (dir) (2005), *Devenir militant. Approches sociologiques du désengagement*, Paris, Belin.

FILLIEULE Olivier (2005), *Requiem pour un concept- vie et mort de la notion de structure des opportunités*, in DORRONSORO Gilles (dir) *la Turquie conteste*, Paris, CNRS Éditions, p : 218.

FILLIEULE Olivier (dir) (2005), *Le désengagement militant*, Paris, Belin.

FILLIEULE Olivier (2008), « Travail militant, action collective et rapports de genre », *Travaux de Science Politique - Political Science, Working Paper Series*, N° 36, p: 3.

FILLIEULE Olivier (2009), « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *Politique et Sociétés*, Volume 28, numéro 1.

FILLIEULE Olivier (2009), « Émergence et développement des mobilisations », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte.

FILLIEULE Olivier, ROUX Patricia (dir.) (2009), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po.

FILLIEULE Olivier, PÉCHU Claire, MATHIEU Lilian (2010), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po.

FILLIEULE Olivier et Pudal Bernard (2010), « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in FILLIEULE Oliver, AGRİKOLIANSKY Eric et SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, pp. 163-184.

FIRESTONE Shulamith (1972), *La Dialectique du Sexe*, Paris, Stock.

FLESHER Fominaya Cristina (2007), « Autonomous Movements and the Institutional Left: Two Approaches in Tension in Madrid's Anti-globalization Network », *South European Society & Politics*, no: 12 (3), pp: 335–58.

FLESHER Fominaya Cristina (2010), « Creating Cohesion from Diversity: The Challenge of Collective Identity Formation in the Global Justice Movement », *Sociological Inquiry*, no: 80, p: 3.

FOUCAULT Michel (1969), *Archéologie de Savoir*, Paris, Gallimard.

FOUCAULT Michel (1977), *Dits et écrits*, T. II., Paris, Gallimard, collection « Quarto ».

FOUCAULT Michel (1994) « Le philosophe masqué », in FOUCAULT Michel, *Dits et écrits*, vol. IV., Paris, Gallimard.

FOUQUE Antoinette (2004). *Il y a deux sexes, Essais de féminologie 1989-1995*, Paris, Gallimard, Collection « Le Débat ».

FRENCH Marilyn (1993), *The War Against Women*, Ballantine Books; Éditions Reprint.

GEERTZ Clifford (1973), *After the revolution: the fate of nationalism in the new states*, New-York, Basic Books.

GITLIN Todd (1980), *The Whole World Is Watching: Mass Media in the Making and*

Unmaking of the New Left, Berkeley, CA, Los Angeles, CA & London, U.K.: University of California Press.

GOFFMAN Erving (1973), *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit.

GOFFMAN Erving (1991), *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.

GOLSDSTONE Jack (2003), *States, Parties and Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press.

GOODWIN Joseph P (1989), « 'More man than you'll ever be': Gay Folklore and Acculturation », *Middle America*, Indianapolis: Indiana University Press, 1989, p.26.

GOODWIN Jeff, JASPER James M. (2003), *Rethinking Social Movements: Structure, Meaning, and Emotion: Structure, Meaning, and Emotion (People, Passions, and Power)*, Rowman & Littlefield Publishers.

GOURISSE Benjamin (2011), « Variation des ressources collectives et organisation des activités de violence au sein du Mouvement nationaliste en Turquie », *Cultures & Conflits*, no 81-82.

GÖLDAŞ İsmail (1997), *Takrir-i Sükun Görüşmeleri*, Istanbul, Belge.

GRAMSCI Antonio (1974), *Écrits Politiques II*, Paris, Gallimard.

GROSSER Alfred (1996), *Les Identités Difficiles*, Paris, Presses de Sciences Po.

GUBIN Eliane, JACQUES Catherine, GUSFIELD Joseph (1981) « Social Movements and Social Change: Perspectives of Linearity and Fluidity », in KRIESBERG Louis (dir.), *Research in Social Movements, Conflict, and Change*, Greenwich, JAI.

GUBIN Eliane, JACQUES Catherine, ROCHEFORT Florence, STUDER Brigitte, THEBAUD Françoise, ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.) (2004), *Le siècle des féminismes*, Paris, Éditions de l'Atelier.

GUILBERT Madeleine (1996), *Les Femmes et l'organisation syndicale avant 1914*, Paris, Éditions C.N.R.S.

GUINNI Marco, PASSY Florence (1997), *Histoire de mobilisation politique en Suisse*, Paris, L'Harmattan.

HABERMAS Jürgen (2010), « Öteki » *Olmak*, « Ötekiyle » *Yaşamak (Être l'autre, vivre avec l'autre)*, Istanbul, Éditions YKY.

HABERMAS Jürgen (2000), *Après l'État nation : une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard.

HADJINSKY Magdalena (2007), « La culture 'civique' en Pays tchèques. Généalogie d'une référence politique », in NEVEU Erik (dir.), *Cultures et pratiques participatives. Perspectives comparatives*, Paris, L'Harmattan, Logiques politiques, p.331-351.

HEBDIGE Dick (1988), *Gençlik ve Altkültürleri [La jeunesse et ses contre-cultures]*, İstanbul, İletişim.

HERBELOT Boris (2012), *Quels sont les répertoires de l'action politique, aujourd'hui ?*, Stage sur le programme de Sciences Sociales et Politiques, Academie d'Aix-Marseille.

HOOKS Bell (2002), *Feminizm Herkes İçindir (Le Féminisme est pour tout le monde)*, İ-İstanbul, Çitlenbik.

HORKEİMER Max (1995), *Aydınlanmanın Diyalektiği*, İstanbul, Kabalıcı.

IRIGARAY Luce (1977). *Speculum : de l'autre femme*, Paris, Minuit.

JAY Martin (1989), *Diyalektik İmgelem*, İstanbul, Ara.

JONES Katleen (1993), *Compassionate Authority: Democracy and the Representation of Women*, New York, Routledge.

KALMAN M (1997) *Ağrı Direnişi (La resistance d'Ağrı)*, İstanbul, Peri.

KANDİOTTİ Deniz (2007), *Cariyeler, Bacılar, Yurttaşlar*, İstanbul, Métis.

KAPLAN Temma (2004), *Taking back the streets*, California, University of California Press.

KARAKAŞLI Karın, KENTEL Ferhat, ÜSTEL Füsün, ÖZDOĞAN Günay Göksu (2009), *Türkiye'de Ermeniler, Cemaat-Birey-Yurttaş (les ArménienNEs en Turquie)*, İstanbul, Éditions de l'Université de Bilgi.

KERGOAT Danièle (2001), « Le syllogisme de la constitution du sujet sexué féminin. Le cas des ouvrières spécialisées », in Collectif, *Les rapports sociaux de sexe: problématiques, méthodologies, champs d'analyses*, CNRS, Iresco, Paris, 3 tomes, 1988. Texte republié dans *Travailler* n°6, p. 109.

KERGOAT Danièle (2000). « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », in HIRATA Héléna (dir), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, p. 35-44.

KEYDER Çağlar (1989), *Türkiye'de Devlet ve Sınıflar (L'État et les classes en Turquie)*, İstanbul, İletişim.

KILIÇ Ali (2010), « La justice coloniale turque et l'interdiction des partis politiques kurdes en Turquie », www.pen-kurde.org.

KINDT Tom and HARALD-MULLER Hans (2006), *The Implied Author. Concept and Controversy*, Berlin ua: de Gruyter.

KITSCHOLT Herbert (1986), « Political opportunity structure and political protest: Anti nuclear movements in four democracies », London, *British Journal ou Political Science*, pp: 57-85

KOMAL (1977), *Edip Karahan 'in anısına*, Istanbul, Komal.

KRIKORIAN Raymond (1977), *Armenians in the Service of the Ottoman Empire, 1860-1908*, London, Routledge & Kegan Paul.

KRIKORIAN Raymond et PABOUDJAN Paul (1992), *Les Arméniens dans l'Empire ottoman à la veille du génocide*, Paris, Arhis.

KRISTEVA Julia (2003), *Le Génie Féminin*, Paris, Gallimard.

KURZMAN Charles (2003), « The Post-Structuralist Consensus in Social Movement Theory » in GOODWIN Jeff, JASPER M. James (dir), *Rethinking Social Movements*, Lanham, Md: Rowman and Littlefield.

KUTSCHERA Chris (1994), « Mad Dreams of Independence: The Kurds of Turkey and the PKK », in *Middle East Report*, no: 189, the Kurdish Experience, Jul-Aug, pp: 12-15.

KÜÇÜK Yalçın (1993), *Interview avec Öcalan Abdullah: Dirilişin Öyküsü*, Istanbul, Nadir.

LAGROYE Jacques (1997), « L'institutionnalisation », *Sociologie politique*, Paris, Dalloz et Presses de Sciences Po, pp : 149-180.

LAPEYRONNIE Didier (1988), « Mouvements sociaux et action politique, Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? » *Revue française de Sociologie*, vol 29, no 4, pp. 593-619.

LARANE André, *Le génocide arménien*, 1996, heredote.net.

LASCOUMES Pierre (1994), *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte.

LAWSON Ronald et BARTON Stephen (1980) « Sex roles in social movements: A case study of the tenant movement in New York City », *Signs*, 6(2), pp: 230-247.

LEFEVRE René (1998), *La politique Aristote*, Paris, Ellipses.

LELANDAIS Gülçin Erdi (2008), « Du printemps ouvrier à l'altermondialisme... Le champ militant et le champ politique en Turquie », *Cultures & Conflits*, no : 70, En ligne : <http://conflits.revues.org/12483>.

LEVİS Bernard (1968), *The Emergence of Modern Turkey*, London, Oxford University Press.

LIBARIDIAN Gérard (1983), « Nation and Fatherland in Nineteenth Century Armenian Political Thought » in *Armenian Review*, Autumn, pp: 71-90.

LLOYD Geneviève (1996), *Erkek Akıl (L'Esprit masculin)*, Istanbul, Ayrıntı.

LUCK Simon, DECHEZELLES Stéphanie (2009), *Partis politiques et mouvements sociaux à la croisée des approches: interdépendances, transformations et traits communs*, 10^e

congres d'AFSP, Section thematique 37.

LUCK Simon, DECHEZELLES Stéphanie (2011), « Introduction -Mondes mouvementistes et partisans: points de contact, passerelles et pistes d'exploration» in LUCK Simon, DECHEZELLES Stéphanie (dir), *Voie de la rue ou voix des urnes?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

MACHIAVEL Nicolas (1985), *Le Prince*, Paris, Éditions de Poch.

MANCUR Olson (1978), *Logiques de l'action collective*, Paris, PUF.

MANGO Edmundo Gomez (1992), « La Place des Mères », *Nouvelle Revue de Psychanalyse*.

MARKS Karl, ENGELS Friedrich (1998), *Manifeste du Partie Communiste*, Paris, Flamarrion

MARUANI Margaret (1979), *Les syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros.

MASSICARD Elise (2005), «Les mobilisations 'identitaires' en Turquie après 1980: une libéralisation ambiguë », in DORRONSORO Gilles (dir) *la Turquie conteste*, Paris, CNRS Éditions, p: 93.

MATONI Frédérique et POUPEAU Franck (2004), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5 no 155, p. 4-11.

MARTIN Denis-Constant (dir) (2010), *L'identité en jeux*, Paris, Karthala.

MATIEU Lilian (2002), « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 75-100.

MATIEU Lilian (2012), *L'Espace des mouvements sociaux*, Broissieux, Éditions du croquant.

MATONTI Frédérique et POUPEAU Franck (2004), « Le capital militant. Essai de définition», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5 no : 155, p : 8.

MCADAM Doug (1996), « Political opportunities : conceptual origins, current problems, future directions », in MCADAM Doug, MCCARTHY John et ZALD N. Mayer (dir), *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press.1996, pp. 23-40.

MCADAM Doug, MCCARTHY John, et ZALD N. Mayer (dir), (1996), *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press.

MCADAM Doug (1999), *Political Process and the Development of Black Insurgency*

1930-1970, Chicago, University of Chicago Press.

MC ADAM Doug, TARROW Sidney, TILLY Charles (2001), *Dynamics of contention*. Cambridge, Cambridge University Press.

MC ADAM Doug (2005), « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in Fillieule Olivier (dir), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, pp. 49-73

MC ADAM Doug (2012), *Freedom Summer - Lutttes Pour Les Droits Civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Agone.

MC CARTHY John, ZLAD Mayer N (1977), « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (6), 1977, pp. 1212-1241.

MELLUCI Alberto (1995), « The new social movements revisited: reflections on a sociological misunderstanding », in MAHEU Louis (dir.) *Social Movements and Social Classes-The future of Collective Action*, London, Sage Publications, pp: 107-119.

MICHEL Hélène (2005), *Lobbyistes et lobbying de l'Union européenne. Trajectoires, formations et pratiques des représentants d'intérêts*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, Collection « Sociologie politique européenne ».

MILLET Kate (1971), *La Politique du mâle*, Stock, Paris.

MILLER Alexander Christie (2010), « LGBT Activists in Turkey », *Launch Ground-Breaking Publication*, <http://www.eurasianet.org/node/61826>.

MORRIN Edgar (2005), *Introduction à la pensée complexe*, Paris, Seuil.

MORRIS Aldon et STAGGENBORG Suzanne (2004), « Leadership in social movements » in SNOW David, SOULE Sarah et KRIESI Hanspeter (dir), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, p: 178.

MOSCOVICI Serge (1979) *Psychologie des Minorités Actives*, Paris, Presses Universitaires de France.

MOURADIAN Claire (1995), *L'Arménie*, Paris, Que sais-je ?, PUF.

MUCHIELLI Alex (1986), *L'Identité*, Paris, PUF.

MUCCHIELLI Laurent (1999), « Pierre Bourdieu et le changement social », *Alternatives économiques*, no : 175, pp : 64-67.

MÜLLER Harald (2001), *Kültürlerin Uzlaşması*, Istanbul, Timaş.

MÜLLER Hans-Harald (2006), *The Implied Author: Concept and Controversy*, Berlin, Gruyter.

NEVEU Erik (2009), « Répertoires d'action des mobilisations », dans COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte.

NEVEU Erik (2009), « *Dynamiques et effets des mobilisations* », dans COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte.

NEVEU Erik (2011), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.

NORDMANN Charlotte et QUET Mathieu (2007), « Bourdieu et Rancière discutés », *Communication et langages*, vol. 152, no : 1, pp : 125-126.

OBERSCHALL Anthony (1973), *Social Conflicts and Social Movements*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall Inc.

OLIVIER Johan (1991), « State Repression and Collective Action in South Africa 1970-84 », *South African Journal ou Sociology*, no: 22, pp: 109-117.

ORAN Baskın (1989), *Kenan Evrenin Yazılmamış Anıları (les souvenirs non-écrits de Kenan Evren)*, Ankara, Bilgi.

ORAN Baskın (2008), *Récit d'un déporté arménien*, Istanbul, Éditions Turquoise.

ÖCALAN Abdullah (1991), *Kürdistan Devriminin Yolu(le chemin de la révolution en Kurdistan)*, Éditions serwxebun, 1991; Mahir Sayın, *Erkeği Öldürmek*, Istanbul, Éditions Nadir.

ÖCALAN Abdullah (1992), *Önderlik gerçeği ve PKK deneyimi (La réalité de leadership et l'expérience du PKK)*, Köln Éditions Serxwebun.

ÖCALAN Abdullah (2003), *Özgür İnsan Savunması(La plaidoirie de l'Homme libre)*, (le titre est traduit par nous), Istanbul, Éditions Çetin.

ÖCALAN Abdullah (2004), *Sumer Rahip Devletinden Halk Cumhuriyetine (De l'État Sumer à la République Populaire)*, (le titre est traduit par nous), Istanbul, Éditions Çetin.

ÖZBEK Meral (1994), *Popüler Kültür ve Orhan Gencebay Arabeski [Culture populaire et la musique « arabesque » d'Orhan Gencebay]*, (le titre est traduit par nous), Istanbul, İletişim.

ÖZCAN A.K. (2006), *Turkey's Kurds. A theorical analysis of the PKK and Abdullah Öcalan*, London and New York, Routledge.

PAMUKCİYAN Kevork (2002) *İstanbul'da Yayınlanan Bazı Ermeni Gazete ve Dergileri Hakkında Ansiklopedik Bilgiler*, Istanbul, Éditions Aras.

PARINI Lorena (2006), *Le système de genre. Introduction aux concepts et théories*, Zürich, Éditions Seismo.

PARK Robert et BURESS Ernest (2009), *Introduction à la science de la sociologie*, Chicago, University of Chicago Press, Illinois.

PENAFIEL Ricardo (2012), « Le printemps chilien et la radicalisation de l'action

collective contestataire en Amérique latine », *Radicalités et radicalisations, Lien social et Politiques*, Numéro 68, p. 121-140.

PASSERON Jean-Claude (1991), *Le raisonnement sociologique*, Paris, Nathan.

PEKER Recep (1984), *İnkılap Dersleri (Les Cours de Révolution)*, Istanbul, İletişim.

POLETTA Francesca (2004), *Freedom Is an Endless Meeting: Democracy in American Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press.

RANCIÈRE Jacques (1998); « *Aux bords du politique* », Paris, Folio essais, Gallimard

REY Henri et SUBILEAU Françoise (1991), *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses Fondation Nationales de Sciences Politiques.

REHM Patricia (2007), *Herder et les Lumières. Essai de biographie intellectuelle*, Hildesheim, Olms.

RENAN Ernest (1996), *Qu'est-ce qu'une nation? Et autres écrits politiques*, présentation de Raoul Girardet, Paris, Imprimerie nationale.

RIOT-SARCEY Michèle (2002), *Histoire du féminisme*, Paris, La Découverte.

ROBNETT Belinda (1997), *How long ? How long? African American women in the civil rights movement*, New York, Oxford University Press.

ROCHEFORT Florence, STUDER Brigitte, THÉBAUD Françoise, ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.) (2004), *Le siècle des féminismes*, Paris : Éditions de l'Atelier.

SARNER Eric (2000), *Les mères et « folles » sur la Place de Mai, l'Argentine 1976-2000*, Paris, Renaudot&Cie.

SASUNİ Garu (1992), *15. Yüzyıldan Günümüze Kürt Ermeni İlişkileri (Les Rapports entre les Kurdes et les Arméniens depuis quinzième siècle)*, Istanbul, Éditions Med.

SAVRAN Gülnur (2005), « 80'li Yılların Kampanyaları ve Özel Alanın Politikası », in *Özgürlüğü Ararken*, Istanbul, Éditions Amargi, pp:81-100.

SAWICKI Frédéric et SIMEANT Johanna (2009), « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, no : 1, pp : 97-125.

SAWICKI Frédéric (2003), « Les temps de d'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in LAGROYE Jacques (dir.) *La politisation*, Paris, Belin, pp : 123-146

SCHELER Max (2004), *Hınç [Ressentiment]*, Kanat, İstanbul.

SEDGWICK Eve Kosofsky (1990), *Epistemology of the Closet*, California, University of California Press.

SEGRESTIN Denis (1980), « Les communautés pertinentes de l'action collective »,

Revue française de la sociologie, No : 2.

SELEK Pınar (2002), *Maskeler Süvariler Gacılar, Ülker Sokak: Bir Alt Kültürün Dışlanma Mekanı [Les masques, les cavaliers et les nanas; Rue Ülker: le site d'exclusion d'une contre-culture]*, Istanbul, Aykırı ; (2011) Éditions Ayizi.

SELEK Pınar (2004), *Barışamadık (Nous n'avons pas pu se réconcilier)*, Istanbul, Ithaki.

SELEK Pınar (2009), *Sürüne Sürüne Erkek Olmak (Devenir homme en rampant)*, Istanbul, İletişim.

SERTEL Zekeriya (2002), *Hatırladıklarım (Ceux que je me souviens)*, Istanbul, Remzi

SEUFERT Günter (2010), *Chronique d'un journaliste assassiné*, Galaade éditions, Traduit du turc par Haldun Bayri et Marie-Michèle Martinet.

SMITH Jackie (2001), « Globalizing Resistance: The Battle of Seattle and the Future of Social Movements », *Mobilization*, no: 6, pp: 1-19.

SNOW David, ROCHFORD E. Burke, WORDEN Steven K., BENDFORD Robert D. (1986), « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 45, p: 464-481.

SNOW David, SOULE Sarah, KRISI Hanspeter (dir) (2004), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing.

SOLANAS Valérie Solanas (2005), *Scum manifesto*, Paris, Mille et une nuits.

SOMMIER Isabelle (1996), *La violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

SOMMIER Isabelle. (1998), *La violence politique et son deuil*, Rennes, Presses universitaires de Rennes ; (2010), Paris, Presses de Sciences Po.

SOMMIER Isabelle (2001), *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion.

SOMMIER Isabelle. (2008), « Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 68 », *Histoire&Politique. Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008, www.histoire-politique.fr.

SOMMIER Isabelle (2008), *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po.

SOMMIER Isabelle, FILLIEULE Olivier et AGRİKOLIANSKY Eric (2008), « Les altermondialismes entre national et global », dans SOMMIER Isabelle, FILLIEULE Olivier et AGRİKOLIANSKY Eric (dir.), *La généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Karthala.

SOMMIER Isabelle (2009), *Le mouvement altermondialiste*, dans COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte.

SOMMIER Isabelle (2010), *Cycle de mobilisation*, in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Science Po, Paris.

SOMMIER Isabelle (2010), « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in AGRİKOLIANSKY Éric, FILLIEULE Olivier, SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, p: 111.

TARROW Sidney (1989), *Democracy and disorder: Protest and politics in Italy, 1965-1975*, Oxford University Press.

TARROW Sidney (1993), « Cycles of Collective Action », *Social Science History*, no: 17 (2).

TARROW Sidney (1998), *Power in movement: social movements and contentious politics*, Cambridge [England]; New York: Cambridge University Press.

TAYLOR Verta (1989) « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review* no: 54, pp: 761-775.

TAYLOR Verta et RUPP Leila J. (1993), « Women's culture and lesbian feminist activism: A reconsideration of cultural feminism », *Signs*, no: 19, pp: 32-61.

TAYLOR Verta et WHITTIER Nancy (1999), « Special Issue on Gender and Social movements », *Gender and Society*, no: 13.

TAYLOR Verta (1999), « Gender and Social Movements: Gender Processes in Women's Self Help Movements », *Gender and Society*, no: 13, pp: 8-33.

TAYLOR Verta, STAGGENBORG Suzanne (2005), « Whatever Happened to the Women's Movement », *Mobilization: International Journal of Theory and Research About Social Movements and Collective Behavior*, n: 10, Oxford.

TAYLOR Verta, CROSSLEY Alison Dahl (2013), « Abeyance. » in SNOW David, DELLA PORTA Donatella, KLANDERMANS Bert, MCADAM Doug (dir) *Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Malden, MA: Blackwell Publishing, pp: 1-3.

TAYLOR Verta et RUPP Leila (2013), « Feminism and Social Movements. » in SNOW David, DELLA PORTA Donatella, KLANDERMANS Bert, MCADAM Doug (dir) *Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Malden, MA: Blackwell, pp: 459-463.

TAYLOR Verta (2005), « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement en femme », in FILLIEULE Olivier (dir), *Le désengagement militant*, Paris, Belin.

TAYLOR Verta (1995). « Watching for Vibes: Bringing Emotions into the Study of Feminist Organizations », in FEREE Myra, MARTIN Patricia Yancey (dir), *Feminist Organizations: Harvest of the New Women's Movement*, Philadelphia, Temple University Press.

TAYLOR Judith (2007). « Les tactiques féministes confrontées aux 'tirs amis' dans le mouvement des femmes en Irlande », *Politix*, no : 78 (2), pp : 75-86.

TEKELİ Şirin (2005), « Les femmes : le genre mal-aimé de la République », in VANER Semih (dir), *La Turquie*, Paris, Fayard.

TEKELİ Şirin (dir) (1995), 1989'ler *Türkiyesi'nde Kadın Bakış Açısından Kadınlar*, İstanbul, İletişim.

TERNON Yves (1993) *Ermeni Tabusu (Le tabou arménien)*, İstanbul, Belge.

TERNON Yves (1981), *The Armenians: Historie of a Génocide*, Sherman Oaks, Californie, Caravan Books.

TILLY Charles (1978), *From Mobilisation to Revolution*, Reading, New York, Random House.

TILLY Charles (1984), « Les origines du répertoire de l'action collective en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, no: 4, octobre-décembre, pp : 89-108.

TILLY Charles (1984), «Social Movements and National Politics», in BRIGHT Charles, HARDING Suzan, ARBOR Ann (dir), *Statemaking and Social Movements*, Michigan, University of Michigan Press, pp : 297-317.

TILLY Charles (1986), *La France conteste*, Paris, Fayard.

TILLY Charles, TARROW Sidney (2008), *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po.

TILLY Charles, « Contentious Repertoires in Great Britain 1758-1934 » in TRAUGOTT M. (dir.), *Repertoire and Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press.

TOENNIES F. (1963), *Community and Society*, New York, Harper-Roe.

TOPIN Louise (1997), *Qu'est-ce que le féminisme ? Trousse d'information sur le féminisme québécois des 25 dernières années*, Montréal, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine et Relais-femmes.

TOSKA Zehra (1988), « Cumhuriyetin Kadın İdeali : Eşiği Aşanlar ve Aşamayanlar » in Ayşe Hacimirzaoğlu, *75. Yılda kadınlar ve erkekler*, İstanbul, Éditions Tarih Vakfı-İş Bankası

TOURAINÉ Alain, (2000) *Birlikte Yaşayabilecek miyiz ? Pourrons-Nous Vivre Ensemble? Égaux et Différents ?*, Istanbul, Éditions YKY.

TOURMARKINE Alexandre (2006), « Les protestations écologistes en Turquie dans les années 1990 » in DORRONSORO Gilles (dir.), *La Turquie conteste*, Paris, CNRS éditions, p : 70.

TURNER Ralf T. & KILLIAN Levis M. (1972), *Collective Behavior*, Prentice Hall, Englewood Cliffs.

URSS L'ACADEMIE DE SCIENCES (1978), *Ekim Devrimi Sonrası Türkiye Tarihi (L'histoire de Turquie après la révolution d'octobre)*, Istanbul, Éditions Sosyal.

UYSAL Ayşe (2006), « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », in Dorronsoro Gilles (dir) *la Turquie conteste*, Paris, CNRS éditions, p : 33.

UYSAL Ayşe (2006), « Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », in DELLA PORTA Donatella, FILLIEULE Olivier (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po.

UYSAL Ayşe (2007), « Configuration des manifestations dans les rues turques », *Les Cahiers de l'Orient*, no. 86, juin, pp : 73-75.

UYSAL Ayşe (2008), « Turquie: dynamiques des manifestations de rue », *Alternatives sud*, Volume 14, *État des Résistances dans le sud-Centre tricontinental et Syllepse*, Paris, Louvain-la-Neuve.

ÜSTEL Füsün (2004), *Makbul Vatandaş'ın Peşinde*, İstanbul, İletişim.

VAN BRUISSSEN Martin (1988), « Between Gerilla War and Political Murder: The Workers Party of Kurdistan », *Merip Middle East Report*, No: 153, pp: 40-46.

WALBY Sylvia (2000), « Kadın ve Ulus » (*La femme et la nation*), in ALTINAY Ayşegül, *Vatan Millet Kadınlar (La patrie, la nation, les femmes)*, Istanbul, İletişim, p : 39

WEBER Max (1919), « Le Métier et la vacation » in *Le savant et le politique*, Paris, Bibliothèques.

WEBER Max (1971), *Économies et Société*, Paris, Plon

WHITE Paul (2000), *Primitive Rebels or Revolutionary Modernizers?-The Kurdish National Movement in Turkey*, Londres, 2ed Press.

WILLIAMS Raymond (1958), *Culture and Society*, London, Chatto and Windus.

WITTIG Monique (2001), *La Pensée straight*, Paris, Balland.

WALKER Cherryl (1982), *Women and Resistance in South Africa*, London, Onyx Press.

YEĞEN Mesut (2011) *Son Kürt İsyanı (La dernière rébellion kurde)*, Istanbul, İletişim.

YERASIMOS Stefanos (1992), *Az gelişmişlik Sürecinde Türkiye*, Istanbul, Belge.

YUMUL Arus (1992), *Religion, Community and Culture: The Turkish Armenians*, thèse non publiée, University d'Oxford.

ZWILLING Anne-Laure (2008), « La minorité arménienne de Turquie », *Mineurel - Minorités Religieuses en Europe*, www.mineurel.info.

ZYLBERBERG-HOCQUARD Marie-Hélène (1978), *Féminisme et syndicalisme en France*, Paris, Antropos.

JOURNAUX-QUOTIDIENS :

(les titres des articles sont traduits par nous)

- « 102 étudiants kurdes prétendent qu'ils sont Kurdes ! », *Akşam*, le 15 avril 1955.
- KAFLI Kadircan, *Tercüman*, 28 janvier 1964.
- SEVİNÇ Necdet, « İpse İp », (Alors les pendre !), *Ortadoğu*, 11 avril 1992.
- « Doğan Güreş açıkladı » (Doğan Güreş a déclaré), *Cumhuriyet*, 22 Février, 1994.
- Interview avec Abdullah Öcalan : « La résurrection est faite, la suite sera l'émancipation », *quotidien Özgür Ülke*, 15 août 1994.
- Cumhuriyet, « Interview avec Hrant Dink », *Cumhuriyet*, 5 avril 1996.
- TANRIKULU Sezgin, « Eski Konsept Yeniden », *Radikal*, 15.04.2007.
- MAHÇUPYAN Etyen, « La République », *Radikal*, 23 septembre 1998.
- Cumhuriyet, L'interview avec Hrant Dink, *Cumhuriyet*, 22 avril 2001.
- MAVİOĞLU Ertuğrul, « La Question arménienne : Interview avec Hrant Dink », (traduit par François Skvor), *quotidien Radikal*, 13 février 2006.
- DINK Hrant , « Le secret de Madame Sabiha », *Agos*, 4 avril 2006.
- DINK Hrant, « Une seule voie : vivre ensemble », *Agos*, traduit par François Skvor, 16 juin 2006.
- DINK Hrant, « Pourquoi ai-je été pris pour cible? » (traduit par François Skvor), *Agos*, 17 janvier 2007.
- Vicken Cheterian, « Qui a tué Hrant Dink ? », *Le Monde Diplomatique*, Mardi 23 janvier 2007.
- « Les journalistes d'« Agos » poursuivent le combat », *Le Figaro*, 03 février 2007.
- BAYRAMOĞLU Ali, *Agos*, 26 février 2007.
- AKGÖNÜL Samim, « Bayraklar » (Les drapeaux), *Radikal*, 15 juillet 2007.

- « La Turquie d'Hrant », *Agos*, p : 1, 20 décembre 2007.
- Ayşe Hür, « Kımıl olayından 49'lar Davasına », *Taraf*, 13.07.2008.
- TULGAR Ahmet, « Bir Tür Aydın İşlevi », *Birgün*, 24.08.2008.
- MÜFTÜOĞLU Oğuzhan, *Birgün*, 02 septembre 2008.
- AGIRDİR Bekir, « Kürtlerin nüfusu 11 milyonda », *Radikal*, 21 décembre 2008.
- « Diyarbakırlı Geylerden Dergi Açılımı », *Haber Türk*, p:18, 06 Juillet 2010.
- ÖZGÜREL Avni, « Kürt Sorununda Kavşak : 49'lar Davası », *Radikal*, 03 janvier 2010.
- KIRIKKAYA Kenan, « 93 Ateşkesinden bugüne » (Du cessez le feu de 93 jusqu'à aujourd'hui), *Birgün*, 24 octobre 2010.
- INCE Selami, « Sahi Kürtler CHP'den nasıl kovuldu », (« Comment sont exclus les Kurdes de du SHP »), Interview avec İbrahim Aksoy, *Birgün*, 16 décembre 2010.
- HUR Ayse, « Kurt nüfusu, tahminler ve gerçekler », *quotidien Taraf*, 26 décembre 2010.
- « Apo'nun Papazı » (« Le prêtre d'Apo »), *quotidien Akit*, 01.juin.2011.
- TURAN Cemal et KURT Barış, « Baskı Siyasi Ayrışmayı Derinleştirdi » (les oppression de l'État turc approfondissent la décomposition politique), *Yeni Özgür Politika*, 23 avril 2011.
- ÖNCÜ Şefik, « L'interview avec Yaşar Kaya », *Kurdistan Post*, 27 mai 2011.
- « Ders kitaplarındaki düşman ifadeler » (Les expressions « ennemi » dans manuels scolaires), *Agos*, 22 Janvier 2012.
- « Ce Newroz sera le début d'une nouvelle espoir » *Birgun*, 14 mars 2012.
- Les quotidiens Evrensel, Birgun, Gündem, Milliyet, Hurriyet, Taraf, Sabah de 19-20-21 mars 2012.
- DANZIKYAN Yetvar, « 12 eylül ve 11 Ermeni » (12 septembre et 11 Arméniens), *Radikal*, 02 avril 2012.
- PRTORIC Jelena, « Turquie : La contestation est plus proche de mai 68 que des printemps arabes », *francetv info*, 04 juin 2013.
- « Erdoğan : Kürtaj cinayettir » (Erdoğan : L'avortement est un massacre), *Milliyet*, 26 mai 2012.
- BUSCAREL Benoit, « Printemps turc? Ou Indignés de la place Taksim? », *Le Monde*, le 06 juin 2013.
- GÖLE Nilüfer, « Le jardin Gezi occupé voit reflleurir la liberté », *le Monde*, 7 juin

2013, p : 18.

- MARCHAND Laure, « À Istanbul, le parc de Gezi s'est transformé en kermesse libertaire » *Le figaro*, le 06.06. 2013.
- « Turquie : affrontements pour le contrôle de la place Taksim, Erdogan inflexible », *le Monde*, 11 juin 2013.
- « Kışlada bir eşcinselin başına neler gelir? » (*Qu'est-ce qu'il subit, un gay, dans le caserne?*), *Agos*, 16 août 2013.
- « Notre déclaration sur 'Qu'est-ce qu'il subit, un gay, dans le caserne' », *Agos*, n : 904 ; 20 août 2013

REVUES :

- Toutes les éditions de KAOS GL, Ankara (1996-2013).
- Toutes les éditions d'AMARGI, İstanbul (2006-2013).
- Toutes les éditions FEMINIST POLİTİKA, İstanbul (La politique féministe) (2009-2013).
- Toutes les éditions HEVJİN, Diyarbakır, (2010-2011).
- KÜLTÜR MAFYASI, İstanbul, Juillet-août 2013, no : 10.
- ÖZALP Yasemin, « Alttaki Ve Üstteki » (En dessous et en dessus), *Kaos GL*, Novembre, 1996, p : 11.
- ERCAN Seda Ercan: « Her 12 Kadından Biri Lezbiyen » (Une femme sur douze est lesbienne), *Magazine Actuel*, 12 novembre 1998.
- « 'Gey'ler isyanından entegrasyona mı ? », *Kaos GL*, no: 84, juillet-août, 2004.
- DIREK Zeynep, «Militarizmi yeniden düşünmek», (Repenser sur le militarisme), *Amargi*, no: 4, Avril, 2007.
- L'Interview avec Osman Özçelik, « Le fondement du mouvement légal kurde en Turquie », *Toplum ve Kuram*, l'Automne, 2010, p : 128.
- KAHRAMANOĞLU Kürşat, « Belfast'tan Diyarbakır'a », *Hevjin 1*, p : 12, Diyarbakır, 2010.
- PETZEN J., « Qu'est-ce que c'est le genre? A quoi sert-il? », *Hevjin 1*, p : 18, Diyarbakır, 2010.
- KAYA Firat, *Hevjin 1*, p : 1, Diyarbakır, 2010.
- MAVİOĞLU Ertuğrul, « Gezi », *Ot*, no : 5, juillet 2013, İstanbul.

SITES WEB CITÉS :

- www.amargi.org.tr
- www.kaosgl.org
- <http://www.bdp.org.tr/tr>
- www.agos.com
- www.lambdaistanbul.org
- <http://hebunlgbt.com/>
- <http://listag.wordpress.com/>
- www.kader.org
- KAMER, « Biz kimiz » (Qui sommes-nous?), [http : //www.kamer.org.tr/](http://www.kamer.org.tr/)
- http://www.antihomofobi.org/arsiv/2011_6_bulusma_yerel_ayaklari.htm
- PARTOG Erdal, « Heteroseksizm Nedir » (Qu'est-ce que c'est l'hétérosexisme), www.lambdaistanbul.org
- KOÇALI Filiz, « Kaktüs : ilk sosyalist feminist dergi » (« Cactus : la première revue socialiste et féministe »), *Bianet*, 9 avril 2003, <http://bianet.org/kadin/siyaset/9780-kaktus-ilk-sosyalist-feminist-dergi>
- <http://www.Pazartesidergisi.com/pdf/Kaktus1.pdf>
- <http://www.Pazartesidergisi.com/public/page.aspx?id=1> (dernière connexion: 07.05.2009)
- http://kaosgl.org/icerik/bulusma_sirasi_eskisehir_samsun_ve_karsta;
- http://kaosgl.org/icerik/lgbtler_newroza_gitti_geldi_hayat_devam_ediyor
- <http://www.eurasianet.org/node/61826>
- http://www.antihomofobi.org/arsiv/2011_6_bulusma_yerel_ayaklari.htm
- www.globalterrorwatch.ch/wp
- « La situation au Kurdistan de Turquie 1992 », http://www.institutkurde.org/publications/bulletins/pdf/speciaux/nsp_turquie.pdf
- PEPP Souzette, Entretien avec Demet Demir, La croisière, <http://bangbang1969.free.fr/pageshtml/bangbang5/demetdemir.htm>
- <http://www.kaosgl.com/sayfa.php?id=4429>
- <http://video.cnnturk.com/2013/haber/6/30/lgbt-onur-yuruyusu>
- Dr. Ali Kılıç, 2010, www.pen-kurde.org
- BAYIK Cemil, *İlk Kurşun'dan Demokratik Özekliğe*, Editions Kürdistan Stratejik Araştırmalar Merkezi, www.lekolin.org

- http://www.multilingualarchive.com/ma/dewiki/fr/%C3%96zg%C3%BCr_Politika
- <http://bianet.org/bianet/siyaset/133216-30-ayda-kckden-7748-gozalti-3895-tutuklama> ;
<http://www.azadnewsagency.com/nuce/?p=1361>
- <http://fr.rsf.org/turquie-le-journaliste-armenien-hrant-dink-19-07-2006,14388.html>
- *Cf. Hepimiz Hrant Dink'iz [Nous sommes tous Hrant Dink], Istanbul, Uluslararası Hrant Dink Vakfı [Fondation internationale Hrant dink], 2007.*
- www.englishpen.org/writersinprison/wipcnews/turkeyhrantdinkskillersentencedtoover22yearsinprisonothertrialscontinue/
- <http://haber.gazetevatan.com/son-isyan-40-bin-olume-yol-acti/523855/1/gundem>,
- « Genel Bilgi » (« Introduction générale »),
<http://www.anadolukultur.org/tr/hakimizda/genel-bilgi/3187>
- « Ermeni-Kürt İşbirliğinin İçyüzü », www.turksolu.org/84/kapak84.htmmediapart,<http://blogs.mediapart.fr/blog/maxime-azadi/200312/1>
- <http://www.susam-sokak.fr/>
- <http://www.sosyalistforum.net/guncel-haberler/16585-16-yil-sonra-sirnak-katliamina-tanik-olan-anlatiyor.html>
- <http://www.yuksekovahaber.com/haber/sirnak-katliami-unutulmadi-18436.html>
- <http://www.ilkehaberajansi.com.tr/haber/sirnakta-mesaleli-yuruyus.html>
- <http://www.akader.info/sbard/sayilar/2005Eylul/13.pdf>.
- <http://www.milliyet.com.tr/2005/08/17/yazar/bila.html>
- <http://www.sabah.com.tr/Yazarlar/ovur/2012/01/08/siyasetciler-20-yil-once-ne-dediler>
- *Entretien avec Marie-Hélène Bourcier*, « Politique et théorie queer », *Nonfiction.fr*, 08 mars 2011, article-4344, <http://www.nonfiction.fr/>
- « C'était très drôle, une poignée de femmes, des centaines de policiers » : un entretien avec Ayşe Günaysu, par Selin Altunkaynak, *Observatoire de la vie politique turque*, <http://ovipot.hypotheses.org/8761>
- *DTP'nin kısa tarihi -Une histoire courte du DTP-* , İstanbul, Agence de presse BİA, (traduit par nous) 12 décembre 2009
- ASLAN Arif, « Ahmet Türk : KCK'dan tutuklu 6 vekil bırakılmazsa TBMM'ye girmeyeceğiz » (Ahmet Türk : « Si les 6 députés ne sont pas libérés, nous n'irons pas à l'Assemblée ») (le titre d'article est traduit par nous), *T24*, www.t24.com 20 Juin 2011
- OVADIA Stella, « Kadınlar ODP'de Hata Yaptı », *Bianet*, 07 juin 2011
- Serhat Özgür, *Karayılan : İki Seçenek Kaldı* (Karayılan : Il y a deux choix), ANF,

07 juin 2011

- « "En Turquie, seuls les « pourris » échappent au service militaire" », par Benoit Berthelot, Cafebabel.com, le magazine européen,
<http://www.cafebabel.fr/article/37539/turquie-seuls-les-pourris-echappent-au-service.html>;
- « Déclaration de Demirtaş », *ANF* (firatnews.org), 14 septembre 2011
- <http://istanbul.blog.lemonde.fr/2012/03/18/newroz-les-kurdes-en-colere>
- TAŞ Perver 'Nous allons ouvrir notre chemin', ANF, 6 février, 2012
- *Violence demesuree a Istanbul*, par Defne Gürsoy, Mediapart, 16 juin 2013
- « Des manifs mais pas de "printemps turc", estime le Premier ministre Erdogan », France Info, <http://www.franceinfo.fr/politique/pas-de-printemps-turc-selon-le-premier-ministre-erdogan-1011589-2013-06-03>;
- « Turquie: les protestataires sonnent-ils le début du "printemps turc"? », RTBF Info, http://www.rtb.be/info/monde/detail_turquie-les-protestataires-sonnent-ils-le-debut-du-printemps-turc?id=8009928;
- « Le Printemps turc s'échauffe », La nouvelle republique.fr, <http://www.lanouvellerepublique.fr/France-Monde/Actualite/Politique/n/Contenus/Articles/2013/06/04/Le-Printemps-turc-s-echauffe-1491598> ;
- « Turquie : "La contestation est plus proche de mai 68 que des printemps arabes" », France tv Info, <http://www.francetvinfo.fr/turquie-la-contestation-est-plus-proche-de-mai-68-que-des-printemps->
- « Des manifestations mais pas de "printemps turc", estime le Premier ministre Erdoğan », France Info, <http://www.franceinfo.fr/politique/pas-de-printemps-turc-selon-le-premier-ministre-erdogan-1011589-2013-06-03>;
- « Turquie: les protestataires sonnent-ils le début du "printemps turc"? », RTBF Info, http://www.rtb.be/info/monde/detail_turquie-les-protestataires-sonnent-ils-le-debut-du-printemps-turc?id=8009928;
- « Nous avons tué nos peurs, plus rien ne sera comme avant », *Le Figaro*, 6 juin 2013 ; Pierre Puchot, « En Turquie, l'avenir politique incertain du mouvement du parc Gezi », *Mediapart*, 6 juin 2013
- « Kadınlar da İsyanda » (Les femmes aussi sont en révolte), Le collectif socialiste et féministe, <http://www.sosyalistfeministkolektif.org/component/content/article/2-haberler/526-dayangezi>;

DIVERS :

- La Constitution Turque, 1982.
- Le traité de Lausanne, articles 39-44- Cf. section III, protection des minorités, article 37 à 45. Conférence de Lausanne sur les Affaires du Proche-Orient (1922-1923), Actes signés à Lausanne le 30 janvier et le 24 juillet 1923, Paris, Imprimerie Nationale, 1923.
- Journal officiel de la République turque, 24 avril 1983.
- « Rapport sur l'Arrestation et la détention de six membres de la grande Assemblée nationale turque », 4e article, l'Assemblée Parlementaire du Conseil d'Europe, 12 Avril 1994.
- « Conférence des avocats du Barreau de Paris, Rapport sur la mission d'observation judiciaire du procès des auteurs présumés de l'assassinat de Hrant Dink », 14e Chambre de la Cour d'assises d'Istanbul – audience du 7 février 2011.
- Rapports de la sous-commission de recherche '12 septembre' de l'Assemblée Nationale (2012) :
http://www.tbmm.gov.tr/arastirma_komisyonlari/darbe_muhtira/tutanaklar.htm
- TIHV, Türkiye İnsan Hakları Raporu, (Le rapport annuel de la fondation des droits humains en Turquie) TIHV éditions, 12 septembre 1996.
- « Document – Turquie : L'objecteur de conscience Mehmet Tarhan a été condamné à vingt-cinq mois d'emprisonnement » Amnesty International-Déclaration publique, 16 octobre 2006.
- TBMM Faili Meçhul Siyasal Cinayetleri Araştırma Komisyon Raporları (Les rapports de la commission d'enquête sur les assassinats politiques- Assemblée Nationale), Ankara, Éditions Ayyıldız, 1995.
- Résolution de l'assemblée du parti DEP, 25 février 1994.
- Le statut de DEHAP, modifié en 2003.
- Le program du BDP, www.bdp.org.tr/tr/program.
- Résolution de l'Assemblée de DTK, 2007, Diyarbakır.
- BDP, « Halklarımıza Karşı Açık Sözümüz ve Açık Deklarasyonumuzdur», La déclaration intervenue à la conférence de la presse le 28.09.2011, voir <http://www.bdp.org.tr/tr>, Annexe 3.
- Barış ve Demokrasi Partisi Tüzüğü (Le règlement interne de BDP)
[hnp://www.bdp.org.tr/hakkimizda/tuzuk](http://www.bdp.org.tr/hakkimizda/tuzuk).

- Barış ve Demokrasi Partisi Programı, (Le statut de BDP)
<http://www.bdp.org.tr/tr/program>
- Demokratik Toplum Kongresi Sonuç Bildirgesi, (La résolution du congrès de la société démocratique), Diyarbakır, 2007.
- Nurser Öztunalı, (1982,1983, 1984, 1994, 1995), Les manuscrits
(<http://www.sosyalistfeministkolektif.org/component/content/article/1-sayi-11/53-kadin-cevresi-kurulurken>).
- « Les Statistiques de Femmes »-2009-2010- Ankara, Éditions KADER.
- Manifeste d'Amargi, Istanbul, Éditions Amargi, 2001.
- « Les femmes dans les organisations mixtes », Istanbul, Éditions Amargi, 2007.
- Les notes des réunions d'Amargi, 23 septembre 2004.
- « Fin du voyage... Commencement du voyage! », déclaration d'Amargi, Istanbul, 18 novembre 2012.
- Amargi, « Feminizm tartışmaları-1 » (les débats sur les féminismes), Istanbul, Éditions Amargi, 2011.
- Amargi, « Feminizm tartışmaları-2 » (les débats sur les féminismes), Istanbul, Éditions Amargi, 2011.
- « Notre manifeste », Kaos GL, Ankara, 1996.
- « L'Acte d'égalité du Kaos GL », Éditions Kaos GL, 2007.
- « Être homosexuelle en Turquie », Éditions Kaos GL, 2008.
- « La rencontre contre l'homophobie », éditions Kaos GL, 2009.
- Le communiqué du Kaos GL, le 22 mai 2012, envoyé aux députés.
- Homofobi kimin meselesi ? (A qui est-ce le problème d'homophobie), Ankara, Éditions Kaos GL, 2010.
- « Orda kimse var mı?- Li wir kes heye? » (Y-a-t-il personne là bas?), Ankara, Éditions Kaos GL, 2010.
- « Prospectus », Lambdaistanbul, Istanbul, 2008.
- « Bir Alan Araştırması: Eşcinsel ve Biseksüellerin Sorunları » (Une recherche de terrain: les problèmes des personnes homosexuelles et bisexuelles), Lambdaistanbul, İstanbul, Mars 2006.
- « LGBT Rights Platform, Constitution of 1982 under the light of Yogyakarta Principles », Istanbul, 2010.
- « Qui sommes-nous », Brochure du SPOD, Istanbul, 2011.
- « Les Revendications des citoyens LGBT pour la nouvelle Constitution », Brochure

- du SPOD, Istanbul, Avril 2012.
- Rapport d'activité du mois d'avril 2012- le SPOD, Istanbul, Avril 2012.
 - « Pour qui écrivez-vous cette nouvelle Constitution,», Le communiqué publié par Kaos GL, Ankara, 22 mai 2013.
 - « Notre appel pour la grève de faim », Lambda, Communiqué de Lambda, date: 26.10.2012.
 - « Le rapport annuel sur les droits humains des personnes LGBT », par le plateforme pour les droits des personnes LGBT, Éditions Kaos GL, 2007.
 - « Le rapport annuel sur les droits humains des personnes LGBT », par la Plateforme pour les droits des personnes LGBT, Éditions Kaos GL, 2008.
 - Brochure « Qui sommes-nous ? », Plateforme de Taksim, Istanbul, 2012.
 - Déclaration de la plateforme de Gezi, lu par Şebnem Sönmez, 30 mai 2013.
 - « Direngezi özel dosyası », (Dossier spécial de ResisteGezi), Kültür Mafyası, No : 10, juillet-août 2012.
 - SOGEP, Une enquête sur les organismes de soutien financier, Éditions Heinrich Böll, Istanbul, 2009.
 - Kurdistan Devriminin Yolu (La voie de la révolution du Kurdistan), Éditions Serxwebun, éditions illégales, 1980.
 - Programme du PKK, 1995.
 - PKK Diyalektiği, Le Dialectique de PKK, Édition Illégale du Parti, 1979.
 - Cemil Bayık, « İlk Kurşun'dan Demokratik Özekliğe », Kürdistan Stratejik Araştırmalar Merkezi, www.lekolin.org.
 - « Projet de Déclaration de Paix du PKK, 23 janvier 2000, Résolutions du 7e congrès », Özgür Politika, 9 Mars 2000.

Annexes

ANNEXE 1 : L'historique général des organisations dans les mouvements

Année	Général	M. Féministe	M. LGBT	M. des partis légaux kurdes	M. autour d'Agos
1980	Coup d'État militaire			<ul style="list-style-type: none"> Les militantEs du PKK se retirent en Palestine et en Liban 	
1981	<ul style="list-style-type: none"> Premiers attentats d'ASALA Kenan Evren, le chef des forces militaires du coup d'État, est élu président de la République Interdiction aux personnes gay et transsexuelles de paraître sur scène 	<ul style="list-style-type: none"> Fondation de quatre groupes de conscience à Istanbul et à Ankara 			
1982	<ul style="list-style-type: none"> Grèves de la faim dans les prisons de Diyarbakır Adoption de la Constitution préparée par les militaires 	<ul style="list-style-type: none"> Fondation du Club de Livres féministes 			
1983	<ul style="list-style-type: none"> Élections législatives 				
1984	<ul style="list-style-type: none"> Grèves de la faim dans les prisons font quatre victimes Élections municipales Dans 26 villes, l'état d'urgence, instauré en 1979, est annulé La Turquie est redevenue membre du Conseil de l'Europe 	<ul style="list-style-type: none"> Fondation du Cercle des femmes (Istanbul) Fondation du Groupe du jeudi (Ankara) 	<ul style="list-style-type: none"> Fondation de groupes dans les universités 	<ul style="list-style-type: none"> Commencement de la lutte armée menée par le PKK et de la guerre civile 	
	<ul style="list-style-type: none"> 1256 intellectuels sont 	<ul style="list-style-type: none"> Fondation du « Groupe de 	<ul style="list-style-type: none"> Fondation de deux collectifs 		

1985	<p>poursuivis par la justice</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interdiction d'utiliser dans les medias 205 mots comme « la liberté » ou « la démocratie » • Le maire d'Istanbul déclare : « L'homosexualité est la fureur de Dieu » • À Istanbul et dans 7 autres villes l'état d'urgence est annulé 	<p>discussion indépendant et démocratique » (Ankara)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Campagne de pétition pour exiger l'application immédiate de CEDAW 	LGBT à Ankara et à Istanbul		
1986	<ul style="list-style-type: none"> • 1256 intellectuels sont acquittés. • Première manifestation des ouvriers (50 000 manifestantEs) après le coup d'État • Fondation de l'Association de droits humains (IHD) • 264 dirigeants du DISK (Confédération des syndicats révolutionnaires) sont condamnés à 15 ans de prisons 	<ul style="list-style-type: none"> • 2861 requêtes pour l'adoption de la Convention de CEDAW sont adressées au président de l'Assemblée Nationale 			
1987	<ul style="list-style-type: none"> • La Turquie dépose sa demande d'adhésion à l'Union européenne 	<ul style="list-style-type: none"> • Dissolution du Cercle des femmes • Fondation du collectif et publication du journal Féministe • Campagne contre la bastonnade • Première manifestation publique organisée après le coup d'État 	<ul style="list-style-type: none"> • Les collectifs LGBT commencent à devenir visibles 	<ul style="list-style-type: none"> • Naissance des premières associations culturelles liées au mouvement kurde 	
1988	<ul style="list-style-type: none"> • L'interdiction de 	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne de 			

	<p>la scène aux chanteurs homosexuels est levée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Turquie signe la convention contre la torture de l'ONU • Tentative d'attentat sur le premier ministre T. Özal 	<p>l'épingle violette, contre les agressions sexuelles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fondation de l'initiative de Mor Çatı (Toit violet) • Fondation du collectif et publication du journal Kaktüs • Fondation de « l'Association des femmes contre la discrimination » 			
1989	<ul style="list-style-type: none"> • Elections municipales avec un large succès du SHP (parti social démocrate) • Première tentative de manifestation du 1er mai ; répression ; un mort 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de la Bibliothèque des femmes • Fondation de KADAV- Fondation de solidarité des femmes • Fondation de la maison culturelle des femmes • Week-end féministe (Ankara) ; coordination des organisations. • Première Assemblée femmes-féministe (avec 2500 personnes) • « Manifestation noire féministe » autour des grèves de la faim en prison 			
1990	<ul style="list-style-type: none"> • Manifestations massives des étudiantEs • Fondation du parti Communiste • Une députée sociale démocrate est tuée dans un attentat 	<ul style="list-style-type: none"> • Après une importante campagne féministe, abrogation de l'article 438 du Code pénal prévoyant une réduction de peine pour le violeur si la 		<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du HEP • Soulèvement dans 8 villes kurdes avec la participation de centaines de milliers de personnes ; répression ; plusieurs morts. 	

	<ul style="list-style-type: none"> • Déclarations des premiers objecteurs de conscience ; ils sont emprisonnés. • Assassinats d'intellectuelles, de journalistes. 	<p>femme violée est une prostituée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dissolution du collectif et du journal Féministe • Dissolution de Kaktüs • Création de la Fondation Mor Çatı et refuge autonome • Fondation de la Bibliothèque des œuvres de femmes • Fondation du Centre de recherche sur le statut des femmes dans les universités • Actions de divorces collectives des féministes 			
1991	<ul style="list-style-type: none"> • Elections législatives • La loi anti communiste est remplacée par la loi anti-terreur • Mise en place du ministère pour les femmes et les familles 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de trois maisons de femmes et d'un refuge pour les femmes • Création de la Fondation de solidarité avec les femmes • Abrogation de l'article 159 du Code Civil interdisant aux femmes de travailler sans l'autorisation du mari 		<ul style="list-style-type: none"> • Première célébration de Newroz par le HEP avec cinq cent mille participants • Par une alliance avec le SHP, parti social démocrate, le HEP parvient à entrer au Parlement avec 18 députés ; la députée Leyla Zana termine son serment en kurde ; fortes réactions • Le président de Diyarbakır du HADEP est tué par la police ; 100 000 personnes assistent à ses funérailles ; répression policière ; 27 morts. 	

1992	<ul style="list-style-type: none"> • Première manifestation des employéEs : 5 000 manifestantEs • Interdiction du parti communiste • Opération meurtrière à Şırnak, où le soutien au PKK est clairement affirmé, 55 personnes sont tuées, les 25 000 habitants de Şırnak quittent la ville • Annulation de l'interdiction des partis dissous en 1980 	<ul style="list-style-type: none"> • Répression de la manifestation du 8 mars : 8 femmes sont en garde à vue, une dizaine de blessées 		<ul style="list-style-type: none"> • Interdiction du HEP • Fondation du ÖZDEP • Fondation du ÖZEP • Assassinat de Musa Anter • Répression des manifestations de Newroz : 57 morts 	
1993	<ul style="list-style-type: none"> • Déclaration de cessez-le feu du PKK • Attentat du PKK : 33 soldats sont mort. Fin du processus de conciliation • Tentative d'assassinat du président de la république T. Özal • Entre 1991-1993 2000 écrivains, journalistes et militants du mouvement kurde sont tués 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du collectif indépendant des femmes kurdes 	<ul style="list-style-type: none"> • Interdiction de la Marche de la fierté- par la préfecture d'Istanbul • Fondation de Lambda 	<ul style="list-style-type: none"> • Interdiction du ÖZEP • Interdiction du ÖZDEP • Fondation du DEP • Arrestations massives des dirigeantEs du mouvement des partis légaux kurdes 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de la maison d'édition ARAS
1994	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne d'une large plateforme : « Ne Touchez pas à mon ami » 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du journal féministe Pazartesi (lundi) 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de Kaos et la publication de son magazine • Fondation des Ours d'Istanbul 	<ul style="list-style-type: none"> • L'immunité de six de ses députés est levée ; ils sont arrêtés et condamnés à quinze années de prison • Interdiction du DEP • Fondation du HADEP 	<ul style="list-style-type: none"> • Réunions au sein du Patriarcat des différents acteurs de la communauté afin de lutter contre le renforcement de l'hostilité anti-arménienne
1995	<ul style="list-style-type: none"> • Élections législatives • La commission européenne 	<ul style="list-style-type: none"> • Désormais, il y a 57 organisations féministes 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du collectif LGBT a Izmir • Publication de 	<ul style="list-style-type: none"> • Le HADEP obtient 4.17 % des suffrages • Fondation du 	

	<p>souligne l'évolution démocratique de la Turquie</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'émergence des « Mères du Samedi » 	<ul style="list-style-type: none"> • 	<p>« 100 % Gay et Lesbienne »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Campagne autour du SIDA • Deuxième rencontre de fierté à nouveau interdite par la Préfecture 	Parlement des Kurdes en exil	
1996	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de l'ÖDP • Accession au pouvoir du parti Refah (islamiste) avec N. Erbakan, en coalition avec le DYP (T. Çiller) 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du collectif et du journal Roza • Fondation du FKÇ- Cercle féministe des femmes • Fondation d'Uçan Süpürge (Balai volant) 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de la plateforme contre les violences faites aux transgenres • Première « Gay Pride-Istanbul », elle a lieu dans une discothèque de la ville à l'initiative de Lambda 	<ul style="list-style-type: none"> • Au cours du congrès du HADEP, un jeune homme décroche le drapeau turc et le remplace par celui du PKK ; la plupart des dirigeants du HADEP sont arrêtés par la police • Une campagne « nationale » appelle la population à accrocher le drapeau turc aux fenêtres 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation et publication d'Agos
1997	<ul style="list-style-type: none"> • Action de désobéissance civile, pour la démocratie ; participation de 10 millions de personnes • Déclaration de « L'Avertissement » du Comité de Sécurité Nationale que l'on nommera : Coup d'État postmoderne • Une pétition de 1 million de signatures pour la paix est adressée à l'Assemblée Nationale • Démission du premier ministre N.Erbakan ; formation d'un nouveau 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de KADER • Fondation de KAMER • Fondation de la Maison de la Culture Jiyan • Fondation du collectif Jujin • Mise en place du Comité consultatif sur la politique de la parité, sous la tutelle de l'Organisation de planification de l'État 			

	<p>gouvernement de coalition</p> <ul style="list-style-type: none"> • Campagne des objecteurs de conscience 				
1998	<ul style="list-style-type: none"> • Expulsion d'Öcalan de Syrie • Dizaines d'attentats, centaine d'immolations par le feu • Demande de cessez-le-feu du PKK • Adoption de la loi qui protège les femmes victimes de violence 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du KIHP • Fondation d'Assemblées des maisons de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du collectif des lesbiennes : Sapho 		
1999	<ul style="list-style-type: none"> • La candidature de la Turquie est officiellement reconnue par l'UE • Élections nationales • Arrestation d'Öcalan qui appelle le PKK à se retirer hors des frontières du pays • Abolition de la peine de mort 	<ul style="list-style-type: none"> • Des « Unités pour le statut de la femme » sont fondées dans les préfectures de treize villes 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du Venus, collectif des lesbiennes 	<ul style="list-style-type: none"> • La nouvelle revendication du mouvement est : « la république démocratique » formulé par Öcalan 	<ul style="list-style-type: none"> • Le journal Agos est confisqué et interdit, avant d'être à nouveau autorisé à paraître
2000	<ul style="list-style-type: none"> • Cessez-le-feu 		<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de Lubunya 		
2001	<ul style="list-style-type: none"> • Cessez-le-feu • Reforme du Code Civil • Crise politique : au cours des assises du Comité de Sécurité Nationale, le président de la République jette la Constitution par terre • Crise monétaire, financière et économique • Fondation de l'AKP 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation d'Amargi • Trois grandes manifestations des femmes kurdes et turques pour la paix. (Istanbul, Diyarbakır, Batman) • La campagne nationale pour la réforme du Code Civil 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du collectif Triangle Noir et Rose (Izmir) 		

2002	<ul style="list-style-type: none"> • Victoire électorale de l'AKP • Tentative de Coup d'État dit « Balyoz » • Mise en place du nouveau paquet législatif pour l'accord avec l'UE 		<ul style="list-style-type: none"> • Rencontre nationale « Que veulent les homosexuelLes ? » ; précision des revendications communes 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du DEHAP 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du Centre Culturel Anatolien
2003	<ul style="list-style-type: none"> • Elections législatives à Siirt, T. Erdoğan est élu, il devient premier ministre • L'Assemblée nationale refuse l'engagement de la Turquie dans l'opération internationale en Irak • Recrudescence d'attentats dans les villes 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de Filmmor • La marche à Konya des féministes réunit 10 000 femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Première Marche de la fierté (40 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Interdiction du HADEP • Fondation du ÖP 	
2004	<ul style="list-style-type: none"> • Le PKK reprend ses attaques • Élections locales • Réforme du Code Pénal 	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne nationale pour la réforme du Code Pénal 	<ul style="list-style-type: none"> • Marche de la fierté (30 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Manifestations de DEHAP dans plusieurs villes avec 1 000 000 de personnes • Le DEHAP, par une coalition de quatre partis de gauche intitulée Union des forces démocratiques, gagne la plupart des municipalités de la région kurde 	<ul style="list-style-type: none"> • Une dizaine de procès à l'encontre d'Agos • H.Dink écrit que S. Gökçen, la fille adoptive d'Atatürk, est Arménienne ; représailles nationalistes à son encontre
2005	<ul style="list-style-type: none"> • Acharnement contre Orhan Pamuk, prix Nobel • Une bande de soldats turcs liée à l'État est découverte à Şemdinli, ville kurde où ils organisaient des attentats • Commencement des négociations pour l'adhésion 	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne nationale féministe pour la paix 	<ul style="list-style-type: none"> • Kaos devient une association • Marche de la fierté (100 personnes) • Fondation de Hevjin • Campagnes pour les objecteurs de conscience gay 	<ul style="list-style-type: none"> • Interdiction du DEHAP • Fondation du DTP • Fondation du DTH 	<ul style="list-style-type: none"> • Acharnements judiciaires contre journal Agos • Rencontres en Arménie, organisées par le Centre Culturel Anatolien

	de la Turquie à l'UE				
2006	<ul style="list-style-type: none"> • Assassinats de personnes non-musulmanes 	<ul style="list-style-type: none"> • Publication du journal féministe Amargi • Fondation des Féministes d'Ankara 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de Pembe Hayat (la Vie en rose) • Fondation d'Association Gökkuşığı (Arc en ciel)- Bursa • Fondation d'Istanbul LGBT • Marche de la fierté (400 personnes) • Naissance des « Rencontres contre l'homophobie » a Ankara. • Initiative de Lambda pour obtenir le statut d'association 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du DTK 	<ul style="list-style-type: none"> • Acharnements judiciaires contre le journal Agos
2007	<ul style="list-style-type: none"> • Convocation du chef d'État major : « Le régime est en danger. » ; crainte d'un coup d'État • Deuxième succès électoral de l'AKP 	<ul style="list-style-type: none"> • Dissolution du Pazartesi • Fondation du SFK • 23 centres de femmes affiliées au KAMER 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation d'Arc en Ciel de l'Université à Bilgi • Marche de la fierté (1500 personnes) • Lambda est accusé d'atteinte aux valeurs familiales turques 	<ul style="list-style-type: none"> • Le DTP, avec ses députés crée un groupe dans l'Assemblée Nationale • La nouvelle revendication du DTP est « l'autonomie démocratique » formulé par Öcalan 	<ul style="list-style-type: none"> • Assassinat de Hrant Dink • Manifestations de 100 000 personnes à ses obsèques • Fondation de la Fondation de Hrant Dink • Fondation des Amis de Hrant, • Fondation de Nor Zartung
2008	<ul style="list-style-type: none"> • Démantèlement du réseau Ergenekon dit « État profond » • Le premier ministre déclare : « Toutes les femmes doivent avoir au moins trois enfants. » 	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne féministe contre les discours du premier ministre. • Fondation de la librairie féministe Amargi 	<ul style="list-style-type: none"> • Dissolution de l'association Lambda par un tribunal d'Istanbul. Cette décision sera cassée par la cour suprême • Fondation de LISTAG • Fondation du Parapluie rouge (Kırmızı Şemsiye) • Marche de la fierté (2000 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du BDP 	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement du « Prix de Hrant »

2009	<ul style="list-style-type: none"> • Cessez-le-feu • Élections municipales • Une heure de diffusion en langue kurde à la TV nationale • Opérations militaires • Les attaques du PKK reprennent 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du journal La Politique féministe • Fondation du FeministBiz-Ankara 	<ul style="list-style-type: none"> • Autorisation des associations LGBT • Fondation de Hevjin • Fondation de GRI à l'Université Bahçeşehir • Marche de la fierté (5000 personnes) • Première marche de la Trans fierté (120 participantEs) 	<ul style="list-style-type: none"> • Arrestations massives dans le mouvement kurde. • Aux élections municipales, le DTP remporte 99 mairies • Interdiction du DTP • Succès du BDP aux élections. 	
2010	<ul style="list-style-type: none"> • Grève générale en solidarité avec les ouvriers de TEKEL en grève • 40 militaires accusés de préparer un coup d'État, sont arrêtés • Plusieurs réunions du premier ministre avec la société civile pour collaborer en faveur de la paix avec les Kurdes • Après 32 années d'interdiction, il est à nouveau permis aux syndicats de manifester sur la place de Taksim • Les attentats du PKK : Vingt soldats et deux civils sont morts • Référendum pour le paquet de modification de la Constitution : Le « Oui » l'emporte • Cessez-le-feu du PKK 		<ul style="list-style-type: none"> • Publication de la revue Hevjin • Marche de la fierté (5000 personnes) • Apparition des « femmes de Hevjin » à Diyarbakır 		<ul style="list-style-type: none"> • Fondation de l'Association de culture arménienne et de solidarité • Première messe, depuis 95 ans, à l'Église arménienne d'Akdamar qui avait été détruite et pillée • Campagne « Je demande pardon » pour le génocide : 30 000 signatures
2011	<ul style="list-style-type: none"> • Élections législatives • Construction de plateformes par des ONG pour la 		<ul style="list-style-type: none"> • Fondation du SPOD • Marche de la fierté (10 000 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne de « désobéissance civile pour trouver une solution à la 	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne contre « le discours de haine »

	<p>nouvelle Constitution</p> <ul style="list-style-type: none"> • Attentat du PKK : 13 soldats sont tués. • Rupture des négociations entre le PKK et le gouvernement • Fondation de la plateforme de Taksim 		<ul style="list-style-type: none"> • 2000 participantEs aux rencontres contre l'homophobie (Ankara) • Publication de la revue Kaos Queer • 	<p>question kurde »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le BDP, avec le « bloc démocratique » multiplie ses sièges au Parlement avec 35 députéEs • Plus de 7000 militantEs du BDP sont arrêtéEs dont 31 maires sur 98 et 6 députés sur 36 sont emprisonnés 	
2012	<ul style="list-style-type: none"> • Négociations entre le gouvernement et le PKK • Massacre de paysans kurdes par l'armée turque 	<ul style="list-style-type: none"> • Dissolution du collectif Amargi-Istanbul • Campagne contre la tentative de modification du droit à l'avortement • Fondation de la plateforme des femmes pour la paix 	<ul style="list-style-type: none"> • Hevjin devient Hebun • Marche de la fierté (20 000 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> • La grève de la faim de 800 prisonnièrEs dure 68 jours jusqu'à l'intervention d'Öcalan • Le BDP suspend tous ses travaux à l'Assemblée Nationale 	
2013	<ul style="list-style-type: none"> • Reprise des négociations entre Öcalan et le gouvernement • Répression de la police face aux manifestantEs du 1e mai, à Taksim • Manifestations de la Place Taksim 		<ul style="list-style-type: none"> • Marche de la fierté (50 000 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les députés du BDP sont emmenés sur l'île de İmralı où est enfermé Öcalan, pour servir de médiateurs au processus de paix • Fondation du HDP 	

Figure 3 : Journal *Pazartesi* - no : 109- 2006

(« L'amour toute la vie, et alors pourquoi faire l'amour ne dure qu'une minute ? »)

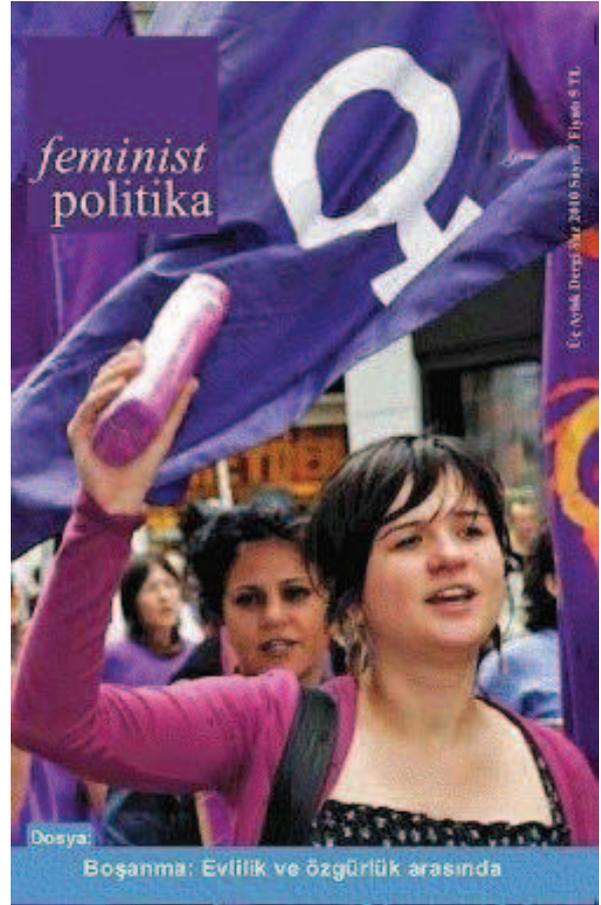


Figure 4 : Revue *Kaktus* - no : 17



Figure 5 : L'affiche d'*Amargi* - Izmir



Figure 6 : Revue *Amargi* - no : 1- 2006Figure 7 : Revue *Feminist politika* - no : 7- 2010

ANNEXE 3 : Illustrations du mouvement autour d'Agos

Figure 8 : L'enterrement de Hrant Dink - 2007



Figure 9 : L'enterrement de Hrant Dink - 2007



Figure 10 : La manifestation des amiEs de Hrant devant le tribunal - 2012



Figure 11 : Communiqué de presse des amiEs de Hrant - 2013

BURADAYIZ AHPARIG!

1.2.3.4.5.6.YIL

6 yıldır Hrant'ın gerçek katillerinin yargı önüne çıkmasını istiyoruz. Devletin hesap vermesini istiyoruz. Terfi değil, adalet istiyoruz.

D-10 Ocak 2013, Taksim Meydanı

1. Hrant Dink	2. Hrant Dink	3. Hrant Dink	4. Hrant Dink
5. Hrant Dink	6. Hrant Dink	7. Hrant Dink	8. Hrant Dink
9. Hrant Dink	10. Hrant Dink	11. Hrant Dink	12. Hrant Dink
13. Hrant Dink	14. Hrant Dink	15. Hrant Dink	16. Hrant Dink
17. Hrant Dink	18. Hrant Dink	19. Hrant Dink	20. Hrant Dink
21. Hrant Dink	22. Hrant Dink	23. Hrant Dink	24. Hrant Dink
25. Hrant Dink	26. Hrant Dink	27. Hrant Dink	28. Hrant Dink
29. Hrant Dink	30. Hrant Dink	31. Hrant Dink	32. Hrant Dink
33. Hrant Dink	34. Hrant Dink	35. Hrant Dink	36. Hrant Dink
37. Hrant Dink	38. Hrant Dink	39. Hrant Dink	40. Hrant Dink
41. Hrant Dink	42. Hrant Dink	43. Hrant Dink	44. Hrant Dink
45. Hrant Dink	46. Hrant Dink	47. Hrant Dink	48. Hrant Dink
49. Hrant Dink	50. Hrant Dink	51. Hrant Dink	52. Hrant Dink
53. Hrant Dink	54. Hrant Dink	55. Hrant Dink	56. Hrant Dink
57. Hrant Dink	58. Hrant Dink	59. Hrant Dink	60. Hrant Dink
61. Hrant Dink	62. Hrant Dink	63. Hrant Dink	64. Hrant Dink
65. Hrant Dink	66. Hrant Dink	67. Hrant Dink	68. Hrant Dink
69. Hrant Dink	70. Hrant Dink	71. Hrant Dink	72. Hrant Dink
73. Hrant Dink	74. Hrant Dink	75. Hrant Dink	76. Hrant Dink
77. Hrant Dink	78. Hrant Dink	79. Hrant Dink	80. Hrant Dink
81. Hrant Dink	82. Hrant Dink	83. Hrant Dink	84. Hrant Dink
85. Hrant Dink	86. Hrant Dink	87. Hrant Dink	88. Hrant Dink
89. Hrant Dink	90. Hrant Dink	91. Hrant Dink	92. Hrant Dink
93. Hrant Dink	94. Hrant Dink	95. Hrant Dink	96. Hrant Dink
97. Hrant Dink	98. Hrant Dink	99. Hrant Dink	100. Hrant Dink

HEANT'IN ARKADAŞLARI

ANNEXE 4 : Illustrations du mouvement des partis légaux kurdes

Figure 12 : Manifestation de *Newroz* - Diyarbakir - 2010



Figure 13 : Le quotidien *Gündem* 21 mars 2012 appelant à la manifestation de *Newroz*



Figure 14 : Les logos des partis légaux kurdes (HEP, DEP, HADEP, DEHAP, ÖP, DTP, BDP)



Figure 15 : Manifestation des femmes kurdes - 8 mars 2011



ANNEXE 5 : Illustrations du mouvement LGBT

Figure 16 : Marche de fierté - Taksim - 2013



Figure 17 : Marche de fierté - Taksim - 2013



Figure 18 : Un exemple des centaines d'escaliers arc-en-ciel à Istanbul - 2013

Figure 19 : La revue *Kaos GL*



Figure 20 : Manifestation de *Lambda* avec la plateforme antimilitariste pour solidarité avec Mehmet Tarhan, objeteur de conscience - 2004



Figure 21 : Manifestation des féministes, des LGBT antimilitaristes - 2009



Figure 22 : Manifestation de la plateforme antimilitariste - 2007



Figure 23 : Marche de Trans-fierté - Taksim - 2013



ANNEXE 6 : Illustrations des manifestations de la place Taksim

Figure 24 : Manifestation de la place Taksim



Figure 25 : Manifestation de la place Taksim



Figure 26 : Manifestation et barricades à la place Taksim après la répression



Figure 27 : Les manifestations de la place Taksim



Figure 28 : Les manifestations de la place Taksim



Figure 29 : Une image de l'occupation du parc Gezi



Figure 30 : La marche après la répression, à la place de Taksim



Figure 31 : La marche après la répression, à la place de Taksim



Les possibilités et les effets de convergences des mouvements contestataires, sous la répression

Les mobilisations au nom de groupes sociaux opprimés sur la base du genre, de l'orientation sexuelle ou de l'appartenance ethnique, en Turquie

Résumé

L'examen de l'espace militant en Turquie à travers quatre mouvements contestataires sur la base du genre, de l'orientation sexuelle ou de l'appartenance ethnique, montre que les contextes conflictuels et repressifs peuvent créer les possibilités d'émergence de nouveaux mouvements contestataires et leur convergence. Ces mouvements, malgré leurs divergences, interdépendants dans la complexité de leurs dynamiques, se rejoignent dans le même cycle de contestation, germé dans les années 1980, mûri et émergé autour de 1990, qui devient l'acteur de la déconstruction d'un monopole idéologique, organisationnel et politique dans l'espace militant. L'interdépendance de ces mouvements, avec de multiples facteurs, favorise leurs convergences et leurs interactions qui dépendent aussi de leurs lignes de fractures et de dissociation, relatifs à la structuration interne des rapports sociaux, à leurs diverses modalités de hiérarchies organisationnelles. Ces conflits créent des freins aux innovations des organisations mais grâce au maintien de leurs alliances, ils provoquent des transformations par des luttes internes et renforcent les rapprochements des communautés autour de ces mouvements. Dans la complexité de ce processus entre interdépendances, tensions et influences réciproques, le nouveau cycle de contestation naît comme une pluralité de relations, à partir des années 2010, dans un espace intermédiaire où les concepts et les répertoires, les idées, les expériences voyagent.

Mots-clés : Interaction, Interdépendance, Répertoire, Répression, Convergence, Innovation, Communauté militant, Rapports sociaux, Organisation

Abstract

This study of Turkish activism, focussing on four protest movements based on gender, sexual orientation or ethnicity, shows that a repressive context can actually open up possibilities for the emergence of new protest movements as well as for their coalescences. Despite their differences, these movements are still interdependent in their dynamics and complexity, and belong to the same cycle of contention, which was born in the eighties and matured in the nineties when it became a powerful agent in the deconstruction of the ideological, organizational, and political monopoly of the militant space. The interdependence of these movements, based on several factors, promotes their convergence and their interactions, which also depend on their cleavages, relative to the internal structure of social relations and to various forms of their organizational hierarchies. These conflicts are slowing down renewal and the innovation process within these organisations. Thanks to the sustained alliances, though, they cause internal disputes that bring transformation and reinforce the concord of communities around these movements. From the complexities of this process between interdependence, tensions and mutual influences, a new cycle of contention arises in 2010, in the form of a multiplicity of relations within an intermediate space where concepts, repertoires, ideas and experiences are in movement.

Key words : Interaction, Interdependence, Repertoire, Repression, Convergence, Innovation, militant community, social relations, Organisation